

BIBLIOTHECA VALLESIANA

18

ANDRÉ DONNET

*La Révolution valaisanne
de 1798*

II

1984

Imprimerie Pillet Martigny
Diffusion: Payot Lausanne



Médiathèque VS Mediathek



1011040073

2

BIBLIOTHECA VALLESIANA

18

BIBLIOTHECA VALLESIANA

18

ANDRÉ DONNET

*La Révolution valaisanne
de 1798*

II

1984

Imprimerie Pillet Martigny

Diffusion: Payot Lausanne

TA 78.326/18



MEDIATHEQUE
MEDIATHEK
valais wallis

Publié avec l'appui
du Fonds national suisse de la recherche scientifique
et de la Loterie romande.
Ouvrage tiré à 800 exemplaires.

TROISIÈME PARTIE

De la république des Dix-Dizains
au canton de la République helvétique

Chapitre X

Installation de l'Assemblée représentative et du Directoire exécutif provisoires de la république indépendante des Dix-Dizains

1. Préliminaires

Le Valais va faire, dès le 16 mars 1798 et pour la première fois, l'expérience d'un régime politique qui a pour principe la séparation des trois pouvoirs: législatif, exécutif, judiciaire.

Il nous faut toutefois revenir à la veille où, le 15 mars, Mangourit envoie deux dépêches à Talleyrand: Dans la première, il annonce qu'il attend «aujourd'hui [à Saint-Maurice] les députés du Haut-Valais, avec le retour des députés du Bas... Je m'occupe en ce moment, écrit-il, de la proclamation à faire pour la convocation des assemblées primaires en vertu du projet de constitution que j'ai eu l'honneur de vous adresser¹...» Le général Brune a demandé à

¹ Dans sa lettre au général Brune, datée également du 15 mars et dont il va citer un passage, Mangourit précise encore une fois de plus: «... une constitution que j'ai composée sur les mesures françaises et helvétiques...» (*Actenstücke* II, p. 255, n° 171.)

Mangourit de venir le rencontrer à Berne, mais le résident lui a répondu «que la révolution du Valais s'étant jusqu'à maintenant passée sans trouble, je ne puis la quitter d'un instant; que, sitôt que les communes du Haut et du Bas vont être réunies ici, je m'occuperai du mode de convocation des assemblées primaires et de l'impression de la constitution...» Pendant ce temps, il ira «lui sacrifier septante-deux heures». De plus, «il est intéressant plus que vous ne pensez, lui dis-je, pour le Directoire exécutif, d'avoir un exemple à citer d'une révolution chez un peuple peu éclairé, opérée sans la moindre douleur²...»

Dans la seconde dépêche, le résident écrit notamment: «Je m'empresse de vous annoncer que le plan de constitution valaisanne est signé par les dizains supérieurs et que, sous une heure, trente députés de ces districts, le grand bailli à la tête, arrivent pour former l'Assemblée générale provisoire et représentative du Valais.

«Demain, ouverture de cette assemblée, et ensuite convocation des assemblées primaires, et organisation finale de la constitution sous quinze jours³...»

Nous ne connaissons pas de procès-verbal de cette Assemblée représentative provisoire; en revanche, nous avons trouvé et publié trois documents qui vont nous permettre d'en décrire les opérations, en particulier le premier texte, qui est un compte rendu (*Tagschrift*) qu'Anton Augustini⁴, l'un de ses secrétaires allemands comme on le verra tout à l'heure, a rédigé à l'intention du dizain de Loèche et qui porte sur neuf séances, du 15 au 26 mars⁵; un «sommaire des travaux de l'Assemblée...», du 26 au 31 mars, par Johann-Joseph

² Doc. II/1, pp. 133-134, n° 62, 50^e dépêche à Talleyrand.

³ *Ibidem*, pp. 134-135, n° 63, 51^e dépêche.

⁴ Anton Augustini (1742-1823), ancien gouverneur de Monthey (voir à ce propos l'ouvrage de P. DEVANTHEY, *op. cit.*, *passim*), député du dizain de Loèche.

⁵ Doc. IV, pp. 5-20, mais avec une lacune manifeste: le manuscrit présente six pages en blanc (pp. 15-20); il manque en tout cas toute la séance du 22 mars et le début de celle du 23 mars.

Jost, député de Conches⁶; enfin, un «sommaire des décrets de l'Assemblée...», du 16 au 21 mars, probablement de la façon de Jos.-L. Pittier⁷.

Augustini mentionne que, le 15 mars, les députés des VII-Dizains quittent Sion, à 8 h. du matin, pour se rendre à Saint-Maurice; il désigne nommément les vingt-cinq membres qui composent la délégation, y compris le grand bailli Sigristen⁸.

A 14 h., celle-ci parvient à Martigny où les députés mangent à l'auberge de la Grand-Maison; ils y reçoivent la visite du comité particulier local, dont le président, le banneret Bernard-Antoine Crompt, leur adresse une gracieuse harangue. Poursuivant leur route, ils atteignent Saint-Maurice à 19 h., où ils sont accueillis à l'entrée de la ville par trois membres du Comité général: Ch.-Emm. de Rivaz, Michel Dufour et Jos.-L. Pittier. Ils descendent à l'Abbaye et y prennent leurs repas⁹.

Visite à Mangourit; discours.

A 9 h. du matin, le 16 mars, les députés tiennent une réunion au réfectoire de l'Abbaye; P.-Jos. de Riedmatten, P.-Jos. de Chastonay et A. Augustini sont dépêchés auprès de Mangourit pour s'enquérir de l'heure d'une visite générale. Réception amicale, accolades. D'entrée de jeu, le résident les rassure: il devait accomplir cette révolution sans faire verser une larme, et sans opérer de réquisition. La visite est fixée à 10 h. 30 précises.

Mangourit reçoit les députés du Haut-Valais sur le perron de sa résidence et les accompagne dans la salle d'audience. Le grand bailli Sigristen, très ému, prend la parole. Il commence son discours par une longue et solennelle envolée: «Si le premier représentant d'un

⁶ *Ibidem*, pp. 20-21. – Johann Joseph Jost (1732-1805), ancien châtelain d'Ernen, ancien gouverneur de Monthey 1787-1789 (et non de Saint-Maurice, comme le mentionne par erreur l'index général: Doc. V b, p. 109). – Voir aussi G. GUERRATY, *op. cit.*, pp. 505 et 511.

⁷ Doc. IV, pp. 21-22.

⁸ Mangourit, qui exagère évidemment, fait état de 42 députés pour représenter le Haut-Valais. (Doc. II/1, p. 136, n° 65.)

⁹ *Ibidem*, pp. 5-6.

peuple, libre depuis des siècles, d'un peuple, sinon un peu sauvage, du moins simple et heureux dans sa simplicité au milieu des glaciers sauvages et des rochers stériles; si, dis-je, le premier représentant d'un peuple libre, simple et content, n'a pas eu plus tôt l'honneur de porter personnellement ses assurances de respect, de confiance et d'admiration au grand représentant d'une grande nation, libre depuis des années, et digne de l'être par ses lumières, victoires et vertus, ce n'était pas ma volonté, mais les circonstances insurmontables et l'enchaînement à mon état qui m'ont privé de ce bonheur digne d'envie...» Se considérant comme Scipion, «à la tête des députés d'Athènes qui lui demandaient la paix...», Sigristen compare Mangourit à l'empereur Titus, «qui... regardait tous ces jours perdus qu'il vivait sans faire des heureux...» Le résident, dit-il encore, «s'offre de coopérer pour le bonheur d'un peuple qui n'a pas celui d'être connu de lui, et auquel, sans le connaître, il a donné sa prédilection, en sacrifiant ses plaisirs, ses intérêts, et les agréments qu'on lui offrait ailleurs». Le grand bailli fait appel à Cicéron et à Hérode pour louer les amicales dispositions de Mangourit.

Ma patrie, poursuit Sigristen à l'adresse de Mangourit, «n'est pas indigne de vos bontés, si vous daignez lui tenir compte de ses sentiments de loyauté, de reconnaissance, et de respect et confiance en vous... Votre résolution prise de la rendre aussi heureuse qu'elle est susceptible de l'être lui en ferait un paradis terrestre... Dieu veuille que vous n'en soyez pas seulement le témoin, mais que vous partagiez longtemps avec nous le bonheur dont vous pouvez être le créateur! Et quand vous ne serez plus..., nos derniers neveux béniront encore votre nom dans leurs chalets des Alpes, comme dans les mazots¹⁰ de leur vignoble, si sous vos auspices nous pouvons atteindre le juste point du vrai bonheur que vous nous désirez, et dont nous allons nous occuper...»

Et Sigristen achève son discours en exprimant la reconnaissance du Valais à l'égard de la Grande Nation, et lui recommande ses intérêts¹¹.

¹⁰ Mazot, «logement, petit et sans confort, du propriétaire forain, donc alpicole, dans les villages du vignoble». (*Vallesia*, t. XXII, 1967, p. 184.)

¹¹ Doc. IV, pp. 6-7.

Sa réponse au discours de Sigristen, le résident la donne lui-même, en un bref résumé, dans sa 53^e dépêche à Talleyrand, en date du 18 mars: «Une explication pure et franche des désirs de mon gouvernement pour la félicité du genre humain et particulièrement de cette contrée ont [*sic*] désabusé les esprits mal assurés et fait couler des larmes qui, c. ministre, ne coulent ici que quand le cœur se rend ou jouit¹².»

Le résident raccompagne ses hôtes sur la rue¹³; immédiatement, à l'invitation du Comité général, ils se rendent à l'hôtel de ville où les attendent les députés des trois nouveaux dizains¹⁴.

2. Composition de l'Assemblée représentative provisoire

L'Assemblée est composée, pour la première fois aussi, des députés du Haut-Valais et de ceux du Bas-Valais réunis en un seul collège.

Les députés des sept dizains supérieurs sont présentés, comme Augustini l'a fait, dans l'ordre géographique des dizains, en remontant le Rhône, de Sion à Conches. Ils sont donc arrivés sous la conduite de Sigristen, grand bailli.

— *Sion*: Pierre-Joseph de Riedmatten, bourgmestre de Sion; Jean-Baptiste Jacquier (1769-1843), de Savièse, notaire; Antoine Follonier († 1833), notaire, du val d'Hérens.

— *Sierre*: Pierre-Joseph de Chastonay, grand châtelain de Sierre; Ignace-Sébastien Briguët, capitaine de Lens, Mathias-Alexandre Tabin, châtelain d'Anniviers.

— *Loèche*: Anton Augustini, ancien gouverneur de Monthey; Anton (Joseph-) Willa (1754-1826), ancien major; Ignaz Werra (1768-1842), ancien major; Peter Moritz Martin († 1842), capitaine de Loèche; Peter Mathieu (*Mattieux*), lieutenant.

¹² Doc. II/1, p. 136, n° 65.

¹³ Mangourit affirme que les députés haut-valaisans sont sortis de chez lui à 10 h. du matin. (*Ibidem.*)

¹⁴ Doc. IV, p. 8.

- *Rarogne*: Aloys Roten (1772-1837), ancien major de Rarogne; Felix Walker, de Mörel.
- *Viège*: Anton Burgener (1750-1802), grand banneret; Moritz Zurbriggen, ancien gouverneur de Monthey.
- *Brigue*: Bartholomäus Perrig, grand châtelain; Jakob Theiler (1763-1824), châtelain du Simplon; Moritz Schmid, de Naters, trésorier; Joseph Michlig, de Brigerberg, trésorier; Kaspar Wyssen, de Naters; Bonaventura Falcino (*1739), de Brigue.
- *Conches*: Johann Joseph Jost, ancien gouverneur de Monthey; Valentinus Nellen; Dominicus Müller, de Reckingen¹⁵.

Les députés des trois nouveaux dizains, au nombre de treize, sont tous, à l'exception de deux, membres du Comité général:

- *Entremont*: Joseph-François Luder, banneret; Jean-Joseph Duc, banneret de Conthey; François-Emmanuel Joris, d'Orsières, avocat; Etienne-Martin Vaudan, de Bagnes, notaire.
- *Saint-Maurice*: Isaac de Rivaz, major de Monthey; Joseph-Louis Pittier, de Martigny, avocat; Jean-Laurent Cheseaux, de Saillon, banneret; Jean-François Frossard, d'Ardon, ancien châtelain.
- *Monthey*: Charles-Emmanuel de Rivaz, capitaine de la bannière de Monthey; Pierre-Louis Du Fay, de Monthey; Michel Dufour, de Vionnaz, major; Grégoire Marclay, de Val-d'Illeiez, notaire; Emmanuel Turin, de Muraz, lieutenant¹⁶.

Si quelques-uns de ces députés vont quitter le législatif pour entrer, comme on va le voir bientôt, au pouvoir exécutif, d'autres viendront siéger au sein de l'Assemblée.

D'abord, le 16 mars, avant l'ouverture de la session, un quatrième député de Conches rejoint ses collègues: il s'agit de Pierre-Augustin de Riedmatten (1761-1829), dernier châtelain du Bouveret¹⁷.

¹⁵ *Ibidem*, p. 5. – Sont identifiés d'après notre index général (Doc. V b, pp. 97-120) les personnages qui généralement apparaissent pour la première fois; n'ont donc pas été identifiés Bonaventura Falcino, Peter Mathieu, Joseph Michlig, Dominicus Müller, Valentinus Nellen, Moritz Schmid, Felix Walker et Kaspar Wyssen.

¹⁶ Doc. IV, p. 8.

¹⁷ *Ibidem*, p. 6.

A la séance du 19 mars, ce sont le général Léopold de Nucé¹⁸ et Jacques de Quartéry qui font leur entrée à l'Assemblée en qualité de représentants de la commune de Saint-Maurice. De Nucé demande alors à prendre la parole, autorisation qui lui est accordée par un vote des dizains. C'est la calomnie, assure-t-il, qui est la cause de son bannissement du pays; il a, certes, le 25 juin 1792, prêté le serment prescrit par les décrets de l'Assemblée nationale française, mais en réservant expressément les privilèges, traités et capitulations de la république du Valais. Il dépose alors sur le bureau les preuves de son assertion¹⁹. Le président de l'Assemblée propose de se réconcilier avec lui; les affaires à traiter étant urgentes, il lui recommande d'être bref. De Nucé poursuit donc son exposé pour se justifier des accusations portées contre lui, afin que chaque député soit convaincu que c'est un homme d'honneur, et non un criminel, qui va siéger à l'Assemblée; le président l'invite alors à prendre place²⁰.

Le 24 mars, le général de Nucé revient à la charge et fait lire le jugement de bannissement prononcé contre lui en août 1791, qui, à sa demande, sera incorporé au protocole²¹.

Enfin, le 26 mars, dernière note du compte rendu d'Augustini, il est signalé que, pour le dizain de Rarogne, Johann Amacker (1755-1832), ancien major, remplace à l'Assemblée Aloys Roten²².

¹⁸ Léopold de Nucé (1740 - † après 1806), anc. officier au régiment de Courten, général français retraité. (Six, t. II, p. 262; voir aussi P.-A. PUTALLAZ, *L'activité de Léopold de Nucé au Grand Conseil helvétique...*, dans *Vallesia*, t. XXVII, 1972, pp. 19-72.)

¹⁹ Doc. IV, p. 19: il s'agit d'un «extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale française, du 20 avril 1790», et d'une déclaration délivrée le 25 juin 1792 par le maire et les officiers municipaux de Saint-Quentin (départ. de l'Aisne), attestant que le capitaine de Nucé, le lieutenant Anton Willa, de Loèche, et cinquante hommes du régiment suisse de Courten ont prêté le serment...

²⁰ *Ibidem*, p. 12.

²¹ *Ibidem*, p. 18.

²² *Ibidem*, p. 19.

3. Constitution de l'Assemblée

La session de l'Assemblée représentative provisoire de la nouvelle république du Valais est ouverte, le 16 mars, à 10 h. du matin²³, à la grande salle de la maison de commune à Saint-Maurice, par le doyen des députés, Johann-Joseph Jost, député de Conches et ancien gouverneur de Monthey, en présence de trente-huit représentants, dont vingt-cinq du Haut-Valais et treize des trois nouveaux dizains.

L'Assemblée se réunit chaque jour du 16 au 31 mars, à l'exception des dimanches 18 et 25, et du mardi 27. Nous ne connaissons pas de compte rendu des séances suivantes. Toutefois, le 17 mars déjà, un représentant du dizain de Sierre, le capitaine Briguet, est autorisé à s'absenter jusqu'au mardi 20 mars²⁴. De plus, ce même jour, il est signalé que d'autres députés se disposent à rentrer chez eux: en effet, ceux de Brigue et de Loèche se sont informés pour savoir jusqu'à quelle date l'Assemblée va siéger; leur mission a été fixée à trois jours afin de fraterniser avec les trois nouveaux dizains, et ce terme est arrivé à échéance le 16²⁵. Le 21 mars enfin, Augustini annonce que, sur ordre du président, il s'est rendu avec Zurbriggen auprès du résident Mangourit, pour obtenir de lui l'autorisation de dissoudre l'Assemblée. Le résident a reçu pendant la nuit les deux députés et, sur leurs instances, a consenti à ce que la plus grande partie des représentants rentrent dans leurs foyers; il a néanmoins estimé nécessaire qu'un certain nombre d'entre eux demeurent à Saint-Maurice, d'autant plus que le Directoire français a été informé que l'Assemblée provisoire siégeait et qu'en ce moment il est indispensable de pouvoir traiter avec elle. Là-dessus, l'Assemblée décrète qu'un représentant par dizain restera à Saint-Maurice, à

²³ Selon Pittier, à 10 h. 30 environ: Doc. IV, p. 21, n° 3.

²⁴ Doc. IV, p. 9.

²⁵ *Ibidem*, p. 10.

raison de 40 batz par jour aux frais de l'Etat; chaque membre pourra se faire remplacer²⁶.

On revient ainsi à une ancienne formule, à savoir une sorte de conseil restreint, qui va prendre des décisions au même titre que l'Assemblée elle-même. Nous ignorons cependant à quelle date ce système a commencé à fonctionner: nous savons seulement que l'Assemblée (restreinte) résignera ses pouvoirs le 27 avril²⁷.

Sur la proposition de son doyen, l'Assemblée élit d'abord quatre scrutateurs, dont Augustini ne mentionne nommément que deux d'entre eux: Zurbriggen et Du Fay.

Puis elle passe à l'élection de son président; cet honneur échoit à Pierre-Joseph de Riedmatten, bourgmestre de Sion, «un des meilleurs esprits auquel je dois l'accession du Haut-Valais²⁸», écrit Mangourit, et «avec lequel j'ai été en correspondance réglée depuis mon arrivée en Valais»²⁹. P.-J. de Riedmatten demeurera en fonctions jusqu'au 30 mars où, selon le «sommaire» de J.-J. Jost, il est remplacé par Moritz Zurbriggen, député de Viège³⁰. Plus tard, à une date que nous ignorons, Zurbriggen cédera la présidence à Léopold de Nuce, qui apparaît en cet office du 12 avril au 2 mai³¹.

²⁶ *Ibidem*, p. 17. — Voir aussi *ibidem*, p. 15, où l'on affirme que l'Assemblée n'étant que provisoire, il suffit que chaque dizain soit représenté; et p. 21, «il restera un député par dizain pour composer la représentation nationale provisoire et... les autres membres peuvent se retirer chez eux».

²⁷ Par une lettre de L. de Nuce, du 19 avril, adressée à Joseph-Ignaz Walpen (1747-1820), de Reckingen, député du dizain de Conches. (Doc. IV, p. 35, n° 17.) — Une circulaire du Directoire provisoire, en date du 14 avril, mentionne que l'Assemblée provisoire s'est ajournée au 7 avril; mais nous n'avons pas confirmation d'une reprise de l'Assemblée générale. (*Ibidem*, p. 45, n° 16.) En outre, que l'Assemblée ait résigné ses pouvoirs le 27 avril n'est pas sûr, puisque l'on connaît encore un décret, émané d'elle, en date du 2 mai. (*Ibidem*, p. 37, n° 20.)

²⁸ Doc. II/1, p. 135, n° 64.

²⁹ *Ibidem*, p. 136, n° 65.

³⁰ Doc. IV, p. 21. — Signalons qu'on rencontre déjà dès le 22 mars Zurbriggen signant des lois en qualité de président. (*Ibidem*, p. 24, n° 3, n° 4, etc.)

³¹ Pour le 12 avril: Doc. IV, p. 32, n° 12; pour le 4 mai: Doc. IV, p. 38, n° 20.

Poursuivant peu à peu sa constitution, l'Assemblée se donne, le 20 mars, un vice-président en la personne de Johann Joseph Jost, son doyen³².

Cependant, au cours de sa première séance, l'Assemblée élit encore, le 16 mars, quatre secrétaires; ce sont Pittier et Du Fay pour la langue française, Augustini et Zurbriggen pour la langue allemande³³. La liste des secrétaires variera beaucoup, puisqu'on trouve successivement, assumant cette charge: Jakob Theiler, Isaac de Rivaz³⁴, Ignaz de Werra³⁵, François-Emmanuel Joris³⁶, François-Paul Bonvin³⁷...

A peine le président de l'Assemblée est-il élu que l'on envoie auprès de Mangourit une députation composée de dix membres, c'est-à-dire un représentant par dizain, selon leur rang qui a été tiré au sort, et lequel se présente désormais dans l'ordre suivant: Saint-Maurice, Viège, Conches, Rarogne, Entremont, Brigue, Sion, Monthey, Sierre, Loèche³⁸.

Là-dessus, les députés se déclarent «constitués en Assemblée représentative provisoire de la république du Valais».

Discours de Mangourit à l'Assemblée (16 mars).

C'est peu après que Mangourit se rend au sein de l'Assemblée; le président P.-Jos. de Riedmatten le conduit dans la salle et le fait asseoir à sa droite³⁹.

³² *Ibidem*, p. 15.

³³ *Ibidem*, p. 8.

³⁴ Elus en séance du 30 mars: Doc. IV, p. 21.

³⁵ *Ibidem*, p. 24, n° 3 et n° 4.

³⁶ *Ibidem*, p. 32, n° 12.

³⁷ *Ibidem*, p. 32, n° 12. — François-Paul Bonvin (1761-1814), de Sion, notaire, secrétaire de la Chambre administrative.

³⁸ *Ibidem*, p. 8. — Pittier, dans son «sommaire», place Monthey entre Sierre et Loèche. (Doc. IV, p. 21.) — Il s'agit d'une question de préséance sur laquelle les dizains sont très chatouilleux. Voir H. GUTZWILLER-HALLENBARTER, *Die Stellungnahme Solothurns im Streit zwischen Sitten und dem Goms und den Vortritt bei der Bischofswahl (1752)*, dans *Rechtsgeschichte und Volkskunde Dr Jos. Bieler zum 65. Geburtstag*, Brigue, 1968, pp. 55-60. (*Schriften des Stockalper-Archivs in Brig*, H. 12.)

³⁹ Doc. IV, p. 8.

Le résident prononce un long et pompeux discours: rappelant que la révolution du Valais «s'est opérée par la force de la raison», il certifie que l'histoire se plaira à décrire comment la liberté «s'assit au milieu d'une des plus vertueuses races du genre humain que jusqu'alors l'on avait calomniée au point de la faire regarder au-dessous de toutes les autres nations...» Le Valais offre «à l'Europe républicaine et royale le tableau enchanteur et désespérant de tous ses enfants libres, égaux, réconciliés et unis».

Les oligarques de Berne, par exemple, poursuit-il, «regardaient encore les douze autres cantons et leurs alliés comme des instruments de leur ambition... Ils se promettaient de subjuguier un jour leurs Confédérés, à l'imitation du patriciat romain qui jadis engloutit toutes les nations du Latium...»

En Valais, en revanche, «à peine le mot d'indépendance est prononcé à l'Occident que les magistratures hétérogènes à la souveraineté nationale s'inclinent devant elle; le peuple, qui n'est jamais plus généreux que dans l'élan de sa force, tend une main fraternelle à ceux qui n'avaient point abusé du pouvoir; l'indépendance est à peine décrétée par le Valais occidental que le Valais oriental accourt la sanctionner...

«Bientôt, les Vaudois... appellent les Valaisans» à leur secours. «Entre eux, les cultes religieux différent... mais, grands dieux! la liberté chez ces deux peuples n'a qu'un autel!...» Mangourit évoque la campagne des Ormonts, la prise de Berne, l'acceptation d'une constitution par le Bas et le Haut-Valais, la plantation de l'arbre de la liberté.

«Aujourd'hui, poursuit le résident, une auguste et sainte réunion vient de s'opérer... Vous emploierez vos efforts pour que» les assemblées primaires qui vont être convoquées «nomment pour électeurs des patriotes qui n'ont jamais séparé leur cause de celle du peuple; plutôt des hommes simples et vertueux que des ambitieux habiles et rusés; plutôt des agriculteurs vivant du produit de leur travail que des égoïstes ne vivant que des fatigues et des larmes d'autrui».

Il conclut en faisant l'éloge du peuple valaisan: «Vous ne direz point que le peuple est méchant... Ah! quand il est aussi près de la

nature comme les Valaisans, il est bon, généreux, hospitalier comme elle!...», et en se faisant l'interprète de la République française pour exprimer ses «sentiments d'estime et d'attachement⁴⁰».

Le président P.-Jos. de Riedmatten répond à Mangourit «par un discours improvisé marqué au coin du civisme le plus éclairé», discours très applaudi, affirme le résident⁴¹.

De Riedmatten accompagne Mangourit jusqu'à la porte de la salle⁴².

Election du Directoire exécutif provisoire.

L'Assemblée procède enfin, le 16 mars, par voie de scrutin, à l'élection du Directoire exécutif provisoire, composé de trois membres; sont élus Sigristen, de Chastonay et Ch.-Emm. de Rivaz⁴³. Le 21 mars, l'un des directeurs doit s'absenter pour trois semaines, et c'est Augustini qui est élu vice-directeur pour le suppléer⁴⁴.

4. Organisation interne

Rédacteur. Le 17 mars, l'Assemblée députe auprès de Tousard d'Olbec Zurbriggen et Dufour pour lui proposer d'assumer le rôle de rédacteur de ses décisions; Tousard accepte et se met au travail dans la chambre voisine⁴⁵.

Bureau. Le même jour, l'Assemblée élit un bureau, ou comité préparatoire, de cinq membres. Ce bureau devra non seulement établir l'ordre du jour de l'Assemblée, mais aussi rédiger ses arrêtés; il s'occupera sur-le-champ de l'organisation et de la date des assemblées primaires; sont désignés Zurbriggen, Isaac de Rivaz, Theiler, Du Fay, Dufour, Joris, sous la présidence de P.-Jos. de

⁴⁰ Doc. II/1, pp. 137-139, n° 65, annexe I.

⁴¹ *Ibidem*, p. 139.

⁴² Doc. IV, pp. 8-9.

⁴³ *Ibidem*, p. 9.

⁴⁴ *Ibidem*, pp. 17-18.

⁴⁵ *Ibidem*, p. 9.

Riedmatten⁴⁶. Quant à la motion du dizain de Rarogne demandant que le bureau communique à chaque dizain, la veille des délibérations, la liste des objets à traiter⁴⁷, l'Assemblée la fait sienne⁴⁸, mais les dizains de Brigue et de Loèche objectent que cette manière de procéder sera jugée dangereuse dans les sept dizains supérieurs, parce que, sur les cinq membres du bureau, trois sont issus des nouveaux dizains; ils réclament par conséquent que le bureau soit constitué d'un représentant par dizain, c'est-à-dire de dix membres: telle est la décision finale. De plus, l'Assemblée confirme que le bureau communiquera aux dizains, la veille de la séance, les objets à prendre en délibération⁴⁹.

Protocole. L'Assemblée décide, encore le même jour, de transmettre aux dizains le protocole de la séance du 16 mars, avec l'arrêté relatif au partage des bourses communes, et l'élection d'un Directoire exécutif provisoire composé de trois membres. Lecture est donnée du protocole français de la séance du 16 mars; avant de l'approuver, quelques dizains demandent qu'il soit au préalable traduit en allemand⁵⁰.

Manière de procéder au vote. L'Assemblée règle encore un problème important: le mode du vote. Elle adopte donc le système en vigueur sous l'Ancien Régime: en effet, elle fait protocoler que, lors d'un vote, les suffrages seront recueillis, non par tête, mais par dizain⁵¹. Mangourit explique la raison de cette manière de procéder dans sa dépêche à Talleyrand du 28 ventôse – 18 mars: «Attendu que le peuple de chaque dizain a envoyé un nombre plus ou moins égal

⁴⁶ *Ibidem*. – On constatera qu'Augustini, faisant état d'un bureau de cinq membres, en désigne en réalité nommément sept, y compris le président. L'interprétation n'est pas certaine, parce que le document est endommagé à cet endroit.

⁴⁷ *Ibidem*, p. 10.

⁴⁸ *Ibidem*, p. 11.

⁴⁹ *Ibidem*, pp. 10-11.

⁵⁰ *Ibidem*, p. 11.

⁵¹ *Ibidem*, p. 10, n° 2. – Voir à ce sujet, J. GRAVEN, *op. cit.*, pp. 58-59; H. SCHINER, *op. cit.*, p. 377: «Le nombre des députés de chaque dizain variait souvent... mais quel que fût le nombre de ces députés, un seul cependant portait la voix pour son dizain respectif, et ne formait ainsi qu'un seul suffrage.»

de députés, les opinions sont recueillies par dizain et, en cas de partage, la voix du président fera le décret⁵².»

Huissier. Enfin, l'Assemblée se prononce sur la question d'un huissier: la commune de Saint-Maurice sera invitée à fournir un «domestique de la chambre», qui sera en même temps huissier⁵³.

* * *

Nous ne connaissons pas de procès-verbal des séances du Directoire exécutif provisoire; par conséquent, nous ne sommes pas en mesure d'exposer d'une manière systématique ses délibérations; nous en sommes réduit à les évoquer d'après sa correspondance conservée avec l'Assemblée représentative.

Les trois membres du Directoire qui ont été élus par l'Assemblée représentative, le 16 mars, sont donc: J.-V. Sigristen, ancien grand bailli; P.-Jos. de Chastonay, ancien vice-chancelier de l'Etat du Valais et Charles-Emmanuel de Rivaz, ancien membre et président du Comité général de Saint-Maurice.

Le 21 mars, P.-Jos. de Chastonay demande à l'Assemblée l'autorisation de s'absenter trois semaines pour des raisons urgentes, à savoir l'accouchement prochain de sa femme et les affaires de sa charge de grand châtelain de Sierre. Augustini, l'un des secrétaires allemands de l'Assemblée, est alors élu suppléant, ou vice-directeur⁵⁴.

Désigné, le 22 mars, pour conduire une députation à Berne, auprès du résident Mangourit et du général Brune, le président du Directoire provisoire⁵⁵, J.-V. Sigristen, est obligé de se récuser: dans la nuit du 22 au 23 mars, il est pris d'un malaise; les médecins Ricou et Bourgeois⁵⁶, appelés à son chevet, lui défendent «expressé-

⁵² Doc. II/1, p. 136, n° 65, deuxième décret.

⁵³ Doc. IV, p. 10, n° 1.

⁵⁴ *Ibidem*, pp. 17-18. — Marie-Josèphe-Hélène de Chastonay, fille de Pierre-Joseph et de Marie-Josèphe de Courten, son épouse, sera baptisée à Sierre, le 7 avril 1798. (Sierre, reg. de paroisse.)

⁵⁵ Doc. IV, pp. 41-42, n° 8.

⁵⁶ Il ne s'agit pas d'un médecin inconnu du nom de Rion, qui a pour origine une lecture erronée de M. SALAMIN (p. 14, note 11), mais de Bernard-Jean-François Ricou (1730-1798), chirurgien-major à Bex. (EUG. OLIVIER, *op. cit.*, t. I, p. 1038.) — Jean-Baptiste Bourgeois, médecin à Martigny, non identifié.

ment» le voyage, «craignant la rechute s'il se mettait en route». Il sera remplacé par Augustini⁵⁷.

On a vu que, le 17 mars, l'Assemblée provisoire a enrôlé Tousard d'Olbec en qualité de rédacteur; toutefois, on remarque que, dès le 21 mars en tout cas, Tousard signe la mise en vigueur des lois promulguées par l'Assemblée avec le président Sigristen et s'intitule «secrétaire général»⁵⁸. Comme il l'a été du Comité général de Saint-Maurice, Tousard sera encore secrétaire de la Chambre administrative et, plus tard, secrétaire d'Etat.

Il ne sera pas le seul secrétaire du Directoire provisoire, comme on l'apprend par l'une des trois lettres que celui-ci adresse, le 17 mars, à l'Assemblée provisoire: dans la première, il remercie les représentants du peuple valaisan de la confiance qu'ils ont accordée à ses membres; cette lettre n'exige pas de réponse⁵⁹. La deuxième lettre est destinée à l'informer sur les objets les plus urgents à régler pour son installation et son service: il s'agit du choix d'un local pour tenir des séances et loger son bureau; du traitement à fixer pour un secrétaire français et pour un secrétaire allemand «qui lui sont nécessaires»; du traitement d'un messenger d'Etat; des frais de secrétariat et des frais d'impression des instructions et actes du Corps législatif et du Directoire lui-même, qu'il faut distribuer dans les communes⁶⁰. En ce qui concerne les objets de cette deuxième lettre, l'Assemblée provisoire ne statue le 17 que très partiellement: la commune de Saint-Maurice mettra à la disposition du Directoire un local pour y tenir ses séances. Le secrétaire (*sic*) et l'huissier, le Directoire les nommera lui-même conformément au «projet de constitution». Les autres propositions seront discutées dans une autre séance⁶¹. Quant à la troisième lettre, dans laquelle le Directoire

⁵⁷ Doc. IV, p. 42, n° 9 et n° 10.

⁵⁸ *Ibidem*, p. 55, n° 1, etc.

⁵⁹ *Ibidem*, p. 39, n° 1, et p. 11, n° 6.

⁶⁰ *Ibidem*, pp. 39-40, n° 2.

⁶¹ *Ibidem*, pp. 10-11. — L'art. de la constitution auquel il est fait allusion est l'art. 120, du titre VI. (Doc. I, p. 110.) On remarquera, au surplus, que, dans le compte rendu d'Augustini, il est toujours question d'un «projet de constitution», alors que ce projet a bel et bien été adopté et soussigné par les députés des VII-Dizains, le 13 mars précédent. (Doc. I, pp. 114-115.)

avise l'Assemblée que des représentants se disposent à rentrer chez eux⁶², nous en avons déjà expliqué plus haut les raisons⁶³.

Le lundi 18 mars, P.-Jos. de Riedmatten propose de délibérer sur les objets soumis la veille à l'Assemblée, les uns alors très partiellement réglés et les autres renvoyés à la séance de ce jour; il reste donc à déterminer plusieurs points: le loyer du local des séances du Directoire (n° 1); le salaire des deux secrétaires allemand et français (n° 2); le salaire de l'huissier du Directoire (n° 3); les frais de chancellerie (n° 4); les frais d'impression (n° 5)⁶⁴. L'Assemblée ne statuera pourtant là-dessus que le lendemain.

En effet, en séance du 20 mars, l'Assemblée promulgue un certain nombre de décrets: elle fixe (sans mentionner nulle part de chiffres) le salaire du secrétaire allemand et du secrétaire français en vue de diffuser dans les communes les futures lois; le Directoire déterminera lui-même le salaire de l'huissier; étant donné qu'en vertu du «projet de constitution», il est l'administrateur du trésor général⁶⁵, le Directoire devra couvrir les dépenses nécessaires de l'Etat; il pourra faire imprimer ses arrêtés, et il donnera alors la préférence à l'imprimeur de Sion⁶⁶. Enfin, un membre du Directoire ne pourra assumer simultanément l'office de secrétaire⁶⁷.

* * *

Dès leur entrée en fonctions, les nouvelles autorités valaisannes sont appelées à résoudre un certain nombre de problèmes majeurs et mineurs. Parmi ces derniers, il en est de toutes sortes: les uns

⁶² Doc. IV, p. 40, n° 3.

⁶³ t. II, p. 16.

⁶⁴ Doc. IV, p. 13.

⁶⁵ Doc. I, p. 110, titre VI, art. 101.

⁶⁶ Il s'agit d'Antoine Advocat (1747-1816), imprimeur de la Bourgeoisie de Sion. (Voir L. IMHOFF, *Un point d'histoire typographique. Comment fut vendue en 1803 l'imprimerie des hauts magistrats de la Bourgeoisie de Sion*, dans *Ann. val.*, 1944, pp. 229-236.)

⁶⁷ Doc. IV, p. 14. — Le dernier décret répond à l'une des questions sur lesquelles le Directoire, dans sa 2^e lettre du 17 mars, prie l'Assemblée de se prononcer: «... Comme l'un des directeurs a offert pour le moment de faire les rédactions et traductions en allemand, le Directoire invite l'Assemblée à déclarer si elle l'autorise à signer.» (Doc. IV, p. 40, n° 2, deuxième point.)

sont urgents, d'autres sont dictés par l'opportunité, d'autres enfin ont des conséquences indéniables pour la vie quotidienne de la république des Dix-Dizains. Tels sont les problèmes que nous allons examiner dans un prochain chapitre.

Toutefois la question majeure par excellence demeure la survie de cette nouvelle république qui se veut indépendante. C'est pourquoi nous tenterons de retracer, dans un autre chapitre, les étapes de l'évolution que va subir le Valais, du 16 mars aux premiers jours de mai 1798, au moment où l'insurrection du Haut-Valais interrompra les opérations électorales qui, sous la pression de la France, vont mettre en place les autorités du Valais réuni en qualité de canton à la République helvétique une et indivisible.

Chapitre XI

Objets traités par l'Assemblée représentative et par le Directoire exécutif en dehors du problème de l'indépendance (16 mars - 5 mai 1798)

1. Plantation de l'arbre de la liberté dans les dizains supérieurs

A la fin de la première séance de l'Assemblée représentative, au soir du 16 mars, le président du Directoire exécutif provisoire, l'ancien grand bailli Sigristen, réunit à l'Abbaye de Saint-Maurice les députés du Haut-Valais et leur propose notamment d'entrer en pourparlers avec Mangourit pour obtenir de lui qu'il renonce à exiger la plantation de l'arbre de la liberté dans les six dizains supérieurs; ils s'assurent également que la république du Valais pourra toujours conserver les avantages dont bénéficie un canton. Sont désignés pour former une députation à cet effet Sigristen, de Chastonay, P.-Jos. de Riedmatten, et les représentants B. Perrig et Augustini¹.

¹Doc. IV, p. 9.

Le lendemain, 17 mars, la députation se réunit pour faire rapport à l'Assemblée sur sa mission; P.-J. de Chastonay n'y a pas pris part parce que le dizain de Sierre, affirme-t-il, ne s'oppose pas à la plantation de l'arbre de la liberté; son attitude est jugée regrettable.

Augustini s'est donc rendu la veille, vers 19 h. environ, à la résidence de Mangourit et a sollicité de ce dernier l'autorisation, pour la députation, de lui rendre visite. Le résident l'a reçu immédiatement et l'a entretenu assez longuement d'une manière affable de son intention de faire le bonheur du Valais; Augustini a saisi l'occasion de lui recommander sa patrie. Puis Mangourit a accueilli la délégation.

C'est Sigristen, président du Directoire, qui a parlé au nom de ses collègues: il émet le vœu que la république du Valais bénéficie des mêmes avantages dont l'un ou l'autre canton jouit dans sa constitution; il prie le résident de ne pas exiger la plantation de l'arbre de la liberté dans les six dizains supérieurs et de tenir planté pour eux celui qui a déjà été dressé à Sion, dans la cour de la Chancellerie², ou de renvoyer cette cérémonie jusqu'à ce que les petits cantons l'aient eux-mêmes effectuée.

Mangourit, dans sa réponse, accepte la première requête, qui est de grande importance: il est certain, dit-il, que chaque canton doit obtenir modération et changements dans sa constitution; les promesses que le général Brune a faites aux autres cantons sont aussi valables pour le Valais; il convient, avec la députation, d'une requête relative à cette promesse, et la réponse sera donnée par écrit. Quant à l'entretien portant sur la plantation de l'arbre de la liberté, il dura plus longtemps; le résident finit par consentir à un ajournement pour les six dizains supérieurs et par se contenter de considérer que l'arbre de la liberté planté à Sion l'est pour tous les dizains supérieurs. Cette négociation s'acheva tard dans la nuit, mais laissa la députation pleine d'espoir³.

² Sur la nouvelle Chancellerie, construite de 1776 à 1780, et proie de l'incendie du 24 mai 1788, voir G. CASSINA, *Sion il y a 200 ans*, Sion, 1982, 7 p. (Sedunum Nostrum, Bull. n° 31.)

³ Doc. IV, pp. 11-12.

Il n'est plus question, semble-t-il, dans nos documents de la plantation de l'arbre de la liberté⁴ jusqu'au 8 juin 1798, c'est-à-dire après la répression, par les troupes françaises et vaudoises, du soulèvement du Haut-Valais⁵.

2. Les premières lois promulguées par l'Assemblée représentative (17-26 mars 1798)

Deux lois sont relatives au partage des bourses publiques; une, à la sûreté des personnes et des propriétés; la 4^e, aux enfants trouvés, la 5^e enfin, aux autorités.

Partage des bourses communes. Le partage des bourses communes donne lieu à discussion, au sein de l'Assemblée, le 17 mars: les membres du bureau demandent si l'on doit faire cesser le partage et, dans le cas d'une décision affirmative, déclarer nuls et non avenue les partages opérés depuis le 27 janvier 1798. Le président P.-Jos. de Riedmatten soutient, en revanche, au nom de la ville de Sion, la validité des partages qui ont déjà été effectués. L'Assemblée, en

⁴ On peut toutefois signaler un épisode que rapporte une lettre de Mangourit au Directoire valaisan, en date du 18 germinal – 7 avril: un ecclésiastique dénommé Ribordy, de résidence à Géronde, est outragé à Brigue «à cause de la plantation de l'arbre de la liberté», puis «menacé à coups de couteau par les Haut-Valaisans et surtout par des gens de Loèche-les-Bains... en le traitant d'espion de la République», ce qui l'aurait contraint à «se réfugier à Sion, chez le c. Barthélemy Penel, aux Portes-Neuves». (Doc. II/2, p. 89, n° 72. – Souligné par Mangourit.) – ANNE-JOSEPH DE RIVAZ mentionne également le fait (t. 1, p. 41, où ce Ribordy est déclaré «ivrogne scandaleux»), mais précise plus loin (p. 89) que le «prêtre Ribordy, arrêté à Riddes l'avant-dernier jour de la guerre valaisanne [1798] pour vol et sacrilège, est traduit par-devant le tribunal du canton et jugé par le même tribunal qui le met hors de cour et de procès en le déclarant fou, et le renvoie pour délit purement ecclésiastique à l'évêque qui se borne à le lier d'un interdit perpétuel comme ayant avili scandaleusement le caractère sacerdotal». – Il s'agit de l'abbé Joseph Ribordy, fils de Jean-Laurent et de Marie-Marguerite Gaillard, né à Sembrancher en 1749 et décédé à une date et en un lieu inconnus, en tout cas postérieurement à 1804 où il séjourne à Florence; TAMINI et DELÈZE le signalent (p. 491) décédé en 1777. Voir sur cet ecclésiastique notre publication de documents, sous le titre: *Un cas de superstition à Riddes en 1798. L'affaire de l'abbé Joseph Ribordy et de ses complices*, à paraître dans les *Annales valaisannes*.

⁵ Voir plus bas, t. II, pp. 192-279.

dernière analyse, décide que le partage des bourses publiques sera suspendu⁶.

D'où la loi, du 17 mars, qui arrête que «le partage... est suspendu jusqu'à ce qu'il en soit autrement décidé par la prochaine Assemblée législative». Le Directoire provisoire ordonne, le 21 mars, la publication et l'impression de la loi; elle sera, en outre, «munie de l'ancien sceau de la république du Valais comme sceau provisoire⁷».

Mais le même jour, 21 mars, le Directoire provisoire écrit à l'Assemblée représentative qu'il «ne peut pas se permettre d'user de la latitude de pouvoir que lui laisse l'Assemblée, et d'interpréter son intention particulièrement sur le décret relatif aux bourses publiques. Cet objet, assure-t-il, est d'une trop grande importance pour qu'il puisse en ordonner.

»En conséquence, le Directoire prie l'Assemblée représentative provisoire de vouloir bien lui spécifier par un message la conduite qu'il doit tenir quant à la manifestation et à l'exécution de ce décret⁸.»

C'est ainsi que, le 22 mars, l'Assemblée promulgue une nouvelle loi qui précise celle du 17 mars: «Les administrations des communes sont déclarées solidairement responsables du partage qui pourrait être fait à l'avenir des bourses publiques et biens communaux (art. premier); sont pareillement déclarés responsables solidaires les individus des communes qui auraient demandé ou favorisé ce partage, ou qui y auraient participé de quelque manière que ce soit (art. 2); la prochaine Assemblée législative prononcera sur la validité ou la nullité des partages qui ont déjà été faits» (art. 3). Le Directoire provisoire rend alors cette nouvelle loi exécutoire le 24 mars⁹.

Sûreté des personnes et des propriétés. C'est le 21 mars que l'Assemblée représentative délibère sur cette question¹⁰. Elle décrète alors «à l'unanimité» que l'Assemblée «prend sous sa protection immédiate tous les citoyens de quelque état et sexe qu'ils soient, de même que

⁶ Doc. IV, pp. 10-11; et p. 21: «Sommaire» de Pittier, n° 1.

⁷ *Ibidem*, p. 23, n° 1.

⁸ *Ibidem*, p. 40, n° 5.

⁹ *Ibidem*, p. 24, n° 3.

¹⁰ *Ibidem*, p. 17, n° 3; p. 21.

toutes les propriétés de quelque nature qu'elles puissent être, contre tous les excès et actes de violence que les méchants et perturbateurs de la sûreté et tranquillité publique pourraient se permettre; et pour prévenir plus spécialement toutes voies de fait, elle en rend responsables les communes respectives rières lesquelles il pourrait s'en commettre ou les coupables se réfugier, les déclarant tenues et obligées à l'extradition de ces malfaiteurs, sous peine d'exécution militaire chez elles. Et ceux-ci seront sévèrement punis en leurs corps et leurs biens, selon la nature de leurs forfaits.»

Le Directoire provisoire ordonne, le 22 mars, que cette loi imprimée en 500 exemplaires, sera envoyée à toutes les autorités des communes pour qu'elles veillent à son exécution¹¹.

Enfants trouvés. Le président du comité de Leytron informe le 21 mars¹² l'Assemblée représentative «qu'il a été trouvé hier dans une écurie de Leytron deux enfants posés dans une hotte et ayant environ 24 h. de vie». Le lendemain, l'Assemblée promulgue une loi à teneur de laquelle il est stipulé que «les enfants trouvés dont il est fait mention... seront provisoirement entretenus aux frais de la République...» (art. premier); de plus, le Directoire provisoire est chargé de donner des ordres pour leur entretien «et pour faire les enquêtes les plus promptes pour découvrir les particuliers qui se sont rendus coupables de cette exposition et subsidiairement du père et de la mère» (art. 2). Le Directoire rend exécutoire cette loi, le 29 mars¹³.

Confirmation des autorités établies. L'Assemblée représentative édicte, le 26 mars, une loi «qui confirme les autorités constituées du Valais oriental dans leurs fonctions jusqu'à la nouvelle organisa-

¹¹ *Ibidem*, pp. 23-24, n° 2. — Sur les voies de fait et les atteintes à la propriété sous l'Ancien Régime, voir J. GRAVEN, *op. cit.*, pp. 423-424, et pp. 450-451. De plus, cette loi en engendrera une autre, qui instituera, le 12 avril, une force armée, qui est, somme toute, un corps de gendarmerie chargé de veiller à l'exécution de la loi du 21 mars. (Voir plus bas, t. II, pp. 48-49.)

¹² Le compte rendu d'Augustini, pour le 21 mars, est incomplet dans le cahier qui nous est parvenu.

¹³ Doc. IV, pp. 24-25, n° 4. — Sous l'Ancien Régime, on ne trouve de disposition relative à ce délit que dans le Code pénal pour le Bas-Valais (1794). (Voir J. GRAVEN, *op. cit.*, pp. 415-416.)

tion; néanmoins, stipule cette loi, ceux des dizains orientaux et occidentaux qui, par les suites de la révolution, seraient dépourvus de tribunaux d'appel et de causes criminelles devront en établir d'ici à la convocation de la prochaine Assemblée législative; à ce défaut, il y sera pourvu par l'Assemblée à laquelle on déférera dans l'intervalle et en cas d'urgence les appels et les causes criminelles pour être par elle délégués des juges pour en connaître¹⁴».

3. Convocation des assemblées primaires

Cet objet est mis en délibération par l'Assemblée représentative en séance du 17 mars¹⁵. En ce qui concerne leur convocation, le président P.-Jos. de Riedmatten annonce, le 19 mars, qu'il s'est déjà exprimé dans une audience particulière: il s'occupera lui-même de proposer la date et la manière de tenir ces assemblées; il désire connaître quelle organisation l'on veut adopter, pour se conformer au projet proposé par Mangourit¹⁶.

C'est le 20 mars que P.-Jos. de Riedmatten informe l'Assemblée que le résident a remis au Directoire un projet de ses instructions sur la manière de convoquer les assemblées primaires. Le secrétaire Augustini est chargé de demander au Directoire ce projet accompagné de ses remarques, afin que de petits objets n'imposent pas plus longtemps de grands frais aux communes...

A la réception de la lettre écrite par Augustini et remise au Directoire, arrive le projet des instructions du Directoire. On institue alors un comité ad hoc pour mettre au point avec le Directoire le mode de tenue des assemblées primaires. Sont élus Augustini, Zurbriggen et Perrig avec cinq voix, puis Ch.-Emm. de Rivaz avec trois voix seulement. C'est pourquoi les trois nouveaux dizains ont protesté contre la majorité¹⁷.

¹⁴ Doc. IV, p. 22, et p. 25, n° 5; *ibidem*, p. 72, n° 5.

¹⁵ Doc. IV, p. 10 et p. 11.

¹⁶ *Ibidem*, p. 13.

¹⁷ *Ibidem*, pp. 15-16.

Si, selon la constitution du 3 mars, les assemblées primaires doivent s'occuper, en premier lieu, «d'accepter ou rejeter la constitution»¹⁸, c'est seulement le 30 mars que l'Assemblée représentative promulgue une loi «qui charge le Directoire exécutif de convoquer», pour le mercredi 4 avril, «les assemblées des communes pour l'émission de leur vœu au sujet de la réunion à la République helvétique»¹⁹. Cet objet nous amène au chapitre suivant, où sont exposées les étapes de la liquidation de la république indépendante²⁰.

4. Sur la troupe auxiliaire bas-valaisanne dans le Pays de Vaud

On a déjà vu que, dans sa dernière séance, le 18 mars, le Comité général de Saint-Maurice entreprend des démarches pour rappeler ou relever la troupe auxiliaire valaisanne envoyée dans le Pays de Vaud²¹.

Le lendemain 19 mars, peu après un discours que prononce Augustini à l'Assemblée représentative, Mangourit se présente et conseille de faire appeler les membres du Directoire provisoire; le général de Nüc, l'ancien gouverneur J.-J. Jost, les députés Du Fay et Augustini sont chargés d'aller les inviter. Le résident lui-même va à la rencontre du Directoire, et tous ensemble pénètrent dans l'enceinte de l'Assemblée. A peine entré, se tenant devant le président du Directoire, lequel est placé à la droite du président P.-Jos. de Riedmatten, le résident annonce que 446 hommes de la troupe bas-valaisanne sont arrivés pour manifester leur joie aux représentants du peuple et parader devant eux. Cette troupe, affirme Mangourit, n'a pas été levée à cause des résistances du Valais oriental, ni dans le dessein d'être maintenue sur pied; toutefois, on ne peut pas encore la licencier du fait qu'il se manifeste quelque agitation

¹⁸ Doc. I, p. 107, titre III, art. 45.

¹⁹ Doc. IV, p. 26, n° 7.

²⁰ Voir plus loin, t. II, pp. 51-119.

²¹ Voir plus haut, t. I, pp. 209-210.



ANTOINE AUGUSTINI
(1743-1823)

représenté en costume de président du Sénat helvétique par un anonyme, [1798].

(Sion, AV – Photo J.-M. Biner)

que l'on apprendra sous peu de jours, mais le résident ne peut en dire davantage...²²

C'est le commandant Jos. de Bons, chef de la troupe auxiliaire, qui, le 20 mars, se rend à l'Assemblée pour remercier au nom de ses soldats; il sollicite aussi des instructions pour savoir comment se conduire en l'occurrence: diverses communes ont licencié leurs hommes et veulent les remplacer par d'autres. Son exposé est reçu poliment et cet objet est renvoyé au Directoire²³.

Celui-ci, le même jour, édicte un arrêté «relativement à la troupe auxiliaire fournie aux quatre mandements d'Aigle».

Cet arrêté stipule:

«1^o Les communes du Valais occidental auront dès ce moment la faculté de relever, en partie ou en totalité, les hommes de leur contingent...

»2^o Les communes ne pourront relever que la quantité d'hommes pour laquelle elles devraient entrer dans le contingent à rate d'égance suivant le régime électonnaire.

»3^o Les hommes de remplacement seront armés, équipés et fournis de leurs munitions ordinaires.

»4^o Les soldats qui sont au drapeau ne pourront le quitter qu'après que ceux qui devront les remplacer y seront arrivés et auront été reçus par le commandant de bataillon.

»5^o Quant à la solde extraordinaire que les communes pourront fournir et que les électonnaires seront dans le cas de payer pour leur remplacement, et aux marchés faits ou à faire relativement au service, on suivra le règlement fait par le Comité général du Valais occidental en date du 16 mars courant²⁴ et dont il sera fait envoi aux comités centraux et de correspondance pour être distribué aux communes.»

Le présent arrêté sera communiqué au commandant Jos. de Bons²⁵.

²²Doc. IV, p. 14.

²³*Ibidem*, p. 15.

²⁴Voir plus haut, t. I, p. 314.

²⁵Doc. IV, p. 55, n^o 1.

Ces 400 hommes des troupes valaisannes cantonnés dans le gouvernement d'Aigle, que Mangourit tient à garder sur pied, sont une charge pour les autorités vaudoises. C'est pourquoi le comité de police et de surveillance générale, à Lausanne, demande, le 22 mars au général Pouget, «de vouloir bien renvoyer ces troupes dans leur pays»; on dit, écrit le comité de police, qu'elles sont à notre solde, mais «nous sommes dans l'impossibilité de les payer», et il sollicite d'être soulagé de ce «fardeau pénible²⁶».

Le même jour, se présente un cas particulier: le président de Riddes, Georges Probst, ordonne au chanoine Terrettaz, procureur du Saint-Bernard, de fournir un soldat pour le bien d'Ecône²⁷, paroisse de Riddes, étant donné qu'il n'en a pas fourni un «pour la première fois»; le procureur répond que la Maison du Saint-Bernard n'a jamais fourni de soldat sous l'Ancien Régime; «nous n'avons, explique-t-il, ni soldat ni équipage»; néanmoins, la Maison est prête à payer, comme à Martigny, le contingent qui lui échoira²⁸.

Le Directoire s'en remet à l'Assemblée représentative pour prendre une décision à ce sujet; il lui fait observer que, «dans le cas où elle déciderait que le pétitionnaire serait tenu à fournir un soldat, il serait alors dans le cas des électionnaires invalides pour lesquels il a été fait un règlement par le Comité général du Valais occidental, suivi par le Directoire²⁹».

Enfin, le 1^{er} avril, de Bex, Louis Clavel³⁰, chef de la demi-brigade vaudoise, informe le Directoire provisoire du Valais que, ensuite des ordres qu'il a reçus de la Chambre administrative du canton du Léman³¹, il a notifié à Jos. de Bons, «commandant les troupes valaisannes cantonnées à Bex», que celles-ci sont désormais libres

²⁶ Doc. II/2, p. 117, n° 75.

²⁷ Ferme de l'Hospice achetée au XIV^e siècle. — Voir L. QUAGLIA, *La Maison du Grand Saint-Bernard...*, 2^e édit., Martigny, 1972, p. 105. — Pierre-Henri Terrettaz († 1831), chanoine du Saint-Bernard, procureur de la maison. (*Ibidem*, p. 551.)

²⁸ Doc. IV, p. 71, n° 2, et annexe.

²⁹ *Ibidem*, p. 41, n° 7.

³⁰ Louis Clavel de Brenles (1762-1809), adjudant général, chef de la demi-brigade vaudoise, que l'on verra bientôt commandant en chef des troupes vaudoises en Valais. (*DHBS*, t. II, 1924, p. 527.)

³¹ Doc. II/2, p. 122, n° 83.

«de retourner dans leur pays», avec le témoignage de sa vive reconnaissance et les plus grands éloges de leur conduite³².

On ignore à quelle date exacte cette troupe auxiliaire est rentrée en Valais. Il semble que c'est peu après la notification de Clavel.

En effet, le 4 avril déjà, on trouve une réclamation de solde, adressée «au Comité général» par le sergent-major Nicolas Formaz, d'Orsières, forgeron de profession; il a été vingt-cinq jours sous les armes et il a ainsi dû abandonner ses «marteaux» qui le faisaient vivre; on ne lui a offert «qu'un prix insuffisant pour les dépens faits à cette occasion»; il sollicite «assistance et bonté» à son égard³³.

5. Témoignage de reconnaissance à Mangourit. – Le bloc de cristal de Viège

En séance du 19 mars, l'Assemblée représentative entend un discours d'Augustini dans lequel celui-ci demande en particulier s'il ne serait pas opportun que le Valais témoigne sa reconnaissance au résident Mangourit³⁴. Deux jours plus tard, soit le 21 mars, c'est le général de Nuce qui revient à la charge: de nombreux députés de l'Assemblée émettent alors l'avis d'offrir à Mangourit le bloc de cristal qui se trouve à Viège, avec quelque objet ancien et rare en argent³⁵.

³² Doc. IV, pp. 72-73, n° 6.

³³ *Ibidem*, p. 73, n° 6.

³⁴ Doc. IV, p. 13. – Cette initiative d'Augustini a-t-elle été suscitée par une initiative analogue de la ville de Sion dont il n'est fait mention nulle part? En effet, on connaît une brève lettre de Joseph-Augustin de Riedmatten (1751-1837), adressée à son frère Pierre-Joseph, à Saint-Maurice, qui lui a écrit, le 15 mars: «En vous envoyant la caisse contenant le plat et l'aiguière d'argent pour le c. Mangourit, je vous prie au nom de notre comité d'accuser la réception, et de satisfaire le postillon pour le port dont on vous tiendra compte à votre retour.» (AV, fonds Augustin de Riedmatten I, P 137, original.) – On verra aussi, plus loin, t. II, p. 213, que, «peu de mois auparavant», à savoir antérieurement au pillage de Sion (17 mai), le chapitre de Sion avait également fait un don à Mangourit, à savoir «une superbe pièce d'orfèvrerie ancienne...»

³⁵ *Ibidem*, p. 17, n° 4.

Mais ce bloc aura une destination autre que personnelle. Il semble d'ailleurs que le résident connaissait son existence avant qu'il soit question, à l'Assemblée, de le lui offrir; ou bien est-ce un député qui lui en avait parlé avant le 21 mars? On sait en tout cas que Mangourit part pour Berne le 21 mars et qu'il ne rentrera en Valais qu'à la fin du mois d'avril; à Saint-Maurice le 25, et à Sion le 26. Quoi qu'il en soit, dans sa dépêche du 10 germinal – 30 mars, il écrit de Berne à Talleyrand: «A propos d'arts, j'ai découvert un bloc de cristal de douze quintaux de la plus belle eau dans le Haut-Valais. Il est extrait et je me ferais fort de le procurer en don à la France si on voulait en payer le transport. J'imagine qu'une Liberté colossale en marbre ou en airain, ou plutôt encore une République française qui, exposée au midi, porterait un globe semblable, serait d'une grande beauté...³⁶»

Talleyrand lui répond, le 23 germinal – 12 avril, en engageant le résident à en parler à Lecarlier³⁷ «qui sera juge de ce qu'il convient de faire à cet égard». Le ministre estime que ce bloc enrichirait le musée français d'histoire naturelle. «Ce morceau, ajoute-t-il, serait habilement travaillé à Paris et figurerait avec éclat dans la ville centrale de la Grande Nation³⁸.»

Le 28 germinal – 17 avril, quand Talleyrand communique l'arrêté – demeuré sans effet – qui réunit les légations de Genève et du Valais sous la direction de Mangourit, avec résidence à Genève, il rappelle à celui-ci, en post-scriptum: «Avant de quitter le Valais, prenez toutes les précautions nécessaires pour faire parvenir à Paris le beau bloc de cristal qui vous a été offert par les habitants du Valais. Vous les remercirez de la part du Directoire³⁹.»

De Berne encore, le résident rassure son ministre, le 21 avril: «Nous aurons le bloc de cristal, lui écrit-il, d'après ce que me mande

³⁶Doc. II/1, p. 153, n° 78.

³⁷Marie-Jean-François-Philibert Lecarlier d'Ardon (1752-1799), ex-conventionnel, ancien député à la Constituante, commissaire plénipotentiaire du gouvernement près l'armée française en Suisse dès le 18 mars 1798. (*Dict. des parlementaires*, t. 4, pp. 21-22.)

³⁸Doc. II/1, p. 161, n° 81.

³⁹*Ibidem*, p. 163, n° 83.

le président [de l'Assemblée représentative] de Nucc. Je vais m'aboucher à cet égard avec le c. Lecarlier⁴⁰.»

On n'entend plus parler de ce bloc de cristal pendant plus d'un mois. Ce sont les journaux français, *L'Ami des lois* et le *Moniteur universel* qui reproduisent dans leur numéro du 25 prairial – 13 juin, une lettre, non datée, du dizain de Viège adressée à Mangourit: «Il se trouve ici, lit-on, un bloc de cristal, curieux par sa grandeur, qui mérite d'être placé dans un lieu plus brillant. Nous nous empressons d'en faire offrande au Directoire exécutif de la Grande Nation, et nous profitons aujourd'hui d'un char destiné au transport des armes pour le faire transporter jusqu'à Sion. Nous vous prions d'en faire part au Directoire et de nous recommander à sa générosité⁴¹.»

C'est ainsi que, le 6 juin, Mangourit est en mesure d'annoncer à son ministre et au président du Directoire l'envoi à Paris de deux blocs de cristal, l'un de douze quintaux, l'autre de six.

A Talleyrand, il écrit notamment: «J'ai l'honneur de vous prévenir que le fameux bloc de cristal estimé à douze quintaux et un surnuméraire de six quintaux sont partis pour se rendre à Paris chez vous-même.

»Le char et les deux chevaux et les attelages appartiennent à la République. Le conducteur a reçu (sauf gratification) quatre-vingt-deux livres pour vingt-cinq jours d'aller et douze jours de retour.

»Ces médailles de la conquête du Valais sont frappées par la nature et ne seront, sous aucun rapport, indignes de la nation des arts, des victoires et des vertus⁴².»

Il informe également le président du Directoire exécutif, qui est alors Reubell⁴³, que les deux blocs «sont partis à l'adresse du ministre des Relations extérieures et seront dans vingt-cinq jours à Paris. La richesse des empires, leurs arts, leurs succès, conclut-il, appartiennent à la Grande Nation. La nature lui devait un hommage.

⁴⁰ *Ibidem*, p. 164, n° 84.

⁴¹ Doc. II/2, p. 95, n° 95.

⁴² Doc. II/1, p. 184, n° 106.

⁴³ Jean-François Reubell (1747-1807), membre du Directoire exécutif, son président du 27 mai au 27 août 1798. (*Dict. des parlementaires*, t. 5, p. 126.)

Puisse le cristal qu'elle forma dans les entrailles du Valais fanatisé n'être pas plus pur que les cœurs de tous les Français!⁴⁴»

L'Assemblée représentative, «pénétrée comme tout le reste de notre chère patrie de la plus vive reconnaissance pour les soins paternels du c. Mangourit, résident de la République française, envers elle», avait donc décidé, en séance du 21 mars, de lui offrir «un témoignage durable» des sentiments des Valaisans; elle avait chargé «plusieurs de ses membres de s'occuper de la forme du présent, la plus flatteuse et la plus convenable». Le rapport de cette commission est présenté à l'Assemblée, le 2 mai seulement; elle décrète alors «avec acclamation et unanimité» le don d'«une bourse de cent jetons d'or au poids de douze deniers titre de monnaie, portant une [*sic*] emblème et une inscription...» Le Directoire est prié «de chercher un artiste habile» pour réaliser le sujet qui sera gravé sur les jetons et qui est décrit minutieusement dans le décret; celui-ci sera transmis pour exécution à la Chambre administrative,

⁴⁴ Doc. II/2, p. 64, n° 94. — JOS. ESCHASSÉRIAUX, qui sera résident de France en Valais de 1804 à 1806, mentionne le grand bloc de cristal dans sa *Lettre sur le Valais* (Paris, 1806, p. 126): «Ce pays a fourni au Musée de Paris le plus grand qu'on ait vu jusqu'ici; il a été tiré de la vallée de Viège.» H. SCHINER, *op. cit.*, p. 195, est à l'origine d'une légende: «Il y en a eu deux (superbes cristaux) de cette espèce, déposés dans la maison bourgeoise de Viège, et que les Français y ont pris, lors de la guerre de 1799, et qu'ils ont fait transporter à Paris», légende reprise à leur compte notamment par PH. BRIDEL (*Essai statistique sur le canton du Valais*, Zurich, 1820, p. 104) et par le P. SIG. FURRER (*Statistik von Wallis*, Sion, 1852, p. 77. — *Geschichte, Statistik und Urkunden-Sammlung über Wallis*, t. II. — D. IMESCH, p. 72). — Renseignements pris au Muséum national d'Histoire naturelle, à Paris, le directeur du Laboratoire de Minéralogie, 61 rue de Buffon, nous répond que ces deux blocs de cristaux «ne sont jamais parvenus au Muséum en juin 1798». Si le général Bonaparte y «a déposé en juillet 1797 plusieurs blocs de quartz...», aucun autre arrivage important de Suisse n'est signalé dans nos catalogues tenus à jour depuis la Révolution.

Où ont donc atterri ces deux blocs? Nous l'ignorons. Quoi qu'il en soit, Charles-Emm. de Rivaz note, dans le journal de sa préfecture, en date du 19 août 1798 (H 37, fol. 19), qu'il a «reçu du c. Desloges, médecin à Saint-Maurice, une lettre par laquelle, écrit-il, il m'informe que les cristaux du Valais ont été promenés dans Paris avec les monuments des arts enlevés à l'Italie, mais avec cette inscription en lettres d'or: *Don fait par les habitants du Valais à la République française*».

qui fera diligence et fera «parvenir dans son temps au c. Mangourit ce gage de notre éternel souvenir».

Le Directoire, «témoin habituel des soins continus du c. Mangourit pour la tranquillité et la prospérité du peuple valaisan», délègue en outre, le 3 mai, deux de ses membres, Augustini et Sigristen, auprès du résident «pour lui donner la communication du décret de l'Assemblée représentative et lui exprimer la reconnaissance et la vénération dont tous ses membres sont personnellement pénétrés⁴⁵».

Mais la Chambre administrative ne signera que le 20 novembre 1798 l'expédition sur parchemin... En dépit des démarches ultérieures de Mangourit, l'affaire ne paraît pas avoir eu de suite positive. Et les Archives cantonales du Valais conservent ainsi l'original du projet élaboré par Louis Jaley⁴⁶, médailleur à Paris, la description du sujet qui devait être gravé sur un côté des jetons, et le texte de l'inscription sur l'autre côté:

*A Mangourit
Le Valais
Libre, paisible, reconnaissant⁴⁷.*

6. Pénurie de sel dans le Bas-Valais.— Postillons. — Route du Simplon

Il est rapporté à l'Assemblée, le 20 mars, qu'il y a une grande pénurie de sel dans les trois nouveaux dizains du Bas-Valais. L'Assemblée décrète que c'est au Directoire à prendre des dispositions à cet effet; mais, au cas où celui-ci ne pourrait en obtenir rapidement, les trois dizains devront s'en procurer eux-mêmes⁴⁸.

⁴⁵ Doc. IV, pp. 37-38, n° 20.

⁴⁶ Louis Jaley (1763-1838), médailleur à Paris, auteur de nombreuses médailles frappées durant la Révolution et l'Empire. (L. FORRER, *Biographical Dictionary of Medaillists*, t. III, Londres, 1907, p. 54.)

⁴⁷ Pour plus de détails et le projet de Jaley, voir notre article *Deux témoignages de reconnaissance des Valaisans à Mangourit...*, dans *Vallesia*, t. XXVII, 1972, pp. 13-18.

⁴⁸ Doc. IV, p. 15; p. 21, n° 3.

Toutefois, l'Assemblée décrète, le 20 mars encore, de poursuivre les négociations avec deux fournisseurs afin d'aider le Bas-Valais⁴⁹.

Le 23 mars, c'est le général L. de Nuccé qui présente à l'Assemblée une motion: les postillons ne sont pas assez zélés; ils s'arrêtent longtemps en route; lors de l'expédition de lettres, le maître de poste ne doit laisser personne entrer dans son bureau. Il est enfin décidé d'inviter le Directoire à remédier à ces deux abus.

Au cours de la même séance, un député expose que la commune de Simpon était chargée, depuis quinze ans seulement, d'entretenir, au moyen de corvées et aux frais de l'Etat, la route depuis nos frontières jusqu'à la souste de Davedro, sur territoire piémontais, sur une étendue de cinq heures. Il estime que c'est un abus et demande que le Directoire provisoire prenne des mesures rapides et contraignantes pour épargner à l'Etat ces frais, d'autant plus que le pont de Galeschi, éloigné d'une demi-heure de Davedro, menace ruine. Cette motion est approuvée et une lettre sera envoyée à cet effet au Directoire⁵⁰.

7. Impression du projet de constitution (du 4 mars 1798)

Dans le «sommaire» de Pittier, il est mentionné que l'Assemblée représentative a décrété, à une date qui n'est pas indiquée, «que le projet de constitution sera incessamment imprimé en langues française et allemande pour être remis au plus tôt aux communes⁵¹». Le projet en langue française a été imprimé, on l'a vu, chez Antoine Advocat, à Sion, peu après la notification officielle, le 13 avril, de l'acceptation de la constitution helvétique⁵². Nous n'avons jamais eu sous les yeux d'exemplaires imprimés en langue allemande.

⁴⁹ *Ibidem*, p. 16.

⁵⁰ *Ibidem*, p. 18.

⁵¹ *Ibidem*, p. 21, n° 3, art. 2.

⁵² Voir plus haut, t. I, p. 271.

8. Tribunal d'appel et de causes criminelles

A la question que pose Jean-Joseph Duc, le 17 mars, si un appel interjeté à Vex contre un arrêt vice-dominal doit être porté par-devant le vidomne ou par-devant une autre instance, l'Assemblée répond que cet appel, qui n'a pas un caractère d'urgence, sera ajourné et qu'il en sera donné acte au demandeur, afin que les délais ne lui soient pas préjudiciables⁵³.

On a déjà vu que la loi du 26 mars qui confirme les autorités établies⁵⁴, stipule que les dizains qui «seraient dépourvus de tribunaux d'appel et de causes criminelles devront en établir d'ici à la convocation de la prochaine Assemblée législative»; en attendant, les appels et les causes criminelles seront déferés à l'Assemblée qui déléguera «des juges pour en connaître⁵⁵».

C'est ainsi que peu après, mais à une date indéterminée, le dizain de Saint-Maurice, par exemple, dresse un «projet d'établissement du tribunal d'appel et criminel à former pour le 10 avril».

Ce projet est exécuté «en conséquence de l'art. 9 du décret de l'Assemblée représentative»; il s'agit d'une loi dont nous ne connaissons pas le texte⁵⁶.

Le tribunal d'appel sera composé de douze membres et d'un secrétaire. «Chaque quart de dizain y enverra trois assesseurs.» Il est «recommandé aux communes de nommer à ces charges des personnes ayant les lumières et la probité requises pour disposer de la vie et des fortunes des individus» (art. premier).

Le mandat d'appel sera demandé au président de la séance; celui-ci «sera toujours le plus âgé de l'endroit où la cause devra être plaidée»; ce président rédigera des lettres de convocation «qui seront

⁵³ Doc. IV. p. 10.

⁵⁴ Voir plus haut, t. I, pp. 30-31.

⁵⁵ Doc. IV, p. 25, n° 5, et p. 22.

⁵⁶ Cette loi est mentionnée dans une lettre du Directoire provisoire adressée, le 28 mars, «au comité central du dizain de Saint-Maurice». (Voir Doc. IV, p. 72, n° 4.)

portées à chacun des onze autres assesseurs par la partie appelante» (art. 2).

«Les sentences civiles se tiendront dans la commune où la cause aura été plaidée en première instance»; le président en sera le doyen des assesseurs, «et la séance assemblée se nommera un secrétaire» (art. 3).

«Les parties assumeront les frais de séance et d'itinéraire des assesseurs «selon la taxe judiciaire» (art. 4).

«Les juges de paix⁵⁷ ne pourront être élus assesseurs, afin qu'ils ne soient pas dans le cas de donner une seconde fois leur avis dans une cause où ils l'auraient déjà prononcé» (art. 5).

Dans les sentences criminelles, «le délinquant ou prévenu sera mis en état d'arrestation dans la commune où il aura été saisi, s'il y a des prisons»; sinon il sera incarcéré «dans la commune la plus voisine où il y en aura», laquelle sera obligée de le recevoir (art. 6).

L'assesseur-président, doyen d'âge de la commune, convoquera, avec le secrétaire de sa commune, deux assesseurs de la commune la plus proche pour procéder aux enquêtes et aux interrogatoires du prévenu (art. 7).

L'instruction terminée, le président réunira les assesseurs du dizain pour rendre la sentence (art. 8).

Le secrétaire présent aux enquêtes fera office de procureur fiscal ou, s'il n'est pas capable, «ce sera celui de la commune voisine» (art. 9).

«Les frais de justice «seront supportés par le délinquant s'il a des biens et, à ce défaut, par la commune où le délit aura été commis» (art. 10)⁵⁸.

⁵⁷ C'est-à-dire les juges de commune.

⁵⁸ Doc. IV, pp. 25-26, n° 6.

9. Régiment de Courten

L'Assemblée décrète, le 21 mars, que le régiment de Courten au service d'Espagne⁵⁹ doit verser sa contribution annuelle promise aux Dix-Dizains; le Directoire est prié de s'en occuper rapidement⁶⁰.

Dans une lettre qu'il adresse, de Berne, le 15 germinal – 4 avril, au Directoire provisoire du Valais, Mangourit ajoute en post-scriptum: «Le Directoire exécutif [de France] a vu avec plaisir que parmi les braves volontaires valaisans qui ont marché avec nos troupes⁶¹ se trouvaient des officiers, sous-officiers et soldats du régiment licencié valaisan (dit *de Courten*) qui, il y a quelques années, refusèrent de servir parmi nos ennemis. Il fera quant aux pensions et aux gratifications arriérées⁶² tout ce qui sera possible... Je vous prie d'instruire de ce post-scriptum les guerriers valaisans⁶³.»

Dans une seconde lettre, adressée de Berne, le 24 germinal – 13 avril, au Directoire valaisan, le résident revient sur le régiment de Courten, en garnison à Majorque. C'est le Directoire de France qui l'a informé: «... des officiers de ce corps continuent d'y porter la croix de Saint-Louis, au grand scandale des habitants de l'île et de tous les amis de la République...» Mangourit rappelle aux autorités valaisannes que, à l'instar du Corps helvétique, le Valais a défendu⁶⁴ «de porter ces marques qui, aux yeux des amis de la liberté, ne sont plus que des notes d'infamie...» Il les invite à «leur faire intimer l'ordre le plus prompt de déposer à jamais ces signes proscrits sous les peines les plus sévères; le gouvernement français, écrit-il, est indigné de l'opiniâtreté que mettent vos compatriotes à les conserver malgré les ordres de leur souverain...⁶⁵»

⁵⁹ Les anciens régiments suisses au service de France sont licenciés au mois de septembre 1792. Un régiment de Courten, de nouvelle formation, est constitué à Palma, dans l'île de Majorque, au service d'Espagne, par une capitulation signée le 8 octobre 1795. (JOS. et EUG. DE COURTEN, *op. cit.*, pp. 169-170.)

⁶⁰ Doc. IV, p. 17.

⁶¹ Dans la campagne des Ormonts.

⁶² Voir plus haut, t. I, p. 100.

⁶³ Doc. II/2, pp. 88-89, n° 71. – Souligné par Mangourit.

⁶⁴ Voir Doc. I, p. 17, n° 13, lettre de Sigristen à Mangourit, du 1^{er} février.

⁶⁵ Doc. II/1, p. 163, n° 82, annexe II.

Dix jours plus tard, Mangourit informe Talleyrand que le Directoire du Valais a écrit au régiment de Courten, à Majorque, et conclut : « Je ne doute pas que le style impératif de cette dépêche ne fasse disparaître dans ce régiment les taches honteuses de la royauté. Le consul français... aura l'œil à ce que le sieur de Courten qui commande ce régiment⁶⁶ exécute l'ordre de son souverain. S'il s'y refusait ainsi que ses camarades, *ils seront cassés*⁶⁷. »

10. *Passage d'une compagnie française en Valais*

Le Directoire provisoire communique dans une circulaire adressée aux Dix-Dizains, le 2 avril, que par ordre du général Brune une compagnie française de quatre-vingt-dix hommes arrive ce jour à Aigle et sera le lendemain à Saint-Maurice, afin de se rendre en Italie par le Saint-Bernard. S'il n'a pu refuser un tel ordre, le Directoire croit de son devoir d'instruire les autorités valaisannes, « afin, leur écrit-il, que cet événement ne vous inquiète pas et que vous n'ajoutiez pas foi aux bruits qu'on pourrait répandre à ce sujet... » On fait en réalité passer cette compagnie par le Valais « afin d'éviter la désertion que l'on craignait si elle avait défilé par la Savoie d'où sont les soldats de cette compagnie... » Il n'y a pas lieu de craindre le passage, par le Valais, de nouvelles troupes, puisque les autres qui sont destinées pour l'Italie « doivent avoir déjà passé par Carouge ou du moins de ce côté-là⁶⁸. »

A cet effet, le comité particulier de Martigny se réunit le 3 avril; il décide de répartir la troupe française « dans les sept auberges du Bourg et de la Ville »; il nomme « pour faire compagnie d'honneur

⁶⁶ Elie (Joseph-Hyacinthe-) de Courten (1733-1827), lieutenant-colonel du régiment au service d'Espagne. (JOS. et EUG. DE COURTEN, *op. cit.*, pp. 177-178.)

⁶⁷ Doc. II/1, pp. 166-167, n° 86. — Souligné par Mangourit.

⁶⁸ Doc. III, p. 53, n° 55. — Le 18 avril, Sigristen, président du Directoire, avisera P.-Jos. Dallèves, président du comité central d'Entremont, pour le tranquilliser, que la nouvelle de l'arrivée de quatre compagnies françaises au château de Chillon « se trouve erronée malgré l'assertion positive que l'on nous en faisait » (Doc. IV, p. 74, n° 90); cette nouvelle a été annoncée dans une circulaire aux Dix-Dizains, le 14 avril. (*Ibidem*, p. 48, n° 16.)

aux officiers français» Jos.-Louis Pittier, secrétaire de l'Assemblée représentative provisoire, et deux membres du comité militaire de Martigny; il arrête que «les cabaretiers fourniront à la troupe les ustensiles nécessaires pour leur étape, du riz et quelques légumes, proportionnellement au nombre»; il établit enfin «l'ordre à observer pour les logements⁶⁹».

11. L'Abbaye de Saint-Maurice

L'Abbaye de Saint-Maurice a déjà eu l'occasion, sous le gouvernement du Comité général, de solliciter la protection de ses biens, aussi bien en Valais⁷⁰ que pour ceux qui sont situés en Pays de Vaud⁷¹.

Elle revient à la charge dans une séance de l'Assemblée représentative, le 20 mars: c'est l'abbé Jos.-Gaspard Exquis lui-même qui se présente pour recommander sa personne, son couvent et ses droits aux représentants. Ceux-ci lui assurent leur protection⁷².

12. Dragons d'ordonnance stationnés à Saint-Maurice pour la correspondance du résident

Il a déjà été question plus haut des dragons d'ordonnance stationnés à Saint-Maurice, pour assurer le courrier de Mangourit avec les autorités françaises et vaudoises⁷³.

Le 6 avril, la Chambre administrative du canton du Léman prend connaissance d'une lettre du général Schauenbourg «portant qu'il a été arrêté entre le résident Mangourit et le général Brune

⁶⁹ Doc. IV, p. 53, n° 54.

⁷⁰ Par exemple, pour ceux de Bagnes: Doc. I, pp. 148-149, n° 72, litt. c, et annexe.

⁷¹ La ferme de Cries, sur territoire de Bex: Doc. II/2, p. 103, n° 24; ou la ferme de la Salaz, sur territoire d'Ollon: *Ibidem*, pp. 105-106, n° 34, n° 35, n° 36.

⁷² Doc. IV, p. 15.

⁷³ Voir plus haut, t. I, pp. 280-281.

que ce serait le gouvernement du Pays de Vaud qui payerait la dépense pour l'établissement d'un poste de dragons d'ordonnance à Saint-Maurice pour faciliter la communication des autorités françaises entre elles»; toutefois, par mesure d'économie, il a été convenu «que le Comité de Saint-Maurice en réglerait les frais»; Schauenbourg exige donc que «toutes réclamations doivent cesser à ce sujet»; il demande enfin «une déclaration comme quoi le gouvernement a satisfait à cette dépense...⁷⁴»

Là-dessus, c'est le Directoire provisoire du Valais qui adresse, le 13 avril, à la Chambre administrative, à Lausanne, «la copie des comptes des dépenses faites à Saint-Maurice pour les cavaliers d'ordonnance établis pour le service de la correspondance du c. Mangourit...» Le Directoire a remis quelques acomptes à l'aubergiste Charles Giroud, «mais il lui est encore dû beaucoup et» celui-ci «presse vivement pour son paiement». Il invite la Chambre administrative à rembourser les avances déjà faites.

Le Directoire, répondant sans doute à une question de la Chambre administrative, conclut en ces termes: «Ce service étant absolument étranger au Directoire et au Valais, nous ne pouvons vous dire s'il peut être supprimé. C'est au c. Mangourit que vous devez vous adresser pour cet objet⁷⁵.»

Dans le rapport qu'ils envoient, le 19 avril, à la Chambre administrative du canton du Léman, à leur retour de Saint-Maurice, où ils ont été fraterniser avec le Valais⁷⁶, Ausset et Gex-Oboussier expriment sans fard leur opinion sur ces fameux dragons d'ordonnance: «Les quatre cavaliers... placés à Saint-Maurice ont frappé ou plutôt blessé nos regards: demandés par le général Mesnard, ils sont depuis longtemps inutiles; ce sont des hommes et des chevaux enlevés à l'agriculture et qui causent des frais qui montent à un louis par jour. Le résident français est à Aarau; il n'a plus aucun besoin de ces courriers, et d'ailleurs, fût-il même à Saint-Maurice,

⁷⁴ Doc. II/2, p. 122, n° 84.

⁷⁵ *Ibidem*, p. 124, n° 86.

⁷⁶ Voir plus loin, t. II, pp. 96-97. — Jean-Louis Ausset (1761-1823), de Vevey, négociant, membre de la Chambre administrative, à Lausanne.

la poste qui est fréquente, le Valais qui a toujours offert et offre toujours de fournir un homme et un cheval pour les dépêches pressées, rendent superflue cette coûteuse garnison de cavaliers d'ordonnance: le Valais les a toujours vus avec peine par intérêt pour nous, et maintenant celui qu'il doit et que nous devons prendre à la République helvétique nous fait un devoir impérieux de les rappeler et de les licencier⁷⁷.»

A la demande de la Chambre administrative du canton du Léman, le Directoire provisoire du Valais lui envoie, le 24 avril, «le compte des frais des cavaliers de Mangourit»: il a reçu un nouveau compte de l'aubergiste Charles Giroud de 4906 batz, et presse la Chambre de s'acquitter des sommes dues, «parce que, conclut-il, le mécontentement de cet aubergiste, qui est hors d'état de faire des avances, pourrait nous attirer à vous et à nous des discussions désagréables avec le c. Mangourit⁷⁸».

La Chambre administrative de Lausanne, à la réception de cette lettre, prend un arrêté, le 26 avril, à teneur duquel elle décide de satisfaire au compte présenté, mais écrit en même temps au Directoire du Valais: «Les cavaliers d'ordonnance postés à Saint-Maurice l'ont été par ordre du général Mesnard pour le service du Valais et du Pays de Vaud, pays confondus maintenant dans la République helvétique.

»Notre canton a été exposé à des frais, des réquisitions, des passages de troupes, également onéreux au public et aux particuliers. Le vôtre en a été totalement exempt. Il nous paraîtrait qu'à tous ces égards, du moins la nourriture de ces cavaliers et de leurs chevaux devrait être à votre charge, heureux de ne connaître que celle-là. Nous allons retirer ces cavaliers, laissant à vos soins de pourvoir aux dépêches du résident Mangourit...⁷⁹»

⁷⁷ Doc. II/2, p. 128, n° 93.

⁷⁸ *Ibidem*, p. 130, n° 95.

⁷⁹ *Ibidem*, p. 131, n° 97 et n° 98.

13. *Etablissement d'une force armée (gendarmerie)*

On note dans les délibérations du comité particulier de Martigny, en date du 9 avril, qu'on sollicitera «l'organisation fixe du militaire afin d'éviter la suite de frais énormes⁸⁰».

Il ne semble pas y avoir une relation entre cette proposition et la loi que promulgue, le 12 avril, l'Assemblée représentative sur «l'établissement d'une force armée pour la sûreté des personnes et des propriétés».

Quoi qu'il en soit, cette loi mentionne dans les considérants, que c'est «sur la réquisition faite par le c. Mangourit»... pour qu'il soit «fait justice des violences particulières dont il lui a été porté plainte, et sur le rapport des mauvais traitements qui avaient été faits dans diverses communes à des personnes même constituées en autorité», que l'Assemblée représentative, «voulant réprimer toute espèce de voie de fait et les prévenir à l'avenir», a arrêté ce qui suit:

«Il sera établi dans chaque chef-lieu de dizain une force armée pour s'emparer sur-le-champ et conduire dans une chambre d'arrêt qui y sera assignée tout querelleur et perturbateur du repos public.

»Le Directoire est chargé de bien peser les circonstances où se trouve la patrie et d'aviser aux meilleurs moyens d'écarter d'elle toute espèce de danger et d'assurer son repos et sa tranquillité⁸¹.»

En conséquence, le Directoire édicte, le 14 avril, un règlement qui concerne une gendarmerie, mais non une force armée à proprement parler.

«1^o Il sera établi dans chaque dizain une force armée de vingt-cinq hommes, composée par chaque commune à rate d'égance.» L'effectif total de cette gendarmerie est donc de 250 hommes, à savoir un effectif cinq fois plus considérable que celui qui constituera la gendarmerie valaisanne vers 1880⁸².

»2^o Les conseils de dizain, les comités centraux, ou ceux qui seront commis à cet effet par le Directoire qui n'ont pas d'autorité

⁸⁰ Doc. III, p. 54, n° 57, litt. b.

⁸¹ Doc. IV, p. 29, n° 11.

⁸² *Rapport du Conseil d'Etat sur sa gestion*, département de Justice et Police, 1879, pp. 15-18.

centrale, sont chargés de placer cette force armée et d'en disposer pour l'exécution des lois relatives à la sûreté publique.

» 3^o Cette force armée sera, ou rassemblée dans un seul lieu, ou distribuée dans diverses communes, ainsi qu'il sera jugé convenable par les autorités ci-dessus désignées, et pourra être déplacée suivant leurs ordres.

» 4^o Dans les lieux où cette force armée sera placée, en tout ou en partie, elle prêtera main-forte aux autorités constituées du lieu sitôt qu'elle en sera requisé par elles.

» 5^o En cas urgent, les autorités constituées d'une commune pourront requérir les portions de la force armée qui seraient distribuées dans les communes voisines de se réunir pour leur prêter main-forte sans attendre l'autorisation des autorités ci-dessus désignées.

» 6^o En outre de cette force armée, tous les citoyens sont tenus de se rendre à la réquisition des autorités constituées pour protéger la tranquillité publique et maintenir l'exécution des lois.

» 7^o Toutes les autorités constituées, les communes et les particuliers sont rappelés spécialement à l'obéissance à la loi du 21 mars dernier pour la sûreté des personnes et des propriétés⁸³.

Loi et règlement «seront imprimés, publiés et affichés partout où besoin sera, afin que personne n'en prétende ignorance⁸⁴».

* * *

Il convient de signaler encore ici une longue circulaire que le Directoire du Valais adresse, en date du 14 avril, «aux représentants du peuple et au peuple des Dix-Dizains» de la République valaisanne⁸⁵.

Il attendait «le retour de l'Assemblée provisoire, qui s'était ajournée au 7 avril courant»; mais ce retour n'ayant pas eu lieu, le Directoire récapitule ses opérations qui ont déjà fait l'objet des chapitres X et XI, et feront celui du chapitre XII.

⁸³ Voir plus haut, t. II, pp.29-30.

⁸⁴ Doc. IV, pp. 29-30, n° 11.

⁸⁵ *Ibidem*, pp. 44-48.

Il ne faudrait pas s'imaginer, parce que nous avons examiné quelques problèmes traités par les nouvelles autorités valaisannes jusqu'au début du mois de mai 1798, que ceux-là ont trouvé à ce moment leur solution; au contraire, il en est, comme ceux des passages de troupes françaises, de l'affaire des dragons d'ordonnance, de la troupe auxiliaire valaisanne dans le Pays de Vaud, qui ne la trouveront que des mois, voire même des années plus tard sous la République helvétique (1798-1802) ou sous la République indépendante (1802-1810).

Chapitre XII

Liquidation de la république indépendante des Dix-Dizains

1. Le Valais demeurera-t-il république indépendante?

Rien n'est moins sûr. La veille de la réunion de l'Assemblée représentative provisoire, c'est-à-dire le 15 mars, Mangourit a donc écrit à Talleyrand pour déplorer les incohérences de la politique du Directoire exécutif à l'égard du Valais. Dans sa lettre du 4 ventôse – 22 février, le ministre avait en effet informé le résident que le vœu du gouvernement français «est que toute l'Helvétie, c'est-à-dire les XIII Cantons, leurs sujets, leurs alliés, ne forment plus qu'une seule république, alliée de la nôtre et de celle des Cisalpins..., ralliée sous une constitution démocratique et représentative, telle que celle qui vous a été envoyée.

«C'est donc à l'acceptation de cet acte constitutionnel que vous devez porter tous vos efforts, et dans le cercle de votre mission actuelle, et dans les pays qui vous avoisinent¹.»

Talleyrand avait confirmé encore une fois les intentions du Directoire exécutif dans une lettre du 14 ventôse – 4 mars².

¹ Doc. II/1, p. 113, n° 48.

² *Ibidem*, p. 123, n° 52.

Mangourit se trouve dans une grande perplexité. Accusant réception de cette dernière, il déclare dans sa dépêche du 25 ventôse – 15 mars: «Je ne conçois rien à ce passage de votre lettre: “Je vous ai transmis par ma dépêche du 4 [ventôse – 22 février] les intentions positives du Directoire exécutif sur le Pays de Vaud, les XIII Cantons et leurs alliés, etc.”, *lorsque le Directoire exécutif lui-même, le 9 du même mois [27 février], me fait part de ses intentions, en laissant au Pays de Vaud et au Valais la liberté la plus illimitée.* J’ai eu, poursuit le résident, d’autant moins de peine à faire éclater la reconnaissance valaisanne à ce sujet, que *sa conservation en république indépendante était le seul objet de ses vœux.* Autorisé à publier de la manière la plus authentique cette généreuse condescendance du Directoire, combien serait-il fâcheux, difficile peut-être et certainement amer pour moi et mon caractère, *d’être forcé à une contre-marche.* Je présume que la lettre du Directoire exécutif au général Brune, qui m’a été rendue commune avec les c. Desportes et Mengaud, n’était pas connue de votre département alors que votre dépêche du 14 de ce mois a été rédigée...³»

Toutefois, si l’on examine attentivement cette dépêche du 9 ventôse – 27 février adressée par le Directoire au général Brune, avec copie transmise à Mangourit, à Mengaud et à Desportes, on constate que le résident du Valais l’a interprétée correctement, en adoptant l’ultime solution envisagée par le Directoire, solution qui est celle que Talleyrand lui-même, dans sa dépêche du 29 pluviôse – 17 février, avait conseillée – *que le Valais se donne «l’organisation qui sera jugée la plus favorable à la sécurité et au bonheur de cette contrée»⁴* – et qui correspondait également aux vœux du Comité général de Saint-Maurice et du Haut-Valais.

En effet, informé des objections soulevées par les Vaudois et les Valaisans à l’encontre d’une réunion à la République helvétique, le Directoire écrit qu’il «a pesé ces observations, et quoiqu’elles ne soient pas sans réplique, il a pensé qu’il ne devait pas insister sur une réunion qui pourrait répugner aux peuples vaudois et valaisan,

³ *Ibidem*, p. 133, n° 62: 50^e dépêche de Mangourit, du 25 ventôse – 15 mars.
– C’est nous qui soulignons.

⁴ *Ibidem*, p. 103, n° 42. – C’est nous qui soulignons.

mais il a pensé aussi qu'il était du plus grand intérêt, tant pour les deux peuples que pour les Républiques française et cisalpine, que le Pays de Vaud, le Haut et Bas-Valais, et les Bailliages italiens se fondissent en une seule république, *si mieux ils n'aimaient, ce qui serait peut-être préférable, former trois républiques qui seraient confédérées entre elles et alliées à la République française.*

» Dans cette dernière hypothèse, il conviendrait que chacune des trois républiques eût à peu près la même constitution, calquée, autant que possible, sur le projet qui a déjà été accepté par le Pays de Vaud, en tenant bien strictement au système d'une parfaite égalité politique, à la division du Corps législatif en deux conseils peu nombreux et à l'établissement d'un Directoire exécutif, sauf que ce Directoire pourrait, au lieu de cinq membres, n'en avoir que trois, et qu'il pourrait pour une plus grande économie remplir toutes les fonctions attribuées par le projet dont il vient d'être parlé aux administrations centrales...⁵ »

Répondant, le 20 ventôse – 10 mars, au général Brune, le résident lui avait écrit que, la veille, « le c. Perdonnet fils vient me trouver de la part du comité de surveillance de Lausanne, au sujet de la lettre... qui nous est commune [celle du 9 ventôse – 27 février]. Pour moi, poursuit Mangourit, je n'ai vu dans cette lettre qu'une faculté accordée, ou d'être partie de la République helvétique, ou d'en former une particulière. J'ai dit au c. député que telle était ma manière d'envisager cette lettre...⁶ »

C'est donc bien la dernière solution que Mangourit a retenue; il a fait accepter par le Comité général de Saint-Maurice, le 3 mars, et par le Haut-Valais, le 13 mars, son projet de constitution « appareillée », datée du 3 mars.

Le jour même où il dénonce à Talleyrand les hésitations du Directoire exécutif à l'égard du sort politique du Valais, Mangourit écrit aussi au général Brune: « Je crois que, par l'effet magnétique et inexplicable de la confiance que les Valaisans m'ont accordée, je puis terminer sans secousse le travail révolutionnaire et donner le mouvement sans danger à la machine constitutionnelle. Si je

⁵ *Actenstücke* I, pp. 386-387, n° 99. – C'est nous qui soulignons.

⁶ *Actenstücke* II, p. 216, n° 147. – Voir aussi Doc. II/1, pp. 130-131, 47^e dépêche de Mangourit, du 18 ventôse – 8 mars, n° 58.

m'écarte⁷, tout est à craindre, des mésintelligences, de la misérable ambition, du fanatisme jusqu'ici endormi au sein de la propriété, de mille accidents que ma présence étouffe ou rend ridicules. Croyez-vous qu'il n'y ait pas une grande gloire à amener un petit peuple, emmailloté par des prêtres et tourmenté par quelques tyranneaux moins stupides, à recevoir l'impression de la lumière sans que l'on ait à craindre un combat de Japides⁸? Croyez-vous qu'entre les mains du Directoire exécutif l'argument, en réponse à ceux qui voudraient l'accuser du sang versé dans le Bernois, que dans le Valais il n'en a pas été versé, ne sera pas victorieux et accablant⁹?»

2. *Le projet de Brune d'une République rhodanique*

Pendant que, de son côté, Mangourit s'emploie donc à constituer le Valais en république indépendante, le 18 ventôse – 8 mars, «ordre est donné à Schauenbourg, qui va remplacer Brune dans son commandement¹⁰, de faire établir une République helvétique avec la constitution d'Ochs, mais sans y comprendre le Valais, ni Vaud, ni les Bailliages italiens, ni même, autant que possible, le canton de Fribourg... Le 24 ventôse [– 14 mars] encore, ces ordres sont renouvelés par le Directoire; le 26 [– 16 mars], Brune les exécutait à sa manière. Il coupait la Suisse en trois républiques. Celle du sud, ou Rhodanie, comprenait: Valais, Pays de Vaud, Fribourg et Oberland bernois, plus les Bailliages italiens; celle du nord, ou Helvétie, comprenait Bâle, l'Argovie, Baden, Berne, Soleure, Schaffhouse, Lucerne, Zurich, Thurgovie, Saint-Gall, Appenzell,

⁷ Le général Brune avait demandé à Mangourit de le rencontrer à Berne. (Voir Doc. II/1, p. 134, n° 62, mention de la lettre de Brune au résident du 23 ventôse – 13 mars.)

⁸ Iapydes, habitants de l'Iapydie, contrée de la Liburnie, province située entre l'Istrie et la Dalmatie, qui, au II^e siècle av. J.-Ch., lancèrent de nombreuses escarmouches contre les Romains.

⁹ *Actenstücke* II, p. 256, n° 171.

¹⁰ Le général Brune a été nommé général en chef de l'Armée d'Italie, par arrêté du Directoire exécutif, du 18 ventôse – 8 mars. (*Actenstücke* II, pp. 199-200, n° 135.)

Sargans; celle de l'est, ou Tellgovie, pourrait comprendre Zoug, Glaris, Schwyz, Uri, Unterwald, avec Schwyz ou Altdorf pour capitale¹¹.»

C'est ainsi que Brune rédige, daté de Berne, le 26 ventôse – 16 mars, un *Règlement pour l'organisation de la Rhodanie*, dont le préambule est libellé de la manière suivante: «Un grand nombre de citoyens de divers cantons de l'Helvétie m'ayant témoigné le désir de voir se former une république une, indivisible, démocratique et représentative dont le territoire serait composé du Pays de Vaud et des quatre mandements, du Valais (Haut et Bas), des Bailliages italiens, de l'Oberland et du Gessenay, du canton de Fribourg et des pays de Morat et de Nidau, j'ai pris en considération les motifs de leur vœu, et j'ai reconnu que ce vœu est conforme aux principes de liberté comme aux besoins des localités diverses, et qu'une république composée de tous les territoires désignés pourrait se gouverner librement d'après ses propres lois et jouir facilement des avantages d'une alliance avec la République française; en conséquence il est réglé ce qui suit»:

Leurs représentants se réuniront sans délai à Lausanne, «afin de concourir par la législation» au gouvernement de la République rhodanique (art. premier). La Rhodanie se compose de cinq cantons, dont le Valais, au quatrième rang, avec Sion pour chef-lieu (art. 2). Le Corps législatif compte 72 députés divisés en deux conseils: le Sénat, avec 24 membres, et le Grand Conseil, avec 48; le canton du Valais aura 12 députés (art. 3). Le Directoire, composé de cinq membres, et le Corps législatif siégeront à Lausanne (art. 4 et 5); les autres articles concernent la mise en activité des conseils (art. 6 et 7), les municipalités, le trésor public (art. 8 et 9). L'article 10 stipule: «Le projet de constitution adopté dans le canton du Léman, ci-devant Pays de Vaud, sera suivi en tout ce qui n'est pas contraire aux présentes dispositions...» L'art. 11 institue des jurés dans la procédure criminelle, et prévoit dans le terme de deux ans la possibilité de réviser la constitution, et s'achève sur une déclaration

¹¹R. GUYOT, p. 660; *Correspondenz*, pp. 392-394 (pour la «République helvétique», composée de douze cantons).

de principes: «Les usages et coutumes favorables aux mœurs et à la liberté, les opinions et cultes religieux seront respectés; le Corps législatif donnera l'exemple de ce respect¹².»

Néanmoins, le même soir du 16 mars, Mangourit, qui a veillé, à Saint-Maurice, à l'installation de l'Assemblée représentative provisoire de la république du Valais, écrit une 52^e dépêche à Talleyrand pour lui annoncer brièvement ces nouvelles, et la termine en lui disant «ce soir, il y a un bal où toute la législature assiste avec les bataillons français, vaudois et valaisan... j'ouvre la danse... tous sont dans la joie de leur âme...»

Et en post-scriptum: «On ne cesse dans les rues et partout de crier: *Vive le Directoire et la République française!*¹³»

Le dimanche 18 mars, où l'Assemblée représentative provisoire ne siège pas, le résident adresse trois nouvelles dépêches à Talleyrand: Dans la première, il s'étend longuement sur les opérations de la séance du 16 mars de l'Assemblée, y joignant le discours qu'il a prononcé lors de son ouverture avec un résumé de la réponse de son président, P.-Jos. de Riedmatten, plus une copie de la lettre de l'évêque de Sion qu'il a reçue, datée du 13 mars, et de sa propre réponse à cette dernière, en date du 27 ventôse – 17 mars¹⁴. La deuxième dépêche est un long rapport sur les émigrés réfugiés dans le voisinage de la Confédération helvétique, et même à Rome; il signale notamment que son agent Grenaud lui a écrit de Lausanne, le 15 mars, que «la manière dont le comité provisoire de Berne est formé alarme tous les patriotes; on dit, affirme Grenaud, qu'il est composé pour la bonne moitié d'oligarques décidés et que des personnes dont on doit le plus se méfier sont au gouvernail des affaires...¹⁵» Dans la troisième dépêche, plus brève, le résident sollicite de recevoir de l'argent, parce que, écrit-il, «il y a à Saint-Maurice une Assemblée représentative provisoire qui exige que l'agent du Directoire donne à manger...»; il n'est pas dans ses principes, ajoute-t-il, de se lier «en pays étranger par des emprunts».

¹² *Correspondenz*, pp. 365-367, n° 202.

¹³ Doc. II/1, p. 135, n° 64.

¹⁴ *Ibidem*, pp. 135-140, n° 65, avec trois annexes.

¹⁵ *Ibidem*, pp. 140-142, n° 66.

En outre, dans un post-scriptum où il argue de «la multiplicité des affaires en Valais, au Pays de Vaud, les correspondances dont» il est «accablé», il prie Talleyrand d'obtenir du Directoire de lui «passer les frais d'un second secrétaire», son fils fonctionnant en qualité de premier secrétaire¹⁶.

Talleyrand n'a pas encore reçu ces trois dépêches de Mangourit que, le 29 ventôse – 19 mars, il écrit au résident une importante lettre. Il accuse d'abord réception de huit dépêches précédentes, datées du 24 février au 8 mars. De plus, si le ministre des Relations extérieures le félicite de son activité en Valais, notamment d'avoir amené le Haut et le Bas-Valais à se réunir et à se donner une constitution démocratique, il lui rappelle aussi, sans faire encore allusion au projet de République rhodanique, que le Directoire tient beaucoup à la réunion du Valais à la République helvétique.

«Je dois, affirme le ministre, les plus grands éloges à la manière active et sage avec laquelle vous vous êtes conduit au milieu des grands événements du choc des armes et des passions, qui ont eu lieu autour de vous. C'est par la confiance que vous avez acquise sur les esprits, par le talent de la persuasion, que vous avez su rallier les braves Valaisans à la cause que nous défendons...

» Vous m'avez envoyé un mémoire très bien fait pour prouver qu'il convient aux localités et aux véritables intérêts du Valais de se maintenir en gouvernement isolé de la Suisse; et quelques jours après, vous m'avez transmis le projet de la nouvelle constitution basé sur la constitution helvétique. J'aurais bien désiré connaître si les Valaisans ont une opposition tout à fait invincible à s'incorporer à la Suisse, non comme alliés, mais comme partie intégrante. *Le Directoire est sans doute satisfait de voir le Haut et le Bas-Valais démocratisés et réunis, mais il tient beaucoup à l'invitation qu'il leur fait*, ainsi qu'aux *Trois Liges, de s'amalgamer au Corps helvétique par une même constitution et l'unité de gouvernement*. J'espère toujours que ces deux faibles souverainetés, au milieu de quatre grandes puissances, ne tarderont pas à demander cette réunion. Je vous invite à me mettre à portée de répondre sur ces objets au Directoire exécutif...¹⁷»

¹⁶ *Ibidem*, p. 142, n° 67.

¹⁷ *Ibidem*, pp. 142-143, n° 68. – C'est nous qui soulignons.

Le 19 mars encore, P.-Jos. de Riedmatten écrit, de Saint-Maurice, à Mgr Blatter, évêque de Sion: «Dans un entretien particulier, j'ai exposé au c. Mangourit vos alarmes et celles du clergé au sujet du serment; il m'a répondu qu'on n'en exigerait point des prêtres valaisans, attendu qu'ils ne sont pas citoyens... Il résulte qu'aucun prêtre ne devra se faire nommer aux fonctions civiles et qu'ils se gardent tous, soit de prêcher en public, soit de déclamer en particulier contre la constitution, et d'être à cet égard très prudents dans les confessionnaux...¹⁸»

En même temps, le Directoire provisoire du Valais notifie à Mangourit les changements survenus dans la république, notamment l'installation du Corps législatif et du Directoire exécutif¹⁹, comme il le fera d'ailleurs, le lendemain 20 mars, au «Directoire de France», dans une lettre plus étendue, dans laquelle il expose que les «deux portions du Valais... ont voté mutuellement et unanimement *leur réunion en une seule république libre*, et nous avons eu la satisfaction de voir que notre détermination à cet égard ne contrariait point les vues politiques de la République française avec qui nos anciennes relations d'alliance et d'union étroite nous feront toujours une loi de nous concerter.

»Nous avons été singulièrement aidés dans cette révolution par le c. Mangourit, votre chargé d'affaires, qui a su employer à propos l'influence de votre puissante nation et celle de ses talents personnels pour nous préserver des troubles que trop de gens cherchent à exciter dans le moment de l'absence du gouvernement. Il a été le témoin et l'appui d'une révolution dont l'exemple est encore unique, d'une révolution qui s'est opérée sans secousse et sans résistance...»

Les autorités mises en place exerceront leurs pouvoirs jusqu'à la ratification de la constitution par les communes et à sa mise en activité²⁰.

C'est seulement le 19 mars que le général Brune envoie «aux autorités de Saint-Maurice» le règlement pour l'organisation de la Rhodanie, «avec une adresse à toutes les autorités du Valais».

¹⁸ Doc. III, pp. 81-82, n° 14.

¹⁹ Doc. II/1, pp. 144-145, n° 69, annexes I et II.

²⁰ *Ibidem*, pp. 145-146, n° 69, annexe III.— C'est nous qui soulignons.

«J'attends, écrit Brune, de votre zèle et de votre amour pour la liberté que vous leur donnerez toute la publicité possible. Vous enverrez l'adresse et des exemplaires du règlement aux autorités de Sion²¹.»

Quant à l'adresse, datée également du 19 mars, elle est destinée «aux autorités actuelles du Haut et du Bas-Valais». Il n'est pas sans intérêt de la reproduire ici. «Vous donnez à l'Helvétie et à l'Europe, proclame Brune, le spectacle le plus beau que puisse présenter un peuple, un exemple d'union; vous avez abjuré, les uns des haines, les autres des privilèges. Je vous en remercie au nom de la Grande Nation. Les habitants du Valais, séparés de la Suisse septentrionale par des montagnes longuement entassées, ne pouvaient arriver au centre politique de l'Helvétie qu'après les avoir péniblement et dispendieusement traversées. Un nouveau centre leur est offert. Le fleuve qui creuse leurs vallées les y conduit par une pente naturelle, et un large et superbe lac leur offre ses eaux pour faciliter leurs communications. Le Valais, jusqu'à ce jour isolé, va devenir, par la formation de la nouvelle république, le passage le plus fréquenté pour l'Italie: de nouvelles branches de commerce donneront au pays plus de prospérité en même temps que la démocratie représentative lui assurera une consistance politique digne du beau caractère de ses habitants. Puissé-je m'applaudir d'avoir tracé les premiers linéaments du projet qui vous appelle à de nouvelles destinées!...²²»

Il faut également mentionner ici une violente diatribe d'un anonyme, adressée à Mangourit, de Rarogne, le 29 ventôse – 19 mars, qui se dit «l'interprète... des craintes des vrais patriotes étrangers²³». Elle débute en ces termes: «...Il est étrange! La République française poursuit ses malveillants chez l'étranger et elle laisse fomentier l'intrigue chez elle; elle poursuit ses ennemis à l'extérieur et elle les tolère dans son sein...» On y lit aussi: «Le

²¹ *Correspondenz*, p. 391, n° 236.

²² *Ibidem*, p. 391, n° 235.

²³ Il semble que, d'après le style et l'écriture, on puisse attribuer cette lettre à Ferdinand Venetz (1764-1822), officier au régiment de Courten, puis à l'armée de Condé, bientôt commandant en second des insurgés haut-valaisans. (F. SCHNYDER, *Chronik der Gemeinde Gampel*, Brigue, 1949, pp. 90-92.)

foyer des contre-révolutions qui se dirigent contre toutes les républiques naissantes ne se tisonne qu'en France...» Ce sont quatre pages d'attaques contre le gouvernement contemporain de la France, qui sabote le républicanisme...²⁴

Les réactions à la publication, par Brune, du projet de République rhodanique ne se font pas attendre.

Le 20 mars, alors que l'Assemblée provisoire de Saint-Maurice remercie encore le résident de faire bénéficier le Valais indépendant «de toutes les faveurs et avantages que la République helvétique en général ou quelques cantons en particulier pourraient obtenir²⁵», Mangourit intervient auprès de Talleyrand, ministre des Relations extérieures, et auprès de Merlin de Douai, président du Directoire exécutif²⁶, en transmettant à ce dernier une lettre du Directoire provisoire du Valais accompagnée d'un mémoire de Tousard d'Olbec, son secrétaire général, annoté par le résident.

«A minuit, écrit Mangourit le 30 ventôse – 20 mars, dans sa 56^e dépêche à Talleyrand, m'est arrivé un exprès du général Pouget me portant une proclamation du général Brune du 26 de ce mois [16 mars], imprimée à Lausanne le 28.

»J'ai été fort étonné de voir dans l'émersion d'une nouvelle république le Valais compris dans sa formation, sans avoir été consulté *sur le possible ou l'impossible* de cette réunion, et en dérogeance complète à la lettre du Directoire exécutif du 9 ventôse [27 février] au général Brune, rendue commune aux c. Mengaud, Desportes et moi.

»Dans cette lettre, qui est un véritable arrêté, il est permis au Valais de rester indépendant sauf sa confédération et ses alliances avec les Bailliages italiens république, le Pays de Vaud république, et les Républiques française et cisalpine.

²⁴ Doc. II/2, pp. 84-87, n° 65.

²⁵ Doc. IV, p. 16.

²⁶ Philippe-Antoine Merlin de Douai (1754-1838), comte, président du Directoire exécutif de la République française du 27 février au 27 mai 1798. (*Dict. des parlementaires*, t. 4, pp. 347-349.)

» Dans l'hypothèse dernière que le Directoire exécutif semble trouver préférable, on désirait une constitution à peu près calquée sur la constitution helvétique.

» Le projet pour celle du Valais était conforme à ce vœu avant qu'il fût connu. On voulait la division du Corps législatif en deux conseils peu nombreux.

» J'avais prévu le vœu du Directoire exécutif.

» On permettait un Directoire de trois membres.

» Je l'ai fixé à ce nombre.

» Enfin, j'étais invité à faire connaître les dispositions ci-dessus et à ce qu'il fût pris une prompte détermination.

» Je les ai aussitôt répandues: l'allégresse a été complète! J'ai donné quatre jours au Valais oriental pour accepter la constitution provisoirement, et elle a été acceptée.

» *Irais-je aujourd'hui compromettre ... la haute opinion que l'on a en Valais de la bonne foi du gouvernement français et la confiance que ma loyauté et ma franchise m'ont acquise?*... Peut-être l'opération du général Brune est-elle nécessaire pour les intérêts de la France et les circonstances où se trouve la Suisse sans que le Valais soit attaché effectivement à la République rhodanique. Ce point est assez important pour que je cède aux instances qu'il m'a faites, d'aller conférer avec lui sur des points aussi essentiels. En conséquence, je pars demain pour Berne.

» *Je ne vous dissimulerai pas que la proclamation de Brune excite ici un sentiment général de douleur et d'amertume*, et qu'à moins d'une lettre du Directoire qui anéantisse les dispositions de celle du 9 ventôse [27 février], je me crois toujours impérieusement obligé par celle-ci.

» C. ministre, souvenez-vous que les Valaisans sont un bon peuple qui s'est réconcilié sans combat et qui a accepté les désirs du Directoire exécutif comme la loi d'un père²⁷. »

Le même jour, Mangourit envoie au directeur Merlin de Douai copie de sa dépêche à Talleyrand avec un imprimé de la proclamation de Brune, « afin que le Valais cesse d'être l'objet de versatilités fâcheuses pour son repos et pour l'opinion qui est due à notre

²⁷ Doc. II/1, p. 144, n° 69. – Au début de la dépêche, souligné par Mangourit, ensuite par nous.

loyauté». Il lui rappelle ainsi que Talleyrand s'est prononcé successivement en faveur de l'indépendance du Valais (29 pluviôse – 17 février), puis en faveur de la réunion à la République helvétique (4 ventôse – 22 février), et que le Directoire lui-même enfin lui a écrit de respecter l'indépendance valaisanne (9 ventôse – 27 février). Il prie Merlin «d'obtenir du Directoire exécutif que cette versatilité cesse... Songez, poursuit Mangourit, que ceux qui ont obtenu l'assentiment des peuples du Haut-Valais à la nouvelle constitution, *leur ayant promis sur ma garantie que leur indépendance antique leur était conservée*, seraient inévitablement massacrés ou forcés de renoncer à leur patrie. Songez encore que cette garantie vient du Directoire exécutif et que la violer ce serait exposer sa délicatesse et sa renommée.» Il recopie à l'intention du directeur une lettre du 30 ventôse – 20 mars, adressée par le Directoire provisoire au Directoire exécutif de la République française par l'intermédiaire du résident, «à l'effet de lui notifier les changements survenus en Valais», notamment l'installation d'un Corps législatif et d'un Directoire provisoire²⁸.

Et Mangourit conclut en ces termes: «Je vous prie en grâce... de faire finir toute fluctuation à l'égard du Valais et de considérer que, s'il n'y avait point de moralité à respecter en politique, ce qui ne regardera jamais le Directoire exécutif, en politique même *il est de l'intérêt de la France et de la Cisalpine que le Valais reste un Etat séparé*²⁹.»

A cette lettre qu'il écrit à Merlin de Douai, président du Directoire exécutif, Mangourit joint une adresse, datée de Saint-Maurice, le 20 mars 1798, à dix heures du soir, du Directoire provisoire au Directoire exécutif de la République française:

«Du moment que la République française a manifesté le désir que la Suisse renonçât au mélange de liberté et de sujétion qui existait au milieu du Corps helvétique», le Haut-Valais s'est empressé «de faire le sacrifice de ses droits de souveraineté sur le Bas-Valais et d'adopter les principes de liberté et d'égalité». Il a invité celui-ci

²⁸ *Ibidem*, pp. 145-146, n° 69, annexe III. – Souligné par Mangourit.

²⁹ Doc. II/2, pp. 10-11, n° 39. – C'est nous qui soulignons.

«à user de son indépendance pour se réunir avec lui». Et «le Bas-Valais n'ayant à écouter que ses véritables intérêts dans la disposition de son sort, a voté unanimement de ne former avec le Haut-Valais qu'un seul Etat libre et indépendant». Le projet d'une République helvétique unique que les agents de la France avaient répandu en Suisse et en Valais, et «dont le Valais devait ne faire qu'une partie intégrante, ...heurta dans plusieurs points essentiels les convenances locales et individuelles du Valais...» Ce projet «excita un soulèvement presque universel contre les vues de la France: le Bas-Valais y répugnait tout autant que le Haut-Valais». Il entra en négociation avec Mangourit et lui exposa «les motifs puissants qui appelaient le Valais à former un Etat à part et à conserver la constitution populaire»: un pays isolé par la nature, un caractère et des mœurs «qui contrastent absolument avec celles de leurs voisins, ...les singularités des peuples agriculteurs et plus encore pasteurs..., l'habitude d'une législation simple..., enfin, une grande pauvreté qui n'est pas un malheur pour eux parce qu'ils ne connaissent pas le besoin d'être plus riches...», etc. En somme, le Directoire provisoire reprend les motifs déjà exposés dans le mémoire justificatif qui accompagnait le premier projet de constitution, élaboré par le Comité général de Saint-Maurice en date du 24 février³⁰.

Le Directoire provisoire rappelle le sort du premier projet de constitution rejeté par Mangourit, qui annonça alors «aux députés du Bas-Valais que le Directoire exécutif ne s'opposerait point à ce que le Valais formât une république séparée, pourvu que sa constitution fût établie sur les bases de la liberté et de l'égalité politique, et sur le principe d'une représentation nationale», à l'instar de la constitution récemment adoptée par le Pays de Vaud. Les députés ont cédé à la nécessité et ont adopté un nouveau projet de constitution élaboré par le résident lui-même. Les intérêts les plus essentiels étant conservés, les «membres de l'Etat... obtinrent, *sur cette assurance positive*³¹, les pouvoirs de leurs communes pour l'acceptation provisoire de cette constitution».

³⁰ Doc. I, pp. 69-71, annexe IV.

³¹ Souligné dans l'original.

Le Valais a dès ce moment constitué une Assemblée représentative provisoire, et «aujourd'hui, une proclamation du général Brune... nous annonce *qu'il a été réglé*³² qu'il sera formé une République rhodanique dont le Valais formera un canton.

«Cette proclamation a plongé le peuple valaisan et ses représentants dans un état de stupéfaction et de douleur qu'il serait difficile d'exprimer.» Voici donc que notre République fondée avec l'aveu et l'appui du résident se trouve renversée par un autre agent de la République française: ce dernier a-t-il agi sur ordre du Directoire exécutif? Le Directoire provisoire du Valais veut se persuader que la République française ne laissera pas courir «le moindre soupçon sur sa loyauté et sa bonne foi à l'égard d'une nation confiante...», une nation «qui a offert l'exemple unique d'une révolution que n'a souillée aucune trace de sang, aucune larme, et qui, après s'être régénérée, comme un peuple de frères, de tous les droits des peuples libres, ne réclame que celui de former une seule famille».

S'il fallait aujourd'hui «annoncer aux peuples qu'il faut se soumettre à se fondre dans une autre république», tous les arguments que les députés «ont mis en œuvre pour amener les peuples à adhérer aux vues de la République française manifestées par son ministre», ne seront «plus à leurs yeux qu'autant de pièges... Ces jours de confiance et de satisfaction publique dont nous jouissions sous l'appui de la République française et sous son aveu seraient changés en des jours de deuil et de sang.»

*Le Directoire valaisan... «est dans la pleine confiance qu'il n'y a eu qu'une méprise dans les opérations de deux agents travaillant séparément et que le Directoire exécutif de la République française ne sacrifiera pas une république qui est en quelque sorte son propre ouvrage à un projet qui n'est pas encore entamé, et le Directoire du Valais s'empresse de s'en remettre à sa loyauté pour lui garantir l'existence qu'il lui a donnée*³³».

Quant au mémoire rédigé par Tousard, secrétaire général du Directoire provisoire du Valais, que l'auteur avait présenté à

³² Souligné dans l'original.

³³ Doc. II/2, pp. 11-13, n° 39, annexe I. – C'est nous qui soulignons.



LÉOPOLD DE NUCÉ
(1740-† après 1806)
par Benjamin Bolomey, s.d.
(Photo Musée de l'Elysée, Lausanne)

Mangourit «quelques semaines» auparavant et que le résident joint aussi en annexe à sa lettre du 30 ventôse – 20 mars adressée à Merlin, président du Directoire exécutif de la République française, c'est un long exposé, de huit pages in-folio, «sur les intérêts de la France et ceux des peuples de la Suisse, en général et en particulier, relativement à l'état politique de la Suisse et sur la forme de constitution à donner au Corps helvétique pour les concilier». Tousard s'élève contre «la proclamation fâcheuse du général Brune» et plaide en faveur du «système fédératif» qui est, conclut-il, «sous tous les rapports celui qui convient à la Suisse pour la conservation de la prospérité et de sa liberté, ...qui convient essentiellement aux intérêts politiques de la France», et enfin, «qui s'établirait le plus facilement dans la révolution successive des divers Etats de la Suisse³⁴».

3. *Vers l'incorporation à la République helvétique*

C'est donc le 1^{er} germinal – 21 mars que Mangourit se met en route pour Berne afin de se rendre à l'invitation du général Brune. De Vevey, le résident écrit «à la Représentation nationale provisoire du Valais» pour l'informer qu'il vient de recevoir la dépêche de son gouvernement, du 29 ventôse - 19 mars, qui le «charge d'annoncer aux habitants du Valais que *son vœu et leur intérêt exigent qu'ils se fondent dans la République helvétique* et que toute la Suisse ne soit désormais qu'une seule famille.

»Je vous invite, c. représentants, à user de tous les moyens de persuasion pour la prompte acceptation de la République helvétique. Je poursuis mon chemin pour Berne à l'effet d'y prendre des instructions qui me mettent à même de suivre la direction la plus immédiate pour opérer le bonheur du Valais et consommer celui de l'Helvétie³⁵.»

³⁴ *Ibidem*, pp. 14-24, n° 39, annexe II.

³⁵ Doc. II/1, p. 156, n° 78, annexe I. – C'est nous qui soulignons.

Dès maintenant, les hésitations du Directoire français à l'égard du sort politique du Valais, qui se manifestaient depuis plus d'un mois, prennent fin. Inexorablement le Valais est conduit à l'incorporation dans la République helvétique.

On apprend que, sur la route de Berne, à son arrivée à Lausanne, Mangourit «a cassé sa voiture»; c'est le général Pouget qui, le jour même, invite «le comité de police et de surveillance générale» de la ville, à fournir de suite au résident «une voiture à quatre places, le moindre retard pouvant nuire au bien du service³⁶».

A Lausanne, Mangourit rencontre, chez le général Pouget, Pierre Ochs qui «venait d'arriver avec des députés de Bâle pour fraterniser». Ochs embrasse le résident et lui annonce tout d'abord qu'il va être envoyé à *Lucerne*. «Je n'aime pas, expose-t-il à Talleyrand, dans sa 57^e dépêche, que l'étranger à la France... commence une conversation politique par flatter l'ambition d'un envoyé du Directoire; ne serait-ce pas, se demande-t-il, une corruption d'une nouvelle espèce bien dangereuse? En ayant l'air de désirer un homme dans un poste important, n'est-ce pas une adroite injure faite à sa délicatesse? Je répondis au c. Ochs que Mengaud avait la confiance du Directoire et que je ne voyais pas pourquoi on la lui ôterait. — «Ce n'est pas cela, répondit Ochs; Mengaud est sourd et songe à une place à l'intérieur³⁷.»

Puis le résident met en forme de dialogue la conversation qu'il a eue «ce matin, avant de partir pour Berne», avec P. Ochs; ce dernier lui dit que le général Brune l'attend «avec impatience», qu'il a établi une République *rhodanique* qui morcelle la Suisse; mais, ajoute-t-il, «le Directoire exécutif a senti que le système de l'unité était le seul convenable». Pour preuve, Ochs lui montre la copie de deux lettres du Directoire: la seconde «casse le col au morcellement de la Suisse...» Mangourit lui rétorque qu'il lui paraît qu'il est «bien servi sur ce qui se passe au Directoire». Ochs affirme alors qu'il a

³⁶ Doc. II/2, p. 117, n° 74.

³⁷ P. Ochs suggère donc à Mangourit qu'il pourrait remplacer Mengaud, en qualité de chargé d'affaires de la République française, non plus à Bâle, mais à Lucerne, ville désignée comme capitale provisoire de la République helvétique. (STRICKLER, t. I, p. 570, art. 17 de la Constitution.)

«des rapports directs avec le gouvernement, et le Directoire exécutif est revenu au système de l'unité, le seul raisonnable³⁸».

La députation valaisanne à Berne

Toutefois, les nouvelles autorités valaisannes mises en place, le 16 mars, ne se résignent pas encore à adopter la solution imposée par Paris. Elles poursuivent leur résistance.

En effet, par un décret du 22 mars (lors d'une séance qui ne figure pas dans le compte rendu d'Augustini), l'Assemblée provisoire du Valais arrête d'envoyer une députation à Berne auprès du général Brune et du résident Mangourit «pour solliciter leurs bons offices afin de conserver à notre Etat sa constitution indépendante». Sont désignés pour en faire partie P.-Jos. de Riedmatten, Sigristen et J. de Quartéry, qui devront se mettre en route le lendemain matin 23 mars³⁹. Cependant, dans une lettre reçue par l'Assemblée, le 23, après la séance, Sigristen annonce que ses occupations en qualité de président du Directoire l'empêchent de s'éloigner; en réalité, la lettre du Directoire provisoire, du 23 mars, informe l'Assemblée que Sigristen a été pris d'un malaise dans la nuit du 22 au 23 et qu'il est dans l'impossibilité de se mettre en route⁴⁰. C'est pour ce motif que, le 24 mars, sur proposition du Directoire provisoire⁴¹, l'Assemblée porte son choix, pour le remplacer, sur Augustini, secrétaire allemand de l'Assemblée et membre suppléant du Directoire⁴². En fait, la députation ne quittera Saint-Maurice que le samedi 24, à 11 h. du matin, et arrivera à Berne le 25⁴³.

En même temps, le Directoire provisoire informe le gouvernement provisoire de Zurich, et par lui tout le Corps helvétique, du changement de constitution survenu en Valais, de l'incorporation du Bas-Valais à la souveraineté du Haut-Valais, de l'installation d'une Assemblée représentative et d'un Directoire exécutif; c'est à ce

³⁸ Doc. II/1, pp. 146-147, n° 70, dépêche du 1^{er} germinal – 21 mars. – Voir aussi à ce sujet GUYOT, p. 661.

³⁹ Doc. IV, p. 41, n° 8 et n° 6.

⁴⁰ *Ibidem*, p. 42, n° 9. – Voir aussi plus haut, t. II, pp. 22-23.

⁴¹ *Ibidem*, p. 42, n° 10.

⁴² *Ibidem*, p. 18, séance du 24 mars.

⁴³ *Ibidem*, p. 50, n° 12.

dernier organisme qu'il faudra désormais adresser «toutes les lettres qu'on voudra écrire à notre république⁴⁴».

Mais la députation ne s'est pas encore mise en route que le général Brune adresse, de Berne, le 3 germinal – 23 mars, «au gouvernement actuel du Valais», un arrêté en vertu duquel, écrit-il, «vos représentants, au lieu de se rendre à Lausanne, doivent se rendre à Aarau *pour la formation du Corps législatif d'une république qui comprend toutes les parties de l'Helvétie*. Le gouvernement qui doit résulter de cette union aura dans l'Europe une consistance plus marquée, et la République française, soigneuse de ses intérêts comme de la gloire de ses alliés, verra avec plaisir un changement qui rend à l'unité républicaine et démocratique des parties autrefois trop divisées. Je vous invite à faire connaître ce changement à tous vos concitoyens et à communiquer des exemplaires de mon arrêté aux Bailliages italiens⁴⁵.»

De Berne, Mangourit écrit à Talleyrand, le 3 germinal – 23 mars, que le général Brune l'a chargé, à son arrivée, de rechercher dans les Archives, la Bibliothèque et dans l'Arsenal, des pièces utiles à la France, des manuscrits et des objets susceptibles d'enrichir les collections françaises. Quant au général lui-même, il doit, ajoute le résident, «partir le 8 de ce mois [28 mars] pour sa destination. Je retournerai en Valais, à moins que son successeur, le général Schauenbourg, ne juge ma présence plus utile à Berne⁴⁶».

Mangourit écrit également, le même jour, au Directoire provisoire du Valais. Il lui rappelle d'abord qu'il attend une réponse

⁴⁴ STRICKLER, t. I, p. 395, n° 1288, lettre du 22 mars; AVD, H 174, litt. A, n° 172, trad. française.

⁴⁵ *Correspondenz*, p. 405, n° 248. – C'est nous qui soulignons. Brune avait déjà adressé «aux citoyens de tous les cantons» une lettre dans le même sens, le 22 mars. (*Ibidem*, p. 402, n° 244.) Le comité de surveillance de Lausanne, en envoyant, le 23 mars, au gouvernement du Valais cette dernière lettre, lui écrit notamment: «Cette perspective [opérer la réunion de tous les cantons en une République helvétique une et indivisible] nous est chère, et le bonheur de notre commune patrie exige que nous en hâtons le moment par tous les moyens qui sont en notre pouvoir. Il faut espérer que nous ne serons bientôt plus qu'une famille de frères, animés d'un même esprit et ayant un même cœur. Tels sont déjà les sentiments qui nous animent à votre égard...» (Doc. II/2, pp. 117-118, n° 76.)

⁴⁶ Doc. II/1, p. 147, n° 71.

à la lettre qu'il lui a adressée de Vevey, le 1^{er} germinal – 21 mars; des affaires le retiennent encore à Berne; il conclut: «Vous demandiez à partager avec les parties de la Suisse les plus favorisées les avantages auxquels elles sont appelées. En vous réunissant à l'Helvétie, tous vos désirs à cet égard seront satisfaits⁴⁷.»

D'autre part, à Paris, «les hésitations du Directoire avaient révélé, en l'accentuant, le désaccord entre les agents français, Mengaud à Bâle, Desportes à Genève, Mangourit en Valais. Par surcroît, ils s'entendaient fort mal avec les généraux. Les révolutionnaires suisses réclamèrent donc, pour aider à l'établissement de la nouvelle république, un commissaire unique.» Le choix tomba sur Lecarlier⁴⁸.

Telle est la nouvelle que communique, le 3 germinal – 23 mars, Talleyrand à Mengaud et à Mangourit, avec l'arrêté du 28 ventôse – 18 mars. Dans sa lettre, le ministre des Relations extérieures les informe que «cet arrêté vous prescrit de vous conformer aux instructions qui vous seront données par le c. Lecarlier. Je ne doute pas, conclut-il, de l'empressement avec lequel vous remplirez sur ce point les intentions du Directoire...⁴⁹»

En route pour Berne, la députation du Valais a rencontré, le 24 mars, à Vevey, L. Gex-Oboussier, membre de l'Assemblée provisoire vaudoise, lequel rend compte au comité de police et de surveillance générale, à Lausanne, de l'entretien qu'il a eu avec les trois Valaisans⁵⁰; le député du Bas-Valais, auquel Gex-Oboussier a demandé «si nous pouvions bientôt espérer la réunion de leur canton au grand tout helvétique», l'a assuré «qu'ils en avaient grande envie, qu'il n'y voyait pas d'obstacle que la rusticité de leurs paysans du Haut-Valais surtout auxquels on ne pouvait faire entendre raison...» L. Gex-Oboussier affirme ensuite que «les gouvernants du Valais, qui

⁴⁷ *Ibidem*, p. 156, n° 78, annexe II.

⁴⁸ R. GUYOT, p. 663.

⁴⁹ Doc. II/1, p. 148, n° 72, et annexe.

⁵⁰ Entretien dont la députation valaisanne ne fait pas mention dans son rapport. – Gex-Oboussier fait état de «quatre députés du Haut et du Bas-Valais» (Doc. II/2, p. 119, n° 80, annexe). En réalité, ils ne sont que trois, on l'a vu, J. de Quartéry, du Bas-Valais, et Sigristen et Augustini, du Haut-Valais. En outre, la chronologie du passage à Vevey n'est pas absolument claire.

sont les sangsues du peuple de ce pays-là, *feront des efforts inouïs pour rester indépendants*; ils craignent les lumières que le reste de la Suisse pourrait communiquer à leur pays; ils voient avec effroi la menace des droits de l'homme qui doivent leur arracher des pouvoirs partie usurpés, partie achetés; ils voudraient, sous le nom de démocratie populaire, perpétuer leur tyrannie, et pouvoir continuer à échanger contre quelques présents les droits et intérêts de leurs concitoyens. Ils vont à Berne sans doute pour solliciter auprès de Brune et Mangourit leur statu quo...» Après Ochs qui voit déjà Mangourit en poste à Lucerne (désignée momentanément comme capitale de la République helvétique), c'est maintenant L. Gex-Oboussier qui le souhaite à Lausanne: «Un moyen très efficace... serait de demander Mangourit pour aider notre organisation...; il nous serait sans doute d'une grande utilité et, se voyant placé, il ne chercherait pas à conserver sa place de Saint-Maurice...⁵¹»

Le 4 germinal – 24 mars, de Berne, Mangourit accuse réception à Talleyrand de l'arrêté «concernant Lecarlier et les rapports que je vais avoir avec lui. Assurez, je vous prie, le Directoire de mon zèle et de ma ponctualité à exécuter ses ordres⁵².»

La députation valaisanne envoyée auprès de Brune et de Mangourit, partie de Saint-Maurice le 24 mars, arrive donc à Berne le dimanche 25, à 13 h.; le même jour, à 19 h., elle est reçue en audience par Mangourit qui, peu après, la présente au général Brune. C'est P.-Jos. de Riedmatten, président de la députation, qui expose brièvement au général l'objet de sa mission; après avoir fait l'éloge de l'activité de Mangourit en Valais, P.-Jos. de Riedmatten rappelle que le résident «a obtenu que notre République aurait le choix, ou de s'incorporer à l'Helvétie, ou de rester République indépendante, alliée cependant aux 21 cantons; il paraît depuis, poursuit-il, que des raisons politiques l'ont engagé de revenir à son premier plan, qui nous oblige à faire partie intégrante avec l'Helvétie. L'Assemblée représentative provisoire nous a donc députés ici par devers le c. Mangourit pour obtenir, s'il était possible, de concert avec vous,

⁵¹ Doc. II/2, pp. 119-120, n° 80, et annexe. – C'est nous qui soulignons.

⁵² Doc. II/1, p. 149, n° 73.

c. général, la conservation de ce privilège de l'alternative, ou plutôt de l'indépendance qu'elle croit devoir adopter à raison des facultés de notre République...⁵³»

Le général Brune «répliqua avec affabilité et s'étendit sur l'éloge de la République valaisanne; mais il représenta, écrivent les députés dans la relation qu'ils rédigent le 29 mars, le lendemain de leur retour à Sion⁵⁴, qu'il ne croyait pas qu'il fût avantageux à la République valaisanne de rester isolée; qu'un rayon isolé serait trop faible s'il ne tenait à son centre...» Brune affirme encore que l'insuffisance de ressources «pour salarier la multiplicité des emplois» n'est pas un motif fondé: il «serait levé pour les cantons moins riches en ressources par des contributions proportionnées à leurs facultés respectives» et «le salaire des députés à l'Assemblée nationale... serait payé de la caisse générale» de la République helvétique. Mais «si, nonobstant cela, le Valais était absolument intentionné de rester république indépendante, la députation pourrait s'adresser au Directoire de la République française et continuer sa route sur Paris; ...la députation n'avait qu'à délibérer là-dessus. Le général finit par inviter la députation à son déjeuner le lendemain pour 10 h. et à son dîner pour 16 h.»

En conséquence, la députation «a délibéré sur le parti qu'elle devait prendre»; elle a pris en considération les points suivants:

1° ...«un des motifs principaux, c'est-à-dire celui des frais énormes qu'on craignait d'être obligés de supporter... venait d'être levé par l'assurance que le général venait de donner à cet égard.»

2° «Ne connaissant pas quelle était la volonté du peuple valaisan» et ignorant en réalité s'il optait pour l'indépendance ou pour l'incorporation, la députation n'ose «hasarder un voyage très dispendieux à Paris, d'autant plus que ses démarches pourraient être désavouées par la république du Valais».

⁵³Doc. IV, pp. 52-53, n° 12, annexe. — A Berne, le général Brune a établi son quartier général à la Junkerngasse, dans l'hôtel d'Erlach. (*Kunstführer durch die Schweiz*, 5^e édit. entièrement refondue par la Société d'histoire de l'art en Suisse, t. III, Berne, 1982, p. 128.)

⁵⁴*Ibidem*, p. 20, n° 6 du 28 mars, et séance du jeudi 29 mars.

3° ...«En restant partie intégrante de la République helvétique», le Valais partagerait et les dangers qu'elle pourrait courir, et les faveurs «qu'elle pourrait se procurer dans la suite».

4° Dans l'impossibilité de «prévoir les événements, la députation pourrait d'autant plus s'exposer si la suite démontrait qu'elle s'est trompée dans sa façon de voir et dans sa négociation, à quoi elle ne devait s'opposer sans les ordres précis des commettants, et surtout puisque, à l'assurance du général Brune à l'égard des frais, les affaires étaient considérablement changées depuis le départ de la députation».

Le 26 mars, celle-ci se rend auprès de Mangourit, lui expose ses réflexions, «qui les a aussi, de son côté, trouvées justes». Le résident rend compte aux députés des derniers ordres, déjà connus, du Directoire de France, et ajoute que Lecarlier, «habile à organiser», arrivera sous peu à Berne avec «des instructions ultérieures» que lui-même ignore encore.

En conclusion des entretiens avec Brune et Mangourit, la députation décide de se retirer «par devers le Directoire valaisan» pour lui rendre «compte de l'état des choses *pour que le peuple valaisan puisse être consulté sur son vœu d'être une république indépendante alliée avec la République helvétique pour la défense commune, ou de faire partie intégrante de la République helvétique...*» Mangourit remet en outre aux députés un ordre écrit destiné aux dragons stationnés à Saint-Maurice, qui seront désormais également aux ordres du Directoire valaisan.

La députation quitte Berne le 26 mars, à 13 h., pour rentrer en Valais. En chemin, elle passe «dans le village de Neuenegg et sur le champ de bataille où un grand nombre d'hommes a péri dans l'action» (dans la nuit du 4 au 5 mars, les Français y avaient infligé une défaite aux troupes bernoises⁵⁵). A ce spectacle et en songeant aux contributions exigées de ceux qui se sont opposés aux armées françaises, les députés concluent leur rapport en ces termes: «Doit-on douter que la modération n'ait pas été l'option la plus sage et la plus proportionnée aux circonstances et la plus favorable pour la chère patrie⁵⁶?»

⁵⁵ Doc. I, p. 134, n° 63, annexe III.

⁵⁶ Doc. IV, pp. 50-52, n° 12. — C'est nous qui soulignons.

Les députés à Berne sont de retour à Saint-Maurice, le 28 mars, «vers le soir et ont fait relation [orale] de ce qui s'est passé⁵⁷».

Parmi les réflexions de la députation, il y en a une au moins qui mérite attention, parce que c'est, à notre connaissance, la première fois qu'elle est officiellement exprimée; en effet, si, jusqu'à maintenant, les autorités valaisannes se sont surtout préoccupées de sauvegarder leur Etat en république indépendante, elles n'ont jamais, semble-t-il, songé à consulter le peuple des Dix-Dizains pour connaître quel était en réalité son vœu dans l'alternative: république indépendante ou partie intégrante de la République helvétique? Elles vont s'y employer bientôt.

* * *

En attendant elles continuent à livrer un baroud d'honneur, comme Mangourit d'ailleurs.

Le 25 mars, dans une dépêche qu'il adresse à Talleyrand et rédigée partie le jour même et partie le lendemain, le résident écrit, de Berne, que les trois députés venus le trouver chez Brune «s'en retournent à l'effet de prendre l'opinion de leurs peuples pour la réunion et l'unité. Ils vont y mettre la plus grande célérité; ils courraient les risques de la vie s'ils n'usaient de cette mesure auprès d'un peuple soupçonneux parce qu'il est libre et peu éclairé⁵⁸!»

C'est dans le même sens que le Directoire provisoire du Valais écrit à Mangourit, le 26 mars, ensuite de l'adresse du général Brune invitant tous les cantons «à se réunir au plan de la république une et indivisible» et de sa propre lettre, envoyée de Vevey, annonçant au Directoire que telle est la détermination du Directoire exécutif de la République française: «Nous avons cru devoir, affirme le Directoire valaisan, nous abstenir d'aucune démarche relative à l'adoption de ce plan en Valais. Le mémoire que nous avons adressé à votre Directoire⁵⁹ sur l'importance que les peuples de ce pays mettent à leur existence en Etat indépendant et sur les difficultés

⁵⁷ *Ibidem*, p. 20.

⁵⁸ Doc. II/1, p. 149, n° 74.

⁵⁹ Le mémoire rédigé par Tousard d'Olbec, du 20 mars. (Doc. II/2, pp. 14-24, n° 39, annexe II.)

qu'on éprouvera à leur persuader de se réduire à n'être que partie intégrante d'une grande république, lorsque la France avait consenti elle-même à leur formation en république particulière, a été communiqué dans les communautés. Nous avons peine à nous persuader que le Directoire de la Grande Nation n'ait pas égard à nos représentations. *Mais en supposant que nous soyons obligés de céder à sa détermination, le Directoire valaisan ne peut l'annoncer aux peuples qu'en leur justifiant d'une réponse officielle de celui de la République française, afin de le mettre au-dessus des soupçons populaires qui lui feraient perdre, ainsi qu'à tous ceux qu'il peut employer, l'influence nécessaire pour amener sans convulsion les communes à accéder à ce nouveau plan...*⁶⁰»

D'un autre côté, Franz-Samuel Wild, inspecteur général des mines et salines, arrivé à Bex, le 25 mars, s'est «informé sans perte de temps de la marche du Valais». Certaines personnes du pays, déclare-t-il, le 26, à Maurice Glayre⁶¹, président de l'Assemblée provisoire du Pays de Vaud, «prétendent qu'on est seulement très fâché que la République helvétique absorbe la valaisanne qui devait être, disent-elles, acheminante à un plus grand sort. *Tout ce que je puis voir jusqu'ici est que cela ne marche pas et que je crains bien que cela ait de la peine à marcher*⁶².»

Mangourit n'a pas encore reçu la lettre que Talleyrand lui envoie le 7 germinal – 27 mars, où il lui fait remarquer qu'il paraît «encore douter des intentions du Directoire exécutif...», et où il lui «rétère que le vœu du Directoire est exprimé dans le projet de constitution» qui lui a été adressé... «En détruisant l'oligarchie qui l'avait attaqué, il a l'intention et l'espoir de favoriser en Suisse l'établissement d'un gouvernement unique dont les Treize Cantons, le Pays de Vaud et le Valais feront partie... C'est ce but vers lequel vous devez diriger tous les esprits...⁶³»

⁶⁰ Doc. II/1, pp. 156-157, n° 78, annexe III. – C'est nous qui soulignons.

⁶¹ Maurice (Pierre-) Glayre (1743-1819), magistrat, propriétaire à Romainmôtier, président de l'Assemblée représentative provisoire de Lausanne, plus tard membre du Directoire exécutif de la République helvétique. (*DHBS*, t. III, 1926, p. 462.)

⁶² Doc. II/2, pp. 120-121, n° 81. – C'est nous qui soulignons.

⁶³ Doc. II/1, p. 151, n° 176.

Mais voici que Lecarlier, le nouveau commissaire près l'armée française en Suisse, arrivé à Berne le 27 mars, publie le lendemain une proclamation dans laquelle il transmet, comme l'a écrit Talleyrand, «les ordres dont il est chargé»⁶⁴. Sa mission a pour but le bonheur des citoyens de l'Helvétie et «la gloire du nom français». Il certifie que «ce n'est point aux peuples que la République française fait la guerre, ce n'est qu'aux gouvernements oppresseurs... Le fruit de la victoire remportée sur vos tyrans», c'est «votre régénération et votre remplacement parmi les peuples libres et dignes de l'être». Qu'on se hâte d'organiser les autorités; qu'on se défie des intrigues de l'aristocratie; que l'on mette en activité la constitution! Lecarlier conclut en disant: «Comptez sur la justice et la générosité du gouvernement français; il regarde tous les hommes libres comme les enfants de la même patrie»⁶⁵.

Mangourit reçoit, à Berne encore, vers le 29 mars, la lettre que Talleyrand lui a adressée le 29 ventôse – 19 mars⁶⁶. Il lui répond le 10 germinal – 30 mars: Il a conféré avec Lecarlier et avec Rapinat⁶⁷, commissaires du Directoire exécutif en Suisse, et leur a exposé la situation. Il écrit notamment: «Vos éloges qui m'y sont prodigués m'aideront à me perfectionner dans l'art légitime d'émouvoir les belles passions et d'effrayer celles qui nuisent au développement de la belle nature. Je n'ai réussi qu'en agissant sur un plan directement opposé à l'ancien. J'ai rappelé la dignité dans le cœur de l'homme opprimé et la sensibilité dans le cœur de l'homme oppresseur...»

Puis, il répond «sur ce qui concerne le Valais». Il le fait d'une manière circonstanciée, dans un long exposé où il insiste «fortement en faveur de l'indépendance». Si Mangourit ne doute pas des intentions du Directoire français, il n'y est pas encore totalement acquis; on va l'observer:

⁶⁴ *Ibidem*, pp. 151-152.

⁶⁵ *Actenstücke* II, pp. 313-315, n° 214.

⁶⁶ Doc. II/1, pp. 142-143, n° 68.

⁶⁷ Jean-Jacques Rapinat (1750-1818), de Colmar, avocat, commissaire du Directoire exécutif de la République française en Suisse, beau-frère de Reubell. (*DHBS*, t. V, 1930, p. 386.)

«Les Valaisans ont-ils une opposition tout à fait invincible à s'incorporer à l'Helvétie? Voilà votre question et voici ma réponse.

»*Oui*, à l'exception de quelques oligarques ou ambitieux. Les uns espèrent par la réunion au Corps helvétique obtenir en échange d'une tyrannie perdue une influence nouvelle; les autres espèrent jouer un rôle à Lucerne; mais croire qu'il existe en Valais cent personnes dans cet esprit, c'est tendre à l'exagération.

»Le peuple du Bas-Valais préférerait sa réunion à la France plutôt qu'à l'Helvétie. Il existe entre les Valaisans et les Vaudois une réaction d'aversion et de mépris, moins l'effet de la différence des cultes qui y entre pour quelque chose que le produit de l'état mercantile des Vaudois et de l'état agricole des Valaisans. Les premiers appellent les seconds crétins, ignorants, bêtises, et l'injure de réciprocité beaucoup plus grave et plus vraie se compose du reproche de banqueroute et d'indélicatesse dans les engagements.

»Le peuple du Haut-Valais regrette sa démocratie et son veto sur les actes de la Diète. Mais il les a franchement cédés dans l'espoir de conserver son indépendance, sauf les confédérations et les alliances. La conservation de son culte a été pour beaucoup dans l'abandon de ses droits; cet objet n'est rien pour nous: 1^o le clergé n'y est pas citoyen; 2^o cette intolérante religion, sapée dans son tronc et ses grosses racines, s'oblitérera d'elle-même en Valais; peut-être dès la seconde assemblée représentative le peuple attaquera les biens ecclésiastiques et recevra la théophilanthropie sans s'apercevoir de la substitution.

»Vous me demandez, poursuit Mangourit, si les Valaisans résisteront aux menaces de la Grande Nation, je répondrai que *non* et que sur-le-champ ils prononceront l'acte de réunion; mais si l'on me consulte sur le point de savoir si en pareille matière le fort doit user de sa force à l'égard d'une peuplade faible mais gouvernée d'après des principes généreux, je répondrai encore *non...* Que diraient l'avenir et l'histoire s'ils avaient reçu de nous l'exemple d'une nation qui, après avoir adopté la démocratie représentative pour elle-même, fût forcée de se fondre dans une plus populeuse par celle qui avait déclaré son respect pour toutes les nations libres? On a fait craindre au Directoire qu'on lui prêtât des vues secrètes,

une arrière-pensée... Serait-il plus justement insensible au reproche d'avoir mésusé de cette grandeur, de cette puissance, pour toucher à la volonté d'une tribu pauvre mais libre, peu éclairée mais sur le point de s'éclairer, et placée dans une vallée presque inaccessible aux vices et aux passions de ses voisins? Il y aurait, je crois, quelque chose de sublime à dire au Valais: «Vous croyez donc être plus heureux en formant une république, eh bien, soit!» Il serait très curieux de faire cette expérience de la démocratie représentative chez un petit peuple et d'observer comment il s'y prendra pour l'économie et la prospérité de son gouvernement.

»D'un autre côté, ne craignez-vous pas de trop agrandir la Suisse?» En la centralisant, on risque de lui donner une force dangereuse et de susciter un esprit national. Il suffit de se rappeler les exemples de la Hollande, des Etats-Unis, de la Cisalpine. «Sans notre armée en Helvétie, croyez-vous que les Suisses s'uniraient de sentiment avec nous? Eh bien, en conservant au Valais son indépendance, vous conservez à la République française ce pays *comme département effectif*⁶⁸.» Et Mangourit de démontrer les avantages de communications qu'offre le Valais grâce à ses nombreux passages.

Et il achève sa dépêche ainsi: «J'entre dans tous ces détails avec franchise; j'aime à dire la vérité. Ne croyez pas que ce soit pour conserver ma place que j'insiste si fortement en faveur de l'indépendance du Valais.»

Il y ajoute un post-scriptum: D'entente avec Lecarlier, il est d'avis «de ne pas pousser plus outre jusqu'à la réponse faite par notre gouvernement au gouvernement provisoire du Valais [du 26 mars]»; et, enfin, il exprime une «dernière observation»: «La ville de Saint-Maurice, qui a manifesté la première son vœu pour l'indépendance et la régénération totale, sera ruinée, affirme le résident, si le *canton* helvétique s'établit en Valais; le Bas-Valais sera opprimé par le Haut comme ci-devant, attendu que le Haut est plus

⁶⁸ Souligné par le résident. — Mangourit vivra assez longtemps — il mourra en 1829 — pour voir se concrétiser à la lettre son point de vue, en novembre 1810. (Voir A. DONNET, *A propos de la réunion du Valais à la France (1810): deux lettres de Napoléon I^{er}*, dans *Vallesia*, t. II, 1947, pp. 179-182.)

populeux des deux tiers. Par une nouvelle division territoriale, par l'alternat entre Sion et Saint-Maurice pour siège du Corps législatif et du Directoire, par la rédaction de tous les actes en français, par l'exclusion de plusieurs membres d'une même famille dans chaque administration, j'avais égalisé ce qui sera inégal si le Valais est forcé de se joindre à l'Helvétie. Néanmoins, je vais l'y inviter derechef⁶⁹.»

Sur l'état des esprits en Valais, on trouve une confirmation de l'opinion, maintes fois exposée par Mangourit, dans une lettre de F.-S. Wild, directeur des salines de Bex, adressée le 30 mars, à la Chambre administrative du canton du Léman: «Je me suis rendu ce matin à Martigny, écrit-il, afin de connaître les dispositions de ce côté... relativement à la réunion helvétique.

»J'ai retrouvé partout et sans la moindre exception une absence totale d'esprit public, un défaut d'énergie absolu, une timidité pusillanime et une ignorance inconcevable sur leur situation politique. *J'ai trouvé sans exception beaucoup d'indifférence, pour ne pas dire d'aversion, pour la constitution helvétique, et des idées étrangement chimériques en faveur d'une République valaisanne. Je me suis aperçu de plus que l'arrière-pensée d'une réunion à la Grande Nation ne les étonnait non seulement pas, mais leur plaisait même*⁷⁰.»

Wild s'est informé «des causes de ces dispositions inhérentes». Il a appris que «des particuliers accoutumés à mener un peuple ignorant ont répandu avec profusion deux motifs principaux parmi les habitants de tout ordre»: la ruine du Valais «par la réunion helvétique», car les frais énormes du gouvernement «exigeraient des contributions qui les mettraient tous à la mendicité»; en outre, «on les a fanatisés... en leur faisant entrevoir qu'une réunion avec les protestants était le coup de mort pour la religion romaine». Il a combattu le premier argument «par des observations générales sur les moyens»; il a tourné le second en assurant les prêtres «que le seul et unique moyen de sauver leur religion et eux-mêmes était la réunion avec nous, qui étions fermement décidés de maintenir

⁶⁹ Doc. II/1, pp. 152-155, n° 78. — Souligné par Mangourit.

⁷⁰ C'est nous qui soulignons.

les deux cultes religieux également...» Il estime que les raisons qu'il a fait valoir «vont fructifier».

Enfin, Wild rapporte qu'il a «appris à Saint-Maurice par des personnages meneurs que les députés valaisans ont reçu à Berne la réponse *qu'il fallait se réunir à la République helvétique*, et on ne s'est point caché qu'on le faisait *parce qu'il le fallait*⁷¹».

Il y a actuellement à Saint-Maurice un Directoire... «Mais il n'y a encore du Haut-Valais que les dizains de Sion, Sierre et Loèche qui marchent un peu.» A ce qu'on dit, «les autres n'ont encore point planté d'arbre et les paysans y sont enragés.

»En règle générale, il règne dans le Bas-Valais comme dans le Haut un esprit d'aristocratie qui se perpétuera si l'on ne parvient pas à éloigner les meneurs des affaires; car, tout tient à cela. Ces gens accoutumés à mener dans l'obscurité craignent le jour comme la mort.

»... La méfiance des habitants du Valais en nous autres d'un côté, et leurs principes rétrécis d'un autre font échouer auprès d'eux tous les arguments qui ne sont pas secondés d'une force majeure soit en pouvoir, soit en comptant.»

Wild escompte être de retour à Lausanne, lundi 2 avril; il donnera verbalement «d'autres éclaircissements s'il en est besoin⁷²».

La consultation populaire du 4 avril.

C'est le 30 mars 1798 que l'Assemblée représentative provisoire du Valais décide enfin de procéder à une consultation populaire⁷³, comme l'avait discrètement suggéré la députation à Berne. Elle promulgue donc une loi qui charge le Directoire exécutif de convoquer les assemblées des communes «pour l'émission de leur vœu au sujet de la réunion à la République helvétique».

L'Assemblée, «considérant qu'il est urgent de se former un gouvernement stable», formule ainsi la loi du 30 mars:

⁷¹ Souligné par Wild.

⁷² Doc. II/2, pp. 121-122, n° 82.

⁷³ Cette décision n'est pas mentionnée dans le «Sommaire» de J. J. Jost, à la date du 30 mars (Doc. IV, p. 21).

«Le Directoire exécutif sera chargé d'envoyer au plus tôt aux communes des lettres de convocation *afin qu'elles puissent être assemblées le mercredi [saint] 4 avril prochain et émettre le même jour leur vœu de réunion à la République helvétique une et indivisible, ou d'indépendance du peuple valaisan*. Il donnera à son messager l'ordre de prendre en descendant la réponse des dizains depuis Conches jusqu'à Sion inclus, afin qu'elles puissent être remises à la poste pour arriver par le courrier de vendredi [6 avril]. Les communes d'Entremont, de la plaine et du reste du pays feront aussi parvenir les leurs par le même courrier de vendredi avant Pâques⁷⁴. *L'ordre de convocation sera accompagné d'une copie de la relation faite par les députés à Berne et d'une lettre en forme d'instruction expliquant les motifs pour et contre ladite réunion.*»

Le jour même, le Directoire valaisan ordonne la publication et l'entrée en vigueur de cette loi⁷⁵.

Nous avons amplement analysé ci-dessus le rapport des trois députés valaisans envoyés à Berne auprès du général Brune et du résident Mangourit. Quant à l'«Adresse du Directoire exécutif de la République valaisanne aux dix louables dizains de ladite République», datée, de Saint-Maurice, le 30 mars, elle est destinée à éclairer les citoyens sur l'objet principal de leurs délibérations et à exposer les motifs qui militent pour l'un ou l'autre terme de l'alternative.

«Le sujet de vos délibérations, écrit le Directoire, consiste à savoir si le Valais, composé de dix dizains libres, veut accéder en qualité d'un canton à la République helvétique une et indivisible ainsi qu'il s'y est offert, ou se constituer en république indépendante alliée pour la défense commune avec la République helvétique.

»Afin de remplir les ordres de l'Assemblée représentative provisoire de la République valaisanne, le Directoire doit vous exposer les raisons pour l'accession à la République helvétique d'une part, et celles pour la conservation de l'indépendance de la République valaisanne de l'autre.

⁷⁴ En 1798, la fête de Pâques tombe le 8 avril.

⁷⁵ Doc. IV, p. 26, n° 7.— C'est nous qui soulignons.

»Motifs pour la conservation de l'indépendance valaisanne et donc contre la réunion avec la République helvétique.

»1° Si la République valaisanne fait un corps à part, elle a la faculté de se choisir ses législateurs parmi ses citoyens qui méritent sa confiance, qui connaissent le pays, les caractères, les passions, les besoins, même la pauvreté d'une grande partie de ses cohabitants; des législateurs enfin qui vivent parmi eux et auxquels on pourrait faire des reproches proportionnés en cas de législation indiscrete. Mais si, par contre, le Valais accède à la grande République helvétique, il a le droit, il est vrai, de nommer douze membres à l'Assemblée législative. Mais 12 parmi 264 membres «ne pourront guère se flatter» de la pluralité en leur faveur, et en ce cas les lois du peuple valaisan seraient portées par des étrangers, en quelque façon par des commerçants, des citadins, même par des personnes d'une autre religion, contre des simples paysans, montagnards et catholiques.

»2° Le Valais est par sa situation et sa simplicité un pays isolé; ses habitants, en grande partie, sont des laboureurs et des pasteurs. Comment ceux-là s'accommoderont-ils sur la même loi avec des citadins éclairés?

»3° Si le Valais se réunit à la République helvétique, les contributions de l'Etat seront déterminées par l'Assemblée législative» de cette république, et elles pourraient «devenir exorbitantes sans que le Valais», qui a besoin d'économie, «puisse les empêcher»; au contraire, il serait tenu d'en «supporter sa part».

»4° Si le Valais continue, comme jusqu'à présent, d'être une république à part alliée avec le Corps helvétique (comme il est dit dans le projet de constitution de la République valaisanne), sans doute la République helvétique sera tenue à la défendre de toutes ses forces, tout comme si elle faisait partie intégrante de la République helvétique.

»Motifs pour la réunion du Valais avec la République helvétique une et indivisible.

»1° Quoique le Valais ferait partie intégrante de la République helvétique, il n'aurait rien à craindre des lois d'icelle. Les petits cantons catholiques sont dans le même cas que lui, ont les mêmes

besoins, la même simplicité de mœurs, le même amour de la religion et le même esprit d'économie. Les citoyens riches viennent de faire des pertes, et beaucoup de laboureurs et simples citoyens entrent dans la place de ceux qui ne connaissaient pas la pauvreté et les besoins du paysan.

»Grâces au Seigneur! La religion des Helvétiens est encore trop forte; leur probité, trop connue, et leur réputation leur est trop chère pour que la pluralité d'une assemblée législative helvétique se rende coupable d'une loi injuste afin d'opprimer le pauvre et l'innocent, et pour qu'il veuille se déshonorer aux yeux de l'univers. En tout cas, la constitution elle-même a obvié à ce danger lorsqu'elle a ordonné que tous les ans une partie des membres de l'Assemblée législative change; par ce moyen un législateur qui s'oublierait à ce point-là n'y resterait du moins pas longtemps.

»2° D'après cela, on doit croire qu'on portera des lois analogues à tous les Etats, et dans le cas des lois mal portées, leur correction peut et doit être demandée.

»3° On est fondé de croire que les tailles de la République helvétique ne seront jamais considérables, puisque les biens d'Etat des vingt-deux cantons, les péages et les revenus d'iceux doivent faire un montant suffisant pour subvenir [?] aux frais du gouvernement.

»Sans doute, si la solde des troupes françaises qui sont en Suisse était à la charge de la République helvétique, cet objet seul coûterait beaucoup; mais l'équité paraît exiger que le Valais, qui n'a point pris part à cette guerre, soit aussi exempt de prendre part à ces frais.

»4° La situation du Valais, avantageuse pour le commerce étranger et fortifiée par la nature même en cas de guerre, laisse ignorer la durée de son existence s'il s'érige en république à part, et l'alliance seule avec la République helvétique ne lui assure certainement pas une consistance durable.

»5° Supposé que le Valais se repente avec le temps d'avoir accédé à la République helvétique, il lui sera bien plus facile, dans des temps plus calmes, de rentrer dans son indépendance antérieure par le moyen des négociations que de s'y conserver dans ces temps critiques.

»6° Les choses étant ainsi, il est inutile d'observer que l'union avec la République helvétique attirera à la chère patrie qui, considérée comme un Etat, est très petite, plus de considération et plus de moyens. Comment le Valais, s'il se sépare de l'Helvétie, se conservera-t-il au milieu des grandes puissances?

»Certes, s'il s'unit avec ses anciens alliés, il jouira de tous les avantages que la République helvétique pourra se procurer par sa sagesse, puissance, faveur et considération; déjà on apprend que des cantons catholiques s'occupent à redresser les articles de la constitution qui pourraient gêner la religion.

»Sans doute, en cas de l'union, le Valais ne sera pas exposé à d'autres dangers ni à d'autres conditions que le reste des cantons; il partagera avec eux les charges et les honneurs. Comment le Valais catholique, qui porte toute son attention à la conservation de sa religion, voudra-t-il se séparer des cantons catholiques auxquels il est particulièrement et étroitement lié, et cela dans un temps où il devrait resserrer ses nœuds et où le zèle pour la religion est plus nécessaire? De quels yeux regardera-t-elle notre répugnance de s'unir à la République helvétique une et indivisible?

»Le Directoire vient de vous exposer les motifs principaux pour et contre, d'après l'intention du décret ci-joint⁷⁶; il vous invite de plus de délibérer le plus tôt possible et dans le terme prescrit dans ledit décret sur cet objet important, et de nous transmettre sans retard votre détermination, afin qu'aucune lenteur ne puisse être reprochée à la chère patrie dans cette époque délicate où toute la Suisse s'occupe de sa constitution...

»N. B. Chaque commune sera tenue de délibérer mercredi, le 4 d'avril, et de donner la réponse jeudi prochain 5 du courant au conseil désénal⁷⁷.»

⁷⁶ C'est-à-dire la loi du 30 mars qui charge le Directoire valaisan de convoquer les assemblées des communes: Doc. IV, p. 26, n° 7.

⁷⁷ AV, fonds Xavier de Riedmatten, en cours de classement, copie certifiée conforme par Tousard d'Olbec, secrétaire général, que nous suivons ici, à l'exception du N.B.; Doc. IV, pp. 57-59, n° 4. — Publié partiellement par M. SALAMIN (pp. 17-19).

On connaît les expéditions faites à quelques communes du Bas-Valais: ainsi, au comité de Bagnes, le 30 mars⁷⁸; au comité de Salvan, le 31 mars⁷⁹; on connaît aussi le procès-verbal des votations de quelques communes, comme celui de Martigny⁸⁰ ou celui de Saint-Maurice⁸¹.

Le 13 germinal – 2 avril, Talleyrand écrit à Mangourit pour l'informer qu'il a reçu dépêche et pièces que celui-ci a adressées au président du Directoire exécutif *«pour le prier de faire finir toute fluctuation à l'égard du Valais*. Mes dernières dépêches, ajoute-t-il, vous ont répondu d'avance sur cet objet, et les instructions du c. Lecarlier, que je vous ai annoncé comme commissaire du Directoire exécutif en Suisse, suffiront pour vous diriger en tout ce qui concerne le système de gouvernement de ce petit pays...⁸²»

De Berne où il séjourne encore, Mangourit, se conformant aux ordres que Lecarlier lui a transmis, écrit, le 15 germinal – 4 avril, une lettre au Directoire provisoire du Valais, dans laquelle *il l'invite «au nom de vos intérêts les plus chers, au nom du bon peuple dont la paix et le bonheur sont si désirables, de renoncer à l'idée décevante d'un isolement dangereux»*; il lui dépeint les avantages que le Valais trouvera à s'agréger à la République helvétique. Mais maintenant, il insiste: «Je vous engage... à stimuler de toute votre influence le véritable intérêt des Valaisans pour que, sans aucun retard, le plan de constitution helvétique, déjà adopté par le canton du Léman, soit accepté par eux. Communiquez, je vous prie, cette lettre à l'Assemblée provisoire du Valais; qu'elle ne fasse qu'un avec vous pour hâter cette acceptation...⁸³»

Avec sa dépêche du 10 germinal – 30 mars à Talleyrand, Mangourit avait écrit à son ministre, on s'en souvient, que d'entente avec Lecarlier il avait décidé de ne pas pousser davantage le Valais

⁷⁸ Doc. IV, p. 27, n° 8.

⁷⁹ *Ibidem*, p. 27, n° 9.

⁸⁰ Doc. III, p. 54, n° 56.

⁸¹ Doc. IV, pp. 28-29, n° 10.

⁸² Doc. II/1, p. 157, n° 79. – Souligné par Talleyrand.

⁸³ Doc. II/2, p. 88, n° 71. – C'est nous qui soulignons.

à se réunir à la République helvétique, parce que son Directoire provisoire avait écrit à ce sujet au Directoire de la République française et qu'il en attendait une réponse officielle. Celle-ci part de Paris, le 18 germinal – 7 avril, sous la signature de Merlin de Douai, président du Directoire exécutif: «Nous avons appris, écrit-il, avec une véritable satisfaction par votre dépêche du 30 mars (vieux style)⁸⁴ les démarches que vous venez de faire pour engager les communes valaisannes à émettre leur vœu sur leur incorporation à la République helvétique.

«Nous ne voyons dans cette incorporation que des avantages réels pour vos concitoyens, et nous sommes persuadés que des préjugés funestes à leur repos et à leur prospérité pourraient seuls les en détourner. Puissent-ils en ce moment faire de leur souveraineté l'usage que leur suggèrent leurs véritables intérêts!⁸⁵»

De son côté, Mangourit, le 20 germinal – 9 avril, informe, de Berne, le président du Directoire exécutif de France que dès le moment «que le ministre des Relations extérieures, écrit-il, m'a fait part de l'*ultimatum* du Directoire exécutif concernant le Valais, j'ai employé mon influence, et j'ose dire l'amitié que l'on m'y a témoignée, pour amener ce pays vers la République helvétique... L'empire de mes conseils, joints à la crainte d'être, ou forcés militairement de se joindre à l'Helvétie, ou privés par un refus des secours ou de la protection du Directoire, a déterminé les Valaisans, Haut et Bas, à prononcer l'immersion de leur petite planète dans le grand satellite qui va tourner autour de nous.

«Cela ne m'est pas encore connu, mais quatre lettres particulièrement, dont une du secrétaire général [Tousard d'Olbec], et l'autre d'un représentant provisoire m'attestent le fait. On a seulement mis *en restriction* la garantie de la religion catholique; mais vous sentez la faiblesse d'une telle restriction...⁸⁶»

⁸⁴ C'est la dépêche de Mangourit qui est du 30 mars; la lettre du Directoire provisoire du Valais est du 26 mars.

⁸⁵ Doc. IV, p. 53, n° 15.

⁸⁶ Doc. II/2, pp. 24-25, n° 45. – Souligné par Mangourit.

Les résultats de la consultation populaire du 4 avril.

En Valais, on commence à connaître les résultats de la consultation populaire: c'est ainsi que, le 9 avril, le Directoire provisoire écrit à l'Assemblée représentative: «Nous n'avons pas encore réuni la totalité des procès-verbaux des assemblées des communes convoquées pour délibérer sur la réunion ou [la] non-réunion à la République helvétique une et indivisible. Mais la grande quantité que nous en avons formé une telle pluralité que le vœu presque unanime pour la réunion n'est pas équivoque...⁸⁷»

Le lendemain, 10 avril, le Directoire du Valais adresse à Mangourit une lettre par laquelle, dit-il, «nous avons l'honneur de vous informer que les Dix-Dizains ont prononcé leur vœu pour la réunion du Valais à la République helvétique une et indivisible...» Ce résultat est dû, affirme-t-il, «à l'assurance dans laquelle elles se sont cru que la religion du pays serait maintenue dans toute son intégrité...» Le Directoire prie toutefois le résident *«de bien vouloir nous réitérer officiellement, et réclamer au besoin du c. commissaire Lecarlier, l'assurance que la religion catholique, apostolique et romaine sera maintenue dans toute son intégrité en Valais suivant le texte de la constitution valaisanne...»* Et il achève sa lettre en souhaitant l'appui du résident: «Vous avez conduit la révolution en Valais, et vous savez combien votre sagesse et [votre] ménagement que vous avez eus pour la disposition des esprits ont contribué à en écarter les troubles et les violences, et nous avons la confiance que vous achèverez votre ouvrage comme vous l'avez commencé⁸⁸.»

Les résultats complets, ou à peu près, de la consultation populaire du 4 avril, nous les connaissons grâce à une longue *«Note sur les votes émis en avril 1798 par les communes du canton du Valais pour ou contre sa réunion à la République helvétique, extraite des procès-verbaux qui existent aux Archives de la Chambre administrative, et rédigée à Sion, le 7 janvier 1802, par Ch.-Emm. de Rivaz, qui l'atteste «conforme*

⁸⁷ Doc. IV, p. 43, n° 13.

⁸⁸ Doc. II/2, pp. 89-90, n° 73. – C'est nous qui soulignons.

aux pièces originales qu'il a eues sous les yeux». Il n'est pas sans intérêt de la reproduire ici intégralement:

«*Conches*.

»*Münster*: Une lettre du c. Augustin Steffen, juge, adressée au président du Directoire provisoire, en date du 8 avril 1798, porte que la majorité de la paroisse de Münster a demandé à rester république indépendante alliée de la Suisse, savoir deux quarts, et les deux tiers d'autre part ont été pour cette opinion; un quart et le tiers de l'autre quart ont voté pour la réunion à la Suisse.

»*Ernen*: Le quart de *Niederswald* a opiné pour la réunion; *Bellwald* a opiné de même en laissant cependant la chose à la sagesse des députés du dizain et se rapportant d'ailleurs à la pluralité. *Ernen* a opiné pour la réunion. *Lax* a opiné unanimement pour la réunion. *Fiesch* a opiné pour la réunion en ajoutant qu'il désirait qu'on pût diminuer le nombre des fonctionnaires comme trop coûteux à un peuple pauvre. *Fieschertal* composant un demi-quart a opiné aussi pour la réunion et la diminution du nombre des fonctionnaires.

»*Brigue*: une lettre du c. Jakob Theiler, ancien châtelain, adressée au président du Directoire en date du 5 avril, porte que l'assemblée du dizain a décidé unanimement la réunion à la République helvétique; il ajoute qu'on veut encore consulter le même jour les communes chacune en particulier, qu'il ne doute point qu'elles ne confirment l'avis du conseil de dizain et que le résultat en sera porté le lendemain au Directoire par leur député qui se rend à l'Assemblée représentative.

»*Viège*: Une lettre du c. Casimir Lang⁸⁹, secrétaire du conseil, en date du 5 avril, dit que la majorité du dizain a préféré la réunion à la République helvétique plutôt qu'une députation coûteuse et peut-être inutile à Paris pour le maintien de l'indépendance de la République du Valais, et qu'elle désire en conséquence l'envoi aussi tôt que possible des douze députés qu'on doit nommer afin que dans tous les cas on n'arrive pas trop tard.

⁸⁹ Casimir Lang (1767-1815), secrétaire du dizain de Viège, frère aîné d'Ignace, de Viège, ancien châtelain.

» *Rarogne*: Une lettre du c. [Aloys] Roten, juge, datée du 5 avril, dit que le messenger chargé de rapporter la réponse du Directoire n'étant pas encore arrivé ledit jour à cinq heures, il se décide à envoyer celle des deux tiers de Rarogne sans attendre celle du tiers de Mörel; il transmet en conséquence une déclaration signée Christian Schnidrig⁹⁰, curial, qui porte que les deux tiers du dizain de Rarogne assemblés le 3 avril ont unanimement voté pour leur réunion à la Suisse.

» *Loèche*: Il n'y a point de verbaux de ce dizain dans la liasse.

» *Sierre*: Une lettre en date du 5 avril signée par un député de chaque commune du dizain comme suit: *Sierre*, Joseph de Lovina⁹¹, procureur de la commune; *Venthône [et] Veyras*, Nicolas de Chastonay⁹²; *Miège*, François-Antoine Clavioz⁹³; *Randogne*, Joseph-Augustin Preux, [grand banneret de Sierre]; *Mollens*, Adrien Bonivini⁹⁴; *Anniviers*, François Florey⁹⁵, procureur des communes; *Lens*, [Ignace-] Sébastien Briguët, capitaine, au nom des communes; *Grône*, Jean-Maurice Bruttin⁹⁶, notaire; *Chalais*, Jean Liand⁹⁷, juge; *Granges*, Louis Bandolier⁹⁸; *Saint-Léonard*, Jean Fardel⁹⁹, grand procureur, – porte que le conseil du dizain, rassemblé le 3 avril, a voté à la grande majorité la réunion et incorporation à la République helvétique, a désiré, s'il était permis d'insérer des conditions: 1^o de n'être pas chargé des frais de la troupe des trois dizains occidentaux dernièrement licenciée du Pays de Vaud; 2^o de n'être aucunement

⁹⁰ Christian Schnidrig (ca 1739-1802), ancien major de Rarogne, ancien châtelain de Vionnaz-Bouveret.

⁹¹ Joseph de Lovina, châtelain vice-dominal et syndic de Plan-Sierre. Non identifié.

⁹² Nicolas (François-) de Chastonay (1749-1835), ancien grand châtelain de Sierre.

⁹³ François (-Antoine) Clavioz (ou *Des Clefs* ou de *Clavibus*) (1763-1829), ancien lieutenant de la Contrée de Sierre.

⁹⁴ Adrien (-Pierre) Bonivini, de Venthône, ancien grand châtelain de Sierre. Non identifié.

⁹⁵ François Florey (ou *Floret*) († 1806), notaire en Anniviers.

⁹⁶ Jean-Maurice Bruttin (1757-1815), notaire à Grône

⁹⁷ Jean Liand (1758-1805), châtelain de Chalais-Vercorin.

⁹⁸ Louis Bandolier († 1818), conseiller de Granges.

⁹⁹ Non identifié.

inquiété dans l'exercice de sa religion; 3° de proportionner les députés aux facultés du peuple valaisan; 4° d'avoir la faculté de se retirer et constituer une république indépendante de la manière exprimée dans la constitution signée par les membres de la Diète, le 13 mars dernier, en cas qu'on ne pût suffire aux frais des députations au dehors.

» *Sion*: Une lettre du c. [de] Torrenté¹⁰⁰, secrétaire du dizain de Sion, en date du 5 avril, porte que le dizain assemblé le même jour a unanimement opiné pour la réunion à la République helvétique, vu que le Valais n'est pas en état de se maintenir et [de se] défendre tout seul sans être incorporé au Corps helvétique; [il] a cependant réservé que les cantons protestants ne puissent avoir aucun pouvoir sur la religion catholique.

[*Dizain d'Entremont*¹⁰¹]

» *Sembrancher*: Les communes de ce dizain ont voté comme suit:
Sembrancher: Une lettre signée [Gaspard-Etienne] Delasoie, secrétaire provisoire, en date du 4 avril, porte que cette commune a voté pour la réunion, se confiant en ce que le Directoire pourra obtenir en faveur de la patrie selon l'exigence de ses localités et surtout pour le maintien de la religion. *Vollèges*: Une lettre signée Pellaux, vice-président, du 4, porte que le vœu du plus grand nombre est d'être incorporé à l'Helvétie. *Bagnes*: Une lettre datée du 4, signée [Jean-Pierre] Michellod¹⁰², président, [et Etienne-Martin] Vaudan, secrétaire, porte que le peuple assemblé ledit jour a voté à l'unanimité la réunion à la République helvétique, sous la proteste du maintien de la religion sans que les cantons sectateurs d'une autre religion puissent les y troubler. *Orsières*: Une lettre du 4, signée Jean-Nicolas

¹⁰⁰ Alphonse-François-Xavier de Torrenté (1754-1834), secrétaire de la ville et de la Bourgeoisie de Sion, plus tard bourgmestre, puis grand châtelain. – Voir aussi ABS, 240, vol. 82, fol. 273^{vo}-274.

¹⁰¹ Doc. II/2, p. 127, n° 93, dans le rapport de la députation vaudoise qui se rendra à Saint-Maurice, le 17 avril, pour fraterniser avec le Valais, on lit: «Le Bas [-Valais], anciennement divisé en trois bannières, les transforma en dizains...»

¹⁰² Jean-Pierre Michellod (1715-1807), de Verbier, président de l'assemblée primaire de Bagnes.

Joris, président et juge de paix, et Nicolas Cavelli¹⁰³, secrétaire, porte que cette commune assemblée ledit jour a unanimement, à l'exception d'un seul individu, voté la réunion à la République helvétique et d'en former un canton. *Liddes*: Une lettre du 4, signée Frossard, président du comité de surveillance, et pour copie conforme [Mémi-Nicolas] Massard, secrétaire dudit comité, porte que le peuple assemblé sous la présidence dudit c. Pierre-Nicolas Frossard a voté à l'unanimité la réunion à la République helvétique et donné pleine confiance auxdits membres de l'Assemblée représentative pour diriger le tout à l'avantage du peuple valaisan. *Bourg-Saint-Pierre*: Une lettre signée de François-Joseph Dorsaz¹⁰⁴, président, et Jérôme Balleys, secrétaire, dit que le peuple assemblé le mercredi saint [4 avril] a décidé à la pluralité la réunion à la République helvétique, priant le Directoire de choisir le parti le plus favorable pour l'utilité de la chère patrie. *Bovernier*: Une lettre du 4, signée [Léonard] Bourgeois, président, dit que le peuple assemblé ledit jour a délibéré unanimement pour la réunion à la République helvétique et protesté de pouvoir jouir des privilèges que la liberté et l'égalité peuvent lui accorder. *Saxon*: Une lettre dudit jour signée Dallèves¹⁰⁵, secrétaire de la commune, dit que le peuple assemblé a émis son vœu pour la réunion, d'autant qu'il paraît par la lettre du c. Mangourit dans son voyage pour Berne que c'est l'intention du Directoire exécutif de la grande et puissante nation française. *Conthey-Nendaz*: Une lettre signée [Séverin] Duc, secrétaire de Conthey et par commission de Nendaz, en date du 5 avril, dit que le peuple de ces deux communes assemblé, ayant réfléchi sur les motifs insinués pour ou contre, a unanimement voté pour l'incorporation à la République helvétique, espérant une modification sur la constitution projetée pour icelle.»

¹⁰³ Nicolas (Jean-) Cavelli (*Cavelly*) († 1810), notaire, secrétaire de la commune d'Orsières.

¹⁰⁴ François-Joseph Dorsaz (1732-1819), président de Bourg-Saint-Pierre.

¹⁰⁵ Non identifié.

[*Dizain de Saint-Maurice*]

«*Martigny*: Un acte signé [Emmanuel] Gay, secrétaire, en date du 4 avril, porte que le peuple assemblé au pré de la foire ledit jour a sans discrépance résolu de s'unir avec la Suisse entière, de suivre les avis salutaires du c. Mangourit, résident, et [du] général Brune, ainsi que de mériter la protection de la France. *Fully*: Une note du 4 signée [Jean-Joseph] Reuse, secrétaire, dit que le peuple assemblé ledit jour à 9 h. du matin, [et] porte qu'il a délibéré unanimement vouloir être indépendant, uni à la République helvétique sans déroger à l'alliance française, et a protesté formellement pour le maintien de la religion. *Saillon*: Une lettre du 4, signée Jean-Pierre Cheseaux¹⁰⁶, secrétaire, dit que le peuple assemblé a décidé unanimement qu'il serait assez plus avantageux pour la patrie qu'on soit république seule, mais que jetant les yeux sur le futur et la défense commune, on trouve à propos de s'attacher pour s'assurer davantage au Corps helvétique. *Leytron*: Une lettre du 4, signée Jean-François Produit dit que le suffrage unanime des individus en général a été de se joindre au Corps helvétique, sous le proteste du maintien de notre religion. *Chamoson*: Une note du 4, signée [Joseph-Antoine] Favre, secrétaire, porte que le peuple assemblé a dit unanimement qu'il était plus favorable au Valais d'être incorporé à la République helvétique que d'être indépendant à part et allié; [il] a voté pour ce premier parti pourvu qu'on ne porte pas des lois contraires à notre sainte religion et qu'on fasse des lois analogues à la position de chaque canton. *Ardon*: Une note du 4, signée de Jean-Claude Gaillard¹⁰⁷, juge de paix, et François-Joseph Delaloye¹⁰⁸, secrétaire, dit que la voix unanime du peuple a été de s'incorporer dans le Corps helvétique et être au nombre des vingt-deux cantons, et par économie, au lieu de douze membres, on puisse les retrancher au nombre de dix par canton, sans cependant vouloir se particulariser des autres cantons. *Riddes*: Une note signée Probst¹⁰⁹, président, Gabriel Ribordy, secrétaire, dit que le peuple assemblé le 3 avril a

¹⁰⁶ Jean-Pierre Cheseaux († 1840), notaire.

¹⁰⁷ Jean-Claude Gaillard († 1799, sexagénaire), président du comité d'Ardon.

¹⁰⁸ François-Joseph Delaloye († 1811), secrétaire du comité d'Ardon.

¹⁰⁹ Georges Probst († 1799), président de Riddes, originaire de Soleure.

unanimement délibéré vouloir accéder que le Valais se réunisse à la République helvétique. *Isérables*: Une note signée ledit c. Ribordy, secrétaire, du 3 avril, porte que la pluralité du peuple assemblé désirerait grandement, s'il était possible, la conservation de l'indépendance de la République valaisanne, à moins que la pluralité des communes qui composent le dizain de Saint-Maurice accédassent à la réunion du Valais à la République helvétique; dans ce cas, ils émettent leur vœu de réunion. *Salvan*: Une lettre adressée le 4 avril au comité central de Saint-Maurice signée Cergneux¹¹⁰, président, et Claude Décaillet¹¹¹, secrétaire du comité de Salvan, dit que le peuple assemblé a voté unanimement pour l'incorporation à la République helvétique, dans l'attente que notre religion sera conservée dans son intégrité et que tous les cantons suisses, soit le Corps helvétique, soit allié avec la République française comme du passé. *Saint-Maurice*: Un acte signé [Jean-François] Vuilloud, vice-président du comité de surveillance, [Isaac de] Rivaz, secrétaire, Tousard d'Olbec, secrétaire, porte que le peuple dûment convoqué ayant été assemblé, il s'est trouvé 52 voix pour la réunion du Valais à la République helvétique et deux voix pour l'indépendance: ce sont celles des citoyens Joseph Roten¹¹² et Joseph-Antoine Barman.»

[Dizain de Monthey]

«*Monthey*: Une lettre du c. [Jean] Devantéry, président du comité central de Monthey, en date du 5 avril, atteste au Directoire que le résultat des assemblées populaires du dizain de Monthey et signée par le juge de paix, ou par les secrétaires, ou par un membre du comité, sont toutes unanimes pour la réunion de la République valaisanne à celle de la Suisse ou à la République helvétique. Il a cru inutile de grossir ses dépêches par l'envoi de tous ces procès-verbaux, mais il les transmettra si le Directoire le croit nécessaire¹¹³.»

¹¹⁰ Jean-Claude Cergneux (1738-1818), président de la commune de Salvan.

¹¹¹ Claude (Jean-) Décaillet (1741-1815), secrétaire de la commune de Salvan.

¹¹² Joseph (François-) Roten († 1833, septuagénaire), fermier à Saint-Maurice.

¹¹³ Rz, cart. 75, fasc. 2, n° 10, 8 p. in-fol. – Résumé par M. SALAMIN, pp. 20-21, note 11.

Si l'on examine attentivement ces résultats, on doit observer que prétendre que le vœu est «presque unanime» pour la réunion à la République helvétique, est une conclusion quelque peu hâtive.

En effet, on ne connaît pas en détail les résultats des communes du dizain de Loèche, ni de celles du dizain de Brigue et du tiers de Mörel.

En outre, on relève de nombreuses réserves, notamment celle concernant l'intégrité de la religion catholique, la plus souvent énoncée, sur laquelle les cantons protestants n'exerceront ni pouvoir ni trouble; la diminution du nombre de fonctionnaires et du nombre de députés; la sauvegarde des privilèges accordés par la liberté et l'égalité; la faculté de se retirer de la République helvétique si les frais des députés sont trop lourds; celle même de modifier la constitution...

Dans la dépêche qu'il adresse à Talleyrand le 22 germinal – 11 avril, Mangourit tire un bilan optimiste mais nuancé, de cette consultation populaire: «Le Haut et le Bas-Valais viennent d'accepter le projet de constitution helvétique traduit en trois langues, à l'exception du dizain de Conches et de la moitié de celui de Rarogne. ... Partout il y a eu réserve *pour le maintien du catholicisme*; vous sentez que j'avais eu raison de ménager cette opinion... Si cette acceptation est due un peu à la crainte des armes du Directoire de la Grande Nation, je l'attribue aussi à la confiance que j'ai été assez heureux de mériter, et surtout à l'examen impartial et approfondi qu'ont fait les Valaisans du plus avantageux, ou d'être une république isolée, ou portion d'une grande république...» Mangourit récapitule ensuite l'activité qu'il a déployée en Suisse pour seconder les vues du Directoire exécutif, et conclut, pour le Valais: «Il a quelque temps permis que le Valais conservât sa souveraineté: une représentation nationale, un Directoire exécutif provisoire se sont élevés dans un instant. Il a insisté depuis pour la fusion du Valais comme canton dans la République helvétique: aucun obstacle à ce que ce vœu soit rempli.

»Le corps électoral du Valais se dispose en cet instant à envoyer quatre sénateurs, huit grands conseillers, un juge au Tribunal suprême à Aarau, chef-lieu provisoire de la Diète.»

Lecarlier exige que Mangourit se rende avec lui à Aarau; mais le résident estime que sa mission «finît à la réunion du Valais, et l'ayant exercée à ma satisfaction entière, assure-t-il, je n'ai nulle ambition sur mon avenir...¹¹⁴»

Le même jour, Mangourit envoie une lettre délirante au général Brune en Italie, où il lui mande notamment: «Mon Valais, à ma voix quoique entrecoupée de sanglots, a sauté à pieds joints dans l'union... Je quitterai sous un mois mon presbytère de Saint-Maurice, sans savoir où je vicarierai...¹¹⁵»

C'est le 13 avril que le Directoire provisoire du Valais communique à l'Assemblée représentative les résultats de la consultation populaire du 4 avril: «Nous avons l'honneur, écrit-il, de vous notifier officiellement d'après le dépouillement des procès-verbaux qui ont été adressés au Directoire, soit par les communes individuellement, soit par les dizains en corps, que la réunion du Valais à la République helvétique une et indivisible a été votée à la presque unanimité.

»Les membres de l'Assemblée sont suffisamment informés qu'une condition essentielle de la réunion est la conservation de la religion catholique, apostolique et romaine dans toute son intégrité, ce qui a été garanti au Valais au nom de la République française.

»Le Directoire invite l'Assemblée à considérer s'il ne conviendrait pas de publier par un acte formel l'accession du Valais à la République helvétique une et indivisible¹¹⁶.»

Le 16 avril, le Directoire provisoire adresse une notification analogue au Directoire exécutif de la République française, ajoutant que «le désir de condescendre aux vues du Directoire et leur attachement constant pour la Suisse, dont le Valais n'a point voulu se séparer, ont ramené les esprits au-delà de notre attente...¹¹⁷»

De Berne, Mangourit écrit, le 24 germinal – 13 avril, une lettre au Directoire provisoire du Valais: «Je me suis réjoui avec vous du vœu prononcé par l'unanimité des dizains pour la réunion à la

¹¹⁴ Doc. II/1, pp. 158-159, n° 80. – Souligné par Mangourit.

¹¹⁵ *Correspondenz*, p. 493, n° 19 (des annexes).

¹¹⁶ Doc. IV, p. 44, n° 15.

¹¹⁷ Doc. II/1, pp. 164-165, n° 84, annexe.

République helvétique une et indivisible. Vous allez fournir promptement votre contingent d'amis du peuple au Sénat, au Grand Conseil et au Tribunal suprême...

«Le peuple du Valais a prononcé sa réunion comme canton à l'Helvétie; par ce seul fait, il a reconnu la constitution qui va régir cette république. Plusieurs cantons en l'acceptant y avaient apporté des modifications; mais les additions, explications, atténuations et réserves ont été cassées avec d'autant plus de justice que la charte constitutionnelle doit être uniforme, de même que la République helvétique doit être indivisible.

»Quant à la religion, personne n'ignore que les opinions religieuses ne sont jamais l'objet du gouvernement que quand elles servent à des esprits hypocrites ou fanatisés pour en troubler l'action et renverser des principes libéraux...

»J'ai en toutes circonstances rendu justice à la droiture du clergé du Valais; je le crois trop éclairé et trop ami de l'humanité pour penser un seul instant qu'il voudrât prendre une marche opposée et que même il y réussît...¹¹⁸»

Une députation vaudoise se rend à Saint-Maurice sur l'invitation de Mangourit, pour fraterniser avec le Valais (17 avril).

La Chambre administrative du canton du Léman inscrit à son protocole, le 13 avril, la réception d'une lettre de Mangourit, datée de Berne, le 22 germinal – 11 avril, par laquelle il invite ladite Chambre administrative à «envoyer une députation du Léman pour fraterniser avec le Valais à Saint-Maurice, [pour] prendre des mesures pour l'accélération de leurs nominations et de l'envoi de leurs députés à Aarau..., les éclairer pour cette accélération, etc.» L'Administration désigne à cet effet les c. Ausset et Gex-Oboussier¹¹⁹, et reçoit, le lendemain, les deux députés¹²⁰, lesquels demandent, le 15 avril, des lettres de créance «auprès du gouvernement provisoire du Valais¹²¹»; la Chambre du Léman leur donne satisfaction, le 16 avril¹²².

¹¹⁸ *Ibidem*, p. 162, n° 82, annexe I. – C'est nous qui soulignons.

¹¹⁹ Doc. II/2, p. 124, n° 87.

¹²⁰ *Ibidem*, p. 124, n° 88.

¹²¹ *Ibidem*, p. 125, n° 89.

¹²² *Ibidem*, pp. 125-126, n° 90 et n° 91.

Les deux députés vaudois font rapport à leurs commettants, le 19 avril, dès leur retour à Vevey: ils ont été reçus «avec la plus grande cordialité» par le Directoire provisoire; les assemblées vont se réunir et, «la semaine prochaine», l'assemblée électorale doit avoir ses séances à Sion. Les députés résument les étapes de la révolution du Valais, en signalant les obstacles qu'elle a dû affronter.

Ils présentent à la Chambre vaudoise des remarques pertinentes: «Mais, écrivent-ils dans leur rapport, nous ne devons pas vous le taire: *le Valais ne se promet pas un avenir heureux*. Le commerce, les arts, l'industrie, toutes ces choses si recherchées par les peuples de l'Europe l'épouvantent: *il préfère son heureuse et tranquille médiocrité*, ses mœurs simples, *à des richesses qui, suivant lui, le pervertiraient*; son gouvernement ancien lui coûtait peu, la liberté la plus grande en était la base, le peuple jouissait et exerçait tous les droits de la souveraineté; il ne connaissait aucune imposition¹²³; dans sa libre et patriarcale existence, il était sans désir pour les besoins qu'une civilisation perfectionnée entraîne. La République helvétique, il en faut convenir, ne lui assure pas les mêmes droits, ne lui garantit point le sort qu'il préfère...¹²⁴»

Ausset et Gex-Oboussier font aussi parvenir à la Chambre administrative vaudoise une lettre du Directoire du Valais, datée du 17 avril, dans laquelle celui-ci exprime sa satisfaction d'avoir reçu les deux députés: «Ils ont rempli la mission amicale dont vous les aviez chargés de manière à donner au Directoire une idée bien flatteuse de vos sentiments pour vos voisins et frères. Nous espérons qu'ils retourneront auprès de vous..., convaincus du désir bien sincère des Valaisans de resserrer de plus en plus les liens d'amitié qui existaient jusqu'à ce jour entre nos deux pays, et en leur remettant la présente pour en offrir l'assurance, nous nous flattons que le témoignage qu'ils pourraient y joindre ne vous laissera aucun doute sur l'opinion qui règne dans ce pays, sur notre vœu pour l'union et l'indivisibilité de l'Helvétie et sur la cordialité que tous les

¹²³ A préciser: dans le Valais des VII-Dizains uniquement.

¹²⁴ Doc. II/2, pp. 126-129, n° 93.— C'est nous qui soulignons.



HENRI POLIER
(1754-1821)

par Benjamin Bolomey, s.d.
(Photo Musée de l'Elysée, Lausanne)

membres de la République et particulièrement nos frères du canton du Léman trouveront toujours auprès de nous...¹²⁵»

Sur quoi, le 22 avril, la Chambre vaudoise félicite Ausset et Gex-Oboussier du succès de leur mission¹²⁶.

Les légations françaises de Genève et du Valais réunies et confiées à Mangourit?

Il convient de noter, au passage, un bref entracte qui survient à ce moment dans la carrière valaisanne de Mangourit. En effet, quand on apprend, à Paris, les événements qui se déroulent à Genève, le Directoire exécutif décide, le 28 germinal – 17 avril, le rappel immédiat de Desportes: celui-ci «se rendra... à Paris pour donner des renseignements sur la contrebande que les Genevois continuent de pratiquer et les moyens de la faire cesser; sur l'assassinat réitéré des préposés aux douanes et sur les poursuites qui ont dû être faites contre les Genevois auteurs ou provocateurs de ces délits; enfin, sur l'insulte faite dans la nuit du 7 au 8 de ce mois [27/28 mars 1798] aux couleurs nationales de la République française et les mesures prises par le gouvernement de Genève pour en faire punir les auteurs».

L'article premier de l'arrêté du Directoire stipule que «les légations du Valais et de Genève demeurent provisoirement réunies. Elles seront exercées cumulativement par le c. Mangourit, actuellement résident en Valais. Il fixera sa résidence à Genève. Tous les pouvoirs précédemment donnés au c. Desportes lui sont attribués et il les exercera en la même qualité que celui-ci¹²⁷.»

La lettre que Talleyrand adresse à Mangourit avec l'arrêté, lui enjoint de se «rendre sur-le-champ à Genève». Toutefois, on lit au-dessus du texte, en travers de la page, une note autographe de Talleyrand: «Lettre écrite, mais dont l'effet a été détruit par l'arrêté du 29 germinal [18 avril]¹²⁸.»

¹²⁵ *Ibidem*, p. 126, n° 92.

¹²⁶ *Ibidem*, p. 130, n° 94.

¹²⁷ Doc. I/1, pp. 163-164, n° 83, annexe.

¹²⁸ *Ibidem*, p. 163, n° 83.

De fait, le 29 germinal, le Directoire exécutif expédie à Mangourit par courrier extraordinaire la lettre suivante: «Vous trouverez ci-joint un arrêté qui rapporte celui d'hier portant réunion des légations du Valais et de Genève.

» Cette détermination est motivée par la nouvelle que le Directoire exécutif reçoit en ce moment de la réunion du territoire de la république de Genève à celui de la République française, circonstance qui rend inutile la présence du c. Desportes à Paris¹²⁹. »

Le Directoire écrit le même jour à Desportes une lettre pour lui exprimer sa vive satisfaction», y joignant un autre arrêté par lequel il l'informe «qu'il est impossible que Genève, malgré la réunion à la République française, devienne chef-lieu de département, mais qu'il pourra faire insérer dans le traité à faire avec Genève que le Directoire sera invité d'employer ses bons offices près le Corps législatif pour obtenir que cette commune ait des tribunaux civil et criminel, le tribunal correctionnel et un tribunal de commerce¹³⁰».

Pour sa part, Mangourit ne paraît pas s'être ému outre mesure de l'arrêté du 17 avril et de son annulation, le lendemain.

C'est ainsi que, dans le post-scriptum de sa lettre à Merlin, président du Directoire exécutif, du 6 floréal – 25 avril, il se contente de souligner la marque de considération dont il a été l'objet: «Je remercie de toute mon affection, de toute ma gratitude, le Directoire exécutif qui m'avait jugé capable de conduire les légations de Genève et du Valais: il me rend bien justice en comptant sur mon zèle et ma vie...¹³¹»

¹²⁹ Paris, Arch. nationales, AF III 517, plaquette 3316, pièce n° 1. – Le texte de l'arrêté est ainsi libellé: «Art. premier. L'arrêté du 28 de ce mois qui réunit les légations de Genève et du Valais est rapporté dans toutes ses dispositions.

» Art. 2. Le présent arrêté ne sera pas imprimé. Le ministre des Relations extérieures est chargé de son exécution.» (*Ibidem*, pièce n° 2.) Cet arrêté est également adressé par courrier extraordinaire à Mangourit et à Desportes. – Desportes avait, le 15 avril, obtenu, à une faible majorité, la réunion à la France de la république de Genève. (F. BARBEY, *Félix Desportes...*, p. 233.)

¹³⁰ Paris, Arch. nationales, AF III 517, plaquette 3316, pièces n° 5 et n° 6. (Voir également F. BARBEY, *Félix Desportes*, pp. 239-240.)

¹³¹ Doc. II/1, p. 166, n° 85, annexe I.

Convocation des assemblées de dizain (pour la semaine du 15 avril), puis des assemblées primaires (pour le 22 avril).

C'est une lettre adressée, le 12 avril, par P.-J. de Riedmatten, représentant, à Alphonse Ambuel, grand châtelain du dizain de Sion, qui nous permet de reprendre le fil de la chronologie des opérations, lesquelles conduisent à la réunion du Valais à la République helvétique.

En effet, l'Assemblée représentative, «ayant reconnu l'urgence de la tenue des assemblées primaires», a décidé: «chaque juge de dizain convoque dans la semaine prochaine (*Dominica in Albis*)», c'est-à-dire dans la semaine qui suit le dimanche 15 avril, «une assemblée dans le chef-lieu du dizain, composée d'un ou de plusieurs préposés de chaque commune...» Ils «seront munis de la liste de tous les votants âgés de vingt ans et en sus de leur commune», avec l'indication de l'âge de chacun. Ces assemblées de dizain s'emploieront «à s'instruire de la manière à procéder à la formation des assemblées primaires». Cette instruction leur sera donnée par leur «représentant de la convention provisoire¹³² qui sera dissoute pour un temps, afin que chaque membre d'icelle puisse se transporter dans son dizain pour y communiquer les instructions nécessaires, afin que le [dimanche] 22 avril les assemblées puissent avoir lieu simultanément dans toutes les communes de la patrie.

»Les juges de dizain calculeront donc, pour le jour de la convocation préparatoire, le temps qu'il faudra aux préposés instruits pour retourner à leurs paroisses ou communes et convoquer les assemblées pour le 22 du courant¹³³.»

Ce sont donc les assemblées de dizain, sous la présidence des grands châtelains, qui vont au préalable «instruire» les chefs des communes. C'est ainsi, par exemple, qu'une assemblée du dizain d'Entremont, composée «d'un ou deux préposés» de toutes les communes, est fixée au vendredi 20 avril, à Martigny¹³⁴.

¹³² C'est-à-dire leur représentant à l'Assemblée représentative provisoire.

¹³³ Doc. IV, pp. 32-33, n° 13.

¹³⁴ *Ibidem*, p. 33, n° 14. — On connaît aussi une adresse du notaire Charles Chapelet au comité de Salvan pour la convocation de l'assemblée primaire appelée à la nomination des électeurs: *Ibidem*, pp. 34-35, n° 16.

Il semble bien que c'est le 12 avril aussi que l'Assemblée représentative, «entendu le rapport de son comité», c'est-à-dire de son bureau ou d'une petite commission désignée à cet effet, arrête une longue «instruction sur la manière de réunir et tenir les assemblées primaires en Valais», qui comprend quinze articles en trois parties.

Comme les assemblées primaires sont convoquées le 22, à 8 h. du matin, qui est un dimanche, les représentants prennent tout d'abord la précaution d'inviter l'évêque de Sion «d'ordonner à tous les curés de son diocèse de commencer l'office dudit jour assez à temps pour qu'il puisse être fini avant 8 h.». Conformément à l'art. 36 de la constitution du 4 mars, il est stipulé à l'art. 2 de l'Instruction qu'aucun ecclésiastique, de quelque classe qu'il sera, «ne pourra assister aux assemblées primaires ni s'immiscer par aucune voie quelconque à ce qui y a rapport, ainsi qu'à toute autre question politique». L'art. 3 est relatif aux lieux où devront se tenir les assemblées, fixés «au moins deux jours d'avance». L'art. 4 qui détermine «la marche des votants excédant le nombre de cent fixé pour la nomination d'un électeur», reprend, en l'explicitant, l'art. 40 de la constitution. L'art. 5 spécifie les individus qui ont droit de vote et l'art. 6, ceux qui en sont exclus.

La deuxième partie, intitulée «Police des assemblées primaires», contient quatre articles: Il est interdit de s'y rendre «ou armé ou avec un bâton» (art. premier). «Pour le maintien du bon ordre, de la tranquillité publique et du respect dû à l'assemblée», on veillera à ce que celle-ci «ne soit composée que d'individus ayant les qualités requises» (art. 2). Les assemblées «ne pourront s'occuper que de l'acceptation de la constitution helvétique... et du choix de leurs électeurs et leurs suppléants»; enfin, une disposition essentielle: «Toute autre discussion ou délibération est nulle» (art. 3). Le 4^e et dernier article de la Police des assemblées stipule que «tout citoyen légalement convaincu d'avoir vendu ou acheté un suffrage est exclu pour vingt ans de toute assemblée primaire et communale, ainsi que de toutes les fonctions publiques».

La troisième et dernière partie de l'Instruction a pour objet les «opérations des assemblées primaires», en cinq articles. L'assemblée

primaire se constituera sous la présidence du doyen d'âge qui s'adjoindra un secrétaire et quatre scrutateurs «pour recevoir, un à un, les votes relatifs à la nomination du président, du secrétaire et des «quatre scrutateurs ou témoins qui doivent recevoir les votes pour le choix des électeurs». Ce premier vote se fait verbalement: «Le bureau ou la table du président, secrétaire et scrutateurs sera placé à une distance suffisante pour [que] les votants, au moment où ils s'en approchent pour émettre leur vœu, ne puissent être entendus du reste de l'assemblée.» Une fois proclamés, les nouveaux élus vont prendre la place qui leur est réservée. «On observera la même forme pour le choix des électeurs auquel on procédera» (art. premier). Il est précisé, à l'art. 2, «que chaque votant ne peut mettre sur son billet, ou déclarer de vive voix, que le nombre des individus fixé par le nombre des votants de la commune; que le plus ou le moins rend le vote nul». De plus, la majorité relative décidera pour les électeurs et pour les suppléants; ainsi, «celui qui aura plus de voix sera premier électeur et ainsi de suite...; ceux-ci nommés, celui qui aura le plus de voix sera suppléant du premier électeur» (art. 3). Electeurs et suppléants seront choisis parmi les votants (art. 4).

Le Directoire exécutif provisoire se rendra à Sion le 25 avril. Il vérifiera les pouvoirs des électeurs qui l'y rejoindront le 26; les électeurs lui présenteront, avant de pouvoir siéger, les procès-verbaux de leur nomination «dûment signés et certifiés...», et visés par le président du chef-lieu du dizain, avec «la liste nominative des votants de la commune», également signée et visée. Vérification faite et constatée par le Directoire, «les électeurs se réuniront en assemblée et commenceront leurs travaux dès le 27, si faire se peut. La vérification se fera dans l'ordre que le sort a donné à Saint-Maurice¹³⁵, ou par un nouveau si six dizains le demandent; le Directoire prendra leurs vœux à ce sujet» (art. 5)¹³⁶.

De son côté, Mangourit, qui est encore à Berne, se rend, le 14 avril, à Aarau, où Lecarlier et Rapinat l'ont requis de les accompagner avec Schauenbourg, le général en chef qui a succédé

¹³⁵ A Saint-Maurice, le 16 mars. Voir plus haut, t. II, p. 18.

¹³⁶ Doc. IV, pp. 30-32, n° 12.

en cette qualité à Brune, et c'est le 15 que le résident annonce au Directoire valaisan: «Je suis entré aujourd'hui au Corps législatif de la République helvétique avec le c. Lecarlier, commissaire du gouvernement français. J'ai annoncé officiellement au Sénat et au Grand Conseil que, d'après votre lettre du 10 avril ancien style¹³⁷, le Valais avait à l'unanimité voté sa réunion... Cette agréable nouvelle a été reçue avec les transports de la plus vive allégresse, et les députés que la constitution helvétique appelle au sein de la législature sont attendus avec la plus flatteuse impatience...»

Mangourit annonce encore au Directoire que, le 18 avril, il part avec les commissaires pour Soleure; que jeudi 19, il couchera à Berne d'où, espère-t-il, il pourra rentrer à Saint-Maurice¹³⁸.

En dépit de l'instruction du Directoire valaisan qui stipule, en sa deuxième partie, art. 3, que les assemblées primaires «ne pourront s'occuper que de l'acceptation de la constitution helvétique» et que «*toute autre discussion ou délibération est nulle*¹³⁹», l'évêque de Sion fait parvenir, datée du 18 avril, une adresse «au vénérable clergé et à tous les fidèles» du diocèse, dans laquelle il recommande, une fois de plus, qu'«on réserve expressément et on prescrive... de faire la déclaration formelle qu'on n'accepte une nouvelle constitution qu'autant qu'elle n'est ou ne pourra être contraire à la conservation de la religion catholique... dans toute son intégrité et non autrement¹⁴⁰».

Néanmoins, le 19 avril, le Directoire envoie «à la hâte» une circulaire «aux citoyens, juges et présidents des dix dizains»: Il les avertit clairement «que si l'on n'accède et [n'] acquiesce d'abord sans restriction, sans exception et sans modification et sans délai à la République helvétique une et indivisible; si l'on ne tient pas les assemblées primaires en ordre; si les députés à l'Assemblée législative ne sont choisis et envoyés; si on n'évite les retardements ou lenteurs, désordre et voies de fait, les troupes françaises sont intentionnées d'avancer, et alors de lever des contributions et [de]

¹³⁷ Doc. II/2, pp. 89-90, n° 73.

¹³⁸ Doc. II/1, p. 161, n° 82.

¹³⁹ Voir ci-dessus, t. II, p. 100. — C'est nous qui soulignons.

¹⁴⁰ Doc. III, pp. 82-83, n° 16.

traiter notre chère patrie comme les autres cantons». Si cet avertissement n'est pas entendu, le Directoire déclare «n'avoir part à aucun événement triste et, écrit-il, de laver nos mains de tout ce qui pourrait arriver en cas de refus... Le temps presse... Nous abandonnons à vos lumières tout ce qui peut contribuer au bien de notre chère patrie¹⁴¹.»

L'avant-veille des assemblées primaires, deux attitudes continuent donc encore à s'affronter: d'un côté, l'évêque et son clergé persistent à exiger la réserve expresse de la religion dans la constitution; d'un autre, le Directoire, maintenant convaincu que cette réserve est inutile, met en garde les Valaisans contre cette démarche. Chacun reste sur ses positions. Mangourit, naturellement, appuie le Directoire.

Ainsi, le 20 avril, on trouve une circulaire envoyée par l'abbé Maurice Bruttin, doyen, à ses confrères du décanat de Monthey: l'intention de l'évêque dans son adresse du 18 avril, affirme Bruttin, «est que nous avertissions le peuple de protester pour la conservation de la religion dans toute son intégrité... et de faire enregistrer sa protestation»; les électeurs que le peuple choisira en feront autant, «afin d'avoir par là une preuve authentique du désir général que l'on a de conserver le culte catholique. C'est ce qu'il faudra bien inculquer au peuple, conclut l'abbé Bruttin, pour qu'il ne puisse pas se plaindre de n'avoir pas été assez instruit...¹⁴²»

Le même jour, le Directoire du Valais adresse une nouvelle mise en garde solennelle à ses concitoyens: Informé que, depuis sa circulaire du 19, on cherche à influencer les délibérations sous prétexte de religion et à «faire stipuler, à l'acceptation de la constitution helvétique, des modifications qui ont été déjà cassées et qui sont prohibées par les proclamations du commissaire du gouvernement français...»; de plus, «considérant que c'est par de pareilles démarches que divers cantons ont attiré contre eux les armées françaises...» (Toggenbourg, Saint-Gall, Appenzell), le Directoire «rappelle sérieusement et pour la dernière fois...

¹⁴¹ Doc. IV, pp. 60-61, n° 7.

¹⁴² Doc. III, p. 83, n° 17.

qu'aucune modification quelconque ne doit être apportée à l'acceptation de la constitution helvétique...», et «déclare devant Dieu et devant les hommes qu'il est innocent de tous les maux qui pourraient résulter pour la patrie de toutes les mesures contraires à ce que son intérêt et la nécessité des circonstances commandent, et que ceux-là en seront responsables dans leurs personnes et dans leurs biens qui auront été les auteurs et les provocateurs¹⁴³».

L'évêque de Sion va même plus loin: le 21 avril, il écrit aux Cantons catholiques qu'il leur délègue le chanoine Joseph-Maurice de Courten¹⁴⁴, Dr en théologie, alors curé de Viège, muni de pleins pouvoirs pour prendre avec eux les mesures nécessaires à l'intégrité de la religion dans toute l'Helvétie catholique¹⁴⁵.

En même temps, à savoir le 21 avril, on apprend que le Directoire exécutif a «interdit de publier en chaire l'adresse de l'évêque, du 18 avril. Le prieur de Martigny, le chanoine L.-J. Murith, informé de cette décision par un membre du comité local et «dans l'embarras s'il faut publier ou non» ce mandement, envoie un exprès à l'évêque pour lui demander son avis...¹⁴⁶

Une fois de plus, Mangourit écrit au Directoire du Valais qui l'a prié, le 10 avril, de lui réitérer officiellement l'assurance que la religion catholique «sera maintenue dans toute son intégrité en Valais suivant le texte de la constitution valaisanne¹⁴⁷». Le résident tente, le 21 avril, à la veille des assemblées primaires, de le tranquilliser. «La constitution helvétique ne touche à aucun culte et il n'est point dans les vues de mon gouvernement de s'occuper d'opinions religieuses. *Je n'ai cessé, poursuit-il, de vous en donner des*

¹⁴³ Doc. IV, pp. 61-62, n° 9.

¹⁴⁴ Adrien-Joseph-Maurice de Courten (1750-1820), chanoine de Sion en 1775, vicaire général en 1784, résigne son canonicat déçu de ne pas être choisi comme évêque lorsque, en 1790, Jos.-A. Blatter est élu; curé de Viège de 1791 à 1799. — *BWG*, t. I, 1895, pp. 465-466; voir aussi G. GHIKA, *Le projet de transaction du chanoine Adrien-Joseph-Maurice de Courten (1790)*, dans *Vallesia*, t. XVIII, 1963, pp. 119-161. (*Contestations du clergé et des patriotes du Valais au sujet du pouvoir temporel après l'épiscopat de Hildebrand Jost*, VII.)

¹⁴⁵ Doc. III, pp. 83-84, n° 18.

¹⁴⁶ *Ibidem*, p. 84, n° 19.

¹⁴⁷ Voir plus haut, t. II, p. 86.

assurances positives; ainsi cette réserve est un hors-d'œuvre. Le commissaire du gouvernement Lecarlier a cassé toutes les additions et exceptions que des intérêts personnels et locaux avaient faites à la constitution helvétique... La raison en est très naturelle: chaque canton, chaque commune, chaque individu l'eût morcelée ou surchargée d'une telle manière que l'on fût tombé dans les vices antérieurs¹⁴⁸. »

Marche difficile vers la réunion de l'Assemblée électorale.

Le dimanche 22 avril est donc le jour où les assemblées primaires se réunissent en Valais pour élire le Corps électoral.

Les procès-verbaux de l'ensemble des communes, relatifs à l'acceptation de la constitution helvétique et à la nomination des électeurs, n'ont, semble-t-il, pas été conservés; on n'en a retrouvé qu'un seul: celui de l'assemblée de la commune de Monthey et Choëx¹⁴⁹; on sait, en revanche, que dans le dizain de Viège, où le conseil de dizain s'est tenu le 18 avril, «douze assemblées primaires ont été tenues le 22 à 8 h. du matin, et les électeurs constitutionnels partout légalement nommés¹⁵⁰».

On ne connaît les résultats de l'ensemble que par une dépêche de Mangourit, adressée au Directoire exécutif de la République française et à Talleyrand, le 6 floréal – 25 avril: encore à Berne, le résident est instruit de l'agitation suscitée en Valais par le mandement de l'évêque, du 18 avril, agitation qui menace «les assemblées primaires de troubles et de massacres. Aussitôt, affirme-t-il, je partis et je me rendis dans un jour de Berne à Saint-Maurice. Dès mon arrivée tout changea de face.» Le résident rend hommage au clergé du Bas-Valais et à l'abbé de Saint-Maurice, au Directoire valaisan: «Les uns avaient rejeté le mandement infernal; le Directoire avait par une sage proclamation rendu les provocateurs à la révolte seuls responsables des effets de l'égarement. Je fis, poursuit-il, aussitôt partir des courriers pour le Haut-Valais... et l'imposture a été déjouée. Huit dizains et demi ont accepté la constitution helvétique *purement*

¹⁴⁸ Doc. II/2, p. 92, n° 80. – C'est nous qui soulignons.

¹⁴⁹ Doc. IV, pp. 35-36, n° 18.

¹⁵⁰ *Ibidem*, p. 36, n° 19.

*et simplement*¹⁵¹, au grand regret des hypocrites sanguinaires... Leurs électeurs sont nommés et s'assemblent aujourd'hui [25 avril] à Sion, chef-lieu du canton...

»... Sur dix dizains, malgré les foudres ecclésiastiques, les correspondances avec Uri et Unterwald, les députations vers le nonce du pape à Lucerne, *l'offre que l'empereur*¹⁵² *fait, dit-on, aux cantons démocratiques de leur donner des secours s'ils veulent se réunir à lui*¹⁵³, il n'y a que la partie supérieure du dizain de Conches et le dizain très exigu de Rarogne qui résistent encore¹⁵⁴; mais je monte demain [26 avril] à Sion; j'y verrai M. l'évêque; j'y recevrai les députations des deux districts récalcitrants; je leur parlerai raison à ces malheureux égarés! Je les attendrirai, ils pleureront et moi aussi...»

Et Mangourit d'ajouter en post-scriptum: «Je vais employer toute mon influence à opérer de bons choix... Les élections de Valais vont être terminées sous huit jours et la paix de ce pays sera par elles consolidée¹⁵⁵.»

C'est donc bien le mercredi 25 avril que commencent à se réunir, à Sion, les membres de l'Assemblée électorale.

Mais déjà le matin du 25 survient un premier incident dans le Haut-Valais: Lucas v. Schallen, représentant de Viège, a quitté le chef-lieu du dizain à 8 h. du matin «afin de se trouver le même soir à Sion», pour prendre part à l'Assemblée électorale, selon la convocation envoyée, le 19 avril, par Léopold de Nucé, président de l'Assemblée représentative. Mais arrivé à 9 h. 30 à la hauteur du pont de Niedergesteln, il est «arrêté par une force armée» d'hommes de Rarogne; il déclare ses qualités et produit ses pouvoirs: on lui confisque ses papiers et, au terme de quarante minutes, v. Schallen retourne à Turtig. Se présentent alors trois électeurs de Brigue et cinq de Conches inférieur. Trois électeurs sont délégués

¹⁵¹ Souligné par Mangourit.

¹⁵² Pietro Gravina (1749-1830), nonce en Suisse du 20 septembre 1794 au 27 avril 1798. Il continue à s'occuper des affaires de la nonciature jusqu'en 1803. Expulsé par le Directoire helvétique le 9 mai 1798. (*DHBS*, t. III, Neuchâtel, 1926, p. 538.) – François II (1768-1825), empereur d'Allemagne de 1792 à 1804.

¹⁵³ Souligné par Mangourit.

¹⁵⁴ C'est nous qui soulignons.

¹⁵⁵ Doc. II/1, pp. 165-166, n° 85, annexe I.

auprès de la garde dont le nombre augmentait pour demander à passer, mais en vain...¹⁵⁶

Pour sa part, Mangourit se rend à Sion le 26 avril, «au bruit du canon». Dans une dépêche adressée à Talleyrand, écrite le 28 à deux reprises et le 29, le résident informe son ministre qu'«il résulte des visites du peuple, des ex-gouvernants, du clergé, de l'évêque, que tout se consolide et que tout se prépare.

»L'évêque auquel j'ai dit des choses fortes en rendant hommage à sa vertu s'est décidé à réparer le mal de son mandement en envoyant un ecclésiastique chez les rénitents pour les engager à rentrer dans l'ordre¹⁵⁷.»

Le 27, le résident a envoyé «une adresse aux citoyens du dizain de Rarogne», avec des proclamations au Corps électoral et du Directoire provisoire. «J'espère, déclare-t-il, que ces moyens réunis éviteront l'effusion du sang, la guerre civile et l'extermination religieuse¹⁵⁸.»

Dans son «adresse aux égarés», Mangourit commence par demander: «Quelle erreur vous égare et quel en sera le fruit?... On vous trompe, assure-t-il une fois de plus, lorsqu'on vous donne des inquiétudes sur vos autels...»

Il poursuit notamment: «Arrivé hier [26 avril] à Sion, je comptais y trouver vos électeurs et ceux des dizains limitrophes. Non seulement vos envoyés ne sont pas partis, mais vous avez eu l'audace de refuser le passage à ceux de Conches, de Viège et de Brigue.

»Si je ne plaignais votre égarement, je vous abandonnerais à votre déception insensée. Quelques troupes victorieuses suffiraient pour vous exterminer. Mais, citoyens, je déplore votre aveuglement; je veux devoir vos remords à votre propre conscience. Moi, ensanglanter le Valais! quand mon plus vif désir est d'y fixer la liberté, la paix et le bonheur... Je vous demande grâce pour ceux-là mêmes qui vous trompent si indignement. Arrivant parmi vous, j'ai

¹⁵⁶ Doc. IV, p. 36, n° 19; le document étant incomplet, nous ignorons la suite et la fin de cet incident.

¹⁵⁷ Doc. III, p. 84, n° 20: adresse du 27 avril.

¹⁵⁸ Doc. II/1, p. 167, n° 87, première partie de la dépêche.

refusé les forces que m'offrait le général Schauenbourg. Les seules forces que je veuille employer à l'égard des Valaisans sont fondées sur leur confiance en moi, sur mon attachement pour eux.

»Hâtez-vous d'écarter vos conseillers perfides...» Il me tarde de recevoir vos électeurs.

»J'aurai cette douce espérance jusqu'à lundi soir [30 avril], mais si elle était trompée, je proteste à la face de tous les amis de l'humanité du regret que j'aurai d'employer des mesures terribles contre les révoltés...¹⁵⁹»

Cette première proclamation au Corps électoral, nous ne la connaissons pas¹⁶⁰. En revanche, nous possédons la proclamation du Directoire provisoire aux dizains supérieurs: elle est adressée à la partie rénitente du dizain de Loèche et aux deux tiers du dizain de Rarogne, et aux opposants des dizains de Viège, de Brigue et de Conches.

Cette proclamation, en langue allemande, reprend des arguments maintes fois avancés: remercier Mangourit qui a évité la guerre dont il faut considérer les lourdes conséquences...; il a souvent donné des assurances quant à la conservation de la religion... L'évêque lui-même a invité à la réunion à la République helvétique... La majorité des Valaisans ont accepté sa constitution. Le Directoire les invite donc instamment à envoyer leurs électeurs pour le 30 avril au soir ou pour le 1^{er} mai de bonne heure; à ne pas se laisser égarer par de faux bruits, etc.¹⁶¹.

Cependant, le 26 avril, le ministre des Relations extérieures reçoit du ministre de la Police générale, Dondeau¹⁶², un rapport d'un de ses agents sur sa tournée «aux environs du lac Léman»; cet agent lui affirme, notamment, que «c'est vouloir contre le vœu de la nature que d'insister» sur «la réunion du Valais au reste de

¹⁵⁹ *Ibidem*, p. 168, n° 87, annexe I.

¹⁶⁰ C'est une erreur de notre part que d'avoir renvoyé, Doc. II/1, p. 167, à une proclamation du Corps électoral, p. 169, annexe II, alors qu'il s'agit en réalité d'une proclamation de Mangourit «au Corps électoral». Une seconde proclamation «au Corps électoral» est datée du 13 floréal – 2 mai. – Voir plus loin, t. II, pp. 111-112.

¹⁶¹ Doc. IV, pp. 63-64, n° 11.

¹⁶² Nicolas Dondeau (*1751 – † à une date inconnue), ministre de la Police générale depuis le 13 février 1798. (*Dict. des parlementaires*, t. II, pp. 396-397.)

l'Helvétie... Si le gouvernement voulait pousser un peu la machine, cela n'irait pas loin...»; mais établir «une nouvelle république entre la France et la Cisalpine», oui; les communications avec l'Italie en seraient facilitées... Et l'agent de développer les motifs de sa proposition...¹⁶³

Il faut reprendre ici la suite des nouvelles que Mangourit donnait le 28 avril à Talleyrand. C'est à 7 h. du soir qu'il poursuit son exposé: «Quelques centaines de révoltés ont mis bas les armes et nous envoient leurs électeurs; ils ont été fraterniser avec les échauffés de Rarogne que l'on excite *au nom de la religion* et auxquels on a fait accroire que le procès-verbal du nombre des votants avait pour but la conscription militaire contre l'Angleterre. C'est un misérable sujet sans talent et sans moyens, jadis soldat et recruteur de l'armée de Condé nommé [Ferdinand] Venetz qui les commande; on soupçonne fortement M. [Hildebrand] de Roten, ex-secrétaire d'Etat, de les travailler, quoiqu'il se présente nouveau converti et dépopularisé.»

Mangourit a fait distribuer dans tous les dizains par des courriers son adresse aux égarés de Rarogne, imprimée à 300 exemplaires; il conclut: «Si lundi soir [30 avril] l'égarement n'a pas cessé, le lendemain le Corps électoral procèdera aux élections. Leur doyen d'âge ce matin et le bureau ce soir annoncent de bons choix...¹⁶⁴»

Tous ces événements trouvent leur confirmation dans une lettre qu'un ecclésiastique, émigré et résidant à Sion, écrit, le 28 avril, à l'abbé A.-J. de Rivaz, curé de Leytron; cet anonyme, qui craint son expulsion du Valais sous prétexte qu'il aurait contribué à la publication du mandement de l'évêque, du 18 avril, prie l'abbé de le recommander à la protection de Ch.-Emm. de Rivaz, un des trois directeurs; il ajoute en post-scriptum: «Conches et Rarogne ne veulent toujours pas se rendre, gardent les chemins nuit et jour pour empêcher les électeurs des autres dizains de se réunir à ceux de Sion... Aujourd'hui samedi, M. le résident et Monseigneur viennent d'envoyer une instruction amicale à ces deux dizains désobéissants;

¹⁶³ Doc. II/2, pp. 28-29, n° 49, annexe.

¹⁶⁴ Doc. II/1, p. 167, n° 87, deuxième partie de la dépêche. – Souligné par Mangourit.

s'ils ne se rendent pas, la force armée, dit le résident, sera employée contre eux et punis militairement sur la place les auteurs de cette désobéissance...¹⁶⁵

Le 10 floréal – 29 avril, Mangourit rouvre sa dépêche à Talleyrand pour lui «apprendre que les égarés de Rarogne se rendent¹⁶⁶».

Il semble bien, selon CARRUPT, que l'ouverture officielle de l'Assemblée électorale a lieu le mardi 1^{er} mai, date limite sur laquelle se sont prononcés les électeurs déjà réunis à Sion¹⁶⁷.

C'est lors de cette séance du 1^{er} mai que le Directoire exécutif remet aux membres, ou leur en donne lecture, le règlement qu'il a établi «pour l'Assemblée électorale», suivi d'une «instruction sur les élections», qui est d'ailleurs daté du 1^{er} mai. L'original est de la main de Tousard d'Olbec, secrétaire général.

Il se compose de 25 articles «qui peuvent être rangés en six sections: dispositions générales, nominations, organisation des bureaux de vote, procédure des votations et conditions d'éligibilité¹⁶⁸».

Ne retenons de ce règlement que quelques-uns des articles principaux; d'abord l'ordre des nominations qui se feront de la manière suivante: «1^o les quatre membres du Sénat; 2^o les huit membres du Grand Conseil; 3^o le membre du Tribunal suprême; 4^o les cinq membres de la Chambre administrative; 5^o les treize membres du tribunal du canton; 6^o le suppléant du membre du Tribunal suprême; 7^o les suppléants des cinq membres de la Chambre administrative; 8^o les neuf suppléants du tribunal du canton» (art. 5).

Le vote a lieu au bulletin secret (art. 7).

L'Assemblée nommera cinq secrétaires français et cinq de langue allemande, puis dix scrutateurs français et autant de langue allemande (art. 8).

¹⁶⁵ Doc. III, p. 85, n° 21.

¹⁶⁶ Doc. II/1, p. 167, n° 87, *in fine*.

¹⁶⁷ Doc. V a, p. 29.

¹⁶⁸ M. SALAMIN, p. 23, qui donne une bonne analyse de ce règlement et cite l'instruction presque en entier (pp. 23-25).

Les élections ont lieu selon l'ordre alphabétique des communes (art. 11).

«Les voix se comptent par tête et non par dizain» (art. 16).

Les conditions pour être élu sont les suivantes:

Les sénateurs doivent être âgés «de 30 ans et être mariés ou veufs»; les membres du Grand Conseil, âgés de «25 ans, mariés ou non» (art. 21).

«Le juge du Tribunal suprême et les juges du tribunal de canton et les membres de la Chambre administrative doivent avoir 20 ans accomplis, mariés ou non...» (art. 22).

On renvoie la nomination des tribunaux de district «jusqu'à la division [du canton en districts] qui doit être faite par le Corps législatif helvétique...» (art. 25).

Quant à l'instruction, elle «rappelle quelques principes qu'il est important d'avoir sous les yeux au moment des élections». Ce sont «un seul droit, une probité éprouvée, un zèle connu pour les intérêts du peuple» qui «sont les qualités essentielles pour quelque place que ce soit. Elles peuvent se rencontrer chez tous les citoyens, et il faut les chercher chez tous sans distinction.»

Ensuite, le Directoire énumère les critères sur lesquels doivent se fonder les choix pour le Corps législatif, pour la Chambre administrative, enfin, pour les fonctions judiciaires¹⁶⁹.

Le lendemain, mercredi 2 mai, c'est Mangourit qui adresse à son tour une proclamation imprimée au Corps électoral (la seconde), pour désigner les qualités des hommes qui doivent être appelés aux fonctions publiques à teneur de la constitution helvétique; ce sont:

«1° Ceux qui dans aucun temps n'ont séparé leur cause de celle du peuple;

»2° ceux qui ont toujours été les amis, les protecteurs et les consolateurs du pauvre, du faible et de l'infortuné;

»3° ceux qui, oubliés jusqu'à présent, malgré leurs vertus et leurs talents, et qui, présents au souvenir des bons qui ne se perd jamais, vont sortir de l'obscurité où d'autres vont et doivent rentrer;

¹⁶⁹ Doc. IV, pp. 64-67, n° 12.

» 4^o ceux qui appartiennent au premier des arts, à l'agriculture, et qui honorent la profession de nourricier de l'espèce humaine;

» 5^o ceux qui sont bons pères, bons fils, bons époux, bons voisins, bons amis, bons hospitaliers, car ils sont vraiment citoyens;

» 6^o ceux qui ont persisté dans l'amour de la liberté et de l'égalité pendant les dangers, ainsi que ceux qui en ont adopté la cause de bonne foi, et non par adresse ou nécessité.

» Ceux-là, citoyens, conclut le président, sont dignes de vos choix et feront respecter votre canton comme un de ceux où les mœurs sont en juste équilibre avec les lumières, équilibre d'où dépend la vraie félicité de votre pays et de l'Helvétie entière¹⁷⁰. »

Les opérations du Corps électoral.

Il semblerait, selon Mangourit, que le Corps électoral procède le 1^{er} et le 2 mai à l'élection des sénateurs et des députés au Grand Conseil de la République helvétique, et enfin des membres de la Chambre administrative, puisque, au soir du 2 mai, il est en mesure de formuler son « opinion » sur les élections du canton du Valais, plus exactement de broser, des nouveaux élus, une galerie de portraits qu'il enverra à Talleyrand, de Bex, le 20 floréal – 9 mai seulement, dans sa 72^e dépêche, parvenue à Paris le 1^{er} prairial – 20 mai.

Au Sénat sont élus trois Haut-Valaisans, l'un originaire de Conches et deux de Loèche, et enfin un Bas-Valaisan, du dizain de Saint-Maurice:

Le premier sénateur, pour le dizain de Conches, est « Sigristen, ex-grand bailli. Cher au Bas-Valais comme au Haut-Valais. Le chancelier d'Etat [Hildebrand] de Roten le tient toujours en tutelle à la faveur d'un fort parti. Sigristen est un honnête homme et ce qu'on peut appeler un homme vertueux; quoique la première personne du Valais, il a donné l'exemple et n'a pas peu contribué à faire accepter la constitution helvétique; il a été élu à l'unanimité; d'un grand âge qui ne lui permet pas d'autre place que le Sénat¹⁷¹. Combattre sa faiblesse et parler franchement avec lui. »

¹⁷⁰ Doc. II/1, p. 169, n° 8, annexe II.

¹⁷¹ Il est alors âgé de 66 ans.

Le deuxième sénateur, pour le dizain de Loèche, est «Augustini. On lui fait des reproches de vexations lorsqu'il fut il y a quelques années gouverneur de Monthey¹⁷². Tous s'accordent à lui donner de grands moyens; il parle l'allemand avec élégance et le français avec netteté. C'est un homme nouveau pour le Valais. Son père¹⁷³ porte-balle italien, s'y fixa et il a vaincu les obstacles de naissance et de famille. Il jouit dans le dizain de Loèche d'une grande popularité; *il est insinuant et propre à tout faire*; les républicains lui ont donné leurs voix pour l'éloigner du pays où il pourrait devenir dangereux; si on en faisait un préfet du Valais, l'on serait en combustion. Il a été, j'oubliais, très vexé par l'oligarchie; marchera très bien et appartiendra à la France si son agent a l'adresse de s'y bien prendre¹⁷⁴.»

Le troisième sénateur élu, pour le dizain de Saint-Maurice, est Jean-Joseph Duc, de Conthey. «Cultivateur estimé du Haut et du Bas-Valais, ami du peuple et des principes, ennemi de l'oligarchie, excellent judiciaire, cœur bien placé et probité à toute épreuve; ce portrait vaut celui d'un faiseur et d'un parleur. Aime la France comme libératrice du Bas-Valais. Aider à sa timidité en lui parlant souvent avec franchise et bonté, amitié: c'est un homme sûr¹⁷⁵.»

Le quatrième sénateur, qui est en même temps, le troisième du Haut-Valais et le second pour le dizain de Loèche, est «[Joseph]

¹⁷² Gouverneur de Monthey de 1785 à 1787. – Voir *Vallésia*, t. XVIII, 1963, p. 200.

¹⁷³ Augustinus-Christophorus Augustini, originaire de Macugnaga, mort sur la montagne du Simplon et enseveli à Glis, le 24 août 1748.

¹⁷⁴ C'est nous qui soulignons. – On trouvera, dans les *Mémoires* d'ANNE-JOSEPH DE RIVAZ, à maintes reprises, des traits qui confirment et complètent le portrait d'Augustini ici dressé par Mangourit. D'ailleurs, dans le rapport qu'il adressera, le 25 mai, au Directoire helvétique, Vincent Perdonnet émet des observations analogues: «Le Directoire doit surtout se méfier du sénateur Augustini; c'est l'homme le plus spirituel et le plus adroit du Valais, mais c'en est aussi le plus fourbe et le plus scélérat. Il fut le tyran le plus redoutable du pays.» (M. SALAMIN, *Le rapport de Vincent Perdonnet, commissaire pour le gouvernement helvétique, sur sa mission en Valais (mai 1798)*, dans *Vallésia*, t. XIV, 1959, p. 53.)

¹⁷⁵ A.-J. DE RIVAZ écrira (t. I, p. 92) peu après: Les «députés valaisans ne figurent guère à Aarau, si l'on excepte le fougueux et l'orgueilleux Léopold de Nucc... et le sénateur Duc qui, pour un homme sans lettres, s'y fait remarquer avantageusement par sa bonne tête...» Et plus tard (*ibidem*, p. 135): Le banneret

Julier, ex-trésorier du Valais, tenant de l'Ancien Régime, par conséquent peu de moyens; peu communicatif. On a cabalé pour faire ce député. Je mandai un électeur de chaque dizain et sans parler du choix fait, je leur fis entendre que, si le général Brune avait militairement exclu l'oligarchie de Berne pendant un an des emplois publics, je saurai m'y prendre de manière que les choix tomberaient sur des hommes essentiellement voués à la cause du peuple. Les élections des Grands Conseils prouveront combien cette leçon a été utile.»

Pour le Grand Conseil, l'Assemblée électorale a donc désigné huit députés: trois sont ressortissants, non du dizain, mais de la ville de Saint-Maurice; cinq, du Haut-Valais, à savoir un de chacun des dizains de Sierre, de Brigue et de Viège, et deux du dizain de Sion.

1^o Pour le dizain de Saint-Maurice: «[Léopold] de Nucé, ex-général de brigade de la République française, *retiré avec pension*. Excellent républicain, attaché à la France; ennemi juré de l'oligarchie et surtout de la maison opprimante de Courten. Le c. directeur Merlin connaît ce brave citoyen; il a été persécuté à raison de ses principes. Vif comme le salpêtre; bon pour *énergiser*¹⁷⁶.»

2^o Pour le dizain de Sierre: «[Mathias-Alexandre] Tabin, cultivateur et châtelain d'Anniviers, vallée populeuse; il y a de la considération parmi les laboureurs, ses amis et ses camarades; son sens étonnera beaucoup de gens d'esprit à Aarau. Il est républicain de naissance.»

Duc, «qui, quoique sans lettres, mais plus riche que lui [Pittier], accapara la faveur du propagandiste en chef [Mangourit] et en retira de plus grands avantages, car le banneret Duc de plein saut devint par le crédit du résident propagandiste sénateur helvétique...» Il sera encore souvent question de J.-J. Duc dans les *Mémoires* d'A.-J. DE RIVAZ.

¹⁷⁶ Souligné par Mangourit. — Sur ses démêlés au régiment de Courten, voir GONARD, *op. cit.*, pp. 89 et suivantes. — Voir également la note précédente. Vincent Perdonnet jugera sévèrement Léopold de Nucé: il «a beaucoup d'esprit, écrira-t-il en mai, et point de judiciaire. Son moral n'est pas excellent. Sa tête est sûrement dérangée.» (M. SALAMIN, *Le rapport de Vincent Perdonnet...*, p. 53.)

3^o Premier pour le dizain de Sion: «[Jean-Baptiste] Jacquier, cultivateur de Savièse. Ce paysan est excellent.»

4^o Second pour le dizain de Sion: «Jean-Marie Lacoste, négociant; a été vexé par l'Ancien Régime pour son attachement à la cause de la liberté qu'il a puissamment servie. Très attaché à la France.»

5^o Deuxième pour le dizain de Saint-Maurice: «Louis Preux, ex-châtelain et d'une des anciennes familles du Valais; très attaché à la France; il a épousé la fille d'Helfflinger résident en Saxe. Il est sûr. Sa famille le voyait de mauvais œil à cause de ses principes.»

6^o Troisième pour le dizain de Saint-Maurice: «[Joseph] de Bons, ex-capitaine au régiment de Courten. Licencié, donna l'exemple du renvoi de son brevet et de sa croix [de Saint-Louis]; devint l'objet de toutes les persécutions. A la révolution du Valais, il développa tous ses sentiments; nommé commandant d'un bataillon de quatre cents Valaisans, il éprouva à son âge les fatigues du combat de la Croix dans les Ormonts¹⁷⁷ et y acquit de la gloire. Un peu verbeux, mais plein de dévouement pour la cause et très attaché à la France.»

7^o Pour le dizain de Brigue: «Franz Perrig¹⁷⁸, ex-juge, patriote de talent, bonne réputation.»

8^o Pour le dizain de Viège: «[Franz] Indermatten¹⁷⁹, jeune homme de beaucoup d'espérance. On assure qu'il est bon républicain.»

Sont élus en qualité de membres de la Chambre administrative trois Bas-Valaisans et deux Haut-Valaisans:

1^o Pour le dizain de Saint-Maurice: le «major [Isaac] de Rivaz. Patriote *faible*¹⁸⁰, mais du talent en administration; il a plusieurs fabriques qu'il mène avec industrie; aime son pays.

¹⁷⁷ Joseph de Bons est alors âgé de 59 ans. – Sur la campagne des Ormonts, voir plus haut, t. I, pp. 203-210 et pp. 309-318.

¹⁷⁸ Franz Perrig (1769-1825), ancien juge de Brigue.

¹⁷⁹ Franz (-Joseph) Indermatten (1772-1831), de Viège, notaire.

¹⁸⁰ Souligné par Mangourit. – Vincent Perdonnet portera également un jugement sur Isaac de Rivaz: «...avec beaucoup de talents, il n'aime ni la Révolution ni la chose. Son esprit est caustique, sa fermeté touche à la méchanceté.» (M. SALAMIN, *Le rapport de Vincent Perdonnet...*, p. 52.)

2° Pour le dizain de Brigue: «[Kaspar-Eugen] Stockalper. Le citoyen le plus riche du Valais, il a environ vingt mille livres de rentes; a contribué de toutes ses forces à l'acceptation de la constitution helvétique et à la paix de son dizain. Homme simple, ami du pauvre, bon père, bon mari.»

3° Premier élu pour le dizain d'Entremont: «[Gaspard-Etienne] Delasoie, ex-châtelain. On le prétend homme de talent; a un peu vexé les plaideurs; homme fin et va droit son chemin depuis la révolution.»

4° Second élu pour le dizain d'Entremont: «[Joseph-Louis] Pittier. L'homme le plus capable du Valais. Républicain prononcé, sage et adroit; énergique et sachant en imposer à ses passions; très fin et très franc; parlant élégamment et éloquemment le français et l'allemand. Aimé du peuple et des ex-grands. Il m'a beaucoup aidé à établir la constitution helvétique; l'aristocratie de l'assemblée primaire de son canton excite quelques paysans contre lui; il fut grossièrement menacé; son sang-froid le sauva et son courage les refroidit. C'est le seul que je voie capable d'être préfet¹⁸¹.»

5° Pour le dizain de Rarogne: «Nicolas Roten. Peut-être le seul de ce nom qui vaille quelque chose; ayant été gouverneur en Bas-Valais, le peuple demanda qu'il fût continué, tant son gouvernement avait été populaire¹⁸². Très brave homme et patriote¹⁸³.»

¹⁸¹ Pittier sera en effet préfet national provisoire du 8 mai au 16 juillet 1798. (M. SALAMIN, p. 269.) – V. Perdonnet, dans son rapport du 25 mai, exprimera un avis diamétralement opposé: des hommes comme «le préfet provisoire Pittier (nommé par je ne sais qui), avocat couvert du mépris public» doit «être soigneusement écarté». Pour Perdonnet comme pour Fr.-S. Wild, le candidat idéal à la charge de préfet national sera Ch.-Emm. de Rivaz. (M. SALAMIN, *Le rapport de Vincent Perdonnet...*, pp. 52-53.) – Quant à l'historien A.-J. DE RIVAZ, jugeant opportun «de faire connaître sa conduite tant avant que pendant la révolution», il consacre trois pleines pages de ses *Mémoires* au portrait de Pittier (t. I, pp. 134-138.) Il relève ailleurs que Pittier est jaloux de Ch.-Emm. de Rivaz qui le remplacera en qualité de préfet national (*ibidem*, p. 123); il est l'«âme damnée des Français» (*ibidem*, p. 160); il a «un concurrent redoutable», auprès de Mangourit, dans la personne du banneret Duc. (*ibidem*, p. 135.) Voir également, note 175 ci-dessus.

¹⁸² Nicolas Roten fut à deux reprises gouverneur de Monthey, 1781-1783 et 1795-1797 (v. *Vallesia*, t. XVIII, 1963, p. 209). – G. GUERRATY le qualifie de «bon» dans son chapitre sur «Les bons et les mauvais gouverneurs». (*Op. cit.*, pp. 510-511.)

¹⁸³ Doc. II/1, pp. 172-174, n° 91, annexe.

Comme il date sa dépêche du 20 floréal – 9 mai 1798, et l'annexe portant son « opinion » sur les élections du 13 floréal – 2 mai, on peut soupçonner Mangourit d'avoir antidaté cette dernière, car l'Assemblée électorale a communiqué au Directoire provisoire le rôle des élus, avec la date du jour (ajoutée par une autre main) où ceux-ci ont été nommés. Ainsi, Sigristen et Augustini ont été élus au Sénat le 2 mai, Duc et Julier, le 3 mai; L. de Nucé, Tabin, Jos. de Bons, Jacquier, Louis Preux ont été élus au Grand Conseil le même jour et Lacoste, Indermatten et Perrig, le 4 mai. Moritz Zurbriggen, de Viège, a été élu, selon la même source, le 4 mai, en qualité de juge au Tribunal suprême. Enfin, c'est le 5 mai que l'Assemblée électorale transmet au Directoire l'état des membres de la Chambre administrative¹⁸⁴, dans le même ordre que Mangourit, et qui, semble-t-il, ont été élus le 4 mai.

Le résident lui-même confirme notre hypothèse: en effet, dans sa dépêche datée de Sion, le 16 floréal – 5 mai, il écrit qu'il a été informé du soulèvement du Haut-Valais le 14 floréal – 3 mai, à 9 h. du soir, et que le lendemain 15 – 4 mai, à 7 h. du matin, il est parti pour Saint-Maurice, d'où il est rentré à Sion le même soir, sur les instances d'une députation du Corps électoral. Il ajoute encore: « Les choix sont excellents. Au premier courrier, je vous enverrai les noms et les notes des personnes nommées à la législation et au Tribunal suprême...¹⁸⁵ »

Si l'on considère la provenance des élus, on constate que, parmi les 18 membres des autorités supérieures du canton, tous les dizains sont représentés, à l'exception de celui de Monthey. En outre, la représentation est très inégale: si le dizain de Monthey n'a aucun représentant, le dizain de Saint-Maurice en compte cinq, dont quatre sont de la seule ville de Saint-Maurice. Les dizains de Loèche, de Sion, de Brigue, de Viège en comptent deux chacun, et encore faut-il observer que le dizain de Sion ne comporte aucun représentant de la ville (Lacoste est originaire de Morillon, en Savoie); on

¹⁸⁴ Rz, cart. 74, fasc. 12, fol. 1-2, original.

¹⁸⁵ Doc. II/1, p. 170, n° 89. – On aura observé que Mangourit n'a pas fait mention dans sa liste (datée du 2 mai) de l'élu au Tribunal suprême.

remarquera encore que, si Rarogne n'en a qu'un, des dizains importants comme Conches et Sierre n'en ont qu'un également¹⁸⁶.

De plus, on conserve, aux Archives fédérales, à Berne, un premier rapport en date du 11 mai, adressé par la Chambre administrative du Valais au Directoire helvétique, qui récapitule les avatars de l'Assemblée électorale: Elle est attristée de ne pouvoir notifier que l'établissement partiel du gouvernement helvétique dans le canton, et son installation. «Les dix dizains... avaient prononcé leur vœu formel pour la réunion du pays à la République helvétique... Les assemblées primaires... convoquées pour accepter... la constitution helvétique et nommer leurs électeurs..., six dizains entiers ont obéi: Saint-Maurice, Monthey, Entremont, de la partie ci-devant sujette; Sion, Sierre, Viège, de la partie ci-devant dominatrice. De cette partie, la moitié du dizain de Conches, un tiers de celui de Brigue avaient ainsi que les six autres accepté... et nommé leurs électeurs.

»Le 26 avril, le Directoire provisoire trouva à Sion les électeurs des cinq premiers dizains rassemblés. Il apprit en même temps que ceux de Viège et des portions de Conches et de Brigue avaient été retenus par des individus du dizain de Rarogne qui avait mis une garde sur les passages. Cette garde avait été sommée formellement, mais en vain, par le dizain de Viège, de leur laisser le passage libre. Le 27 et le 28 avril arrivèrent successivement presque tous les électeurs du dizain de Loèche. Le c. Mangourit... écrivit au dizain de Rarogne nommément pour lui faire sentir les suites fâcheuses de son aveuglement et de sa résistance; le Directoire provisoire le somma de laisser passer son courrier et les électeurs des dizains fidèles. Enfin, le 30 avril et 1^{er} mai, on a vu arriver les électeurs du dizain de Viège, ceux de la partie inférieure du dizain de Conches, plus de trois quarts de Brigue et un peu plus de [la] moitié de Rarogne.

¹⁸⁶ La liste des élus (sénateurs et députés au Grand Conseil helvétique) est bien éloignée de celle que donne Pittier dans son «Sommaire»: «Les dizains de Saint-Maurice, Rarogne, Entremont et Loèche nomment chacun un sénateur; les autres six dizains, un membre du Grand Conseil chacun, et enfin Saint-Maurice et Brigue, les deux derniers membres du Grand Conseil.» (Doc. IV, p. 22.)

» L'Assemblée électorale représentait donc plus des huit dixièmes du canton. Cette pluralité ne paraissait pas devoir laisser d'inquiétudes sur la durée de l'opposition des portions rénitentes; on se flattait de la vaincre par la persuasion et d'éviter, comme on l'avait fait heureusement jusqu'à ce jour, d'ensanglanter une révolution qui n'avait coûté presque aucun effort pénible. On prit les mesures les plus propres à ramener les esprits égarés, et en attendant l'Assemblée électorale avait nommé les douze députés au Corps législatif, le juge suprême, la Chambre administrative et avait commencé la nomination du Tribunal du canton.

» Cependant, le Directoire fut averti que la portion opposante du dizain de Conches s'armait et se portait à une rébellion ouverte dans laquelle elle cherchait à entraîner les autres dizains. Ses émissaires répandus partout réussirent à ramener à leur parti une portion du dizain de Brigue, presque tout le dizain de Rarogne et le dizain de Loèche presque entier...¹⁸⁷»

S'il est malaisé d'établir exactement la chronologie des opérations de l'Assemblée électorale, dont on ne connaît pas le procès-verbal, sa dissolution met un terme à la République des Dix-Dizains. Le soulèvement du Haut-Valais, la campagne qui s'ensuit et sa répression feront l'objet d'une quatrième partie.

¹⁸⁷STRICKLER, t. I, p. 1039, n° 18: la collation avec l'original, de la main de Jos.-Alphonse de Nucé, permet de corriger une regrettable erreur de lecture de Strickler. — Mangourit confirme la dissolution de l'Assemblée électorale dans sa dépêche du 18 floréal — 7 mai: Doc. II/1, p. 171, n° 90.

QUATRIÈME PARTIE

L'insurrection du Haut-Valais
et sa répression

Dans cette affaire, il convient de distinguer deux phases: la première, où les insurgés ont placé de force à leur tête un patricien sierrois, ancien officier au service étranger, et où l'armée constitutionnelle est commandée par un adjudant-général vaudois (du 1^{er} au 14 mai); la seconde, où l'une et l'autre «armée», ayant écarté leur commandant en chef, le remplacent, chez les insurgés, par un ivrogne incapable et, chez les «révolutionnaires», par un général français (14 mai-9 juin).

Nous tenterons de décrire le déroulement de cette campagne simultanément au niveau des autorités civiles et à celui des autorités militaires jusqu'au moment où le général français quitte le Valais avec ses troupes (9 juin), non sans observer l'activité et l'attitude de Mangourit jusqu'à son propre départ du pays (25 juin). Nous nous attacherons à mettre en évidence, autant que possible, l'état d'esprit des personnages qui ont joué un rôle dans cette malheureuse confrontation.

Bien que de nombreux événements se produisent parallèlement qui, eux, ressortissent déjà à l'administration du nouveau canton de la République helvétique, nous nous abstenons de récrire l'histoire politique des premiers mois du nouveau régime et d'empiéter sur l'ouvrage de M. SALAMIN.

On ne saurait tirer un bilan de l'insurrection à ce stade de notre entreprise; trop de questions que se posera le lecteur demeurent provisoirement sans réponse: ainsi le nombre approximatif des victimes; il faudrait, pour le connaître, dépouiller les registres des décès de chaque paroisse valaisanne et vaudoise, et encore les tués ont-ils tous reçu une sépulture ecclésiastique? C'est un fait que nous ignorons. Autre question: peut-on établir un inventaire des

dommages et des pertes causés par pillage, notamment à Sion? On ne peut pourtant pas accorder créance aux témoignages invérifiables transmis par des traditions orales qui, au cours de deux siècles à peu près, en ont peut-être dénaturé l'étendue et la gravité.

Mais il est d'autres conséquences, d'autres séquelles de l'insurrection qui exigeront, pour être élucidées, une longue enquête: elles débordent largement le premier semestre de 1798; il suffit d'en évoquer quelques-unes: les contributions exigées des VII-Dizains, les réquisitions de toutes espèces, les fournitures remises aux deux «armées», la solde des militaires bas-valaisans qui ont pris part à la campagne des Ormonts, l'affaire des créances de la ville de Sion en France, etc. En somme, une série d'objets que la république des Dix-Dizains a commencé à traiter, mais qui ne trouveront leur règlement que plusieurs années plus tard.

Nous laissons à un autre chercheur le soin d'étudier les conséquences à la fois de l'insurrection de 1798 et de celles de l'insurrection de 1799: il y a là matière à un copieux ouvrage.

Chapitre XIII

Le soulèvement du Haut-Valais jusqu'au combat d'Ecône Premières mesures prises à l'encontre des rebelles (1^{er}-10 mai.)

1. Les insurgés de Conches à Sierre

Le Haut-Valais n'a jamais accepté la constitution du 13 mars que du bout des lèvres. En proie à toutes sortes de rumeurs, son peuple est travaillé notamment par la question religieuse en dépit des assurances que tentent de lui donner Mangourit, l'évêque du diocèse et les chanoines du chapitre de Sion. Le projet de République rhodanique, publié par le général Brune, puis l'incorporation à la République helvétique, enfin la proclamation de Mangourit adressée au dizain de Rarogne, le 27 avril, font déborder la coupe.

Déjà dans le courant du mois d'avril, à une date que KÄMPFEN ne précise pas, un conseil de guerre, où tous les dizains du Haut-Valais sont représentés, se serait tenu à La Souste, qui décide, après de vifs débats, de prendre les armes¹.

¹ KÄMPFEN, p. 53.— CARRUPT paraît faire allusion à ce conseil de guerre dans les lignes suivantes: «... Six hommes, dit-on, quoique sans expérience, complotèrent ensemble de la manière qu'on pourrait se défaire du joug importun qui pesait sur

Le mécontentement se manifeste surtout en Conches supérieur, dans les dizains de Rarogne et de Loèche². On vient d'en observer des effets quand, le 25 avril, des hommes de Rarogne occidental arrêtent, à leur passage, des électeurs en route pour Sion³.

Ainsi, le Haut-Conches se soulève, le 1^{er} mai, et prend les armes à l'instigation d'un géant de Geschinen, Sebastian Weger⁴, qui entraîne les insurgés en direction de Glis, où il est convenu que se tiendra, le 3 mai, une *Landsgemeinde*⁵. La commune d'Ernen, patrie du grand bailli Sigristen, refuse d'abord de s'associer à cette entreprise; elle ne se joint aux insurgés que sur l'intervention des communes de Betten et de Grengiols. Invités à suivre le mouvement, Mörel et Brigue s'y refusent à leur tour. Le dizain de Viège, qui, dans sa grande majorité, n'en veut rien savoir, est finalement contraint de prendre le parti des insurgés. Quelques personnalités, zélés partisans de la paix, sont arrêtées par le peuple sous prétexte qu'elles sont francophiles: tel est, entre autres cas, celui du curé de Viège, Joseph-Adrien-Maurice de Courten. Les deux dizains de Rarogne et de Loèche sont naturellement prêts à partir en guerre. L'avant-garde des rebelles atteint Sierre, le 5 mai au soir, et le gros de leurs troupes, le lendemain, dimanche 6.

Dans leur campagne jusqu'à Sierre, les insurgés ne se sont pas encore placés sous les ordres de chefs militaires expérimentés; ils s'emploient à en trouver dans ce bourg, patrie des Courten, famille qui a donné de nombreux officiers au service étranger.

Dès l'arrivée à Sierre des avant-postes, le samedi 5 mai, «les principaux représentants de cette troupe», notamment Sebastian Weger accompagné de 5 ou 6 individus font donc irruption chez

eux, animèrent les uns et les autres: c'était la moitié de Conches d'en haut, Naters, Rarogne et une partie de Loèche qui étaient les plus animés contre les Français. Mgr l'évêque envoya des chanoines pour arrêter les fougueux; lui-même alla à leur rencontre jusqu'à Sierre pour s'opposer de toutes ses forces à cette entreprise qui paraissait hors de saison; tout fut inutile...» (Doc. V a, p. 30 et p. 50.)

²D. IMESCH, p. 40.

³Voir plus haut, t. II, p. 106-107.

⁴Sebastian Weger (1759-1832).— *Arm. val.*, p. 291; voir aussi J.-B. BERTRAND, *Wegerbaschi, le géant de Geschinen*, dans *Alm. du Valais*, 1928, pp. 83-90.

⁵Selon CARRUPT: Doc. V a, p. 30 et p. 50.

Joseph de Courten⁶ et occupent sa maison durant 23 heures; ils n'épargnent ni menaces ni «propos atroces» pour le contraindre à prendre le commandement des insurgés; rien ne les arrête malgré ses prières «mêlées de larmes», promesse d'argent, représentation possible de toutes les conséquences dans lesquelles cette démarche nous entraînerait, écrit Jos. de Courten à la «Chambre d'administration», ni même les supplications que sa jeune épouse adresse à genoux⁷ à ces fanatiques pour les dissuader. Leur nombre augmente au point de «remplir deux appartements et la rue devant la maison, revenant toujours à la charge jusqu'à 5 h. environ du lendemain au soir..., époque où ils se déterminèrent de partir pour Sion... Voyant leurs instances toujours refusées et renvoyées par Jos. de Courten, ils commencèrent à éclater en menaces de commettre tous les outrages à sa personne et à toute sa maison en cas d'obstination; enfin, ils ne lui fixèrent qu'une demi-heure de temps pour s'y déterminer... La troupe se mit en marche, et il a fallu les suivre sans connaissance de son nombre et de sa composition.»⁸

C'est ainsi que Jos. de Courten devient, contre son gré, à 57 ans, commandant en chef des insurgés. Ceux-ci usent des mêmes procédés à l'égard de son neveu Eugène de Courten⁹, pour l'amener à prendre le commandement en second.

Le chanoine A.-JOS. DE RIVAZ rapporte comment les fils de Pancrace, «dans l'amertume de leur cœur», lui ont raconté l'affaire: «Lorsque cette armée se fut emparée de Sierre, elle se porta en foule

⁶ Joseph (-François) de Courten (1741-1824), fils du banneret Joseph-Maurice, capitaine au régiment de Courten licencié en 1792.— JOS. et EUG. DE COURTEN, *Famille de Courten...*, p. 68 et p. 165.— D. IMESCH, p. 46.— Notre identification antérieure (A.-J. DE RIVAZ, t. III, p. 285, et Doc. V b, p. 103) est à corriger.

⁷ Née Catherine de Preux (1771-1846), fille de Jean-Antoine. (JOS. et EUG. DE COURTEN, *Famille de Courten...*, p. 68.)

⁸ ABS, tir. 8, n° 101: rapport adressé le 4 juin 1798, à la «Chambre d'administration», pp. 1 et 2.— Texte cité par D. IMESCH, p. 46.— Voir aussi *ibidem*, n° 112: «Procès-verbal des dépositions des témoins» cités par-devant le comité provisoire du dizain de Sion, sous la présidence de P.-J. de Riedmatten, Sion, le 11 juin 1798, 3 fol.

⁹ Eugène (Antoine-Joachim-E'-Louis) de Courten (1771-1839), fils de Pancrace, ancien officier au service d'Angleterre. (JOS. et EUG. DE COURTEN, *Famille de Courten...*, p. 72 et pp. 147-148.)

en armes à leur maison, et les invitèrent poliment à se mettre à leur tête. Sur leur refus formel motivé 1^o sur ce qu'ils désapprouvaient une expédition si mal concertée et tenaient à témérité les efforts résistants d'un petit peuple contre la Grande Nation; 2^o sur ce que leur nom et leur famille étant odieux aux chefs du Bas-Valais et aux agents de la République française, si cette armée reculait, comme il y avait grande apparence qu'elle y serait forcée, il y allait à accepter ce commandement de leur proscription de leur pays et de la confiscation de tous leurs biens.» Leur mère¹⁰ les conjure et les supplie, en vain, «de laisser ses fils jouir en paix de la parfaite neutralité à laquelle ils se sont condamnés du premier moment que la révolution s'est opérée au Haut-Valais. Mais l'armée valaisanne riposte que cette famille, qui a si longtemps bien fait ses affaires en commandant les troupes de la république au service étranger, doit enfin en reconnaissance s'exposer en ce moment à celui de la patrie et qu'ils ne pourront éviter la disgrâce du résident Mangourit qu'en encourant la leur...»¹¹

Ce même dimanche 6 mai, le conseil du dizain de Sierre, réuni à la hâte, décide de faire cause commune avec les dizains supérieurs¹². On abat et on enterre les arbres de la liberté en criant: «*Nous enterrons Mangourit!*»¹³

2. La prise de Sion par les rebelles (7 mai)

Dans la nuit du 6 au 7 mai, la troupe des six dizains se met en mouvement sur Sion. A Saint-Léonard, un détachement se dirige, à gauche, sur Bramois pour engager le val d'Hérens à se joindre aux insurgés. Dans une intention analogue, une autre colonne se

¹⁰Née Catherine Ballet (1731-1804), veuve du comte Pancrace de Courten (1720-1789). (*Ibidem*, p. 71.)

¹¹A.-J. DE RIVAZ, t. I, pp. 54-55.— CARRUPT affirme qu'Eugène de Courten n'accepta un commandement qu'à la condition que le commandement en chef serait confié à Jos. de Courten. (Doc. V a, pp. 30-31 et p. 51.)

¹²D. IMESCH, pp. 45-46.

¹³STRICKLER, t. I, p. 1053, n° 51. Cité par D. IMESCH, p. 46.

rend sur le territoire des communes de Grimisuat et de Savièse. Toutes ces communes ont déjà été auparavant travaillées par les rebelles et se rallient facilement à eux. Le même jour, ils occupent les passages au-dessus de la Morge et cernent ainsi la ville de Sion de tous côtés.¹⁴

Au matin du 7 mai, les Sédunois ont la surprise d'être assiégés¹⁵. Toutefois, ils se sont mis en état de se défendre et semblent prêts à engager le combat contre les Haut-Valaisans¹⁶. Mais «les dizains de Sierre et de Sion, hors de la ville, raconte CARRUPT, se jetèrent du côté des Allemands»; sur le soir, le comte Eugène de Courten, accompagné de cinq soldats, poursuit CARRUPT, «entra dans la ville chapeau sur la tête et ne donna qu'un quart d'heure à délibérer si elle se rendrait ou non; après quelques disputes très vives avec quelques citoyens, M. le comte avertit que le quart d'heure était écoulé; la ville, n'ayant pas les moyens suffisants de se défendre, toutes les hauteurs étant occupées, se rendit¹⁷ et l'armée allemande entra avec beaucoup de fierté...»¹⁸, «au son des cloches». Contre tout droit, Sebastian Weger arrête et fait prisonnier le commandant Joseph de Bons¹⁹.

Les Bas-Valaisans se retirent alors au pont de Riddes qu'ils occupent, mais, fait remarquer Perdonnet, «absolument découragés, dans une désorganisation absolue, et ne voyant de salut que dans les Vaudois dont ils réclamaient les secours à grands cris; surtout, ils voulaient un chef vaudois»²⁰.

¹⁴ D. IMESCH, pp. 46-47.

¹⁵ KÄMPFEN, p. 61.

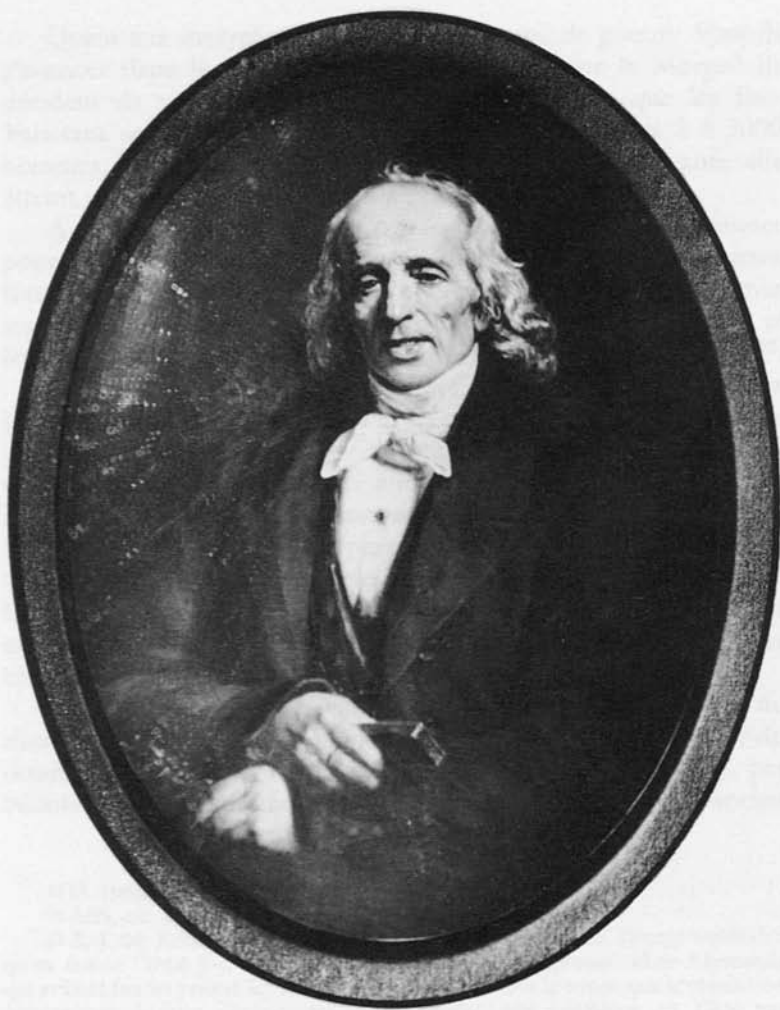
¹⁶ D. IMESCH, p. 47.

¹⁷ Dans une lettre adressée de Bex, le 9 mai, «aux citoyens composant l'administration du canton du Léman», Vincent Perdonnet écrit que, le 7 mai, 50 volontaires de Bex se sont rendus à Martigny pour secourir les Bas-Valaisans qui, au nombre de 1500 sous les ordres de Jos. de Bons, «excellent militaire et bon patriote», se trouvaient menacés par les insurgés du Haut-Valais, supérieurs en force et commandés par Joseph de Courten, «habile officier»... (Doc. II/2, p. 143, n° 129.)

¹⁸ Doc. V a, p. 31.

¹⁹ D. IMESCH, p. 47.

²⁰ Doc. II/2, p. 144, n° 129.



VINCENT PERDONNET
(1768-1850)

d'après un daguerréotype, s.d.

(Photo Musée de l'Elysée, Lausanne)

Quant aux insurgés, ils tiennent un conseil de guerre: Vont-ils s'avancer dans le Bas-Valais ou se retrancher sur la Morge? Ils décident de poursuivre leur marche dans l'espoir que les Bas-Valaisans se joindront à eux. Leur armée compte alors 2 à 3000 hommes, et avec les renforts qu'elle recevra les jours suivants, elle atteint au total 5 à 6000 hommes²¹.

Au conseil de guerre, convoqué «relativement à la fourniture pour l'armée avant de quitter Sion», Joseph et Eugène de Courten font encore une fois «déclarer et confesser publiquement par tous les assistants des cinq dizains d'en haut qu'ils avaient contraints et forcés au commandement lesdits citoyens avant de partir de Sion»²².

A.-JOS. DE RIVAZ décrit cette armée «toute composée d'hommes de tous les dizains pleins de foi et de courage. Tout le long de leur route ils priaient le chapelet. Ils portaient l'ancienne cocarde du pays rouge et blanche et une image de la Sainte Vierge à leurs chapeaux; ils étaient presque tous armés de carabines. La seule chose qui leur manquait, c'était une plus pleine subordination. Ils faisaient la guerre à leurs dépens: ils payaient argent comptant le vin, le lait, le fromage, le pain, le foin, et tout ce qu'ils requéraient des aubergistes ou des particuliers pour leur nourriture ou celle de leurs chevaux...»²³

Sous l'autorité de Jos. et d'Eug. de Courten, les hommes du dizain de Conches sont commandés par Sebastian Weger; ceux du dizain de Brigue, par Franz Perrig; ceux du dizain de Viège, par Nicolas Fux²⁴; ceux du dizain de Rarogne, par Aloys Roten, ancien

²¹ D. IMESCH, p. 47.

²² ABS, tir. 8, n° 101: rapport du 4 juin, p. 3.

²³ A.-J. DE RIVAZ, t. I, p. 53.— Voir aussi, Doc. V a, p. 31, l'image semblable qu'en donne l'abbé J.-J. CARRUPT, autre témoin contemporain: «Les Allemands qui avaient fait les prières les plus ferventes pendant tout le temps que la révolution commençait à faire des progrès, mirent toute leur confiance en Dieu par l'intercession de la Sainte Vierge et se croyaient assurés de la victoire. A cette fin, ils arborèrent généralement une image de Notre-Dame et portaient un chapelet aux mains, qu'ils priaient dans les chemins. A Sierre, les Anniviards n'ayant pas été les plus dispersés [*sic*] ou du moins les plus prompts à partir, leurs mazots furent forcés et leurs jambons décrochés le chapelet à la main...»

²⁴ Nicolas (Pierre-) Fux (1743-1824), ancien châtelain.

major; ceux du dizain de Loèche, par Antoine Roten, banneret du dizain; ceux du dizain de Sierre, par Antoine Preux²⁵; ceux du dizain de Sion, par Alphonse (-Félix) de Torrenté²⁶. La ville de Sion fournit deux canons avec 50 hommes sous le commandement du capitaine Balthasar Ambuel²⁷ et des lieutenants Emmanuel et Janvier-Alphonse de Riedmatten²⁸.

Une petite garnison demeure à Sion aux ordres de Franz Perrig. Le reste de l'armée se met en marche, le 8 mai, dans l'après-midi²⁹.

3. Réactions des autorités constituées à l'annonce de l'insurrection

L'Assemblée électorale procède donc, sous l'œil du résident, aux élections constitutionnelles quand, au soir du jeudi 3 mai, le Directoire exécutif provisoire informe Mangourit que le Haut-Valais s'est révolté; on lui annonce même que l'avant-garde des insurgés s'approche de Sion: «des lettres interceptées, des avis sûrs, des retours d'émissaires» confirment «l'état douloureux de notre position», écrit le résident à Talleyrand³⁰.

Si, comme on va le voir tout à l'heure, les autorités prennent aussitôt des mesures préventives, on ne semble pas, toutefois, à Sion, s'inquiéter exagérément de ces nouvelles: on apprendra, une quinzaine plus tard seulement, par une déclaration de Sigristen et d'Augustini au Sénat helvétique, en date du 22 mai, que le plan

²⁵ Antoine (François-) Preux (1769-1839), ancien banneret. (*Alm. gén.*, t. VII, 1943, p. 436.)

²⁶ D. IMESCH, p. 48.— Alphonse-Félix de Torrenté (1753-1804), patrimonial de la Bourgeoisie de Sion.

²⁷ Balthasar Ambuel (1759-1811), fils d'Alphonse, banneret du dizain.

²⁸ Emmanuel (Joseph-) de Riedmatten (1774-1846).— Janvier-Alphonse (Joseph-A'-J') de Riedmatten (1763-1846), qui apparaît, dans les documents, successivement sous chacun de ses prénoms isolé des autres. (H 29, n° 857, lettre du préfet national Ch.-E. de Rivaz au Directoire helvétique, du 9 décembre 1798, citée par D. IMESCH, p. 48; *Alm. gén.*, t. VI, 1936, p. 581 et p. 571).

²⁹ D. IMESCH, p. 48.

³⁰ Doc. II/1, p. 170, n° 89.

primitif des rebelles était de surprendre, à Sion, les électeurs et le résident Mangourit, et de les enlever³¹.

En tout cas, le 3 mai, Charles-Emm. de Rivaz, l'un des trois directeurs, écrit à sa femme, de Sion, qu'«une partie des paysans des dizains allemands remuent encore; on dit qu'ils tiennent demain une assemblée nombreuse à Brigue, soit Glis; d'autres disent qu'ils méditent de venir par ici; nous avons des espions et, affirme Ch.-Emm. de Rivaz, nous ne serons pas surpris; ne t'inquiète point des bruits qui peuvent se répandre à Saint-Maurice; tout ce qui se dit ici me paraît sans vraisemblance et d'ailleurs on est sur ses gardes...»³²

Dans sa dépêche du 16 floréal – 5 mai à Talleyrand, Mangourit énumère les mesures prises aussitôt, le 3 mai, par les autorités: «L'Assemblée nationale provisoire» se rassemble «à onze heures du soir. Nouveaux rapports, nouvelles alarmes! La ville de Sion elle-même fluctuait entre la crainte d'être livrée au pillage et l'espérance de retrouver son oligarchie.

»Il fut arrêté: 1^o la levée d'un corps de deux mille hommes; 2^o l'arrestation des chefs de la révolte...; 3^o la translation à Saint-Maurice du Corps électoral, des autorités constituées et de la résidence de la République, afin d'éviter un grand crime.

»Je ne me couchai pas; j'avais assisté par invitation à tous les conseils. A sept heures du matin du 15 [4 mai], je partis pour Saint-Maurice.

»Une députation du Corps électoral et de l'Assemblée avait couru en poste après moi, quelques heures après mon départ. Elle me rejoignit à six lieues; elle m'invita au nom de la patrie à rentrer à Sion... Les tribus armées étaient remontées sur leurs glaciers³³.

³¹ STRICKLER, t. I, p. 1055, n° 53, cité par D. IMESCH, p. 44.

³² Rz, cart. 45, fasc. 9, fol. 3^{ro} et v^o, et cart. 74, fasc. 23, pp. 51^{vo} et 52^{ro}.

³³ Voici une des versions de CARRUT: «Pendant que tout ceci se passait à Sion [«les nominations des représentants du peuple»], le bruit se répandit que l'insurrection du Haut-Valais allait tomber sur la ville de Sion. Le résident Mangourit décampa en toute hâte; Léopold de Nucé fut d'avis de transférer à Saint-Maurice cette assemblée [électorale]; il ne fut pas écouté, il décampa aussi; mais l'Assemblée envoya trois grands amis du résident pour le rappeler, [pour lui

» Je reprochai sévèrement l'oubli de pourvoir à la sûreté du Corps électoral. « Toute la ville de Sion est en armes, répliqua-t-elle, pour périr s'il le faut par la résistance, mais c'est à condition que vous rentriez. — Je remonte, leur dis-je, puisqu'on veut enfin mériter sa liberté, et je vais déposer entre ses mains ce que j'ai de plus cher, mon épouse et mon jeune enfant. »

» À mon arrivée, la scène fut bien touchante: le peuple, le Corps électoral, le Directoire provisoire, l'Assemblée, la Municipalité étaient au-devant de moi. Je rentrai aux cris bien joyeux de « Vive le Directoire de la Grande Nation et son agent Mangourit ! »

» Ma sortie avait rempli Sion d'une stupeur mortelle; c'était un délogement général comme dans un incendie.

» Une force militaire s'organise, des mesures vigoureuses se prennent avec activité... »³⁴

Lors de sa fuite, le matin du 4 mai, Mangourit est descendu jusqu'à Martigny. C'est de cette ville en effet qu'il adresse, à 3 h. de l'après-midi, avant qu'on ne le ramène à Sion, un appel « à toutes les communes du Valais occidental ». Le même jour, de Sion, le Directoire provisoire en adresse un autre au dizain de Monthey.

Mangourit écrit notamment: « ... L'humanité a son terme quand un fanatisme barbare menace ses amis les plus prononcés. Venez, accourez autour de vos représentants pour assurer le repos de la patrie: je vous y convie tous, amis de l'indépendance et de la liberté; hâtez-vous surtout...; venez former une enceinte impénétrable autour de l'olivier de la paix. »

Il ajoute en post-scriptum: « Les premiers volontaires de Saint-Maurice sont invités à monter avec les deux pièces de canon, caissons, gargousses, cartouches, etc., nécessaires au service de l'artillerie, et avec des artilleurs capables de servir les pièces... Que tout monte. Partez au plus tôt. »³⁵

dire] que le bruit qui s'était répandu était faux; ils le trouvèrent à table à Martigny et l'engagèrent à revenir, ce qu'il fit en remontant le même jour (4 mai). » (Doc. V a, pp. 29-30. — Voir *ibidem*, p. 50.)

³⁴ Doc. II/1, p. 170, n° 89, 70^e dépêche. — Voir aussi Doc. II/2, pp. 30-31, n° 51, lettre de Mangourit à Merlin, président du Directoire exécutif, du 5 mai.

³⁵ Doc. II/2, p. 93, n° 84.

Quant au Directoire provisoire, il donne ordre au dizain de Monthey, «en conséquence du décret de l'Assemblée représentative provisoire de ce jour [4 mai], de rassembler, aussitôt après la réception de la présente, 400 hommes qui seront pris parmi les citoyens depuis l'âge de vingt ans jusqu'à cinquante». Le Directoire fixe leur solde et les rations de vivres à leur fournir (toutefois, «dans les commencements surtout, le soldat s'en pourvoira pour quatre jours»); il donne des instructions relatives à l'armement, à l'équipement et aux munitions. «La troupe se réunira sans délai à Sion; chaque commune enverra sans délai son contingent aussitôt que l'ordre lui aura été remis...»³⁶

Le lendemain 5 mai, le comité de la commune de Monthey, publie un arrêté «pour la levée immédiate des hommes appelés à marcher»³⁷ et nomme, pour commandant de ce contingent, Guillaume Du Fay, «ci-devant lieutenant de ces mêmes troupes envoyées contre les Ormonts»³⁸. Le 5 encore, à 6 h. du soir, le Directoire provisoire adresse à toutes les communes du Valais occidental l'ordre d'envoyer à Sion le contingent entier³⁹, en dépit de l'arrêté du même jour, qui «a réduit provisoirement à 200 hommes par dizain la levée de 400 hommes ordonnée la veille...»⁴⁰ A Sion, le banneret Emmanuel Barberini décrète la levée dans le dizain, de la première et de la seconde élection:

«Chers amis et codizainiers, le moment est arrivé, écrit-il, de nous donner des preuves efficaces de l'attachement et bon voisinage dont nous avons si souvent reçu l'assurance dans notre maison de ville par le canal de vos respectables officiers. Nous sommes menacés d'une invasion de la part des quelques louables dizains supérieurs. Nous ne connaissons pas positivement leurs intentions, mais s'il s'en trouvait parmi des malintentionnés, il sera nécessaire de leur

³⁶ Doc. IV, pp. 67-68, n° 13.

³⁷ *Ibidem*, pp. 68-69, n° 14.

³⁸ H 22, fasc. 5, n° 11, minute.— Guillaume Du Fay (1775-1830), qui sera massacré à Paris le 29 juillet 1830. (Voir A. DONNET, *Sur la jeunesse d'Alexis Joris...*, dans *Ann. val.*, 1970, pp. 58-63.)

³⁹ Doc. IV, pp. 69-70, n° 16.

⁴⁰ *Ibidem*, p. 69, n° 15.— Cet arrêté sera d'ailleurs révoqué le 6 mai: *ibidem*, p. 70, n° 17.

[en] imposer par un nombre d'amis respectables. C'est pourquoi nous vous invitons de rassembler au plus tôt la première et la seconde élection et de venir au secours, et au plus tôt, du chef-lieu de notre dizain...»⁴¹

Une lettre du Directoire provisoire, écrite de Saint-Pierre-de-Clages, le 6 mai, à 1 h. 30 [de la nuit], à Alphonse Ambuel, président de l'Assemblée électorale, à Sion, lui apporte la nouvelle qu'un citoyen a rencontré entre Sion et Sierre quelqu'un qui lui a conseillé de s'en retourner, «sans cela il serait fait prisonnier de guerre. Nous avons cru, poursuit le Directoire, de ne pouvoir pas mieux servir la patrie qu'en mettant le résident en lieu de sûreté, puisque toute injure qu'on pourrait lui faire aurait provoqué les armes et la vengeance de la Grande Nation. Vous êtes invité d'en faire part à l'Assemblée électorale»⁴².

Ce document prouve que trois membres du Directoire, Sigristen, Augustini et Ch.-Emm. de Rivaz, ont accompagné Mangourit dans sa seconde fuite de Sion pour rejoindre Saint-Maurice. CARRUPT fixe la date de son départ: «Le dimanche, le 6 mai, après la minuit, écrit-il, le bruit se répand de nouveau qu'il y avait 400 hommes armés à Sierre. Le résident se lève de son repos, plia bagages et porta lui-même ses hardes dans sa voiture et partit à une heure avant jour avec tant de précipitation qu'il perdit sa bannière au tricolore par les chemins.»⁴³

⁴¹ ABS, tir. 8, n° 113, orig.

⁴² Doc. IV, pp. 74-75, n° 11.

⁴³ Doc. V a, p. 50; voir aussi p. 30.— D. IMESCH mentionne seulement le retour du résident à Saint-Maurice, le 6 mai (p. 48).— Mangourit lui-même écrit dans une lettre adressée à la Chambre administrative du Léman et datée de Saint-Maurice, le 17 floréal — 6 mai, à 9 h. du matin, que «hier soir [16 floréal — 5 mai], le Directoire provisoire ayant mis sa confiance dans des traîtres fut prévenu que les Haut-Valaisans marchaient sur Sion». Il «vint me trouver, m'annonça les maux qui menaçaient la patrie, me jura que je n'avais qu'une demi-heure pour échapper aux rebelles et que nous n'étions pas sûrs, en retardant, de la retraite. Il avait pourvu à des chars près la porte de la ville, et à 10 h. nous fîmes route pour Saint-Maurice où je suis». (Doc. II/2, pp. 132-133, n° 102.) — Le chanoine A.-J. DE RIVAZ, de son côté, signale que le samedi 5 mai, «le résident, accompagné des directeurs Sigristen et Augustini, sort de la ville [de Sion] pendant la nuit et se rend en grande hâte à Saint-Maurice, et l'Assemblée électorale se sépare et se dissout». (*op. cit.*, t. I, p. 51.)

C'est donc bien dans la nuit du samedi 5 au dimanche 6 – peu importe l'heure – que Mangourit se retire une seconde fois de Sion. Et c'est le dimanche 6 mai que l'Assemblée électorale est dissoute⁴⁴, non sans avoir, avant de se séparer, envoyé «une députation de dix électeurs, un par dizain, pour tenter un dernier effort de raison et de persuasion sur cette troupe égarée. Ce fut en vain: plusieurs des électeurs des dizains supérieurs, celui de Viège entre autres, furent maltraités; ceux des dizains inférieurs furent fort bien traités et renvoyés chez eux; les autres furent retenus.»⁴⁵

Dans sa dépêche à Talleyrand, datée de Saint-Maurice, le 18 floréal – 7 mai, Mangourit lui expose d'une manière dramatique les événements de ce dimanche 6 mai:

«Les espions que nous avons dans le Haut-Valais nous ont trompés; ils étaient du parti ennemi. La ville de Sierre, ou plutôt son gouvernement, nous a également déçus. Un ramas de fanatiques, au nombre de trois mille, ... se sont élancés du Haut-Valais et ont déjà abattu l'arbre de la liberté à Sierre.

«L'oligarchie de Sion a eu part à cette conspiration; le Corps électoral a été dispersé... J'ai été forcé, pour éviter un grand crime, et peut-être irrémissible, de me sauver de cette ville infecte avec ma femme et mon enfant âgé de trente mois⁴⁶, sur une charrette,

⁴⁴ Comme l'affirme M. SALAMIN, p. 245.

⁴⁵ STRICKLER, t. I, pp. 1039-1040, n° 18, § 4. – On connaît le procès-verbal de cette députation rédigé par le sous-lieutenant Blanc. (Pierre-Joseph Blanc (1769-1850), de Saxonne-Ayent, sous-lieutenant au service de Sardaigne. – *Souvenirs d'un officier valaisan au service de France, le capitaine Hyacinthe Clemenso (1781-1862)*, publ. par L. DUPONT LACHENAL et L. IMHOFF, dans *Ann. val.*, 1957, p. 35, note 4.) Blanc rapporte qu'arrivé à Sierre, avec ses neuf collègues, il y apprend que l'avant-garde des insurgés a déjà atteint Glarey; il y envoie deux députés; en attendant le retour de ces derniers, Blanc et un autre électeur partent pour Glarey où, chemin faisant, ils rencontrent l'électeur [Lucas v.] Schallen, «qui marchait au milieu d'environ 100 hommes en armes, lequel dit en versant des larmes: «Mon cher Blanc, tout est perdu, je ne puis plus me sauver.» Blanc tente d'expliquer le but de sa mission, mais il est reconduit sous les menaces à Sierre. Pendant que les insurgés s'occupent à abattre l'arbre de la liberté, Blanc profite de la confusion générale pour s'échapper avec deux électeurs du Bas-Valais... (Rz, cart. 74, fasc. 21, n° 1, original.)

⁴⁶ Nous ne savons rien de cet enfant de trente mois; nous ne connaissons à Mangourit que deux fils nés, l'un en 1778, l'autre en 1780. Voir ci-dessus, t. I, p. 31, note 6.

et de nuit, par une forte pluie...» Puis, Mangourit résume à Talleyrand les mesures qu'il a prises dès son arrivée à Saint-Maurice, le 6 mai au matin, et lui décrit la situation:

«J'ai déjà fait sonner le tocsin de réunion contre le Haut-Valais; j'ai écrit à Bex, à Aigle, Vevey, Lausanne. Des secours vaudois marchent. J'ai requis sous ma responsabilité un bataillon et des hussards français arrivés hier à Lausanne, de venir en Valais à grandes journées; j'ai mis les chevaux du pays, la paille, le foin, l'avoine en réquisition, ainsi que les farines. Je fais faire du pain: j'écris dans toutes les paroisses pour hâter les conscriptions militaires; je demande des officiers et des canonniers, on me les envoie. Je rends compte de tout au commissaire du gouvernement Rapinat et je supplie Schauenbourg d'attaquer le Haut-Valais descendu à Sion *par le Grimsel et la Gemmi* sur Conches et Loèche, tandis qu'avec ce que nous avons de monde nous les attaquerons par Sion. Ces paysans, poursuit Mangourit, ne manquent pas d'adresse: ils fraternisent avec toutes les paroisses; ils font la boule de neige...; ils ne veulent pas de constitution helvétique; ils veulent en faire une. Ils disent que les Français sont une race d'impies voulant détruire leur sainte religion; ils ont pris ou fait semblant de prendre des otages; ils ont des officiers, des *Courten* surtout, qui me font dire qu'ils y sont forcés par eux au péril de la vie, ce que je ne crois pas⁴⁷. La guerre est profondément religieuse. La Vierge qu'ils mettent en cocarde et sur le sein en est la preuve. Jusqu'à présent, j'ai évité sur toutes choses l'effusion du sang humain, et je pleure en vous disant qu'il en faut verser ou tout est ici perdu. Des instructions, je vous prie, sur les prêtres et les oligarques reconnus; si on n'en fusille pas quelques-uns, si on ne donne pas ici un terrible spectacle, ce sera toujours à recommencer. L'évêque de Sion et le curé de cette ville [Gottspöner] ont été adoucir ces fanatiques, disent-ils..., mais je m'en défie beaucoup...»⁴⁸

⁴⁷ On vient de voir que les Courten ont bel et bien été contraints de se mettre à la tête des insurgés.— Voir plus haut, t. II, pp. 125-126.

⁴⁸ Doc. II/1, p. 171, n° 90; c'est Mangourit qui souligne. Voir aussi les lettres des 5 et 6 mai: Doc. II/2, pp. 132-133, n°s 100 et 101.— De Vevey, J.-L. Ausset, dans sa lettre à la Chambre administrative de Lausanne, du 6 mai (et non du

Quoi qu'il en soit, la Chambre administrative du canton du Léman envoie à Mangourit, le 5 mai, 22 dragons «qui composent toute la cavalerie» dont elle peut disposer. «Assurez nos braves frères du Valais, ajoute-t-elle, qu'ils se croient heureux de combattre à leur côté s'il est nécessaire et de protéger la liberté commune...⁴⁹» Le lendemain, 6 mai, c'est le préfet national du Léman⁵⁰ qui autorise Perdonnet, sous-préfet de Vevey⁵¹, «à fournir un bataillon des contingents de votre district et deux pièces de canon pour marcher au secours de nos frères du Bas-Valais»; il l'invite à s'entendre avec le sous-préfet d'Aigle⁵² à qui il envoie le même pouvoir.

Polier fait aussi à Perdonnet des recommandations que lui-même et ses agents ont eu et auront souvent l'occasion de formuler: «Je n'ai pas besoin de vous dire, écrit-il, *combien il serait à désirer de pouvoir éviter de faire battre des Suisses contre des Suisses*» et, en outre, «d'employer tous les moyens de votre sagesse et celle des comités de Vevey et d'Aigle pour faire sentir aux Haut-Valaisans leur impuissante témérité...⁵³» On trouve la même recommandation sous la plume de J.-L. Ausset dans la lettre qu'il adresse à la Chambre administrative du Léman, le 5 mai, ajoutant: «Il serait préférable d'employer les troupes françaises qui doivent passer à Lausanne...⁵⁴.»

De plus, comme on le verra plus loin, à maintes reprises, les autorités vaudoises préconiseront à leurs agents et à Mangourit, de recourir d'abord à des «voies pacificatrices».

6 avril comme imprimé par erreur), signale les hésitations du comité de Vevey qui «ne se trouvant pas compétent pour faire marcher des troupes, *ainsi qu'il en est requis par Mangourit*, s'est borné à commander à la troupe de l'arrondissement de se tenir prête à marcher, mais il faut éviter d'enlever trop d'hommes sur un seul point, et il ne convient pas d'accumuler dans le Valais une masse d'hommes qu'il ne pourrait nourrir...» (Doc. II/2, p. 123, n° 85.— C'est nous qui soulignons.)

⁴⁹ *Ibidem*, p. 132, n° 101.

⁵⁰ Henri Polier (1754-1821), ancien officier au service de France. (*DHBS*, t. V, 1930, p. 313.)

⁵¹ Alexandre Perdonnet (1736-1807), propriétaire à Vevey, membre du comité et sous-préfet. (*DHBS*, t. V, p. 245.)

⁵² François Clavel (1767-1837), sous-préfet d'Aigle. (*DHBS*, t. II, p. 527.)

⁵³ Doc. II/2, p. 133, n° 104.— C'est nous qui soulignons.

⁵⁴ *Ibidem*, p. 123, n° 85.

Dans sa dépêche du 18 floréal – 7 mai à Talleyrand, Mangourit écrit à quatre heures du soir: «*On dit*⁵⁵ la ville de Sion investie. Vingt-deux cavaliers vaudois ont passé ce matin. A toutes les heures, le renfort nous vient, *mais des Français, des bussards, un général, voici ce qui nous manque*⁵⁶. Mes prêtres du Bas-Valais continuent à se bien conduire: ils excitent eux-mêmes aux enrôlements. Les fanatiques ont coupé l'arbre de la liberté à Sierre. Pour gagner du temps et les forces qu'il amène, je leur viens d'envoyer proposer de me députer quelques-uns d'eux.» Il complète sa dépêche à 4 h. du matin, le 8 mai: «Sion a capitulé. On descend du Haut-Valais. Je vais sauver les papiers de la légation et rallier les fuyards. Sans troupes françaises, je ne ferai rien⁵⁷.»

D'un autre côté, on semble minimiser l'importance du soulèvement: ainsi, dans une correspondance envoyée de Saint-Maurice, le 8 mai, au *Bulletin officiel*, on lit: «Une insurrection vient de se manifester dans le Haut-Valais. Hier [7 mai], les rebelles sont entrés dans Sion, par capitulation, et se sont emparés de l'artillerie. Mais on se flatte que ces mouvements seront bientôt comprimés. De tous côtés on court sur les rebelles... – Du reste, on est rassuré par le nombre des insurgents. Il n'y a que trois dizains d'égarés: Conches supérieur, environ les deux tiers de Rarogne, et un très petit nombre de Loèche. On en compte à peu près 2000, parmi lesquels 600 sont armés de mauvaises armes et n'opposeront pas sans doute une bien longue résistance aux forces qu'on va leur opposer⁵⁸.»

Dans un premier rapport qu'elle adresse au Directoire helvétique, le 11 mai, la Chambre administrative du Valais écrit notamment, à propos de la prise de Sion: «... Les rebelles ont eu le temps en attendant [l'arrivée des troupes que la Chambre a appelées au secours] d'entraîner le dizain de Sierre, de s'emparer de Sion et du dizain entier. Nous avons encore peine à concevoir, affirme-t-elle, comment Sion, fermé de murs, défendu par plus de 600 hommes, étant assuré d'un secours considérable sous trois jours, ayant de

⁵⁵ Souligné par Mangourit.

⁵⁶ C'est nous qui soulignons.

⁵⁷ Doc. II/1, pp. 171-172, n° 90.

⁵⁸ *op. cit.*, 1798, t. II, pp. 69-70, n° 9, du 20 mai 1798.

l'artillerie, et des chefs capables de commander, n'a pas su prolonger sa défense de manière à donner le temps aux troupes helvétiques et françaises d'arriver et d'empêcher l'envahissement de presque tout le pays...⁵⁹»

En effet, «l'Assemblée électorale, ou pouvoir exécutif, avait nommé général de l'armée constitutionnelle, le c. [Joseph-]Augustin de Riedmatten, bourgeois de Sion, ci-devant capitaine au service du Piémont, et pour son lieutenant le capitaine [Joseph] de Bons...⁶⁰»

Vincent Perdonnet explique pour quelles raisons les Bas-Valaisans, ou l'armée constitutionnelle, ont été obligés de se rendre sans avoir pu offrir la moindre résistance: les habitants de la ville, «de concert avec le nommé Riedmatten, commandant en chef des Haut-Valaisans⁶¹, leur ayant ôté tout moyen de défense en leur refusant les provisions et munitions qui leur étaient nécessaires, et en les menaçant même de les égorger s'ils tiraient un coup de fusil». Perdonnet ne manque pas de souligner que les insurgés se conduisent «très politiquement» avec leurs prisonniers: «au lieu de les garder ou même de les désarmer», ils les renvoient «purement et simplement, conservant [Jos.] de Bons, le seul chef dans lequel ils eussent confiance...⁶²»

Néanmoins, le lundi matin 7 mai, Mangourit déploie une activité débordante à l'effet d'obtenir des secours: ainsi, à 6 h. du matin, il écrit à Polier, préfet du Léman, qui s'est avancé jusqu'à Bex; le résident a envoyé à Bex son agent Mathys pour inviter le préfet à faire marcher sur-le-champ le bataillon vaudois et les canonniers qui sont dans ce bourg; il sait que la constitution ne permet pas

⁵⁹ STRICKLER, t. I, p. 1040, § 5.

⁶⁰ A.-J. DE RIVAZ, t. I, p. 52.—CARRUPT (Doc. V a, p. 31) désigne seulement le capitaine Jos. de Bons, «qui était commandant». Mais c'est bien Jos.-Augustin de Riedmatten, qui est «général en chef des troupes destinées à la défense de la ville de Sion», comme le démontre une relation du capitaine Balthasar Ambuel, du 13 juin 1798. De plus, Ambuel mentionne que, le 7 mai, un «comité militaire [est] assemblé en permanence à la maison de ville».—On trouvera cette relation inédite en Annexe III, t. II, pp. 308-309.

⁶¹ Confusion de l'auteur; c'est Jos. de Courten qui est leur commandant en chef, on l'a vu.

⁶² Doc. II/2, pp. 143-144, n° 129.

aux préfets de faire sortir la force armée de leurs cantons respectifs, mais, objecte-t-il, «le danger de la patrie voile pour quelques instants la sagesse de cette disposition, sauf à y tenir strictement dans un danger ordinaire⁶³». Une heure plus tard, Mangourit revient à la charge: «Il faut agir promptement. *Envoyez aussi un officier froid, brave, populaire, sachant son métier...* Hâtez-vous, tâchez de nous envoyer des cavaliers volontaires, c'est ce que le Valais craint le plus...» Le résident a requis, sous sa responsabilité, 500 Français et des hussards...⁶⁴ «Je viens de demander à Bex la levée en masse⁶⁵; le torrent gagne, ne le laissons pas tout submerger.» Et en tête de sa lettre: «Vous pouvez d'un coup de sifflet remettre sur pied les anciennes compagnies de dragons.— Où est le général de Bons⁶⁶?» A 8 h., le résident écrit dans le même sens à Fr. Clavel, sous-préfet d'Aigle, avec un post-scriptum ainsi libellé: «Envoyez surtout de bons officiers: quand le torrent menace, il ne faut pas le laisser inonder en voulant faire une digue de pierres. Le civil est bon, mais il nous faut des mesures militaires⁶⁷.» A 9 h., il s'adresse à J.-L. Ausset, «administrateur», à Vevey⁶⁸. A 11 h., Mangourit envoie une seconde lettre, encore plus pressante, au sous-préfet d'Aigle⁶⁹, et à la même heure, à Rapinat⁷⁰.

Enfin, ce même 7 mai, H. Polier, préfet national du Léman, nomme Jean-Samuel Bergier⁷¹, adjudant-général, «pour aller organiser, diriger et prendre le commandement de deux bataillons des districts de Vevey et d'Aigle, et de deux pièces de canon..., pour marcher au secours de nos frères du Bas-Valais. Toutefois, précise le préfet, comme il ne peut appartenir aux fonctions de mon office

⁶³ Doc. II/2, p. 134, n° 106.

⁶⁴ *Ibidem*, p. 136, n° 110, le 7 mai, à 9 h. du matin.

⁶⁵ *Ibidem*, p. 137, n° 112.

⁶⁶ *Ibidem*, p. 135, n° 107.— C'est nous qui soulignons.— Il s'agit du général Jean-Louis de Bons.

⁶⁷ *Ibidem*, p. 135, n° 108.

⁶⁸ *Ibidem*, pp. 135-136, n° 109.

⁶⁹ *Ibidem*, p. 136, n° 110.

⁷⁰ *Ibidem*, p. 34, n° 52, annexe III.

⁷¹ Jean-Samuel Bergier (1758-1825), ancien capitaine au service de Sardaigne. (DHBS, t. II, 1924, p. 68.)

d'autoriser la force armée à sortir du territoire du canton du Léman (sans ordre préalable du Directoire exécutif), ledit adjudant-général pourra et devra, suivant le besoin et sa prudence, faire ses dispositions et même avancer jusqu'à Bex, à l'extrême frontière, le tout en attendant les ordres ultérieurs que je lui ferai passer⁷².»

Polier informe immédiatement de cette nomination les sous-préfets de Vevey et d'Aigle, les priant de porter «aide et secours» à Bergier dont la mission est limitée⁷³.

De son côté, le bureau militaire de la Chambre administrative du canton du Léman invite l'adjudant-général Bergier à se transporter à Vevey où il se mettra à la tête de 400 hommes «pris dans les compagnies d'élite de la nouvelle organisation». Il est autorisé à prendre dans les châteaux de Chillon et d'Aigle les munitions de guerre dont il pourra avoir besoin, et à choisir des officiers d'état-major; il pourra utiliser les dragons d'ordonnance stationnés à Vevey, à Aigle et à Saint-Maurice⁷⁴.

Enfin, J.-L. Ausset écrit, le même jour, au préfet du Léman, de Saint-Maurice, que la Chambre administrative du Valais ayant donné le commandement au c. Louis Clavel de Brenles⁷⁵, il part avec celui-ci et un aide de camp pour Riddes, «poste occupé par les Haut-Valaisans». Il compte être de retour le soir même à Bex⁷⁶.

De fait, J.-L. Ausset est rentré à Vevey d'où, à 8 h. du soir déjà, il renseigne la Chambre administrative du Léman sur la situation: le préfet Polier a fait remettre «au commandant du bataillon français

⁷² Doc. II/2, p. 213, n° 1.

⁷³ *Ibidem*, p. 137, n° 115.

⁷⁴ *Ibidem*, p. 213, n° 2.

⁷⁵ Perdonnet rapporte que lui-même et J.-L. Ausset, accompagnés de Louis Clavel se sont rendus à Saint-Maurice. Là, d'entente avec Mangourit, ils discutent avec trois membres présents de la Chambre administrative du Valais qui requièrent officiellement la force armée du canton du Léman et confient à Louis Clavel le commandement général des 1500 Valaisans. (*Ibidem*, p. 144, n° 129.) – Voir la lettre officielle, en date du 8 mai, signée Stockalper, Delasoie et Roten (*Ibidem*, p. 142, n° 123).

⁷⁶ *Ibidem*, p. 137, n° 116. Voir également *ibidem*, p. 214, n° 5: «Ce matin [8 mai], les Valaisans, dans la consternation, «nous ont, écrit Bergier, fortement requis de leur envoyer un officier supérieur vaudois pour les commander... Je leur ai, de concert avec le préfet, envoyé le chef de demi-brigade Clavel...»

qui couche ce soir à Moudon» la réquisition de Mangourit⁷⁷. «Vevey a fourni 200 hommes, mais avec peine; les premières campagnes ont amorti le feu. [Vincent] Perdonnet fils a pris le fusil et le havresac; il est parti comme volontaire, ce qui a fait un bon effet. Il y a deux canons de 4 et 18 canonniers.

»Aigle tient 600 hommes prêts: en voilà plus qu'il n'en faut pour 2000 ennemis, Sion étant couvert par 900 Valaisans du Bas.

»*Nous engagerons Mangourit à commencer par des voies pacificatrices: j'y irai s'il le faut, car le sang des Suisses ne doit pas être versé...*⁷⁸»

Pour sa part, l'adjudant-général Bergier, le 7 mai avant minuit, met au fait Polier de l'état dans lequel il a trouvé le pays; il confirme le rapport de J.-L. Ausset: à Vevey, il y a eu des contestations, mais l'exemple de Vincent Perdonnet a été déterminant. A Aigle, personne n'est encore parti; le rendez-vous est fixé à Bex, le 8 mai, à 10 h. du matin. On ne saurait trop compter sur les Ormonts: Bergier propose au préfet de lui envoyer le bataillon Blanchenay⁷⁹, de Morges, «tout organisé et qui n'a jamais marché». Il ajoute: «J'ai fait prendre pour le moment tous les arrangements pour les vivres de la troupe en pain, viande et vin; ils en seront pourvus, mais il serait urgent que l'on me fit toucher incessamment de l'argent pour payer le prêt aux soldats et éviter par là les murmures.

»Demain dans la journée, je ferai la tournée et la reconnaissance des postes. J'ai pris avec moi comme chef d'état-major le c. Champel, de Vevey, extrêmement actif et intelligent⁸⁰.»

⁷⁷ *Ibidem*, p. 138, n° 117.

⁷⁸ *Ibidem*, p. 138, n° 118. C'est nous qui soulignons. – Vincent Perdonnet (1768-1850), agent de change à Paris, m. de l'Assemblée provisoire de Lausanne. (*DHBS*, t. V, 1930, p. 245.)

⁷⁹ Louis Blanchenay (1774-1843), de Morges, commandant d'arrondissement.

⁸⁰ Doc. II/2, pp. 139-140, n° 119. – Jean-Louis Champel (*1765), de Vevey.

*4. Recul des Bas-Valaisans.— L'attaque de Riddes (8 mai).—
J.-L. Pittier nommé préfet national provisoire (8 mai).— Le
combat d'Ecône (9 mai).— Adresse des dizains supérieurs
aux trois nouveaux dizains (10 mai)*

Lors de la prise de Sion, le 7 mai, la garnison de la ville, composée de 400 Valaisans, met bas les armes et se rend. Cette troupe, assemblée à la hâte, n'est pas encore organisée, elle est «presque sans chefs» pour la conduire; en outre, elle répugne «même, précisera la Chambre administrative, à combattre les troupes des dizains supérieurs qui répandent adroitement qu'elles ne veulent que fraterniser» avec elle; c'est ainsi que les Bas-Valaisans, à Sion, ne font que peu ou pas de résistance; les insurgés leur rendent leurs armes et leur permettent de se retirer «tambour battant», au milieu de la nuit; ils quittent Sion «avec des cris de joie et d'allégresse⁸¹».

Le 8 mai, dans l'après-midi, les insurgés se mettent en route sur les talons des Bas-Valaisans. Ceux-ci ne tardent pas à rencontrer les 800 hommes du Bas-Valais qui sont envoyés pour renforcer la garnison de Sion. Ces 800 hommes rebroussement chemin et vont camper à Riddes, «laissant l'avant-garde à la muraille d'Ardon⁸²». «Le premier qui annonça la prise de la ville fut aussitôt mis aux arrêts dans la commune d'Ardon, affirme J.-J. CARRUPT, curé du lieu, où Hyacinthe de Nucé commandait; mais la garnison de Sion étant arrivée, de Nucé leva le camp. 50 Bas-Valaisans qui gardaient le pont du Rhône [à Riddes] pendant toute cette journée contre 900 hommes eurent le même sort que ceux de la ville. Entre ces 800 Bas-Valaisans étaient ceux de Monthey qui y vinrent avec la musique turque; ils empochèrent leurs instruments et se retirèrent sans bruit; avec les mêmes instruments, conclut J.-J. CARRUPT, on ne joue pas toujours la même note...⁸³»

⁸¹ Doc. V a, p. 31 (CARRUPT).— STRICKLER, t. I, p. 1040, n° 18, § 5.

⁸² Doc. V a, p. 31.— La muraille d'Ardon, c'est un mur construit auprès de la Liserne, pour prévenir les inondations. Voir Doc. I, p. 153, n° 76, annexe I.

⁸³ Doc. V a, pp. 31-32.— Sur cette musique «turque», voir *ibidem*, pp. 31-32, note 51.

Les insurgés continuent leur avance, se fortifiant «chaque jour d'un grand nombre de soldats⁸⁴». Leurs adversaires se retirent sur Riddes, détruisant le pont sur le Rhône et se retranchent aussi bien que possible.

Sur le soir, l'avant-garde des Haut-Valaisans, sous le commandement d'Eug. de Courten, atteint la rive droite du fleuve. Un combat acharné s'engage, qui ne prend fin qu'à la nuit tombante avec peu de pertes de part et d'autre.

Les insurgés établissent leur camp à Saint-Pierre-de-Clages et à Leytron dans l'intention de reprendre l'attaque à la pointe du jour.

Comme la rumeur se répand qu'une grande armée de Vaudois et de Français s'avancent avec de nombreux canons⁸⁵, le conseil de guerre décide de ramener ses troupes derrière la Morge et d'y attendre l'ennemi. Lors d'une halte à Ardon, on est informé par un exprès, arrivé de Saint-Pierre-de-Clages, que les Bas-Valaisans ont évacué Riddes. En effet, le contingent du dizain de Rarogne, passant par Baar et Nendaz, s'est jeté sur les Bas-Valaisans; ceux-ci n'opposent qu'une faible résistance, se débandent et se retirent sur Martigny⁸⁶.

⁸⁴ «La ville de Sion prise ou rendue, tous les paysans des villages du dizain de ce nom déjà dégoûtés de la révolution se réunissent à leurs frères du Haut-Valais, raconte A.-JOS. DE RIVAZ, alors curé de Leytron, et descendent le même jour [8 mai] jusqu'au pont de Riddes et jusqu'à Leytron. L'armée haut-valaisanne se fortifie chaque jour d'un grand nombre de soldats tant des dizains supérieurs que des paroisses des deux dizains d'en bas, et des deux fortes paroisses de Conthey et de Nendaz...» (A.-J. DE RIVAZ, t. I, p. 52.) — L'abbé J.-J. CARRUPT rapporte que les Haut-Valaisans en voulaient particulièrement aux Savoyards qui s'étaient montrés les plus révolutionnaires, tellement qu'ils appelaient ceux-ci «Savoyards»; on ne peut nier que les Savoyards aient le plus donné dans la révolution à raison que leur nombre entre les étrangers était les plus grands d'un côté, et de l'autre, les plus méprisés. Cependant, il y a des Savoyards dont la conduite a été si exemplaire que ce serait leur faire un tort que de les appeler de ce nom...» (Doc. V a, p. 32.)

⁸⁵ CARRUPT avance le chiffre de 8000 cavaliers français: Doc. V a, p. 32, et ailleurs 8000 cavaliers et douze pièces de canon: *Ibidem*, p. 51.

⁸⁶ D. IMESCH, p. 50.— Voir aussi le témoignage de CARRUPT, dans Doc. V a, pp. 32-33.— On trouve non seulement de grandes et nombreuses divergences, selon les témoignages, dans le nombre de militaires engagés de part et d'autre, mais également dans l'exposition des faits; ainsi, on lit, dans le rapport de V. Perdonnet adressé, de Bex, le 9 mai, «aux c. composant l'administration du canton du Léman», ce paragraphe relatif à la débandade des Bas-Valaisans après

Entre-temps, le 8 mai, la Chambre administrative du Valais, sous la pression de Mangourit, nomme J.-L. Pittier, préfet national provisoire⁸⁷, alors que cette attribution appartient de droit au Directoire exécutif de la République⁸⁸.

A la nouvelle de la débandade des Bas-Valaisans, les insurgés font demi-tour, franchissant le Rhône sur un pont provisoire. Les Bas-Valaisans, dans leur retraite, rencontrent les Vaudois qui se hâtent à leur secours et reprennent leur marche contre les insurgés. A Ecône, le soir du 9 mai, a lieu un bref mais vif engagement. Les Bas-Valaisans et les Vaudois attaquent avec impétuosité, mais sont repoussés sur Martigny⁸⁹.

Si l'on en croit le rapport envoyé, le 9 mai, à Bergier par Louis Clavel, celui-ci a dépêché 200 hommes à Riddes. Leur commandant, le c. Jacques Dupré, membre du comité particulier de Saint-Maurice, négociant de profession, « a laissé venir dans le village les Allemands qui ont fraternisé avec les soldats et insensiblement se sont emparés du village. Après cela les Bas-Valaisans se débandèrent et prirent la route de Martigny. Je les rencontre, les arrête, poursuit Clavel, et après les avoir ralliés les oblige de rebrousser en leur mettant en tête trois compagnies de chasseurs et fait suivre le tout d'un bataillon vaudois, et d'artillerie. — Arrivé près de Riddes, l'attaque commença; l'ennemi est d'abord repoussé, mais soit terreur, soit perfidie, les Bas-Valaisans tournèrent le dos, tirèrent même sur les Vaudois et entraînent la déroute. L'ordre n'a été rétabli que par la bravoure des Vaudois qui ont soutenu seuls la retraite sous mes ordres, sans

l'attaque de Riddes: « A peu près à la même heure [c'est-à-dire à 10 h. du matin], une estafette, venue de Martigny, annonça que les Bas-Valaisans, victimes d'une vision et saisis d'une terreur panique, se croyant enfin à la veille d'être attaqués et enveloppés par l'ennemi, s'étaient subitement repliés sur Martigny, rétrogradant ainsi de trois lieues, sans motifs et sans avoir eu la précaution de rompre le pont. Les ennemis n'avaient point paru et sans rien savoir d'ultérieur à cet égard, nous pensons que [Louis Clavel] de Brenles, arrivé en même temps que les épouvantés à Martigny, les aura fait remonter à leur poste et aura fait les dispositions de sûreté nécessaires. » (Doc. II/2, p. 144, n° 129.)

⁸⁷ STRICKLER, t. I, pp. 1037-1038, n° 10.

⁸⁸ *Ibidem*, t. I, p. 580, art. 82 de la constitution.

⁸⁹ D. IMESCH, p. 51.

qu'il y eut un seul Valaisan avec eux. La retraite s'est faite en ordre jusqu'à Martigny, et l'artillerie est sauvée⁹⁰.»

Après ce succès, les Haut-Valaisans, dont l'«armée fondait de jour en jour par la désertion⁹¹», stationnent à Ecône, tandis qu'un contingent s'avance sur la rive droite jusqu'à Saillon et occupe le village. Avant de reprendre leur descente, ils veulent couvrir leurs arrières et s'assurer le concours des Bas-Valaisans⁹².

C'est ainsi que, le 10 mai, ils envoient aux trois nouveaux dizains l'adresse suivante:

«Nous avons appris avec une mortification extrême que des malintentionnés, qui veulent perdre la patrie, cherchent à mettre la désunion entre vous et nous, en vous faisant croire que nous avons armé contre vous pour vous réduire à la servitude et ramener sous notre domination. Il est de notre intérêt aussi bien que du vôtre de détruire cette fausseté. Nous vous déclarons en conséquence par notre honneur et notre serment que nous n'avons aucune intention hostile contre vous, qu'au contraire nous vous reconnaissons dès à présent de nouveau, comme nous vous avons déjà reconnus ci-devant, pour un peuple libre et indépendant ainsi que nous le sommes nous-mêmes, et pour nos véritables frères et amis, et que le but de notre armement ne tend qu'à maintenir et défendre conjointement avec vous notre sainte religion et notre indépendance contre les ennemis du dehors qui voudraient l'attaquer. C'est pourquoi nous vous invitons de joindre vos armes aux nôtres et d'agir de concert avec nous pour nous maintenir dans notre liberté⁹³.»

A propos des désertions qui se multiplient dans le camp des Haut-Valaisans, J.-J. CARRUPT affirme qu'à Ecône, «il n'y avait plus que 400 hommes... et les Vaudois dont on ignore le nombre». Il ajoute que, «dans ce choc, les Allemands n'eurent que sept blessés

⁹⁰Doc. II/2, pp. 215-216, n° 7: rapport de Clavel au général Bergier, s.d., mais du 9 mai.

⁹¹Doc. V a, pp. 32-33.

⁹²D. IMESCH, p. 51.

⁹³Doc. II/2, p. 49, n° 72, annexe III.— On conserve, aux AV, plusieurs exemplaires imprimés de ce placard; l'un d'eux porte l'adjonction manuscrite

tandis qu'il y en avait quelques centaines de tués et de blessés de l'autre côté». Et il explique la raison de l'habileté des rebelles à tirer: «Chez les Haut-Valaisans, dans chaque village un peu considérable, il y a un tirage au blanc où tous les dimanches et fêtes de l'été on s'y exerce, et par là ils sont très expérimentés dans les armes à feu; dans les combats, ils n'avaient presque que des carabines, et chargeaient avec mesure, et ne tiraient qu'après avoir bien visé leur homme, de sorte qu'au feu ils couchaient presque tous leurs hommes, ce qui jetait les Français dans la furie en voyant tomber tant d'hommes sous leurs yeux; ils juraient d'une manière affreuse contre cette manière de se battre; mais dès que les Français eurent connu leur manière d'agir, ils ne trouvaient de moyens plus assurés pour les mettre en fuite qu'en donnant des assauts en se servant de leurs baïonnettes; c'est ce que les Allemands redoutaient le plus et, vu qu'ils n'avaient pas pris là-dessus leurs précautions, ils ne trouvèrent dans ces rencontres d'autres ressources que la fuite.

» Dans le combat d'Ecône, poursuit CARRUPT, une grande partie des révolutionnaires ne battaient que froidement leurs compatriotes qui les traitaient de frères. Les commandants même sans expérience, un Pittier, un Lacoste, un Vallotton, qui n'avaient jamais senti l'odeur de la poudre, ne savaient où ils en étaient. Vallotton, aussitôt qu'il entendit siffler les balles autour de ses oreilles, prit la fuite et ne s'arrêta pas qu'il ne mît quelques montagnes entre lui et les Allemands, et se réfugia en Savoie. Les autres, après avoir perdu bien du monde, prirent la fuite. Les Allemands eurent le champ de bataille; les Contheysans, ceux de Nendaz, Ardon et Chamoson se joignirent aux Allemands, mais ceux de Conthey gardaient deux passages contre le Pays de Vaud; les autres escaladèrent les monts de Fully... Un grand détachement fut mandé contre la vallée de Bagnes...⁹⁴ »

suivante: «Après les assurances reçues de votre part de la fraternité, nous y ajouterons les trois étoiles pour les armes de notre chère patrie.»

⁹⁴ Doc. V a, p. 33.

Chapitre XIV

La campagne du Valais sous le commandement de l'adjudant-général Bergier

1. *Premières dispositions*

Arrivé à Bex, le 8 mai, vers les 8 h. du matin, l'adjudant-général Bergier commence par rassembler ses troupes¹ et à leur donner des instructions relatives à leur organisation². Dans l'après-midi, le préfet national [Polier] ayant reçu de la Chambre administrative du Valais des lettres réquisitoires en forme³, Bergier passe en revue sa petite armée et en dresse l'état: il dispose de 664 hommes; il décide alors d'entrer en Valais; il se rend avec elle à Saint-Maurice, le même soir; son armée est encore renforcée de 310 hommes dont une partie est laissée au château d'Aigle.

Quant au contingent du Bas-Valais, Bergier en est réduit à en donner une évaluation approximative: Les «militaires du Bas-Valais, qui ont pris les armes pour se joindre à nous, comme ils n'avaient

¹ Doc. II/2, p. 201.

² *Ibidem*, pp. 213-214, n° 3.

³ *Ibidem*, p. 142, n° 123.

ni organisation, ni supérieurs, ni paye, leur nombre variait chaque jour: aussi, écrit-il dans son rapport, il n'est pas possible de déterminer leur nombre d'une façon précise, mais l'on peut croire qu'elles montaient entre 800 et 1200 hommes, ci: 1000⁴.»

Toutefois, Vincent Perdonnet, parti comme soldat dans une compagnie vaudoise, est plus explicite dans une lettre qu'il adresse de Bex, le 8 mai, à 8 h. du matin, au préfet Polier: il évoque d'abord la capitulation, à Sion, des Bas-Valaisans dont il estime le nombre, lui, à 1500 hommes. Les Haut-Valaisans ont poursuivi leur route; ils menacent Saint-Pierre-de-Clages, Martigny et Saint-Maurice: «... Par la douceur, par le vin, par les prières, par les promesses et surtout au nom tout-puissant de la Sainte Vierge, ils s'augmentent chemin faisant comme la boule de neige et font à chaque pas des prosélytes. Leur nombre est calculé dans ce moment à 2400 hommes avec dix pièces de canon de campagne; leurs chefs sont, à ce qu'on assure, des émigrés français... Les 1500 Bas-Valaisans, commandés par un nommé [Joseph] de Bons⁵ sur lequel, dit-on, l'on peut compter, se sont repliés sur Martigny. S'y défendront-ils? Ne s'y défendront-ils pas? C'est ce que j'ignore; quoique bien intentionnés et ennemis jurés des Haut-Valaisans, ils ont perdu tout courage...»

Perdonnet expose ensuite la situation particulière des Vaudois; il fait à son tour le décompte de leurs troupes et informe Polier de leurs mouvements: «50 hommes de Bex sont partis hier [7 mai] et se sont rendus à Martigny; 25 dragons envoyés par vous les ont précédés; 30 hommes de Vevey..., 30 de Montreux..., 10 artilleurs de Vevey avec deux pièces de canon... ont couché ici cette nuit. Ce nombre, affirme-t-il, est si minime qu'il ne peut être compté.» Perdonnet a écrit à Aigle, à Villeneuve et à Vevey pour qu'on fasse lever en masse «tout ce qui est en état de porter les armes...» Le préfet a interdit de conduire les troupes vaudoises hors du canton, mais, lui objecte Perdonnet, «lorsque vous connaîtrez la position de

⁴ *Ibidem*, pp. 201-202. — Le rapport de l'adjudant-général Bergier sur la campagne qu'il a dirigée en Valais du 7 au 14 mai 1798 est publié intégralement, avec 47 pièces justificatives, dans Doc. II/2, pp. 201-233.

⁵ Il apparaît donc que le «général» Jos.-Aug. de Riedmatten, commandant de la troupe destinée à défendre Sion, a été écarté ou retenu à Sion.

l'ennemi, lorsque vous saurez que, dans une marche forcée, il peut être à Saint-Maurice, lorsque vous penserez que nous avons là-bas environ 70 Vaudois qu'il serait cruel d'abandonner, vous changerez vos dispositions... Je crois que nous devons avancer et je vous avouerai que, si nous étions ici en plus grand nombre, je me permettrais de l'ordonner, usant ainsi du pouvoir dont la troupe et les habitants me supposent revêtu, quoique je ne sois que simple soldat...» Perdonnet conclut: «Instruit que depuis Sion l'on pouvait pénétrer dans ce pays par les montagnes d'Anzeindaz, à deux lieues au-dessus de Gryon, je me suis permis d'ordonner à cette dernière commune d'occuper les passages, de faire reconnaître le pays par des patrouilles et de nous envoyer un prompt rapport⁶.»

Dans le rapport qu'il adresse, le 8 mai, au bureau militaire de la Chambre administrative du canton du Léman, pour lui décrire la situation, Bergier lui annonce que, le 7 mai, les troupes bas-valaisannes ont été contraintes «d'évacuer Sion par capitulation»; il a écrit au chef de bataillon Blanchenay, à Morges, «de se tenir prêt à marcher avec son bataillon, si un second avis le requiert». Il demande encore la présence de Doxat⁷ pour commander l'artillerie, et d'autres officiers; il insiste pour qu'on lui fasse parvenir des munitions de guerre d'infanterie. Puis, il invite cette fois Blanchenay à se rendre à Saint-Maurice pour le 13 mai. Il suspend «toute opération militaire jusqu'au retour de J.-L. Ausset parti pour aller parlementer avec les autorités constituées en Bas-Valais⁸». Il prie enfin François Clavel, sous-préfet d'Aigle, de faire battre la générale et de choisir 60 volontaires qui prendront possession du château et s'informeront «des motifs du retard des Ormonans à descendre⁹...»

Au matin du 9 mai, Bergier prend de nouvelles mesures: il fait partir la troupe pour Martigny; lui-même entreprend la reconnaissance des postes au-delà du Rhône et sur la montagne des Follaterres

⁶ Doc. II/2, pp. 141-142, n° 122.

⁷ Benjamin Doxat (1752-1838).

⁸ Doc. II/2, pp. 214-215, n° 5.

⁹ *Ibidem*, p. 215, n° 6.

où il place la compagnie de chasseurs mineurs n° 2 avec 32 hommes du Bas-Valais; il dispose un détachement d'observation de 20 Valaisans «sur les sommets des montagnes au-dessus d'Outre-Rhône sur le sentier aboutissant à Gryon». Arrivé à Martigny à 15 h., il constate que toutes les troupes en sont parties à son insu et sans son ordre mais sur l'injonction du chef de demi-brigade Louis Clavel¹⁰. Il fait rétablir par des charpentiers le pont de Branson. Le soir, le bruit du canon lui annonce une attaque du côté du pont de Riddes; il s'y transporte immédiatement et rencontre «la colonne harassée de fatigue qui est en retraite. Il reçoit divers rapports sur la situation militaire et des lettres du préfet Polier¹¹.»

A 10 h. du matin se sont rencontrés à Bex le préfet Polier, l'adjudant-général Bergier, le chef de demi-brigade Louis Clavel de Brenles et Sterchi, commissaire des guerres¹², qui se concertent sur la voie à suivre¹³.

A son retour à Saint-Maurice, le 9 mai, J.-L. Ausset fait également rapport au préfet Polier: «Je reviens de Riddes, écrit-il; il y a eu une attaque: Les Allemands ont été repoussés grâce à nos gens. Les ponts sont coupés, les passages des montagnes sont gardés. Tout est assuré contre une attaque...¹⁴» Le même jour, de Bex, Ausset rend aussi compte de sa journée à la Chambre administrative du Léman: Il a laissé Louis Clavel «à la tête de 200 Vaudois organisés et 600 Valaisans sans organisation»; Clavel est seul, il ne saurait suffire à tout; il faut lui adjoindre «un homme capable d'organiser vivres, troupes, etc. Cet homme se rencontre dans le c. Sterchi: le préfet l'a requis de rester avec le c. Perdonnet fils, parti de Vevey le havresac et le mousquet sur le dos pour donner un exemple qui a été salubre, et nommé par le préfet commissaire en

¹⁰ Voir aussi *ibidem*, p. 218, n° 12, lettre de Bergier à Mangourit, de Martigny, le 10 mai.

¹¹ *Ibidem*, pp. 202-203.

¹² Henri Sterchi (*Sterky*) (1760-1847), de Morges, ancien officier au régiment d'Ernst, commandant de la place de Bex. (*DHBS*, t. VI, 1932, p. 359. — A corriger la date de décès dans Doc. V b, p. 118.)

¹³ Doc. II/2, p. 144, n° 129.

¹⁴ *Ibidem*, p. 145, n° 130.

chef¹⁵, nomination et choix très utiles..., car presque tout manque. Je prends la liberté de rester, conclut Ausset. Quelques connaissances anciennes et modernes du pays, le désir du c. résident, *un plan d'une guerre pacificatrice*, les vœux du c. préfet, ceux de quelques citoyens valaisans me font comme une obligation de retarder d'un jour ou deux encore de me rendre où mon devoir me rappelle...¹⁶»

A Martigny, dans la soirée du 9 mai, Bergier s'occupe d'abord de son aile gauche: il invite le capitaine Favre¹⁷, chef d'une compagnie de mineurs, à se transporter à Saillon et, de là, à organiser des patrouilles dans les alentours¹⁸. Le lendemain déjà, à 4 h. du matin, de Branson, Favre informe Bergier qu'il s'est rendu immédiatement à Saillon, mais que, «prévenu par les Allemands, déjà maîtres du poste supérieur¹⁹», il a dû se résoudre à revenir aux Follatterres. «Ce poste, assure-t-il, ne signifie rien sans celui qui est au-dessus... Mes chasseurs sont harassés de fatigue. Les paysans, depuis Branson en haut, ne me paraissent point sûrs. Cette rive du Rhône demande, à ce que je crois, une défense prompte et beaucoup supérieure à celle que je puis fournir. Je pars pour les Follatterres et m'en remets aux porteurs [de ce rapport] que vous voudrez bien interroger²⁰.»

A 10 h. 15, par un second message, le capitaine Favre avise Bergier qu'avec les renforts qu'il lui a envoyés le matin, il a pu établir divers postes: au-dessus des Follatterres, dans la plaine de Fully et enfin dans la montagne de l'Au²¹.

Bergier reçoit aussi le 9 mai deux lettres du préfet Polier: la première, envoyée de Bex, concerne d'abord un projet de proclamation du général que Polier va faire imprimer à 1500 exemplaires; il annonce que la compagnie armée des Ormonts est arrivée à Aigle; que le général de Nuce a passé à Bex ce matin; «Il m'a fait peine,

¹⁵ Voir aussi, *ibidem*, p. 218, n° 13.

¹⁶ *Ibidem*, p. 145, n° 131. — C'est nous qui soulignons.

¹⁷ Louis-Henri Favre (1770-1834), de Rolle, assistant de Wild aux Salines de Bex, puis son successeur.

¹⁸ Doc. II/2, p. 216, n° 8.

¹⁹ *Ibidem*, p. 203.

²⁰ *Ibidem*, p. 216, n° 9.

²¹ *Ibidem*, p. 221, n° 17.

affirme Polier, par ses désirs sanguinaires sur cette petite guerre de famille. *«Il faut, a déclaré de Nuccé, quelques décharges à mitraille, puis les hussards, foncer sur les fuyards et en faire de la chair à pâté²²»*; est-ce là la constitution? se demande le préfet, qui poursuit: «Les Haut-Valaisans sont égarés et fanatisés; *ils ont brisé le lien constitutionnel auquel ils s'étaient attachés avec nous, mais nous devons désirer avec ardeur de le renouer²³*, et la barbarie, la rigueur, en les réunissant *peut-être en apparence²⁴*, les éloigne pour jamais dans la vérité et par le fond. Ah! quelle œuvre vous feriez, cher compatriote, si vous pouviez les engager au repentir et à se soumettre sans réserve avant que la foudre qui gronde sur leur tête éclate et change, par leur absurde résistance, *leur pays qui est aussi le nôtre²⁵* en dévastation...» Polier compte, après avoir dîné chez Mangourit à Saint-Maurice, aller coucher à Aigle et dîner le lendemain à Lausanne où des affaires urgentes l'appellent...²⁶

Dans la seconde lettre, envoyée d'Aigle, Polier avise Bergier qu'il a donné à Vincent Perdonnet «une commission de *commissaire national²⁷*»; celui-ci reste à Bex, en sorte que c'est à lui qu'il faudra désormais adresser ses rapports. La question des subsistances est réglée par Albert Marcel²⁸, par Henri Sterchi et le commandant Deloës²⁹. Il lui signale que la montagne d'Anzeindaz est «très praticable, en sorte qu'il serait peut-être avantageux de faire par là une diversion (qui aboutirait sur Sion)». Il a appris qu'on a envoyé quelques prisonniers à Chillon: «J'espère, écrit Polier, que vous ne tarderez pas à les rendre à leurs foyers, d'autant plus qu'ils ont, dit-on, remis en liberté ceux qu'ils ont faits. *Si vous faites la paix avec nos frères égarés sans effusion de sang*, mandez-le moi à Lausanne où je

²²Souligné par Polier.

²³C'est nous qui soulignons.

²⁴Souligné par Polier.

²⁵C'est nous qui soulignons.

²⁶Doc. II/2, pp. 216-217, n° 10.

²⁷Souligné par Polier.

²⁸Albert (Pierre-) Marcel (1769-1819), négociant en toiles, chef du bureau vaudois des finances, commissaire ordonnateur de l'armée vaudoise. (LAHARPE, *Correspondance I*, p. 324.)

²⁹Isaac Deloës (1760-1816), receveur, commissaire des guerres à Aigle.

retourne, et je boirai de tout mon cœur à la santé du général qui aura infiniment mérité de la patrie...³⁰»

2. Ordre de bataille de l'armée commandée par le général Bergier

Le général Bergier fait cantonner la troupe à Martigny, le soir du 9 mai. Le matin suivant, il est en mesure d'assigner leur emplacement aux divers contingents, de manière à couvrir Martigny et Saint-Maurice:

1^o Il laisse à Martigny une compagnie de chasseurs carabiniers, avec 100 Valaisans dans le vieux château³¹ pour couvrir sa droite.

2^o Les trois compagnies de chasseurs mineurs, avec 100 Valaisans, ont été envoyées, comme on vient de le voir, au-delà du Rhône aux postes des Follaterres, au-dessus du pont de Branson, pour couvrir l'aile gauche.

3^o Bergier détache une compagnie vaudoise et un contingent de Valaisans sur les hauteurs en avant de Salvan pour assurer ses arrières, «au cas que l'ennemi vînt à pénétrer dans l'Entremont».

4^o Bergier a laissé dans l'Entremont, pour garder la vallée de Bagnes, 80 volontaires vaudois avec 600 Valaisans.

5^o Il maintient au château d'Aigle la compagnie Grangier avec 30 volontaires, et la compagnie Jaunin à Bex; ces deux corps sont placés en réserve «pour observer les passages tendant du mandement de Bex à Sion...»

6^o Le reste de l'armée est placé en arrière de Martigny, «son front couvert par la rivière de la Dranse»; le quartier général est reculé «jusqu'au poste des Verrières³²».

On a vu plus haut³³ que les VII-Dizains ont fait parvenir, le 10 mai, aux trois dizains du Bas-Valais une adresse destinée à les

³⁰ Doc. II/2, p. 218, n° 11. — C'est nous qui soulignons.

³¹ C'est-à-dire au château de La Bâtiâz. — Voir A. DONNET et L. BLONDEL, *op. cit.*, pp. 104-107.

³² En réalité, la Verrerie, en amont du pont du Trient. — Voir PH. FARQUET, *Martigny, Chronique, sites et histoire*, Martigny, 1953, p. 221.

³³ Voir plus haut, t. II, pp. 146-147.

détromper sur leurs intentions. Cette proclamation, au dire de D. IMESCH, fait une profonde impression sur le peuple. Les communes en amont de Saxon et de Saillon se réunissent alors aux insurgés et leur rendent de bons services par leur exacte connaissance des lieux³⁴. Le même jour, le général Bergier publie à son tour une proclamation à l'intention des «officiers, sous-officiers et soldats» de son armée; en réalité, elle est avant tout un appel aux troupes du Bas-Valais «dans le but d'établir une bonne discipline..., particulièrement, écrit Bergier, pour les corps valaisans»³⁵; elle est en même temps une réponse «à l'adresse de l'ennemi»³⁶.

Elle est rédigée en ces termes: «Les fers de l'esclavage sous lesquels vous avez longtemps gémi sont enfin rompus pour toujours...La Grande Nation... a combattu pour votre cause, c'est à vous à en recueillir les fruits qui sont *Liberté* sans licence et *Egalité* en droits. Vos gouvernants ne sont plus des étrangers à la terre que vous cultivez, mais votre choix a élu vos représentants parmi vos égaux et vos frères.

«Libres enfin, vos anciens gouvernants cherchent les armes à la main à vous subjuguier de nouveau. Qu'opposerez-vous à leurs efforts impuissants? La fermeté, le courage et la conviction intime que vous [vous] défendez pour votre patrie. Voilà, citoyens, des sentiments qui sont innés dans le cœur de tout *Suisse*. Mais il est des cas où cette même bravoure peut devenir nuisible lorsqu'elle n'est pas la compagne de l'ordre, où ce courage sans discipline reste souvent en pure perte; telles sont, citoyens et frères, les leçons de l'expérience; elles sont impérieuses lorsque la patrie est en danger même pour un seul instant; ce sont elles aussi qui nécessitent les mesures suivantes:

»1^o Tout militaire qui, à l'occasion d'un combat ou de quelque autre événement, criera *sauve qui peut* ou autres expressions analogues, tendant à semer l'effroi et le découragement parmi ses camarades d'armes, sera déclaré traître à la patrie et comme tel il sera fusillé. Ordre exprès est enjoint à tout militaire, quel qu'il soit,

³⁴ D. IMESCH, p. 52.

³⁵ Doc. II/2, p. 203.

³⁶ *Ibidem*, p. 218, n° 11.

de faire feu à l'instant sur tout individu qui se déshonorerait jusqu'à cet excès de lâcheté.

» 2^o Tout espion avéré et reconnu comme tel sera mis en conseil de guerre et puni de mort.

» 3^o Tout inférieur qui manquerait à la subordination due à ses supérieurs militaires sera jugé d'après le code militaire provisoirement décrété pour le canton du Léman jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par le Directoire exécutif de la République helvétique³⁷. »

Quand il avait écrit au commissaire Rapinat, le 7 mai, Mangourit avait notamment émis le vœu que le général Schauenbourg attaque le Haut-Valais « par le Grimsel et la Gemmi³⁸ ». Schauenbourg, auquel la lettre du résident a été transmise, répond à Rapinat, de Zurich, le 10 mai: « D'après la lettre du c. Mangourit dont vous m'avez donné connaissance, quatre bataillons et [un] demi-escadron seront réunis le 29 de ce mois [floréal – 18 mai] entre Martigny et Bex. Ils seront sous les ordres du général Lorge³⁹, qui se concertera pour leurs mouvements avec le c. Mangourit et le Directoire provisoire du Valais. »

Schauenbourg ajoute encore: « Vous voudrez bien observer au c. Mangourit que les passages de Grimsel et du [sic] Gemmi ne sont praticables pour les voyageurs que du mois de juin au mois d'octobre, et que dans aucun temps ils ne le sont pour une troupe, surtout si les habitants en disputent le passage.

³⁷ *Ibidem*, p. 219, n° 13. Souligné par Bergier. – Sur l'initiative de ce texte, voir la lettre de Bergier au préfet Polier, de Saint-Maurice, le 9 mai: « Les nouvelles d'hier soir sont meilleures. Clavel... a redonné du nerf, a fait marcher en avant et fait reprendre et occuper les postes qu'une terreur panique avait fait abandonner. La troupe qui est ici va en partir pour Martigny où probablement il faudra qu'elle reste en seconde ligne, les Valaisans qui sont en avant l'ayant laissé sans troupes. D'après les idées du résident et du c. Perdonnet fils qui pensent qu'il est instant de redonner de l'activité et de la discipline aux troupes du Bas-Valais par une proclamation d'autant plus sévère que l'exécution reste toujours à la disposition du chef qui en fait l'usage qu'il juge convenable, j'avais pensé à la faire en la teneur... », dont copie a été transmise à Perdonnet, priant en outre le préfet de la supprimer ou d'y faire les corrections nécessaires... (*Ibidem*, p. 146, n° 137.)

³⁸ *Ibidem*, p. 34, n° 52, annexe III.

³⁹ Jean-Thomas-Guillaume Lorge (1767-1826), général français de cavalerie. (Six, t. II, pp. 132-133.)

»... Je vous prie de prévenir le c. Mangourit de ne point retenir les troupes que j'envoie dans le Valais au-delà du terme que je leur fixerai, et de ne point exagérer la nécessité dont ces troupes seront dans ce pays, et que j'ordonne au général Lorge de tenir la main à l'exécution de cette utile mesure⁴⁰.»

Bergier signale encore les renforts qu'il vient de recevoir, à savoir les 78 hommes de la 3^e compagnie de chasseurs mineurs des Ormonts, 48 de la compagnie de hussards français restée en cantonnement à Bex, enfin 767 hommes qui forment le 3^e bataillon de la 16^e demi-brigade d'infanterie légère française qui reste stationnée à Saint-Maurice, soit au total 893 hommes.

«La disposition d'emplacement des troupes françaises» est provisoirement ordonnée par Mangourit, qui écrit en effet à Bergier, de Saint-Maurice, le 10 mai: «Le 3^e bataillon de la 16^e demi-brigade d'infanterie légère vient d'arriver ici à 7 h. du matin; elle prend position à Saint-Maurice jusqu'à nouvel ordre. Je vous envoie son commandant afin de vous concerter avec lui sur les mesures à prendre pour organiser notre petite armée; le commandant des hussards l'accompagnera.» Il tient beaucoup à ce que S.-A. Fayet, commandant de ce 3^e bataillon, prenne le commandement de l'avant-garde qui sera composée de Français et de Vaudois. Il ajoute cependant: «Etant absolument essentiel qu'un militaire connaissant les lieux commande le corps d'armée, j'espère bien que vous voudrez bien vous charger de ce commandement qui s'étendra jusqu'à Vevey... J'espère que la bonne harmonie entre vous et les officiers français contribuera au succès de vos armes, et qu'aucun sacrifice ne coûtera aux défenseurs de la liberté⁴¹.»

La Chambre administrative confirme à Bergier cet avis, en lui faisant observer qu'à son sentiment «le seul poste tenable... est la hauteur d'Evionnaz...», avec celle de Vérossaz; elle l'informe aussi qu'elle a appris «qu'il y a 300 Valaisans sur les hauteurs de la Bâtiaz; si votre intention n'est pas de les soutenir, nous vous engageons, affirme-t-elle, à les retirer et [à] les faire replier derrière vous, afin

⁴⁰ Doc. II/2, p. 36, n° 55.

⁴¹ Doc. II/2, pp. 219-220, n° 14.

que se voyant entre les Français et vous, le courage leur revienne et qu'au lieu de les sacrifier, on les rende utiles⁴².»

Dans la matinée du 10 mai, Bergier reçoit de J.-L. Ausset «l'avis que le passage du Chemin neuf tendant de Sion à Bex» est occupé par l'ennemi et que les Vaudois ne tiennent plus que le poste d'Anzeindaz, facile à défendre...⁴³; c'est là-dessus que Bergier a envoyé des renforts au capitaine L.-H. Favre⁴⁴.

Dans la même matinée, il fait conduire sous escorte 13 prisonniers de guerre, que le comité de Martigny a reçus sous sa responsabilité⁴⁵.

Bergier accueille enfin à son quartier général les deux officiers français que Mangourit lui a annoncés, pour se concerter sur les opérations ultérieures. «Nous fîmes ensemble, écrit alors Bergier dans son rapport général, une tournée dans laquelle je leur fis remarquer ma position, et la faiblesse de mon corps d'armée, réduit à presque rien» après les renforts qu'il a dû détacher pour couvrir ses flancs et ses arrières.

Il leur fait part également de ses craintes concernant la vallée d'Entremont, «le corps de 600 Valaisans qui y étaient postés s'étant presque dissous et réduit à 200 hommes». Bergier demande alors aux officiers français de lui faire parvenir un détachement de 400 Français pour renforcer sa ligne et remplacer un fort détachement vaudois qu'il fera partir à la pointe du jour pour aller au secours de l'Entremont⁴⁶.

⁴² *Ibidem*, p. 220, n° 15.

⁴³ *Ibidem*, pp. 220-221, n° 16. — Le doyen BRIDEL a parcouru en 1786 «ce qu'on appelle le Chemin neuf». «Mais, écrit-il, quel chemin! C'est une lisière étroite où un mulet peut à peine passer, qui serpente plus d'une lieue sur le flanc d'un rocher immense... De tout côté la mort est comme suspendue sur l'étroit espace qui vous porte. Ce chemin conduit au village d'Aven et de là à Sion...» (*Excursion de Bex à Sion par le mont Anzeindaz en 1786*, dans *Le Conservateur suisse*..., 2^e éd., t. II, Lausanne, 1855, p. 121.)

⁴⁴ Voir plus haut, t. II, p. 152.

⁴⁵ Doc. II/2, p. 221, n° 18.

⁴⁶ *Ibidem*, p. 204.

3. *L'affaire d'Entremont – La trêve de Sembrancher* (12 mai)

CARRUPT mentionne qu'après le combat d'Ecône, «un grand détachement» de Haut-Valaisans, d'environ 1000 hommes, est envoyé de Riddes, par la Croix-de-Cœur, contre la vallée de Bagnes, dans le but d'encercler l'ennemi; il est placé sous le commandement de Jacquod⁴⁷ et d'Alphonse de Torrenté⁴⁸. De son côté, Bergier a donc placé, le 9 mai déjà, dans l'Entremont, pour garder la vallée de Bagnes, 80 volontaires vaudois avec 600 Valaisans⁴⁹. Le soir du 9 mai, il reçoit de Bagnes, rédigé à 2 h. de l'après-midi, un rapport du capitaine Dürr⁵⁰; celui-ci lui annonce qu'il vient d'arriver à Bagnes et qu'il s'est aussitôt présenté au comité où il a trouvé deux prisonniers qu'il lui renvoie; selon ces derniers, l'ennemi doit être en force; on croit, disent-ils, qu'il y a 2000 hommes. «Je me suis informé, écrit Dürr, du monde que nous pouvions avoir sur la montagne: il n'y a que 200 hommes; je fais mon possible pour tâcher de faire monter du monde, mais il ne se presse pas beaucoup...⁵¹»

Mais le 10 mai Bergier a des raisons de concevoir des craintes de ce côté. Le corps des 600 Valaisans s'est dispersé, en abandonnant «la majeure partie des postes» qu'ils occupaient; ce ne sont plus que 200 hommes, sous le commandement de Bonino⁵². Ce dernier descend lui-même à Martigny, augmentant les craintes de Bergier en lui faisant part «de l'absolue dispersion du restant des troupes

⁴⁷ Barthélemy Jacquod († 1814), capitaine des Quatre-Villes (Bramois, Nax, Vernamiège et Mase).

⁴⁸ Doc. V a, p. 33. – D. IMESCH, pp. 52-53.

⁴⁹ Doc. II/2, p. 203, § 4.

⁵⁰ Jacob (David-) Dürr (1741-1809), membre du comité de Bex, capitaine de carabiniers.

⁵¹ Doc. II/2, pp. 221-222, n° 19.

⁵² S'agit-il de Paul Bonino, piémontais (peut-être valdôtain?) qui, dans deux mentions en août 1799 (H 33, n° 2529 et H 6/148), est dit prisonnier à l'hôpital de Sion? – Une erreur de transcription nous a fait qualifier ce personnage de commandant des Haut-Valaisans dans l'Entremont. (Doc. V b, p. 100.)

valaisannes et conséquemment de l'abandon de la majeure partie des postes qu'elles occupaient⁵³».

Quant à Bonino, Bergier le fait regagner dans la nuit l'Entremont «pour y ramasser les patriotes de ce lieu et des environs», avec l'ordre de les déployer «convenablement» pour la défense de ces postes, en attendant le renfort de volontaires qu'il enverra le lendemain matin. «Avertissez-en les habitants afin de dissiper toute crainte, consigne le général dans la lettre qu'il lui remet; rendez même responsables, si de besoin, les comités locaux des suites que leur négligence et le manque à vos ordres pourraient causer⁵⁴.»

Le soir du 10 mai, Bergier fait publier des instructions concernant l'état quotidien des troupes, les livraisons par le quartier-maître et la garde du quartier général⁵⁵.

Le vendredi 11 mai, à 8 h. du matin, de Bex, Mangourit résume, dans une lettre à Merlin, président du Directoire exécutif de la République française, la situation de l'armée en campagne dans le Valais romand: «La nuit a été tranquille; notre petit corps d'armée vaudois, commandé par...Bergier, consiste en 8 à 900 hommes, dont 600 Vaudois et le reste du Bas-Valais, plus les pièces de canon.

»Cette troupe est bivouaquée à une lieue derrière Martigny, à hauteur d'une ancienne verrerie; toutes les hauteurs de droite et de gauche sont gardées par des Valaisans.

»Le poste de Martigny est occupé par 100 hommes des mêmes.

»A l'entrée de la gorge de la vallée d'Entremont (passage du Bas-Valais au Grand Saint-Bernard), il y a une compagnie; une autre est postée à la montagne de Fully. Le bataillon de la 16^e demi-brigade est réparti depuis Saint-Maurice dans deux à trois villages et observe les passages venant de la Gemmi (Haut-Valais), dans l'Oberland occidental, nommés les passages de la Croix et de Morcles. J'y ai distribué des espions; l'un d'eux m'a fait rapport à 2 h. cette nuit: il n'y a rien à craindre de la disposition actuelle des habitants; les Ormonans (*Ormolans*) ont fourni à notre petite armée une compagnie de chasseurs mineurs.

⁵³ Doc. II/2, p. 204.

⁵⁴ *Ibidem*, p. 222, n° 10.

⁵⁵ *Ibidem*, p. 223, n° 22.



JEAN-SAMUEL BERGIER
(1758-1825)

d'après une miniature, s.d.

(Photo Musée de l'Elysée, Lausanne)

» L'escadron de hussards français est cantonné à Bex et servira à des reconnaissances.

» L'ennemi ne descendant jamais en plaine et ne se faisant pas apercevoir, nous avons été obligés de prendre simplement position et de rester absolument sur la défensive; nous ferons jusqu'à nouvel ordre de fortes reconnaissances.»

Mangourit estime qu'avec deux bataillons français de plus, la guerre valaisanne sera finie; il espère que le Directoire approuvera la réquisition qu'il a faite d'un bataillon de la 16^e et d'un escadron de hussards, venant de Genève et passant à Lausanne. « Sans ces troupes, affirme-t-il, la guerre était portée dans le Léman et le Valais était perdu: j'ai fait feu de toutes mes ressources.

» Ma résidence à Saint-Maurice est pleine de nos frères d'armes...

» Les papiers volumineux de ma légation sont sauvés et maintenant à Vevey; leur sauvetage a été mon premier soin. Je ne les ferai point revenir en Valais; ce retour serait inutile: ils feront partie de ceux de la légation de Suisse...⁵⁶»

En outre, le général Bergier reçoit, datée de Bex, le 22 floréal – 11 mai, une lettre de Mangourit qui lui recommande vivement d'employer « le c. [Barthélemy] Guillot, capitaine adjoint à l'état-major de l'armée française en Italie », alors en congé chez lui en Valais. « Il peut être, assure le résident, de la plus grande utilité pour organiser les Valaisans; il a ma confiance et la leur, et je ne doute pas qu'en laissant cet officier maître de cette organisation vous n'en retiriez, ainsi que lui, beaucoup de fruits et d'avantages⁵⁷. »

De son côté, le général Bergier est surpris de ne pas voir arriver les 400 Français qu'il a demandés en renfort; inquiet, il envoie un dragon à Saint-Maurice, qui revient avec une lettre de refus du capitaine Fayet: une « puissante considération », écrit celui-ci, le force à retenir ses hommes à Saint-Maurice: c'est la pénurie des subsistances, le défaut d'écuries à la Verrerie et même celui du fourrage pour loger et nourrir les chevaux des hussards⁵⁸.

⁵⁶ *Ibidem*, pp. 36-37, n° 56.

⁵⁷ *Ibidem*, p. 224, n° 25.

⁵⁸ *Ibidem*, p. 223, n° 23.

Toutefois, entre-temps, Albert Marcel, chef du bureau vaudois des finances, s'est rendu à Saint-Maurice et avise la Chambre administrative du canton du Léman, le 11 mai, qu'il y a été convenu «que le Bas-Valais fournira le bétail, le vin, l'avoine et le foin, et le canton du Léman fournira le pain nécessaire aux Français et aux Vaudois...» Marcel a en outre établi un magasin de pain à Bex⁵⁹. Il est aussi autorisé «à faire délivrer les rations pour les chevaux des officiers vaudois qui sont allés dans le Valais...⁶⁰»

Bergier renouvelle son appel le même jour au capitaine Fayet qui lui répond par retour du courrier: «Si vous pensiez qu'il fût nécessaire de faire la reconnaissance des postes de l'ennemi, je vous enverrais un détachement de 200 hommes auquel vous pourriez ajouter une compagnie de vos tirailleurs avec quelques hussards. Je sens que cette découverte pourrait vous mettre à même de savoir au juste où ils sont [les insurgés], s'ils se gardent bien; enfin, vous pourriez les pousser jusqu'au pont de Riddes, profiter même de cette occasion pour reprendre les postes les plus avantageux s'ils venaient à lâcher pied...⁶¹»

Sur le soir, Bergier écrit une troisième lettre au capitaine Fayet, récidivant «le même ordre d'une façon précise». Et le général de conclure: «Toutes ces allées et venues consumèrent ainsi en pure perte une journée bien précieuse⁶².»

Au nombre des mesures prises par Bergier le 11 mai, il faut aussi mentionner une invitation adressée à la Chambre administrative du Valais, d'établir à Martigny le service des hôpitaux d'ambulance, avec «un couple de chars et les chevaux nécessaires pour le transport depuis Martigny à Bex», et de le pourvoir «de charpie, bandages, etc., pour apposer les premiers appareils suivant le besoin du chirurgien-major, le c. [Jean-François-Bernard] Ricou, auquel la Chambre administrative fournira «un logement convenable». Ber-

⁵⁹ Doc. II/2, p. 148, n° 150.

⁶⁰ *Ibidem*, p. 148, n° 151.

⁶¹ *Ibidem*, p. 224, n° 24.

⁶² *Ibidem*, p. 205.

gier installe en même temps à Bex, l'hôpital général de l'armée, sous la direction du chirurgien Ricou⁶³.

Le même jour, Bergier s'adresse enfin au préfet Polier, l'adjuvant de faire cesser par une proclamation les machinations des malveillants qui sèment le découragement et diminuent l'armée... :

» Considérant, écrit-il, combien les relations absurdes et mensongères qu'on fait circuler dans le canton [du Léman] à l'occasion de la moindre chose sont pernicieuses en tant qu'elles ne tendent qu'à égarer l'opinion, à semer l'effroi et le découragement ;

» considérant en outre que de tels bruits ne peuvent être répandus que par des lâches, déserteurs de leur corps, qui cherchent à couvrir leur turpitude de ces faux rapports, ou par des ennemis de l'Etat qui, comme de vils espions, emploient ce moyen pour empêcher les braves Vaudois de joindre les armées, qu'ils ne leur présentent qu'environnées d'effroi et de dangers exagérés ;

» l'on requiert du préfet national qu'il soit donné des ordres précis dans le canton du Léman pour que de tels perturbateurs du repos public soient poursuivis, arrêtés et châtiés suivant l'exigence des cas⁶⁴. » Dans son rapport général, Bergier rappelle que « cette réquisition fut accueillie et la publication d'un règlement pénal provisoire qui eut lieu dans tout le Valais produisit le meilleur effet⁶⁵. »

Il conclut sa lettre à Polier par un post-scriptum : « Je suis toujours vers Martigny, sans aucune variation aux dispositions prises hier. Les Français feront l'avant-garde de l'armée et l'on n'entreprendra rien, absolument rien, de deux jours au moins...⁶⁶ »

⁶³ *Ibidem*, pp. 224-225, n° 26.

⁶⁴ *Ibidem*, p. 149, n° 153.

⁶⁵ *Ibidem*, p. 206.

⁶⁶ *Ibidem*, p. 149, n° 153. — On lit en outre, dans le *Bulletin officiel*, du 17 mai 1798, les lignes suivantes : « Le 8 mai au soir les troupes vaudoises entrèrent à Saint-Maurice, et le 9 à Martigny.

» Le 10 au matin, elles prirent position, ayant la rivière de la Dranse pour couvrir le front, le vieux château de Martigny couvrant l'aile droite, le Rhône et la montagne de Follatterres appuyant l'aile gauche ; c'est cette position que les troupes n'ont plus abandonnée jusqu'au 14 au soir, quoiqu'en puissent dire les bruits publics... Il est faux que jamais les insurgés aient dépassé Martigny qui a constamment été occupé par les troupes combinées... » (*Bulletin off.*, 1798, t. II, p. 123.)

A l'effet de se mettre en mesure d'attaquer les insurgés dès que les renforts demandés auraient rejoint l'armée, Bergier fait avancer des munitions de guerre et un obusier avec toutes ses fournitures; il attend l'arrivée du bataillon Blanchenay et celle des Français. Pour surveiller le passage du Chemin neuf, il nomme Henri Sterchi en qualité de commandant de place à Bex. Enfin, renvoyant les 50 volontaires de Jacob Dürr, il les remplace par la compagnie Chappuis, qui stationne à Bex⁶⁷.

* * *

Néanmoins, les chefs des insurgés rencontrent les mêmes difficultés que Bergier avec les Bas-Valaisans: les désertions. En effet, le conseil de guerre du Haut-Valais, réuni à Sion, publie, le 11 mai, une proclamation imprimée à l'intention de ses troupes:

«N'est-il pas douloureux d'apprendre que, dans cette dangereuse époque où on a pris les armes pour la défense de la sainte religion..., grand nombre de soldats deviennent si poltrons et s'oublient de la sorte qu'ils quittent leurs drapeaux et désertent de l'armée à la honte du nom suisse qu'ils sont indignes de porter? Ne voient-ils pas que par cette désertion ils mettent leurs autres confrères, qui font leur devoir, dans un danger éminent de succomber et d'être culbutés par la supériorité de l'ennemi? Pour obvier à cet inconvénient et inconduite des lâches nous nous trouvons forcés de faire l'ordonnance suivante pour être publiée à la tête de l'armée et envoyée dans toutes les communautés des sept louables dizains pour la conduite et connaissance d'un chacun...»

Suivent les peines qu'encourront les déserteurs, et une exhortation à la stricte obéissance, «sous peine d'emprisonnement pendant trois jours au pain et à l'eau pour la première, et de la verge pour la seconde fois⁶⁸».

Le 12 mai, «une heure avant jour», rapporte Bergier, celui-ci reçoit courriers et exprès qui viennent lui annoncer que les troupes

⁶⁷Doc. II/2, pp. 205-206: rapport général de Bergier pour le 11 mai.

⁶⁸Doc. II/2, p. 48, n° 72, annexe I.

du Haut-Valais sont descendues dans la vallée de Bagnes, que les postes et passages sont abandonnés et remis aux insurgés, que ceux-ci sont «déjà à Bagnes et à Vollèges poursuivant leur marche sur Sembrancher». Il apprend que la veille au soir, «ceux de Bagnes, pénétrés de découragement ne voyant arriver aucun renfort et se croyant abandonnés», ont décrété «en assemblée populaire d'appeler les Allemands de se joindre à eux», ce qui s'est effectué pendant la nuit. Tout le reste des milices du Bas-Valais s'est débandé et retiré chacun chez soi⁶⁹.

Le matin même, à 9 h., Mangourit est informé de cette affaire par une lettre que Bergier a expédiée au capitaine Fayet, et où il écrit, selon le résident: «Par une trahison inouïe, après avoir par une trêve facile⁷⁰ suspendu toute hostilité du côté de Bagnes..., les gens du pays ont rendu ou abandonné le poste [de la Croix-de-Cœur] et appelé l'ennemi à Bagnes où il est entré hier soir [11 mai]; les passages abandonnés, les Valaisans nuls, je ne suis pas en force de couvrir la Savoie de ce côté; j'attends donc votre bataillon afin de n'être pas tourné jusqu'à Saint-Maurice...

»Je vous prie de m'envoyer incessamment au moins 250 hommes de renfort...»

Et le résident de critiquer vivement Bergier qui, semble-t-il, n'est pas intervenu dans cet arrangement. Il ajoute: «Pourquoi mettait-il les Valaisans en avant?», et prie en outre Polier de faire avancer des troupes et des subsistances, et de prévenir sans délai le général Pouget, à Carouge, «pour couvrir la Savoie à cause de la vallée de Bagnes⁷¹».

Dans cette nouvelle situation, Bergier ne voit pas d'autre solution, écrit-il, «pour prévenir les suites ultérieures d'un événement *plus propre à me faire de la peine qu'à me surprendre dès l'instant que je l'avais prévu par le retard des Français*⁷²», que de partir lui-même pour la vallée de Bagnes «pour tâcher d'y réchauffer le patriotisme

⁶⁹ Doc. II/2, p. 206.

⁷⁰ Une trêve informelle, il faut le souligner.

⁷¹ Doc. II/2, pp. 150-151, n° 160.

⁷² Souligné par Bergier.

et empêcher à tout prix l'ennemi de passer la rivière [de la Dranse] et de s'établir à Sembrancher».

Dès que les quatre compagnies françaises attendues de Saint-Maurice sont arrivées à Martigny, Bergier monte à cheval, accompagné de 18 dragons vaudois et de la compagnie Cossy⁷³, et se rend dans l'Entremont, laissant au commandant des Français postés à Martigny l'ordre de le faire suivre par une seconde compagnie vaudoise jusqu'au Pont neuf, «à deux lieues de Martigny»⁷⁴; parvenu au Pont neuf, Bergier y établit une garde et un sous-officier «pour y faire immédiatement construire une tête de pont et un parapet, en employant pour cet ouvrage les paysans des environs», afin de lui assurer libre passage en cas de retraite⁷⁵.

De là, Bergier poursuit sa route, laissant à tous les ponts des vedettes et un couple d'hommes qui ont pour mission de les rompre si l'ennemi s'approche en force.

Quand il arrive près de Sembrancher, Bergier découvre les insurgés rangés «en bataille dans un pré, à l'entrée de Sembrancher du côté de Bagnes, et à la tête du pont déjà coupé». Il y a là «environ 800 hommes formant un bataillon serré en très bon ordre, et parfaitement armé et équipé». Il aperçoit peu après deux autres colonnes, «une de droite et l'autre de gauche, qui filaient sur les hauteurs pour gagner le Pont neuf, sans doute dans le but de me prendre par derrière, de me couper ainsi la retraite en nous faisant tous prisonniers».

Peu après, un dragon survient au galop du Pont neuf et avise Bergier qu'il ne peut compter sur la compagnie qui aurait dû le suivre: le capitaine Fayet s'est contenté de lui envoyer 34 hommes d'un bataillon vaudois⁷⁶.

Bergier se trouve alors dans un grand embarras: toutes ses positions sont tournées; il va être coupé du Pont neuf; Martigny

⁷³ Compagnie de chasseurs carabiniers du capitaine François Cossy (1769-1838), médecin-chirurgien à Ollon. (EUG. OLIVIER, *Médecine et santé...*, t. II, Lausanne, 1939, p. 891.)

⁷⁴ Pont situé entre le Brocard et les Valettes sur territoire de la commune de Martigny-Combe.

⁷⁵ Doc. II/2, pp. 206-207.

⁷⁶ Voir aussi *ibidem*, p. 225, n° 28.

même est en danger d'être pris par derrière par l'autre colonne qui escalade les hauteurs du côté de la Savoie, «pour gagner le vallon qui aboutit à Tête-Noire et redescendre par Salvan» sur son quartier général à la Verrerie; décomptés les gardes qu'il a affectés à différents postes pour assurer ses arrières, il ne dispose désormais que de 80 hommes; Sembrancher, Orsières, Liddes, Bourg-Saint-Pierre et toute la vallée qui n'est pas encore occupée vont, croit-il, tomber d'eux-mêmes et se joindre aux insurgés⁷⁷.

Il conclut qu'il ne lui reste plus qu'à s'imposer par un stratagème: il fait défiler ses 80 chasseurs sur deux rangs, musique en tête, autour des maisons, revenir sur leurs pas par un enfoncement qui masque la vue de l'ennemi, «puis redéfiler une seconde, une troisième, une quatrième fois, et faisant pendant ce temps battre la campagne par mes dragons, écrit-il, pour empêcher tout espion de les informer de mon petit nombre. L'ennemi y prit le change et me croyant avec l'armée entière demanda à capituler et à se retirer à Vollèges à la faveur d'une trêve. Comme il me convenait à tout prix, assure Bergier, de couvrir mes arrières..., nous convînmes d'une trêve de cinq jours⁷⁸.»

La trêve est conclue à 7 h. et demie du soir, à Sembrancher. Elle est stipulée de la manière suivante:

«1^o Il y aura une suspension d'armes entre les deux armées... dans toutes les vallées et dépendances d'Entremont qui durera cinq jours au bout desquels aucune des deux parties ne pourra attaquer sa partie adverse sans une notification préalable de 24 heures d'avance.

⁷⁷ Ce ne sera pas le cas. On conserve en effet une déclaration des communes d'Entremont, du 12 mai, dans laquelle celles-ci signalent qu'elles ont appris que des troupes du Haut-Valais sont descendues à Bagnes et ont envoyé un député pour leur «faire voir une proclamation des sept dizains du Haut-Valais», celle du 10 mai, qui invite le Bas-Valais à joindre ses armes aux leurs. Le comité des communes a député quatre citoyens «pour répondre aux Allemands... et leur proposer l'absence de toute hostilité jusqu'au retour de trois députés de Sembrancher, d'Orsières et de Liddes dépêchés «près le comité central de Martigny pour prendre des mesures que les circonstances et le bien de la patrie exigent».

(Doc. IV, p. 70, n° 18.)

⁷⁸ Doc. II/2, p. 207.

»2° Aucune des deux parties contractantes ne pourra faire occuper les postes actuellement vacants, mais bien continuer à garder les postes actuellement occupés par l'une des deux parties.

»3° Aucune des deux troupes actuellement existantes à Sembrancher ne pourra servir hostilement sur d'autres points de la partie adverse pendant la durée de la trêve, ni celles existantes depuis Martigny jusqu'à Sembrancher.

»4° Le général Bergier s'engage à laisser le passage libre pendant la trêve, moyennant sauf-conduit du général du Haut-Valais [Jos. de Courten], pour 15 mulets chargés de vivres, à l'exception de toutes munitions de guerre; [il est] bien entendu que lesdites denrées viendront directement de l'armée du Haut-Valais, réservant réciproquement les propriétés et garanties des habitants de Bagnes, d'une part, et de Sembrancher et de la vallée d'Entremont d'autre part, tant que durera la trêve. Ledit traité aura lieu dans toute son étendue, les deux parties se réservant l'approbation de leurs supérieurs réciproques dans le délai de 24 heures, sans déroger aux 24 heures d'avertissement convenues ci-dessus pour recommencer les hostilités.»

Telle est donc la trêve signée à Sembrancher, pour les Vaudois, par Bergier, le lieutenant des dragons A. Buvelot, le capitaine d'artillerie Burnand⁷⁹; pour le Haut-Valais, par le capitaine Barthélemy Jacquod, le capitaine Alphonse-Félix de Torrenté et Joseph Bregy⁸⁰.

C'est ainsi que Bergier gagne un temps précieux pour attendre l'arrivée de renforts, pour prendre ses dispositions afin de garnir ses postes et reprendre ceux qu'il a perdus, faute de monde.

«La trêve signée, j'accordai au capitaine de Torrenté, écrit Bergier, la faculté de venir avec moi à Martigny et, de là, passer par le pont de Riddes à l'armée du Haut-Valais porter le double du traité et en demander la ratification⁸¹.»

⁷⁹ David-Louis-Benjamin Burnand (1777-1812). (*DHBS*, t. II, p. 366.)

⁸⁰ Doc. II/2, pp. 225-226, n° 29.

⁸¹ Doc. II/2, pp. 206-208: rapport général de Bergier pour le 12 mai.

Tandis que l'encerclement des «révolutionnaires» par l'Entremont échoue comme on vient de le voir, les Haut-Valaisans obtiennent le même jour [12 mai] d'importants succès sur d'autres points. En effet, leur colonne principale avance, dans la plaine du Rhône, au-delà de Charrat et, après une escarmouche assez sanglante au Guercet, repousse l'ennemi. En même temps, l'aile droite des insurgés débusque les postes des Bas-Valaisans à Fully et occupe les hauteurs au-dessus de ce village⁸².

4. Tentatives de conciliation: la mission de Mercier; celle du P. Sigismond, capucin. — Opposition de Mangourit. — Trêve du 13 au 15 mai 1798

On se rappelle que l'Assemblée électorale, avant de se séparer, le 6 mai, a envoyé auprès des insurgés une députation de dix électeurs «pour tenter un dernier effort de raison et de persuasion sur cette troupe égarée⁸³», sans succès, comme on l'a constaté. En ce même 6 mai où Mangourit s'est enfui de Sion pour la seconde fois, pendant la nuit précédente, on observe que Jean-Louis Ausset, de Vevey, membre de la Chambre administrative du canton du Léman, recommande déjà «d'éviter de faire battre des Suisses contre des Suisses⁸⁴». J.-L. Ausset n'est pas seul de cet avis; le préfet Polier, Vincent Perdonnet ne cessent de conseiller, tout au long de la campagne, de rechercher d'abord «des voies pacificatrices».

En premier lieu, c'est le préfet Polier qui prend l'initiative, le 9 mai, de Bex, de déléguer «l'excellent c. Jacques Mercier⁸⁵» auprès de «ses amis du Haut-Valais» pour les convaincre de «l'inutilité de leur résistance» et de «la nécessité de se remettre à la merci du résident». Mercier se met en route à midi, porteur d'une lettre du

⁸²D. IMESCH, p. 54. — Voir également A.-JOS. DE RIVAZ, t. I. p. 55.

⁸³Voir plus haut, t. II, p. 135.

⁸⁴Doc. II/2, p. 123, n° 85.

⁸⁵Jacques (Jean-) Mercier (1750-1827), capitaine vaudois des dragons. (*Le Livre d'or des familles vaudoises*, publ. par H. Délédevant et Marc Henrioud, Lausanne, 1923, p. 281.)

préfet aux Haut-Valaisans. Polier recommande particulièrement son messager à Bergier qui lui dira «à l'oreille» qu'il ne doit pas se rebuter par la sévérité que lui a montrée le résident; «elle n'est point dans son cœur, loin de là, assure le préfet, et les Haut-Valaisans payeront bien moins cher qu'ils ne l'imaginent leur soumission». J.-L. Ausset est resté à Saint-Maurice, à la satisfaction du préfet, car c'est un «excellent homme; il va demain visiter les postes avec le résident⁸⁶».

Et voici que, le 10 mai, J.-L. Ausset prend à son tour une initiative qui va se révéler fructueuse. En effet, il écrit au général Bergier les lignes suivantes qui reflètent le sentiment unanime des autorités du canton du Léman: «La bonté de votre cœur, votre humanité, me font espérer que *vous applaudirez à toutes les voies, à toutes les mesures qui peuvent tendre à éviter l'effusion de sang entre Suisses*, et amener les Haut-Valaisans à poser les armes et à ne se refuser plus à accepter la constitution helvétique.

»J'ai été, poursuit Ausset, au couvent des capucins de Saint-Maurice, conduit par un homme de ce pays qui gémit sur les maux qui le menacent; j'ai pensé à un père très respecté et très aimé des Haut-Valaisans: les considérations puissantes que je lui ai présentées l'ont déterminé à accéder à ma demande d'aller dans le Haut-Valais leur prêcher la paix, la concorde, la réunion, l'acceptation de la constitution; ce bon père est doué de l'éloquence qui plaît au peuple; il persuadera peut-être, car il est fortement pénétré de l'importance de sa mission; il connaît et prévoit tous les maux qui menacent son pays, et son cœur s'attache au désir de le sauver. Son nom est le père Sigismond⁸⁷.

»Le père gardien⁸⁸, touché des mêmes motifs, lui a permis de se rendre partout où son zèle et l'amour de la paix l'appelleront.» Et Ausset de conclure en adjurant Bergier, au nom de toutes les autorités qui l'ont envoyé «dans ce pays pour y chercher les moyens

⁸⁶ Doc. II/2, p. 218, n° 11.

⁸⁷ Le P. Sigismond Hugo (1739-1809), de Loèche, alors senior du couvent des capucins, à Saint-Maurice. (Voir *Nouvel Almanach*, pour... 1798, dernière page, et *BWG*, t. II, 1891, p. 395.)

⁸⁸ P. Faustin Fleury (1751-1835), de Porrentruy, alors gardien.

d'y ramener le calme», de favoriser de toutes ses forces «le voyage patriotique du P. Sigismond⁸⁹».

C'est ainsi que le même jour, le P. Sigismond se présente à Bergier, muni d'un passeport en bonne et due forme, chargé par la Chambre administrative du Valais «d'une mission pour le Haut-Valais et porteur d'une lettre de J.-L. Ausset», adressée au général.

Là-dessus, Bergier vise le passeport du P. Sigismond, «en lui disant verbalement, rapporte-t-il, que, si les sept dizains voulaient rentrer dans la loi et accepter la constitution helvétique avec des réparations pour les dommages qui étaient résultés de leur prise d'armes», ils pourraient lui adresser des députés «qui seraient reçus avec franchise et loyauté en tant qu'ils seraient munis de pleins pouvoirs pour cet objet⁹⁰».

Le lendemain, 11 mai, à 7 h. du matin, de Bex, J.-L. Ausset envoie une lettre confidentielle au préfet Polier; il l'invite à ne pas s'inquiéter du «mouvement rétrograde; on y a été contraint, écrit-il, *par la terreur des Bas-Valaisans qui ont la répugnance à se battre contre les leurs*, qui sont sans organisation et sans confiance dans leurs officiers; *il conviendrait de congédier cette troupe plus embarrassante qu'utile*». Cette opinion est partagée par l'officier de hussards. Jacques Mercier est de retour: «Je ne sais pas si cet homme n'est pas un peu épouvanté... Je verrai ce qu'il y aura à faire pour les projets de paix...» Les troupes vaudoises et valaisannes se sont repliées sur Martigny; il ne se passe donc rien de fâcheux; les dragons sont inutiles, hors leur emploi en qualité de courriers; eux-mêmes le ressentent, dans ce «pays qui ne permet pas de cavalerie, surtout de cavalerie pesante».

Le résident a eu beaucoup d'inquiétudes; «ses malles sont ici; *il est revenu à ses propos tueurs; il parle contre les voies de conciliation*; il me savait près, ajoute Ausset, et il parlait haut pour que j'en profitasse: je ne suis et ne peux être converti, mais soyez sans inquiétude sur ses propos: il a le cœur bon et humain, et la cessation du danger le rendra à ses sentiments d'humanité...⁹¹»

⁸⁹ Doc. II/2, pp. 222-223, n° 21. – C'est nous qui soulignons.

⁹⁰ Doc. II/2, p. 223, n° 21, et p. 205.

⁹¹ *Ibidem*, pp. 148-149, n° 152. – C'est nous qui soulignons.

En effet, Mangourit, le 11 mai, critique sévèrement l'initiative de J.-L. Ausset, qui a porté la Chambre administrative du Valais «à envoyer comme pacificateur le P. Sigismond, capucin, chez les Haut-Valaisans. Cette Chambre me marque qu'elle a senti le défaut de cette démarche, affirme le résident, et moi je la désapprouve hautement quant au fond et quant au pacificateur qui est un agent contre-révolutionnaire et qui donnera peut-être à nos ennemis des détails sur notre force et nos positions⁹²».

Lorsque Bergier informe le préfet Polier, le 11 mai, «que l'on n'entreprendra... absolument rien, de deux jours au moins», il l'assure que cette pause lui donnera le temps de recevoir la réponse à la lettre que le préfet a adressée aux Haut-Valaisans «qui l'ont reçue [par l'intermédiaire de Mercier] et m'en ont envoyé un reçu de leurs avant-postes⁹³».

J.-L. Ausset s'inquiète du résultat de la mission du P. Sigismond et de la lettre de Polier aux Haut-Valaisans. Ecrivant à cet effet le 12 mai au général Bergier, Ausset lui dit qu'il connaît la lettre que Mangourit lui a adressée⁹⁴, mais que lui-même persiste «*dans nos vues de conciliation, autorisé par les ordres de la Chambre administrative, ceux du préfet, et le vœu et l'intérêt national*⁹⁵».

Voici que le 12 mai encore Joseph de Courten, commandant en chef de l'armée du Haut-Valais, envoie, d'Ecône, auprès du général Bergier, quatre députés conduits par Janvier-Alphonse de Riedmatten et munis de pleins pouvoirs. Ils sont chargés, au nom des dizains de Sion et de Sierre, d'informer le général que ces deux dizains ont été contraints par la force à se réunir aux insurgés, comme d'ailleurs Joseph de Courten lui-même l'a été d'assumer le commandement suprême «par des menaces atroces⁹⁶».

⁹² *Ibidem*, p. 224, n° 25. – Voir aussi la lettre de Mangourit à Merlin, président du Directoire de la République française: «Je mande au commandant Bergier de ne point traiter avec les rebelles sans m'en faire part préalablement.» (*Ibidem*, p. 37, n° 56.)

⁹³ *Ibidem*, p. 149, n° 153, fin du post-scriptum.

⁹⁴ La veille: Doc. II/2, p. 224, n° 25.

⁹⁵ *Ibidem*, p. 226, n° 30. – C'est nous qui soulignons.

⁹⁶ *Ibidem*, p. 227, n° 32.

«Tout étant en règle dans l'Entremont» du fait de la trêve signée à Sembrancher le 12 mai, à 7 h. et demie du soir, Bergier regagne Martigny où il arrive, le 13, à 3 h. du matin. Il trouve la lettre de J.-L. Ausset qui lui «recommande encore les voies conciliatoires⁹⁷» et une autre du résident «en sens contraire», datée de Bex, le 12 mai, à 6 h. du soir, qui le requiert d'envoyer «sous bonne escorte» les députés du Haut-Valais, «lesquels serviront d'otages à Chillon et de garantie de la vie des représentants du peuple, autorités constituées helvétiques et autres républicains, sauf à en détacher l'un d'eux, le moins considérable, et à le renvoyer d'où il est venu, sans qu'il y soit mal fait ni médit *pour déclarer que mon intention et la vôtre sont de n'entendre à aucun préliminaire* que lesdits représentants du peuple, électeurs, républicains helvétiques, eux et leurs familles ne soient remis aux avant-postes de votre armée sains et saufs, après quoi on avisera à ce qui sera de la dignité helvétique et de la clémence française⁹⁸».

Bergier trouve effectivement à son quartier général Janvier-Alphonse de Riedmatten et Georges Mayoraz, d'Héremence⁹⁹, venus «de l'armée ennemie» pour délibérer avec le général «sur les moyens possibles de conciliation».

Quelle solution Bergier va-t-il adopter? Il prend en considération «les instructions précises» qu'il a reçues de ses supérieurs, la faiblesse de ses troupes face à 6 ou 7000 hommes bien armés et unis postés «dans des défilés inexpugnables», le parti «que l'on pourrait tirer de la division des sept dizains entre eux en en détachant les deux de Sierre et de Sion» qui «procureraient l'entrée libre et sans opposition de cette capitale», et enfin, l'inadmissibilité de la demande du résident à l'égard des députés du Haut-Valais qui se sont mis sous sa sauvegarde conformément aux promesses que lui-même a faites au P. Sigismond.

Bergier réunit alors à son quartier général de la Verrerie les principaux officiers de son armée; ceux-ci lui conseillent de trouver

⁹⁷ *Ibidem*, p. 226, n° 30.

⁹⁸ *Ibidem*, p. 226, n° 31. — C'est nous qui soulignons.

⁹⁹ Ce dernier non identifié.

«un mode d'arrangement conciliatoire¹⁰⁰»; là-dessus, le général introduit en séance les députés des dizains de Sion et de Sierre et leur signifie qu'il ne peut entrer dans aucune conférence qu'au préalable il ne soit arrêté comme préliminaires:

«1^o L'acceptation purement et simplement de la constitution helvétique.

»2^o Que les représentants du peuple, électeur [Jos.] de Bons et autres personnes détenues par suite des derniers troubles ne soient remis, eux, leurs familles et leurs effets aux avant-postes de mon armée en toute sûreté.

»Si ces préliminaires sont acceptés, alors ils pourront envoyer des députés munis de pleins pouvoirs de leurs dizains respectifs; je leur fournirai, atteste Bergier, l'escorte nécessaire pour se rendre auprès des autorités constituées¹⁰¹.»

C'est le député Georges Mayoraz, d'Hérémence, qui est chargé d'apporter à l'armée du Haut-Valais «cette réponse et ces articles»; Janvier-Alphonse de Riedmatten, quant à lui, demeure au quartier général «pour attendre une réplique».

Vers les 11 h. du matin, le 13 mai, Bergier reçoit successivement deux lettres de Joseph de Courten, commandant en chef de l'armée du Haut-Valais¹⁰².

Dans la première, datée du Guercet, de Courten l'informe qu'il va communiquer les conditions de la capitulation aux sept dizains supérieurs; en attendant, il demande une suspension d'armes jusqu'au moment où les députés des sept dizains engageront des pourparlers; comme ce moment «pourra durer quelques jours», Jos. de Courten se retirera avec ses troupes «sur les frontières des VII-Dizains pour éviter les frais de transport de vivres et de munitions¹⁰³».

Dans la deuxième lettre, écrite de Saint-Pierre-de-Clages, il expose que son «peuple réuni en armée» ne peut se déterminer seul sur l'acceptation du premier article de la capitulation, surtout en

¹⁰⁰ Doc. II/2, p. 208.

¹⁰¹ *Ibidem*, p. 227, n° 33.

¹⁰² *Ibidem*, p. 208.

¹⁰³ *Ibidem*, pp. 227-228, n° 34.

l'absence d'une partie des représentants des communes; ceux-ci «supplient de vouloir avoir patience jusqu'à ce que les dizains réunis aient pris leur décision définitive, ce qui ne tardera pas»; Jos. de Courten ne doute pas que les deux dizains de Sion et de Sierre reprendront la constitution helvétique sans difficulté «puisque'ils y avaient déjà consenti par la plantation de l'arbre de la liberté; les deux dizains et les deux commandants qui en sont [issus], furent forcés à ce commandement d'une manière indécente et outrée...» Il est d'ailleurs «public et avoué par eux en public, combien de larmes cette violence a coûté à nos familles». Quant au second article de la capitulation, «il sera exécuté demain, assure de Courten, et d'autant plus aisément qu'on n'a fait aucune violence ni saisissement¹⁰⁴».

Sans délai, Bergier répond à Jos. de Courten «que le temps de la suspension d'armes» sollicité «est illimité et vague. Je ne puis sur ce pied-là y donner la main, poursuit-il, mais c'est de grand cœur que je donnerai les ordres pour que cette suspension soit rigoureusement observée par mes avant-postes pendant le terme de 24 h., me réservant dans ce délai de vous faire une réponse plus précise lorsque j'aurai eu le temps de conférer avec les parties intéressées et le résident...¹⁰⁵».

C'est à 4 h. de l'après-midi que Bergier reçoit une troisième lettre de Jos. de Courten¹⁰⁶. Celui-ci l'assure qu'il accepte les deux articles de la capitulation sous réserve de la ratification des communes, et le prie «de mettre une trêve suffisante pour donner le temps aux dizains éloignés de se joindre aux deux autres dizains de Sion et de Sierre»: ces derniers ont accepté la constitution helvétique «avant cette époque où la force les a contraints à cette démarche». Il ajoute que la troupe s'est retirée et a «quitté son commandement de son propre chef» à Saint-Pierre-de-Clages, et «qu'il ne reste que quelques chasseurs dans les montagnes aux environs de Saillon, qui, à cause du grand éloignement et dispersément, n'ont pu être avertis»; il espère «que les ordres

¹⁰⁴ *Ibidem*, p. 228, n° 35.

¹⁰⁵ *Ibidem*, p. 228, n° 36.

¹⁰⁶ *Ibidem*, p. 209.

arriveront» et invite enfin Bergier «de ne point interpréter le retard de leur retraite ou démarche pour acte d'hostilité¹⁰⁷».

Là-dessus, «ne voulant rien prendre» sur son compte, Bergier se rend à Saint-Maurice pour conférer avec la Chambre administrative du Valais et avec J.-L. Pittier, le préfet provisoire, et, ensuite à Bex avec Mangourit, «sur l'ultimatum à répondre, et les derniers arrangements à prendre pour terminer cette guerre».

A la requête de Janvier-Alphonse de Riedmatten, le général autorise ce dernier à l'accompagner à Saint-Maurice et à Bex.

Bergier expose d'abord à la Chambre administrative et au préfet provisoire la position de son armée, l'état de ses forces et les conséquences de la réduction d'«ennemis» déjà repentis, «et qui

¹⁰⁷ *Ibidem*, pp. 228-229, n° 37. – Il faut ici rappeler la position de Joseph de Courten, telle qu'il l'explique, le 4 juin, dans son rapport à la «Chambre d'administration»: «...Plusieurs instances en route adressées à ce peuple par le c. Joseph Courten, en présence du c. [Janvier-Alphonse de] Riedmatten, officier aux canons, qui y joignit aussi ses raisonnements pour l'abandon du projet, furent toujours infructueuses.

»Même les ayant ramenés une fois en arrière du pont d'Ardon, quelques individus leur ayant apporté quelques nouvelles..., ils changèrent tout d'un coup leur sentiment et forcèrent de nouveau le c. Joseph Courten, prenant son cheval par la bride, de retourner sur ses pas, nonobstant toutes les représentations, soit de la part du c. Joseph Courten que du c. Riedmatten.

»Enfin, pour dire en peu de mots, ayant encore cherché à les déterminer, et saisissant quelques dispositions de leur part pour retourner depuis Martigny à Saint-Pierre[de-Clages], il a fallu leur déclarer que leur démarche ne pouvait se passer sans capitulation d'après les lettres du général Bergier, et qu'il n'y avait point du temps à perdre pour y répondre. Ils éclatèrent, comme à leur ordinaire, d'injures contre tous ceux qui voulurent leur parler raison; à Saint-Pierre, ils s'emparèrent des canons, s'en furent les uns à Ardon, les autres plus loin, et ils abandonnèrent le commandant, qui ne fut pas bien fâché, qui, ayant des comptes à arrêter à Saint-Pierre, y coucha. Il y resta jusqu'à 5 h. du matin. Mais sentant la conséquence et la nécessité d'une réponse positive au général Bergier, ne pouvant tirer ni espérer aucune raison de ces gens pour procéder à une capitulation, [Jos. de Courten] voulut prendre un chemin détourné pour n'être point arrêté afin de pouvoir se rendre au plus tôt à Sion et y conférer avec le comité militaire et lui en donner connaissance. Il fut arrêté, conduit aux arrêts à Sion depuis le pont de la Morge et privé de tous les moyens de parler au comité. La troupe avait déjà nommé un autre commandant auquel je n'ai eu qu'un moment pour lui dire de relâcher les c. [Jos.] de Bons et [Joseph] Peney. Deux dizains, Sierre et Loèche, tirèrent le c. Joseph Courten des arrêts et le délivrèrent de leur rage, et de ce pas il s'est retiré chez lui...» (ABS, tir. 8, n° 101, pp. 3-4.)

devaient devenir nos frères par la constitution même»; à sa surprise, la Chambre administrative et J.-L. Pittier ne veulent «prendre aucun délibéré» ni lui donner de réponse, disant que ces objets ne les regardent pas; «partout, conclut le général, la même apathie et la même indifférence que s'il n'eût pas été question de leur propre pays mais d'une simple dispute entre les Chinois et les Japonais.»

Puis Bergier poursuit sa route jusqu'à Bex, accompagné de J.-L. Pittier et J.-Alph. de Riedmatten pour se rendre auprès du résident; mais arrivé au pont de Saint-Maurice, il rencontre un exprès porteur d'une lettre de Mangourit¹⁰⁸.

Dans cette lettre, le résident exige de Bergier «d'envoyer sous bonne et sûre garde le nommé de Riedmatten, qui doit être détenu à votre quartier général, ainsi que tous les autres qui pourraient l'être, à Bex, où je réside.

»Je vous requiers également, écrit-il encore, de n'entrer dans aucune suspension d'armes ni trêve avec l'ennemi à moins que votre position ne l'exigeât impérieusement, en vous réitérant que la seule réponse que vous ayez à faire aux rebelles est la remise des représentants du peuple helvétique et de leurs familles à vos avant-postes. Organe du Directoire exécutif de la Grande Nation, je mets cet article sous votre responsabilité, et j'espère que, pendant le temps que vous aurez le commandement, vous voudrez bien entretenir avec moi une correspondance active et soutenue, consulter les officiers commandants français qui font partie de vos forces combinées, et le préfet national provisoire du canton du Valais digne de ma confiance et de la vôtre¹⁰⁹.»

Bergier se rend tout de même à Bex où il réunit avec Pittier les principaux chefs, vaudois et français, de l'armée chez Mangourit. Il expose encore une fois sa position, ses moyens, ceux de l'ennemi, et les propositions des insurgés, leur repentir, et les grands avantages qu'on allait en retirer, à savoir:

«1^o Parvenir aux fins de la guerre en les faisant rentrer dans l'ordre et le devoir.

¹⁰⁸ Doc. II/2, p. 209.

¹⁰⁹ *Ibidem*, p. 229, n° 38.

»2° Assurer l'Entremont et nos derrières au cas de nouvelle rupture.

»3° La mise en possession de tous les postes inexpugnables qu'ils occupaient et dont l'évacuation nous assurerait l'entrée à Sion, etc.»

Le résident ne veut d'abord entendre parler d'aucun arrangement; toutefois, devant l'unanimité des autres assistants qui constituent un conseil de guerre et qui insistent sur les conséquences d'un refus d'accepter la trêve demandée, laquelle ne préjuge en rien, «quant au fond», de l'arrangement final qui doit la suivre, Mangourit paraît «enfin vouloir s'y soumettre» et prenant la plume, il rédige lui-même la réponse que Bergier va faire parvenir à Jos. de Courten; le général acquiesce, mais ne peut s'empêcher d'observer, dans son rapport général: «Quoique restreinte à un temps évidemment trop court et conçue en des termes un peu différents de ceux que j'eusse employés, le conseil, par égard pour le résident de France, adopta cette réponse telle qu'elle est comme ultimatum¹¹⁰.»

Voici l'ultimatum de la façon de Mangourit:

«... Le conseil assemblé considérant que le Haut-Valais, après avoir accepté la constitution helvétique; après avoir nommé en assemblées primaires les électeurs au Corps électoral du canton du Valais; après avoir nommé par ce corps ses représentants au Corps législatif et parties constituées, il s'est armé contre cette même constitution, a renversé les arbres de la liberté, détenu des représentants du peuple, exercé des violences contre des républicains, menacé la vie du résident de la République française, fait des incursions sur la propriété de leurs frères, et que, par cette conduite, il est en révolution contre la République helvétique, et a mérité la «malversion» de la République française, déclare:

«1° Que le Haut-Valais ne peut être admis à traiter.

»2° Que par amour pour l'humanité, l'on veut bien accorder une suspension d'hostilités jusqu'au 15 mai 1798, à 6 h. du matin, parce que les rebelles auront remis les représentants du peuple, électeurs, et leurs familles qui sont dans le dizain de Sion avant

¹¹⁰ *Ibidem*, pp. 209-210.

cette époque, et parce que les rebelles dans le même délai évacuèrent tout le territoire jusqu'à Sierre, pour lequel effet ils donneront 14 otages les plus marquants, à savoir deux de leurs ci-devant dizains¹¹¹.»

La réponse adoptée, Bergier fait appeler Janvier-Alphonse de Riedmatten auquel il remet l'ultimatum après lui en avoir donné lecture; il lui annonce que son escorte est prête et qu'il va pouvoir repartir auprès de ses commettants; «mais à notre très grande surprise», souligne le général, Riedmatten refuse de s'en charger, de retourner à son armée et de conserver plus longtemps sa qualité de député...

Bergier ne saurait «adhérer à sa demande»: le fait que J.-A. de Riedmatten demeure au quartier général peut susciter des interprétations contraires à l'honneur du général qui l'a reçu en qualité de député, sous sa garantie et sur sa parole de respecter sa personne; on pourrait le supposer en état d'arrestation alors que le général le déclare «complètement libre».

Mais J.-A. de Riedmatten persiste dans son refus, et offre à Bergier de lui remettre pour sa décharge, par écrit, «une déclaration formelle et motivée»; il l'autorise à donner toute la publicité à son refus, qui est rédigé à Bex, le 13 mai, dans les termes suivants:

«Moi, soussigné, déclare par celle-ci qu'ayant été malgré moi dans l'armée des rebelles du Valais oriental, j'ai cherché tous les moyens possibles pour m'évader d'elle. N'ayant point trouvé d'autres occasions plus favorables que quand le c. Joseph Courten donna le choix aux dizains d'envoyer des députés auprès du c. général Bergier, en assurant par la voix du P. Sigismond, capucin, que, si un citoyen valaisan viendrait trouver ledit général, il le recevrait comme frère et que rien [ne] lui arriverait moyennant qu'on ait un passeport par ledit commandant des troupes valaisannes, je me suis transporté avec une grande joie au quartier général [de la Verrerie] où j'ai remis la demande du c. Joseph Courten, sur laquelle le c. général Bergier répondit très gracieusement et, après l'avoir renvoyé par un autre député, je priai le général Bergier de me laisser chez lui, ce qu'il m'a

¹¹¹ *Ibidem*, pp. 229-230, n° 39.

gracieusement accordé. La réponse du c. Joseph Courten n'ayant plus été adressée à moi, *je me déclare libre et refuse d'être le député des rebelles*, et non seulement j'ai désapprouvé en pleine assemblée leur conduite affreuse, mais assure n'avoir jamais rien tramé pour effectuer la présente rébellion...¹¹²»

En effet, Bergier fait alors porter l'ultimatum à l'armée des insurgés par deux dragons qui, «ayant trouvé tous leurs avant-postes évacués suivant leurs engagements», le remettent à G. Probst, président de la commune de Riddes, qui en accuse réception, le 14, à 5 h. et demie du matin¹¹³, et le fait suivre aussitôt sur Sion¹¹⁴.

Dans l'après-midi du 13 mai, Bergier est très surpris d'apprendre que le bataillon Blanchenay est resté à Bex, en dépit de ses ordres. Ce retard est la conséquence d'un contrordre de Mangourit, donné à son insu, comme il l'apprend par une lettre de Blanchenay¹¹⁵.

Vers les 11 h. du soir, Bergier s'aperçoit «que déjà on cherchait à jeter du louche sur la conduite des Haut-Valaisans qu'on supposait alors de manquer aux conditions de la trêve». Mangourit fait irruption dans sa chambre pour lui dire «qu'il avait des avis certains que, pendant nos "parlementages", l'ennemi en avait profité pour faire filer une forte colonne par les hauteurs en dessus des Follaterres pour venir tomber sur le bateau d'Outre-Rhône¹¹⁶ et nous prendre sur nos derrières». Le résident ignore encore que Bergier y avait déjà envoyé des renforts, le 10 mai¹¹⁷; il requiert encore le commandant français, à Saint-Maurice, avec environ 300 hommes, d'«aller bivouaquer le restant de la nuit sur les avenues d'Outre-Rhône». Lui-même, à la pointe du jour, se rend sur place et constate que ces bruits «sont dénués de tous fondements, puisque les Allemands accusés à tort avaient strictement rempli leurs engagements de la veille¹¹⁸».

¹¹² *Ibidem*, p. 230, n° 40. — C'est nous qui soulignons.

¹¹³ *Ibidem*, p. 230, n° 41.

¹¹⁴ *Ibidem*, p. 210.

¹¹⁵ *Ibidem*, p. 231, n° 42.

¹¹⁶ Le bac d'Outre-Rhône. — Voir *ibidem*, p. 221, n° 17.

¹¹⁷ *Ibidem*, p. 203.

¹¹⁸ *Ibidem*, pp. 210-211.

Le 13 mai, c'est Henri Sterchi, adjoint au bureau militaire, qui adresse de Bex à la Chambre administrative du Léman un long rapport sur l'état et la situation de la petite armée vaudoise. Il confirme l'engagement qui a eu lieu près de Charrat, le 12; à la suite d'«une fusillade assez vive», les Français se sont retirés à Martigny et les Vaudois, au camp. Pour sa part, Sterchi a fait faire une reconnaissance sur le Chemin neuf, «qui traverse toutes les montagnes depuis Gryon à Sion»; il a ordonné de renforcer le poste d'Anzeindaz. Il assure que les subsistances arrivent au camp et qu'il les fait distribuer; il atteste l'installation d'une ambulance à Martigny et d'un hôpital à Bex. Il rapporte que, le 10 mai, «quelques Valaisans sont arrivés à Gsteig et dans les Ormonts pour engager les gens à la révolte»; les Ormonans sont restés fermes, et Sterchi propose de les réarmer. Le 11 mai, ce sont deux personnes qui se sont présentées avec un domestique, à Gsteig, qui paraissaient avoir beaucoup d'argent. «Il s'est vérifié que c'était deux Courten¹¹⁹.» Le second a été arrêté à Vevey et envoyé à Bex à Mangourit, lequel le renvoie à Chillon «en qualité d'otage jusqu'à ce que les représentants du peuple du Valais, qui ont été arrêtés à Sion, soient relâchés»; le premier, «resté malade dans la montagne», a rejoint Vevey, le 12 mai, où le sous-préfet Alexandre Perdonnet père l'a arrêté provisoirement¹²⁰. Sterchi évoque aussi les parlementaires du Haut-Valais qui sont venus à Martigny. Il donne ensuite un «état succinct de l'armée» qu'il se propose de compléter après vérifica-

¹¹⁹ Il s'agit de deux anciens officiers au service de France, fils de Pierre-Hildebrand de Courten (1702-1796), décédé à Bazoncourt: Régis (Louis-François-) de Courten (1746-1817), de la branche de Valenciennes, capitaine. (JOS. ET EUG. DE COURTEN, *op. cit.*, pp. 52-53 et p. 161; M. SALAMIN, *La double relation de Louis-François-Régis de Courten sur l'insurrection de 1799*, dans *Pages militaires sierroises*, Sierre, 1962, pp. 53-80, et surtout EUGÈNE DE COURTEN, *La vie de François-Louis-Régis de Courten (1746-1817), capitaine au régiment de Courten, seigneur de Bazoncourt, d'après son journal et ses mémoires inédits*, aux AV, fonds de Courten, cart. B 6, fasc. dactylographié de 88 pages, où il est question en détail (pp. 46-53) de l'arrestation des deux frères et de leur détention à Chillon.) – Pierre-François-Marie de Courten (1750-1839), de la branche de Fribourg, issue de celle de Valenciennes, colonel d'infanterie par commission lors du licenciement de 1792. (JOS. ET EUG. DE COURTEN, *op. cit.*, pp. 54-55, et p. 146.)

¹²⁰ Doc. II/2, p. 155, n° 178.

tions. Enfin, Sterchi se livre à ses impressions personnelles: «J'avais cru en arrivant ici que cette expédition serait de très courte durée; je vois, malgré toute la bonne volonté des soldats, que les affaires n'avancent pas; ils n'ont pas confiance... Les ordres sont lents et rares; le soldat est au camp comme dans une foire. Le détail des subsistances ne va pas mieux...» Sterchi a demandé l'envoi d'un chef de bataillon, d'un adjudant-major «qui servit d'aide de camp (car il en faut un qui soit *entendu*¹²¹, qui puisse donner des ordres par lui-même) et d'un quartier-maître».

»Le c. Clavel, chef de brigade, poursuit Sterchi, n'a aucun pouvoir à l'armée depuis la débâcle des Bas-Valaisans; il serait à désirer qu'il eût des pouvoirs; le soldat a confiance en lui.»

A Bex, il ne dispose pas d'ordonnances pour la correspondance. «Je suis ici, conclut-il, sans aucun pouvoir; il serait nécessaire que j'en eusse...¹²²»

Le 13 mai, le préfet Polier écrit notamment une lettre à François Clavel, sous-préfet d'Aigle, en réponse à celle du 12 mai¹²³: il l'informe qu'il envoie sa lettre au général Bergier; «qu'il doit correspondre directement avec le général sur les objets qui tiennent à la guerre actuelle et à la sûreté du pays»; qu'il approuve qu'il ait un espion dans le Pays-d'Enhaut, qu'il contraigne ceux qui, par mauvaise volonté, refusent de fournir des chevaux, et qu'il vaut mieux que ce soit par citation en justice que par voie de rigueur; enfin, qu'il portera le lendemain, «en Chambre administrative la demande de nomination de huissier à verge...¹²⁴»

Informé le 14 au matin que Mangourit a fait arrêter Janvier-Alphonse de Riedmatten, Bergier se rend auprès du résident pour protester et obtenir sa libération. Mangourit lui rétorque que, Riedmatten s'étant de lui-même dépouillé de sa qualité de parlementaire, il ne peut plus être considéré que «comme simple particulier et comme tel détenu en otage». Il remet à Bergier, pour sa décharge, une déclaration écrite¹²⁵.

¹²¹ Souligné par Sterchi.

¹²² *Ibidem*, pp. 155-158, n° 180.

¹²³ *Ibidem*, p. 152, n° 165.

¹²⁴ *Ibidem*, p. 158, n° 181.

¹²⁵ *Ibidem*, pp. 231-232, n° 44.

5. La destitution du général Bergier

La nomination, par le préfet Polier, le 7 mai, de l'adjudant-général Bergier, en qualité de commandant des «deux bataillons des districts de Vevey et d'Aigle... pour marcher au secours de nos frères du Bas-Valais¹²⁶», suscite aussitôt des objections de la part des Vaudois eux-mêmes.

Ainsi, le 8 mai déjà, quand il expose à Polier la situation particulière des Vaudois, qu'il établit le décompte de leurs troupes et l'informe de leurs mouvements, Vincent Perdonnet conclut qu'«à tout cela il faut un chef expérimenté». Or, il a appris le matin que le préfet a choisi Bergier en tant que commandant en chef, et il critique cette nomination: «Comme républicain, je ne crains pas de dire la vérité: Bergier a peut-être des connaissances militaires, *mais Bergier n'est ni craint, ni aimé*¹²⁷. Bergier a professé des principes qui ne commandent pas aujourd'hui la confiance. Il ne peut être remplacé par [Joseph] de Bons qui convient encore moins. [Louis] Clavel, chef de brigade aujourd'hui à Aigle, réunit à peu près tout ce qu'il faut; il connaît ce pays; il est chéri du soldat; l'on peut en toute assurance se fier à lui; si vous croyez qu'il soit trop tard d'en faire notre chef, qu'il agisse du moins dans son rang sous les ordres de Bergier.»

Perdonnet a écrit à Aigle, à Villeneuve et à Vevey pour qu'on fasse lever en masse «tout ce qui est en état de porter les armes...» Il exprime encore ses inquiétudes: «Tous ces moyens réunis feront quelque chose, mais ils ne suffiront pas; il nous faudrait quelques Français pour encourager nos Vaudois, et surtout quelques officiers français; *si nous en avions un pour commandant, tout irait bien...*¹²⁸» Et d'insister auprès de Polier pour qu'il donne l'ordre d'avancer: «... Un ennemi, quelque faible qu'il soit, ne doit jamais être méprisé, c'est mon principe...¹²⁹»

¹²⁶ Doc. II/2, p. 213, n° 1.

¹²⁷ C'est nous qui soulignons.

¹²⁸ C'est nous qui soulignons.

¹²⁹ Doc. II/2, p. 141, n° 122.

Quand, le 7 mai, à 9 h. du matin, il informe Rapinat, commissaire du gouvernement français en Suisse, qu'il a requis sous sa responsabilité un bataillon et des hussards français actuellement à Lausanne, Mangourit lui fait part, à l'instar de Perdonnet, de ses craintes à l'égard du commandant en chef: «Je demande un commissaire ordonnateur..., il nous faut, assure-t-il, un *commandant français*¹³⁰.»

Le lendemain, 8 mai, Mangourit réitère sa requête à Rapinat: «...Je ne sauverai le Valais qu'avec des troupes françaises et un général...¹³¹»

Le personnage le plus acharné à la perte de Bergier, comme on va le voir, c'est le résident Mangourit, irrité de constater que le général a la ferme intention de rechercher des «voies conciliatoires»: Bergier est alors sur le point de conclure une trêve à Sembrancher, tandis que le résident veut attaquer à tout prix.

C'est le sentiment de Polier qui écrira, le 15 mai, au Directoire helvétique, auquel il annonce le rappel de Bergier: «Il est certain que ce général paraît n'avoir pas la confiance du soldat; mais il est encore plus évident qu'il déplaisait au résident par son inébranlable désir d'amener une conciliation, et vous verrez par son rapport très intéressant...¹³² qu'il était bien près d'y réussir au moment de son rappel...¹³³»

Le 23 floréal – 12 mai, de Bex, Mangourit signale au préfet: «Je vous déclare *confidentiellement* que ce commandant n'a la confiance ni des Vaudois, ni des Français, ni des Valaisans¹³⁴.»

Par retour du courrier, le 12 mai, Polier répond à Mangourit relativement à l'opinion dont il lui a fait part sur le général: «Je suis véritablement affligé pour l'intérêt de ma patrie que le général Bergier n'ait pas la confiance des troupes; il m'a été indiqué au bureau militaire comme un homme de grand mérite. J'ai eu occasion

¹³⁰ *Ibidem*, p. 34, n° 52, annexe III. – C'est nous qui soulignons.

¹³¹ *Ibidem*, p. 34, n° 53.

¹³² Le rapport du général Bergier publié intégralement dans Doc. II/2, pp. 201-212.

¹³³ STRICKLER, t. I, p. 1045, n° 32, § 1.

¹³⁴ Doc. II/2, p. 151, n° 160. – Souligné par Mangourit.

moi-même de juger de ses talents militaires lorsque j'étais à Bex, dans les rapports qu'il m'a faits sur les positions qu'il avait fait prendre.

»J'ai remarqué chez lui beaucoup de capacité et de sang-froid... Je ne puis absolument prendre sur moi de le destituer; seulement, j'écris en ce moment au Directoire qui jugera dans sa sagesse si, sur les motifs que vous me présentez, il peut le remplacer¹³⁵.»

Le lendemain, 13 mai, Mangourit, qui se donne le titre de «résident de la République française dans les cantons de Valais et de Léman¹³⁶», revient à la charge auprès du préfet Polier: «Notre position ne s'est pas améliorée..., l'ennemi occupe l'Entremont... Ce n'est point dans la position où nous sommes que je tairai mon opinion à l'égard du c. adjudant-général Bergier: il n'a pas la confiance sous le rapport du talent militaire; vos Vaudois, les Valaisans et les Français la lui refusent, et je ne puis lui accorder la mienne. Si vous ne trouviez, poursuit le résident, un moyen de rappeler cet officier de manière à ménager sa délicatesse, il faudrait se résoudre à mille événements fâcheux et peut-être à un désastre. L'honneur du soldat français m'est trop cher pour que j'en expose la réputation. Ainsi j'attends une prompte réponse de vous pour l'isoler et le mettre à l'abri de l'impéritie et de l'entêtement.»

Il ajoute même en post-scriptum: «Le commandant en chef du bataillon français... réparerait bientôt les gaucheries qui ont été faites. Le c. [Barthélemy] Guillot... est extrêmement dégoûté et veut se retirer. — On vient de me faire un rapport des positions prises par le c. Bergier: il est un miracle si nous ne sommes pas en déroute complète: *un sergent serait plus habile*¹³⁷.»

¹³⁵ *Ibidem*, p. 151, n° 161.

¹³⁶ Cette curieuse manière de se qualifier n'a pas échappé au préfet qui, écrivant le lendemain au Directoire helvétique, lui demandait: «Je serais bien aise de savoir si ce résident a une mission spéciale dans le canton, et à quels rapports je suis engagé vis-à-vis de lui.» (STRICKLER, t. I, p. 1045, § 4.)

¹³⁷ Doc. II/2, p. 154, n° 176. — Souligné par Mangourit.

Au préfet Polier qui s'inquiète également du manque, à l'armée, d'officiers expérimentés¹³⁸, le chef du bureau militaire, Repond¹³⁹, l'informe, le 13 mai, que «le général d'artillerie Doxat s'est offert hier de partir pour l'armée...»; le c. Sterchi «est bon pour la tenue, la police et la comptabilité d'une troupe; j'ignore ses talents pour l'action». Enfin, Repond propose en qualité de commandant en chef le général Gaudin¹⁴⁰ «qui connaît la guerre des montagnes», mais il ignore s'il acceptera, «vu son grand âge et des désagréments qu'il a essuyés au commencement de la révolution¹⁴¹».

Dans la journée du 13 mai, le préfet Polier envoie deux lettres au général Bergier. Dans la première, le préfet le prévient enfin qu'il est desservi auprès du résident Mangourit: «On lui dit que vous n'avez pas la confiance des troupes; quant à moi, déclare Polier, persuadé, par le peu que j'ai eu l'occasion de voir de vos talents militaires, que vous méritez cette confiance, je vous invite à ne rien négliger pour la gagner¹⁴².»

La seconde lettre, écrite à 9 h. du soir, contient la destitution du général Bergier: «*Un courrier* que je reçois dans ce moment, affirme Polier, *me démontre évidemment que les Français veulent commander l'expédition du Valais*¹⁴³, et comme il importe infiniment à l'honneur de l'Helvétie que vous ne soyez pas exposé à être commandé par un gradé inférieur, je vous ordonne, en ma qualité de représentant du pouvoir exécutif, de quitter l'armée et de venir ici [à Lausanne] sans retard. Votre présence y est d'ailleurs nécessaire pour achever l'organisation des bataillons qui pourront être requis...»

¹³⁸ *Ibidem*, p. 154, n° 177.

¹³⁹ Nicolas-Simon-Pierre Repond (*1743), de Bulle, plus tard ministre de la République helvétique. (*DHBS*, t. V, 1930, p. 444.)

¹⁴⁰ Charles-Joseph Gaudin (1736-1799), de Nyon, général au service de Sardaigne, commandant des milices vaudoises en 1798. (*DHBS*, t. III, 1926, p. 334.)

¹⁴¹ Doc. II/2, p. 155, n° 179. – L'Assemblée provisoire de Lausanne avait nommé, en janvier 1798, Gaudin pour général. Mais lorsque la troupe fut rassemblée à Lausanne, le plus grand nombre des soldats refusèrent Gaudin et réclamèrent à sa place Jean-Louis de Bons, nomination imposée ensuite par le général Brune; celui-ci reprochait à Gaudin d'avoir servi contre les Français. (LAHARPE, *Correspondance I*, p. 425.)

¹⁴² Doc. II/2, p. 231, n° 43.

¹⁴³ C'est nous qui soulignons.

Quant à Louis Clavel de Brenles, qui est «attaché au contingent du Bas-Valais et patenté par l'administration de ce canton», Polier n'a pas d'ordre à lui donner¹⁴⁴.

Ayant reçu l'ordre de son rappel, le 14 mai, Bergier se rend aussitôt à Martigny afin de donner à son suivant «le commandement, la caisse militaire et les autres instructions relatives au contingent de troupes du canton du Léman». A Martigny, il trouve le bataillon Blanchenay; il dépêche des patrouilles pour reconnaître les positions de l'ennemi. A 4 h. du soir, il reçoit des rapports qui lui confirment que les insurgés ont rempli «avec toute la loyauté helvétique et la bonne foi militaire» leurs engagements pris la veille, «en évacuant» comme ils s'y étaient engagés «tous les postes forts», que Bergier fait «incontinent occuper». Il remet alors le commandement au capitaine Desaillaux¹⁴⁵, remonte à cheval et repart, «emportant, j'ose m'en flatter, assure-t-il, le regret de mes troupes».

Arrivé à Bex, à 7 h. du soir, Bergier voit le résident et lui annonce son départ pour Lausanne: «Il en a paru fâché, raconte Bergier, [il] me sollicita de rester à l'armée. Je m'y refusai. Il insista, m'assurant que mon rappel n'était qu'une équivoque, qu'il en connaissait les causes, qu'il prenait tout sur lui et allait du moment expédier à cet effet un courrier au préfet du canton du Léman. Ma réponse fut négative.

«Peu de moments après arriva le général Lorge auquel je remis le commandement en chef avec les détails nécessaires et les renseignements sur l'ennemi, les positions réciproques et les démarches entamées jusqu'alors.

» Enfin, au moment de mon départ, le résident vint encore vers moi me solliciter de rester et me dire que déjà il en avait expédié un courrier à Lausanne pour annoncer au préfet ma permanence; qu'il se chargeait de tout, que je devais absolument rester. Je lui objectai pour la troisième fois que, simple militaire, j'étais par mon état accoutumé à exécuter passivement tous les ordres des autorités

¹⁴⁴ Doc. II/2, p. 232, n° 45. – *Ibidem*, pp. 208-211, le rapport général de Bergier pour le 13 mai.

¹⁴⁵ François-Louis Desaillaux († 1799, à 61 ans), de Vevey.

constituées desquelles je dépendais, sans chercher à en pénétrer les buts et les motifs; que, mon ordre de rappel étant formel, je ne pouvais y déroger sous aucun prétexte; qu'ainsi je partais, toujours prêt à revenir sur mes pas avec la même promptitude si les autorités m'en donnaient l'ordre, ainsi qu'il paraissait le supposer; que, par ma diligence, ce retard ne serait jamais dans ce cas bien long¹⁴⁶.»

C'est dans la nuit du 13 au 14 mai que le préfet Polier informe le résident Mangourit du rappel de Bergier: «Sur vos plaintes réitérées de l'incapacité du général Bergier, je prends le parti de me prévaloir de toute mon autorité pour hâter son rappel, que je fonde sur les raisons que j'ai pu les plus propres à ménager tout ensemble sa délicatesse et la vérité. Je vous prie... de vouloir bien coopérer avec moi à adoucir ce que ma démarche a de mortifiant pour lui et à faire usage des moyens que votre ingénieuse humanité pourra vous suggérer¹⁴⁷.»

Au cours de son rapport général, Bergier ne fait pas mention de la lettre qu'il a adressée, de Bex, le 14 mai, à 6 h. 30 du matin, au préfet et dans laquelle il révèle les réelles dispositions de Mangourit; il l'avise donc que, «arrivé cette nuit à Bex pour apporter des paroles de paix et en conférer avec l'administration de Saint-Maurice, les insurgés ne demandant pas mieux que de se soumettre, je me suis bien aperçu que *le résident craint toute pacification*¹⁴⁸». Bergier répond en même temps à la lettre que Polier lui a adressée, le 13 mai, à 9 h. du soir: «Je n'ai rien aperçu, affirme-t-il, tendant à me faire soupçonner qu'on veuille me soumettre au commandement d'un inférieur en grade; jusqu'ici il n'en est pas question et je ne m'y soumettrai jamais.» Bergier va se rendre aux ordres du préfet, non sans lui faire observer que «c'est la première fois que je les exécute à regret, car *je n'aurai pas tourné le dos que la boucherie commencera*¹⁴⁹; pour obtenir quoi? Rien de plus

¹⁴⁶ Doc. II/2, pp. 211-212: rapport général de Bergier pour le 14 mai.

¹⁴⁷ *Ibidem*, p. 159, n° 185.

¹⁴⁸ C'est nous qui soulignons.

¹⁴⁹ C'est nous qui soulignons.

que ce qu'on offre sans effusion de sang. La fin sera égale; les moyens, bien différents...¹⁵⁰»

Le 14 mai, Mangourit écrit encore deux lettres au préfet Polier. Dans l'une, datée de Bex, il lui recommande d'adoucir «ce que la chose a de fâcheux» pour Bergier, c'est-à-dire son rappel; il est persuadé que le préfet trouvera «un moyen d'ôter à cet honnête homme la plus petite idée de disgrâce». Il lui annonce qu'«il arrive ici aujourd'hui un général de brigade français, ce qui, ajoute-t-il, peut vous mettre à l'aise à l'égard du c. Bergier¹⁵¹».

Dans l'autre, datée de Saint-Maurice, Mangourit confirme l'arrivée du général Lorge, et revient sur les plaintes qu'il a formulées à l'endroit du général vaudois: «Nos motifs à l'égard du général Bergier n'existent plus, affirme-t-il. Sauvons un désagrément à cet honnête homme; je le retiens; il veut partir, je le retiens encore; il connaît les postes, il servira bien comme adjudant-général. Ne perdons personne: républicains, sauvons la patrie; aimons nos frères; écrivez-lui de rester¹⁵².»

En effet, pendant la nuit du 14 au 15 mai, Polier expédiera à Bergier un ordre «en révocation», qui reviendra d'Aigle au destinataire deux jours plus tard: «J'apprends, écrit le préfet, avec un sensible plaisir qu'il est arrivé au camp un général français dont la présence sauve à vous et à la patrie ce que nous avons lieu de craindre. Actuellement, toujours rempli de confiance en votre personne, et réfléchissant d'ailleurs que les objets de détail qui vous occuperaient ici... peuvent être commis à d'autres, et que vous servirez plus utilement la patrie et, je n'en doute pas, *l'humanité* à l'armée, je vous enjoins d'y rester. Sous les ordres du général français ou d'un grade égal au vôtre, vous ferez la guerre à nos frères rebelles et égarés, en bon et loyal soldat que vous êtes; mais vous n'oublierez pas que, malgré leur égarement, ce sont toujours nos frères...¹⁵³»

Ce contrordre du préfet Polier est connu trop tard de Bergier.

¹⁵⁰ Doc. II/2, pp. 159-160, n° 188.

¹⁵¹ *Ibidem*, p. 160, n° 191.

¹⁵² *Ibidem*, p. 232, n° 46.

¹⁵³ *Ibidem*, pp. 232-233, n° 47. — Souligné par Polier.

Le général quitte donc Bex, le 14 mai, à 9 h. du soir. Arrivé à Lausanne, c'est le lendemain qu'il se présente à la Chambre administrative et fait rapport de ses opérations: selon lui, «les troupes du Haut-Valais rétrogradent» depuis la veille, «elles ont déjà évacué Sion où les Vaudois sont actuellement et elles doivent se retirer jusqu'à Sierre...» Il «a tout lieu de croire, affirme-t-il à la Chambre, que l'on parviendra à quelque arrangement dans peu de temps¹⁵⁴».

C'est seulement au cours de cette séance que Bergier apprend que son rappel n'a eu lieu qu'ensuite des instances réitérées du résident lui-même, mais «qu'ensuite le même résident» a écrit la veille [14 mai] «pour révoquer ses précédentes lettres» et demandé que Bergier soit reconfirmé et laissé à l'armée. Le préfet lui annonce qu'il lui a expédié pendant la nuit un courrier avec un ordre en révocation du premier pour qu'il reste à l'armée. «Le courrier m'avait probablement croisé en route», écrit Bergier¹⁵⁵.

Nous ignorons à quelle heure de cette journée du 15 mai le préfet Polier adresse une nouvelle lettre à Mangourit, dans laquelle il lui exprime sa reconnaissance du «sincère désir» du résident «que le général Bergier reste à l'armée» sous les ordres du général Lorge, et qu'il lui écrit en conséquence «pour lui donner l'ordre de rester». Il fait en même temps des «instances très fortes pour engager le résident à ce *que l'armée use avec clémence de sa victoire et qu'on n'oublie pas que ces ennemis sont des frères et sont unis à nous pour toujours*». Et de conclure le résumé de sa réponse à Mangourit: «Le général Bergier peut rester sous le général Lorge¹⁵⁶.»

Toutefois, à la fin de son rapport général, en date du 15 mai, Bergier écrit: «Réuni avec la Chambre administrative, le préfet, ne trouvant pas nécessaire que je retournasse à l'armée comme militaire, me proposa de m'y renvoyer comme commissaire du pouvoir exécutif, ainsi qu'il y était autorisé par le Directoire helvétique en cas d'urgence.» Mais Bergier décline cette offre: «Prêt à obéir, je

¹⁵⁴ *Ibidem*, p. 161, n° 192.

¹⁵⁵ *Ibidem*, p. 212, rapport général pour le 15 mai.

¹⁵⁶ *Ibidem*, p. 163, n° 198. — C'est nous qui soulignons.

représentait cependant que, désirant tous de parvenir à nos fins par l'emploi des moyens les plus propres, il me paraissait que, purement militaire, mon expérience dans la partie diplomatique et ma façon d'être vis-à-vis du résident de France ne paraissaient pas d'un bon augure pour cette mission qui serait susceptible d'être infiniment mieux remplie par d'autres mains... Après plusieurs objections et pourparlers, le préfet national adhéra enfin à mon avis... Je restai à Lausanne¹⁵⁷.»

6. Le bilan de la campagne conduite en Valais par le général Bergier

Arrivé à Bex, le 8 mai, pour prendre la tête de l'armée combinée, le général Bergier en est reparti, destitué par le préfet Polier, le 14 au soir; le général a donc exercé son commandement durant sept jours.

Outre la mise en place de son ordre de bataille, les opérations proprement militaires se réduisent à peu de chose: l'attaque de Riddes par les insurgés (8 mai), puis le combat d'Ecône (9 mai), enfin, le 12 mai, un affrontement au Guercet, qui entraînent une retraite générale, dans la plaine, jusqu'à Martigny. Le 12 mai encore, Bergier impose, à Sembrancher, une trêve au fort détachement des insurgés qui, par la Croix-de-Cœur, sont parvenus à rallier en grande partie les Bagnards. Enfin, le 13, il réussit à conclure une trêve de 24 h. avec les parlementaires envoyés par Jos. de Courten, commandant en chef de l'armée du Haut-Valais.

Le préfet Polier assure le Directoire helvétique, dans une lettre du 15 mai, que Bergier, au moment de son rappel, «était bien près» de réaliser «son inébranlable désir d'amener une conciliation¹⁵⁸».

Est-ce bien sûr? On est en droit d'en douter.

¹⁵⁷ *Ibidem*, p. 212.

¹⁵⁸ STRICKLER, t. I, p. 1045, n° 32, § 1.

Chapitre XV

La campagne du Valais sous le commandement du général Lorge

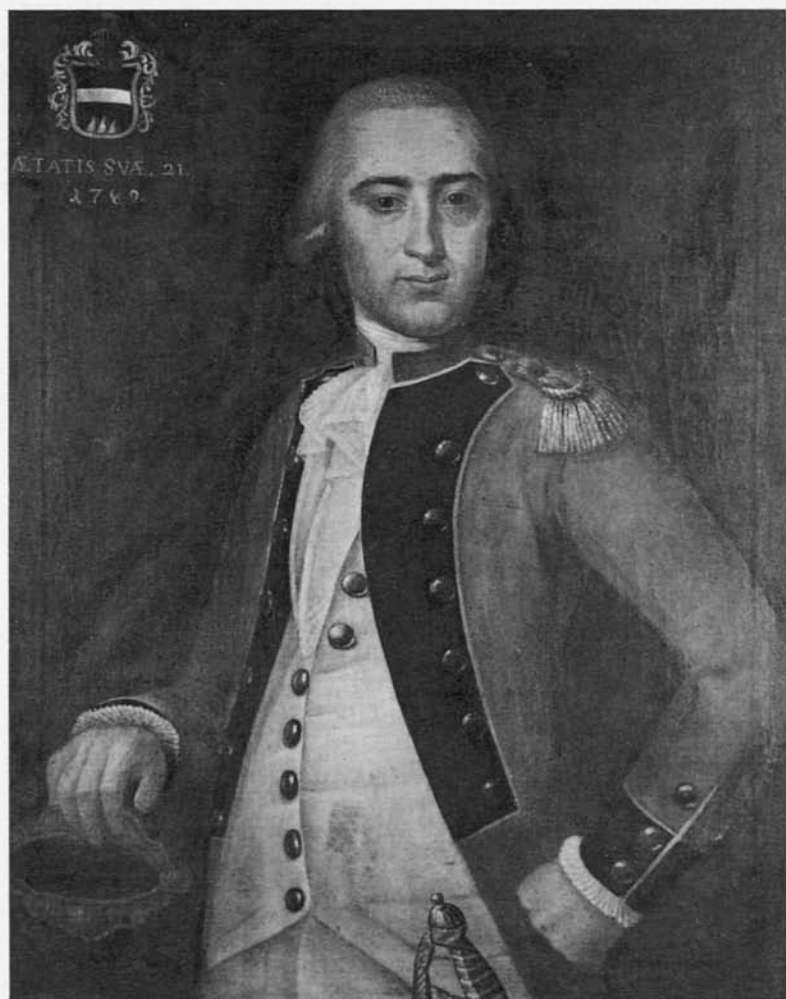
1. L'entrée en scène du général Lorge

Talleyrand, ministre des Relations extérieures, se fait sans doute bien des illusions quand il écrit à Mangourit, le 25 floréal – 14 mai : « Au milieu de l'orage révolutionnaire où vous êtes placé, l'ascendant que vous avez su gagner sur les esprits et la confiance que vous avez inspirée aux Valaisans sont la sauvegarde de ce pays ; l'ignorance et le fanatisme sont deux monstres que vous désarmez avec douceur et avec adresse ; je vous invite à continuer le même zèle et la même activité ; vous aurez préservé le Valais des malheurs de la guerre...¹ »

A son arrivée à Bex, le 14 mai², le général Lorge entreprend immédiatement de réorganiser la milice du Léman et de mettre en marche quelques bataillons et escadrons français ; la « neutralisation » du général Bergier « qui, avec de la bonne volonté, ne savait disposer que des revers, l'ordre dans les subsistances », tout cela, estime Mangourit, va « opérer sous quelques jours la soumission du

¹ Doc. II/1, p. 175, n° 92.

² Doc. II/2, p. 38, n° 59.



PIERRE-LOUIS DU FAY
(1768-1843)

par Johann Joseph Bucher, 1789.

(Monthey, p.p. – Photo M. Barman)

Haut-Valais». De plus, «la mésentente a fait proscrire par les révoltés leur général Joseph Courten; c'est un homme sans talent nommé [Moritz] Perrig qui les commande...³ Déjà ils se sont retirés au-dessus du pont de Riddes et leur quartier général paraît placé à Sion. Le général Lorge fait aujourd'hui [25 floréal – 14 mai] la visite de son armée et la reconnaissance des avant-postes». Lorge et Mangourit sont convenus de les sommer de mettre bas les armes; des hussards portent cet ultimatum; «s'ils n'y satisfont pas, on les attaquera demain sur tous les points». La Chambre administrative du Valais a demandé à Mangourit l'autorisation d'acheter dans le département du Mont-Blanc 200 quintaux d'avoine pour nourrir trois escadrons et tous les chevaux d'artillerie... Le général Pouget se porte avec 500 hommes «dans les gorges limitrophes du Valais» pour couvrir son territoire et «se porter en avant si nécessaire⁴».

En effet, le même jour (14 mai), le général Lorge écrit à Schauenbourg, général en chef de l'armée française en Suisse, que Mangourit l'a «informé que les rebelles, instruits sans doute de notre marche, avaient demandé à capituler. Demain [15 mai], poursuit Lorge, je ferai pousser sur eux une vigoureuse reconnaissance où je serai moi-même, et s'ils sont toujours dans les mêmes dispositions, voici les conditions que nous sommes convenus, le c. Mangourit et moi, de leur imposer: 1° 600 000 livres de contribution provisoire; 2° le désarmement des rebelles; 3° des otages.— La

³ Moritz (Peter-) Perrig (1758-1840), de Brigue. — Voir l'opinion de J.-J. CARRUPT: «Les anarchistes, dont l'armée avait diminué d'environ la moitié, choisirent [pour chefs] [Ferdinand] Venetz et Perrig qui connaissaient mieux le bon vin que l'épée.» (Doc. V a, p. 34), et celle de Doxat, commandant en chef de l'artillerie vaudoise en Valais, qui écrira, le 16 mai, de Martigny, à Repond, chef du bureau militaire à Lausanne: «Les insurgés ont cassé tous leurs anciens chefs et en ont établi d'autres. Leur général est nommé [Moritz] Perrig, assez mauvais sujet et peu de chose au dire de ceux qui ont servi avec lui en France.» (Doc. II/2, p. 166, n° 205.) — Quant à Venetz, Ch.-Emm. de Rivaz écrira de lui, le 17 septembre 1798, qu'il a été capitaine au régiment de Hohenlohe dans l'armée d'Empire; c'est «un jeune homme de 30 ans, né de parents employés dans les charges principales du ci-devant Etat, mais d'un génie inquiet, n'ayant aucune fortune, et se livrant à toutes sortes d'intrigues...» (H 29, n° 277, cité par D. IMESCH, p. 60.)

⁴ Doc. II/1, p. 175, n° 93: 73^e dépêche de Mangourit à Talleyrand. — Voir une lettre au contenu analogue adressée par Mangourit à Merlin, président du Directoire exécutif. (Doc. II/2, pp. 37-38, n° 58.)

contribution ne sera exigée qu'après le désarmement⁵. S'ils n'acceptent point ces conditions, je les attaque après-demain [16 mai]...⁶»

C'est encore le Directoire helvétique qui, le 14 mai, prie «instamment» le général Schauenbourg «de faire accélérer la marche des troupes sur les insurgés et d'y envoyer des forces suffisantes pour les réduire dans le plus bref délai⁷». Schauenbourg répond que sept bataillons sont en route; mais le Directoire lui demande d'envoyer encore plus de troupes pour frapper un coup décisif⁸.

Si la Chambre administrative du Valais se met à espérer, d'une part, que cette «guerre» va s'achever sans effusion de sang, elle se rend compte, d'autre part, que la quantité de troupes amenées dans le pays exige la présence d'un commissaire du Directoire exécutif, commissaire qui, de surcroît, jouera le rôle de médiateur à l'égard des exigences françaises.

Ainsi, dans un premier rapport qu'elle adresse, le 14 mai, au Directoire helvétique, la Chambre administrative lui annonce que l'armée des rebelles «a déjà repassé le pont de Riddes, et que les avant-postes français l'occupent. Telle est l'heureuse tournure que nos affaires commencent à prendre, et qui nous donne lieu d'espérer que nos troubles pourront finir sans grande effusion de sang...»

Toutefois, la quantité de troupes, 800 Français déjà sur place, 1000 qui arrivent demain (15 mai), 2000 qui les suivent, joints à 1100 ou 1200 Vaudois et à une grande levée du pays, «va porter au comble l'embarras où nous étions déjà pour les subsistances». Mais le Valais se trouve dans une telle détresse, relève la Chambre administrative, «que nous ne croyons pas pouvoir subvenir aux besoins du moment sans l'intervention d'un commissaire du Directoire exécutif... Ce n'est pas sous ce seul point de vue que nous désirons l'envoi d'un commissaire de votre part. La guerre de ce pays... est une guerre contre la République helvétique...» Il est indispensable, estime-t-elle, qu'un commissaire du Directoire helvé-

⁵ On remarquera que l'ultimatum de Lorge est beaucoup plus dur que celui de Bergier (Voir plus haut, t. II, pp. 178-179.)

⁶ Doc. II/2, p. 38, n° 59.

⁷ STRICKLER, t. I, p. 1042, n° 25.

⁸ *Ibidem*, t. I, p. 1042, n° 26.

tique soit envoyé en Valais pour déterminer les conditions de la pacification «de concert avec le commissaire de la République française». Il convient que les rebelles apprennent que le Valais fait réellement partie de la République helvétique. «Il est d'un grand intérêt, dans l'état malheureux d'exaltation où se trouvent les esprits, que les conditions de la pacification soient ménagées par un commissaire helvétique capable de concilier la sévérité et la justice, *«avec cette modération indulgente qui peut adoucir les maux, et ne pas laisser dans l'intérieur du pays des souvenirs trop douloureux et de longues haines...»*

Ce commissaire – qui ne peut être une personnalité valaisanne et qui devrait être de religion catholique – sera aussi secondé par le Directoire helvétique à l'effet de modérer Mangourit et les chefs français⁹.

De son côté, la Chambre administrative du canton du Léman continue à préconiser «les voies pacificatrices». Ainsi, le 15 mai, elle écrit à Vincent Perdonnet, «chargé du pouvoir exécutif à l'armée vaudoise», que «les Haut-Valaisans, revenant de leur égarement, consentent à tendre de nouveau la main à leurs frères; le moment semble donc venu de reprendre les voies de douceur et d'amitié, et de parer autant qu'il dépendra de vous à toute mesure trop rigoureuse qui pourrait exaspérer et en dernier ressort retomberait sur nous et sur les malheureux innocents du Bas-Valais...» Il lui semble bien inutile de faire arriver en Valais autant de troupes françaises, surtout de la cavalerie qui y est «absolument hors de propos».

«Dans le cas de défense de la part du Haut-Valais, poursuit la Chambre administrative, *nous vous réitérons derechef l'invitation à ce qu'on préfère tous les moyens et toutes les voies de négociation qui pourraient amener sans effusion de sang la réunion de ce pays à la République helvétique, à*

⁹ *Ibidem*, p. 1044, n° 29, § 3, 4 et 5. C'est nous qui soulignons. – La Chambre administrative explique pour quelles raisons ce ministère ne peut être exercé ni par elle-même, «ni par aucun individu du canton»; ses membres «ont chacun des liaisons très multipliées et très proches de parenté dans les dizains insurgés. Deux de ses membres sont [issus] de ces dizains et, notre canton étant très resserré, toutes les familles de ce pays sont presque dans le même cas...» – Quant au choix d'un commissaire catholique, il s'impose, «attendu les ménagements qu'exige la disposition actuelle des esprits relativement à la religion...» (*Ibidem*, § 5.)

tempérer alors, empêcher même, si cela est possible, toutes mesures dirigées contre les vies et propriétés valaisannes publiques et particulières¹⁰.»

2. Les insurgés repoussent l'ultimatum du général Lorge.— Les Vaudois occupent les ailes.— Les Bas-Valaisans sont renvoyés chez eux.— Les forces en présence.— Recommandation de Rapinat.— Les Vaudois veulent rappeler leurs troupes.

Le général Lorge envoie le 16 mai son ultimatum aux insurgés par un officier de hussards, «mais jamais [celui-ci] n'a pu parvenir à leur faire accepter ses dépêches; ils ont persisté à le tenir en joue pendant tout le temps qu'il leur a parlé et enfin, forcé à la retraite, ils l'ont salué d'une demi-douzaine de coups de fusil. Cette action donne la mesure de leurs dispositions et de ce qu'on doit en attendre.

»En conséquence, le général porte aujourd'hui [27 floréal – 16 mai] son quartier général à Martigny et demain avec le jour l'attaque commencera¹¹.»

Louis Clavel écrira encore à Repond, le 16 mai, que «le général a des instructions, à ce qu'il dit, pour ne pas mettre autant que possible des troupes du Léman aux prises avec les révoltés. Il voulait déjà hier nous mettre sur les derrières et nous cantonner à Villeneuve et Aigle. Ce mouvement rétrograde qu'il projetait ayant excité des murmures dans la petite armée du Léman qui regardait cela comme un affront, il l'a suspendu et nous fait occuper les flancs... Si nos troupes sont inutiles, comme je le crois, il faudrait les rappeler...¹²»

Quant aux Bas-Valaisans, ils «demandèrent au général, note J.-J. CARRUPT, de ne pas combattre contre leurs compatriotes; le

¹⁰ Doc. II/2, pp. 162-163, n° 196. – C'est nous qui soulignons.

¹¹ Doc. II/2, p. 40, n° 63: lettre de Mangourit à Merlin, président du Directoire exécutif. – Voir également *ibidem*, p. 165, n° 204: lettre de Louis Clavel, «commandant en chef des troupes lémaniques en Valais», à Repond, chef du bureau militaire à Lausanne, et rapports de Lorge à Schauenbourg, du 29 floréal – 18 mai, dans STRICKLER, t. I, p. 1050, n° 43 et dans Doc. II/2, pp. 42-43, n° 68.

¹² Doc. II/2, pp. 165-166, n° 204.

général pénétra sans doute leurs raisons: il les renvoya chez eux, et ils ne participèrent plus dans cette lutte...¹³»

Les troupes françaises et vaudoises «qui étaient déjà à Martigny», rapporte ANNE-JOSEPH DE RIVAZ, qui est alors curé de Leytron, marchent contre les insurgés dès le lundi 14 et se cantonnent à Riddes, à Saillon et à Leytron les jours suivants... «Les troupes vaudoises cantonnées à Riddes et à Leytron pressurent les villages de cette partie du Bas-Valais pour des vivres et du vin. Les chasseurs français de l'avant-garde de cette armée y commettent de grands excès, surtout à Leytron où ils pillent la maison du curé et presque toutes celles de Leytron-le-Plan. Les troupes vaudoises commettent aussi quelques excès, mais beaucoup moindres, à Riddes, Saillon et Fully. En général, les Vaudois non moins que les Français traitent avec un mépris bien marqué nos pauvres Bas-Valaisans et manifestent une haine des plus caractérisées pour les prêtres. Cependant les Vaudois paient en partie, mais à bas prix. On dit que la vallée de Bagnes est plus vexée que les autres endroits du Bas-Valais pour s'être rangée au parti des Haut-Valaisans, sans y avoir été contrainte par l'invasion des Allemands en armes...¹⁴»

Quelles sont les forces dont Lorge dispose le 16 mai? Elles se composent de la 31^e demi-brigade de ligne, du 3^e bataillon de la 16^e demi-brigade d'infanterie légère, d'un escadron du 18^e régiment de dragons, d'un détachement du 8^e régiment de hussards; il a encore sous ses ordres deux bataillons vaudois et de l'artillerie, à savoir 4500 à 5000 hommes, dont 1500 du Pays de Vaud sous le commandement de Clavel.

De leur côté, les insurgés, du fait des désertions, n'alignent pas plus de 3000 hommes, dont 600 armés seulement de piques et de fourches¹⁵.

Le 16 mai (27 floréal), c'est au tour de Rapinat, commissaire du gouvernement près l'armée suisse, de recommander la modération; il expédie deux lettres au général Lorge et à Mangourit; Mangourit

¹³Doc. V a, p. 34.

¹⁴A.-J. DE RIVAZ, t. I, pp. 56-57.

¹⁵*Actenstücke*, pp. 330-331, note 42, et p. 346; D. IMESCH, pp. 61-62.

se concertera avec Lorge sur les mesures à prendre. Au résident, il écrit: «*Je ne doute nullement que votre philanthropie et celle du général ne vous portent l'un et l'autre à employer les armes de la persuasion de préférence à toute expédition qui tendrait à verser du sang*¹⁶.»

Comme on va le voir tout à l'heure, cette exhortation arrivera trop tard; en tout cas, Lorge va agir dans un tout autre esprit.

La Chambre administrative du canton du Léman, pour sa part, estime qu'il y a en Valais «des troupes françaises plus qu'il n'en faut»; elle va s'adresser au préfet Polier «pour le prier de voir s'il ne conviendrait pas de rappeler les troupes vaudoises¹⁷». Le même jour, elle invite Vincent Perdonnet «de faire revenir les dragons vaudois et de les faire passer dans des stations pour s'en servir de courriers¹⁸».

Le commandant en chef de l'artillerie vaudoise, Benjamin Doxat, de station à Martigny, juge que «*ce sont les Français qui doivent attaquer sans les Suisses*. Le général français a des ordres très précis à cet égard, affirme-t-il, afin de ne pas laisser un germe de haine entre nous et les Valaisans, qui ne doivent faire un jour qu'un corps et une même famille¹⁹.»

Le préfet Polier, entrant dans les vues de la Chambre administrative, informe Vincent Perdonnet qu'il a appris «avec une véritable tristesse qu'il y aura 7200 Français en Valais le 17 de ce mois. Pourquoi donc ce nombre?... Comment donc toute cette foule sera nourrie? Ne pensez-vous pas que nous devons du moins en tirer le parti de renvoyer nos vigneron et laboureurs à leurs ceps et à leurs charrues? La Chambre administrative le désire et je n'y vois aucune difficulté...» Et Polier de réitérer ses recommandations: «Voyez et agissez; vous n'en serez pas moins un médiateur de paix...²⁰»

¹⁶ Doc. II/2, p. 39, n° 61 (à Lorge) et n° 62 (à Mangourit). — C'est nous qui soulignons.

¹⁷ *Ibidem*, p. 164, n° 201, du 16 mai.

¹⁸ *Ibidem*, p. 165, n° 203, du 16 mai.

¹⁹ *Ibidem*, p. 166, n° 205: à Repond, chef du bureau militaire, à Lausanne, du 16 mai. — C'est nous qui soulignons.

²⁰ *Ibidem*, p. 167, n° 207, lettre du 16 mai.

3. Lorge attaque les insurgés: le combat de Chandolin (17 mai)

«Indigné» de la «conduite atroce» des insurgés à l'égard du parlementaire qui leur portait, le 16 mai, son ultimatum, le général Lorge met sans délai ses troupes en mouvement. «A 3 h. du matin, le 28 [floréal – 17 mai], consigne Lorge dans son rapport à Schauenbourg, du 29 floréal – 18 mai, elles passaient le pont de Riddes sur le Rhône; arrivé à la hauteur du village d'Ardon, j'ai fait marcher le [3^e] bataillon de la 16^e [demi-brigade d'infanterie] légère par des rochers impraticables à d'autres qu'à des Français, pour prendre l'ennemi sur sa droite. Je côtoyai le Rhône avec la 31^e demi-brigade [d'infanterie légère], le 18^e [régiment] de cavalerie et un détachement du 8^e [régiment] de hussards, quelques compagnies de tirailleurs vaudois et leur artillerie. Je n'ai point tardé à rencontrer les Haut-Valaisans...²¹»

En fait, comme le rapporte J.-J. CARRUPT, la 16^e demi-brigade d'infanterie légère, commandée par Montserrat, va «tourner l'aile de droite de l'ennemi», alors que Lorge va l'attaquer de front²².

En bref, l'attaque de l'aile droite des insurgés a lieu le 17 mai, jour de l'Ascension²³. A Ardon, le général Lorge détache donc Montserrat et son 3^e bataillon de la 16^e demi-brigade d'infanterie légère et les fait marcher sur le territoire de la commune de Conthey dans le but de tourner l'aile droite des insurgés; Montserrat atteint le village de Daillon, passe la Morge sur le pont du Diable, pour, de là, attaquer le village de Chandolin.

Dans le rapport qu'il adresse le soir même au général Lorge, Montserrat relate sur un ton dramatique les opérations qu'il a conduites:

²¹ STRICKLER, t. I, p. 1050, n° 43, et Doc. II/2, p. 42, n° 68.

²² Doc. V a, p. 35.

²³ Le rapport de Montserrat à Lorge décrit ces opérations comme si elles avaient eu lieu le 27 floréal – 16 mai. C'est une erreur de date, D. IMESCH l'a déjà relevé (p. 63, note 1): Lorge lui-même signale qu'il a mis en mouvement ses troupes, de Riddes, le 17 mai, à 3 h. du matin (STRICKLER, t. I, p. 1050, n° 43), on vient de le voir. Enfin, l'abbé J.-J. CARRUPT mentionne que l'attaque commence le 17 mai, à 7 h. du matin. (Doc. V a, p. 35.)

«En conséquence de vos ordres, c. général, je me suis porté par les montagnes au village de Daillon, croyant tourner les postes ennemis; mais leur ligne était tellement prolongée que j'ai été obligé pour cette opération de remonter jusqu'à la source de la Morge; pendant cette marche que l'ennemi, embusqué derrière les rochers sur l'autre revers de la gorge, rendait extrêmement pénible, j'ai fait attaquer par trois compagnies la chapelle de Chandolin²⁴ défendue par deux petites pièces de canon et 600 hommes, dont les forces étaient encore doublées par la localité. Je croyais par cette attaque les occuper de manière à attirer toute leur force sur ce point; mais leur nombre dans toute cette gorge était tel que chaque rocher demandait un nouveau combat. Le chemin, large de deux pieds et pratiqué sur des précipices affreux, offrait peu de ressource pour l'attaque; cependant les soldats de la liberté ont surmonté tous les obstacles. Accoutumés à vaincre, ils n'ont été arrêtés, ni par le feu roulant de l'ennemi, ni par les torrents et les chutes d'eau qu'ils ont passés avec audace, ni par cette grêle de pierres qu'on faisait pleuvoir sur eux. Les rochers ont été pris à l'assaut, si je puis m'exprimer ainsi, et le point de la chapelle s'est trouvé tourné. C'est ici que le combat a été terrible. Forts de leur nombre et encouragés par le fanatisme, les Valaisans réunis et rangés en bataille faisaient la plus vigoureuse résistance. Trois fois les trois compagnies qui avaient attaqué la chapelle avaient été obligées de se replier, et trois fois elles avaient repris la position où elles combattaient à l'arrivée du reste du bataillon. J'ai fait de suite battre la charge, nous nous sommes alors précipités sur ces hordes de malheureux fanatisés et près de 300 ont mordu la poussière. Cinq de mes officiers ont été blessés légèrement, un 6^e l'a été de manière à faire désespérer de sa guérison. J'ai eu dans cette journée 27 hommes tués et 40 blessés grièvement...²⁵»

²⁴ Chapelle dite Notre-Dame des Corbelins, fondée en 1666, plusieurs fois agrandie, et récemment «restaurée». (*Kunstführer durch die Schweiz*, t. II, 1976, p. 293.)

²⁵ STRICKLER, t. I, p. 1047, n° 36. — A comparer avec le récit de l'abbé J.-J. CARRUPT: «Montserrât avec son bataillon fut attaqué par de la grosse carabine, si loin que ses soldats ne pouvaient atteindre les Saviésans, mais fut obligé de

4. L'attaque des Maladaires (17 mai). — Préoccupations constantes des autorités vaudaises

Poursuivant son rapport du 18 mai à Schauenbourg, le général Lorge écrit qu'il a donc rencontré les Haut-Valaisans « retranchés derrière la Morge, torrent impétueux et profond²⁶. Leur ligne de bataille, parfaitement établie et flanquée, ce qui n'a point laissé de m'étonner, offrait un corps de 5 à 6000 hommes, et tous les rapports en font foi. Quoique du double inférieur en nombre, je n'ai point hésité à les attaquer. J'ai négligé leur centre et leur droite, que j'ai amusés avec quelques tirailleurs, et ai fait vivement attaquer leur gauche par quelques compagnies, soutenues d'un feu d'artillerie très vif de 5 à 6 pièces. L'ennemi, bien loin de s'épouvanter, descendait de sa position et se rapprochait de mes troupes en les insultant. J'ai senti qu'il n'y avait pas de temps à perdre, et qu'il fallait employer les grands moyens. J'ai fait avancer le 1^{er} bataillon de la 31^e, soutenu

descendre précipitamment dans la Morge pour grimper une ravine très escarpée, en sorte que ses soldats sifflaient du nez comme des serpents se voyant assaillis; outre les coups de carabine, encore par une nuée de pierres que des femmes roulaient en bas sur les assaillants; peu s'en est fallu que tout le bataillon fût écrasé, au rapport même de Montserrat, dans un petit sentier où l'on ne pouvait passer qu'un seul à la fois; il a été repoussé par deux fois; la troisième fois, il réussit à passer à travers des torrents d'eau qui y tombaient et des pierres que les eaux entraînaient, en sorte que tout le bataillon fut ou tué ou blessé. Les Saviésans, voyant les progrès des Français, se réfugièrent dans leurs maisons et revinrent pour apporter des soulagements aux Français qui étaient la moitié morts; ils profitèrent [les Français] de leur largesse, reconnaissant ensuite que ce n'était pas avec des Allemands qu'ils avaient eu affaire, mais avec des hommes du même lieu; ils en tuèrent quelques-uns qui furent reconnus au nombre de 12 et blessèrent 18 dont plusieurs femmes entre autres [qui] furent traitées fort cruellement; les officiers eurent de la peine de les arrêter. » (Doc. V a, p. 36, avec quelques erreurs de lecture qui, ici, ont été redressées.) — Nous ne nous aventurerons pas à recenser le nombre des hommes engagés dans cette « guerre », ni celui des tués ou blessés: les chiffres sont trop divergents d'auteur à auteur. Toutefois, le chiffre de 12 Saviésans tués, le 17 mai, qu'avance CARRUPT est exact; il se vérifie dans le registre des décès de la paroisse. (Voir Doc. V a, p. 36, note 57, et *corrigenda* dans Doc. IV, p. 76.)

²⁶CARRUPT, qui connaît bien les lieux, rectifie en affirmant que la Morge « n'est pas si rapide comme le c. général le dit dans sa relation [qu'il a pu lire dans le *Bulletin officiel*, t. II, n° 22, du 25 mai 1798, pp. 176-178], mais très facile à passer en ce moment ». (Doc. V a, p. 35.)

par le second, avec ordre de franchir le torrent au pas de charge et d'emporter la position, qui était un énorme rocher se prolongeant jusqu'à Sion. Ces malheureux ne se sont retirés qu'à brûle-pourpoint; nous les avons poursuivis jusqu'à la ville, en livrant toutefois un nouveau combat à chaque dent de rocher...²⁷

Cet «énorme» rocher, c'est la crête des Maladaires qui, culminant à 569 m d'altitude, s'étend d'ouest en est de la Morge, à 487 m, sur un peu plus de 2,5 km jusqu'à la Potence (482 m dans la plaine), en une série de croupes inégales...

Quoi qu'il en soit, selon D. IMESCH, les Haut-Valaisans n'attendent aucune attaque, ce matin-là, jour de l'Ascension. De nombreux soldats se sont rendus à Sion pour remplir leur devoir religieux. Au sommet de Montorge (786 m), le P. Ebner, capucin du couvent de Sion, aumônier des troupes²⁸, célèbre la messe.

²⁷STRICKLER, t. I, p. 1050, n° 43 et Doc. II/2, pp. 42-43, n° 68. – Voir aussi *ibidem*, p. 46, n° 71, annexe: «Résultat des rapports de la journée du 28 floréal – 17 mai», résumé. On conserve plusieurs récits, plus ou moins circonstanciés de cette attaque devant Sion: ainsi, Mangourit, dans sa 74^e dépêche à Talleyrand: «Ce matin, à la pointe du jour, l'armée française s'est mise en mouvement et a marché quatre heures pour rencontrer l'ennemi; il s'était retranché au pont de la Morge. Là, le feu a commencé; deux fois les bataillons ont passé le Rhône [*lapsus pour Morge*] dans l'eau jusqu'à la ceinture; l'ennemi s'est battu avec une intrépidité étonnante pour quiconque ignore les effets du fanatisme, mais nos troupes, qui ne savent que vaincre, ne les ont pas laissés maîtres d'un poste pendant cinq minutes. Il n'est pas un fossé, pas un pont, pas une haie, pas un monticule qui n'aient été défendus avec opiniâtreté; il a fallu l'acharnement de nos soldats révoltés par la perte de leurs camarades pour venir à bout de ces enragés...» (Doc. II/1, p. 176, n° 94); ou le même Mangourit à Merlin, le 29 floréal – 18 mai: «Pour punir des ingrats, réduire des révoltés, vaincre des fanatiques et exterminer des furieux, l'armée s'est mise en marche hier matin [17 mai] à la pointe du jour.

»Vers les 8 h., on s'est trouvé en présence; l'ennemi retranché au pont de la Morge y a fait une vigoureuse résistance. La charge a battu, deux fois nos bataillons ont passé la Morge dans l'eau jusqu'à la ceinture.

»Les révoltés se sont battus en enragés; il n'y a pas une position un peu avantageuse qui n'ait été gardée par lui jusqu'à la dernière extrémité. Le feu a duré plus de trois heures... Nous n'avions que 2200 hommes contre 6000 révoltés avec l'avantage des positions. Nous avons à regretter 70 à 80 de nos braves frères, un pareil nombre à peu près de blessés. Leur mort a été vengée par celle de 400 rebelles et autant de blessés...» (Doc. II/2, p. 41, n° 67.)

²⁸Franz Ludwig Ebner (1759-1834), originaire du Lötschental. [BWG, t. I, 1895, p. 474.]

Pendant le service religieux, on voit l'ennemi qui avance depuis Conthey. Aussitôt, la troupe saisit ses armes et occupe ses postes. Quant aux soldats qui étaient à Sion, la plupart regagnent Montorge, alors que d'autres n'entendent pas l'alarme. Le combat commence vers 6 h ²⁹.

Bientôt, rapporte J.-J. CARRUPT, on observe que les canons allemands commencent à se taire «par défaut de munitions». Les insurgés s'adressent à [Moritz] Perrig pour s'en procurer, mais celui-ci «ne jugea pas à propos de quitter sa bouteille dans la Croix-Blanche où il se trouvait³⁰; il ne se fit point non plus de devoir à faire partir le gros de l'armée qui était dans la ville ou dans ses environs; il loue beaucoup le zèle des combattants; pour la munition, conclut CARRUPT, il fallait la prendre où il y en avait et conforma ses idées à celles de la troupe qu'il avait sous ses ordres et non aux nécessités pressantes. Ainsi les Français eurent tout le temps de s'emparer de leurs canons avant que la munition y arrivât; au premier bruit des fuyards, l'armée qui était en ville décampa précipitamment...³¹»

* * *

Pendant que se déroulent ces événements, le Directoire exécutif de la République helvétique prend connaissance d'une lettre des autorités vaudoises; elles lui annoncent que «les insurgés du Valais paraissent disposés à mettre bas les armes..., que les mesures de rigueur pourraient exaspérer les esprits, etc...» Le Directoire arrête d'écrire au général Schauenbourg «pour lui recommander le peuple du Valais, le plus pauvre, le plus faible de tous ceux de l'Helvétie...³²» Et, acquiesçant à la demande de la Chambre administrative du Valais, il nomme Melchior Mohr commissaire en Valais³³, «muni de

²⁹ D. IMESCH, p. 62.

³⁰ Auberge à la rue de Conthey, à Sion. (A. DONNET, *Guide artistique illustré de Sion...*, p. 24, n° 24, et p. 40.)

³¹ Doc. V a, p. 35.

³² STRICKLER, t. I, pp. 1047-1048, n° 37.

³³ Melchior Mohr (1762-1846), de Lucerne, fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères de la République helvétique. (DHBS, t. IV, 1928, p. 772.)

pouvoirs étendus pour pacifier, organiser, assurer la tranquillité...», lequel va décliner cet honneur³⁴.

D'un autre côté, si les autorités du canton du Léman sont inquiètes de la charge que représente pour elles le passage de nombreuses troupes françaises en route pour l'Italie, elles n'en continuent pas moins leurs efforts de sollicitude à l'égard du Valais. Mais voici que Vincent Perdonnet demande, le 17 mai, à être relevé de ses fonctions de commissaire national; il propose de désigner, pour le remplacer, Fr.-S. Wild. Perdonnet a sans doute des affaires à Marseille, qui exigent sans délai sa présence; mais surtout le résident Mangourit refuse de reconnaître sa qualité de commissaire du pouvoir exécutif³⁵, parce que Rapinat ne lui en a pas donné communication officielle. En outre, il estime qu'il convient de

³⁴ STRICKLER, t. I, p. 1048, n° 38 a et n° 38 d. — Mohr décline la proposition du Directoire helvétique, le 19, et l'on signale, le 22 mai, qu'«une députation du Valais demande que le Directoire veuille bien ne pas envoyer le c. Mohr dans leur canton en qualité de commissaire»... (*Ibidem*, p. 1056, n° 57.)

³⁵ V. Perdonnet s'en expliquera plus longuement dans le rapport qu'il adressera au Directoire helvétique, le 25 mai 1798 (M. SALAMIN, *Le rapport de Vincent Perdonnet*, pp. 39-63): «Je connaissais le résident de France Mangourit, je savais que l'affection vraie ou simulée qu'il avait montrée précédemment aux habitants du Valais s'était changée en haine, mépris et désir de vengeance; je savais qu'il entraînait dans son caractère non seulement d'user mais d'abuser de la terrible influence qu'exerce la France sur notre pays; je savais qu'il nourrissait dans son cœur un dédain prononcé contre tout ce qui touche aux autorités helvétiques et qu'enfin sous des formes agréables, un extérieur prévenant et le jargon d'une politique astucieuse, il cachait une âme orgueilleuse et vindicative, etc...

«... J'avoue que le c. Mangourit m'avait reçu autrefois avec amitié et bienveillance; mais il l'avait fait lorsque je me présentai à lui comme un simple particulier de la candeur duquel il pouvait tirer des renseignements et des lumières. Aujourd'hui, tout était changé et il était facile de prévoir qu'il me recevrait avec une froideur révoltante, pour ne rien dire de plus, dès l'instant que je me présenterais à lui comme revêtu d'un caractère diplomatique. En effet, ou le c. Mangourit voulait pacifier le Valais et employer les voies de la clémence contre des infortunés à qui le double fanatisme de la religion et d'une liberté mal entendue avait fait prendre les armes, ou bien il voulait les subjuguier par les baïonnettes et courber leurs têtes rebelles sous l'affreux joug du despotisme militaire. Dans le premier cas, il n'aurait pas voulu partager la gloire de cette pacification et le droit qu'elle lui aurait donné à l'estime publique avec un nouveau venu; il savait trop que toute gloire s'affaiblit et même se perd en se divisant. Dans le second cas, la présence d'un homme impartial, humain et sensible ne pouvait être qu'importune à ses yeux...» (*op. cit.*, p. 45.)

licencier une partie des troupes vaudoises en Valais; il ne voit aucun inconvénient, comme H. Sterchi, de réarmer les Ormonans. Quant à la situation militaire, il renvoie Polier à la lettre que Sterchi a adressée à la Chambre administrative du Léman...³⁶

En effet, Sterchi écrit, le 17 mai, de Bex: «... Il est donc assuré que la guerre aura lieu tout de bon. Les Haut-Valaisans sont acharnés et décidés à se défendre de poste en poste; ils en ont de très forts... Ils ne se présentent jamais en plaine; leur position ordinaire est dans les gorges à moitié côte ou dans des embuscades. La déroute du 9 [combat d'Ecône] et la reconnaissance du 12 [jusqu'au Guercet] qu'ils ont prises pour des retraites complètes, leur ont inspiré une grande idée de leur énergie et de leur force. Outre cela, ils sont fanatisés, [ils] ont tous l'image de la Vierge ou celle de Jésus-Christ à leur chapeau, et dès qu'ils sont pris, ils mangent la tête de ces images...³⁷»

Vincent Perdonnet confirme les observations de Sterchi dans une autre lettre, de Bex, le même jour, à la Chambre administrative: «... Les voies de douceur dont on a voulu faire un dernier essai avec les Haut-Valaisans n'ont pas eu le succès qu'on aurait dû en espérer, et jusqu'à ce moment il paraît qu'il faudra employer la force pour les ramener de leurs égarements...» L'arrivée de nouvelles troupes françaises constitue certes un avantage: elle permettra de réduire les contingents vaudois. Toutefois, même si ces troupes sont à la charge de la République française, ce sont les communes du canton du Léman qui doivent faire les avances de fournitures: «cet état de choses nécessite de votre part de la manière la plus absolue l'envoi d'un commissaire ordonnateur qui puisse dresser ces états de fournitures et de les tenir bien en ordre pour en faire usage dans le temps». Sterchi ne peut s'en charger³⁸.

Le préfet Polier répond par retour du courrier à Vincent Perdonnet pour préciser une fois de plus sa fonction de commissaire en Valais, dont il se fait une idée «un peu erronée»: «*C'est une vocation*

³⁶ Doc. II/2, pp. 168-169, n° 209.

³⁷ STRICKLER, t. I, p. 1048, n° 39, § 2.

³⁸ Doc. II/2, pp. 169-170, n° 210.

de paix, de miséricorde vis-à-vis de nos frères valaisans, comme j'ai toujours la vocation d'aller mettre la paix dans la maison de mon frère; c'est une vocation d'honneur et d'humanité vis-à-vis de nos compatriotes de l'armée, pour prévenir qu'aucun d'eux ne s'oublie au point d'exercer des rigueurs non commandées par la nécessité envers nos frères égarés.

» Mais vous n'avez aucune vocation diplomatique que vis-à-vis des gouvernements ou résidents français; seulement les relations particulières que vous soutenez avec le résident peuvent *présenter l'occasion de plaider la cause des malheureux* et celle de notre chère patrie que la France ne peut pas vouloir libre, une et indivisible, et désolée...³⁹»

5. *La prise et le pillage de Sion par les Français* (17 mai 1798)

Il eût été aisé d'exposer la prise et le pillage de Sion en quelque trois à quatre pages; toutefois cette présentation aurait contraint l'auteur à truffer son récit de notes et de références, pour rendre justice à chacun, en signalant que tel fait, tel passage, telle expression, tel état d'esprit, telle réaction était tirée d'un texte du résident, ou du général Lorge, ou de témoins contemporains comme J.-J. CARRUPT ou A.-J. DE RIVAZ.

Nous avons préféré, sans que ce procédé soit tenu pour une solution de facilité, reproduire à la suite des extraits, assez étendus, de ces témoignages, où tel détail, telle expression ou telle appréciation figurent dans un contexte élargi.

Le lecteur pourra ensuite, de lui-même, établir une brève chronologie de l'affaire.

Il convient ici de poursuivre d'abord le rapport de Lorge à Schauenbourg; nous reproduirons ensuite les récits, par des contemporains, de cette décision finale.

«Dès que nous avons été en présence de Sion», écrit Lorge, les insurgés «ont arboré le drapeau blanc, et déjà un détachement de

³⁹ *Ibidem*, p. 170, n° 211. – C'est nous qui soulignons.

hussards s'avance vers la porte [de Conthey]; au même instant part des créneaux une décharge de mitraille et de petites armes qui tue un officier et quelques hussards. Alors je n'ai plus été maître des troupes; la ville est escaladée, et on y fait un massacre horrible de l'ennemi qui tirait des fenêtres; 7 à 800 des leurs sont restés sur la place, autant à peu près sont blessés ou pris; 7 drapeaux, 8 pièces de canon sont un des fruits de la victoire.» Lorge mentionne encore brièvement l'attaque de Montserrat sur Chandolin. «Malgré tous ces obstacles, nos troupes se sont réunies, et l'ennemi est dans la plus grande épouvante⁴⁰...»

Le jour même de la prise de la ville, Mangourit rapporte, de Sion, à Talleyrand que, «repoussés jusque dans Sion», les insurgés «ont aussitôt arboré le drapeau blanc. L'armée pensant avoir affaire à des hommes d'honneur, s'avancait dans la confiance et croyant à la reddition; mais à peine le premier escadron est devant la porte qu'une décharge d'artillerie à mitraille nous enlève un officier de hussards généralement regretté, deux hussards et une douzaine de fantassins⁴¹.

⁴⁰ STRICKLER, t. I, pp. 1050-1051, n° 43, et Doc. II/2, p. 43, n° 68.

⁴¹ Le nom de l'officier est cité par Mangourit dans sa proclamation adressée aux Valaisans, le 1^{er} prairial – 20 mai: ...«On approche de Sion; le pavillon blanc flottait sur les remparts... Le lieutenant Hamion du 8^e de hussards suivi de quelques soldats s'avance vers la porte; mais, ô trahison, une batterie masquée porte le trépas à ces guerriers confiants...» (STRICKLER, t. I, p. 1053. – Une erreur de lecture du manuscrit de J.-J. CARRUPT, qui mentionne également le nom, nous a fait lire *Hamrion*, ce qui nous a conduit à l'identifier tout d'abord avec un Henry Henrion (Doc. V b, p. 108), puis avec un futur général, Christophe Henrion (1772-1850) que l'on trouve chez SIX (t. II, pp. 569-570), alors que D. IMESCH (p. 67) le nomme *Hamisson* et affirme qu'il est mort de ses blessures quelques jours plus tard.)

Quoi qu'il en soit, on peut se demander si le lieutenant Hamion a réellement été tué. Rien n'est moins sûr. En effet, les registres des décès de la paroisse de Sion (cathédrale et extra-muros) ne portent aucune sépulture de militaires français du mois de mai à la fin de l'année 1798; à Martigny, où les Vaudois ont installé une ambulance, on note l'ensevelissement de 9 militaires français, parmi lesquels ne figure pas le nom d'Hamion; à Bex, où est établi l'hôpital central, on ne relève, dans les registres de la paroisse, que deux décès: le 16 mai, d'un brigadier du 8^e régiment de hussards (Antoine Feltz), et le 22 juin, d'un chasseur à cheval (Joseph Desfontaines).

Autre argument: on ne trouve pas de dossier au nom d'Hamion aux Archives de l'armée de terre à Vincennes. (Obligante communication de M^{lle} FRANÇOISE VANNOTTI, archiviste-paléographe.) Enfin, il est pour le moins curieux que

«Nulle considération, aucun danger ne peut retenir nos soldats furieux; on entre dans la ville de vive force et la place est couverte de morts. 7 prêtres et un 8^e en habit pontifical encourageaient les révoltés, leur distribuaient des reliques et récitaient au milieu d'eux le chapelet et mille autres bêtises de cette nature. Ils sont actuellement sans vie.

»La perte de notre côté est d'environ 70 à 80 hommes, à peu près un pareil nombre de blessés. Les rebelles ont laissé sur le champ de bataille 350 à 400 victimes de leur fanatisme; le pain qu'on leur distribuait portait l'empreinte d'un Saint-Sacrement...⁴²»

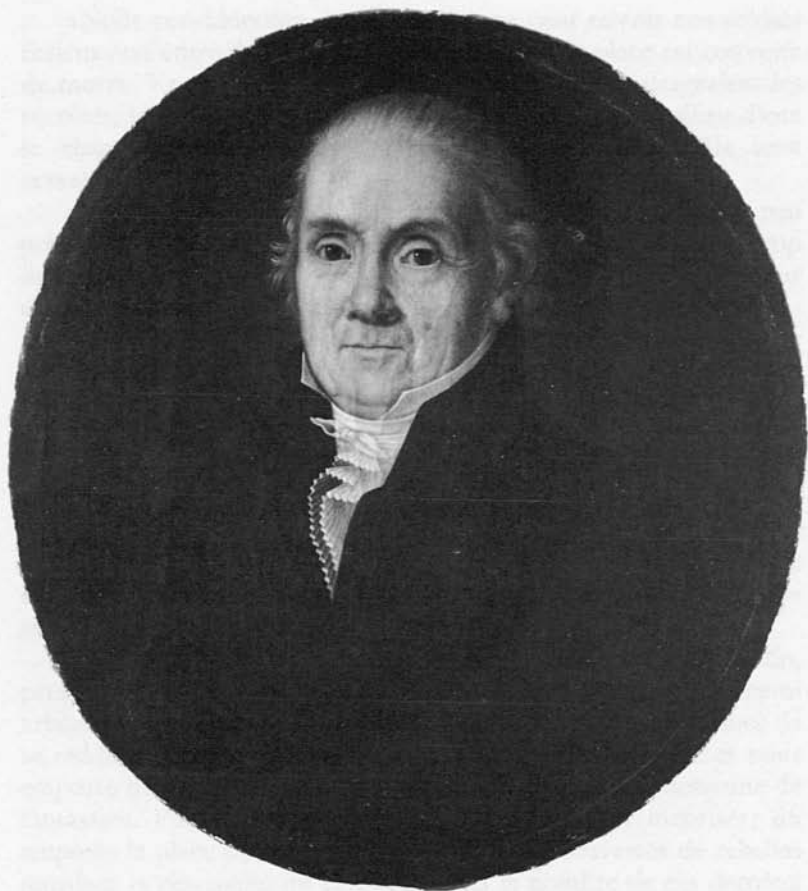
De Sion, le 17 encore, Mangourit annonce au commissaire Rapinat: «Sion est pris. Mais nous avons à pleurer la perte de 70 à 80 braves; près de 400 ennemis ont été passés sous le fer de la baïonnette. Ces fanatiques se sont battus en tigres; ils mouraient sans pousser un soupir, *le chapelet ou des reliques à la main*. Le général Lorge a vaincu par ses savantes dispositions et nos camarades par leur valeur indomptable. *Huit prêtres ont mordu la poussière*; l'un d'eux était en *ornements sacerdotaux*. Le chemin par où j'ai passé était jonché de morts. Croiriez-vous *que le pain de munition portait l'empreinte d'un ostensor*?⁴³»

Mangourit adresse également, le 18 mai, un rapport à Merlin, président du Directoire exécutif: «Repoussé dans Sion, l'ennemi arbore le drapeau blanc; nos troupes avancent dans la confiance de sa reddition, mais une batterie masquée fait feu à mitraille et nous emporte un officier de hussards, deux cavaliers et une douzaine de fantassins. Plus de considération: les dangers sont méprisés; on emporte la place de vive force; les rues sont couvertes de rebelles mordant la poussière, on distingue dans le nombre de ces derniers

Mangourit, dans sa proclamation du 3 prairial – 22 mai adressée à l'armée française victorieuse» (STRICKLER, t. I, pp. 1055-1056), où il cite de nombreux officiers, ait passé sous silence la mort d'Hamion qui a déclenché l'assaut de la ville de Sion; on peut faire la même observation à propos des lettres du Directoire exécutif, du 9 prairial – 28 mai publiées, à Paris, dans le journal *Le Rédacteur*, à l'intention des «militaires qui se sont distingués lors de la reprise de Sion». (Doc. II/2, p. 58, n° 84.)

⁴²Doc. II/1, p. 176, n° 94.

⁴³Doc. II/2, pp. 40-41, n° 65. – Souligné par Mangourit.



ISAAC DE RIVAZ
(1752-1828)
par Antoine Hecht, 1827.
(Zurich, p.p. - Photo Schmid)



LOUIS TOUSARD D'OLBEC
(1757-1840)

par Jean Fouquet, 1791.

(Bellinzona, p.p. - Photo Schmid)

8 prêtres dont un en habit de cérémonie, lesquels n'avaient cessé d'encourager les révoltés en leur distribuant des reliques et récitant des chapelets au milieu d'eux; les pains portaient l'empreinte d'un Saint-Sacrement...⁴⁴»

On trouve encore d'autres précisions dans la lettre adressée, de Martigny, le 17 mai au soir, par Louis Clavel, commandant en chef des troupes lémaniques en Valais, au bureau militaire de Lausanne: «J'arrive de Sion harassé; nous y sommes entrés ce matin, à 11 h., victorieusement après quatre heures d'un combat opiniâtre et difficile par l'obstination des habitants du Haut-Valais à défendre cette horde de brigands peut-être dispersés et jetés dans les dizains supérieurs du Valais. Nos Vaudois étaient à cette affaire au nombre d'environ 350 chasseurs, 6 pièces de canon et un obusier. Le général a témoigné être généralement content d'eux, surtout de l'artillerie...⁴⁵

Dans un deuxième rapport que la Chambre administrative du Valais écrit au Directoire helvétique, le 21 mai, on lit que «le 16 [*lapsus pour* le 17], l'armée rebelle a été attaquée sur toutes les hauteurs qui sont en avant de Sion; après un combat sanglant qui a duré quatre heures, ils ont été mis en fuite; une petite partie s'est réfugiée dans Sion, qui a fait une apparence de défense. Il paraît que les Valaisans allemands ont maîtrisé cette ville. Le drapeau blanc a été arboré; les portes ont été ouvertes à l'armée française; mais lorsqu'elle a été entrée en partie, un détachement d'Allemands a fait sur elle une décharge d'artillerie à mitraille, qui a tué un officier des hussards et blessé 15 hommes. Ce fait paraît constant, mais ce n'était pas le crime de la malheureuse ville de Sion. De ce moment elle a été livrée au pillage⁴⁶. Il a commencé à 10 h. du matin, et à la nuit

⁴⁴ *Ibidem*, pp. 41-42, n° 67.

⁴⁵ *Ibidem*, pp. 170-171, n° 212.

⁴⁶ Le pillage de la ville de Sion a suscité beaucoup d'indignation, surtout pour la part qu'y ont prise les Vaudois; par exemple chez V. Perdonnet: «... Les soldats transportés de rage et sans ordre du général commencent alors le pillage de cette malheureuse cité. Je crois que les lois de la guerre, écrit Perdonnet, autorisaient chez les Français cet acte de sévérité; mais ce qui m'afflige, ce qui a fait couler mes larmes et couvert mon front de rougeur, c'est que nos Vaudois aient pu non seulement participer à ce brigandage, mais que même ils se soient distingués par

il n'était pas arrêté. Abandonnée pendant aussi longtemps à des soldats, parmi lesquels il y avait beaucoup de Vaudois, pour qui tout était bon, attendu le voisinage, cette malheureuse ville a été dépouillée à nu, même des meubles les plus communs.

» La ville et le dizain de Sion ont été imposés à une contribution provisoire de 50 000 écus, payables en trois jours. Nous n'avons aucun détail sur la perte en hommes tués ou blessés...⁴⁷»

L'abbé J.-J. CARRUPT, curé d'Ardon, affirme que «le récit du général Lorge sur la prise de la ville est absolument hors des bornes de la vérité»: «La ville abandonnée, écrit l'abbé, arbora le drapeau blanc et se rendit. Un soldat allemand qui ignorait qu'on eût planté le drapeau blanc tire sur le lieutenant des hussards, le c. Hamion, qui fut tué près des murs de la ville...». Le récit de Lorge, poursuit CARRUPT qui vient d'en citer un extrait, «est entièrement dénué de la vérité, d'autant qu'il est impossible d'y placer des canons là où étaient les créneaux; d'ailleurs, il n'y en avait plus qu'un seul dans la ville, les autres étaient pris sur le champ de bataille; et comment escalader les murs d'environ 40 à 50 pieds de hauteur sans échelle? Tout ce qu'il en était était un coup qui coucha Hamion par terre tiré après le drapeau blanc planté, ce qui arrêta les vainqueurs d'entrer, sur quoi le général fit tirer quelques coups de canon, lorsque

des traits d'une rapacité et d'une barbarie inconnue aux soldats français...» (M. SALAMIN, *Le rapport de V. Perdonnet...*, pp. 47-48.)

Sur le problème du pillage, licite ou illicite, on consultera des traités du *Droit des gens*. Par exemple, VATTTEL écrit, vers le milieu du XVIII^e siècle: «... Le souverain peut faire aux troupes telle part qu'il lui plaît du butin. Aujourd'hui on leur abandonne, chez la plupart des nations, tout celui qu'elles peuvent faire en certaines occasions où le général permet le pillage: la dépouille des ennemis restés sur le champ de bataille, le pillage d'un camp forcé, quelquefois celui d'une ville qui se laisse prendre d'assaut...» (EMER DE VATTTEL, *Droit des gens, ou principes de la loi naturelle appliqués à la conduite et aux affaires des nations et des souverains*, nouv. édit., t. II, Paris, 1835, p. 195: Livre III, chap. IX, § 164.)

⁴⁷Rz, cart. 75, fasc. 7, p. 10, copie. — Partiellement publié par STRICKLER, t. I, p. 1050, n° 42.; la date proposée par STRICKLER (18 mai?) a déjà été rectifiée par M. SALAMIN, *Le rapport de V. Perdonnet...*, p. 47, note 10. — La Chambre administrative du Valais adressera beaucoup plus tard un troisième rapport au Directoire helvétique, dont nous publions le texte inédit en Annexe IV, t. II, pp. 309-315.

M. le capitaine de Nucé⁴⁸, avec la municipalité de la ville, les rassura sur la crainte qu'ils avaient et ils entrèrent paisiblement; alors la fureur des hussards ne laissa pas de hacher en pièces une trentaine ou quarantaine d'hommes armés qu'ils y trouvèrent (la furie des soldats français était telle qu'ils blessèrent quelques prisonniers bas-valaisans que les Allemands y avaient conduits; on eut de la peine à leur faire croire...), et quoique Mangourit assure qu'on n'a pas fait des prisonniers, on en envoya cependant une centaine au château de Chillon, sur le lac de Genève, qui furent saisis à Sion. Il est aussi controuvé qu'on ait tiré par des fenêtres, d'autant que les bourgeois n'étaient point au fait de manier des armes; les habitants, généralement étrangers, quoique exercés, regardaient les Français pour leurs libérateurs de la sujétion à la bourgeoisie, [ils] n'étaient point ennemis des Français [et] n'étaient pas fâchés de la défaite des Allemands...⁴⁹»

Le contemporain qui donne le plus de détail sur le pillage de Sion, c'est l'abbé A.-J. DE RIVAZ qui écrit notamment, dans ses *Mémoires historiques*: La ville «fut livrée au pillage pour pendant deux heures, qui en durèrent cinq à six. Une cinquantaine d'hommes armés se porta à Valère où ils pillèrent l'église et le trésor du vénérable chapitre. Quelques soldats insultèrent et pillèrent l'évêque: ils lui arrachèrent sa croix pectorale qui était d'or; le grand doyen, qui fit peut-être quelque résistance pour sauver le sien, reçut deux coups de baïonnette dont il mourut quelques jours après...⁵⁰ Toutes les boutiques furent enfoncées, excepté celle du c. Lacoste et de quelques autres zélateurs de la révolution helvétique. On ne dit point que le soldat français ait commis d'autres excès en ce sac de cette petite ville, que d'avoir prolongé de quelques heures le pillage permis pour deux seulement. Entré dans la ville, on tua sans quartier comme de droit tout Valaisan qu'on rencontra en armes.

⁴⁸ Benjamin de Nucé (1733-1808), ancien capitaine au régiment de Courten, vice-président de la ville de Sion en 1798. (Voir A.-J. DE RIVAZ, t. I, p. 62.)

⁴⁹ Doc. V a, pp. 35-36.

⁵⁰ Joseph Imseng (1725-1798), grand doyen de Sion 1780, vicaire général 1791 (*BWG*, t. III, 1907, p. 11.) – Imseng est en effet décédé le 23 mai 1798, selon le registre des décès de la paroisse.

»Je ne sais point encore au juste de combien de combattants étaient fortes les deux armées, ni combien chacun a eu de morts ou de blessés⁵¹. Le général alla loger à l'évêché. Mangourit arriva le soir même de Saint-Maurice et y prit en dictateur ou en proconsul le gouvernement suprême...⁵²»

A.-J. DE RIVAZ revient sur ce sujet un peu plus loin pour mentionner «quelques autres détails» qu'il tient de «la propre bouche» de l'évêque Blatter. «Le jour de l'Ascension [17 mai], quelques soldats à peine entrés dans la ville se portèrent à sa résidence, et le sabre nu à la main lui arrachèrent d'abord sa croix pectorale et lui demandèrent ses bijoux et son argent. Comme celui qu'il leur livra et qu'ils trouvèrent dans sa chambre à coucher n'était pas considérable, ils usèrent de violence pour lui arracher l'aveu du lieu où il pouvait en avoir caché. L'un d'eux lui donna des soufflets, un autre le jeta à terre et lui donna des coups de pied dans le ventre. Les officiers lui firent rendre quelques jours après ses bijoux de prélat, mais en lui les vendant presque aussi cher qu'il les aurait achetés chez un orfèvre. Ils pillèrent ensuite l'aumônier [Joseph-Marie Valleran] qui perdit le plus liquide de ses épargnes en or et en argent qu'il avait sur lui, ayant été fouillé. Ensuite, ils entrèrent dans la chambre du «boutillier», soit économe de l'évêque, à qui Monseigneur venait de remettre à la hâte une somme considérable en espèces et que celui-ci n'avait pas eu le temps de cacher, et le dévalisèrent en totalité. La maîtresse servante perdit peu de chose. Demi-heure après le pillage arriva le général avec son état-major pour loger à l'évêché. L'évêque y logea 24 jours de suite à ses dépens 22 officiers outre le résident qui y dînait tous les jours, et 18 chevaux de son écurie.

»Monseigneur se loue de la politesse et de l'honnêteté du général; mais le résident, qui venait tous les jours dans sa maison, ne l'a jamais honoré d'une visite...⁵³

⁵¹ D. IMESCH a tenté (pp. 64-65, note 4) de comparer les chiffres des pertes d'après les sources qu'il avait à sa disposition.

⁵² A.-J. DE RIVAZ, t. I, pp. 57-60.

⁵³ Après l'incendie de Sion en 1788, les évêques établissent leur résidence dans les maisons Blatter, à la rue des Châteaux, juste au-dessus du tunnel ouvert au

»Le résident a exigé de l'évêque une contribution de 8000 écus. Pour la payer, il employa pareille somme provenant du réachat du fief d'Anniviers qu'il avait fait cacher à son mayen d'Arolla au fond de la vallée d'Hérens, et qu'il destinait à rebâtir le château de la Majorie. Monseigneur évalue à près de 2000 écus les frais de bouche et tout ce qu'il a perdu au pillage. Le chapitre paya aussi 8000 écus pour sa part de contribution. Il ne put les payer qu'en livrant à Mangourit sa plus belle argenterie d'église et le peu de vaisselle d'argent et de vermeil qu'on avait entassé à Valère depuis trois à quatre siècles. Ce fut ainsi que ce commissaire français se reconnut d'une superbe pièce d'orfèvrerie ancienne dont le chapitre lui avait fait présent peu de mois auparavant...»

Et A.-J. DE RIVAZ revient encore sur le coup de canon à mitraille qui a déclenché le pillage: «c'est un fait avéré et qui m'a été certifié par les c. Edouard Devantéry⁵⁴, président de la ville, et Benjamin de Nuce, vice-président, ... qui en cette circonstance ont obtenu la confiance des habitants de Sion et du c. résident par leur chaud révolutionnisme, qu'il n'est pas vrai que la garnison allemande... ait tiré le prétendu coup de canon à mitraille, qui a servi de prétexte au pillage de cette ville; qu'il n'y eut aucune trahison⁵⁵, mais seulement de la mésentendue, et que ce fut par hasard qu'un soldat valaisan (un certain Wenger⁵⁶, du Haut-Conches), qui était sur le rempart et qui ignorait qu'on eut déployé à la tour de la maison de ville le pavillon blanc, tira sur un officier de cavalerie qui mourut quelques jours après de ses blessures. Ce que ces messieurs peuvent d'autant mieux certifier que ce fut eux qui ouvrirent la porte de Conthey à l'armée française et qui, ayant averti le détachement qui

XIX^e siècle, nos actuels 14 et 23. – Voir TAMINI et DELÈZE, p. 39, et surtout FR.-O. DUBUIS et A. LUGON, *op. cit.*, pp. 209-210, S 16 et S 17. – Le palais épiscopal actuel a été construit en 1839-1840 par le chanoine Joseph Anton Berchtold (1780-1859), chanoine et curé de Sion 1816-1829 (*BWG*, t. I, 1895, pp. 361-362), en partie d'après les plans de l'architecte allemand Karl von Ehrenberg. (Voir HANSPETER REBSAMEN, *Carl Ferdinand von Ehrenberg (1806-1841), der Gründer des schweizerischen Ingenieur- und Architektenvereins und sein Wohnhaus in Zürich*, dans *Unsere Kunstdenkmäler*, 1963, n° 1, pp. 13-18.)

⁵⁴ Edouard Devantéry (1748-1806), ancien capitaine au régiment de Courten.

⁵⁵ Voir D. IMESCH, p. 64, note 1.

⁵⁶ Sans doute erreur pour Sebastian Weger.

gardait cette porte de cet acte pacifique, empêchèrent nos canonniers de faire feu de cet unique canon sur la troupe française. On sait d'ailleurs, conclut l'abbé A.-J. DE RIVAZ, qu'indépendamment de ce coup de fusil, c'était un parti pris par Mangourit de faire piller la ville. Des patriotes ardents, mais sincères, l'avouent ingénument⁵⁷. »

Isaac de Rivaz, frère de l'abbé, a ajouté une note marginale à ce récit: Le capitaine Devantéry perd sa montre à répétition à l'instant où un soldat l'embrasse pour le remercier; il n'apprit que quelques jours plus tard qu'un soldat se vantait «d'avoir enlevé la montre à un gros papa sans qu'il s'en fût aperçu...» Isaac de Rivaz affirme encore qu'il était «à Saint-Maurice assez certain du pillage de la ville de Sion. L'armée avait à sa suite des chars du canton de Vaud pour acheter les effets et des acheteurs assez connus, dont quelques-uns du Val-d'Illiez, le reste d'Aigle et de Bex. Le petit chef de hussards buvant chez moi m'a assez de fois raconté comment on enlevait les galons et agrafes aux femmes...⁵⁸»

*6. Les Vaudois au pillage de Sion. – Congédiés par le général Lorge, ils poursuivent leurs pillages dans leur retraite en aval de Sion (Conthey, Ardon, Chamoson, Leytron, etc.)
(17/18/19 mai 1798)*

Ce ne sont pas seulement les Français qui pillent la ville de Sion; les troupes vaudoises y participent également. Celles-ci, si l'on peut s'exprimer ainsi, ont déjà eu l'occasion de se faire la main, comme le raconte A.-JOS. DE RIVAZ: «Les troupes qui montèrent dans le Haut-Valais commettent différents excès dans les bannières de

⁵⁷ A.-J. DE RIVAZ, t. I, pp. 60-62.

⁵⁸ *Ibidem*, pp. 62-63, note 1. – Nous publions en Annexe V, t. II, pp. 316-319, une *Relation succincte et incomplète de la prise de Sion (17 mai), des contributions imposées par les Français et de la cérémonie du 8 juin*, relation incomplète que nous avons retrouvée en cours de rédaction et qui est de la main de Jos.-Augustin de Riedmatten; celui-ci apporte une précision importante en signalant que les troupes de la ville de Sion, du dizain de Sierre et du dizain de Viège, qui avaient dû marcher contre leur gré, quittent alors le parti des rebelles.

Saillon et de la majorité d'Ardon. Les curés de Fully⁵⁹ et d'Ardon⁶⁰ en sont insultés à toute outrance; ceux de Leytron⁶¹ et de Vétroz⁶² sont ruinés par le pillage. Les curés de Saxon⁶³ et de Riddes⁶⁴ ne sont pas insultés, mais seulement ruinés. Dans la paroisse de Conthey, soit de Saint-Séverin, les troupes vaudoises pillent la cure, la maison du banneret [Jean-Joseph] Duc, celle de son fils le major [Séverin Duc]...⁶⁵»

Dans une adjonction à cet exposé, A.-J. DE RIVAZ revient une troisième fois à son cas personnel: «Toutes maisons de Leytron-le-Plan sont plus ou moins pillées, mais les habitants du lieu en sont en partie dédommagés par le parti qu'ils tirent de leurs denrées. Mais personne ne souffre de ce passage de troupes autant que moi, pour qui tout a été perte et rien n'a été gain. On ne dit point qu'ils aient insulté les femmes, mais ils ont traité nos gens, je le répète, avec un oubli et un mépris des droits de compatriotisme dont nos magistrats se sont plaints aux leurs, qui n'ont pu nous refuser la justice de les en blâmer ouvertement⁶⁶.»

Quant à la participation des Vaudois au pillage de Sion, voici ce qu'en rapporte J.-J. CARRUPT: Les Vaudois, qui suivaient les Français, se hâtent, le 17 mai, de quitter Conthey, «où ils pillaient et tuaient ceux qui s'opposaient au pillage», alors qu'ils auraient dû regarder comme des amis ceux qui avaient envoyé 50 hommes à leur secours lors de la campagne des Ormonts. Les Vaudois «arrivèrent à Chandolin après que tout danger était passé et voulurent faire main basse sur tous les effets des Saviésans où ils commirent des excès les plus horribles, dont on n'oserait en parler

⁵⁹ Joseph-Maurice Bochatay (1733-1812), curé de Fully 1767-1801. (TAMINI et DÉLÈZE, p. 421.)

⁶⁰ Par conséquent notre mémorialiste, J.-J. Carrupt.

⁶¹ L'abbé A.-J. de Rivaz.

⁶² Jean-Baptiste Brautigam (1745-1806), prieur de Vétroz depuis 1795. (TAMINI et DÉLÈZE, p. 424.)

⁶³ Jean-Laurent-Emmanuel Chabbey (1750-1801), curé de Saxon de 1785 à sa mort. (*Ibidem*, p. 429.)

⁶⁴ Pierre-Maurice Bochatay († 1803), curé de Riddes, de 1795 à sa mort. (*Ibidem*, p. 421.)

⁶⁵ A.-J. DE RIVAZ, t. I, p. 64.

⁶⁶ *Ibidem*, p. 65.

si ces choses n'étaient attestées d'une manière si authentique qu'il n'y a point de doute, étant en présence de plus de cent témoins. Ils couchèrent un de leurs officiers par terre et lui ouvrirent une veine et firent couler son sang dans un pot, jusqu'à ce que cet officier fût en défaillance à ne pouvoir se bouger du lieu, que l'on fit porter dans cet état par quatre Saviésans à l'hôpital de Sion; ensuite, ils mirent de la poudre pilée dans son sang et eurent le courage de boire cette dégoûtante et cruelle liqueur, qui faisait horreur à tous les assistants. Cet officier n'était devenu l'objet de leur rage que parce qu'il voulait rétablir l'ordre et empêcher les cruautés, mais tout a été inutile. La seule raison qui les interrompît dans leurs excès est la proposition qu'on leur fait d'aller à Sion, qui était tout proche, où ils pourraient butiner plus avantageusement. Effectivement, ils s'y rendirent aussitôt, où les soldats français travaillaient déjà, car le général Lorge leur avait donné le pillage de la ville pour quatre heures de temps. Les Français, affirme CARRUPT, ne cherchaient que de l'argent, du vin, etc., mais les Vaudois avaient 25 voitures doubles pour emmener le pillage; ils ramassaient tout ce qu'ils trouvaient à leur bienséance jusqu'aux pelles à feu et aux clous dans les parois. Toute la ville explorée se plaignit amèrement de cette conduite des Vaudois; Lorge en fut outré, il leur ordonna de se retirer chez eux dans l'instant même, ce qui fut ponctuellement exécuté; ils vinrent à Vétroz si furieux qu'ils ne se possédaient pas de n'avoir pu assouvir leur cupidité. Les 25 chars étaient déjà partis, chargés de butin; ils résolurent de piller l'église d'Ardon et le presbytère en passant, mais un de leurs braves hommes⁶⁷ les devança et avertit la commune d'Ardon qui les mit aussitôt sous les armes et parurent d'une manière si imposante que les officiers vaudois qui avaient encore de la probité vinrent à bout de les faire passer tranquillement, mais cependant en vomissant des imprécations les plus horribles sur ceux de cet endroit...⁶⁸»

⁶⁷ *Note marginale de CARRUPT*: «Il ne faut pas croire que tous les Vaudois aient été animés du même sentiment; il n'est pas douteux qu'il y en avait de très honnêtes parmi eux qui gémissaient de ces désordres.»

⁶⁸ Doc. V a, pp. 37-38; voir aussi *ibidem*, p. 53.

Pendant ce temps, un bataillon vaudois de 500 hommes, commandés par Louis Blanchenay, est cantonné à Leytron. Ce bataillon, par conséquent, «n'a point pris part» au «combat de la Morge, ni au pillage de Sion, ce qui, raconte J.-J. CARRUPT, le mit de mauvaise humeur», les soldats ne voulant pas retourner chez eux les mains vides. Ils vont «par les chemins, dans les maisons écartées», et dépouillent les passants et pillent des maisons «pendant le 18/19 mai». CARRUPT rapporte d'une manière circonstanciée comment le 18 et le 19 mai les Vaudois cherchent querelle aux habitants de Chamoson; ceux-ci, déjà alertés, ont dépêché un exprès «pour s'en plaindre» auprès de Mangourit, qui répond de tuer les Vaudois qui pilleraient; ils mettent aussitôt sur pied 40 hommes «pour arrêter les maraudeurs». Les Chamosards ont quatre tués dans les échauffourées du 19 mai. Ce n'est qu'à l'arrivée des dragons français que les Vaudois, sur l'ordre du général Lorge, évacuent les lieux, le 20 mai⁶⁹.

A.-JOS. DE RIVAZ, alors curé de Leytron, est soulagé quand les Vaudois quittent Leytron: «Le commandant de ce bataillon (le c. Blanchenay) était un brutal et un emporté qui, à propos de bottes, cherchait noise à nos gens et à nos préposés. Ses soldats profanèrent le cimetière de mon église en y faisant leurs ordures dans le bénitier qui est à la grande porte. Ils brûlent toutes les croix qui étaient sur les tombes, et ils traitent avec un mépris irréligieux les têtes de

⁶⁹ Doc. V a, pp. 38-39, et 53-55; *ibidem*, pp. 56-57: *Mémoire des conséquences de l'agression des Vaudois cantonnés à Leytron, le 19 mai 1798, contre la commune de Chamoson et Saint-Pierre[-de-Clages]*, par JOS.-ANTOINE FAVRE, et p. 57, par le même auteur: *Griefs contre les troupes vaudoises qui ont séjourné à Leytron et à Saint-Pierre*. – Voir également STRICKLER, t. I, p. 1057, n° 63 b: «Hier [19 mai], écrit Mangourit à Merlin, la troupe vaudoise que j'ai fait congédier passait et couchait dans un petit village voisin de la commune de Chamoson; elle se porta par bande dans cette commune pour y exiger du vin, etc., etc. On lui répondit qu'obligé de nourrir un détachement du 18^e de cavalerie, on réservait pour lui ce que la commune possédait. Mécontents de cette réponse, ils se répandirent en menaces et jurèrent d'y apporter la vengeance; en effet, la nuit étant venue, ils entrent dans ce village, le pillent à main armée; les habitants opposent la résistance, ils font feu et cinq restent sur la place. Le chef d'escadron du 18^e accourt avec quelques cavaliers, distingue ces brigands couverts de l'uniforme vaudois et les charge à coups de plat de sabre; surpris de cette correction, ils s'enfuient, reprennent leur route, mais ils la marquent encore par quelques traits de ce genre.» (Doc. II/2, p. 47, n° 72.)

morts qui sont entassées dans mon ossuaire. Ce commandant avec 14 de ses officiers viennent se loger à la cure; ils s'y font servir impérieusement par mes domestiques et y consomment sans discrétion et sans reconnaissance toutes mes denrées. Le 19, le commandant m'écrit qu'il payera tout argent comptant, et le 20, il part sans même me faire remercier. Il a en outre l'indiscrétion de nourrir à mon écurie huit chevaux de mon seul foin. Il fait marcher trois compagnies de son bataillon contre une petite troupe de Chamosards pour avoir tiré sans tuer personne sur quelques-uns de ses soldats maraudeurs qui usaient de violence pour se faire donner du vin. Ils font feu sur ces inconsidérés que l'ignorance des lois militaires et du droit de la guerre devait excuser, et qu'on pouvait aisément réduire sans en venir à cette extrémité...»

Et l'abbé DE RIVAZ de conclure: «En sorte que, pour le dire en deux mots, les Français m'ont pillé en voleurs et les Vaudois, en filous, et ils ont fait voir par les effets que ruiner un prêtre est pain bénit pour eux...⁷⁰»

Mais le 20 mai déjà, Benjamin Doxat, commandant de l'artillerie vaudoise, dépêche à Chamoson le chef d'escadron Charles de Bons⁷¹ mener une enquête sur les événements du 20 mai, d'où il résulte que l'affaire de Chamoson ne peut être mise à la charge du bataillon Blanchenay: celui-ci a quitté Leytron le 20 de grand matin⁷².

Le 22 mai, c'est H. Polier, préfet du canton du Léman, qui adresse au Directoire helvétique un rapport sur «les affaires du Valais», dans lequel il exprime son indignation: «... Il me revient de diverses parts que nos gens se sont livrés au pillage dans Sion; j'en suis profondément affligé, quoique je n'aie rien négligé par les

⁷⁰ A.-J. DE RIVAZ, t. I, pp. 63-64.

⁷¹ S'agit-il de Charles(-Louis) de Bons (1766-1833), de la branche vaudoise de la famille? Ce Charles-Louis est un frère puîné du général Jean-Louis de Bons. (CH.-L. DE BONS, *Origine et généalogie...*, p. 25.)

⁷² Voir en Annexe VI, t. II, pp. 319-328, le dossier inédit publié intégralement, notamment n° 1 et n° 2; ces deux documents ne seront communiqués par le préfet Polier à Joseph-L. Pittier, préfet provisoire, que le 28 juin et le 1^{er} juillet; *ibidem*, n° 3 et n° 4.

commissions données aux commandants et au c. Perdonnet pour éviter cette tache qui jette un nuage bien noir sur la gloire de cette journée...⁷³»

7. *Vers la fin de la «guerre». – Autour d'une capitulation (18 et 19 mai 1798)*

Au lendemain de la prise et du pillage de Sion, toutes les autorités légales, tant militaires que civiles, s'emploient à terminer cette «guerre aussi rapidement que possible».

«Les Allemands, rapporte J.-J. CARRUPT, se retirèrent à Loèche où ils pensaient rétablir leurs affaires, mais ils éprouvèrent de si grands obstacles provenant de l'indiscipline qu'ils ne purent jamais se rallier, remettant les uns sur les autres les fautes, comme il arrive toujours là où il n'y a point de soumission et point d'ordre...⁷⁴»

Mangourit confirme cet état de choses quand, de Sion, le 30 floréal – 19 mai, il apprend à Merlin, président du Directoire exécutif, que «l'armée a été forcée de garder le repos parce que l'ennemi ne se présente plus nulle part. J'ai envoyé, ajoute-t-il, des espions dans les dizains d'en haut pour être informé de leurs intentions; les dispositions sont toujours prises pour continuer les fruits de notre victoire. Un camp est formé au-dessus de Sion et les postes avancés bordent les dizains environnants...⁷⁵»

Le résident avait déjà écrit, la veille, 29 floréal – 18 mai, au même Merlin, qu'il allait prendre «les mesures de sûreté indispensables»; il a l'intention de faire conduire à Saint-Maurice l'évêque de Sion, en attendant les ordres de son gouvernement à son égard. «L'armée ne prendra de repos, pense-t-il, qu'après l'extinction de la révolte»; il ne faut pas laisser aux rebelles le temps de se reconnaître

⁷³ Berne, Arch. fédérales, fonds de l'Helvétique, vol. 895, p. 249, original.

⁷⁴ Doc. V a, p. 40.

⁷⁵ Doc. II/2, p. 43, n° 69.

ni de faire de nouvelles recrues: «le moment n'est pas favorable pour eux; nous en profitons⁷⁶».

Le général Lorge lui-même, dans le rapport qu'il envoie au général Schauenbourg, le 18 mai, lui fait part de ses intentions pour achever sa campagne dont il entrevoit la fin: «Aujourd'hui j'occupe Loèche (*Leuck*), demain nous serons dans Brigue (*Brigg*) et maîtres du passage important *du Simplon*. Les rebelles m'envoient tous les jours des parlementaires des différents dizains, et je regarde la guerre comme sur le point d'être terminée...⁷⁷»

C'est par une lettre de Schauenbourg écrite au Directoire helvétique, qui en prend connaissance le 19 mai, pour lui annoncer «la prochaine pacification du Valais», qu'on est informé de la teneur de la capitulation que le général Lorge a offerte aux insurgés; les principales conditions sont les suivantes:

«1^o Une contribution de 600 000 livres à lever sur les dizains révoltés⁷⁸.

» 2^o Le désarmement de toutes les communes qui ont pris part à la levée de boucliers.

» 3^o La remise de quelques individus au choix du général, devant servir d'otages pour le paiement de la contribution et la future conduite de leurs concitoyens⁷⁹.»

Pour Mangourit, «les rebelles sont dispersés» et sont «guéris de l'envie de se mesurer de nouveau» avec les troupes françaises. Le résident vient de recevoir, le 19 mai au matin, l'ordre du Directoire exécutif «de faire juger militairement les chefs de cette

⁷⁶ *Ibidem*, p. 42, n° 67. — Dans un post-scriptum, Mangourit complète l'éloge qu'il vient de faire du général Lorge: «Le général Lorge, écrit-il encore, s'est conduit avec le plus grand sang-froid et mérite toute l'attention du Directoire sur le rapport du généralat et celui de sa conduite politique avant et après l'action. Toute l'armée a fait des prodiges.»

⁷⁷ STRICKLER, t. I, p. 1051, n° 43, et Doc. II/2, p. 43, n° 68. — Souligné par Lorge.

⁷⁸ Si l'on ne tient pas compte de la grande Majorie d'Hérens-Hérémenche, pays sujet, le Haut-Valais, en 1798, compte environ 30 000 habitants, ce qui fait 20 francs environ par habitant, ou 200 batz, à savoir l'équivalent de 20 journées de travail d'un ouvrier de l'artisanat. (Selon le calcul établi par PIERRE REICHENBACH que nous remercions ici de son obligeance.)

⁷⁹ STRICKLER, t. I, p. 1051, n° 47.

révolte...» Il l'a aussitôt communiqué au général Lorge, chargeant celui-ci de former à cet effet une commission militaire. Il a également décidé de réprimer les «excès auxquels l'exemple des auxiliaires vaudois a entraîné» les troupes françaises. «Il ne suffit pas, affirme-t-il, de faire redouter le nom français, il le faut encore rendre respectable.» Il a ordonné à la municipalité de Sion de fournir sans délai une somme provisoire de 50 000 écus «pour les dépenses les plus urgentes». Il a enfin pris l'initiative, à la demande du général Lorge, de prélever sur la contribution provisoire, une somme de 600 louis pour la distribuer en gratifications aux officiers de l'armée.

«Quelques accusations avaient été dirigées contre le c. [Pierre-Joseph de] Riedmatten, bourgmestre de Sion, mais l'examen que je viens de faire de sa conduite m'a même prouvé qu'il a souffert par la présence des rebelles qui l'ont maltraité et pillé; je crois devoir y avoir égard; ils lui disaient en le maltraitant qu'il était le provocateur du résident⁸⁰.

»Les dizains supérieurs viennent à résipiscence. La leçon d'avant-hier a été terrible et heureuse dans ses effets; ils ont envoyé faire leurs soumissions et proposent leurs armes. On a pris les sept drapeaux des sept dizains révoltés⁸¹.»

Si, de son côté, le général Lorge regarde donc, le 18 mai, «la guerre comme sur le point d'être terminée», le même jour,

⁸⁰ Dans ses comptes, P.-J. de Riedmatten a établi une *Note des dommages soufferts au pillage des Français, fait à Sion, le 17 mai 1798*. Il vaut la peine de la reproduire ici, à titre d'exemple, tout en laissant de côté les valeurs que l'auteur attribue à chaque article: «En argent du partage. – Mon violon. – Musique. – 12 setiers de vin. – Plusieurs chemises. – Deux rideaux. – Serrures et portes cassées. – Épée à poignée d'argent. – Autre d'acier. – Couteau de chasse d'acier. – Croix de Saint-Louis. – Ecritoire et dépendances. – Manteau d'écarlate. – Clavecin abîmé. – Meubles de cuisine. – Draps de lit. – Bas de toutes espèces. – Serviettes.» (AV, fonds Augustin de Riedmatten I, cote R2, 10, p. 130.) – Sur P.-J. de Riedmatten, voir surtout l'article de PIERRE REICHENBACH, *Les comptes personnels de P.-J. de Riedmatten...*, pp. 239-265. C'est M. PIERRE REICHENBACH qui a eu l'amabilité de nous signaler cette *Note des dommages...* – Sur le pillage dont a été victime P.-J. de Riedmatten, voir également Doc. II/2, p. 45, n° 70. Enfin, on ignore pour quelle circonstance P.-J. de Riedmatten a préparé un discours qu'il n'a pas prononcé, mais dont le texte, conservé, est reproduit en Annexe VII, t. II, pp. 328-330.

⁸¹ Doc. II/1, p. 177, n° 96: 75^e dépêche de Mangourit à Talleyrand. – Souligné par Mangourit.

Mangourit annonce à Merlin qu'il estime, lui, que sa mission en Valais est maintenant achevée: «Je me suis toujours fait un devoir d'exécuter avec zèle les ordres que vous m'avez confiés. J'ai opéré la révolution dans le Valais. Ce pays, j'ose le dire, me devait la tranquillité dont il a joui dans le passage de son ancienne forme de gouvernement au nouveau.

»J'avais tout pacifié; j'avais empêché les récriminations; enfin, je jouissais du bien dont j'étais l'auteur...

»Des méchants, des hommes animés de toutes les passions dégradantes ont entraîné des ignorants, les ont forcés d'être ingrats, leur ont fait commettre des atrocités. La vengeance du gouvernement français s'appesantit sur eux; ils seront punis.

»Mais, malgré tout mon dévouement, *je n'ai plus de bien à opérer dans ce pays. D'ailleurs, sa réunion à la République helvétique m'autorise à vous prier de vouloir bien faire cesser mes fonctions...*⁸²»

Mangourit adresse encore de Sion, le 30 floréal – 19 mai, une lettre au c. Sibuet, directeur du journal parisien *L'Ami des lois*⁸³, qui résume très succinctement les causes de la rébellion et la répression des insurgés du Valais, et qui paraît dans le n° 1026 de ce journal, le 5 prairial – 24 mai 1798⁸⁴.

Le Directoire helvétique continue à approuver les mesures prises par les autorités vaudoises et ne tardera pas à envoyer, à leur sollicitation, un commissaire en Valais. «Je ne doute pas, écrit Polier à V. Perdonnet, le 19 mai, que, si nous eussions pu prévoir la difficulté que le résident nous a faite, il n'eût reçu du commissaire Rapinat l'avis de vos pouvoirs; au reste, de ce côté-là j'ai compté uniquement sur l'ascendant de votre excellent cœur et de votre amabilité qui n'ont pas besoin de diplômer.

»Vos pouvoirs n'en sont pas moins valables auprès du contingent vaudois et des Valaisans...»

Et Polier conclut sa lettre en ces termes: «Toujours rempli du désir ardent d'épargner sang et ravage, et de la persuasion que nous

⁸²Doc. II/2, p. 44, n° 69. – C'est nous qui soulignons.

⁸³Georges Sibuet (1767-1828), avocat, directeur du journal. – (*Dict. des parlementaires*, t. 5, pp. 315-316)

⁸⁴Doc. II/2, pp. 44-45, n° 70.

ne devons jamais perdre de vue ce point capital dès qu'il s'agit de nos frères, eussent-ils des torts plus grands encore, je joins ici, en français et en allemand, une nouvelle invitation à nos frères du Haut-Valais, que vous ne manquerez pas de leur faire parvenir le plus tôt possible par voie sûre et sous récépissé⁸⁵.»

Cette «invitation» de Polier aux Haut-Valaisans, datée de Lausanne, le 18 mai, est en réalité un pathétique appel:

«Citoyens du Haut-Valais, mes frères égarés, vous n'avez point voulu croire à mes paroles fraternelles dans la lettre que je vous ai adressée de Bex, le 11 mai, par notre concitoyen Jacques Mercier, votre ami⁸⁶. Vous n'avez suivi qu'en partie ce que je vous ai fait dire par le général Bergier; il en est résulté le désastre, la ruine de la ville de Sion et la mort d'un grand nombre.

»Mais le magistrat du peuple ne se taira point, quel que soit l'égarement de ses frères...

»O frères aveuglés, pourquoi voulez-vous faire la loi à Dieu sous prétexte de le servir? Ne voyez-vous pas que, dans les vues impénétrables de sa sagesse, il a donné puissance à la Grande Nation et qu'aucun peuple ne lui résiste impunément?

»Le peuple juif, le peuple de Dieu se soumit aux rois d'Assyrie, aux rois d'Egypte et à la grande nation romaine, qui le réduisirent en esclavage et remplacèrent à Jérusalem le culte du vrai Dieu en celui des idoles.

»La Grande Nation vous offre la conservation de votre culte, la liberté, l'égalité, l'intime union avec nous et nos frères de l'Helvétie, et vous rejetez ses offres généreuses et trahissez vos serments! Je vous le dis pour la dernière fois: vous croyez servir Dieu par votre résistance; loin de là, vous résistez à sa volonté sainte. Hélas! il en résultera la ruine totale de vos vallées et de vos montagnes; votre obstination les va changer en terre désolée où le voyageur étonné ne rencontrera que des veuves éplorées et des orphelins manquant de pain...⁸⁷»

⁸⁵ *Ibidem*, p. 172, n° 215.

⁸⁶ Voir plus haut, t. II, pp. 169-170.

⁸⁷ Doc. II/2, pp. 171-172, n° 214.

Cet appel aux Haut-Valaisans demeurera sans écho: il ne sera pas même remis entre leurs mains. V. Perdonnet s'en expliquera tout à l'heure.

En revanche, il semble que l'*Adresse aux habitants des dizains de Brigue et du Haut-Valais* que leur adresse le général Lorge, le 29 floréal – 18 mai, sera mieux entendu, du moins partiellement: «Dès que les dizains de Brigue et autres auront déposé leurs armes et les auront rapportées au quartier général, je voudrais bien les entendre; autrement, je marche sur leur pays, et je les traite en ennemis⁸⁸.»

Quoi qu'il en soit, le général Lorge exprime, le 19 mai, à l'Administration du canton du Léman, sa satisfaction à l'égard des troupes vaudoises qui ont participé à la prise de Sion: «La partie de vos troupes qui a donné à la bataille de Sion s'est battue comme des Français»; cet éloge est publié dans le *Journal du Corps législatif et Bulletin officiel*, n° 20, du 23 mai 1798⁸⁹.

Vincent Perdonnet, «administrateur du Léman», arrive à Sion, le vendredi matin 18 mai⁹⁰; en route de Vevey, il a rencontré à Bex, le 17 mai, le résident Mangourit qui, comme on l'a déjà signalé⁹¹, refuse de lui reconnaître sa qualité de commissaire helvétique; à Martigny, le même jour, il trouve Louis Clavel, commandant des troupes vaudoises en Valais, dont il apprend la prise et le pillage de Sion, survenus le matin même; il est affligé que les Vaudois «aient pu non seulement participer à ce brigandage, mais que même ils se soient distingués par des traits d'une rapacité et d'une barbarie inconnues aux soldats français...

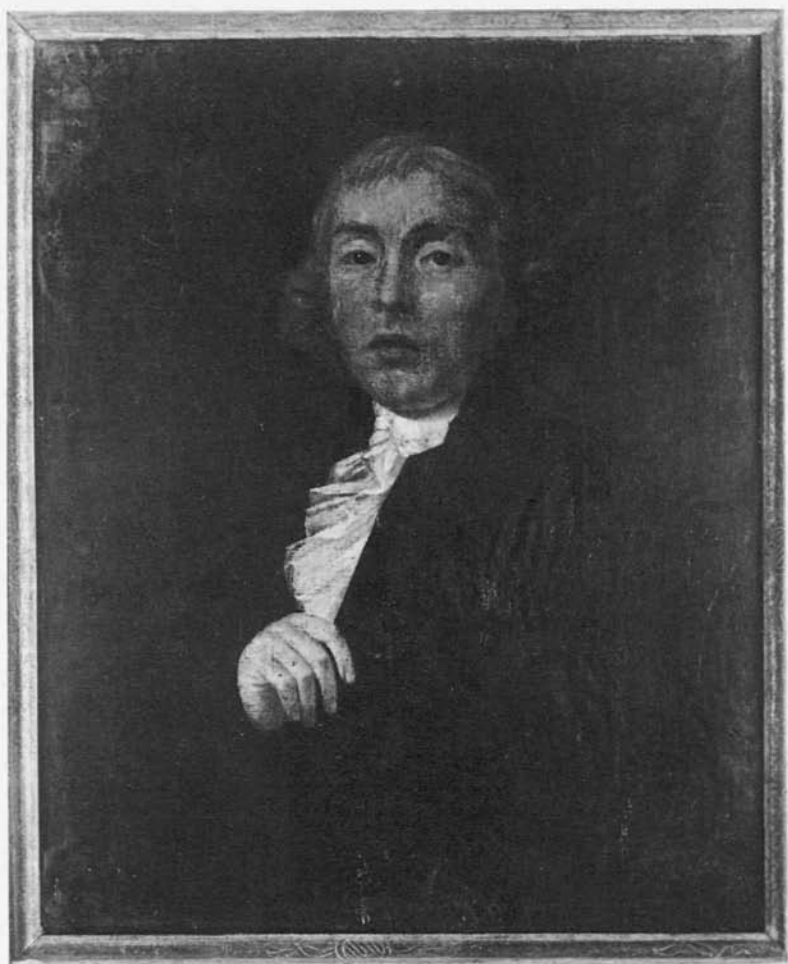
»Comment se fait-il, poursuit V. Perdonnet, que des Suisses déjà assez malheureux de devoir prendre leurs armes contre des frères qu'égarait le fanatisme aient pu encore aggraver les maux de ces infortunés en souillant leurs mains de cet odieux pillage? ... Etait-ce

⁸⁸ Av. fonds Louis de Riedmatten, cart. 6, fasc. 10, n° 210, copie.

⁸⁹ Doc. II/2, p. 173, n° 217.

⁹⁰ V. Perdonnet ne recevra qu'à son retour à Bex ses pouvoirs et ses instructions en qualité de commissaire helvétique en Valais: l'un et l'autre documents sont en effet datés d'Aarau, le 19 mai. (M. SALAMIN, *Le rapport de Vincent Perdonnet*, pp. 39-63; pleins pouvoirs et instructions, pp. 56-58, annexes I et II.)

⁹¹ Voir plus haut, t. II, p. 204.



JANVIER DE RIEDMATTEN
(1763-1846)

par un anonyme, 1796.

(Sion, p.p. – Photo O. Ruppen)

là ce que nos frères du Valais devaient attendre de nous? Ils nous regardaient comme des amis et nous avons comblé leur misère; nous devions leur porter des paroles de paix et nous avons organisé le brigandage; nous devions adoucir la sévérité des lois militaires et nous en avons doublé la rigueur. Il est impossible que cette affaire n'ait pas les plus funestes conséquences; déjà elles se font sentir. Amis et voisins autrefois, nous sommes devenus odieux à tous nos frères du Valais; les liaisons de la fraternité vont s'éteindre, les relations de commerce, se dissoudre; deux nations faites pour s'aimer et s'estimer vont se haïr; cette haine se transmettra aux générations futures...⁹²»

V. Perdonnet se rend immédiatement auprès du général Lorge dont il obtient le renvoi des troupes vaudoises, à l'exception de l'artillerie de Lausanne, qui s'est déjà avancée jusqu'à Sierre. Dans la lettre qu'il adresse de Bex, le 20 mai, au préfet Polier, V. Perdonnet l'informe que, «d'après toutes les dispositions qui ont été faites pour notre retraite, chacun de nous sera chez lui dans trois fois vingt-quatre heures. Les mineurs et chasseurs carabiniers sont déjà sous leurs toits. Les canonniers les ont précédés d'un jour et leurs pièces sont dans nos arsenaux. Le bataillon Desaillaux et les quatre compagnies du district de Vevey couchent ici [à Bex] aujourd'hui; demain lundi [21 mai] nul d'entre eux ne sera sous les armes; le bataillon Blanchenay passera cette nuit à Saint-Maurice et filera demain. Il ne restera en arrière que les canonniers de Lausanne...

»Quand j'ai quitté hier matin [19 mai], cette malheureuse ville de Sion, poursuit Perdonnet, qui a subi un pillage extrême de cinq à six heures et dans laquelle on ne trouve ni un verre de vin ni un morceau de pain, les dizains de Sion, Sierre, Loèche et Brigue avaient déjà envoyé leurs députés pour faire acte de soumission et même [remettre] majeure partie de leurs armes en obéissance aux ordres donnés. Le c. Mangourit, qui exerce dans ce pays la toute-puissance, semble oublier qu'il fait pourtant partie de la Suisse. Les emprisonnements se succèdent à toutes les heures; déjà la ville de Sion avait fourni une trentaine de mille livres-écus à une imposition dite

⁹²M. SALAMIN, *Le rapport de V. Perdonnet...*, pp. 46-48.

préparatoire de 50 000 écus, soit 100 000 francs. Les habitants sont horrifiés au dernier point. Ils tremblent à la vue d'un Français; chaque parole du résident est pour eux une sentence et ils obéissent comme un esclave à son maître. Quand j'arrivai, mon collègue [Louis Clavel] annonça maladroitement au comité que j'étais commissaire du Directoire. Aussitôt je suis enveloppé de ses membres qui croient voir dans moi un sauveur, ce qui m'a prouvé combien il serait consolant pour eux et nécessaire à la chose que le Directoire envoyât effectivement quelqu'un chargé de ses pouvoirs...»

Quant à la lettre en forme d'appel de Polier aux habitants du Haut-Valais, Perdonnet estime qu'elle est «d'un style tel qu'il le fallait, je crois, pour produire sur eux quelque effet pendant le temps de leur égarement. Mais aujourd'hui je la juge superflue. La plus grande partie du pays insurgé est entièrement soumise et désarmée, et le reste suivra selon toute apparence. D'ailleurs pour la faire parvenir à sa destination il faudrait nécessairement qu'elle passât par les mains des Français, conséquemment par celles du général, par celles du résident qui, j'en suis bien sûr, l'arrêterait, ne fût-ce que pour ne pas partager avec personne l'honneur d'avoir réduit et pacifié ce pays. Leurs moyens sont au surplus si différents des vôtres pour arriver à ce but! Je vous les renvoie donc, ces deux lettres, pour éviter à vous, à moi et à mon pays une nouvelle humiliation...⁹³»

Les instructions que le Directoire helvétique rédige le 19 mai à l'intention de Perdonnet, en sa qualité de commissaire helvétique en Valais, portent que Perdonnet se concertera à Bex avec le résident Mangourit sur les moyens d'atteindre le but de sa mission, à savoir:

«1^o de soumettre efficacement et sans retour les rebelles;

»2^o d'exercer sur eux et leurs chefs les sévérités les moins destructrices de la prospérité nationale, et cela dans la mesure la moins arbitraire que possible;

»3^o de protéger le pays et les habitants contre les excès et les rigueurs militaires;

⁹³ *Ibidem*, pp. 58-61. Souligné par Perdonnet. — C'est ainsi que nous avons retrouvé aux Archives cantonales, à Lausanne, les deux originaux de l'«invitation» de Polier. (Doc. II/2, pp. 171-172, n° 214.)

»4° de faire accepter la constitution et de la mettre en activité dans tout le Valais;

»5° de congédier le plus tôt qu'il se pourra les troupes du canton du Léman en les remerciant au nom du gouvernement du zèle que, soit les officiers, soit les soldats ont témoigné pour la défense de la République helvétique.»

Enfin, «il est chargé de pourvoir de la manière la moins onéreuse au canton du Léman à l'entretien des troupes...»

A cet effet, Perdonnet fera connaître aux généraux et à Mangourit l'art. 5 de la stipulation signée à Paris, le 8 floréal – 27 avril, qui spécifie qu'à dater du 12 floréal – 1^{er} mai, la République française entretiendra à ses frais les troupes «qui seront dans le ci-devant canton de Berne»; si elle use de réquisitions, elle payera «les objets requis ou livrés aux prix qui seront réglés équitablement» entre ses commissaires et la Chambre administrative...

«A son retour, il passera à Lausanne et se présentera à la Chambre administrative pour lui donner au nom du Directoire des témoignages de son approbation et de son estime...

»Il l'informerait des sujets les plus propres à la place de préfet dans le Valais.

»Il fera exécuter le décret de séquestre sur les biens des congrégations ecclésiastiques.

»Il fera dresser un plan des districts à raison de 9 à 10 000 âmes sans égard à la division par dizain...⁹⁴»

C'est le 30 floréal – 19 mai, enfin, que le général Lorge publie, à l'adresse des Haut-Valaisans, une proclamation imprimée et bilingue dans laquelle il énonce de nouvelles conditions de leur capitulation: «Je vous avais envoyé des paroles de paix, et vous ne m'avez point écouté.

»J'ai été obligé d'employer les baïonnettes, et vous êtes anéantis.

»Habitants du Haut-Valais, malgré tous les droits de la victoire, je veux bien encore avoir pour vous quelque indulgence; je veux bien ne pas porter chez vous les horreurs de la guerre et de la destruction; mais voici les conditions:

⁹⁴ M. SALAMIN, *Le rapport de V. Perdonnet...*, pp. 56-58, annexe II.

»1° Vous enverrez vos armes de quelque espèce qu'elles soient, à Sion.

»2° Vous livrerez les auteurs de la guerre, quels qu'ils soient; ces misérables qui vous ont entraînés dans un abîme de maux incalculables.

»3° Vous ferez planter dans tous vos dizains et communes l'arbre sacré de la liberté, que vous avez abattu d'une manière infâme et sacrilège.

»4° Vous vous soumettez aux conditions imprescriptiblement exigées par les droits de la guerre, mais qui, toutefois, seront modifiées par la générosité de vos vainqueurs.

»Autrement je vais porter la guerre jusqu'aux sources du Rhône; de nouvelles troupes s'avancent encore, et quoique je n'en aie pas besoin, et vous ne le savez que trop, j'en inonderai pourtant vos coupables dizains, et vos rochers, que vous avez cru inaccessibles, seront couverts de baïonnettes républicaines.

»Envoyez-moi des hommes avec lesquels je puisse traiter et parler⁹⁵.»

Il convient d'accompagner cette proclamation d'un commentaire de l'abbé J.-J. CARRUPT: «Il n'y est pas fait mention des sommes horribles d'impositions qu'on a faites sur chaque dizain, sans compter les impositions faites sur le vénérable chapitre qui fut dépouillé de toutes les statues en argent, sans compter les sommes énormes qui ont été extorquées; Mathys y travaillait et découvrait tout, même jusqu'à cinq lieues aux environs; tous les argents furent découverts; il ne prenait toutefois pas toute la somme, mais une bonne partie, voulant montrer par là qu'il savait être généreux⁹⁶.»

⁹⁵ STRICKLER, t. I, pp. 1051-1052, n° 48. AV, collection de placards imprimés (non cotés).

⁹⁶ Doc. V a, p. 40.

8. Proclamation de Mangourit aux Valaisans (20 mai)

Le dimanche 20 mai – 1^{er} prairial, c'est Mangourit qui, à son tour, adresse une proclamation imprimée aux Valaisans, qui suscite chez nos chroniqueurs de nombreuses observations, notamment de la part de l'abbé A.-J. DE RIVAZ et de l'abbé J.-J. CARRUPT⁹⁷.

«J'avais fini la révolution du Valais, écrit Mangourit, sans qu'elle coûtât une larme à l'humanité; cette contrée était peut-être la seule où le peuple, ses gouvernants et ses prêtres se fussent ralliés sous l'arbre de la liberté. Cette conduite était une satire trop frappante des manœuvres employées jusqu'ici par le despotisme et l'imposture, pour ne pas les exciter à la flétrir et à l'ensanglanter⁹⁸.

»Tandis que le fanatisme papal, retranché dans l'Abbaye d'Einsiedeln, animait de ses fureurs les petits cantons, des émissaires de Londres et du nonce [Gravina] distribuaient en Valais des poudres et des reliques, des guinées et des chapelets; des prêtres ordonnaient au nom d'un Dieu de paix de verser du sang: les scélérats!... Ils promettaient aux uns l'invulnérabilité, aux autres la résurrection après trois jours. Des magasins d'armes et de vivres se faisaient dans l'église de Valère, à Sion⁹⁹. L'évêque du Valais, qui jusqu'alors

⁹⁷Ce dernier a même repris les observations qu'il donne au cours de son exposé dans une nouvelle relation intitulée *Analyse de la pancarte de Mangourit après la bataille de la Morge*, insérée dans AV L 526, pp. 715-716. Nous indiquerons les références à ce texte, à la suite des observations que nous reproduisons et qui figurent dans Doc. V a. – Il faut signaler que CARRUPT ne reproduit pas toujours textuellement cette proclamation; nous avons repris la teneur de l'imprimé.

⁹⁸Observations de J.-J. CARRUPT: «La révolution était finie en apparence, mais Mangourit ne possédait pas encore le cœur des Valaisans; la seule crainte a fait adopter les fadaïses du temps; cependant, il est certain que ni l'imposture ni le despotisme, qui était absolument inconnu dans le Valais, mais que c'était les plus ignorants et les plus anarchistes qui ont soufflé le feu de la guerre: la partie supérieure de Conches et une partie de Rarogne.» (Doc. V a, p. 41. – Voir aussi du même auteur, AVS. L 526, p. 715.)

⁹⁹A.-JOS. DE RIVAZ se propose, dans ses *Mémoires historiques*, de rédiger des notes critiques sur la proclamation de Mangourit; il n'y reviendra pas, mais il se contente des quelques observations que nous allons reproduire en note. – Remarque d'A.-J. DE RIVAZ: «Il avance [Mangourit] encore que les chanoines avaient fait à leur château de Valère un amas d'armes; ce n'est autre chose que quelques catapultes des XV^e et XVI^e siècles, qui se conservent aux archives du chapitre comme des antiquailles.» (t. I, p. 60.)

avait paru penser en homme, répandait un mandement que des curés du Valais occidental eurent la sagesse de ne pas publier¹⁰⁰; par des conseils funestes ce pasteur devint le bourreau de ses brebis¹⁰¹, et le manifeste de guerre civile et religieuse transforma des cultivateurs simples et doux en hommes féroces, altérés du sang de leurs frères¹⁰².

¹⁰⁰ Voir plus haut, t. II, p. 104. — J.-J. CARRUPT précise dans son autre rédaction: «La seule archiprêtrée [*sic*] de Monthey ne l'a point publiée par complaisance de la citoyenne Mangourit, parce que l'archiprêtre de Monthey [M. Bruttin] ne l'a pas communiqué à ses confrères, qui l'auraient aussi bien publié que les autres archiprêtres du Valais occidental qui, malgré les efforts des révolutionnaires, l'ont publié en chaire.» (AV, L 526, p. 715.)

¹⁰¹ Observations de l'abbé A.-J. DE RIVAZ: «... Je me borne pour le moment à dire qu'il rejette principalement sur les prêtres et en particulier sur l'évêque qu'il qualifie de vil hypocrite, bourreau de ses brebis, tout l'odieux de cette guerre.» (t. I, p. 60.)

¹⁰² Observations de J.-J. CARRUPT: «Tout ceci n'est pas seulement destitué de toute la vérité mais encore ridicule. Jamais émissaire de Londres n'a paru en Valais; les guinées sont encore inconnues jusqu'au nom. Ce n'est pas avec de la poudre ni avec des chapelets que l'on fait la guerre; on ne trouve point d'exemple dans l'histoire. Aucun prêtre en Valais n'a prêché la guerre; au contraire, beaucoup de prêtres étaient très mal vus auprès des contre-révolutionnaires pour avoir désapprouvé cette levée des boucliers. Ni Mangourit ni ses adhérents n'ont pas su en nommer un seul; les aumôniers de l'armée allemande et un capucin ont été livrés (un capucin s'est échappé) à Mangourit qui les fit conduire à Berne; ils se justifèrent si bien que Schauenbourg, général en chef, les invita à dîner, car ils furent pour ainsi dire forcés à accepter cette place et ne cachèrent pas au général qu'en cette qualité ils avaient fait leur devoir, et il les renvoya avec honneur. Qu'ils promettaient l'invulnérabilité ou la résurrection après trois jours est une imposture si insensée que l'on ne peut concevoir comment on a osé confier sous presse une semblable assertion; dans tous les combats ils ont eu des blessés et des morts qui n'ont pas ressuscité; n'aurait-on pas crié à l'imposture dès qu'on aurait vu un seul blessé? Le magasin d'armes en Valais et de vivres est aussi faux que le reste puisque les Allemands, en partant, n'ont pas eu le temps d'aller en Valère; les Français auraient trouvé ce magasin; c'est cependant dont ils ne se sont pas loués. Pour ce qui regarde l'évêque, il n'y a qu'à voir le mandement même du 18 avril, [pour] savoir si c'est un boutefeu de la guerre; d'ailleurs, on sait à n'en point douter qu'il envoya des chanoines jusqu'à Brigue pour arrêter cette fougue des Conchards, et lui-même est allé jusqu'à Sierre où il courut le risque d'être mis en prison [Voir Doc. V a, p. 30]; d'ailleurs, il faut connaître les principes de la religion catholique qui n'a d'autres armes que les larmes et la prière pour être au fait d'en juger. La calomnie est à l'ordre du jour chez les jacobins; heureusement leurs folies sont si grandes que leurs déclarations méritent plutôt un souverain mépris qu'une réputation.» (Doc. V a, pp. 41-42.) — Voir en Annexe VIII, t. II, pp. 330-331 l'état

» L'incorrigible oligarchie s'unissait aux mauvais prêtres pour chercher d'éteindre dans le peuple tout sentiment de patrie et d'humanité. Tant d'exemples sinistres pour elle et glorieux pour la liberté n'avaient pu dompter son opiniâtre audace: elle provoquait elle-même l'extinction de tout ce qui conspira en faveur de l'ignorance et de l'oppression, c'est-à-dire sa ruine totale.

» Cette conspiration tenait à un vaste système. Alors qu'elle se projetait avec hypocrisie, qu'elle l'exécutait avec la démente qui caractérisa toujours les nombreux massacres faits au nom du Père des hommes, l'ambassadeur de la République [française] était insulté à Vienne, des vêpres siciliennes se méditaient en Italie¹⁰³, l'assassinat des libérateurs de l'Helvétie s'y préparait: la vie du résident de la République française en Valais était menacée; à Sierre, on enterrait le tronc de l'arbre de la liberté en criant: "*Nous enterrons Mangourit.*" A Sion, d'où il fut forcé de se sauver de nuit, on demandait sa tête. A Saint-Maurice même, berceau de la liberté valaisanne, sa personne n'était pas en sûreté: on y avait tenté d'arrêter au nom des rebelles les sénateurs partant pour Aarau. Le fanatisme et l'oligarchie inspiraient le délire, ou frappaient de lâcheté ceux-là même dont la République française avait brisé les fers¹⁰⁴.

de l'Arsenal de Sion lors de l'entrée des Français. — L'Arsenal de Sion se dressait dans la rue de Conthey, proche de la porte, à gauche en entrant. (F.-O. DUBUIS et A. LUGON, *op. cit.*, p. 308, P 114.)

¹⁰³ Observations d'A.-J. DE RIVAZ: «Mangourit prétend en cette proclamation que l'insurrection valaisanne tenait à bien des fils: aux insinuations du nonce de Lucerne, à la corruption des guinées anglaises, à un projet de nouvelles vêpres siciliennes, au fanatisme des moines de Notre-Dame des Ermites, à quelques correspondances des Suisses allemands avec ceux qui ont dernièrement insulté le drapeau tricolore à Vienne en Autriche.» (A.-J. DE RIVAZ, t. I, p. 60.)

¹⁰⁴ Observations de J.-J. CARRUPT: «On peut croire que si toutes ces plaintes avaient été vraies, elles prouveraient sans doute que le système français de ce temps n'était guère goûté par les gens d'honneur, puisque les Français mêmes qui avaient encore de l'honneur et de la probité réprouvaient leur conduite; aussi chez les autres nations, ils ne trouvèrent des amateurs que de la part de ceux qui pouvaient beaucoup gagner et qui n'avaient rien à perdre.» (Doc. V a, p. 42.) — Autres observations: «Une conspiration si générale de tous les Valaisans, même ci-devant sujets, était une preuve bien convaincante que, loin de procurer la vraie liberté, Mangourit allait subjuguier cent fois plus qu'auparavant. La constitution nouvelle qu'on distribuait de toutes parts en était un témoin sans exception, que le joug

»Le résident français remit la garde de sa personne entre les mains des habitants de la petite ville de Bex, qui a tant mérité par sa conduite dans la révolution helvétique. Le 3^e bataillon de la 16^e demi-brigade et un escadron du 8^e régiment de chasseurs passant à Lausanne accoururent couvrir sa personne. L'activité du préfet du canton du Léman [Polier] et le dévouement du c. [Vincent] Perdonnet fils firent sortir de terre deux bataillons vaudois; des Bas-Valaisans s'unirent à cette faible armée et les progrès des rebelles furent arrêtés. Le général de brigade Lorge, avec la 31^e d'infanterie de bataille et un escadron du 18^e de cavalerie, changea les mesures défensives; mais avant de prendre l'offensive, ce jeune et intrépide général désira ajouter une dernière démarche aux efforts sans nombre déjà employés pour dissuader les révoltés. Un parlementaire grièvement insulté, son trompette et son ordonnance menacés de mort, leur retraite suivie d'une décharge de carabines, convainquirent le général Lorge que ces malheureux ne céderaient qu'à la puissance des armes françaises. Il fit ses dispositions en conséquence. Il vainquit le torrent de [la] Morge, les rochers, les précipices et 6000 furieux animés par des prêtres, des capucins et des officiers expérimentés¹⁰⁵. La baïonnette républicaine servit à grimper sur les rochers et à détruire: la victoire coûta à nos cœurs, mais bien

qu'on lui imposait pèserait plus que celui qu'ils supportèrent avec tant de patience auparavant. Si Mangourit avait véritablement en but de donner la liberté aux Bas-Valaisans, il aurait sans doute mérité toute reconnaissance, et il est incroyable que ce peuple se fût déclaré pour les Allemands qui les avaient tenus comme sujets jusqu'à cette époque; cette manifestation générale est donc une preuve que le mécontentement était général, et que la prétendue liberté de Mangourit n'était qu'une nouvelle tyrannie philosophique.» (AV, L 526, p. 716.)

¹⁰⁵Observations de J.-J. CARRUT: «De 6000 que Mangourit met dans sa proclamation, il n'y en avait que 1400 à la Morge; tous les autres étaient au-delà du Rhône, ou dans la ville ou ses environs. Encore ceux qui combattaient manquaient-ils de munitions de guerre que le général Perrig [n'y] avait pas pourvu, quoiqu'il y en avait assez de préparées; ce général n'avait pas même le temps [de s'en occuper] étant à boire au logis de la Croix-Blanche... Les prétendus officiers expérimentés n'étaient que quelques soldats qui avaient été, peu de temps, sergents dans des armées, mais qu'on n'écoutait pas à raison d'indiscipline et anarchie qui régnaient dans cette armée.» (AV, L 526, p. 716.)

davantage à la nature et à l'ennemi. On ne fit pas de prisonniers, dit-il, dans le tourbillon de mort qui enveloppa les Haut-Valaisans; huit prêtres dont l'un était revêtu de ses ornements sacerdotaux, reçurent une trop courte souffrance pour tant de maux qu'ils avaient causés¹⁰⁶.

» Le 3^e bataillon de la 16^e demi-brigade commandé par le brave Montserrat, perdit des guerriers; il n'est pas un soldat de ce corps qui n'ait été blessé, mais le champ de bataille a été jonché de rebelles, – misérables imposteurs, voilà votre ouvrage¹⁰⁷!

» On approcha de Sion; le pavillon blanc flottait sur les remparts... Le lieutenant Hamion, du 8^e de hussards, suivi de quelques soldats s'avance vers la porte; mais, ô trahison, une batterie masquée porte le trépas à ces guerriers confiants. L'armée entra en

¹⁰⁶ Observations d'A.-J. DE RIVAZ: «Il avance [Mangourit] que huit prêtres, qui se trouvaient à la bataille de la Morge, ont péri victimes de leur fanatisme; mais le Dr Odet et d'autres parents à moi, qui habitent Sion, m'assurent qu'il n'y en a péri aucun.» (A.-J. DE RIVAZ, t. I, p. 60.) – Maurice (-Etienne-Marie) Odet (1773-1799), Dr en médecine de Pavie. (*Arm. val.*, p. 186.)

¹⁰⁷ Observations de J.-J. CARRUPT: «Rien de plus faux que les Haut-Valaisans aient été commandés par des prêtres, capucins et officiers expérimentés, puisque les Courten et autres qui étaient les mieux instruits s'étaient éloignés de l'armée dont Perrig et Venetz avaient pris le commandement, qui connaissaient mieux le vin que l'épée; le nombre des prisonniers n'était pas nombreux; cependant, dit-il, il en avait envoyé plusieurs petites bandes au château de Chillon, sur le lac de Genève. On ne sait ce qu'il entend par les huit prêtres qui ont été maltraités; il n'y en a pas un qui ait subi la mort ni blessure, à l'exception du grand doyen Imseng, qui fut blessé au bras d'un coup de baïonnette dans sa maison, qui n'en est mort que parce que sa blessure, non dangereuse, fut suivie d'une maladie inflammatoire, et ce manifeste était déjà au jour lorsque l'inflammation le prit. Le bataillon Montserrat, après avoir perdu bien du monde, tua une douzaine de Saviésans et blessa 18 autres qui guérirent de leur blessure.» (Doc. V a, p. 43, et Doc. IV, p. 76: corrigenda.) – Autres observations de J.-J. CARRUPT: «... Le nombre des morts est autant que rien; la plupart ont été tués après la bataille dans la ville ou aux environs, et en tout 73. Voilà le tourbillon de mort; encore tuèrent-ils des Bas-Valaisans qu'ils prirent pour des Allemands... [A Savièse], ils commencèrent par tuer le capitaine Jacquier qui était venu au rencontre avec du vin et de la mangeaille; on but de son vin, ensuite on tira sur lui qui resta sur la place...» (AV, L 526, p. 706.) – (Germain-Balthasar Jacquier (1724-1798), de Savièse, châtelain et notaire.)

masse dans cette ville perfide, un combat opiniâtre étend le champ déjà trop vaste de la destruction; à la mort succède le pillage...¹⁰⁸

»Malheureux Haut-Valaisans, dans quel abîme vos prêtres et vos oligarques vous ont plongés! Combien de fois le résident de la République française a cherché à détourner de vos toits domestiques les foudres de la guerre! Il vous écoutait avec intérêt, il fraternisait avec vous, il vous parlait en père.

»Pourquoi vous êtes-vous battus?... pour votre religion? jamais elle ne fut attaquée; encore aujourd'hui vos temples sont ouverts. Pour votre liberté? ... Ah! vous n'en jouîtes jamais: ce fut toujours des prêtres et des intrigants qui dominèrent vos opinions, qui vécurent de vos travaux, qui se nourrirent de votre misère, qui se réjouirent de votre crédulité. Des hommes libres ont le regard doux et l'attitude fière... Et vous, Haut-Valaisans, vous baissiez les yeux devant les usurpateurs de votre puissance! Vous ne leur parliez qu'à genoux¹⁰⁹!

¹⁰⁸ Observation de J.-J. CARRUPT: «Tout cela est formellement démenti ensuite, à la seule exception du lieutenant Hamion qui fut couché à terre par un coup d'un seul mousquet, non devant les portes de la ville, mais dans un pré qui touche la ville [à savoir la Planta actuelle]; sur quoi les Français firent tirer quelques coups de canon qui n'endommagèrent aucunement les bâtiments, et la mort tant dans la ville que sur le champ de bataille est de 73 qui manquèrent, bien vrai que le nombre des morts était considérablement plus grand dans la ville que sur le champ de bataille où il n'en périt qu'environ une dizaine.» (Doc. V a, p. 43.)

¹⁰⁹ Observations de J.-J. CARRUPT: «On a déjà annoncé ci-devant (Doc. V a, pp. 11-12) la jalousie qui régnait entre l'Eglise et les autorités civiles, et que le clergé, depuis 1614, en fut entièrement exclu du gouvernement civil, à l'exception du seul Mgr l'évêque qui a conservé ses titres sans avoir le pouvoir [voir G. GHICA, *Luttes politiques pour la conquête du pouvoir temporel sous l'épiscopat de Hildbrand Jost (1613-1634)*, dans *Vallésia*, t. II, 1947, pp. 71-158], puisque tous les édits dès lors étaient expédiés par le bailli du pays [le grand bailli]; ainsi cet odieux que Mangourit dénote dans sa pancarte contre le clergé est absolument dénué de fondement. Les Valaisans même qui sont en quelque façon contre les prêtres ne leur ont point reproché d'avoir usurpé sur les choses civiles dont le clergé a été formellement exclu et ne jouissait d'aucun privilège temporel. *Et les Valaisans ne faisaient pas tant la guerre pour la religion que pour conserver la liberté qui leur a été transmise par leurs pères* et qu'ils devaient mieux connaître que Mangourit, esclave des jacobins.

»Quand il dit que les Haut-Valaisans ne jouirent jamais de la liberté est si contraire à l'esprit et au gouvernement valaisan que non seulement ils en ont joui, mais cette liberté, dans certains points, allait même jusqu'à l'anarchie. L'on ignore jusqu'au nom ce que signifie l'oligarchie, et effectivement il n'y en avait pas la

»Peuple des VII-Dizains, le Directoire exécutif de la République française n'a jamais voulu vous faire que du bien; votre constitution, que l'on disait démocratique, était la proie de vos prêtres et de vos meneurs: le gouvernement français voulait vous donner la véritable liberté, la véritable démocratie, le seul pacte social qui assure la paix et le bonheur; vous l'aviez acceptée en vous réunissant à vos frères helvétiques; vos assemblées primaires avaient eu lieu; vos députés à la Grande Diète avaient été nommés par des hommes revêtus de votre confiance; le résident Mangourit veillait à votre tranquillité avec le zèle d'un compatriote; mais le démon des discordes empruntant le masque de la religion vous a fait commettre un grand crime. Vous avez dispersé le Corps électoral, vous avez fait prisonniers des électeurs députés vers vous pour vous ramener à la raison; vous avez coupé les arbres de la liberté; vous avez pris en otage des représentants du peuple helvétique; vous avez outragé le c. [Pierre-Joseph] de Riedmatten de Saint-Gingolph pour avoir voulu vous épargner des larmes et du sang; non contents d'avoir violé le sceau des dépêches du résident français pour l'Italie, vous avez menacé la Grande Nation dans sa personne; vous avez forcé de s'armer et de partager votre délire des habitants républicains et paisibles; vous avez résisté à toutes les offres de pardon; vous avez voulu frapper de mort des parlementaires; vous avez arboré le drapeau blanc pour assassiner plus sûrement des Français dont la valeur vous assurait la clémence. Votre crime est grand! mais avec des Français, il n'est point irrémédiable.

»Nommez vos chefs; arrêtez ceux qui vous ont entraînés dans le précipice; quels qu'ils soient, remettez-les à notre justice; eux seuls en supporteront le poids. La contribution nécessitée par l'entrée des troupes de la République française ne pèsera en définitive

moindre trace, ce qui dénote l'ignorance parfaite où se trouvait Mangourit par rapport au gouvernement valaisan. Le reste du manifeste est si fade et faux, tiré des cerveaux échauffés des jacobins déjà assez répétés contre les prêtres et le prétendu fanatisme, que ce serait lui donner du crédit que de le rapporter.» (Doc. V a, pp. 43-44.) – C'est nous qui soulignons. – Le vol. AV, L 526, offre encore une autre analyse de la proclamation de Mangourit (pp. 67-71). – La comparaison des trois analyses de J.-J. CARRUPT nous entraînerait trop loin; elle exigerait une étude particulière.

que sur vos plus cruels ennemis.—Rendez vos armes, mais rendez-les de bonne foi si vous voulez éviter de nouvelles mesures qui coûteraient à nos cœurs, mais que votre propre sûreté commande, et ouvrez vos bras à nos sincères embrassements.—Salut et fraternité¹¹⁰.»

9. *Dispersion des Haut-Valaisans. — Pillage des Français dans le Haut-Valais. — Vers l'apaisement*

Le 29 floréal — 18 mai, le général Lorge avait écrit au Directoire helvétique que les troupes en marche sur le Valais n'y séjourneraient qu'autant que les insurgés persisteraient dans leur rébellion, «mais que, vu leur disposition à rentrer dans l'ordre, elles continueront leur route pour l'Italie, où elles doivent se rendre en passant le mont Saint-Bernard. Je profite de cette occasion pour vous annoncer en même temps qu'un corps d'à peu près 12 000 hommes traversera la Suisse dans le courant du mois de prairial [20 mai — 18 juin] pour se rendre en Italie. L'armée destinée à rester en Suisse ne recevra de ce mouvement aucune diminution ni augmentation¹¹¹.»

Ensuite de leur défaite à Sion, les insurgés, CARRUPT l'a déjà signalé¹¹², se retirent à Loèche en désordre. CARRUPT revient encore une fois sur cette retraite qui tourne à la débandade, et précise les événements qui l'accompagnent: «La dissension naturelle dans l'armée des Haut-Valaisans devint à son comble et se termina enfin par la dispersion des soldats qui rentrèrent chacun dans leur foyer. Les Français les suivirent et les désarmèrent à mesure qu'ils avançaient; *pendant environ trois semaines*, ils travaillèrent à merci de vider les bourses; ils emportèrent tous les ornements en argent massif de la cathédrale et autres églises, à l'exception des vases sacrés, tous les gobelets d'argent dont les communes du Valais

¹¹⁰ AV, collection de placards imprimés. — STRICKLER, t. I, pp. 1052-1054, d'après la publication du *Bulletin officiel*, 1798, t. II, pp. 179-183, n° 22, du 25 mai.

¹¹¹ STRICKLER, t. I, p. 1051, n° 45.— Nous n'aborderons plus la question du passage des troupes françaises envoyées en Italie; elle est hors de notre propos.

¹¹² Voir plus haut, t. II, p. 219.

étaient abondamment fournies et des sommes immenses qu'ils imposèrent sur tout le Haut-Valais qui montaient à plusieurs millions de livres françaises. Mathys travaillait sans relâche à gruger les trésors dont il était très expert. Ensuite de la soumission du Valais, ce pays a d'abord été entièrement évacué et, quoique le Bas-Valais n'était pas censé d'avoir pris part à cette débâcle, ils [les habitants] furent néanmoins obligés de fournir l'entretien de l'armée du général Lorge, auxquels on délivra des bons en papier que l'on ne voit pas qu'on pense à satisfaire. Le Valais, outre cette perte, perdit encore tous les argents placés en France et ailleurs qui sont sous la domination française, auxquels il a fallu délivrer les titres; la ville de Sion fit encore une semblable perte sur la Grande Nation, qui repose sur la générosité de Bonaparte¹¹³. »

En date du 1^{er} prairial – 20 mai, le général Schauenbourg envoie au général Lorge une importante lettre que STRICKLER résume en deux lignes¹¹⁴; elle mérite mieux que cela, car elle prône les moyens que Rapinat recommandait à Lorge et à Mangourit, le 27 floréal – 16 mai, pour la recherche d'un apaisement: « Les principes qui ont guidé notre conduite lors de l'insurrection des petits cantons, écrit Schauenbourg, doivent également diriger la vôtre à l'égard des Valaisans dont une partie n'a été poussée à la révolte que par les manœuvres des prêtres et de quelques intrigants, ennemis du nouvel ordre de choses. Le moyen le plus sûr de ramener à la raison ce peuple simple et crédule, c'est de détruire l'effet des calomnies par lesquelles on lui a fait croire que nous voulons changer ses mœurs et sa religion. Il faut donc éviter toutes les mesures violentes et rigoureuses qui tendraient à confondre l'innocent avec le coupable; il faut dans toutes vos relations avec les insurgés parler avec estime de la masse du peuple, et réserver pour les meneurs la rigueur et la sévérité; encore n'est-il pas prudent de fermer à ces derniers la porte du repentir en les menaçant de peines irrémissibles.

¹¹³ Doc. V a, p. 45. C'est nous qui soulignons. – Nous ne traiterons pas non plus les relations financières entre le Valais et la France; ce problème est également hors de notre propos.

¹¹⁴ STRICKLER, t. I, p. 1052, n° 50 b.

» Il paraît déjà que les insurgés, revenus de leur aveuglement ou sentant la faiblesse de leurs moyens, sont disposés à rentrer dans l'ordre; il faut donc, en conservant vis-à-vis d'eux une attitude imposante, éviter des démarches précipitées qui amèneraient l'effusion du sang et tous les malheurs qui suivent la guerre. Ce pays pauvre et stérile serait ruiné sans ressources s'il éprouvait la dévastation et le pillage; la plus sévère discipline devra y être observée, et vous réprimerez rigoureusement toutes les atteintes qui pourraient être portées aux propriétés en punissant les chefs et les officiers qui, par leur mollesse ou leur connivence, toléreraient ou partageraient les désordres...»

En revanche, quand, «après avoir épuisé tous les moyens de persuasion», Lorge estimera qu'il est «indispensable d'employer la force des armes», Schauenbourg lui conseille de déployer toute son énergie, avec la réserve de ne pas faire servir les troupes vaudoises: «Vous sentez, écrit Schauenbourg, le danger qu'il y aurait d'armer les uns contre les autres et de mettre aux prises des hommes qui doivent faire partie d'une même république et vivre sous les mêmes lois.» Une telle conduite «ferait naître entre les cantons du Valais et du Léman des haines et des rivalités dont les suites pourraient devenir funestes».

«... Dès que la tranquillité sera rétablie dans le Valais, vous me proposerez la diminution successive des forces sous vos ordres...»

Schauenbourg ajoute en post-scriptum: «Si, après le retour de la tranquillité, il paraissait utile de laisser dans le Valais quelques bataillons, vous devez m'en référer et ne suivre à cet égard que les ordres que vous recevrez de moi¹¹⁵.»

Dans le Haut-Valais, on s'achemine donc lentement vers l'apaisement. Le 2 prairial – 21 mai, Mangourit informe Talleyrand que «la troupe pénètre dans l'intérieur. Chaque dizain, affirme-t-il, aura vu les vainqueurs de l'Europe», ces vainqueurs contre lesquels les insurgés «avaient prétendu résister en faveur de la tyrannie sacerdotale et oligarchique.

¹¹⁵ Berne, Arch. fédérales, fonds de l'Helvétique, vol. 895, pp. 215-217, copie conforme.

» Aujourd'hui, annonce-t-il, nous avons reçu une députation du Bas-Conches, l'un des plus mauvais dizains. Le Haut seul est encore récalcitrant, mais le voisinage de la troupe, l'établissement de la commission militaire sont des mesures qui ne laisseront rien à désirer pour la tranquillité du pays... »

Le général Lorge constituera la commission militaire « sitôt qu'un des principaux chefs » sera amené devant lui; « nous les avons mandés à cet effet »¹¹⁶.

A Merlin, président du Directoire exécutif, le résident adresse une lettre dans le même sens¹¹⁷.

Le lendemain 3 prairial – 22 mai, Mangourit publie une proclamation aux troupes françaises en Valais. Il y exprime « la reconnaissance nationale » aux artisans de la victoire du 17 mai. Il associe encore à son éloge d'autres collaborateurs: « Je n'oublierai ni le c. [Barthélemy] Guillot qui, à peine arrivé de l'armée d'Italie, n'a pas balancé un instant entre le repos passager que lui accordait un congé et l'immortalité de la gloire, ni le c. François Mathys, que la liberté a transformé en soldat dans la lutte des principes et de la raison contre l'orgueil et le fanatisme, ni le c. Chevalier, commissaire des guerres¹¹⁸, qui s'est exposé à tous les dangers et auquel l'armée doit ses subsistances...¹¹⁹ »

Le même jour, 22 mai, Mangourit envoie à Merlin une lettre importante qui démontre une fois de plus que le résident a de la suite dans les idées; il n'abandonne pas volontiers de vieux rêves. C'est ainsi qu'il écrit: « La Suisse est bien peu disposée à la reconnaissance... Dans tous les écrits polémiques du colonel Laharpe, j'ai remarqué qu'il recommande toujours la réunion suisse et qu'il ne parle jamais du Directoire exécutif de la France... »

» Je ne vois, poursuit-il, qu'incohérence dans la formation du nouveau Corps helvétique; la différence des langues sera un long obstacle à l'unité de pensée et d'action dans la législation et l'exécutif

¹¹⁶ Doc. II/1, p. 178, n° 97.

¹¹⁷ Doc. II/2, p. 50, n° 74.

¹¹⁸ Jean-Marcel Chevalier, né en 1761 dans la Maurienne, commissaire des guerres français en Suisse. (Vincennes, Arch. de l'armée de terre.)

¹¹⁹ STRICKLER, t. I, pp. 1055-1056, n° 55.

de cette petite république. La langue allemande submergera la langue française ainsi qu'elle l'a fait en Valais où l'on parlait il y a vingt ans cette dernière jusqu'à Loèche; l'invasion du tudesque s'est portée jusqu'à Sion...

»Le pays romand de l'Helvétie n'aime pas plus les Français que les Allemands. Par pays, je suis loin d'entendre le peuple qui hait souverainement ceux-ci et aime ceux-là; mais je parle de l'oligarchie inférieure qui a cru que les fauteuils de la supérieure lui étaient dus. L'affreux pillage, le viol, l'assassinat commis par les bataillons vaudois depuis Sion jusqu'à Saint-Maurice ne sont pas propres à exciter les Valaisans à la fraternité. J'en conclus que, si l'empereur ne tient pas le traité de Campo Formio, la politique du Directoire exécutif change et qu'ainsi le théâtre de la guerre doit se porter sur la partie allemande de l'Helvétie et que *la partie française doit demander sa réunion à la République française.*

»*Le Valais se réunirait bien volontiers*, et notre territoire ainsi reculé contre les montagnes du nord et du sud aurait la limite naturelle d'une grande république bien ordonnée dans son équilibre; les rochers du Valais seraient la borne contre laquelle viendraient se briser les flots de notre immense population; les passages du Simplon, du Saint-Bernard et du Gothard serviraient à écouler ce qu'elle aurait d'industrie et de commerce superflus. Ces gorges et celles de la Gemmi, du Grimsel et du Gries serviraient à secourir ou à châtier les Républiques helvétique, cisalpine et ligurienne...¹²⁰»

¹²⁰ Doc. II/2, p. 51, n° 75. C'est nous qui soulignons.— On peut rapprocher de cette lettre de Mangourit une «Note de l'émissaire en Valais», s.l.n.d., dont on ne connaît qu'une copie. Quel est cet émissaire? Nous l'ignorons.

Nous n'en citons que les thèmes qui sont tous de mécontentement et qui ne concernent pas seulement le Valais:

»Les Vaudois font tous leurs efforts pour égarer les peuples du Bas-Valais...

»Il y a en général une fermentation très grande dans tout le canton du Léman... La ville de Lausanne en est le foyer...

»Le Haut-Valais, que j'ai parcouru et qui était fort agité il y a un mois, est tranquille depuis qu'il a appris la réduction du canton d'Unterwald. Un nommé Weger, du district de Conches, est un des auteurs des troubles du Haut-Valais; à peine arrivé chez lui de retour des prisons de Berne, il a cherché à remuer. Le préfet du canton [Ch.-Emm. de Rivaz], instruit de ses manœuvres, a ordonné au sous-préfet de district de Conches [Joseph (Johann-) Bircher (1751-1825), de Fiesch,

Lorge communique, le 22 mai, au général Brune, commandant en chef de l'armée d'Italie, l'itinéraire des troupes qui doivent rejoindre son armée.

Il lui présente en même temps un bref bilan de sa campagne en Valais: «Nous nous sommes battus, mon général, dans ce misérable pays avec un acharnement de la part de l'ennemi difficile à concevoir. Mais l'affaire a été décisive: 7 à 800 de ces malheureux ont mordu la poussière; autant sont pris ou blessés, et la guerre est à peu près terminée. J'occupe le passage important du Simplon, et aujourd'hui le dizain de Loèche, foyer de l'insurrection, est à nos pieds¹²¹. Le désarmement se fait à force et d'un tour de main; j'ai mis à la raison cette canaille. Deux à trois mille Français au plus font trembler un pays qui, par sa population de 96 000 âmes¹²² et des rochers

notaire, sous-préfet d'Emmen], de le faire comparaître par-devant le sous-préfet de Brigue [Jakob Theiler]. Weger, instruit de cet ordre, s'est évadé.

»Le préfet du canton du Valais se conduit on ne peut mieux et l'administration, avec beaucoup de négligence. D'ailleurs, excepté l'aristocrate [Ch.-Emm.] de Rivaz et Pittier, le reste est d'une ignorance qui approche de la huitième béatitude.

»Les peuples de l'Helvétie se plaignent des appointements considérables que l'on a adjugés aux autorités constituées...

»Il y a aussi un mécontentement général dans les cantons du Léman et du Valais relativement à ces droits de bourgeoisie...

»Je crois qu'il est intéressant de surveiller toutes les villes du Pays de Vaud, notamment Lausanne et Vevey...

»J'ai trouvé le moyen d'être introduit dans un cercle de patriotes à Vevey et, d'après les propos que je leur ai entendu tenir, j'ai vu clairement que ce qui empêchait le Pays de Vaud de faire une levée de boucliers était la crainte que le gouvernement français ne les châtiât.» (*Ibidem*, pp. 60-61, n° 88.— Cette «Note» est certainement plus tardive: les sous-préfets du Valais sont nommés en août 1798 et la «réduction» d'Unterwald a lieu en septembre suivant.)

¹²¹ On lit en effet, dans le *Bulletin officiel*, 1798, t. II, p. 164, n° 20, du 23 mai: «Nous venons d'apprendre que le dizain de Loèche, en Valais, qui avait fourni 400 hommes contre les troupes françaises et vaudoises, vient de se rendre. On espère que cet exemple sera bientôt imité par le reste des dizains insurgés.»

¹²² Le recensement de 1798 révèle, pour les VII-Dizains, une population de 32 000 âmes environ, alors que le canton entier compte approximativement 60 000 habitants.— L. MEYER, *Les recensements de la population du canton du Valais*, Berne, 1908, p. 23 (Extr. du *Journal de statistique suisse*, 1908.)

impraticables, pourrait arrêter des armées entières. Sept drapeaux et dix canons ont été un des fruits de la victoire¹²³.»

Communiquant à Talleyrand, le 4 prairial – 23 mai, le texte de sa proclamation aux troupes françaises en Valais, Mangourit l'informe que la commission militaire, croit-il, sera installée le lendemain [24] «conformément aux ordres du Directoire exécutif du 24 expiré [13 mai]». Il ajoute encore: «Les contributions marchent lentement, mais le désarmement s'opère¹²⁴.»

Loge, de son côté, écrit, le même jour, à Rapinat, commissaire du gouvernement près l'armée française en Helvétie, que «le Valais est entièrement soumis, du moment que j'ai porté nos troupes dans le dizain de *Brigue* et que j'ai fait occuper le passage du *Simplon*. Les rebelles de Conches, dizain qui le premier avait arboré l'étendard de la révolte, sont venus demander grâce et miséricorde.

»Le résident Mangourit prend toutes les mesures de politique et de convenance. Le tribunal militaire va commencer ses terribles fonctions, et, quoique cette idée répugne à mon cœur, je crois qu'il est nécessaire de faire un exemple de deux des premiers agitateurs.

»Ainsi, mon cher commissaire, cette guerre est terminée...¹²⁵»

Parmi les complices de la rébellion, dont la commission militaire, qui vient d'être créée, va juger les chefs, Mangourit signale le 24, à Merlin, la présence de Jean-Baptiste Jacquier, de Savièse. Celui-ci est notaire, mais le résident le qualifie de cultivateur et même d'«individu ignorant» alors que le 2 mai, quand il exprimait son opinion sur les élus valaisans au Corps législatif de la République helvétique, il estimait «ce paysan excellent»¹²⁶. Quoi qu'il en soit, Jacquier ayant été élu député au Grand Conseil helvétique, Mangourit le laisse partir pour se rendre à Aarau; mais il envoie à Rapinat «copie des écrits de ce contre-révolutionnaire» et l'engage à le dénoncer au Grand Conseil en séance. En revanche, il n'envoie

¹²³ *Actenstücke* II, pp. 330-331, n° 224.— On trouvera en note (*ibidem*, pp. 330-332, notes 42 et 43) les estimations de M. von STÜRLER relatives aux forces en jeu, et au nombre des tués et des blessés.

¹²⁴ Doc. II/1, pp. 178-179, n° 98.

¹²⁵ Doc. II/2, p. 53, n° 78.— Souligné par l'auteur.

¹²⁶ Voir plus haut, t. II, p. 115.

pas «les originaux nécessaires au jugement du commandant de Sion pour les rebelles, le nommé [Moritz] Perrig¹²⁷».

Les prévenus sont réunis à Sion pour être jugés quand, le 6 prairial – 25 mai, Mangourit constate qu'une «impossibilité réelle» arrête la mise en activité de la commission militaire: «Personne, écrit-il à Talleyrand, n'a pu procurer une loi organique de ces tribunaux, de manière qu'il nous est impossible de préciser les cas et d'appliquer le texte de la loi à la rédaction des jugements.»

Ce n'est pas tout: «Par ordre du général Schauenbourg, la troupe qui est dans le Valais doit en partir le 12 de ce mois [31 mai] pour l'Italie. Nouvel empêchement.»

«Dans cet état de cause», Mangourit demande à son ministre ce qu'il doit faire: «Demander au général en chef une commission tout organisée, ou lui envoyer les prévenus à son quartier général», à Zurich?

«Voilà, c. ministre, les questions que je fais au Directoire exécutif par ma lettre de ce jour et sur lesquelles je vous prie de me procurer une prompte réponse. Vous en sentirez la nécessité. Vous considérez aussi quelle différence il en résultera pour l'effet d'une exécution faite dans le pays ou du transfert des coupables à cinquante lieues d'ici¹²⁸.»

Quatre jours ne se sont pas écoulés depuis que Mangourit a écrit à Merlin, suggérant la réunion du Valais à la France, que le 26 mai, le préfet Polier en est déjà informé. En effet, écrivant au Directoire helvétique, il inclut dans sa lettre une note secrète: «Je tiens de voie sûre que l'on travaille les Valaisans pour qu'ils demandent leur union à la France, et que l'intention sur cela s'étend à nous. C'est un des chefs de notre contingent avec qui l'on n'a pas craint de discuter la question et de la soumettre à la table de tous les chefs à Sion; il les assura que les 19/20^{es} des Vaudois n'y consentiraient jamais de gré¹²⁹.»

¹²⁷ Doc. II/2, p. 57, n° 82.

¹²⁸ Doc. II/1, pp. 179-180, n° 100.

¹²⁹ STRICKLER, t. I, p. 1058, n° 67.

Si, le 10 prairial – 29 mai, Mangourit remercie le Directoire exécutif de la satisfaction qu'il lui a exprimée, dans une lettre du 28 floréal – 17 mai, «pour les mesures» qu'il a employées «à l'effet de comprimer les mouvements contre-révolutionnaires qui ont éclaté dans le Haut-Valais»¹³⁰, il estime, le lendemain 20, que c'est «le moment de rendre aux habitants du Valais des services que leur ignorance leur ferait peut-être refuser: la stupeur dont ils sont empreints est la circonstance la plus favorable pour faire supprimer ces innombrables fêtes, source de fainéantise, de misère et de corruption».

Là-dessus, il écrit une lettre au comité d'Administration de Sion qu'il invite à transmettre à l'évêque de Sion; il en espère «un bon effet»¹³¹.

Cette lettre, datée de Sion, le 11 prairial – 30 mai, est conçue en ces termes:

«Les maux que le fanatisme a causés au genre humain sont incalculables; ils dérivent de l'ignorance et de l'oisiveté: la crédulité et tous les vices les accompagnent.

»N'est-ce pas le fanatisme qui vient de frapper votre malheureux pays? N'est-ce pas, lui qui, sous le faux prétexte de la religion, a rassemblé les paisibles habitants de vos campagnes, les a armés d'un fer homicide et les a envoyés à la mort? N'est-ce pas lui qui, de tout temps, sépara le frère du frère, les familles des familles, les nations des nations?

»Que de crimes ne commit-il pas au nom de la divinité!

»La Grande Nation donnant la liberté aux peuples leur lègue aussi, dès leur renaissance, les lauriers et l'industrie, respectant les opinions religieuses qui ne nuisent pas à la félicité publique; elle renverse les imposteurs abusant de la saine morale; elle confine les pratiques subversives de la raison dans l'ancre d'où elles se sont déchaînées; elle rend les hommes aux devoirs sociaux et à la dignité de leur essence; elle assure à l'agriculture et à l'industrie les temps et les personnes que la débauche et l'ivresse lui dérobaient; elle

¹³⁰ Doc. II/2, p. 59, n° 85.

¹³¹ *Ibidem*, p. 59, n° 86.

associe à cette régénération des mœurs tous ceux qui s'offrent pour l'opérer, ceux même qui conspirent leur avilissement.

»Je vous prie, citoyens, d'inviter l'évêque du Valais:

»1^o à défendre à son clergé les processions d'hommes et de femmes masqués, connus sous le nom de pénitents, ces cérémonies pouvant servir de prétexte, ainsi qu'elles l'ont fait, à la guerre intestine et à tous les fléaux qui désolent ou dégradent l'humanité;

»2^o à diminuer considérablement le nombre de jours fériés qui arrachent un tiers de l'année au moins à la culture et aux lumières, aux mœurs et à la paix de votre pays. Qui oserait refuser son secours et son approbation à une mesure si désirable et si désirée?¹³²»

Les suites de cette intervention de Mangourit, l'abbé ANNE-JOSEPH DE RIVAZ les rapporte dans ses *Mémoires historiques*:

«Le dimanche de la Trinité [3 juin], Mgr notre révérendissime évêque [Blatter] fait savoir à tous ses curés que le c. résident lui ayant demandé qu'il abolît les processions des confrères pénitents du Très-Saint-Sacrement, il a jugé à propos d'interdire, tant que durera la calamité présente, lesdites processions en habit blanc. Comme il craignait de se compromettre par un mandement publiable en chaire au prône, il les charge de se borner à en aviser les préposés des paroisses et les charge ayants desdites confréries; et comme il présumait que cette innovation pourrait scandaliser les peuples, il les fait aviser qu'il n'y consent que parce que, n'attaquant pas la substance de la religion, il ne s'y est prêté que dans la vue d'épargner au culte de pires atteintes¹³³; les peuples des paroisses de la plaine de la Morge à la Dranse, plus affectionnés à la révolution qu'attachés à la religion, cèdent à ce caprice irrégulier du proconsul français avec une docilité qui fut un sujet de scandale aux Valaisans allemands.

»Le dimanche après l'octave de la Fête-Dieu [17 juin], nous publions un mandement épiscopal portant suppression d'une vingtaine de petites fêtes¹³⁴. Dès le temps de l'évêque Ambuel, il

¹³² *Ibidem*, pp. 59-60, n° 86, annexe.

¹³³ La minute de cette lettre se conserve aux Arch. épiscopales, tir. 391, n° 18.

¹³⁴ Il a fallu que le comité provisoire d'Administration de Sion rappelle à l'évêque, le 11 juin, sa lettre du 1^{er} juin qu'il lui a adressée concernant la diminution

en avait été souvent question¹³⁵ en ce pays et en ce diocèse entre nos évêques et nos premiers magistrats, et nommément l'évêque actuellement siégeant avait fait cette tentative autorisée par le nonce Vinci¹³⁶, son consécrateur, tout au commencement de son épiscopat. Mais les paysans du Haut-Valais, moins dociles pour lors que maintenant que le c. Mangourit venait de les rendre en les battant et en les dépouillant, n'y avaient jamais voulu entendre, quoiqu'on leur représentât que ces petites fêtes étaient supprimées dans presque tous les diocèses qui nous avoisinent et nous environnent. Enfin Mangourit, profitant de la terreur et de l'humiliation du moment, n'a rien eu de plus pressé que d'exiger de l'évêque cette suppression, et Monseigneur s'y est prêté d'autant plus facilement qu'elle s'est opérée par l'autorité ecclésiastique, et qu'il a conservé toutes les fêtes dont il aurait pu craindre qu'on lui eût demandé la suppression,

des fêtes et l'abolition des habits des pénitents, et l'invite à faire publier et afficher son mandement «pour dimanche prochain [17 juin] au plus tard.» (Sion, Arch. épiscopales, tir. 391, n° 19 – anc. cote: 209, n° 19, original.)

Le préambule du mandement du 6 juin 1798 dont on conserve aux Archives épiscopales (tir. 391, n° 18) la minute est de la main du vicaire général Pignat. On en trouvera le texte complet en Annexe IX, t. II, pp. 332-333. – Alphonse Pignat (1745-1822), Dr. en théologie, chanoine de Sion, vicaire général de 1798 à sa mort. (*Arm. val.*, p. 196.)

Ainsi, ce sont bien, comme le signale A.-J. DE RIVAZ, vingt fêtes chômées qui sont supprimées, alors qu'on en conserve vingt autres.

Si l'on tient compte des 52 dimanches, des 40 fêtes chômées avant la suppression, sans omettre les fêtes patronales (certaines paroisses ont un, deux ou trois patrons...) et les fêtes particulières locales «introduites par dévotion ou par vœu» on n'est pas loin de l'estimation de Mangourit: «un tiers de l'année», c'est fêtes chômées en Valais.

L'abbé A.-J. DE RIVAZ reviendra plus tard, en 1809, sur la suppression des fêtes (A.-J. DE RIVAZ, t. I, pp. 264-267) où il affirme que «l'évêque [Joseph-François-Xavier de Preux (1740-1817), évêque de Sion de 1807 à sa mort. – B. TRUFFER, *op. cit.*, p. 89] n'eut rien de plus pressé, aussitôt que les Français eurent évacué le pays [1813], que de rétablir les choses sur le pied où les avait laissées feu Mgr [Blatter]; ce qui pour le peuple des campagnes est la même chose que de les avoir rétablies sur le pied où elles étaient avant la révolution de 1798...» (p. 267).

Voir également à ce sujet, le petit ouvrage de Mgr V. BIELER, *Notice sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat en Valais depuis 1847*, Saint-Maurice, 1930, pp. 93-99.

¹³⁵ François-Joseph-Frédéric Ambuel (1704-1780), évêque de Sion élu en 1760, confirmé en 1761. (B. TRUFFER, *op. cit.*, p. 80.)

¹³⁶ Joseph de Vinci, archevêque de Beyrouth, nonce en Suisse de 1785 à 1794. (*DHBS*, t. V, 1930, p. 687.)

telle celle de saint Théodule. Il est étonnant que les réformateurs n'aient pas pris ombrage de ce saint patron de notre pays et n'aient pas pensé à profiter des circonstances pour viser, contester ou invalider ce que la tradition nous en apprend... Je ne sais si cette suppression fait murmurer les Haut-Valaisans, mais elle a trouvé nos Bas-Valaisans fort dociles à leur ordinaire¹³⁷.»

Voici que le 14 prairial – 2 juin, Rapinat, commissaire du gouvernement près l'armée de la République française en Helvétie, publie un arrêté dont trois articles au moins concernent notre propos.

En vertu d'un arrêté du 6 prairial – 25 mai, Rapinat ordonne d'abord de transférer à Zurich les prévenus de la rébellion du Valais pour y être jugés par un conseil de guerre (art. premier); il réduit le montant de la contribution à lever sur les dizains révoltés, de 600 000 livres fixées par le général Lorge¹³⁸, à 400 000 francs, dans laquelle somme «le chapitre de Sion sera compris» pour tel montant que Mangourit fixera selon son estimation (art. 2), et il approuve le désarmement total effectué en Valais; le général Schauenbourg prendra les mesures militaires qu'il jugera «à propos» au sujet du retrait des troupes françaises en Valais, demandé par le général Lorge (art. 4)¹³⁹.

C'est le 14 prairial – 2 juin que le journal parisien *Le Rédacteur* publie les citations que le Directoire exécutif a décernées, le 9 prairial

¹³⁷ A.-J. DE RIVAZ, t. I, pp. 67-68.

¹³⁸ Voir plus haut, t. II, p. 220.

¹³⁹ Doc. II/2, pp. 61-62, n° 89. La réduction de la contribution du Valais semble avoir été obtenue grâce à l'intervention des sénateurs Augustini et Sigristen auprès du Directoire helvétique. (Voir STRICKLER, t. II, p. 283, n° 2 b.) – On trouvera en annexe deux documents inédits relatifs à la contribution de guerre: l'un, du mois de mai 1798, exposant les difficultés du dizain de Conches à recueillir l'argent nécessaire (Annexe XI, t. II, p. 335), et l'autre où, en automne 1798, le préfet national Ch.-Emm. de Rivaz résume les sentiments des cinq dizains supérieurs concernant «les recherches à faire contre les auteurs de l'insurrection... pour le remboursement des frais de la guerre et des sommes exigées par l'armée française.» (Annexe XII, t. II, pp. 336-338.) Ce dernier texte démontre que, six mois environ après la fin des combats, les autorités du canton helvétique n'ont pas encore résolu ce problème.

– 28 mai, au général Lorge, et aux militaires «qui se sont distingués lors de la reprise de Sion». Il convient de mettre en évidence la mention honorable d'un caporal de la 31^e demi-brigade: «Après avoir fait respecter le nom français, vous avez voulu le faire aimer, et votre plus doux soin a été d'essuyer les pleurs d'un ennemi égaré, que la victoire dépouillait. Vous l'avez aidé de votre bourse et de vos soins.

»L'honneur qui résulte pour vous de cet acte de générosité rejaillit sur la patrie, et le Directoire, en vous présentant cette dernière considération, est sûr qu'elle renferme pour vous la plus douce des récompenses¹⁴⁰.»

Le lendemain, Mangourit qui, décidément, s'occupe de tout, écrit à Merlin, président du Directoire exécutif, pour le mettre en garde contre «une union de mécontentement» que pourraient former les nouveaux satellites de la France. Il lui livre la réflexion que lui suggère ce danger: «C'est que l'émancipation des gouvernements formés par vous doit être l'ouvrage du temps occupé par nos légions présentes et nos agents attentifs¹⁴¹.»

10. Le retour des troupes vaudoises dans leurs foyers. – Indignation des autorités vaudoises contre les excès commis en Valais par leurs militaires. – Vaines tentatives de restitution. – Collecte organisée par la ville de Vevey

Informé le 20 mai des excès commis par les Vaudois à Leytron et à Chamoson, Mangourit envoie sans délai «une ordonnance, porteur de l'ordre d'arrêter à Bex les troupes vaudoises revenant du Haut-Valais, de les visiter, de mettre sous scellés tout ce qui leur sera reconnu avoir été pillé, d'arrêter les commandants des compagnies et de les constituer prisonniers au château d'Aigle.

¹⁴⁰ Doc. II/2, p. 58, n° 84.

¹⁴¹ *Ibidem*, p. 62, n° 91.

»L'amour du bon ordre, l'horreur du crime, l'indignation pour les atrocités de ce genre m'ont dicté ces mesures que, j'espère, vous approuverez...

»Le chef de brigade d'artillerie vaudoise [Doxat], qui est un homme aussi probe que bon militaire, est indigné de ces atrocités; il va demain à Bex avec plein pouvoir de moi pour éclaircir et terminer cette affaire...¹⁴²»

Le 21 mai, c'est Joseph Chevalier¹⁴³ qui suggère au préfet Polier d'organiser une collecte en faveur des Sédunois pillés: «Rien n'est plus utile à la patrie, écrit-il, que d'avertir ses magistrats des actions qui déshonorent l'humanité, et particulièrement leur canton, en semant la haine et la division avec leurs voisins. Le Valais, surtout le malheureux Sion, conservera à jamais le souvenir de la manière indigne dont les Vaudois, surtout de Vevey et Montreux, les ont pillés; c'est le droit du soldat dans une ville étrangère et vaincue, les Français n'ont pillé que des ennemis, mais les Suisses ont volé leurs frères égarés, ceux avec qui ils soutenaient bien des relations... Ne serait-il pas juste, c. préfet, de nommer au public et surtout au Valais ceux qui ont respecté leurs propriétés? Votre sous-préfet de Vevey [Alexandre Perdonnet] vous les fera connaître. Les bons citoyens de Vevey et environs désireraient qu'afin de ramener l'amitié entre ce canton et le nôtre on fit une collecte où ceux qui ont pillé seraient tenus de réparer leur crime en y mettant ce qu'ils ont pris. Quand chacun mettrait l'un dans l'autre la valeur de 5 baches, il y aurait de quoi remonter les plus malheureux. Cette mesure, digne de votre attention, pourrait couvrir la honte dont le Léman est couvert aux yeux de tout être qui aime l'honneur et l'union de ses concitoyens¹⁴⁴.»

Cette proposition d'une collecte en faveur des sinistrés du Valais fera peu à peu son chemin dans les esprits; comme on le verra tout à l'heure, elle se réalisera à Vevey.

¹⁴²Doc. II/2, p. 47, n° 72: lettre de Mangourit à Merlin, président du Directoire exécutif.

¹⁴³Personnage de Vevey (?) qui n'a pas été identifié.

¹⁴⁴Doc. II/2, p. 176, n° 225.

En attendant, le 22 mai, la Chambre administrative du canton du Léman prend connaissance de la lettre que le général Lorge lui a adressée, le 30 floréal – 19 mai, dans laquelle il fait l'éloge de la partie des troupes vaudoises qui ont combattu sous ses ordres à Sion¹⁴⁵, et la fait publier au *Bulletin officiel*¹⁴⁶. La Chambre administrative estime que l'affirmation de Lorge écrivant qu'elle «s'est battue comme des Français», est «le plus glorieux des éloges»; «mais lui répond que, s'il est honorable d'être loué, s'il est bon de l'être par un général tel que vous, il est cependant douloureux de penser que ces ennemis contre lesquels la valeur française et vaudoise s'est déployée furent et doivent être nos frères. Le fanatisme seul a pu les égarer, ces hommes simples et bons; aujourd'hui leur aveuglement va cesser, leur erreur se dissiper, et *le moment de l'indulgence est arrivé*. Nous osons implorer en leur faveur et pour leur malheureux pays l'humanité et la générosité françaises...¹⁴⁷»

Dans sa lettre au Directoire helvétique, du 22 mai, Polier signale encore un épisode survenu aux soldats vaudois lorsqu'ils eurent quitté Chamoson: «J'attends aussi un rapport sur un malheur arrivé à la retraite du contingent; une patrouille du bataillon Blanchenay, qui faisait l'arrière-garde (pour rentrer au pays), a été exposée à des fusillades tirées de derrière des buissons, la nuit, près de Martigny; ces coups ont attiré le commandant Blanchenay; il a été suivi d'un détachement de son corps; les fusillades ont recommencé; nos Vaudois ont riposté et tué deux hommes; cette scène s'est répétée peu après; les agresseurs sont des Bas-Valaisans. On dit le résident Mangourit très irrité contre les Vaudois qu'il croit les agresseurs... Le bataillon Blanchenay est arrivé aujourd'hui ici [à Lausanne]; demain tous coucheront chez eux. Mais nos frères du Valais sont livrés à tous les genres de malheurs...¹⁴⁸»

Les excès que les Vaudois ont commis en Valais sont déjà bien connus dans le pays et font jaser à tel point que, dès son retour,

¹⁴⁵ Doc. II/2, p. 173, n° 217.

¹⁴⁶ 1798, t. II, p. 163, n° 20, du 23 mai.

¹⁴⁷ Doc. II/2, pp. 176-178, n° 226 et n° 229. – C'est nous qui soulignons.

¹⁴⁸ Berne, Arch. fédérales, fonds de l'Helvétique, vol. 895, pp. 249-250.

Blanchenay rédige une protestation, qui paraîtra dans le *Bulletin officiel* du 1^{er} juin: «Des malveillants, des gens jaloux du bonheur dont commence enfin à jouir le peuple du Léman, se plaisent à répandre des calomnies contre les braves volontaires qui ont généreusement volé à la défense de leurs frères, les Bas-Valaisans menacés par une horde de rebelles. Ces mêmes gens ont répandu avec affectation que ces bataillons, qui étaient là pour défendre et faire respecter les propriétés, les ont eux-mêmes pillées et ravagées, et que les excès les plus inouïs ont été commis par les Vaudois. Je dois à la justice, je dois au brave bataillon que j'ai l'honneur de commander, de déclarer de la manière la plus formelle que, pendant tout le temps que ce bataillon a été sous mes ordres, les officiers, sous-officiers et soldats ont toujours montré le plus grand patriotisme, le plus grand zèle, et surtout la plus grande modération; que la discipline militaire a été aussi exactement observée que dans les troupes de ligne, et que, par la conduite de ce bataillon et sa tenue en général, il s'est acquis la confiance des chefs qui commandaient en Valais, l'estime et l'amitié de tous les citoyens. Je déclare en outre que ce bataillon, ayant toujours respecté les propriétés d'un chacun, je ne puis regarder que comme calomniateurs ceux qui, sans preuves, pourraient accuser quelques individus de s'être avilis en pillant leurs frères et leurs concitoyens¹⁴⁹.»

On sait déjà ce qu'attestent CARRUPT et A.-J. DE RIVAZ de la conduite du bataillon Blanchenay¹⁵⁰; ce n'est pas tout: le 24 mai, Benjamin Doxat, chef de brigade d'artillerie, de retour également, fait à son tour rapport à la Chambre administrative du Léman; «un pillage considérable» a été fait «par les officiers, sous-officiers et soldats tant français que vaudois...; plusieurs de ces Vaudois, affirme-t-il, singulièrement l'officier d'artillerie Mégroz et un cavalier doivent avoir considérablement pillé». L'Administration, «indignée d'un pillage aussi atroce fait par des Vaudois tant à Sion qu'autre part», décide d'écrire à Vincent Perdonnet «de prendre toutes les informations nécessaires à cet égard, afin que les coupables soient

¹⁴⁹ Doc. II/2, p. 179, n° 233.

¹⁵⁰ Voir ci-dessus, t. II, pp. 214-219.

punis»¹⁵¹. Elle écrira également à l'Administration du Valais pour lui témoigner combien elle est affligée des malheurs que son pays a éprouvés par le pillage...; qu'elle a appris avec indignation la conduite que quelques corps vaudois ont tenue, et pour l'inviter «de faire connaître les corps vaudois ou les soldats qui sont les auteurs de ce pillage, afin qu'ils soient châtiés exemplairement...»¹⁵²

Le préfet Polier informe, le 24 mai, François Clavel, sous-préfet d'Aigle, qu'il a appris «par une voie très certaine» que la compagnie des Ormonts, «après s'être couverte de gloire par sa bravoure devant Sion, a terni ses lauriers en contribuant très activement au pillage de cette ville infortunée. Comment ont-ils pu, demande-t-il, à cet excès oublier les devoirs de la fraternité? Les habitants de Sion vaincus, ils n'étaient plus que des frères, soumis sans doute aux jugements légaux en punition de leur infidélité, mais que les premières lois de l'humanité et de l'union intime et indivisible qui nous lient au canton du Valais devaient faire respecter à leurs frères...»¹⁵³

Les rapports continuent d'affluer au bureau de la Chambre administrative du Léman: le 25 mai, ce sont Jean-Louis Ausset et Albert Marcel, de retour de Vevey, qui lui rapportent ce qu'ils ont appris de Vincent Perdonnet, «sur les désordres affreux que les troupes vaudoises ont faits, soit à Sion, soit dans le Bas-Valais, par le pillage et les vols qu'ils ont commis. Ils donnent aussi «des détails

¹⁵¹ Doc. II/2, p. 180, n° 238, et p. 181, n° 239. — Relevons néanmoins dans le *Bulletin officiel* une correspondance de Vevey en date du 26 mai: «Dimanche 20, nos artilleurs sont revenus couverts des lauriers cueillis devant Sion. L'un d'eux..., fils d'un menuisier, se présente à son père. — Où est ton butin? lui dit ce respectable vieillard d'une voix altérée. — Mon père, répond le fils avec dignité, je n'en ai point. — Eh bien, embrasse-moi... Si je t'eusse vu chargé de dépouilles, je t'aurais renié pour mon fils.

»Un second..., confiseur, arrive dans son cercle. De nombreux amis l'attendaient; un cri de joie se fait entendre. Il est chargé d'une nombreuse famille; il était au sac de Sion... Il en est revenu les mains pures...

»Les habitants de la commune de Vevey se félicitent d'avoir au milieu d'eux ces deux bons citoyens.» (*Bull. officiel*, 1798, t. II, n° 24, du 27 mai, pp. 205-206.)

On trouvera, cité par M. SALAMIN (*Le rapport de Vincent Perdonnet*, p. 47, note 10), un autre plaidoyer *pro domo* des artilleurs du district de Vevey.

¹⁵² Doc. II/2, p. 181, n° 239.

¹⁵³ *Ibidem*, pp. 181-182, n° 240.

de la désobéissance et de l'indiscipline de deux compagnies du bataillon Desaix...¹⁵⁴»

Là-dessus, le chef de brigade Louis Clavel est introduit en séance de la Chambre: il annonce que «toutes les troupes vaudoises sont rentrées dans leurs foyers; que la majeure partie s'est très bien conduite» et que ces troupes ont été remerciées. Toutefois, deux compagnies du bataillon Desaix, à savoir celles des capitaines Vuadens et Thomas¹⁵⁵, «ont donné des traits de désobéissance et d'insubordination très condamnables». Pour prouver son accusation, Clavel exhibe le rapport que lui a remis Desaix; il ressort de ce document que, le 20 mai, Desaix ne trouva, sur la place de Martigny, à l'heure fixée pour le rendez-vous, «que 30 hommes seulement des deux compagnies susindiquées»; c'est vers 5 h. et demie du matin qu'il réussit enfin à les rassembler, alors que «les autres compagnies les attendissent depuis une heure et demie». Desaix place les deux compagnies en queue du bataillon; mais, après une demi-heure de marche, «ces deux dernières compagnies voulurent, sans en avoir reçu l'ordre, passer et prendre la tête de la colonne»; le commandant a beau leur ordonner de reprendre leur place, «lesdits Thomas et Vuadens s'emportèrent avec menaces en présence de toute la colonne et refusèrent d'obéir; ... ledit Thomas s'emporta à tel point qu'il tira son sabre et menaça son adjudant, en sorte que le c. Desaix fut obligé de leur déclarer qu'ils étaient en état de rébellion et qu'il ferait son rapport; il leur déclara en outre qu'il refusait de les commander et, ces deux compagnies s'étant mises en marche, il ne les a pas revues...¹⁵⁶»

C'est durant ce retour au Pays de Vaud qu'il faut situer un épisode que raconte l'abbé J.-J. CARRUPT: à l'arrivée de la troupe à Saint-Maurice, un des deux prisonniers vaudois qui avaient été relâchés à Martigny, s'écrie devant l'entrée de l'Abbaye: «Cette maison, compagnons d'armes, est à votre disposition», dans l'intention, affirme CARRUPT, de se venger sur Saint-Maurice du

¹⁵⁴ *Ibidem*, p. 182, n° 241.

¹⁵⁵ Abram (François-) Thomas (1740-1822), de Fenalet, justicier, président du comité particulier de Bex. (*DHBS*, t. VI, 1932, p. 551.)

¹⁵⁶ Doc. II/2, pp. 182-183, n° 242.

coup «qu'il avait manqué à Chamoson; les Vaudois ne se contentaient pas de l'Abbaye où il n'y aurait pas eu suffisamment pour contenter leur convoitise, ils étendirent cet octroi sur la ville. Mais un exprès au galop alla aviser les Français qui campaient à Ollon, près de deux lieues, dont 50 dragons¹⁵⁷ furent à Saint-Maurice dans la nuit et mirent pied à terre à l'Abbaye où ils entrèrent d'un air imposant dans l'appartement où Blanchenay logeait, qui commença aussitôt à rougir, ensuite à excuser sa troupe qui pâlisait, et il se fit un devoir de remettre les choses pillées à leur place, et les furieux se changèrent en agneaux et se contentèrent de passer la nuit tranquillement...¹⁵⁸»

La Chambre administrative du Léman a chargé, le 24 mai, J.-L. Ausset «de prendre des informations à Vevey... sur les pillages des Vaudois...» Or, elle apprend que «non seulement il y a eu plusieurs coupables à Vevey même, *mais encore que les pillards osent se vanter et faire parade des effets pris*. Vous partagerez sans doute, écrit-elle le 25 au préfet Polier, l'indignation de la Chambre administrative. Nous croyons qu'il ne suffit pas de l'éprouver, qu'il serait important de la faire ressentir aux coupables. Cela nous paraît d'autant plus nécessaire que nous devons prouver à nos frères du Valais combien nous partageons leurs maux, ce dont on semblerait vouloir leur persuader le contraire¹⁵⁹.»

De Vevey, le 25 mai, c'est J.-L. Ausset qui envoie, porteurs d'une lettre, le lieutenant Mégroz, le sergent Morel, et Walther¹⁶⁰, fourrier des artilleurs du district de Vevey: «ils étaient inculpés, signale Ausset au préfet, dans les plaintes du pillage de Sion»; il le prie d'écouter leur rapport: «Vous trouverez sans doute dans leur

¹⁵⁷ Voir *ibidem*, p. 179, n° 235: Le 24 mai, la Chambre administrative du Léman prend connaissance d'une lettre de la commune d'Ollon «qui se plaint de ce qu'elle a depuis sept jours chez elle un corps de cavaliers de 80 hommes...»

¹⁵⁸ Doc. V a, p. 39.— On trouvera un récit circonstancié de la conduite de Blanchenay et de ses troupes, à Saint-Maurice, dans la plainte formulée par Joseph-Gaspard Exquis, abbé de Saint-Maurice, et dans les déclarations du chanoine Emmanuel-Nicolas Pierraz, procureur de l'Abbaye, en date du 3 juillet 1798, deux textes inédits publiés in-extenso en Annexe VI, n° 5 et n° 6, t. II, pp. 325-328.

¹⁵⁹ Doc. II/2, p. 183, n° 243.— C'est nous qui soulignons.

¹⁶⁰ Jean-Philippe Walther (1775-1852), de Vevey, marchand drapier.

rapport des excuses majeures de leur conduite; les détails qu'ils vous communiqueront vous donneront des lumières sur un pillage infamant, mais où ils ne se sont pas conduits de la manière dont les personnes promotrices de ces désordres les ont accusés¹⁶¹.»

Le lendemain, le préfet Polier intervient une fois de plus auprès de la Chambre administrative du canton du Léman; il partage sa douleur et son indignation «de la conduite des militaires du canton qui, dans l'expédition du Valais, se sont oubliés au point de piller leurs frères, mais, poursuit-il, le plus essentiel, d'après la façon de penser des Valaisans *qui doit être respectée*, serait que l'on ordonnât des recherches pour ravoïr les vases sacrés et habillements des prêtres qu'on assure avoir été pris par les Vaudois, et de les renvoyer à l'Administration du Valais avec l'expression de votre douleur sur les excès auxquels nos frères ont été entraînés». Une publication de la part du préfet «serait impolitique et dangereuse par le blâme qu'elle porterait nécessairement (quoique indirectement) sur le résident, sur les chefs de l'armée française et ceux de la nôtre». Et Polier de conclure: «Il ne faut pas faire de ceci une affaire d'autorité, mais de sollicitude fraternelle.» C'est aux administrateurs «à inviter les pasteurs à éclairer l'opinion sur ces pillages et plus particulièrement sur les sacrilèges...¹⁶²»

C'est ainsi que, le même jour, la Chambre administrative écrit aux sous-préfets de Vevey et d'Aigle pour les inviter, «sans que ce soit officiellement», à «éclairer les pasteurs» de leur ressort, et «de faire venir auprès d'eux ceux des soldats qui sont les plus soupçonnés d'avoir pillé, afin de les engager par la persuasion à rendre les effets qu'ils ont pris pour les renvoyer, comme s'ils les avaient retirés dans ce but¹⁶³».

Et voici que le lundi de Pentecôte, 28 mai, le conseil de la ville de Vevey prend l'initiative d'organiser une collecte en faveur des Valaisans: il décide «de faire imprimer et afficher une proclamation portant que deux de ses membres recevront les secours à la maison de commune, jeudi et samedi prochains [31 mai et 2 juin], depuis

¹⁶¹ Doc. II/2, pp. 183-184, n° 245.

¹⁶² *Ibidem*, pp. 184-185, n° 249.— Souligné par Polier.

¹⁶³ *Ibidem*, pp. 184-185, n° 248 et n° 250; p. 186, n° 252.

dix heures à midi, et se chargeront de les faire parvenir à la Chambre administrative de Sion pour en faire la distribution...¹⁶⁴»

À la réception de cette nouvelle, la Chambre administrative du canton du Léman exprime, le 30 mai, sa satisfaction et décide de publier un extrait de la lettre de la municipalité de Vevey dans le *Bulletin officiel*¹⁶⁵; elle lui écrit aussi: «Puisse cette mesure dictée par un patriotisme éclairé et humain adoucir des souvenirs cruels et éteindre les ressentiments!... Continuez, citoyens, à concourir avec nous dans votre arrondissement à l'ordre, la tranquillité et la prospérité générale. Faites-nous connaître librement les moyens que vous jugerez les plus propres pour y parvenir...¹⁶⁶»

Répondant à une lettre qu'elle avait adressée à la Chambre administrative du Valais, le 21 mai¹⁶⁷, la Chambre administrative du Léman la remercie, le 30 mai, des «éclaircissements» qu'elle en a reçus. Celle-ci avait aussi invité la Chambre administrative du Valais, le 24 mai, «de prendre toutes les informations nécessaires» sur le pillage et de lui «faire connaître les corps vaudois ou les soldats» qui en sont les auteurs¹⁶⁸. On ne connaît pas le texte de la réponse du Valais sur ce dernier objet; mais il a renoncé à mener une telle enquête. En effet, dans cette même lettre du 30 mai, la Chambre administrative du Léman écrit: «Votre réponse à notre dernière lettre nous a fait sentir d'autant plus fortement les torts de ceux de nos concitoyens qui se sont livrés dans votre canton à des excès que réprouvaient également l'humanité et le vrai patriotisme, qu'elle annonce le désir de les voiler à ceux-mêmes qui en ont été les victimes. *Nous reconnaissons avec gratitude combien sont prudents, délicats et patriotiques les sentiments qui vous font répugner à des recherches que vous croyez plus propres à perpétuer des souvenirs, alimenter des haines qu'à les éteindre*¹⁶⁹.»

¹⁶⁴ *Ibidem*, p. 185, n° 251.

¹⁶⁵ *Ibidem*, p. 186, n° 253.— *Bulletin officiel*, 1798, t. II, p. 244, n° 28, du 1^{er} juin.

¹⁶⁶ Doc. II/2, p. 186, n° 254.

¹⁶⁷ Dans laquelle elle demandait des modifications à un arrêté que le comité de Martigny avait publié, portant défense de sortir «aucune espèce de denrées et surtout de fromages du Valais». (*Ibidem*, p. 175, n° 224.)

¹⁶⁸ *Ibidem*, pp. 180-181, n° 238.

¹⁶⁹ *Ibidem*, pp. 186-187, n° 255.— C'est nous qui soulignons.



JOSEPH-AUGUSTIN DE RIEDMATTEN
(1751-1837)

par un anonyme, s.d.

(Berne, p.p. - Photo Zumstein)

Environ dix jours après Jos. Chevalier, c'est Vincent Perdonnet qui propose à son tour à Polier d'organiser une collecte générale. Il semble avoir ignoré et l'initiative de Chevalier, pourtant de Vevey comme lui-même, et la proclamation de la municipalité de Vevey. A la fin d'une lettre au préfet Polier, en date du 30 mai, il lui demande: «Croyez-vous qu'il ne serait pas bien et même utile pour l'honneur et l'avantage de notre canton que, soit vous, soit la Chambre administrative, ordonniez une collecte générale en faveur des malheureux dépouillés de Sion? Pareil projet est trop conforme à vos sentiments de charité pour n'être pas par vous adopté¹⁷⁰.»

Polier ne tarde pas à répondre à V. Perdonnet; il le fait le lendemain, 31 mai: «Je ne saurais dans ce moment conseiller une collecte parce que je viens de recevoir un arrêté du Directoire qui ordonne d'en lever une générale dans toute l'Helvétie pour venir au secours des malheureux incendiés d'Anet; je crois donc qu'il serait prudent d'attendre quelque temps pour le plus grand bien; peut-être alors en obtiendraient-ils aussi une générale¹⁷¹.»

Quoi qu'il en soit, la municipalité de Vevey prend acte, le 7 juin, que la collecte qu'elle a organisée dès le 28 mai, a produit une somme de 1477 livres 2 sols, et elle accorde encore, des deniers publics, 240 livres¹⁷².

Ce résultat est communiqué le jour même à la Chambre administrative du Léman¹⁷³ qui en ordonne la publication dans le *Bulletin officiel*¹⁷⁴.

Quand, le 21 juin, deux messagers envoyés par le sous-préfet A. Perdonnet et par la municipalité de Vevey, Pradez¹⁷⁵ et Collomb-Argand¹⁷⁶, arrivent à Sion pour remettre au «comité

¹⁷⁰ *Ibidem*, p. 187, n° 256.

¹⁷¹ *Ibidem*, p. 189, n° 262. — L'incendie du village d'Anet est survenu le 8 mai. *Bulletin officiel*, 1798, t. II, p. 215, n° 26, du 30 mai.

¹⁷² Doc. II/2, p. 192, n° 272. — La commune de Sion comptant alors un peu plus de 2000 âmes, cette somme représente par habitant, selon le calcul de PIERRE REICHENBACH, l'équivalent du salaire journalier d'un maître vigneron.

¹⁷³ Doc. II/2, p. 194, n° 273.

¹⁷⁴ *Op. cit.*, 1798, t. II, p. 320 (*paginée par erreur*: 210), n° 36, du 10 juin.

¹⁷⁵ Richard Pradez (1750-1821), de Vevey.

¹⁷⁶ Louis Collomb-Argand († 1773), de Vevey également.

d'Administration provisoire» le fruit de leur collecte, celle-ci s'élève alors à la somme de 2014 livres, 16 sous. Pradez et Collomb-Argand le prient d'agréer «cette faible marque de l'attachement de la commune de Vevey pour ses frères de Sion, heureux d'y trouver l'occasion de procurer aux citoyens du Valais et en particulier à ceux de cette commune [de Sion] que, si les Vaudois ont été obligés de porter les armes contre eux, le moment où la paix leur permet de prouver les sentiments de fraternité qui les animent est un des plus doux pour eux.

»Les citoyens de la commune de Vevey en particulier, qui a soutenu de tout temps des relations intimes avec ce pays, ont senti aussi combien il leur serait douloureux que l'égarement d'un moment de quelques-uns de leurs concitoyens fit peser sur la généralité le sentiment d'un souvenir pénible, surtout dans des circonstances où la patrie a un si grand besoin de l'accord le plus parfait de tous ses enfants.»

Leurs commettants les ont notamment chargés de prier les Séduinois «*de prendre en grande considération l'intention que leur ont manifestée les donateurs, de n'admettre dans la distribution de cette modique somme aucune compensation pour les pertes essuyées, ce qui est incalculable*¹⁷⁷ mais de secourir *l'indigence reconnue*¹⁷⁸, ce qui est le seul moyen d'employer le plus utilement cette valeur, en sortant du découragement et du désespoir le citoyen chargé de famille, privé de ses ressources annuelles et vivant du jour au jour...¹⁷⁹»

Le comité d'Administration provisoire de Sion répond, le même jour, à la commune de Vevey combien il a été sensible à l'intérêt que «nos malheurs ont excité dans le cœur» des Veveysans. Il accepte, au nom des pauvres de la commune, le produit de la collecte comme un gage de bienveillance et un témoignage de fraternité, et conclut: «Puisse la bonne intention de vos concitoyens vertueux effacer toute impression défavorable que la malheureuse journée du 17 mai peut avoir produite!¹⁸⁰»

¹⁷⁷ C'est nous qui soulignons.

¹⁷⁸ Souligné dans le texte.

¹⁷⁹ Doc. II/2, pp. 198-199, n° 289.

¹⁸⁰ *Ibidem*, pp. 199-200, n° 290.

On vient de le voir, le 31 mai, le préfet Polier a écarté, par opportunité, le projet d'une collecte générale en Helvétie, en faveur des Valaisans. Toutefois il nourrit encore l'espoir qu'il va pouvoir obtenir des pillards, par la persuasion, la restitution des objets volés en Valais. C'est ainsi que, le 7 juin, il expédie une adresse «au lieutenant du préfet¹⁸¹, aux sous-préfets, agents et aides du canton du Léman», qui en assureront la publication et l'affichage en lui donnant la plus grande publicité; en outre, cette adresse sera lue «deux dimanches de suite dès la chaire et les pasteurs sont invités à contribuer de tout leur pouvoir» à ramener les indécis:

«Dans l'espoir que ceux de nos frères entre les militaires de l'expédition du Valais qui auraient été égarés au point de se laisser aller au pillage sont déjà pleinement revenus de leur illusion et désirent sincèrement de réparer leur faute, je crois devoir leur accorder le temps d'en fournir la preuve à la clémence du Directoire exécutif; en conséquence, avant d'ordonner par les fiscaux les enquêtes juridiques, j'invite et je somme par les présentes, déclare Polier, tous ceux d'entre les militaires qui ont pris part au pillage du Valais (et ils seront aisément connus par les rôles des compagnies) d'aller incessamment, et avant le 24 de ce mois, déposer entre les mains de l'agent de leur commune tout ce qui pourrait leur rester des effets de ce pillage, ainsi que la valeur de ce dont ils peuvent s'être défaits; ceux qui ne pourraient représenter ni les objets ni la valeur en donneront déclaration à l'agent avec offre de paiement dans un court terme sous bonne caution...

»Le 21 du présent mois, tous les agents feront rapport au sous-préfet de leur district de tout ce qui leur aura été remis, ainsi que des déclarations faites et, sous le serment de leur office, ils déclarent ceux qu'ils connaissent être défaillants à la présente invitation...¹⁸²»

Sur le succès dans le Pays de Vaud de cette adresse de Polier, on ne trouve que quelques renseignements partiels, – du moins

¹⁸¹Samuel Clavel (1760-1843), frère de Louis, sous-préfet de Lausanne, lieutenant du préfet national. (*DHBS*, t. II, 1924, p. 527.)

¹⁸²Doc. II/2, p. 193, n° 273.

jusqu'au départ de Mangourit, terme de notre étude. Mais le résultat paraît avoir été insignifiant...

Le sous-préfet d'Aigle, François Clavel, informe Polier, le 18 juin, que «deux Valaisans sont venus réclamer des juments qui leur avaient été enlevées à Savièse... Les détenteurs se refusent obstinément à la restitution, et j'attendrai l'expiration du délai, par vous fixé, pour vous les dénoncer, ainsi que les autres détenteurs d'effets spoliés. Mais j'ai l'honneur de vous le répéter, *je ne crois pas de pouvoir obtenir aucune restitution volontaire*; un faux point d'honneur se mêle aux autres motifs de ces gens échauffés; ils agiront de concert et rallumeront dans le Pays un feu qui s'éteignait toujours davantage...¹⁸³»

Polier lui-même reçoit, par exemple, vers le 20 juin, de deux artilleurs de Vevey qui ont servi en Valais, l'offre «de restituer la part qu'ils pensent avoir eue au butin qui a suivi la prise de Sion...¹⁸⁴»

On est toutefois en mesure de signaler au moins un témoignage public de satisfaction à l'égard des militaires vaudois lors de leur campagne en Valais.

En effet, on peut lire dans le *Bulletin officiel*, du vendredi 22 juin, une lettre de Maurice Emonet, président du comité de Sembracher, précédée d'une note du destinataire:

«Au moment où l'opinion publique poursuit les militaires qui ont eu part à l'expédition du Valais, le c. capitaine Cossy, d'Ollon, croit devoir publier la lettre suivante que le comité de Sembracher en Valais lui adresse en date du 15 juin:

»Au moment où le danger était imminent, les carabiniers de Cossy volèrent à notre secours, et nous fûmes délivrés; ces généreux et braves frères d'armes n'ont depuis cessé de nous renouveler l'assurance de leur entier dévouement. Ils ont mérité notre confiance, ils l'ont acquise à juste titre. Le comité de la commune de Sembracher, flatté et de leur honnêteté et de leur bravoure, vient à vous par la présente, c. capitaine, vous témoigner, vous

¹⁸³ *Ibidem*, p. 198, n° 287.— C'est nous qui soulignons.

¹⁸⁴ *Ibidem*, p. 198, n° 289: lettre de Polier à Alexandre Perdonnet, sous-préfet de Vevey.

assurer de son désir sincère, de leur conservation près de sa commune, pendant que leur présence sera nécessaire dans cette colline¹⁸⁵. Il a la conviction que vous interposerez vos bons offices pour qu'aucun autre corps ne vienne prendre leur place; le comité est chargé de saisir cette occasion pour témoigner la satisfaction générale de cette commune, pour la bonne conduite qu'a tenue la compagnie desdits carabiniers près d'elle¹⁸⁶.»

Au terme de cet exposé, il faut citer un long passage que Mangourit, dans un mémoire secret adressé, en date du 25 prairial - 13 juin, au Directoire exécutif de la République française, consacre à quelques hommes politiques vaudois et valaisans, et à l'attitude des troupes vaudoises en Valais; c'est, affirme le résident, «le fruit de ma dernière pensée sur l'Helvétie», notamment sur sa partie romande:

«Le parti anti-français se montre à nu dans le Léman plus qu'ailleurs. Il se compose des agents déguisés des puissances étrangères, des militaires suisses qui leur appartiennent par des retraites et des pensions, de quelques émigrés masqués en naturels ou en sujets de puissances amies, de presque tous les prêtres catholiques et protestants... Je n'ai pas plus de confiance dans la bouche de *Secretan*¹⁸⁷, député du Léman, que dans la bague de *Huber*¹⁸⁸, du canton de Bâle. [Léopold] *de Nucé*, pensionnaire de la France, ex-général de brigade à son service, n'est pas plus notre partisan que [Louis] *Prenx*, gendre d'Helfflinger, votre chargé d'affaires en Saxe, et je ne me fie point au sénateur *Ochs* qui semble tempérer les emportements de cette législature enfantine...

»De toutes les législatures cantonales, celle qui se mêle de tout, qui s'empare des bureaux comme des tribunes, celle-là est la plus savante, la plus intrigante et la plus hardie. Le premier anneau de cette faction s'attache au directeur *Glavre* qui, à l'entrée des Français

¹⁸⁵ Lapsus pour: *commune*.

¹⁸⁶ Doc. II/2, pp. 197-198, n° 286.

¹⁸⁷ Louis Secretan (1758-1839), avocat à Lausanne, député du Léman à la République helvétique.

¹⁸⁸ Johann-Wernhard Huber (1753-1818), député de Bâle au Grand Conseil helvétique. (*DHBS* t. IV, 1928, p. 172.)

dans le Pays de Vaud, échangea son oligarchie pour spéculer sur l'autorité à venir... L'Assemblée du Léman en fit un préfet provisoire pour le mettre en *évidence*...

»Glaysre directeur nomma l'intrigant Bégoz¹⁸⁹, ministre des Relations extérieures, et de ce second anneau de la chaîne lémanique s'étendit sur la Chambre administrative de Lausanne: le préfet de ce canton, qui est un hypocrite doucereux et jésuitique, le c. Polier, fut chargé de la diviser dans toutes les sous-préfectures. Lors de la révolte du Haut-Valais, on m'envoya un général *Bergier*, ignorant et ivrogne à l'excès, avec un administrateur nommé *Ausset*, de ces hommes sur les lèvres desquels surnagent sans cesse les mots de *pardon*, d'*humanité* et de *fraternité*, parce que leur substance est trop légère pour graviter vers le cœur. Ils entamèrent, sans m'en prévenir, une négociation avec les rebelles, que ceux-ci et moi nous repoussâmes, chacun de notre côté. Je ne sais où l'ambition impolitique d'une pacification les eût menés sans l'heureuse arrivée du général *Lorge*.

»La ville perfide de Sion fut prise. Le lendemain, la faction lémanique envoya le c. *Perdonnet fils*, comme *commissaire du Directoire helvétique près l'armée suisse en Valais*. Je declinai hautement la reconnaissance d'un si singulier caractère; j'engageai le général *Lorge* à renvoyer les Vaudois; ceux-ci laissèrent, le long de leur marche dans le Bas-Valais, des souvenirs éternels de leur passage une amorce inextinguible de fraternité. Le butin fut énorme; des communes s'y opposèrent, il y eut des tués et des blessés; le préfet national du Valais fut totalement pillé¹⁹⁰; on emportait jusqu'à des souliers de femmes. Cet amour effréné pour les dépouilles n'était pas étonnant de la part des milices d'un pays n'ayant d'autre industrie que la contrebande et ne pouvant naguère aspirer au gouvernement de Berne.

¹⁸⁹ Louis Bégoz (1763-1827), officier vaudois au service étranger, député d'Aubonne à l'Assemblée provisoire. (LAHARPE, *Correspondance I*, p. 454, note 7.)

¹⁹⁰ Mangourit confond ici Pittier, préfet national provisoire, avec Pierre-Joseph de Riedmatten, bourgmestre de Sion, qui, lui, a été effectivement pillé. — Voir plus haut, t. II, p. 221.

»Je me plains hautement de cette conduite atroce: j'envoyai des ordres aux commandants de place à Saint-Maurice et à Bex d'arrêter les bataillons vaudois et leurs chariots, mais on n'osa le faire. Leur commandant d'artillerie *Doxat* et leur adjudant-général *Clavel* partirent de Sion indignés, avec la résolution d'étouffer cette honte: les troupes étaient passées, elles avaient même forcé la garde à Martigny.

»J'entre dans ces détails pour prouver que si les soldats français ont pillé, cet événement, qui ne dura que quelques heures, fut l'effet de l'indignation et de la vengeance, excités par une horrible trahison. Je me suis arrêté sur cet objet dégoûtant pour observer que les Vaudois ont pillé pendant plusieurs jours, même dans le Bas-Valais dont les armes étaient combinées avec les leurs. J'ai étouffé dans les cœurs, autant que je l'ai pu, ces amers souvenirs peu propres à entraîner vers la fraternité. Le commandant d'un bataillon vaudois, *Blanchenay*, a déclaré *calomniateur* quiconque dirait que son corps s'était souillé de pillage. Le général *Lorge* et moi avons senti que soutenir la vérité du contraire, c'eût été ressusciter les haines, et nous nous sommes tus, le Valais entier accusant son bataillon...»

Mangourit conseille au Directoire français «deux moyens d'en finir avec l'Helvétie...

»Le premier est d'anéantir la faction» en contraignant le Corps helvétique à prendre à sa charge une armée française et à lui faire payer une contribution, et enfin «à fructidoriser les chefs dans le Directoire et les deux conseils».

«Le second est de perdre la faction par elle-même... afin d'avoir le droit, à la face de l'Europe, de nous emparer du Valais et du territoire renfermé entre la Fourche et la gauche de l'Aar jusqu'au Rhin...¹⁹¹»

Une conclusion, c'est CARRUPT qui la formule en quelques lignes: «Le pillage de Sion a réduit bien du monde à la dernière extrémité, qui n'avaient que des meubles ou marchandises à leur pouvoir, ce qui excita le cœur tendre des Vaudois qui avaient encore du sentiment, d'autant plus que les Vaudois ont un grand commerce avec le Valais; ils s'intéressèrent de relever leurs créanciers, firent

¹⁹¹ Doc. II/2, pp. 68-70, n° 101, annexe. – Souligné par Mangourit.

de grandes charités qui furent déposées entre les mains de l'administration qui distribua entre les nécessiteux. Mangourit avait spécialement recommandé les marchands savoyards qui avaient le plus souffert; les Allemands par contre ne reçurent que bien peu de chose; depuis Sion en haut, rien du tout.

»Le Corps helvétique, assemblé à Aarau, ayant appris la manière excessive de piller des Vaudois, ordonna la restitution la plus prompte¹⁹², et le décret fut porté et affiché à la porte de chaque soldat, afin qu'ils ne puissent affecter l'ignorance; tout cela n'attendrit pas leur cœur envenimé; tout cela s'assoupit au point que la restitution tomba dans l'oubli, et d'ailleurs la collecte faite au Pays de Vaud a en quelque façon fait oublier le passé¹⁹³.»

11. Blessés hospitalisés, et prisonniers valaisans au château de Chillon

Il est impossible d'établir les pertes, de part et d'autre, en blessés et en tués. Dans le rapport qu'il adresse au général Schauenbourg, le 18 mai, le général Lorge, par exemple, signale qu'il a eu «150 hommes tant tués que blessés»¹⁹⁴.

Le 20 mai, A. Perdonnet, sous-préfet de Vevey, écrit à la municipalité du lieu: «Il est arrivé hier au soir six chars de blessés à l'hôpital. Il en suivra d'autres aujourd'hui, et il est étonnant qu'étant prévenu depuis avant-hier, et même plus tôt, on n'ait point fait les préparatifs nécessaires pour les recevoir...» Il l'invite donc «à y pourvoir incessamment»¹⁹⁵.

Ricou père, chirurgien-major qui dirige l'hôpital général installé à Bex, répond, le 23 mai, à la municipalité de Vevey, qu'il est vrai qu'il a envoyé beaucoup de blessés. «Si je l'ai fait, affirme-t-il, c'est que j'avais ordre de faire filer tous ceux qui pourraient supporter

¹⁹²STRICKLER, t. II, p. 75, n° 3: Proclamation du Directoire helvétique aux autorités du canton du Léman, le 1^{er} juin 1798.

¹⁹³Doc. V a, pp. 45-46.

¹⁹⁴STRICKLER, t. I, p. 1051, n° 43.

¹⁹⁵Doc. II/2, p. 174, n° 220.

le transport, et que, d'ailleurs, je cherchais à me soulager un peu moi-même, puisque j'ai soigné et pansé tous ceux que je vous ai envoyés, malgré mon âge¹⁹⁶ et étant seul ici à l'ambulance; aussi suis-je harassé. Dans ce moment, j'ai le plaisir de vous apprendre qu'il ne me reste plus que deux Français blessés; j'ai bien de nos mineurs blessés, mais ils restent ici ainsi que les Valaisans prisonniers blessés.»

Et il conclut: «Je vous prie d'être persuadé que si l'humanité ne m'avait pas conduit, je ne me serais pas donné autant de peine¹⁹⁷.»

Deux jours plus tard, c'est la Chambre administrative du canton du Léman qui intervient auprès du général Lorge: «On nous envoie tous les malades et blessés français du Valais; notre hôpital en est engorgé et n'en peut plus contenir.» Elle le prie de donner des ordres «pour qu'on les fasse passer à Fribourg où il y a un hôpital militaire qui leur est destiné»¹⁹⁸.

* * *

Arrivé à Sion le lendemain matin de la prise de Sion, V. Perdonnet, commissaire national du canton du Léman, a pu constater, en route pour le Valais, le nombre des prisonniers valaisans détenus au château de Chillon. C'est ainsi que, dans le rapport final qu'il adresse au Directoire helvétique, le 25 mai, il affirme qu'«il y en a au-delà de deux cents... Traités comme des prisonniers de guerre, ils reçoivent la ration et la demi-payé du soldat. Cet entretien est extrêmement coûteux. Comme le Valais est entièrement soumis, écrit-il le 25 mai, il me semble qu'il n'y a pas d'inconvénients, que même c'est un devoir d'humanité, de renvoyer ces malheureux à leurs familles. Voici le moment des plus grands travaux de la campagne; si la détention fut nécessaire un instant, gardons-nous de la prolonger au-delà de ce que la stricte nécessité exige... Je vous invite, citoyens directeurs, à solliciter leur prompt élargissement...¹⁹⁹»

¹⁹⁶ Ricou père est alors âgé de 68 ans.

¹⁹⁷ Doc. II/2, p. 179, n° 234.

¹⁹⁸ *Ibidem*, p. 183, n° 244.

¹⁹⁹ M. SALAMIN, *Le rapport de V. Perdonnet...*, p. 52.

Lors de son retour à Vevey, il revient, le 20 mai, sur le problème des prisonniers: «Il arrive journellement beaucoup de prisonniers. Chillon en renferme, je crois, au-delà de 200. Lorge m'a dit que c'était à Schauenbourg de prononcer sur leur compte. Il sera par conséquent nécessaire qu'on sollicite auprès de lui leur renvoi aussi promptement que possible. Ils nous coûtent très cher et je crains qu'ils ne mettent par leur état affreux de malpropreté une espèce de peste dans le château²⁰⁰.»

Toutefois, dès avant que lui parvienne le rapport général de V. Perdonnet, le Directoire helvétique demande, le 25 mai, au général en chef Schauenbourg, pour le cas où lui-même ne voudrait pas l'ordonner, de confier au général Lorge et au commissaire Perdonnet, le soin de décider du sort des prisonniers valaisans²⁰¹.

En séance du 26 mai, la Chambre administrative du canton du Léman s'occupe également du sort des prisonniers: «Informée que les soldats valaisans, au nombre d'environ 230, qui sont en prison à Chillon sont sans chemise, n'ayant que celle qu'ils ont sur le corps depuis quinze jours», elle «charge le bureau des finances de procurer une collecte de chemises en faveur de ces prisonniers, collecte qui devra se faire par les pasteurs de Lausanne²⁰²».

Et le même jour, le préfet Polier informe Bay, ministre helvétique de la Guerre²⁰³, que «le château de Chillon est rempli de nos malheureux frères égarés du Valais envoyés prisonniers; ils y croupissent dans une saleté excessive. On collecte ici aujourd'hui des chemises pour qu'ils ne prennent pas quelque maladie contagieuse. Ces infortunés manquent à leurs travaux champêtres; le Valais est soumis; il a si cruellement payé son infidélité d'un moment. Veuillez, c. ministre, demander au général français, ou enfin à qui

²⁰⁰ *Ibidem*, p. 60.

²⁰¹ STRICKLER, t. I, p. 1058, n° 65 a.

²⁰² Doc. II/2, p. 184, n° 247.

²⁰³ David-Ludwig Bay (1749-1832), membre du Directoire helvétique, ministre de la Guerre du 21 avril au 19 juin 1798. (*DHBS*, t. II, 1924, p. 24; STRICKLER, t. I, p. 675, et t. II, p. 258, n° 4.)

de droit, qu'on rende à cet infortuné pays ces citoyens qui pourrissent inutilement dans cette affreuse prison...²⁰⁴»

Une semaine plus tard, le 2 juin, la Chambre administrative du canton du Léman s'adresse encore à Mangourit pour lui «représenter l'état de détresse où se trouvent les malheureux prisonniers valaisans détenus dans le fort de Chillon. Les uns, assure-t-elle, sont de faibles vieillards, d'autres sont couverts de blessures, ceux-ci accablés de maladie, et ceux-là chargés d'une famille qui meurt de faim pendant leur absence. Vous n'ignorez pas, rappelle-t-elle au résident, que leur aveuglement a été le fait de quelques fanatiques coupables, et que ces hommes simples et ignorants se sont laissés égarer par les intrigues de l'oligarchie et de la superstition. *Ils méritent d'être plaints plutôt que d'être punis. Le moment de l'indulgence est venu, puisque le Valais est pacifié*: nous la réclamons pour eux auprès d'un des amis de l'humanité, du protecteur du Valais et de celui qui, digne de la Grande Nation qu'il représente, se fera sans doute une gloire et un plaisir de pardonner²⁰⁵.»

Le 4 juin, on lit, en séance de la Chambre administrative, une lettre de Gex-Oboussier, datée de Vevey le 2 courant, dans «laquelle il rend compte d'une distribution de linge qu'il a faite (la veille) aux prisonniers de guerre qui sont détenus à Chillon, ensuite de la collecte qui a eu lieu à Vevey; mais, conclut-il, comme ce linge n'est pas suffisant pour les rechanger tous, il espère que l'on en enverra de Lausanne». La Chambre invite le c. Marcel à «faire parvenir incessamment le produit de la collecte de Lausanne» destinée à ces malheureux²⁰⁶.

Le Directoire helvétique transmet alors, le 4 juin, au général Schauenbourg, la lettre que lui a écrite la Chambre administrative du Léman relative à la situation des prisonniers valaisans: «Vous y verrez, c. général, que les larmes des détenus, leurs angoisses, les douleurs que les blessures font éprouver à quelques-uns, la vieillesse même commandent leur élargissement.

²⁰⁴ Berne, Arch. fédérales, fonds de l'Helvétique, vol. 895, p. 69, copie; partiellement publié par STRICKLER, t. I, p. 1058, n° 65 b.

²⁰⁵ Doc. II/2, pp. 190-191, n° 266. — C'est nous qui soulignons.

²⁰⁶ *Ibidem*, p. 191, n° 268.

»Le Directoire vous prie... de ne pas user à leur égard du droit du vainqueur, mais de les traiter comme ceux des petits cantons...²⁰⁷»

Le 5 juin, c'est enfin Martinet, commandant du château de Chillon, qui s'adresse directement au Directoire helvétique; il l'informe d'abord que, avec l'appui de la Chambre administrative du Léman, il a entrepris des démarches auprès de Mangourit en vue «d'obtenir la liberté de 170 prisonniers valaisans détenus dans ce château»; les raisons qu'il a alléguées à cet effet sont les suivantes: «1^o d'après les dépositions, écrit-il, que j'ai obtenues de chacun d'eux, leur naïveté et même leur physique m'ont convaincu qu'ils n'ont pris les armes que forcément et qu'ils ignoraient entièrement la conduite inconsidérée de leurs compatriotes; 2^o qu'ils sont détenus depuis trois semaines environ, et que, n'ayant aucun échange à faire, il paraît injuste d'augmenter les frais de leur détention tombant à la charge du canton, qui est déjà assez surchargé d'ailleurs; 3^o que la plus grande partie tombent malades par la malpropreté qui existe entre eux à défaut de linge, et par l'air insalubre qui s'est manifesté dans leurs chambres où ils sont entassés; 4^o que la plupart, âgés de 50 à 60 ans, sont inquiets sur le sort de cinq à six malheureux petits enfants qui ne devaient leur existence qu'aux travaux journaliers des auteurs de leurs jours et que la force a obligé d'abandonner; d'autres ont des maladies intestines occasionnées par le traitement de quelques inhumains, sans l'avoir mérité ni manifesté aucune envie de se défendre²⁰⁸.»

La Chambre administrative du canton du Léman apprend, le 6 juin, que Mangourit a écrit, le 4, à Martinet, «de mettre en liberté 163 prisonniers, à vingt par jour, une cinquantaine devant y rester pour être les témoins nécessaires dans l'instruction qui découvrira les auteurs inconnus et les moteurs secrets du désordre du Valais²⁰⁹».

«L'événement le plus frappant» de la première semaine de juin, c'est, aux yeux de l'abbé A.-J. DE RIVAZ, curé de Leytron, le passage à Saint-Pierre-de-Clages, le mercredi 6, de «21 prisonniers haut-

²⁰⁷ *Bulletin officiel*, 1798, t. II, p. 332; extrait publié par STRICKLER, t. II, p. 283, n^o 4 a.

²⁰⁸ STRICKLER, t. II, p. 284, n^o 5 a.

²⁰⁹ Doc. II/2, pp. 191-192, n^o 269.

valaisans prévenus du crime de contre-révolution, qu'un détachement de troupes françaises conduit je ne sais où (ou au château de Chillon ou à celui d'Aarberg), du nombre desquels sont le P. Ebener, capucin fanatique qui était un des aumôniers de l'armée valaisanne, les curés de Rarogne et de Nax²¹⁰, le vice-bailli [Pierre-Antoine] Preux, le secrétaire d'Etat [Hildebrand] Roten, le capitaine Joseph Courten que les insurgés forcèrent de se mettre à leur tête, et l'avocat [Pierre-Joseph] de Chastonay, grand châtelain de Sierre, etc. Sur de frivoles délations, Mangourit les cita à se rendre à Sion et à se constituer prisonniers, avec menace, s'ils refusaient de comparaître ou s'ils s'émigraient, de confisquer tous leurs biens. Dans le sentiment intime qu'ils n'étaient coupables d'aucun délit grave envers le nouveau gouvernement et que probablement cet homme cupide ne cherchait qu'à leur faire peur pour les mettre en fuite et que pour faire main-basse sur leurs avoirs, ils vinrent à Sion assurés de leur innocence. Mangourit se borna d'abord à leur y donner les arrêts, mais la veille du jour qu'ils furent conduits à Zurich, il les fit garder à vue à la maison de ville, puis appréhender au corps. Ce détail, qui est certain, au moins des plus notables, nous fait espérer qu'ils seront renvoyés absous par le tribunal criminel zuricois révolutionnaire, qui doit juger les délits de haute trahison²¹¹.»

Le jour de la Fête-Dieu (7 juin), Schauenbourg, général en chef de l'armée française en Helvétie, transmet au Directoire helvétique la copie d'une lettre qu'il adresse le même jour [19 prairial] au général Lorge: «Vous aurez vu, dans l'instruction que je vous ai donnée²¹², combien j'aurais désiré que l'insurrection valaisanne fût étouffée sans effusion de sang. Les rebelles, sourds à la voix de la persuasion, ont provoqué par obstination les malheurs de la guerre; mais *après la victoire, l'humanité doit reprendre tous ses droits*²¹³. C'est ainsi que j'en

²¹⁰ Johann Joseph Zenhäusern († 1812), curé de Rarogne de 1792 à sa mort. (*BWG*, t. VII, 1934, p. 442.) — Joseph-Alphonse Blanc (1770-1812), curé de Nax de 1794 à sa mort. (*Arm. val.*, p. 34.)

²¹¹ A.-J. DE RIVAZ, t. I, pp. 66-67.

²¹² Voir plus haut, t. II, pp. 237-238.

²¹³ C'est nous qui soulignons.

ai agi à l'égard des prisonniers de Soleure et de Berne... et mon intention est que ceux du Valais soient traités avec la même modération.»

Informé par le Directoire helvétique de la situation dans laquelle se trouvent les prisonniers de Chillon, Schauenbourg en conclut: «Il est temps de rendre à leurs travaux, à leurs familles, ces tristes victimes du fanatisme et de l'oligarchie.»

En conséquence, il ordonne au général Lorge, «après avoir fait la distinction de ceux compris dans l'arrêté du commissaire du gouvernement, comme fauteurs et *principaux auteurs* de l'insurrection et devant être jugés comme tels par un conseil de guerre, [de] rendre sur-le-champ à la liberté tous les hommes qui n'ont été qu'égarés et séduits par les manœuvres des premiers ²¹⁴».

²¹⁴Doc. II/2, pp. 64-65, n° 95. Souligné par Schauenbourg.— Ces renseignements officiels sont confirmés par la *Chronique* locale de CHRISTIAN MASSY (1769-1844), agriculteur de Grimentz, sautier, soit huissier du châtelain d'Anniviers, qui par conséquent a dû prendre les armes et marcher avec les insurgés du Haut-Valais:

«Nous sommes descendus jusqu'à Charrat après avoir été victorieux de trois batailles; ils ont gagné [les Français et les Vaudois] la quatrième au pont de la Morge, et 64 Anniviards, nous sommes été pris prisonniers où moi-même je suis été conduit en esclavage au château de Chillon; où nous sommes été pillés, lequel il ne m'est seulement pas resté une cruche à la réserve d'un louis appartenant au Tiers [de Grimentz], caché dans le soulier; en passant en bas par la porte de Conthey j'avais aussi 4 écus de monnaie, mais crainte qu'on me fouillât encore, je les jetais loin de moi. Médiatement nous sommes été conduits à la chapelle de la Bâtiaz où l'on nous donna pour soulagement un morceau de très mauvais pain noir et pour abreuver notre soif ardente on n'avait presque point d'autres ressources que l'eau de nos larmes. Quoique vrai est que l'on entendait le bruit de la Dranse, rivière courable. On nous enferma cette nuit dans la prédite chapelle qu'ils en faisaient une caverne propre pour enfermer les pauvres captifs.

»C'est dans cette sainte chapelle que l'on offrait à Dieu les vœux et les prières les plus ardents pour que Dieu adoucît et consolât notre triste captivité et exil car, pour vérité, étant un peu avant dans la nuit, de nos frères patriotes poussés d'une rage diabolique, ils se sont présentés devant nous avec acharnement, avec des chaînes de fer où ils ont enchaîné quelques-uns des principaux; c'est au bruit de ces chaînes que je vous invite à réfléchir un moment et auquel toutes les fois que j'y pense mon cœur devient douloureux, car le souvenir en est amer. Et vous qui repassez ceci, souvenez-vous des détresses que vos prédécesseurs ont supportées pour pouvoir soutenir notre sainte religion reçue de nos pères, pour nous engager à être généreux de tout entreprendre quand il s'agit des intérêts de notre sainte religion.

Le lendemain, 8 juin, le Directoire helvétique communique au préfet Polier cette lettre de Schauenbourg, et le charge de témoigner sa satisfaction au commandant du château de Chillon²¹⁵.

On apprend, le 22 prairial – 10 juin, l'arrestation de Ferdinand Venetz, «principal auteur de la révolte du Haut-Valais». Cet homme, assure Mangourit, est un «agent du prétendant», qui se dit «comte et capitaine»; il a servi dans l'armée des princes, et c'est «un homme capable de tout». C'est lui qui a arrêté les courriers de Mangourit et intercepté les lettres qu'il écrivait aux ambassadeurs et aux généraux français; c'est lui qui a «indiqué aux généraux des révoltés les postes à fortifier, les patriotes à faire arrêter, et menacé d'incendier les communes qui ne voulaient pas partager ces mouvements». Telles sont les principales précisions que Mangourit fournit dans une lettre à Reubell, président du Directoire exécutif, ainsi que dans un article, non signé mais qui est sans aucun doute de la façon du résident, qui paraîtra intégralement dans le *Rédacteur* du 21 juin et en extrait dans *L'Ami des lois* et dans *Le Moniteur universel*.

L'article envoyé au *Rédacteur* présente encore d'autres particularités, relatives à l'itinéraire de Venetz descendant de Sion à Saint-Maurice et au caractère du personnage:

Venez «a cherché, raconte Mangourit, à corrompre la garde qui l'a arrêté en lui offrant douze louis et deux montres pour le

»Etant arrivés au matin avec la même posture où l'on nous mit derechef en marche, accompagnés d'une forte escorte, et pour mieux satisfaire leurs cruels desseins, ils nous faisaient faire de longs détours pour nous exposer à la risée et aux railleries des méchants; et de leur côté ils ne manquaient pas à nous encourager dans notre route en nous disant: «Scélérats, brigands, guillotins vous serez»; et nous, malgré tous ces obstacles, nous avons toujours marché sans savoir notre destination ni les lieux de notre résidence, jusqu'au lieu où l'on nous arrêta, que c'était le 18 de mai 1798, où l'on nous conduisit au château de Chillon. C'est dans ces châteaux que les jours paraissent des mois entiers, en mangeant les pains des douleurs, les pains de l'indigence, ensevelis pour ainsi dire dans l'ordure et la zizanie! Après trois semaines de détention, nous sommes été délivrés [c'est-à-dire vers le 8 juin]; après avoir obtenu notre délivrance, nous avons passé la montagne de Gryon où nous tombâmes à Daven, paroisse de Saint-Séverin [Conthey]...» – *La Chronique de Christian Massy, de Grimentz (Anniviers), pour les années 1790-1840*, publiée par G. GHICA et M. SALAMIN, dans *Vallesia*, t. XV, 1960, pp. 297-345, où l'on trouvera toutes les annotations nécessaires.

²¹⁵STRICKLER, t. II, p. 284, n° 5 b.

relâcher, mais les trois volontaires français qui étaient chargés de son escorte n'ont point été accessibles à ces propositions. Il passe aujourd'hui [10 juin] à Saint-Maurice, placé à l'avant-garde d'un bataillon de chasseurs de la 20^e d'infanterie légère; à sa droite marche le curé de la paroisse de Mund²¹⁶, son digne acolyte, et à sa gauche un espion bernois.»

Et le résident commente ironiquement: «Cette position est désolante pour un homme aussi illustre, mais ce qu'il y a d'adoucissant pour lui, c'est qu'il va rejoindre des comtes, des grands bannerets, des châtelains, des curés, des moines, des révérendissimes théologiens pris dans l'affaire du 28 floréal [17 mai], sous les murs de Sion, et traduits au conseil de guerre séant à Zurich.»

Mangourit cite enfin «une petite anecdote assez curieuse sur ce favori des puissances. C'est que, se trouvant à Fribourg dans une auberge et n'ayant pas le sol pour en sortir, il y laissa tous ses brevets pour une somme de 21 francs dont il était débiteur. Un curieux s'en est rendu maître pour cette somme, et je viens de les acquérir dans le dessein de les restituer au légitime propriétaire, le comte de Venetz, lorsqu'il sera devant ses juges.

»J'engage Sa Majesté Très Chrétienne, conclut le résident, à ne confier, une autre fois, des titres aussi précieux qu'à des hommes assez dignes de ses hautes et précieuses faveurs, pour ne pas se mettre dans le cas de les abandonner pour 21 francs²¹⁷.»

Il faut noter ici que, le 13 juin, le préfet Polier écrit une lettre au c. Martinet, commandant du château de Chillon, pour lui témoigner la satisfaction du Directoire helvétique «sur les sentiments d'humanité» qu'il a manifestés «en intercédant pour les détenus» valaisans qui sont sous sa garde²¹⁸.

«Vers la fin de juin, rapporte enfin A.-J. DE RIVAZ, nos prisonniers d'Etat, surtout les nobles et les prêtres, sont renvoyés absous, à l'exception de trois, savoir le jeune Venetz, le grand Weger

²¹⁶ Johann-Joseph Heinzen (1760-1831), curé de Mund de 1795 à 1807. (*BWG*, t. II, 1901, p. 385.)

²¹⁷ Doc. II/2, pp. 65-66, n° 96 et n° 97.— Voir aussi *ibidem*, pp. 66-67, n° 98.

²¹⁸ *Ibidem*, p. 196, n° 284.

et un des frères Jacquod²¹⁹; ce qui prouve de plus en plus qu'on aurait mieux aimé qu'ils s'émigrassent par peur que de venir soumettre leur conduite à l'examen et à la censure d'un tribunal criminel²²⁰.»

En effet, les prisonniers valaisans détenus dans les prisons de Berne depuis le 11 juin sont au nombre d'environ 70 individus. Le 27 juin, 43 d'entre eux sont libérés, et 30, le 30 juin suivant. Ce sont les mêmes personnages, de toutes conditions, qu'A.-J. DE RIVAZ a vu passer à Saint-Pierre-de-Clages et qu'il a énumérés²²¹; on y relève en plus, les noms de Léopold Sépibus, dernier gouverneur de Saint-Maurice, [Bartholomäus] Perrig, grand châtelain de Brigue, Janvier de Riedmatten, syndic de Sion, Julier, curé de Loèche²²².

F. Venetz, Sebastian Weger et Jacquod ne rentreront au pays que vers la fin d'août²²³.

12. *Quelques attestations contemporaines sur le pillage de Sion et sur les impositions de guerre*

Il faudrait se livrer à une longue et délicate enquête pour établir un inventaire – qui demeurera, à vues humaines, toujours incomplet – des pertes et des dégâts réellement causés en Valais par pillage lors de la répression de l'insurrection de 1798, nous l'avons déjà dit²²⁴. Cette enquête, personne ne l'a entreprise jusqu'à ce jour.

²¹⁹ Sans doute Barthélemy.

²²⁰ A.-J. DE RIVAZ, t. I, p. 69.

²²¹ Voir plus haut, t. II, pp. 268-269.

²²² STRICKLER, t. II, pp. 285-286, n° 10. – Christian Julier (1750-1827), curé de Loèche de 1782 à 1801. (*BWG*, t. III, 1907, p. 113.)

²²³ H 39, n° 277, p. 219: lettre de Ch.-E. de Rivaz au c. Meyer, ministre de la Justice et Police, du 17 septembre 1798; *ibidem*, n° 390, p. 305: lettre du même au Directoire helvétique, du 4 octobre 1798.

²²⁴ Voir plus haut, t. II, p. 201, note 25.

Nous avons déjà reproduit la liste des pertes dont a été objet P.-J. de Riedmatten, bourgmestre de Sion²²⁵. Nous signalerons encore ici un cas isolé que mentionne l'abbé J.-J. CARRUPT:

«Comme l'octave du Corps-de-Dieu [Fête-Dieu] tombait pendant qu'on poursuivait les paiements des dizains [notamment des contributions]²²⁶, on célébrait solennellement à la cathédrale les vêpres avec l'exposition du Très-Saint-Sacrement, l'église étant remplie de monde, un officier vaudois eut la hardiesse d'aller piller l'ostensoir à l'autel et fut pris dans le délit, conduit à la prison où on lui arracha les épaulettes et [on le] mit à la queue du bataillon. Il faut croire que le choix des officiers n'était pas tombé sur les honnêtes gens²²⁷.»

Rappelons en outre que le bloc de cristal que D. IMESCH affirme avoir été emporté²²⁸ a en réalité été offert par le dizain de Viège²²⁹.

Le chercheur qui tentera un jour d'élucider ce problème a bien des chances de trouver, au terme d'un patient dépouillement d'archives, un certain nombre de documents de nature à préciser approximativement jusqu'à quel point le pillage et les contributions de guerre ont affecté la ville de Sion et le reste du pays.

Pour le moment, nous nous bornons à publier, à titre d'exemples dûment certifiés, cinq documents inédits contemporains dont un seul est exactement daté (n° 3), mais dont l'un porte au moins qu'il a été établi «en vertu de l'instruction du Conseil d'Etat du 17 mai 1803». Il est vraisemblable que les autres ont la même origine.

Ces documents sont relatifs à la cathédrale, au chapitre et à deux chanoines de Sion.

²²⁵ Voir plus haut, t. II, p. 221, note 80.

²²⁶ L'octave de la Fête-Dieu tombe, en 1798, le jeudi 14 juin.

²²⁷ Doc. V a, p. 40.

²²⁸ D. IMESCH, p. 72.

²²⁹ Voir plus haut, t. II, pp. 35-39.

1. *Inventaire des pertes de la cathédrale de Sion, lors du pillage de la ville.*

par Peter Andrès, alors administrateur de la fabrique de la cathédrale²³⁰.

| | |
|--|----------|
| 1. Un ostensor avec en argent avec la lunule, d'une valeur d'environ | 430 |
| 2. Deux calices d'argent doré avec les patènes | 320 |
| 3. Un ciboire d'argent à Valère | 110 |
| 4. Un crucifix d'argent, d'environ | 300 |
| 5. En argent comptant de la fabrique | 82 1/2 |
| 6. En vin, une tenture précieuse, portes et serrures à Valère dans l'église, environ | 100 |
| Francs suisses | 1342 1/2 |

(ABS, tir. 8, n° 104, original allemand, s.d.)

2. *Pertes du chapitre de Sion, établies par son procureur général le chanoine Anton Joseph Zurkirchen.*

Contributions

1798. Le chapitre a payé par ordre du général Lorge à un détachement envoyé par ce général en Valère pour y enlever le trésor du chapitre, la somme de vingt [et] un louis et deux écus neufs. – N.B. Le trésor a été transporté chez le général, qui l'a fait rendre au chapitre, vu qu'il n'égalait pas la somme que le chapitre devait payer pour contribution.

Le 26 mai. Il a payé pour la première contribution imposée par le général Lorge la somme de quarante mille écus bons. – N.B. Sur les représentations qui ont été faites au général Lorge par le R^{me} évêque et le chapitre, lésés par cette répartition de la contribution dans le dizain de Sion, le général a répondu qu'il avait demandé tant par dizain, et que la répartition dans le dizain avait été faite par la municipalité provisoire, c'est-à-dire le ci-devant conseil de la ville. Celui-ci a répondu que cette répartition n'était qu'*ad interim*

²³⁰ Peter Joseph Andrès (1719-1810), de Törbel, chanoine de Sion en 1791. (BWG, t. I, 1895, p. 285, et Törbel, reg. de paroisse.)

dans l'urgence extrême et qu'ensuite il en serait faite une autre plus juste.

Le 1^{er} juin. Pour la seconde contribution, le chapitre a payé la somme de douze mille cinq cents livres tournois selon quittances signées... Ces deux contributions ont été payées en partie en espèces et en partie en argenterie de table et d'église...

Pour la contribution imposée au clergé du dizain, le chapitre a payé en outre pour trois bénéfices qui sont immédiatement sous sa direction²³¹ la somme de deux cent quatre-vingt treize écus bons, et baches douze.

Par le pillage, le chapitre a perdu chez son procureur général 125 francs²³².

(ABS, tir. 8, n° 102, original, s.d.)

3. Sion, 10 juin 1798. Attestations du chanoine Anton Zurkirchen, procureur général du chapitre.

Je soussigné certifie que le très Rd. chanoine Antoine Zurkirchen, procureur général du vénérable chapitre de Sion, a, du 6 au 7 et 8 de mai de l'année courante, déposé dans le souterrain voûté existant sous la sacristie de l'église de Valère, a, dis-je, déposé soit en espèces d'or et d'argent, soit en monnaie, la somme de mille neuf cents écus, somme appartenant à la généralité de chapitre, laquelle somme a été ensuite appliquée pour payer la contribution imposée et exigée par le c. français, le général Lorge, et cela en présence de son illustre Révérence le grand sacristain François-Xavier Preux, du très Rd chanoine [Augustin Sulpiz] Zen Ruffinen et de moi soussigné. En foi, fait à Sion, le 10 juin 1798. François-Xavier Bay.

(Sion, Arch. du chapitre, th. 83, n° 69, original.)

²³¹ A défaut de toute autre précision, il est difficile de mentionner de quelles paroisses il s'agit. (Voir *Arm. val.*, p. 247.)

²³² On se reportera également, pour plus de détails, à l'article de D. IMESCH, *Die Kriegskontribution des Domkapitels von Sitten im Jahre 1798*, dans *BWG*, t. VIII, 1938, pp. 94-96, et surtout aux sources de ce dernier article, à Sion, aux Arch. du chapitre, tir. 10, n° 9 (plusieurs pièces).

4. Inventaire des pertes personnelles du chanoine Anton Joseph Zurkirchen.

Fournitures

Le soussigné a fourni à la réquisition de la municipalité de la commune de Sion:

Le foin de quatre seiteurs de verger au Croset que la municipalité a fait faucher du consentement du terrier, qui s'est ensuite refusé de payer l'amodiation au propriétaire, vu qu'il ne pouvait pas être payé de l'Administration.

Le propriétaire a cependant obtenu dans la suite, qu'on lui a passé environ le tiers de ses prétentions en paiement d'une contribution pour impôt de guerre, l'an 1799.

Il aurait donc encore à réclamer les deux tiers environ. La taxe du foin ne lui est pas connue par seiteur.

Perte dans le pillage et pendant les deux années de guerre:

| | |
|---|---------|
| En espèces, selon le calcul le plus exact qu'il pourrait en faire | 644 |
| En effets, et différents meubles environ pour | 90 |
| En vin environ pour | 15 |
| | <hr/> |
| | 659 fr. |

(ABS, tir. 8, n° 103, original, s.d., signé: «Zurkirchen, chanoine, pour son particulier.» – Le chiffre 90 n'a pas été comptabilisé)

5. Inventaire des pertes consignées par le chanoine Alphonse Pignat, vicaire général, pour le 17 mai 1798.

| | Livres et sous de Suisse |
|--|--------------------------------|
| – Lui a été pris deux services d'argent évalués six écus neufs chaque | 48 |
| – Lui a été pris dix écus bons en argent effectif | 25 |
| – Lui a été pris quatre douzaines de serviettes à trois écus neufs la douzaine | 48 |
| – Quinze draps de lit à 30 baches chacun | 45 |
| – Une couverture de Catalogne neuve ²³³ taxée 80 baches | 8 |

²³³ Catalogne: «couverture en laine de valeur». (*Glossaire des patois de la Suisse romande*, t. III, 1955-1960, p. 148.)

| | |
|--|------|
| – Deux douzaines et demie de chemises d'homme à 30 baches la pièce | 90 |
| – Lui a été pris une boîte contenant 28 mouchoirs de poche, évalué le tout 20 écus bons | 50 |
| – Il a perdu 12 setiers de vin, tant rouge que blanc, évalué 6 écus bons le setier | 180 |
| – Un manteau noir évalué à 30 écus bons | 75 |
| – Une culotte et un gilet de velours noir évalués | 15 |
| – Pour une table de noyer, deux bancs de sapin brisés, évalués | 6 |
| – Pour six serrures gâtées et six portes brisées, [les]quels objets, les uns dans les autres, ont coûté 8 baches de réparation, chaque | 9-12 |
| – Trois jambons à 40 baches pièce | 12 |
| – Un fromage vieux pesant 20 livres à 4 baches | 8 |
| – Une douzaine d'assiettes de faïence brisées à 2 baches et demi la pièce | 3 |
| – Trois douzaines de chapeaux d'homme neufs à 30 baches | 108 |
| – Cinq bagues en or à sa nièce dont l'une gravée en diamants | 103 |
| – Deux parapluies en soie à 3 écus neufs pièce | 24 |
| – Quatre mouchoirs de soie garnis de dentelles en or évalués 38 baches pièce | 15-4 |
| – Quatorze mouchoirs de mousseline à 25 baches pièce | 35 |
| – Quatre rubans à 40 baches pièce | 16 |
| – Deux cordes de grenats fins ²³⁴ à 20 baches la corde | 4 |
| – Trois habillements de cotonne ²³⁵ à trois écus neufs chaque | 36 |

²³⁴ Il s'agit probablement ici de grenats de petite taille enfilés sur ce que Pignat appelle une « corde », c'est-à-dire un cordon. – Obligeante communication de M. MAURICE CASANOVA, rédacteur au *Glossaire des patois de la Suisse romande*, à Bevaix (NE).

²³⁵ Cotonne: «Tissu de coton de qualité commune, généralement à carreaux ou rayures.» (*Glossaire des patois de la Suisse romande*, t. IV, 1961-1967, p. 359.)

| | |
|--|-------|
| - Deux aunes d'indienne en pièce à 30 baches l'aune . | 6 |
| - Deux voiles de mousseline à 32 baches chaque | 6-8 |
| - Cinq tabliers de mousseline, le tout évalué | 36 |
| - Vingt-quatre paires de bas à 20 baches chaque | 48 |
| - Pour vingt-huit mouchoirs de poche qui avaient déjà servi sans être usés, à 10 baches pièce | 28 |
| - Une paire de souliers neufs | 3 |
| - Un violon neuf avec son archet | 1-10 |
| - Une couverte de damas garnie de dentelles d'argent pour le baptême des enfants évaluée | 16 |
| - Une autre dite en soie évaluée | 4 |
| - Un grand miroir avec ciseau à couper le papier et trois rasoirs, le tout évalué | 6-8 |
| - Comme président de la congrégation de Notre-Dame consigne la somme de mille écus bons pris le jour du pillage en différents objets | 2500 |
| - Comme métral de ce temps consigne la somme de 37 écus bons et 3 baches qui ont été pris ledit jour . | 92-16 |
| - Le 8 décembre 1798, un reçu de 20 francs et 15 sols livrés, acompte de ses contributions de l'année 1798 | 20-15 |

(ABS, tir. 8, n° 105. - L'inventaire, dressé en 1803 par ordre du Conseil d'Etat, contient d'autres rubriques relatives à 1799 et 1800; il est signé par le chanoine Pignat, «sauf erreur et omission».)

Chapitre XVI

Départ du Valais du général Lorge et du résident Mangourit

On se souvient que, le surlendemain de la prise de Sion, Mangourit, estimant avoir accompli sa mission dans le Valais, écrit à Merlin, président du Directoire exécutif, le priant «de vouloir bien faire cesser» ses fonctions¹.

Le Directoire accède à son vœu et, par arrêté du 6 prairial – 25 mai, lui notifie son rappel, invitant en même temps le ministre des Relations extérieures à proposer une nouvelle affectation pour le diplomate. C'est Talleyrand qui communique au résident cet arrêté, avec une lettre dans laquelle il l'assure qu'il peut compter sur son empressement à remplir les intentions du gouvernement à son égard².

L'arrêté du Directoire arrive à Sion le 18 prairial – 6 juin. Immédiatement Mangourit en accuse réception à Talleyrand:

Le 2^e article [de l'arrêté] et les «expressions» contenues dans la lettre du ministre sont, écrit-il, «extrêmement honorables et flatteurs pour moi»³.

¹ Voir plus haut, t. II, p. 222.

² Doc. II/1, p. 180, n° 101 et annexe.

³ Voir aussi Doc. II/2, p. 64, n° 94.

«Un rappel de cette nature, poursuit-il, crée en moi de nouveaux moyens que je dévouerai entièrement au service de la République.

»Demain, l'arbre de la liberté sera replanté ici avec pompe; des députés du Valais y assisteront; j'y prononcerai un discours, le général Lorge aura son tour, et nous quitterons Sion le lendemain.»

Mangourit donne ensuite à son ministre quelques précisions sur ses projets immédiats:

«Je me rendrai à Saint-Maurice. J'y achèverai quelques dispositions propres à consolider le calme⁴.»

Dans une lettre du même jour, à Reubell, président du Directoire exécutif, Mangourit explique en effet pour quelles raisons il regrette que le général Schauenbourg ait donné l'ordre de retirer du Valais toutes les troupes françaises; il lui communique la lettre qu'il expédie à ce propos au général Lorge:

«L'homme que je vous envoie m'a puissamment servi dans la découverte des principaux coupables que nous venons de transférer dans les prisons de Zurich, et ses opérations ont toujours été marquées au coin du zèle et de l'exactitude⁵.

»Je l'emploie avec succès à m'instruire de l'opinion des dizains d'en haut, de leurs projets, de leurs desseins, de leurs espérances et de leurs moyens.

»Le croirez-vous, général? l'intrépidité des soldats français qui ont vaincu, la bravoure de ses chefs, les talents que vous avez déployés, la prudence, l'humanité que vous avez laissé paraître, vos succès enfin, n'ont pas inspiré un retour parfait parmi ces malheureux au milieu desquels on fait circuler tous les poisons.

»Les prêtres abusant de leur atroce influence bourrellent leurs âmes par les reproches de n'avoir pas défendu la religion; des gens de l'Italie viennent les rallier, les encadrent, les organisent, leur promettent des secours étrangers, répandent de l'argent, annoncent que la coalition va éclater de nouveau contre la France et que le roi de France y est entré.

⁴Doc. II/1, p. 184, n° 106.

⁵S'agit-il de Mathys?

»Ces stupides victimes conviennent qu'elles n'ont déposé que de mauvaises armes et que les bonnes sont dans leurs mains...

»...Leur délire est au point que, marchant à leur destruction, ils ont la joie peinte sur la figure et n'ont jamais paru aussi contents.

»Je vous prie, général, de peser ces précieux renseignements; il y va du sort du Valais; sauvons encore une fois ce peuple infortuné; il est digne de nous de prévenir le mal, il nous en coûte de le punir. Mais ne souffrons pas que l'anarchie théocratique asservisse de nouveau ces malheureux habitants...⁶»

Cette lettre démontre à l'évidence que Mangourit ne va pas quitter le Valais, pleinement rassuré sur l'avenir du pays...⁷

Est-ce cette lettre de Mangourit qui incite le général Lorge à adresser, encore le 18 prairial – 6 juin, en guise d'adieux, une proclamation imprimée, en deux langues, «aux habitants du Haut-Valais»?

Quoi qu'il en soit, Lorge leur annonce «que tout est pardonné, tout est oublié»; désormais ils ne doivent prendre soin que de leur bonheur et rester unis entre eux en vue de l'intérêt général, etc.⁸

C'est donc le vendredi 8 juin que l'on procède, selon l'expression de l'abbé CARRUPT, à une «seconde plantation de l'arbre». Le résident Mangourit, relate l'abbé, «avant que les troupes [françaises] évacuassent le pays, a prévenu l'Administration provisoire que le temps de la restauration de l'arbre de la liberté était arrivé. L'Administration du dizain de Sion se fit un devoir, écrit-il non sans ironie, de rendre ce jour (8 juin), remarquable dans les annales de la révolution⁹.»

Le procès-verbal de la cérémonie ainsi que les quatre discours qui sont prononcés à cette occasion ont été imprimés, et l'abbé CARRUPT en a eu entre les mains un exemplaire¹⁰.

⁶ Doc. II/2, pp. 63-64, n° 93, annexe.

⁷ L'avenir lui donnera raison en avril-mai de l'année suivante. Voir D. IMESCH, pp. 101-140.

⁸ On trouvera en Annexe X, t. II, p. 334, le texte intégral de cette proclamation qui, semble-t-il, n'a pas été réimprimée.

⁹ Doc. V a, p. 46.

¹⁰ Le procès-verbal est signé des membres de l'Administration provisoire du dizain de Sion: J.-M. Lacoste, président; Antoine Rion (1772-1814), secrétaire;

Selon le procès-verbal, Mangourit, dans une lettre du 17 prairial – 5 juin, avait en effet prévenu l'Administration provisoire du dizain de Sion «que le moment était venu de rétablir l'arbre de la liberté, dont la destruction avait fait gémir les habitants de Sion et avait été à l'origine de leurs malheurs...»

L'Administration tient à célébrer cette cérémonie avec une grande solennité: elle invite le «général Lorge, commandant l'armée française en Valais», qui arrive accompagné de son état-major et des officiers des divers corps stationnés à Sion; le résident Mangourit, suivi de ses secrétaires de légation; Leymerie, commissaire des guerres de l'armée française en Suisse¹¹; à leur suite marchent les membres de l'Administration de Sion, puis deux députés de chacun des six dizains depuis Sierre en haut (invités «afin d'être témoins de la restauration de cet arbre protecteur de la liberté, que la rébellion insensée de leurs dizains avait fait fléchir un moment»), sous la présidence de Jos.-L. Pittier, préfet national provisoire. Le cortège va prendre place «sur un théâtre préparé à cet effet au pied de l'arbre de la liberté...»

Le procès-verbal ne mentionne pas le lieu précis où se déroule la cérémonie; c'est probablement en dehors des remparts, sur la Planta¹².

A tour de rôle, Mangourit, Leymerie, Lacoste et Pittier haranguent les nombreux citoyens et soldats rassemblés. L'Administration provisoire invite «ensuite le général, le résident, l'état-major et toute leur suite à un dîner qui leur avait été préparé» et où une demi-douzaine de toasts sont portés. «Ce repas terminé», les invités

Alphonse-Félix de Torrenté, patrimonial de la Bourgeoisie de Sion; [Joseph-] Augustin de Riedmatten; Philippe de Torrenté (1762-1839), colonel; Emmanuel Du Fay (1770-1839); Christophe de Courten (1752-1826); Benjamin de Nuccé, et Edouard Devantéry, président de l'Administration provisoire de Sion.

¹¹ Antoine Leymerie, né vers 1760 à Clermont-Ferrand, secrétaire de Mirabeau, professeur au collège de Clermont, ensuite commissaire des guerres. (Vincennes, Arch. de l'armée de terre.)

¹² Place, hors de l'ancienne enceinte, qui sera aménagée vers 1850. – J. CALPINI, *Planta, cœur de la cité!* Sion, 1975, 4 p. ill. (*Sedunum nostrum*, Bull. n° 9.)

se retirent «après avoir réitéré à l'Administration et aux habitants de Sion les témoignages les plus sensibles de leur affection...¹³»

Du discours de Mangourit¹⁴, l'abbé CARRUPT, témoin contemporain, a retenu peu de choses: le résident «ne parla, affirme-t-il, que des choses regardant la cérémonie et des funestes erreurs dont ils avaient été la victime»; ultérieurement il a ajouté une citation textuelle du discours: «... Le XVIII^e si fécond en son déclin ne franchira le monde qu'après avoir attaché à son char glorieux les horribles restes de la tyrannie et de l'imposture, comme trophées de son immortalité.» Et l'abbé de conclure: «Cependant Mangourit est resté pour témoin de la résurrection de ce qu'il appelle ignorance et imposture, c'est-à-dire la religion catholique¹⁵.»

L'abbé CARRUPT mentionne encore un discours du général Lorge, fait qui n'est pas signalé dans le procès-verbal. «Lorge, écrit-il, exhorta les Valaisans à la paix, à l'union et à la soumission. Dans toutes ces harangues, poursuit-il, on n'oublia pas de déclamer contre les prêtres qu'ils disaient être les auteurs de désordres; cependant Lorge consentit à la conservation des bons prêtres qu'il loue...¹⁶»

Si l'on continue à relever les observations que suscitent chez l'abbé CARRUPT, témoin par ailleurs prévenu, les discours des autres personnalités, on apprend que, selon lui, Leymerie «exalta la liberté»¹⁷; l'abbé cite deux passages textuels de son discours: «Quel bonheur, dit-il, pour les hommes sensibles de pouvoir dire: je partage la souveraineté; mes enfants ne naîtront pas assujettis; nul prêtre, nul potentat ne pourra m'enlever le droit de concourir avec mes concitoyens à faire des lois...», et «vous venez avec nous arborer ici l'emblème de la liberté, puisse-t-il en poussant de profondes racines faire naître de nouveaux Guillaume Tell...!» Et CARRUPT

¹³ Doc. II/2, pp. 234-236, n° 3: Procès-verbal.

¹⁴ *Ibidem*, pp. 236-237, n° 3, annexe I.

¹⁵ Doc. V a, p. 46 et note 74.

¹⁶ Il s'agit, sans aucun doute, de la proclamation, datée du 18 prairial – 6 juin, du général Lorge aux Haut-Valaisans. L'analyse de CARRUPT correspond bien au sens de la proclamation.

¹⁷ Doc. II/2, pp. 237-238, n° 3, annexe II.

ne manque pas de remarquer pour sa part: «Un arbre sec est sans doute capable à produire des racines...¹⁸»

Quant à la harangue de Lacoste¹⁹, CARRUPT se contente de signaler que le président de l'Administration provisoire du dizain de Sion «fit sentir les avantages de la liberté et remercie Lorge et Mangourit, et distingue les prêtres qui ont l'esprit de l'évangile de ceux qui se sont égarés, quoiqu'il n'y en ait point eu de cette dénomination²⁰.»

Le discours de Pittier, qui est aussi le plus long – imprimé en deux langues – offre à l'abbé l'occasion de commentaires plus étendus; «Pittier, dit-il notamment, accuse les Bas-Valaisans du peu de zèle et de courage à prévenir l'insurrection des Haut-Valaisans. Il exhorte ensuite tous les citoyens du Valais au sacrifice de leurs ressentiments et à l'amour de la véritable égalité en tout et pour tous. Ce qu'il y avait de singulier, poursuit CARRUPT, est que les insurgés soutenaient le droit de liberté et égalité aussi bien que les Français, et qu'on pourrait demander pour quoi se battait-on. Toute la différence est qu'au lieu de la véritable liberté qui avait régné jusqu'à ce moment, dès ce moment il fallait adopter les principes du jacobinisme qui n'étaient point du goût des Valaisans; mais par de beaux discours l'on faisait envisager au peuple la liberté française comme préférable à la démocratie qui ne diffère guère de l'anarchie. Cependant, Pittier se glorifie parce que les Allemands tombèrent à genoux pour demander grâce au général français.»

Et l'abbé CARRUPT saisit l'occasion de lancer une flèche au préfet national provisoire: «Comme toutes ces harangues furent imprimées, ce qui pourrait induire les descendants en erreur, il est bon d'avertir qu'on ne voit point ailleurs que cette gènesflexion ait eu lieu, mais ce qui peut donner occasion à cette assertion est peut-être qu'il se rappelait de l'avoir faite lui-même devant l'évêque de Sion²¹ qui lui avait enlevé la plume de notaire pour avoir signé

¹⁸ Doc. V a, p. 46 et note 80.

¹⁹ Doc. II/2, pp. 238-239, n° 3, annexe III.

²⁰ Doc. V a, pp. 46-47.

²¹ Il s'agit de François-Melchior-Joseph Zen Ruffinen, élu évêque de Sion le 26 mai 1780. (B. TRUFFER, *op. cit.*, p. 83.)

des faux écrits et qu'il la recouvra ensuite par l'intercession de quelques amis en s'humiliant devant Monseigneur qui avait droit de créer et de déposer les notaires...²²»

Détail significatif à noter à propos de cette cérémonie, rapporté par l'abbé CARRUPT:

«A peine l'arbre fut-il dressé que l'on trouva une affiche qu'on avait plaquée à l'arbre pendant la nuit avec ces paroles:

L'étendard sanglant est élevé;

Le gouverneur Gessler est en vie;

Le diable est ressuscité;

Le seul nom de Mangourit le nie;

Il fait adorer le chapeau;

*Mais Tell va venir de nouveau*²³.»

Cette «seconde plantation de l'arbre de la liberté» à Sion est en même temps une cérémonie d'adieux: en effet, écrit A.-JOS. DE RIVAZ, «le samedi matin 9 juin, le résident Mangourit, le général Lorge, son état-major, enfin tout ce qui restait de troupes françaises au Haut-Valais quittent Sion et s'en retournent aux cantons de Berne et de Fribourg»²⁴.

On peut donc estimer que les troupes françaises ont évacué Sion et le Haut-Valais à partir du 9 juin et quitté le pays enfin au terme d'une semaine.

Lorge est signalé à Berne, en août 1798²⁵ et rejoint la division Masséna, à l'armée française en Helvétie²⁶.

²² *Ibidem*, p. 47. — L. RIBORDY confirme l'affirmation de l'abbé CARRUPT en citant (*op. cit.*, p. 125, note 1) la décision de la Diète portée à l'encontre de Pittier, le 24 mai 1780.

²³ *Ibidem*, p. 48. — Cité par GREMAT, p. 490, note 2 sans indication de source.

²⁴ A.-J. DE RIVAZ, t. I, p. 66. — De son côté, Ch.-Emm. de Rivaz indique, dans un mémoire rédigé en 1802, que «la troupe se retira le 16 juin». (Rz, cart. 73, fasc. 13: *Mémoire abrégé sur les actes d'autorité et de vexations exercés en Valais par les Français de 1798 à 1802*, fol. 2^{vo}.) — Mais dans un *Mémoire adressé au Directoire helvétique par la municipalité de Sion au mois de juin 1798*, on lit (fol. 1^{vo}) que «lorsque les troupes françaises évacuèrent le pays», la municipalité «fut remplacée le 9 juin...» (Rz, cart. 74, fasc. 20.)

²⁵ STRICKLER, t. II, p. 678, n° 76.

²⁶ SIX, t. II, p. 132.

Quant à Mangourit, retourné à Saint-Maurice, il lui faudra plus de quinze jours pour plier bagages et se mettre réellement en route, comme on va le voir.

Dans sa dépêche du 18 prairial – 6 juin, il informe encore Talleyrand de sa destination, dès qu'il aura quitté Saint-Maurice;

«De là, écrit-il, je prendrai la route de Paris par Dole, Dijon, Auxerre; je resterai deux à trois jours à Bierre chez mes parents, près Maisonneuve et Semur, *Côte d'Or*, à moins que des ordres de vous disposent autrement de moi²⁷.»

Toutefois, deux obstacles l'empêchent de se retirer immédiatement:

Le premier, c'est le problème des papiers de la légation: il pense tout d'abord qu'il doit les envoyer «au c. Mengaud, vu que le Valais est canton de la République helvétique»²⁸. Il s'est adressé à cet effet à Rapinat, commissaire du gouvernement près l'armée française «en Helvétie».

Le second «tient à une espèce de fièvre bilieuse qui s'est emparée» de son épouse, «suite nécessaire des angoisses que son cœur a éprouvées, notamment à notre fuite de la ville de Sion...²⁹»

Néanmoins, le résident s'occupe encore de menues affaires valaisannes, notamment de menaces dont il vient d'avoir connaissance, contre le P. Sigismond, capucin, qui aurait tenté de retenir Val-d'Illiez, lorsqu'il a été question d'envoyer un contingent contre les Ormonts, en mars dernier. Mangourit écrit alors, le 22 prairial – 10 juin, au comité de Monthey: Si son informateur a «écrit contre ce M. Sigismond, capucin, qui a effectivement cherché à fanatiser cette paroisse alors, il n'eût que fait son devoir. Le comité fera bien d'envoyer chercher Eustache Trombert, cordonnier à Champéry³⁰, qui a fait ce reproche, afin de connaître lesdits mauvais sujets qui servent d'instrument au fanatisme.»

²⁷ Doc. II/2, p. 184, n° 106. – Souligné par Mangourit.

²⁸ *Ibidem*.

²⁹ *Ibidem*, p. 184, n° 107: dépêche du 23 prairial – 11 juin.

³⁰ Eustache Trombert (1743-1804), cordonnier.

Il demande encore au comité de Monthey de signifier au curé de Port-Valais³¹ de se rendre chez lui «sous trois jours»³².

Le mercredi 25 prairial – 13 juin, le résident envoie à Reubell, président du Directoire exécutif, un mémoire secret dont nous avons déjà cité d'importants extraits³³, dans lequel Mangourit expose les moyens d'en finir avec l'Helvétie et où réapparaît son vieux rêve d'annexer le Valais à la France³⁴.

C'est enfin le samedi 5 messidor – 23 juin que le résident s'apprête à quitter définitivement le Valais. Mais auparavant, il adresse ses adieux «aux citoyens de la ville de Saint-Maurice dans la personne de leur comité» et «aux citoyens de la commune de Vérossaz»³⁵.

A la ville de Saint-Maurice, dans un placard imprimé, Mangourit exprime sa satisfaction de la conduite de ses citoyens: «Saint-Maurice n'eut pas un traître dans ses murs; les privilégiés brisèrent de leurs propres mains les instruments d'esclavage qu'ils n'avaient reçus que pour porter des chaînes plus légères que les vôtres»³⁶. Les

³¹ Joseph-Nicolas Delavy, curé de Port-Valais de 1780 à 1799. (TAMINI ET DELÈZE, p. 133.)

³² Doc. II/2, pp. 96-97, n° 99.

³³ Voir plus haut, t. II, pp. 261-263.

³⁴ Doc. II/2, pp. 68-70, n° 101 et annexe.

³⁵ L'*Arm. val.* signale (p. 279) que Vérossaz est une «commune avant 1798 et depuis 1822; entre-temps, rattaché à Saint-Maurice». En réalité, la bourgeoisie de Saint-Maurice présente au Conseil d'Etat, en date du 2 juin 1804, «une pétition tendant à ce que les villages de Vérossaz et Evionnaz ne fissent comme de tout temps qu'une seule et même commune avec la ville et bourgeoisie de Saint-Maurice, et à ce que la commune continuât à être représentée par la seule bourgeoisie de la ville, conformément à ce qui existait avant le 1^{er} janvier 1798...» Lesdits villages présentent également, pour leur part, une requête analogue; en conséquence, les parties ont conclu, le 16 juin 1805, une transaction amiable dont l'article premier porte que «la ville de Saint-Maurice, Vérossaz et Evionnaz ne forment qu'une seule et même commune quant aux droits politiques»; à l'art. 8, il est stipulé «qu'il y aura dans chacune des fractions [sections] de la commune d'Evionnaz et de Vérossaz un métrol...» La transaction est ratifiée par le Conseil d'Etat, le 13 juillet 1805. (Vérossaz, Arch. comm., P 153, original.) – Si donc le rattachement de Vérossaz et d'Evionnaz à Saint-Maurice est postérieur à 1798, la séparation définitive n'aura lieu que le 27 juin 1822. Voir EUG. DE COCATRIS, *La séparation de Vérossaz de la commune de Saint-Maurice* (1822), dans *Ann. val.*, 1922, pp. 11-22.

³⁶ Allusion à la remise des pouvoirs, par le châtelain de Saint-Maurice, Jacques de Quartéry, le 28 janvier: Voir plus haut, t. I, p. 84.



KASPAR EUGEN STOCKALPER
(1750-1826)

par Félix Cortey, 1808.

(Brigue, château Stockalper – Photo J.-M. Biner)

inimitiés vinrent se briser auprès de l'arbre de réunion... Vous résistâtes aux artifices, aux séductions, aux regrets mensongers, pour vous abandonner au cours d'une renaissance sociale digne de votre espèce.

«... Vos prêtres furent sages et vos moines prudents; l'abbé Exquis, le surveillant de Val-d'Illicz³⁷, le curé de Monthey³⁸ se montrèrent patriotes! Le nombreux séjour de traîtres à ma patrie, et de prêtres égorgés au nom du Créateur, loin de vous corrompre, vous avait inspiré l'horreur la plus profonde contre la perfidie et la superstition...»

Le résident rappelle ensuite les égarements du Haut-Valais et leurs conséquences. Et il achève son adresse en ces termes:

«Devenus plus robustes par l'expérience et par votre réunion à une république rendue plus vigoureuse par son unité, vous deviez être livrés à vos propres forces; ne pas demander mon rappel au gouvernement français, c'eût été croire que vous en manquiez... J'ai cédé à la persuasion où je suis qu'un bon peuple et hospitalier délivré de ses lisières était adulte et n'avait besoin pour être libre, paisible et heureux, que de l'action de sa propre pensée...³⁹»

Dans l'adresse «aux citoyens de la commune de Vérossaz», Mangourit les assure d'abord qu'au moment de son départ, «recevoir des montagnards de Vérossaz des adieux touchants», c'est lui attester que les vrais amis de la liberté et de l'égalité ont, assure-t-il, «jugé mes actions, béni mon cœur, et qu'ils aimeront à conserver la mémoire du don d'indépendance qui leur a été fait par la République française». Le résident rendra «justice éternelle» à cette commune qui a été la première à lui promettre «de tout entreprendre pour secouer un joug odieux»; qui se hâta de marcher au secours des Ormonts, et dont «les guerriers s'armèrent de nouveau» contre le Haut-Valais rebelle et fanatisé. «Pourquoi les peuples du Haut-Valais ne vous imitèrent-ils pas? Que de larmes et de sang ils se fussent épargnés!

³⁷ Joseph-Ignace Briguet (1759-1808), prieur de Val-d'Illicz de 1790 à sa mort. (*Arm. val.*, p. 44.)

³⁸ Pierre Landry (1743-1799), curé de Monthey de 1791 à sa mort. (TAMINI et DÉLÈZE, p. 465.)

³⁹ Doc. II/2, pp. 241-242, n° 4.

»Qu'au courage que vous avez montré, poursuit-il, dans cette lutte de la liberté contre l'oppression, de la raison contre la superstition, de l'égoïsme contre l'intérêt de tous, succèdent la paix dans vos foyers, l'amitié envers vos voisins, l'amour de la Grande Nation, le respect pour la République helvétique, le civisme dans vos élections et la dignité de l'homme libre sur vos fronts et dans vos regards. Que vos corps ne se courbent plus devant l'idole pourrie des noms et des familles; que vos chapeaux ne se baissent plus que devant l'Etre suprême et la liberté; que vos bouches ne s'égarent plus que sur la main de vos égaux!»

Les électeurs que les citoyens de Vérossaz auront choisis nommeront désormais leurs représentants, mais ceux-ci ne seront plus à vie...

«Vous avez eu récemment la preuve que l'imposture se sert sans cesse du mot de religion pour asservir. Ceux qui le profèrent le plus souvent n'en ont aucune. Leur but est de vivre de vos labeurs sans les partager... Ils disent: *la religion le veut*, de même que les gouverneurs qui vous tyrannisaient disaient: *la loi le veut*! Prêtres et oligarques faisaient la religion et la loi, et trop faibles ou peu éclairés, vous obéissiez, croyiez-vous, au ciel et à la justice. Ne retombez jamais dans l'apathie et dans la crédulité.»

De nombreuses fêtes chômées ont été supprimées, les signes d'esclavage ont été abattus; «les infernales potences encore arrosées du sang des patriotes de Monthey ont été mises en pièces»; les impôts déshonorants n'existent plus; «que de bonheur en peu de temps!»

Et Mangourit leur conseille enfin: «Eclairez-vous de plus en plus; faites instruire vos enfants; ce sont les bons livres qui garantissent nos pensées d'avilissement et nos actions de la servitude. Lisez en commun les papiers publics de la France et de l'Helvétie dans vos moments de repos: c'est là où vous apprendrez ce que vous avez à faire, comme ce que vous avez à éviter. Que la félicité soit inséparable de vous et de vos chères familles!⁴⁰»

⁴⁰ *Ibidem*, pp. 242-243, n° 5. – C'est Mangourit qui souligne.

Le samedi 23 juin, la Chambre administrative du canton du Léman, à Lausanne, prend connaissance d'une lettre, datée du même jour, de Saint-Maurice, dans laquelle le résident Mangourit annonce son départ de Saint-Maurice, et «dit obligeamment qu'il emporte avec lui le souvenir durable de l'attachement que les peuples de ce canton lui ont témoigné»; il y fait un éloge du commissaire Sterchi et de Martinet, «commandant à Chillon». – «L'Administration arrête qu'il sera répondu au c. Mangourit pour lui témoigner sa gratitude pour l'intérêt qu'il prend à l'indépendance du peuple helvétique, et ses regrets que cause son départ⁴¹.»

Le même jour, c'est H. Polier, préfet national du Léman, qui informe le comité de surveillance du prochain passage de Mangourit à Lausanne: «J'apprends, écrit-il, que le c. Mangourit, son épouse, deux fils, un secrétaire, deux domestiques hommes et deux femmes quittant la Suisse, arrivent ici lundi prochain 7 messidor, soit le 25 juin courant, à 4 ou 5 h. de l'après-midi. J'ignore s'il restera un jour ou s'il repartira le lendemain matin. Mais je vous invite à lui assigner le meilleur logement qui soit à la disposition du comité et d'ordonner qu'il soit pourvu aux draps et linges de la manière la plus honnête...⁴²»

Lundi 25 juin, Polier donne d'autres instructions au c. Wasserfallen⁴³, commandant de la place de Lausanne: «Lorsque vous aurez conduit le c. résident Mangourit dans l'appartement qui lui est destiné, je vous charge, en lui faisant agréer mes respects, de le prier, ainsi que Madame (de la part de ma femme⁴⁴) et sa famille, de nous faire l'honneur de venir prendre le thé et un souper républicain chez nous...⁴⁵»

C'est l'abbé A.-J. DE RIVAZ qui exprime, en quelques lignes, les sentiments des Valaisans quand ils apprennent, vers la fin de juin,

⁴¹ *Ibidem*, pp. 243-244, n° 6, et la réponse de l'Administration du canton du Léman: n° 8.

⁴² *Ibidem*, p. 244, n° 7.

⁴³ Jacob-Gabriel Wasserfallen (†1803), commandant de la place de Lausanne.

⁴⁴ H. Polier a épousé en premières noces, en 1778, Sophie de Loys (†1802). (*Recueil de généalogies vaudoises*, t. I, première partie, p. 171.)

⁴⁵ Doc. II/2, p. 244, n° 9.

«l'agréable nouvelle que Mangourit quitte le pays pour se rendre à Naples. Enfin, écrit-il, comme s'il prononçait une oraison funèbre, il part de Saint-Maurice le lundi 25 juin, et ce qui confirme les citoyens modérés dans l'espoir d'en être débarrassés, c'est qu'on vend ses meubles à l'encan. Peu estimé et peu regretté du peuple bas-valaisan lui-même, quoiqu'il l'eût proclamé dans les premiers jours de sa mission son sauveur, son père et son ami⁴⁶.»

L'ex-résident, on l'a vu, se transporte alors à Paris, tout en faisant visite à sa parenté dans la Côte-d'Or; il sera nommé, en août suivant, secrétaire de légation à Naples⁴⁷.

En effet, on trouve, dans le *Bulletin officiel*, une correspondance de Paris, du 24 août, qui «assure que Mangourit, ci-devant résident du Valais, est à la veille de se rendre à Naples pour y remplir une mission⁴⁸».

Mangourit prend tout son temps pour rejoindre son poste. C'est ainsi qu'en octobre suivant, où l'on célèbre à Milan l'anniversaire de la fondation de la République française, on signale, parmi les toasts du banquet, un toast porté par Mangourit, dit cette fois-ci «chargé d'affaires à Naples»⁴⁹.

Au début de novembre, il est enfin sur le point d'arriver à Naples⁵⁰.

46 A.-J. DE RIVAZ, t. I, p. 68.

47 P. LEVOT, *op. cit.*, p. 395.

48 *Bulletin officiel*, 1798, t. III, pp. 211-212, n° 25, du 29 août.

49 *Ibidem*, t. III, p. 452, n° 53, du 13 octobre.

50 *Ibidem*, t. IV, p. 39, n° 5, du 6 novembre.

CONCLUSION

Il faut distinguer trois phases principales dans le déroulement de la révolution valaisanne de 1798: 1^o L'affranchissement du Bas-Valais; 2^o le temps éphémère de la nouvelle république indépendante des Dix-Dizains; 3^o l'insurrection du Haut-Valais et sa répression.

1^o L'affranchissement du Bas-Valais (28 janvier – 16 mars 1798)

Les représentants des communes du Bas-Valais, réunis à Saint-Maurice, les 3, 4 et 5 février, proclament leur indépendance et, en même temps, émettent à l'unanimité le vœu d'être associées à la souveraineté du Haut-Valais. Elles créent un gouvernement provisoire, le Comité général de Saint-Maurice, qui, durant un mois et demi, va administrer l'ancien pays sujet (économie et finances, justice, police et sûreté générale, affaires militaires). Son œuvre la plus importante est de nature politique: il fait proclamer l'indépendance dans les communes; il obtient des VII-Dizains la corroboration de son indépendance; il décline toutes les propositions d'alliance avec un autre partenaire que les VII-Dizains; il promulgue un arrêté sur le rachat des fiefs et un autre sur le rappel des proscrits politiques; il accorde un secours militaire au Pays de Vaud pour la campagne des Ormonts; enfin et surtout, chargé par l'Assemblée générale des communes de dresser le projet d'une nouvelle constitution et celui d'une alliance avec le Valais oriental, il établit un «projet de

constitution démocratique et de réunion», qui est un compromis entre la constitution helvétique et l'ancienne constitution du pays, conçu de manière à être agréé à la fois par le Haut-Valais et par Mangourit, résident de la République française, lequel, installé à Saint-Maurice, travaille alors ouvertement en faveur de la constitution d'Ochs. Mais le résident écarte sans le discuter le projet élaboré par le Comité général et, selon l'expression d'ANNE-JOSEPH DE RIVAZ, en «croque» un autre de sa façon, plus démocratique, adapté «à notre isolement politique». Bon gré, mal gré, le Comité général l'adopte, et le soumet aux représentants du Haut-Valais, qui l'acceptent à leur tour, du bout des lèvres, le 13 mars.

*2° Le temps éphémère de la nouvelle république indépendante des Dix-Dizains
(16 mars – 6 mai 1798).*

Pour la première fois, le Valais fait l'expérience d'une constitution démocratique qui instaure la séparation des trois pouvoirs. Une Assemblée représentative provisoire se constitue à Saint-Maurice, dès le 16 mars, avec les représentants des sept anciens dizains et ceux des trois bannières du Bas-Valais, lesquelles sont purement et simplement assimilées à trois nouveaux dizains. L'Assemblée élit son président, son bureau et diverses commissions; elle procède à l'élection d'un Directoire exécutif provisoire de trois membres; le Directoire s'organise à son tour.

L'Assemblée représentative ne tarde pas, après quelques séances plénières, à se réduire à un conseil restreint qui, jouissant des mêmes pouvoirs qu'elle et composé d'un représentant par dizain, va continuer à siéger.

Les nouvelles autorités sont appelées à traiter toute une série d'objets (promulgation de lois, ravitaillement du pays en sel, routes, tribunaux d'appel, gendarmerie, etc.) en dehors du problème de l'indépendance de la république, qui va demeurer leur constante préoccupation.

S'il a d'abord donné pour instructions à Mangourit d'amener le Valais à adopter la constitution helvétique, le Directoire français

hésite néanmoins à l'égard de son sort politique: le 17 février, Talleyrand écrit au résident qu'il autorise le Valais «à se donner l'organisation qui sera jugée la plus favorable» à sa sécurité et à son bonheur. Dix jours plus tard, le 27 février, le Directoire consent à former, de la Suisse, trois républiques: d'où, le 16 mars, le projet du général Brune d'une République rhodanique. Toutefois, le 19 mars, le Directoire revient à son intention initiale: le Valais doit se réunir à la République helvétique. Mais, pour la première et seule fois, il s'inquiète alors de connaître l'opinion des Valaisans sur ce problème. Une députation valaisanne se rend à Berne auprès de Brune et de Mangourit pour plaider la cause de l'indépendance; embarras de Mangourit qui n'a obtenu l'acceptation, par le Haut-Valais, de son projet de constitution qu'en garantissant l'indépendance. Le 30 mars encore, le résident insiste auprès du Directoire: le Valais indépendant deviendra, pour la France, «un département effectif»! Le peuple du Valais est appelé, le 4 avril, à se prononcer pour l'acceptation ou pour le refus de la constitution helvétique; le résultat donne une majorité d'acceptants. Ce sont ensuite les assemblées de dizains, puis les assemblées primaires (22 avril) qui sont convoquées pour désigner leurs électeurs. Le Directoire provisoire avertit les dix dizains qu'ils ont à accepter la réunion à la République helvétique sans délai ni réserve (relative à la conservation de la religion, pour laquelle toutes assurances ont été données: une réserve de cette nature serait «un hors-d'œuvre»).

L'Assemblée électorale se réunit à Sion, le 25 avril, pour commencer ses opérations. Elle est retardée par les «égars de Rarogne» auxquels Mangourit adresse, le 27, un sévère avertissement. L'ouverture officielle de l'Assemblée a lieu le 1^{er} mai: ce jour-là et le 2, le 3 et le 4 mai, elle procède à l'élection de quatre sénateurs, de huit députés au Grand Conseil helvétique, des cinq membres de la Chambre administrative, enfin d'un juge au Tribunal suprême.

Le 3 mai au soir, le Corps électoral et Mangourit sont informés que le Haut-Valais s'est soulevé dans le dizain de Conches et que ses troupes descendent sur Sion. L'Assemblée électorale est dissoute le 6 mai, et Mangourit se met en sûreté à Saint-Maurice.

3° *L'insurrection du Haut-Valais et sa répression.*

La campagne du Valais en mai 1798 doit, quant à elle, être subdivisée en deux périodes: la première, où les insurgés ont placé de force à leur tête Joseph de Courten, ancien officier au service de France, et où l'armée constitutionnelle, renforcée de forts contingents vaudois et français, est commandée en chef par Jean-Samuel Bergier, adjudant-général vaudois; de plus, une partie d'entre eux, à savoir 200 Vaudois «organisés» et 600 Bas-Valaisans «sans organisation» sont aux ordres de Louis Clavel de Brenles, adjudant-général également, subordonné à Bergier.

Durant les premiers jours, l'armée des insurgés s'accroît en cours de route en investissant Sierre et Sion (ville défendue par plus de 600 hommes ayant Jos.-Augustin de Riedmatten pour «général en chef»), et descend jusqu'à Ecône, voire même jusqu'au Guercet, balayant tout sur son passage, sans rencontrer d'ailleurs d'obstacles sérieux. On constate alors que les Bas-Valaisans mettent peu d'ardeur à se battre contre leurs compatriotes.

La résistance contre les insurgés s'organise dès que Bergier entre en scène, le 8 mai. Il commence par mettre en place son dispositif de manière à n'être surpris de nulle part. Il procède avec circonspection, évitant un engagement général. Les autorités vaudoises, dont il dépend, ne cessent, en effet, de lui recommander de rechercher des «voies conciliatoires» plutôt qu'un affrontement sanglant: en un mot, «éviter de faire combattre des Suisses contre des Suisses».

C'est ainsi que Bergier réussit, le 12 mai, à neutraliser, en négociant habilement une trêve à Sembrancher, un fort détachement d'insurgés descendus, par la Croix-de-Cœur, dans la vallée de Bagnes où ils ont entraîné avec eux les Bagnards.

Déjà le 9 mai, Henri Polier, préfet du canton du Léman, avait envoyé en Valais Jacques Mercier chargé d'une mission de conciliation. Le lendemain, c'est Jean-Louis Ausset, négociant de Vevey, qui sollicite et obtient la médiation du P. Sigismond Hugo, capucin haut-valaisan du couvent de Saint-Maurice, lequel se rend auprès des chefs des insurgés. Là-dessus, le 13 mai, Joseph de

Courten, commandant en chef, dépêche auprès de Bergier quatre parlementaires qui, au nom des dizains de Sion et de Sierre, vont tenter de négocier une reddition. Mangourit réagit violemment et s'oppose à toutes ces initiatives; il rédige lui-même un ultimatum aux Haut-Valaisans, que Bergier signera bon gré mal gré.

L'hostilité de Mangourit à l'égard de Bergier comme certaines réticences de la part des Vaudois entraînent sa destitution. Bergier est conscient, et il le dit à qui de droit, que, dès qu'il aura tourné le dos, «la boucherie commencera».

Au cours des sept jours où il a exercé le commandement en chef en Valais romand (du 8 au 14 mai), Bergier n'a subi que trois revers mineurs: attaque de Riddes (8 mai), combat d'Ecône (9 mai), affrontement au Guercet (12 mai). En revanche, il a négocié une trêve à Sembrancher (12 mai) et arrêté les préliminaires d'une capitulation avec le commandant en chef des insurgés (13 mai).

La seconde période, encore plus brève (15-19 mai), est marquée par l'entrée en scène de Lorge, général français de cavalerie, qui, arrivé à Bex, le 14 mai, prend désormais la direction des opérations et qui, en quelques jours, va disperser les rebelles.

De leur côté, ceux-ci limogent leur général en chef Joseph de Courten et son lieutenant Eugène de Courten et les remplacent par Moritz Perrig et Ferdinand Venetz, deux hommes sans talent militaire. De plus, leur «armée» a fondu, soit par les désertions, soit parce que les troupes de la ville de Sion, du dizain de Sierre et du dizain de Viège, ont déjà abandonné leur parti.

Lorge commence par lancer, le 16 mai, un nouvel ultimatum aux insurgés, qui refusent même d'en prendre connaissance. En même temps, il remanie le dispositif de son armée: sur leur demande, il renvoie chez elles les troupes bas-valaisannes; il fait occuper les flancs par les Vaudois. Le 17 mai, jour de l'Ascension, il envoie d'abord un bataillon français s'emparer de Chandolin de Savièse; lui-même, à la pointe du jour, ayant passé la Morge, fait avancer le gros de ses troupes contre le front des insurgés retranchés sur les crêtes des Maladaires; en dépit d'une résistance acharnée des Haut-Valaisans durant quatre heures, ceux-ci sont acculés devant Sion où les Français ne tardent pas à pénétrer; la ville est alors

livrée au pillage «pour deux heures qui, selon A.-J. DE RIVAZ, en durèrent cinq à six». Bientôt, les troupes vaudoises, cantonnées à Conthey et en aval, rejoignent Sion pour prendre part à leur tour au pillage.

Ensuite de leur défaite, les rebelles se retirent du côté de Loèche, puis à Brigue, au cours d'une retraite qui, pendant trois semaines environ, tourne peu à peu à la débandade et durant laquelle les Français poursuivent leurs déprédations. Le 19 mai, le général Lorge fait tenir aux insurgés les conditions, extrêmement dures, d'une capitulation qui, pratiquement, ne sera jamais pleinement observée.

A l'instar des autorités vaudoises et de Rapinat, commissaire du Directoire, Schauenbourg, général en chef de l'armée française en Suisse, engage, le 20 mai, le général Lorge à éviter de prendre des mesures trop rigoureuses; il s'agit, certes, d'adopter une attitude qui en impose et de faire observer une stricte discipline, mais quand les moyens de persuasion seront épuisés, il est alors autorisé à déployer toute son énergie, «avec la réserve de ne pas faire servir les troupes vaudoises». Celles-ci, en regagnant leurs foyers, commettent toutes sortes d'excès à Chamoson, à Leytron, à Saint-Maurice. Les autorités vaudoises tentent en vain de faire rendre gorge aux pillards; elles parviennent néanmoins à remettre aux Valaisans quelques «secours», résultat de collectes dans le canton.

Les prisonniers valaisans détenus au château de Chillon sont bientôt libérés.

Le général Lorge quitte le Valais avec ses troupes le 9 juin, au lendemain d'une cérémonie solennelle organisée à Sion pour la «seconde plantation de l'arbre de la liberté», non sans avoir envoyé, en guise d'adieux, le 6 juin, une proclamation aux habitants du Haut-Valais.

Mangourit qui, le 18 mai, avait demandé son rappel, reçoit, le 25 mai, l'arrêté y relatif du Directoire. Toutefois, encore préoccupé de la situation politique qui règne dans le Valais oriental, il ne hâte pas son départ; il lui faudra plus de quinze jours pour plier bagages: il a quelques affaires à régler, notamment à mettre en sûreté les papiers de sa légation; en outre, la santé de sa femme ne lui permet pas de se mettre en route immédiatement.

Enfin, le 23 juin, le résident fait ses adieux, par écrit, aux citoyens de la ville de Saint-Maurice et à ceux de la commune de Vérossaz, et le 25 juin, il quitte définitivement le Valais pour se rendre à Paris.

La rébellion du Haut-Valais est vaincue, mais non soumise.

* * *

Il est évident, comme l'ont relevé tous les historiens valaisans, que Mangourit a joué un rôle déterminant dans la révolution de 1798. Il faut toutefois ne pas oublier que, si le résident se montre partisan convaincu d'un Etat indépendant, comme les Valaisans eux-mêmes dans leur grande majorité, ce n'est pas sans une arrière-pensée précise, qu'il expose sans fard à Talleyrand. En effet, conserver le Valais en république indépendante, c'est en réalité, dans l'esprit de Mangourit, conserver à la France «un département effectif». Le résident est cependant bien embarrassé: il n'a obtenu l'acceptation, par le Haut-Valais, de sa constitution «croquée» à l'usage du Valais des Dix-Dizains, qu'en lui garantissant l'indépendance. Et ce n'est pas sans amertume que Mangourit se soumet finalement aux ordres du Directoire: le Valais sera donc incorporé à la République helvétique une et indivisible.

Cette constatation résulte nettement de l'analyse des documents que nous avons eus entre les mains. L'annexion du Valais à l'Empire français, en 1810, démontrera la perspicacité politique du résident.

On peut aussi se poser plusieurs questions qui exigeront des études approfondies.

Quelles relations y a-t-il entre la révolution valaisanne de 1798 et celle de 1790, et la conjuration dite des Crochets de 1791? On notera que, dans les documents relatifs à la révolution de 1798, il n'est jamais fait référence, par les Valaisans, aux événements de 1790 et de 1791. Pour le moment, on ne saurait parler explicitement de séquelles des humiliations alors subies. Il faudra donc d'abord analyser soigneusement la période qui s'écoule entre les deux révolutions.

On doit aussi se demander pour quelles raisons le Bas-Valais notamment a adopté sans rechigner un régime de démocratie représentative avec la séparation des trois pouvoirs? Il est malaisé

de répondre en l'état actuel de nos recherches historiques; notre exposé met en évidence peu de chose à cet égard. Il appartiendra à d'autres de s'efforcer de mieux connaître les hommes politiques qui, en Bas-Valais, ont joué un rôle prépondérant au sein du comité général de Saint-Maurice, en particulier de Charles-Emmanuel de Rivaz et, sans aucun doute, de Tousard d'Olbec, secrétaire du Comité, parisien de naissance. Du côté du Haut-Valais, Pierre-Joseph de Riedmatten, bourgmestre de Sion, comme Jacob Valentin Sigristen, grand bailli en charge, ont exercé une influence dont on ignore encore la nature et les limites.

Il faudrait être renseigné sur les études que ces hommes ont faites, souvent à l'étranger, et l'ascendant que leurs maîtres ont pu avoir sur leur formation, et aussi quels furent ces maîtres; pour ceux d'entre eux qui ont accompli une carrière militaire en France, en Sardaigne ou ailleurs, il conviendra de découvrir les rencontres qu'ils ont pu faire, leurs relations, leurs lectures des journaux et d'ouvrages contemporains, en un mot tout ce qui a concouru à forger leurs opinions politiques. Atteindra-t-on ce but en dépouillant la masse considérable de correspondances privées conservées aux Archives cantonales? On ne le sait pas encore.

Quoi qu'il en soit, on ne va pas tarder à assister, en Valais comme un peu partout, à un affrontement entre les partisans de l'Ancien Régime et ceux des idées nouvelles, qualifiés de «révolutionnaires», ou de «libéraux».

La sauvegarde et la conservation de la religion catholique, apostolique et romaine ont été, on l'a suffisamment souligné, le leitmotiv des arguments avancés par les Haut-Valaisans contre tout changement dans la constitution du pays, c'est certain. Toutefois, le résident Mangourit n'en est pas persuadé, car, dans les adieux qu'il adresse, le 23 juin, aux citoyens de la commune de Vérossaz, on peut lire ces lignes: «Vous avez eu récemment la preuve que l'imposture se sert sans cesse du mot de religion pour asservir. Ceux qui le profèrent le plus souvent n'en ont aucune...» Or, on rencontre sous la plume d'un ecclésiastique contemporain, l'abbé J.-J. Carrupt, curé d'Ardon, une remarque qui, apparemment, n'a pas été écrite à la légère et qui corrobore celle de Mangourit: «Les Valaisans,

note-t-il, ne faisaient pas tant la guerre pour la religion que pour conserver la liberté qui leur a été transmise par leurs pères...»

Le prétexte de la religion a sans doute été chez les Haut-Valaisans, chez leurs ecclésiastiques, et même chez une majorité de Bas-Valaisans, le meilleur rempart contre les pressions du Directoire français, le principal moteur aussi de leur refus intime et viscéral de la réunion à la République helvétique. Mais quel est le sentiment profond des dirigeants du Haut-Valais? Sur quelle observation se fonde Mangourit pour affirmer que «ceux qui le profèrent le plus souvent [le mot de religion] n'en ont aucune»? Là encore, on rencontre un problème délicat que les historiens des mentalités devront un jour tenter de résoudre. Cette affirmation correspond-elle à une réalité? Ou est-ce une calomnie gratuite?

L'assertion de l'abbé J.-J. Carrupt que «les Valaisans ne faisaient pas tant la guerre pour la religion que pour conserver la liberté qui leur a été transmise par leurs pères...», est un propos qu'un historien sera en mesure de vérifier ou d'infirmer en analysant aussi, à ce point de vue, les discussions que susciteront les constitutions ultérieures de 1815, de 1839, de 1844 et de 1848.

C'est dire, en conclusion, que mon exposé sur la révolution valaisanne de 1798 soulève, somme toute, presque autant de problèmes qu'il n'en résout. Il offre néanmoins aux historiens de demain le cadre chronologique et institutionnel d'une brève période de l'histoire du Valais, d'une importance capitale puisqu'elle marque en Valais la rupture avec l'Ancien Régime, mais dont l'exploration et l'explicitation demeurent ouvertes sur de nombreuses et importantes questions.

Annexes

I

Etat des membres, des présidents et des secrétaires du Comité général de Saint-Maurice

1. Etat des membres.

Les dates sont celle de l'entrée en fonctions ou de la première apparition dans les procès-verbaux, et celle de la fin du mandat (à moins d'indication contraire).

Bannière d'Entremont.

1. Pierre-Joseph Dallèves, banneret de Sembrancher, du 5 au 16 février.
2. Frédéric Gard, capitaine, de Bagnes, du 5 au 16 février.
3. Jean-Joseph Duc, banneret, de Conthey, du 5 février au 16 mars.
4. François-Emmanuel Joris, avocat, d'Orsières, du 5 février au 16 mars.
5. Maurice-Isidore Emonet, châtelain, de Sembrancher, du 16 février au 8 mars.
6. Gaspard-Etienne Delasoie, châtelain, de Sembrancher, du 16 février au 16 mars.
7. Pierre Gard, curial, commissaire, de Bagnes, du 16 février au 10 mars.

8. Joseph-François Luder, banneret, de Sembrancher, du 8 au 16 mars.
9. Etienne-Martin Vaudan, curial, de Bagnes, nommé le 10 février pour 8 jours, puis en fonctions du 10 au 16 mars.
10. Jacques Michelet, lieutenant, de Nendaz, du 23 février au 16 mars.
11. Pierre-Joseph Udry, de Conthey, mentionné une seule fois, le 10 mars.

Bannière de Saint-Maurice.

1. Isaac de Rivaz, major, de Saint-Maurice, du 5 février au 16 mars.
2. Joseph-Louis Pittier, avocat, de Martigny, du 5 février au 16 mars.
3. Joseph-Antoine Favre, curial, de Chamoson, du 5 au 16 février.
4. Georges Maye, notaire, de Chamoson, du 7 février au 16 mars.
5. Jean-Joseph Reuse, notaire, de Fully, du 14 février au 16 mars.
6. Jean-François Frossard, ancien châtelain, d'Ardon, du 7 au 16 février et du 26 février au 16 mars.
7. Jean-Barthélemy Produit, secrétaire, de Leytron, du 26 février au 16 mars.

Bannière de Monthey.

1. Charles-Emmanuel de Rivaz, capitaine de Monthey, du 5 février au 16 mars.
2. Michel Dufour, major, de Vionnaz, du 5 février au 16 mars.
3. Pierre-Louis Du Fay, châtelain, de Monthey, du 5 février au 16 mars.
4. Grégoire Marclay, notaire, de Val-d'Illiez, du 14 février au 16 mars.
5. Joseph Raboud, châtelain, de Troistorrents, du 16 février au 16 mars.
6. Barthélemy Trombert, syndic d'Illiez-Champéry, cité seulement le 26 février.

2. *Etat des présidents.*

1. Jean-Joseph Duc, du 6 au 16 février 1798.
2. Maurice-Isidore Emonet, du 16 au 23 février.
3. Joseph-Louis Pittier, du 23 février au 3 mars.
4. Charles-Emmanuel de Rivaz, du 3 au 10 mars.
5. Joseph-François Luder, du 10 au 16 mars.

3. *Etat des secrétaires.*

1. Joseph-Alphonse de Nuce, nommé le 16 février, n'occupe son poste, pour cause de maladie, que du 9 au 16 mars.
2. Louis-Anne Tousard d'Olbec, du 19 février au 18 mars.

II

Adresse d'un chanoine du chapitre de Sion à ses concitoyens

(Publ. dans *Echo des Alpes...*, n° 84, du 23 ventôse an VI – 13 mars 1798, p. 334. – Copie aux AV, fonds Xavier de Riedmatten, non coté.)

Chers frères,

Quoique de la même famille, vous étiez divisés en seigneurs et en sujets, en maîtres et en esclaves: partout vous étiez la propriété de quelques hommes.

Dans le Haut-Valais, vous aviez l'apparence de la démocratie; vous paraissiez souverains et vous ne l'étiez pas. Quelques personnes puissantes que vous consultiez vous faisaient adopter leurs passions ou leurs intérêts, et les dizains étaient trompés sur l'intérêt national. Ces hommes perfides empêchaient les démocrates du Haut-Valais de s'éclairer: l'ignorance leur était utile pour rester en place. Quel est le bon, le vertueux paysan qui eut l'espérance d'occuper les premiers emplois de la république, et de parvenir, par son courage

et sa conduite, aux premiers emplois du régiment de Courten?¹ Quel est le curé vertueux et chéri de ses paroissiens que la reconnaissance générale pouvait asseoir sur la chaire épiscopale? Heureux que nous sommes, Valaisans, d'avoir, quoique non choisi par le peuple, le prélat qui mérite nos respects à si juste titre!

Dans le Bas-Valais on vous faisait envoyer des gouverneurs pour s'y enrichir sans pudeur de toutes les dépouilles: leur tyrannie exercée à votre insu était plus ou moins insupportable. En votre nom, citoyens du Haut-Valais, on y traitait les hommes comme du bétail. Ces hommes, vos frères en Jésus-Christ, étaient opprimés par ces gouverneurs que vous paraissiez nommer et que vous ne nommiez pas en effet, puisque certaines familles, intéressées à régner dans le Haut-Valais et à tyranniser le Bas, avaient par fraude fait tomber vos choix sur leurs parents et leurs amis.

Il en résulta que l'oppression grandit et devint de jour en jour plus insupportable: en 1791 l'insurrection se manifesta, et au lieu de vous porter à faire grâce et à corriger les abus, les intéressés à leur maintien élevèrent des échafauds; le sang de vos frères fut versé par eux en votre nom; des familles entières furent proscrites; leurs biens furent confisqués². Était-ce là l'esprit démocratique qui est un esprit d'humanité et de fraternité?

Aujourd'hui que l'indépendance du Bas-Valais est déclarée par lui, reconnue par vous, soutenue par la Grande Nation, fraternisons donc tous ensemble de principes et de sentiments. Que les liens de la liberté et de l'égalité, de la sûreté et de la propriété nous rassemblent, et qu'une union solide nous garantisse de tout retour vers la tyrannie! Abjurez vos haines, Haut- et Bas-Valaisans, cicatrisez vos plaies, adoptez une loi commune qui vous mette à l'abri de l'oppression de quelques familles. Donnez votre confiance à ceux qui ne vous ont point humiliés, à ceux qui ont pris le parti

¹ Allusion à la querelle des compagnies dans laquelle sont impliqués vers la fin du XVIII^e siècle cinq jeunes officiers du régiment de Courten, notamment les futurs généraux de la Révolution, Léopold de Nuccé et Pierre de Rivaz. — Voir A. GONARD, *op. cit.*, pp. 85-94.

² Voir *Dossier du procès relatif à la conjuration dite «des Crochets», à Monthey, 1791*, publ. par P. DEVANTHEY, dans *Vallesia*, t. XXV, 1970, 412 p.

du faible contre le puissant, à ceux qui ne savent pas faire des phrases dorées, mais qui prêchent par de bonnes actions, à ceux qui ne veulent plus reconnaître la volonté du peuple valaisan que lorsqu'il l'aura dûment exprimée par l'organe de ses représentants élus librement.

C'est ce qu'on vous propose, Valaisans, par le plan de constitution: il a été médité par des amis de la patrie. Leur but a été d'assurer à chaque individu, quoique pauvre mais vertueux, la participation à toutes les fonctions publiques, et d'en écarter ceux qui ont fait un mauvais emploi de leurs talents et de leurs richesses, en se liguant entre certaines familles pour vous gouverner toujours.

Acceptez donc cette constitution qui rend la nation valaisanne à la jouissance pleine et entière de ses droits souverains. Par elle tout Valaisan pourra aspirer aux places où ses vertus admirées de ses concitoyens l'appelleront; par elle il pourra porter à ces emplois ceux qu'en son âme et conscience il jugera dignes de son choix. Il ne sera plus traduit que devant les juges qu'il aura contribué à nommer. Voilà l'égalité des droits qui lui est assurée.

Par la constitution la sûreté publique et la sûreté personnelle seront respectées: elle vengera au nom de la loi ceux que des ordres tyranniques traduisaient hors de leurs familles et que des condamnations arrachaient à leur patrie.

Par elle la propriété sera consacrée: il n'y aura plus de confiscations abusives, de familles éplorées et fugitives, d'orphelins livrés à la misère et à la mort prématurée qui en est le résultat.

Recedant vetera³..., nova sint omnia.

Ces paroles de l'Ecriture annoncent, mes très chers frères, que la tyrannie, les vengeances doivent être expulsées du Valais et du cœur des Valaisans, et que vous apportiez des cœurs purs et nouveaux pour goûter les fruits que la nouvelle constitution vous offre.

«*Relation du c. capitaine Balthasar Ambuel relativement à la conduite de la garde sur le pont de Bramois*»
(7 mai 1798)

(AV, fonds Augustin de Riedmatten I, P 186, original.)

Je soussigné, ayant été requis par le c. Jos.-Augustin Riedmatten, ci-devant capitaine au service de S.M. Sarde et ancien châtelain du Vice-dominat¹, de donner par écrit ce que j'ai relaté verbalement le 7 mai, à 5 h. du soir, l'année courante, au susdit c. Jos.-Augustin Riedmatten, alors général en chef des troupes destinées à la défense de la ville de Sion, et au comité militaire assemblé en permanence à la maison de ville, concernant ce que j'ai vu [et] entendu en visitant le poste du pont du Rhône, [certifie ce qui suit:]

L'année 1798, le 7 mai, à 4 h. du soir, me trouvant à la maison de ville, il me fut ordonné par notre général en chef, le c. Jos.-Augustin Riedmatten, ci-devant capitaine au service de S.M. Sarde et ancien châtelain du Vice-dominat, de me rendre au pont du Rhône pour voir si le cheval de frise (machine pour la défense du pont) était encore à sa place; j'avais même ordre d'y faire mettre un second; mais lorsque nous fûmes, le c. capitaine Gard² (qui se rendit aussi audit poste) et moi à cinquante pas du pont, nous vîmes que la machine en question était dérangée. Là-dessus, le c. capitaine Gard et moi avons demandé au c. lieutenant Dumaye³ par quelle raison le cheval de frise se trouvait dérangé et pourquoi on [ne] l'avait pas remis dans la position où il était auparavant, vu qu'à très

¹ Il suffit de signaler ici qu'à la fin de l'Ancien Régime, le châtelain du vice-dominat (ou du vidomnat), dit aussi *Nachtkastlan*, réunit «dans ses mains des attributions de justice et de police, la nuit pendant l'année entière, durant les mois de mai et d'octobre le jour.» (J. GRAVEN, *op. cit.*, p. 152, note 4.)

² Sans doute le capitaine Frédéric Gard, de Bagnes.

³ S'agit-il d'Alexandre Dumaye (1772-1849), lieutenant en 1796? Voir JOSEPH REYMONDEULAZ, *La glorieuse carrière militaire du capitaine chamosard Alexandre Dumaye, retraité du service de Napoléon I^{er}*, dans *Almanach du Valais*, 1949, pp. 133-139.

peu de distance de là, sur le chemin de Bramois, quelques Valaisans orientaux [*sic*] paraissaient y être postés. Le c. Dumaye répondit qu'on avait déplacé le cheval de frise pour laisser passer un chariot, et, lorsqu'il a ordonné à sa troupe de la remettre, qu'elle s'y était refusée. Le capitaine Gard aussitôt donna ordre à la troupe occidentale d'aller rétablir ledit cheval de frise. Enfin, quelques-uns de la troupe quittèrent leur abri devant le magasin de bois, vulgairement appelé la Vieille Souste, et nous remîmes le cheval de frise dans ses mortaises; et, avant de faire placer un second cheval de frise, j'ai cru devoir rendre compte à notre général, le c. Jos.-Augustin Riedmatten, de ce que j'ai vu et entendu. Par conséquence, je certifie et déclare le présent rapport conforme à celui que j'ai fait verbalement à la maison de ville, le 7 mai 1798. En foi de quoi, Sion, le 13 juin 1798.

IV

Troisième rapport de la Chambre administrative du Valais adressé au Directoire helvétique (31 janvier 1799) relatif à l'insurrection de 1798

(Rz, cart. 75, fasc. 7, pp. 14-21, copie. – Cité par D. IMESCH, p. 62, note 1.)

Ce fascicule 7 est un gros cahier de 187 p. in-folio presque tout entier de la main de Tousard d'Olbec, secrétaire de la Chambre, intitulé: *Lettres et mémoires adressés par la Chambre administrative du canton du Valais aux autorités helvétiques*, et muni d'une table des matières établie par Ch.-Emm. de Rivaz. Ce troisième rapport porte la date du 31 janvier 1799 inscrite ultérieurement par Ch.-Emm. de Rivaz.

Dans la marge de gauche, se lit la note suivante: *De l'insurrection du Haut-Valais. Dommages et frais causés par elle à rembourser aux particuliers sans délai. Par qui et comment ces comptes doivent être discutés et remboursés. Question pressante.*

Nous avons eu l'honneur de vous rendre compte au mois de mai dernier, dans deux rapports séparés¹, de l'historique de

¹ Voir plus haut, t. II, p. 194 et p. 209. – On trouve dans le fasc. 7 cité ci-dessus le 2^e rapport au complet, alors que STRICKLER ne le reproduit que partiellement.

l'insurrection du Haut-Valais. Nous avons aujourd'hui à vous faire un rapport sur les charges et dommages qui en sont résultés dans le Bas-Valais et sur la nécessité d'y satisfaire.

Forcés par la multiplicité des réclamations qui ont été adressées au préfet national et à la Chambre de porter sous vos yeux une affaire dans laquelle les intérêts d'une partie du canton se trouvent en opposition avec ceux de l'autre, nous nous bornerons à un exposé fidèle des faits et de l'état des choses; nous ne nous permettrons de réflexions que celles qui pourront être compatibles avec l'impartialité dont notre position nous fait une loi, et nous remettrons entièrement à votre sagesse, c. Directeurs, la décision d'une question aussi affligeante et aussi difficile.

La prise d'armes du Haut-Valais n'était pas dirigée spécialement contre les communes du Bas-Valais; cependant celles-ci reçurent ordre des autorités alors existantes de fournir un contingent de troupes pour s'opposer au progrès des insurgés, en attendant l'arrivée des troupes françaises qui avaient été appelées par le résident de France Mangourit. Les premiers ordres leur furent adressés par le Directoire valaisan le 4 mai, avant l'installation de la Chambre administrative, et dès le 6, quelques-unes de ces troupes étaient arrivées à Sion pour la défendre, et lorsque cette ville eut capitulé, que les Haut-Valaisans furent descendus jusqu'à Riddes, il fut même fait une levée en masse à la sollicitation du c. Mangourit dans les districts de Monthey, Saint-Maurice, Martigny et Sembrancher, mais cette levée tumultueuse ne dura que quelques jours.

Le 8 mai, il arriva des troupes vaudoises; le 9 arriva le premier bataillon français; les autres s'y réunirent successivement, et le 15 il y avait dans le Bas-Valais une armée sur pied de 3400 Français, 1400 Vaudois, 1200 Bas-Valaisans; [au] total: 6000 hommes.

Nous passons sous silence les événements de la guerre qui n'entrent point dans l'objet du présent mémoire.

Il importe seulement de rappeler que cette quantité de troupes a subsisté dans le Bas-Valais depuis le 8 et 10 mai jusqu'au 20, que les troupes vaudoises et les troupes valaisannes ont été congédiées; que les troupes françaises sont restées dans ledit pays jusqu'au 9 juin;

qu'elles se sont retirées partie par le Saint-Bernard, partie par Saint-Maurice, mais que dans cette intervalle [*sic*], il y a eu un doublement de troupes momentanée dans le pays, parce que celles qui y étaient ont passé en Italie et ont été remplacées par de nouveaux corps.

Les troupes valaisannes et vaudoises sont les seules qui aient eu part au combat de Riddes et à celui de Saxon, dans lesquels les Bas-Valaisans ont eu plusieurs hommes tués et blessés. C'est dans ce même combat de Riddes que les Vaudois ont prétendu que les Bas-Valaisans avaient tiré sur eux; mais comme les Vaudois n'ont eu en ce combat ni tué ni blessé, et qu'il s'en est trouvé un certain nombre du côté des Valaisans, il paraît que ces premiers ont été mal informés.

Les corps valaisans n'ont pas eu part à l'affaire de la Morge qui a décidé du sort de Sion, et il n'y a eu qu'environ 200 Vaudois, mais les deux troupes sont restées campées au-dessous de Martigny jusqu'au 20 mai.

Dans les premiers jours de l'occupation de Sion par les insurgés et pendant que leurs troupes s'étaient avancées jusqu'aux portes de Martigny, les communes du Bas-Valais depuis la Morge jusqu'à Martigny avaient été obligées, sous peine d'être incendiées, de fournir un contingent à leur armée. Ce contingent fut posté dans les passages contre le canton d'Oberland, mais dès qu'elle eut repassé la Morge, ce contingent fut retiré, et il n'y avait aucun de leurs hommes à l'affaire de la Morge.

Pendant les quinze jours qu'a duré cette guerre, les vivres ont été fournis aux troupes par des réquisitions de denrées faites dans les communes du Bas-Valais. Les rations de pain ont été seules en grande partie fournies par le canton du Léman à ses troupes.

L'insurrection ayant éclaté le 5 mai et les troupes arrivant le 7, il est visible qu'il n'y a pas eu moyen de faire aucun préparatif pour les recevoir. Les troupes qui arrivaient exigeaient des subsistances; on les mettait à discrétion chez les habitants. On ne connaissait point les dispositions des généraux, et par conséquent, lors même qu'on aurait eu des provisions, il aurait été impossible de les faire arriver où besoin était. Il n'y avait aucun service de subsistances

monté et par conséquent aucun chef pour le surveiller; le vin a été spécialement l'objet de convoitise du soldat. Il s'en est fait des demandes exorbitantes, des découvertes forcées et des dilapidations au-delà de toute croyance. Il faut avoir vu combien de chevaux abîmés et par qui combien ont été enlevés pour s'en faire une idée, mais ce douloureux souvenir ainsi que d'autres maux que jusqu'ici les pays ne souffraient que de la part de leurs ennemis doivent être ensevelis dans l'oubli.

D'autres charges inévitables se sont jointes à ces malheurs jusqu'à l'évacuation du pays par les troupes françaises, c'est-à-dire du 8 mai au 9 juin. Tous les chevaux des communes de la plaine et des vallées ont été en réquisition pour le service des transports ou des courriers. Plusieurs sont périés de fatigue, d'autres languissent encore.

Les hôpitaux ont été remplis de blessés qui ont été traités et nourris aux frais des communes fidèles. Les chirurgiens de tous les endroits où ils étaient ont été forcés de s'y rendre, et il ne leur a été alloué aucun honoraire par les Français. Enfin, les agents du gouvernement français déclarèrent qu'il ne devait leur être présenté aucun compte pour la guerre du Valais.

Tel est le tableau fidèle des malheurs et de la dépense en tout genre dont les communes du Bas-Valais ont été accablées pendant la guerre contre le Haut-Valais.

Lorsque l'Administration voulut faire dresser le compte des frais de passage des troupes françaises en Italie, elle fut obligée d'en écarter tout ce qui était relatif à la guerre, et elle eut bien de la peine à en faire la séparation, parce que le passage s'était exécuté pendant que les troupes qui avaient fait la guerre étaient encore dans le pays, d'où elles ne sont sorties que le 9 juin. Cependant elle parvint à éliminer tout ce qui pouvait avoir trait à la guerre, mais elle ne put que reculer le moment d'en faire les comptes.

Les citoyens qui ont fourni leurs denrées par ordre du préfet provisoire, de la Chambre, ou des comités, les aubergistes qui ont entretenu des officiers, les propriétaires de chevaux, les ouvriers qui ont été employés, une multitude de gens de toute espèce réclament ce qui leur est dû et qui doit leur être payé d'une façon quelconque. Leurs pétitions au préfet et à la Chambre sont devenues

si pressantes, la souffrance et le murmure général sont devenus au point qu'il n'a plus été possible de ne pas s'en occuper.

La Chambre a pensé que cette affaire n'était pas de sa compétence quant au fond, mais que néanmoins elle ne pouvait pas laisser les particuliers ou les communes s'agiter isolément sans qu'elle leur prêtât les secours en son pouvoir qui se réduisent à faire le rassemblement des comptes de toutes les réclamations particulières, de vous présenter, c. Directeurs, la question sous un point de vue général, et de vous mettre à même de tracer la marche qui doit être suivie par les communes ensemble pour parvenir à obtenir l'indemnité due à chacun de ses membres.

En conséquence, elle a établi par des documents certains le temps qu'ont séjourné dans les communes du Bas-Valais chacun des corps français ou vaudois, et par ce moyen elle a déterminé le nombre de rations qui ont été fournies aux hommes et aux chevaux. Elle a ensuite estimé ces rations en ayant égard à ce que les hommes avaient vécu le plus souvent à discrétion chez les particuliers et à ce que les fourrages et l'avoine étaient d'une grande cherté dans ce temps, et elle en a, en conséquence, établi le prix à raison de 7 batz la ration de l'homme, et 18 batz celle du cheval.

Elle a fait ensuite relever le compte des voitures et chevaux fournis. Elle a recueilli ensuite l'état des pertes souffertes par les particuliers et les communes, en chevaux et en mobilier, en poudre et plomb, d'après les réclamations qui ont été présentées dans chaque commune.

Elle a fait réunir les comptes des aubergistes qui ont entretenu les officiers de l'état-major et autres, les comptes des exprès, envoyés, des courriers de l'armée et autres frais extraordinaires.

Le compte des hôpitaux et du traitement des chirurgiens et médecins a pareillement été dressé.

Le sommaire de tout ce compte monte à la somme de 72 000 livres, non comprise la solde des troupes du Bas-Valais.

L'aperçu que nous avons l'honneur de vous présenter ici, c. Directeurs, n'est pas précisément le tableau de toutes les réclamations individuelles, parce que le compte en eût été trop compliqué, mais la forme générale que nous avons suivie doit le

comprendre à quelques omissions près, qu'il est difficile d'éviter. Ce qu'il importait pour le moment, c'était de pouvoir fixer l'idée sur la somme des réclamations du Bas-Valais, et nous regardons cette approximation comme un peu au-dessous de la réalité.

Il n'est pas douteux, c. Directeurs, que toutes ces réclamations individuelles doivent être acquittées. Tout ce que les particuliers ont fourni, ils l'ont fait par ordre des autorités existantes; tout ce qu'ils ont souffert est une charge dont il est douteux qu'ils doivent même supporter une portion, et le gouvernement ne peut se dispenser aujourd'hui d'en faire la répartition proportionnelle. Cet acte de justice est même devenu un acte de politique pressant.

Les peuples mécontents de n'avoir été payés qu'en partie et par la bienfaisance seule du gouvernement helvétique des fournitures faites aux troupes françaises de passage, mettent une grande amertume dans leurs réclamations pour les frais d'une guerre dont ils n'étaient pas les auteurs et dont ils ont supporté une partie des hasards et des fatigues. Les malveillants et les agitateurs profitent de ces germes de mécontentement pour aigrier les esprits et détruire leur attachement pour la République helvétique. Ces motifs nous ont fait accélérer par un travail subit et forcé l'aperçu des prétentions totales, ne croyant pas prudent de différer à les mettre sous vos yeux.

La question est de savoir par qui et comment les citoyens du Bas-Valais doivent être indemnisés, quoique vous ayez annoncé aux peuples du Bas-Valais par la lettre dont vous nous avez honorés en date du 13 mai², que les habitants du Bas-Valais restés fidèles à la constitution obtiendraient des indemnités qui leur seraient payées «par les provocateurs de la guerre, les rebelles du Haut-Valais.»

Quoique vous ayez suivi les mêmes principes en autorisant dans les districts du Haut-Valais qu'on fit porter une plus grande portion des frais de guerre à ceux qui seraient reconnus pour en avoir été les provocateurs, nous avons pensé cependant, c. Directeurs, qu'il était de notre devoir de rappeler à votre souvenir que le Haut-Valais a payé des contributions aux troupes françaises, et de vous instruire que la somme des frais de guerre actuellement demandée par le

²Publié partiellement dans STRICKLER, t. I, pp. 1041-1042, n° 22.

Bas-Valais ferait à peu près trois années de l'imposition foncière du Haut-Valais. Mais sans entrer plus avant dans la discussion de cette question dont nous ne pouvons assez vous exposer l'importance, nous vous prions de vouloir bien prononcer:

1^o Par qui doivent être remboursés aux communes du Bas-Valais les fournitures, frais et dommages qu'elles ont faits et supportés à l'occasion de la guerre contre les insurgés du Haut-Valais?

2^o Par quel moyen elles pourront en être remboursées sans trop de lenteur?

3^o Devant qui devront être discutés les comptes desdites fournitures, frais et dommages?

Nous avons mis dans l'exécution de ces comptes toute la célérité dont nous avons été capables. Nous avons de puissants motifs de vous prier de vouloir bien en faire autant pour la liquidation.

Les réclamations des particuliers, tant celles qui nous parviennent que celles qui se font dans les carrefours, portent un caractère d'aigreur et de presse qui nous porte à croire que la crainte de tout perdre s'est communiquée avec la rapidité du feu électrique, surtout depuis que nous avons perdu presque toute espérance d'être remboursés par les agents français des fournitures faites à leurs troupes de passage. Mais si quelque chose a spécialement influé sur les craintes dont le peuple est agité, c'est qu'il nous paraît qu'on le prépare à de nouveaux événements qui reculeraient encore de beaucoup le terme de ses remboursements.

Nous estimons, c. Directeurs, que nous devons être auprès de vous l'organe par lequel les plaintes, les réclamations et les craintes des communes doivent vous parvenir. Et c'est sous ce point de vue que nous vous prions d'excuser la manière pressante et franche avec laquelle nous avons l'honneur de vous les transmettre.

*Relation succincte et incomplète de la prise de Sion (17 mai),
des contributions imposées par les Français et de la cérémonie
du 8 juin*

par Jos.-Augustin de Riedmatten

(AV, fonds Augustin de Riedmatten I, P 140, original.)

...et on convint pour une trêve de cinq jours.

Enfin le général Lorge envoya à son tour un officier hussard pour parlementer avec la colonne du centre, lequel a risqué d'être tué. Sans savoir les motifs, les Haut-Valaisans rebroussèrent jusqu'à Saint-Pierre[-de-Clages], d'où le général c. Joseph Courten demanda qu'on lui envoyât ou le lieutenant [Philippe de] Torrenté ou le capitaine [Jos.-]Augustin Riedmatten pour l'assister dans les opérations militaires. L'un et l'autre refusèrent opiniâtement de servir sous les drapeaux des Haut-Valaisans. Le lendemain de ce refus, le capitaine Riedmatten, général provisoire, fut entouré sur la place publique dans la ville de Sion par une quarantaine de Haut-Valaisans qui lui dirent toutes sortes d'injures en assurant qu'ils pendront tous les Messieurs; ils jurèrent aussi, avec le chapelet autour du col, la perte des directeurs Sigristen et Augustini. Deux jours après, leur général Jos. Courten fut conduit aux arrêts à Sion, et le lendemain il fut relâché par instances des troupes de Sierre. En attendant, les Haut-Valaisans rebroussèrent jusqu'à Sion où ils campèrent devant la ville pendant la nuit, et le matin, après avoir nommé un nouveau général commandant dans la personne de Moritz Perrig, ils furent se poster sur les hauteurs le long de la Morge où ils attendirent leurs ennemis de pied ferme.

Enfin, le 17 [mai], vers les 7 h. du matin, les troupes françaises parurent en présence et, sans perdre du temps, le général Lorge fit battre la charge; on se battit avec acharnement de part et d'autre jusqu'à 10 heures, lorsque les Valaisans durent céder à la valeur française, d'autant que la colonne de la gauche se trouvant de l'autre

côté du Rhône, elle n'a pas eu part à l'action; et que les troupes de la ville de Sion, du dizain de Sierre et du dizain de Viège, qui ont dû marcher et s'armer malgré eux pour éviter d'être massacrés et incendiés, quittèrent le parti des rebelles.

[*Passage biffé*: Au moment qu'ils étaient en prise avec les Français, on a remarqué que pendant que les Français se battaient en héros, et qu'ils ont perdu bien du monde, les Vaudois pillaient les villages à Conthey, et on croit que leurs compagnies sont retournées complètes; ce qui est certain, c'est que leurs chariots étaient chargés de butin du pillage que le général leur a permis et des vols qu'ils ont commis les jours suivant l'action, aux environs de Sion, à Sierre, et le jour du pillage, non contents d'avoir vidé la maison du colonel Riedmatten¹, qui était absent, ils voulaient dépouiller la maîtresse², lorsqu'un soldat français leur donna sa bourse pour délivrer la citoyenne de la barbarie vaudoise. Et tirons le rideau pour ne plus voir les Vaudois, nos voisins, et nous allons terminer la malheureuse situation de la ville de Sion.]

Au moment qu'on s'est aperçu que les Valaisans, les uns se retiraient et que les autres fuyaient, le banneret Barberini et le capitaine du dizain Ambuel prièrent (car des prisonniers de guerre ne peuvent pas ordonner) Perrig, commandant pour lors dans la ville, de défendre à ses troupes de tirer depuis les remparts et de faire retirer le canon à la porte de Conthey, et ils firent aussitôt arborer dans plusieurs endroits sur les remparts le drapeau blanc, mais, ô exécution, les rebelles avaient juré la perte et la ruine totale de la ville; au lieu de se rendre, non seulement ils tirent depuis les remparts contre les Français qui se présentent avec confiance devant les portes, mais ils lâchent une pièce de canon, couverte par un mur, chargée à mitraille et tuent un brave officier et plusieurs soldats à dix pas de la porte de Conthey, et lorsque Maurice Lugon,

¹ Jos.-Augustin de Riedmatten doit habiter dans une maison proche de celle de son frère aîné Pierre-Joseph. Voir plus haut, t. I, p. 181, note 13.

² Jos.-Augustin de Riedmatten a épousé, à Sion, le 19 décembre 1785, Marie-Josèphe Ambuel, fille d'Alphonse, grand châtelain de Sion, et de Cécile de Torrenté; Marie-Josèphe Ambuel a été baptisée à Sion, le 13 mai 1767, et y est décédée, le 19 février 1826.

marchand épicier, allait par ordre du banneret Barberini pour arborer le drapeau blanc à la porte de Savièse, ils lâchèrent plusieurs coups contre lui sans qu'il fût touché; il laissa cependant tomber le drapeau et se sauva avec précipitation dans sa maison.

Enfin les capitaines de Nucé, Devantéry et le boursier Riedmatten³, firent finalement ouvrir la porte de Conthey au risque de leur vie. Les Français entrèrent furieux, tuèrent plusieurs personnes armées et non armées, et la malheureuse ville fut livrée au pillage le plus cruel, excepté trois ou quatre maisons qui furent épargnées. Et la ville et le dizain de Sion furent taxés à 50 000 livres d'imposition sous la responsabilité de la municipalité de la ville, de laquelle somme l'évêque et le chapitre ont dû payer le quart. On exigea de plus 50 000 livres dont l'évêque paya un quart; la collégiale de Valère et la cathédrale de Sion, un quart; les curés et les bénéficiers ecclésiastiques, un quart, et un quart les officiers municipaux de la ville et du dizain. Le commissaire général Chevalier vint un jour dans la [maison] commune de la ville pour demander les créances de la ville de Sion sur la France, et on décréta la ville déchue de ses prétentions⁴; on fit de même des créances du chapitre.

Enfin, le 8 juin, l'arbre de la liberté fut redressé dans la ville de Sion⁵, après quoi le général Lorge et le résident Mangourit firent chacun un discours paternel au public, aussi touchant qu'éloquent; ensuite le préfet national Pittier justifia la malheureuse ville et prouva son innocence en présence du général, du résident et de tout le cortège; finalement le président de l'Administration de la ville de Sion, Lacoste, finit le sien par les acclamations: *Vive la République française! Vive le général Lorge! Vive le c. Mangourit! Vive la République helvétique!*

Ensuite de quoi, le général avec son état-major et tous ses officiers, le résident, le préfet national, les membres de la Chambre administrative, les présidents de tous les comités se rendirent à l'auberge du Lion d'Or où il y eut un dîner abondant, sans faste et

³ Le boursier de Riedmatten est alors Janvier-Alphonse, «trésorier» du Sénat de la ville de Sion. — Voir *Nouvel Almanach pour...* 1798, fol. 2.

⁴ Voir Doc. II/1, p. 178, n° 97; p. 179, n° 99; p. 183, n° 105 et annexe.

⁵ Voir plus haut, t. II, pp. 282-286.

sans luxe, les vaisselles d'argent de la ville ayant été emmenées sur les chars des Vaudois. Excepté les canons, le général Lorge fit rendre les armes à la ville et une partie des leurs aux dizains de Sierre, de Viège, de Brigue et à la partie inférieure du dizain de Conches. Le général Lorge parut fort sensible au triste sort de la ville de Sion; il exerça même bien des générosités envers tous les dizains. Le lendemain [9 juin], il partit ainsi que le résident⁶, au grand regret des citoyens de la ville, après avoir assuré de sa protection tous les partisans de la nouvelle constitution helvétique.

N.B. A l'action du 17, il n'y eut pas un officier de la ville de Sion, ni la bannière du dizain, ni le drapeau de la ville.

Que les novateurs des frauderies pieuses, les fanatiques et les intolérants soient à jamais extirpés, et que la France, la Suisse et l'univers entier ne fassent qu'un peuple et qu'une famille! Pour lors on verra la rosée du ciel répandue sur tout le globe. Ainsi soit-il!

N.B. Tourbillon fut abandonné par une partie des troupes sans permission et sans ordre.

⁶ Le résident Mangourit se retire d'abord à Saint-Maurice; il ne quittera le Valais que le 25 juin. — Voir plus haut, t. II, p. 281 et p. 287.

VI

Procès-verbaux des désordres commis par les militaires vaudois en Valais 1798

(H. 22, fasc. 12, un cahier in-fol. de 9 pages utilisées. Copies certifiées conformes par Jos.-L. Pittier, à Saint-Maurice, le 7 juillet 1810.)

1. Martigny, 21 mai 1798. — [Charles] de Bons, chef d'escadron, au c. Doxat, commandant en chef l'artillerie du canton Léman.

Conformément à vos ordres, je me suis rendu au village de Chamoson pour prendre des informations sur la scène qui s'y est passée. Je n'ai trouvé que le secrétaire du préfet¹ qui m'a répondu de son mieux à mes demandes.

Je ne vois dans cette malheureuse histoire qu'un mésentendu de part et d'autre, occasionné par ce premier coup de fusil tiré par la sentinelle du village, et ne crois nullement que l'intention de ces gens était de vouloir les piller.

P. S.: Tous les Vaudois qui étaient ici et dans les environs en station sont partis hier matin, le 20 courant².

¹ Il s'agit sans doute du secrétaire du comité de Chamoson, Jos.-Antoine Favre.
– Voir Doc. V a, pp. 56-59, les deux mémoires de J.-A. Favre.

² H 22, fasc. 12, pp. 8-9, copie certifiée conforme à l'original par H. Polier, préfet national.

2. Informations prises à Chamoson au sujet de la rixe qu'il y a eu entre les habitants de ce village et les troupes vaudoises cantonnées dans les environs, le 20 mai, à 10 h. du soir, par l'adjudant Charles de Bons.

[1] Je leur ai demandé s'il y avait eu de la troupe dans le village avant la prise de Sion. – Le secrétaire du préfet de l'endroit m'a répondu qu'il n'en était point venu avant la prise de Sion, excepté un dragon vaudois qui paraissait être en dépêche et qui n'a fait que passer.

[2] Quand est-il venu de la troupe? – Le 19 au matin, il est venu des officiers vaudois qui ont acheté du vin, du pain et du fromage qu'ils ont payés, après quoi ils se sont retirés très tranquillement.

[3] N'est-il point venu de soldats? – Vers les 5 h. du soir, il est venu quelques soldats qui ont demandé cinq pots de vin qu'ils ont payés avec un peu d'humeur, après quoi ils se sont retirés. La patrouille du village les a suivis, afin de voir qu'ils ne fissent aucun dégât ou pillage, ce qui a paru ne leur point plaire.



FERDINAND VENETZ
(1764-1822)

par Franz Joseph Loacker, 1822.

(Sion, p.p. - Photo J.-M. Biner)

[4] Avez-vous distingué quel uniforme ces gens avaient? – Ils n'étaient pas en uniforme et ceux qui en avaient étaient bleus avec des parements bleu clair, un chapeau rond retroussé de côté.

[5] Cette patrouille n'a-t-elle fait aucune autre rencontre? – Cette même patrouille a rencontré deux hommes tenant à cette même troupe qui venaient à eux ayant en main une mesure d'étain qu'un nommé Joseph Coudray¹ dudit village leur a ôté d'entre les mains, disant que cet effet lui appartenait. Dans ce même moment, il s'est présenté un nommé Ostost² de ce village qui a voulu frapper ces deux Vaudois, mais il s'en est présenté d'autres qui l'en ont empêché. Ces deux soldats se sont retirés sans vin en menaçant que le village serait pillé lorsqu'ils reviendraient.

[6] Pouvez-vous distinguer quels gens ont fait ces menaces? – Non, mais nous soupçonnons que ce sont des Ormonans, parce qu'ils les avaient menacés plusieurs fois de venir les piller pour se venger de ce qu'ils avaient marché sur eux.

[7] Les patrouilles sont-elles restées sur pied? – Les patrouilles, après que les Vaudois se sont retirés, ont été chacun chez eux pour souper, après quoi ils ont repris chacun leur poste.

[8] Comment avez-vous su qu'il marchait de la troupe armée sur votre village? – La sentinelle qui était près du moulin, ayant entendu du bruit, a tiré son coup de fusil en l'air pour coup d'alarme, qu'aussitôt les troupes avaient battu la caisse et étaient entrées en grand nombre dans le village en tirant et criant d'avancer, que tout le village s'est mis sous les armes croyant qu'on venait les piller et qu'il y avait eu des coups de fusil tirés de part et d'autre.

[9] N'avez-vous pas cherché à parlementer avec le chef de cette troupe pour avoir une explication de cette conduite? – Plusieurs fois le sous-préfet avait crié de ne plus tirer afin de s'expliquer, mais qu'on avait également continué le feu, que voyant cet acharnement ils avaient envoyé chercher à Ardon la cavalerie française à leur secours.

¹ Non identifiable sans autre précision.

² Ce curieux patronyme, qu'on ne peut rapprocher d'aucun de ceux en usage alors à Chamoson, est sans doute le résultat d'une lecture erronée du copiste, – à moins qu'il ne s'agisse d'un surnom...

[10] A quelle heure cette troupe s'est-elle portée sur le village? – Entre 8 et 9 h. du soir; il faisait très obscur et ce ne pouvait être que des gens qui eussent reconnu le local du village pendant le jour pour oser attaquer par une pareille obscurité.

[11] Avez-vous trouvé de leurs gens tués? – Nous n'en avons point trouvé des leurs, mais par contre nous en avons trouvé trois des nôtres tués avec une fille simple et un homme dangereusement blessé³. Ils ont emmené deux prisonniers.

[12] Sont-ils restés longtemps dans le village? – Une heure et demie, près de deux.

[13] Ont-ils enlevé quoi que ce soit ou pillé? – Non, pas que nous sachions.

[14] La cavalerie française est-elle venue? – Elle est arrivée au moment que la troupe s'est retirée; il pouvait être 11 heures⁴.

³ L'abbé CARRUPT mentionne quatre tués et un blessé qui décédera en août suivant; voir Doc. V a, pp. 54-55, note 12.

⁴ H 22, fasc. 12, pp. 6-8, copie certifiée conforme par H. Polier «à la relation donnée par l'adjudant Charles de Bons..., ce qui démontre que cette affaire ne peut être à la charge dudit bataillon [Blanchenay], parti de Leytron le 20 de grand matin et arrivé le soir à Saint-Maurice». Certifié à Lausanne, le 1^{er} juillet 1798.

3. Lausanne, 28 juin 1798. – H. Polier, préfet national du canton du Léman, au c. Pittier, préfet provisoire du canton de Valais.

Depuis que j'ai eu l'avantage de vous voir, j'ai pris des nouvelles informations au sujet du bataillon Blanchenay, et actuellement j'ai la preuve matérielle que ce n'est pas ce bataillon qui a commis l'attentat contre les propriétés du village d'Isérables. Ce bataillon a été constamment cantonné sur la rive droite du Rhône, du côté de Chamoson et Leytron; le 20 mai, il partit de ce dernier lieu après avoir bivouaqué toute la nuit; il passa le pont de Riddes et arriva à Riddes au moment où était la messe; il était 9 h. et demie, il marchait en colonne serrée, un très bon officier, le capitaine

Dumartheray¹ faisait l'arrière-garde et arriva à Martigny un peu après midi et à Saint-Maurice à 5 h. L'appel y fut fait et il n'y manquait personne. Les équipages qui étaient sur deux chariots furent arrêtés à Martigny par le commandant français qui voulait (sans doute ensuite de quelque ordre) en faire la visite; le c. Reymondin², sous-lieutenant qui les escortait avec 20 hommes, s'opposa à cette fouille jusqu'à ce qu'elle fût autorisée par le commandant Blanchenay. Cette affaire arrêta ces équipages plusieurs heures et le résultat fut que rien de suspect ne fut trouvé dans les sacs et sur les deux chariots.

De cette marche il résulte qu'une compagnie, ou un certain nombre de soldats de ce bataillon, n'aurait pu s'absenter et se détourner d'une lieue, puis revenir après avoir fait leur coup et se trouver à l'appel à Saint-Maurice, et à plus forte raison sans qu'on s'en aperçût.

Mais il est bon de vous observer que le bataillon vaudois de Desaillaux, de Vevey, était cantonné à Riddes et aux environs, et qu'il est parti le même matin dimanche, le 20 mai, quelques heures avant le passage du bataillon Blanchenay; il ne serait donc pas impossible qu'il y ait eu confusion du nom dans cette occasion; d'ailleurs il est certain que le c. Blanchenay est un militaire du plus grand mérite, et qu'il s'est attiré l'estime générale par la bonne discipline de son bataillon. Reste l'affaire de Chamoson; je joins ici le rapport³ qui a été fait ensuite d'ordres supérieurs par l'aide de camp [Charles] de Bons, et j'ai plusieurs pièces à l'appui.

Pensant comme vous, très [cher] concitoyen et collègue, qu'il vaudrait mieux ensevelir toutes ces affaires et tâcher de les oublier, je ne puis cependant refuser à ce bataillon Blanchenay la satisfaction

¹ S'agit-il de l'un des deux frères Dumartheray, de Jean-Antoine-Samson (1773-1835), ou de Jacques-Alexandre (1765-1827)? (Voir LAHARPE, *Correspondance I*, p. 399, note 14.)

² Samson Reymondin (1769-1830), de Pully, révolutionnaire vaudois. (LAHARPE, *Correspondance I*, p. 91, note 6.)

³ Ce que Polier a omis de faire, comme on va le voir.

de faire connaître son innocence en rendant public l'arrêté du Directoire exécutif en sa faveur⁴.

Cet acte, en séparant ledit bataillon du reste de l'armée, ne porte aucune atteinte aux justes plaintes des Valaisans, nos frères et [cet] acte de vérité ne peut être refusé surtout lorsqu'il intéresse autant l'honneur...⁵

⁴ Il semble que cet arrêté n'a été publié ni dans le *Bulletin officiel*, ni dans STRICKLER.

⁵ H 22, fasc. 12, pp. 4-5, copie.

4. Lausanne, 1^{er} juillet 1798. – H. Polier, préfet national du canton du Léman, au c. Pittier, préfet national provisoire du Valais.

Je viens de m'apercevoir que j'avais oublié de faire insérer dans la lettre que je vous écrivis le 28 juin dernier, le rapport du c. adjudant [Charles] de Bons qui prouve clairement que le bataillon Blanchenay ne s'est point trouvé à la malheureuse affaire de Chamoson, attendu qu'elle a eu lieu le 20 mai au soir et qu'alors le bataillon couchait à Saint-Maurice¹. D'ailleurs ce bataillon ne porte pas le même uniforme et chapeau qui sont dépeints dans ce rapport; je ne puis en conséquence lui refuser la satisfaction de faire connaître l'innocence de ces militaires en publiant l'arrêté du Directoire à ce sujet: cependant j'attends encore les pièces que vous m'avez annoncées et je vous prie de ne pas tarder à me les envoyer.

Sur la demande que vous m'avez faite concernant la défense de laisser entrer des peaux en Valais, j'ai fait passer vos observations à la Chambre administrative qui m'a communiqué la réponse de son bureau de santé que vous trouverez sous ce pli².

¹ Voir ce-dessus, t. II, pp. 320-322, n° 2.

² H 22, fasc. 12, pp. 5-6, copie.

5. Plainte de Joseph-Gaspard Exquis, abbé de Saint-Maurice, sur les désordres commis à l'Abbaye par le bataillon Blanchenay, lors de son retour au Pays de Vaud, s.d.

Lors du passage des troupes vaudoises par Saint-Maurice pour aller contre les Allemands, l'Abbaye a logé un soir une compagnie avec le général Bergier, le commandant Champel et un autre officier; l'Abbaye ne peut que se flatter du bon accueil et des procédés honnêtes que les officiers ont eus à son égard, ainsi que de l'exacte discipline qu'ils ont fait observer à tous leurs soldats, mais il n'en fut pas de même lorsque le bataillon de Blanchenay, venant de Leytron, arriva à Saint-Maurice. Ce chef de bataillon avec sa compagnie et quelques officiers furent logés à l'Abbaye, où ils entrèrent en faisant un tapage terrible. L'abbé, étant dans sa chambre avec deux administrateurs, entendant ce bruit voulait sortir pour aller mettre de l'ordre, mais les deux administrateurs le dissuadèrent en lui disant que le procureur¹ et l'économe², ainsi que les autres religieux étaient par là pour leur fournir ce qui était nécessaire; un instant après, le chef de bataillon suivi de quelques officiers entrèrent comme des furieux dans la chambre de l'abbé en jurant comme des furieux, en disant « le d[iable] m'emporte! le d[iable] m'enlève! si on ne donne pas tout de suite à mes soldats tout ce qu'ils voudront; vous verrez ce qui arrivera, vous méritez d'être chassés de vos chambres et de la maison. Le d[iable] m'emporte! croyez-vous que nos soldats soient des cochons et qu'ils veuillent aller ramasser la vermine des Français, s[acrés] b[ougres] de richards, vous n'avez qu'à faire acheter de la paille fraîche de suite!» Alors je leur répondis qu'il était impossible d'en trouver dans ce moment, quand bien même on la paierait un louis la gerbe, mais que j'allais ordonner d'ôter toute la paille, et bien balayer les chambres pour enlever la soi-disant vermine, et ordonner à tous les religieux de porter leurs

¹Le chanoine Emmanuel-Nicolas Pierraz (1766-1805), procureur de l'Abbaye de Saint-Maurice depuis 1795. (*Arm. val.*, p. 195.)

²Le chanoine Michel-Aloys Advocat (1755-1834), économe de l'Abbaye en 1798. (*Arm. val.*, p. 2.)

paillasses, matelas, couvertes et des draps blancs pour faire les lits des soldats vaudois; que nous coucherions sur la dure et que nous ferions tous les sacrifices possibles pour la paix, la tranquillité, et avoir un peu de sûreté dans la maison; tandis que d'un autre côté on livrait aux soldats des pains, du vin, du fromage et de la viande autant qu'ils en voulaient. Cela commença un peu à calmer leur fureur; pendant le souper, un officier me demanda une attestation de bonne conduite, et je lui répondis que je voulais passer la nuit avant que de la donner, et que nous verrions le lendemain³.

³H 22, fasc. 12, pp. 1-2, copie.

6. Déclaration du chanoine Emmanuel-Nicolas Pierraz, procureur de l'Abbaye de Saint-Maurice, du 3 juillet 1798.

Le soussigné, à la réquisition du c. Pittier, préfet provisoire du canton du Valais, fait la déclaration suivante au sujet de la réception d'une compagnie de soldats et officiers vaudois du bataillon de Blachenay, descendant de Leytron et villages voisins. Le 20 mai, à leur arrivée à l'Abbaye de Saint-Maurice, le c. commandant Blachenay me présente le billet de logement pour lui et ses officiers; je le lus; il était déjà dans une telle furie, lui, ses officiers et ses soldats qui le suivaient, qu'il me chargea de mauvaises raisons, me menaçant, faisant des jurements horribles, ne me donnant pas même le temps de lui parler, et de le conduire dans son appartement avec ses officiers, me disant que je n'avais qu'à donner et fournir à ses soldats ce qu'ils demanderaient, que nous étions assez riches. Je lui indiquai son appartement ainsi qu'à ses officiers; j'allai ensuite montrer les chambres à ses soldats et les lits qu'ils refusèrent, quoiqu'ils n'eussent servi que deux fois, me disant que nous n'avions qu'à coucher nous-mêmes sur les lits des bougres de pouilleux français chargés de vermine, et que, si nous n'avions pas d'autres lits à leur donner, ils enfonceraient les portes de nos chambres et se saisiraient de nos propres lits; nous avons fourni chacun de nous paillasses, matelas, obligés de coucher sur les planches nues, ou sur des chaises, pour éviter un plus grand brigandage. Ensuite, il fallut

leur donner à boire, à manger; c'était toujours en menaçant, jurant qu'ils l'exigeaient: notre économe [Advocat] ouvrit la dépense pour leur donner ce qu'ils demandaient, mais il ne fut plus maître: tous ces soldats entrèrent en troupe et prirent tous nos demi-pots en étain, toutes nos bouteilles, tout le pain qui y était, brisèrent une petite porte de buffet où était renfermée une partie de nos services, les prirent aussi et ne rendirent que quelques demi-pots, brisant les bouteilles contre les murs; heureusement pour nous qu'il se trouva quelques personnes de Saint-Maurice pour leur livrer le vin ici, dont ils ne furent contents que lorsqu'ils furent soûls; nous fûmes obligés de leur livrer vingt fromages pesant chacun 9 à 10 livres, jusqu'à ce qu'ils eurent leurs poches, leurs havresacs pleins, sans pouvoir les contenter; j'ai été enfin au comité de Saint-Maurice pour en prévenir les membres et leur dire que s'ils n'y mettaient point de l'ordre, j'allai de concert avec mes confrères leur porter les clés de l'Abbaye. Le c. [Joseph] de Bons, ex-major, prit la parole et me dit qu'il allait arriver des cavaliers français priés pour maintenir le bon ordre et la sûreté des individus, et qu'on nous en donnerait une dizaine, que nous n'avions qu'à nous adresser à eux à la moindre insulte; dans cet instant, vint à entrer au comité où j'étais encore, le c. Blanchenay, avec quelques officiers, qui se porta encore en invectives et injures contre moi, en présence des membres du comité. Il ne finit pas là son mauvais procédé, car il en agit envers sa Révérence le c. abbé de Saint-Maurice [Exquis] avec mépris et insolence comme un homme sans éducation en présence de deux membres de la Chambre administrative du Valais. Un moment après il dit à ses soldats qu'ils étaient des bêtes, qu'ils n'avaient pas fait ce qu'il leur avait dit, qu'ils auraient dû enfoncer les portes de la cave pour boire le vin qu'il y avait, et le répandre en débouchant les tonneaux lorsqu'ils n'en auraient plus voulu, piller et voler ce qu'ils auraient pu attraper et mettre ensuite le feu aux quatre coins de la maison. Je dois cependant faire une exception et rendre justice à ceux qui le méritent; il y avait dans la compagnie que nous avons logée des soldats beaucoup plus honnêtes et plus paisibles que ne l'ont été Blanchenay et ses officiers; nous n'avons non plus qu'à nous louer des soldats qui passèrent et logèrent ici en montant, de la compagnie du c. Champel pour qui

nous ne saurions non plus avoir trop d'estime et d'égards, ainsi que du général Bergier et ses officiers qui ont été tous très honnêtes et faciles à contenter. Les cavaliers français, envoyés ici pour le bon ordre, ont été des plus tranquilles, ont eu une vigilance qui a mérité nos remerciements, et aussitôt qu'ils furent arrivés ici nous rassurèrent, nous disant qu'ils avaient des ordres pour mettre les malveillants à la raison, et pour preuve de cela, ils firent la garde devant notre chambre à manger où Blanchenay et ses officiers étaient avec nous à souper, moins insolents qu'auparavant.

C'est ce que déclare le c. [Emmanuel-Nicolas] Pierraz, chanoine régulier, procureur de l'Abbaye de Saint-Maurice en Valais, le 3 juillet 1798.

[P. S.] Le même soir du 20 mai, il nous a manqué six matelas et trois chandeliers de laiton de médiocre grandeur, et en revanche, ils nous ont laissé deux chaudrons étamés et un mauvais passoire [sic]¹.

¹H 22, fasc. 12, pp. 2-3, copie.

VII

Discours (non prononcé) de P.-J. de Riedmatten, bourgmestre de Sion, adressé à Mangourit, s.d.

(AV, fonds Augustin de Riedmatten I, P 185, s.d., original. – On trouve un brouillon de ce discours, *ibidem*, P 184.)

Accablé de maux et d'humiliations de toute espèce, le ci-devant magistrat ne subsiste plus que malgré lui, puisque les moyens de bienfaisance lui sont enlevés, revient auprès de votre personne pour vous supplier de terminer ses malheurs et ceux des citoyens de la malheureuse Sion. Ce magistrat, avec la conscience pure du moins à l'égard des fautes volontaires, vient vous demander quel est son

crime caché qui attire, qui accumule tant de malheurs sur la pauvre cité: Sion fidèle depuis le commencement de la révolution aux engagements de la neutralité; Sion travaillant de son mieux à l'acceptation de la constitution; Sion devenu par là objet de haine et de perfidie des dizains supérieurs jaloux de tout temps de son espèce de prospérité; Sion abandonné par ses environs et par là forcé de recevoir dans son sein des soi-disant frères, mais en effet des maîtres féroces; Sion dont le chef a été insulté pour la cause de la République française, pour la médiation de Mangourit conseillée à sa patrie. Sion qui comptait recevoir des libérateurs généreux, se voit plongé dans un abîme de malheurs; sous les yeux de Mangourit, Sion est taxé à une contribution impossible pour ses facultés de la dictée de Mangourit; ce trait est le plus sensible parce qu'il est réfléchi; le pillage était l'effet d'une erreur, et il faut ici rendre justice à l'humanité du soldat français, [et dire] que dans l'indignation que devait exciter la trahison apparente, il a été modéré dans sa victoire; mais la contribution a été dictée à la suite de l'erreur reconnue. La contribution, après ce pillage qui a été général, qui a duré au-delà du terme accordé et qui a continué sourdement tout le temps du séjour de la troupe et qui durera aussi longtemps qu'elle sera logée chez les particuliers; cette contribution ne peut être regardée que comme un châtement, et de quelle faute? Sion qui comptait avec confiance sur un traitement privilégié de la part du Directoire de la Grande République, se voit plus maltraité; son magistrat chargé d'une responsabilité aussi onéreuse que les oligarques les plus coupables des villes les plus aristocratiques.

Où est, c. résident, la générosité française? On nous a dit que dans la Suisse coupable le vainqueur a relâché les deux tiers de la contribution imposée. Sommes-nous destinés à être plus mal traités? Il s'élève un doute cruel dans ce moment et qui est désolant. Nous regarderait-on pour des amis perfides? Car ce ne peut être que sous ce rapport que l'on peut vouloir nous punir encore. En ce cas, c. résident, je me constitue votre prisonnier. Que notre conduite soit examinée et si on nous trouve coupables, volontairement coupables, que le poids de la justice tombe sur nous et que les innocents soient libérés; mais qu'au cas contraire nous éprouvions

la générosité de la Grande République, et que nous retrouvions la sensibilité dans son représentant, que j'ai si souvent garantie à mes collègues et à toute la patrie.

N.B. Ce discours n'a pas été prononcé.

VIII

Etat de l'artillerie, fusils et autres armements dans l'Arsenal de Sion à l'entrée des Français

(Rz, cart. 73, fasc. 8)

Le titre complet est ainsi libellé: *Etat de l'artillerie, fusils des compagnies, fusils des remparts et autres armements comme sabres, piques, halberdars, glaives, de même que poudre, plomb, salpêtre, souffre, boulets des calibres aux pièces, qui se trouvait à l'arsenal de la ville de Sion à l'entrée des Français, en ladite ville, savoir:*

Artillerie

1. Une pièce de canon de métal, calibre de 4; on peut la comparer, pour le poids, à une pièce de 12, comme on l'observe dans la marche.

2. Une pièce de fonte ou métal, du calibre de 3 de balle, évaluée à une de 8, à la suédoise.

3. Deux autres appareils d'un même calibre et de métal, calibre évalué aux pièces de 4, à la suédoise.

4. Quatre autres appareils à culasse octogone, du calibre de 2, évalués presque à une de 4, à la suédoise.

[Notes marginales]: Il est à observer que toutes les pièces de canon étaient du modèle de l'ancienne méthode du XV^e siècle, par conséquent d'un poids infiniment supérieur au moderne. — Observation: toutes les pièces de canon sont de métal.

5. Deux autres appareils, et d'un même calibre, d'une livre et demie. — Une autre ancienne du calibre d'une livre. — Une couleuvrine d'une demi-livre de Bâle.

6. Deux pièces qui étaient hors d'emploi, du calibre d'une livre.

7. Deux mortiers à pierre de fer, de 10 pouces de diamètre.

Total des bouches à feu: 16.

Fusils de compagnie

— 150 fusils tout neufs de la fabrique de Saint-Etienne.

— 120 autres de calibre.

— 400 montés à l'antique, sans baïonnette.

— 125 fusils de rempart.

— 230 sabres à lame turque.

— 30 glaives ou sabres à l'antique.

— 42 hallebardes et pertuisanes.

Buffleterie

— 200 gibernes neuves.

— 150 environ gibernes vieilles.

Cuirasses

— 12 cuirasses complètes, [avec] casques, poitrails, dossières, brasserelets [*braslets*], gantelets.

En plomb

Six quintaux; salpêtre: 600 livres; soufre: 900 livres; boulets de tous calibres: 3000; poudre: 200 livres.

Mèches à feu: pour le moins vingt quintaux; 100 douzaines de piques à l'antique; une certaine quantité de massues; à peu près un millier de grenades vides.

Signé: Christophe Courten, ci-devant inspecteur de l'arsenal.

*Mandement épiscopal, du 6 juin 1798, sur la suppression
des fêtes chômées*

(Sion, Arch. épiscopales, tir. 391, n° 17, imprimé. — *Ibidem*, n° 16, imprimé allemand. — C'est nous qui soulignons.)

Au vénérable clergé et fidèles de notre diocèse, salut!

Depuis longtemps, il a été conféré entre les évêques, nos prédécesseurs, et les chefs de l'ancien Etat de la république du Valais de la réduction du nombre des fêtes chômées; mais cette réduction désirée a été retardée par différents motifs. Néanmoins, considérant que, dans les circonstances actuelles, le canton du Valais a été exposé à des contributions considérables; que la perte qui en résulte pour le pays ne peut être réparée que par une augmentation de travail en rendant au peuple la liberté de vaquer à des ouvrages un plus grand nombre de jours; que d'ailleurs le peuple valaisan s'étant réuni à la République helvétique, dont plusieurs cantons ont supprimé de l'autorité du Saint-Siège une partie des jours de désœuvrement; que, par conséquent, nous devons en qualité de premier pasteur de ce diocèse contribuer de tout notre pouvoir à établir dans le canton soumis à notre autorité spirituelle l'uniformité dans les institutions qui ne tiennent qu'à la discipline et qui n'altèrent point le dogme et l'essence de notre sainte religion; vu le pouvoir que nous en avons reçu à notre consécration du nonce Joseph Vinci de pieuse mémoire, nous avons saisi cette circonstance où cette concession remplit d'autant mieux l'esprit de la religion qu'elle est un acte de bienfaisance pour les fidèles du diocèse et un acte de déférence pour l'autorité temporelle d'adopter, autant qu'il est possible, des principes d'unité entre tous les citoyens de la même république; en conséquence, nous déclarons les fêtes suivantes:

Fêtes conservées [en] janvier: la Circoncision, l'Epiphanie; [en] février: la Chandeleur; [en] mars: la Saint-Joseph, l'Annonciation; [en] avril: le lundi de Pâques; [en] mai: l'Ascension, le lundi de

Pentecôte, la Fête-Dieu; [en] juin: la Saint-Jean-Baptiste, la Saint-Pierre-et-Saint-Paul; [en] août: l'Assomption de Notre-Dame, la Saint-Théodule; [en] septembre: la Nativité de Notre-Dame, la Saint-Maurice; [en] novembre: la Toussaint, la Sainte-Catherine; [en] décembre: l'Immaculée Conception, Noël, la Saint-Etienne; enfin, les fêtes des patrons de chaque paroisse.

Fêtes supprimées [en] janvier: la Saint-Fabien-et-Saint-Sébastien, la Saint-Charle[magne]; [en] février: la Saint-Mathias; [en] mars: le mardi de Pâques; [en] mai: la Saint-Philippe-et-Saint-Jacques, l'Invention de la Sainte-Croix, le mardi de Pentecôte; [en] juillet: la Visitation de Notre-Dame, la Saint-Jacques; [en] août: la Saint-Laurent, la Saint-Barthélemy; [en] septembre: la Saint-Matthieu, la Saint-Michel; [en] octobre: la Saint-Simon-et-Saint-Jude; [en] novembre: les Sept-Joies de Notre-Dame, la Saint-André; [en] décembre: la Sainte-Barbe, la Saint-Thomas, la Saint-Jean-l'Evangéliste, les Saints-Innocents; enfin, toutes les fêtes de chaque paroisse particulières ou locales introduites par dévotion ou par vœu.

Celles des fêtes ci-dessus supprimées, mais qui sont avec vigile, doivent être regardées comme transférées au dimanche suivant avec obligation d'observer le jeûne le samedi.

Nous exhortons les fidèles de notre diocèse de célébrer avec d'autant plus de zèle et de ferveur ces fêtes que nous avons retenues, de corriger ou d'éviter les abus, lesquels et autres raisons légitimes ont engagé le Saint-Siège à supprimer des fêtes dans différents diocèses. Nous ordonnons encore à tous nos curés, vicaires et autres chargés du ministère de la parole d'annoncer les vérités de notre sainte religion purement et simplement *sans s'immiscer dans les choses politiques qui ne sont pas de leur ressort*.¹

¹ C'est nous qui soulignons.

Proclamation du général Lorge «aux habitants du Haut-Valais» (18 prairial an VI – 6 juin 1798.)

(AV, collection de placards imprimés, classés chronologiquement; sans cote.)

J'ai dû vous combattre, habitants du Haut-Valais, et la victoire fut pénible à mon cœur.

Le calme et la tranquillité vont renaître dans vos climats, et quoique le sang français ait rougi vos rochers, les eaux de la Morge et les murs de Sion, tout est pardonné, tout est oublié.

La loi cependant va prononcer sur les auteurs de la guerre et de vos maux.

Pour vous, vous n'aurez plus qu'à vous occuper des moyens et du soin de consolider votre bonheur.

Si vous voulez qu'il soit durable, soyez unis entre vous, étouffez les anciennes haines; que l'intérêt particulier ne soit jamais préjudiciable à l'intérêt général.

Défiez-vous des prêtres surtout: ce sont eux qui ont provoqué notre vengeance, qui vous ont arrachés à vos plus douces affections, à vos pères, à vos enfants, à vos épouses éplorées; ce sont eux qui ont rempli vos vallées de larmes et de sang; chassez ces hommes de votre sein, extirpez-les sans miséricorde.

Il est pourtant de bons prêtres, il en est d'estimables: celui qui se contente de vous administrer les secours que comportent ses obligations envers vous, qui vous visite dans vos afflictions, vous console dans vos infirmités et ne trouble point la paix des familles, celui-là, respectez-le, chérissez-le.

Défiez-vous des intrigants de toute espèce, de ceux surtout qui, pour mieux vous tromper, auront toujours à la bouche les mots de patrie, de liberté, etc., et qui naguère professaient des principes diamétralement opposés; ne jugez les hommes, ne vous fiez à eux que quand vous les aurez bien connus.

Je vais partir, et si jamais je reviens chez vous à la tête des soldats de la République, que ce soit pour protéger vos foyers et votre indépendance!

Adieu, bons Valaisans, soyez heureux, c'est le vœu de mon cœur.

*Münster, 24 mai 1798. Lettre de Johann Franz Taffiner¹,
ancien châtelain du dizain de Conches, à Pierre-Hyacinthe
de Riedmatten, ancien capitaine dudit dizain*

(AV, fonds Louis de Riedmatten, cart. 6, fasc. 10, n° 212, original endommagé;
d'où les lacunes.)

Citoyen et cher ami,

Dès que je fus arrivé hier dans la paroisse de Münster, j'ai communiqué à tous les quartiers les ordres et les demandes du c. général Lorge. Chaque commune s'est empressée d'effectuer la livraison de la contribution exigée, dans le terme prescrit, après avoir recueilli l'argent qui s'est trouvé dans les bourses des communes et des p[articuliers]; on a été forcé de toucher aux argenteries des églises.

Un des quartiers n'ayant pu faire son contingent [a été] obligé d'avoir recours à l'emprunt, et pour cela a envoy[é...]; on espère que l'on aura ce soir l'argent nécessaire po[ur faire] la somme, et l'on s'empressera de la faire parvenir à Sion [dans] le plus court délai possible; il sera à Sion samedi soir [26 mai].

Aussitôt après mon arrivée, on forma un comité provisoire, auquel je communiquai les ordres pour les rebelles.

Toutes les communes vous prient, cher ami, d'implorer la clémence du c. général en leur faveur; vous connaissez mieux que personne leur pauvreté; la ressource qui leur restera consiste dans leur bétail; elles conjureraient donc le c. Lorge de vouloir accepter en bétail l'autre moitié de la contribution; il est vrai que notre bétail n'est pas en bon état en ce moment, mais l'on prendra ce que l'on pourra trouver de bon...

¹ Johann Franz Taffiner (1756-1844), gouverneur de Saint-Maurice de 1788 à 1790, grand châtelain du dizain de Conches. (*Vallesia*, t. XVIII, 1963, p. 211.)

Sentiments des cinq districts sous-nommés sur l'arrêté du Directoire exécutif en date du 1^{er} octobre [1798] concernant les recherches à faire contre les auteurs de l'insurrection du Valais oriental pour le remboursement des frais de la guerre et des sommes exigées par l'armée française

(Rz, cart. 73, fasc. 14, n° 1, de la main de Jos.-Alph. de Nucé.)

1. *Sierre* (lettre du 12 novembre):

Qu'il serait plus faisable d'oublier le passé et de pardonner aux coupables comme un moyen assuré de resserrer les liens de notre fraternisation.

Si les autres districts persistaient à cette recherche, il se déclare qu'il a été forcé par les Allemands à prendre les armes, qui arrivèrent inopinément à Sierre, qui le forcèrent par des menaces cruelles à se joindre à eux.

Voilà les auteurs de la guerre qu'il connaît et qu'il accuse, ne connaissant point de provocateur parmi ses concitoyens.

Si les districts supérieurs en connaissent, qu'ils les déclarent et les poursuivent.

2. *Loèche* (lettre du 29 octobre):

1° Qu'on observe la même chose dans tous les districts.

2° Si dans la classe des rebelles ne doivent pas être aussi compris les plus grands tapageurs, dans lesquels sont aussi à compter les femmes.

3° Que chaque commune doit déclarer les coupables connus, sous peine portée contre les perturbateurs du repos public.

4° Ceux qui ne pourraient pas payer ce qui leur sera imposé soient punis d'une autre manière.

3. *Viège* (lettre du 29 octobre):

1° On doit avant tout décider si les districts, qui seraient plus coupables que les autres, doivent être attaqués en commun.

2° Si les districts moins coupables doivent attaquer les autres.

3° Il croit que cette affaire doit être traitée comme si la nouvelle répartition des districts n'existait pas.

4° L'arrêté ne dit pas que les frais et contribution doivent être supportés par les coupables dans chaque dizain.

5° L'intention des pétitionnaires était que les dizains les plus coupables devaient bonifier ces sommes aux dizains moins coupables, mais [on] ne sait pas comment quatre dizains intenteront leur action contre les trois autres devant le tribunal du district.

6° Si les auteurs seuls doivent supporter le tout, il s'ensuivra une injustice manifeste, parce que les uns contribueront plus que les autres, et ils ne sont en outre pas tous également coupables, ceci dans la supposition que les auteurs de chaque dizain supportassent les frais et contribution de leur dizain.

7° Il paraît aussi ne pas être juste que celui qui a été séduit paie autant que l'auteur.

8° Que les premiers auteurs connus, comme Venetz, Weger, etc., n'ont rien; par conséquent les autres seraient obligés de payer pour eux, ce qui n'est pas juste et ne pourra avoir lieu par le refus que les autres feront de payer pour eux.

Il ne connaît par conséquent point de moyen comment on pourrait mettre en exécution l'arrêté du Directoire, et craint qu'il en résultera des longs procès et des inimitiés dangereuses.

4. *Stalden* (lettre du greffier, du 4 novembre):

Qu'il ne connaît point d'auteurs de la guerre dans son district; il regarde cette affaire comme concernant tous les districts du Valais oriental, soit les sept anciens dizains. Il croit le plus convenable que tous les districts fassent cause commune et contraignent les dizains rebelles, savoir Conches d'en haut, Rarogne et Loèche, à rendre raison, qui certainement pourront déclarer les premiers auteurs.

(Lettre du sous-préfet, du 3 novembre):

Il ne reconnaît aucun district comme tout à fait innocent, mais les dizains de Conches d'en haut, Rarogne et Loèche, par leurs nombreux messagers et provocateurs qui ont le plus séduit leur

peuple et mis dans le désordre, sont regardés comme les plus coupables. C'est par eux que la guerre a été mise en train; qu'il ne serait pas injuste si les autres dizains fissent cause commune contre ceux-là et qu'ils fussent recherchés à payer, soit par eux, soit par les auteurs, leurs «condisénaires» les frais et contribution; par ce moyen, les véritables auteurs et coupables viendraient certainement au jour.

5. *Brigue* (lettre du 22 novembre):

A reconnu que la commune de Mund la plus coupable, par conséquent payera quelque chose au-delà du tiers des frais; le restant sera partagé sur les autres communes, qui pourront [citer] leurs auteurs devant le district.

Représente qu'il serait très juste que ceux de Conches d'en haut, ou ceux qui en sont la plus grande cause payassent les frais:

1^o parce qu'ils ont marché les premiers; 2^o qu'ils ont menacé leurs communes si elles ne marchaient avec eux; 3^o parce qu'ils n'ont point eu de troupes françaises à entretenir. Leur marche en était la cause, par ainsi doivent au moins entrer dans les frais de l'armée française.

XIII

Note sur la signification des termes de Diète, Diétine, Petit Conseil et Conseil secret

Aucun historien du droit, à notre connaissance, ne s'est préoccupé de définir avec précision et d'établir les équivalents français de termes qui sont en usage en Valais à la fin du XVIII^e siècle, tels que *Landrat*, *Ratstag*; seuls le *Kleiner Rat* (ou Petit Conseil) et le *Geheim Rat* (ou Conseil secret) ont fait l'objet d'une note de GRÉGOIRE GHICA¹.

¹ Le «*Mémoire sur le Valais*» (1749) de Pierre de Chaignon, résident de France, publ. par G. GHICA, dans *Vallésia*, t. XXI, 1966, pp. 165-167.

Le *Landrat*, c'est la *Diète ordinaire* qui tient session deux fois par an, en mai et en décembre. Elle réunit les députés de tous les dizains. Quel que soit le nombre des députés qu'y délègue un dizain, ses représentants n'ont ensemble qu'une voix pour prononcer leur vote qui exprime en principe le mandat impératif reçu du conseil de dizain. Le lieu ordinaire des séances est, à la fin du XVIII^e siècle, l'hôtel de ville de Sion².

Entre les sessions ordinaires de mai et de décembre, la Diète est assez fréquemment convoquée, en général en un lieu au-dehors de Sion. Adolphe de Courten (1836-1913), qui a traduit en français, de 1871 à 1877 environ, les recès conservés dans les Archives de la Bourgeoisie de Sion³, a judicieusement distingué les Diètes ordinaires des Diètes extraordinaires en utilisant pour ces dernières le terme de *Diétine*. Selon le Dr H. SCHINER, le grand bailli «pouvait... aussi convoquer des Diétines ailleurs [qu'à Sion] pour les causes étrangères et urgentes où l'évêque n'avait aucun intérêt»⁴. Quant à W.A. LIEBESKIND, il précise, pour sa part, que le grand bailli peut convoquer, «en cas de nécessité ou pour des affaires urgentes, des Diétines (*Ratstage*) qu'il réunissait la plupart du temps à son domicile et qui étaient composées d'un nombre réduit de participants»⁵.

Toutefois, ces deux explications sont encore loin de refléter la réalité dans sa complexité.

Dans sa note, G. GHICA compare les deux passages du Dr H. SCHINER où celui-ci tente de définir le *Petit Conseil* et qui contiennent des contradictions et des confusions⁶. Il affirme ensuite que les termes de *Petit Conseil* et *Conseil secret* sont «certainement la même institution», ce dernier terme étant utilisé pour désigner le conseil qui se tenait notamment lors de l'élection des évêques et qui était composé des «députés du dizain dont l'évêque défunt était

² W. A. LIEBESKIND, *L'Etat valaisan. Essai d'une histoire politique des origines au milieu du XIX^e siècle*, dans *Ann. val.*, 1971, pp. 57-58; Dr H. SCHINER, *Description du département du Simplon...*, Sion, 1812, p. 378.

³ AV, L 17-33, 7 vol. in-folio.

⁴ *Op. cit.*, p. 378.

⁵ *Op. cit.*, p. 58.

⁶ *Op. cit.*, p. 71 et pp. 377-378.

originaires»⁷. Pour terminer notre collègue résume les divergences et les convergences sur cette définition qu'on rencontre chez trois auteurs: CHAIGNON, SCHINER et NORRMANN⁸. Il conclut qu'«on peut admettre que CHAIGNON, confirmé et parfois précisé par NORRMANN, présente probablement de façon correcte le fonctionnement du *Petit Conseil* valaisan»⁹.

...Le «*Petit Conseil*, écrit CHAIGNON, est toujours composé de tous les députés d'un des sept dizains et d'un député de chacun des six autres. Il est permis au grand bailli de choisir celui des dizains qui devra tenir, ce jour-là, le *Petit Conseil* sans s'assujettir à l'ordre qu'ils tiennent entre eux, de manière que pouvant en même temps faire choix des affaires et juger du penchant et de l'opposition que tel ou tel autre dizain pourrait y apporter, il se rend en quelque sorte maître de la décision à laquelle il peut d'ailleurs paraître indifférent, n'assistant jamais à ces petits conseils. Le grand bailli se rend pour ainsi dire maître de la décision en ce que le dizain qui tient le *Petit Conseil* se la réserve toute entière. Il entend les députés des six autres comme voix consultatives, résume et conclut. Le secrétaire d'Etat, qui tient la plume, en fait rapport au grand conseil, où le dizain qui a tenu le *Petit Conseil* et les députés des six autres qui y ont assisté n'ont plus de voix et se trouvent rarement¹⁰.»

NORRMANN précise en effet «qu'au grand conseil le bailli et les autres députés votent à l'exclusion du *Petit Conseil*, mais librement: ainsi ils peuvent élire une autre personne que celle proposée par le *Petit Conseil*»¹¹...

Comme on peut l'observer, rien n'est simple dans les institutions valaisannes de l'Ancien Régime. Seul un historien du droit qui aura acquis une longue expérience dans l'étude de nos documents du XVII^e et du XVIII^e siècles, sera en mesure de cerner et de définir

⁷ *Op. cit.*, p. 166.

⁸ HEINRICH NORRMANN, *Geographisch-statistische Darstellung des Schweizerlandes*, IV^e partie, vol. I (*Die Republik Wallis mit ihren Unterthanen*), Hambourg, 1798, pp. 2642-2726; voir p. 2690.

⁹ G. GHICA, *op. cit.*, p. 167.

¹⁰ *Ibidem*, p. 151.

¹¹ NORRMANN, *op. cit.*, p. 2690. — G. GHICA, *op. cit.*, p. 167.

les attributions et le fonctionnement de tel ou de tel organisme d'un gouvernement essentiellement pragmatique; les contemporains eux-mêmes, parce que pour eux cela allait de soi, n'ont pas songé à les codifier ni à les insérer dans les statuts du pays.

On ne saurait donc être trop prudent pour aborder de tels problèmes: ils attendent encore un commentateur avisé.

Pour notre part, dans cet ouvrage, nous n'avons pas tenté cette aventure.

INDEX DES NOMS DE LIEUX

Remarque

Sont exclus de l'index les noms qui figurent si fréquemment que leur recherche équivaut à la lecture quasi complète de l'ouvrage; il en est ainsi des articles *Suisse* (avec ses synonymes: *Corps helvétique, République helvétique*), *France, Italie, République cisalpine, Pays de Vaud, Paris, Berne* (ville et canton), *Lausanne, Bex* (bourg), *Valais, Bas-Valais, Haut-Valais, Sion* (ville), *Martigny* (ville), *Saint-Maurice* (ville), *Monthey* (ville).

Abréviations

| | | | |
|---------|-------------|-------|---------|
| c. | commune | rég. | région |
| d. | district | riv. | rivière |
| départ. | département | torr. | torrent |
| part. | particulier | v. | voir |
| prov. | provisoire | | |

Districts du Valais

| | | | |
|----|----------------|----|--------------------|
| B | Brigue | Mo | Monthey |
| C | Conthey | Ro | Rarogne oriental |
| E | Entremont | Rw | Rarogne occidental |
| G | Conches (Goms) | Se | Sierre |
| H | Hérens | Sm | Saint-Maurice |
| L | Loèche | Sn | Sion |
| Ma | Martigny | V | Viège |

Cantons suisses

| | | | |
|----|----------|----|------------|
| AG | Argovie | SG | Saint-Gall |
| BE | Berne | SZ | Schwyz |
| FR | Fribourg | TG | Thurgovie |
| GE | Genève | UR | Uri |
| GR | Grisons | VD | Vaud |
| JU | Jura | VS | Valais |

A

- Aar, riv.: II, 263.
- Aarau (AG), ville: I, 40, 101; II, 46, 68, 93-95, 101, 113-114, 224, 231, 242, 264.
- Diète: I, 39, 42, 44, 50, 72, 91, 143-144.
- Aarberg (BE): II, 269.
- Aigle (VD)
 - gouvernement, bailliage, district: I, 74, 80, 87, 127, 207, 209, 314, 316; II, 34, 140, 183.
 - sous-préfet, v. Fr. Clavel.
 - gouverneur, v. Tscharner.
- bourg: I, 101, 118, 128, 166-167, 199, 204-207, 309-311, 313, 316; II, 44, 136, 141-142, 149, 152-153, 183, 189, 196, 214.
- château: II, 141, 148, 150, 154, 248.
- comité: I, 131, 167, 199, 205; II, 137.
- mandement: I, 204, 259, 309.
- 4 mandements: I, 302, 311, 315; II, 33-34, 55.
- Albanie: I, 30.
- Allemagne: I, 31, 45, 55, 298.
- Alpes: I, 219, 317; II, 12.
- Alsace: I, 21.
- Altdorf (UR): II, 55.
- Altenhoven: I, 81.
- Amérique: I, 28.
- Ancône: I, 30.
- Anet (BE): II, 257.
- Angleterre: I, 146, 194, 213, 232, 293, 296; II, 109, 231.
- service: II, 126.
- Annecy (départ. Haute-Savoie)
 - diocèse: I, 294.
- Anniviers, vallée: I, 63, 70; II, 88, 114, 129, 270.
- fief épiscopal: II, 213.
- châtelain, v. Tabin.
- Anzeindaz (c. Bex): II, 150, 153, 158, 181.
- Aoste
 - vallée: I, 301.
 - duché: I, 297.
- Appenzell, canton: II, 54, 103.

Ardon (C)

- bannière: I, 208.
- Majorie: I, 300; II, 215.
- village, commune, paroisse: I, 109-110, 134, 158, 193, 199, 281, 286, 295-296, 308, 313; II, 14, 91, 143-144, 147, 176, 199, 216, 321.
- pont: II, 176.
- muraille, voir Liserne.
- comité: I, 155, 158, 281, 313.
- président, v. J.-Cl. Gaillard.
- curé, v. J.-J. Carrupt.
- Ardon-Chamoson, châtellenie épiscopale: I, 134.
- Argovie: II, 54.
- Arolla (H): II, 213.
- Assyrie: II, 223.
- Athènes: II, 12.
- Au (L') (d'Arbignon) (c. Collonges): II, 152.
- Autriche: I, 30, 250; II, 231.
- Auxerre (départ. Yonne): II, 287.
- Aven (c. Conthey) (*Daven*): II, 158, 271.
- Ayent (H): I, 194, 249.
- châtelain: I, 249.

B

- Baar (c. Nendaz): II, 144.
- Baden (AG): II, 54.
- Bagnes (E)
 - vallée: II, 147, 154, 159, 165, 197, 296.
 - châtellenie: I, 133, 171.
 - commune, paroisse: I, 156-158, 161, 193, 247, 294, 301; II, 14, 45, 89, 159, 165-168, 191, 296.
 - comité part.: I, 101, 157; II, 84, 159.
- Bailliages italiens: I, 256; II, 53-55, 60, 68.
- Bâle, canton et ville: I, 24, 29, 46, 49, 74, 81, 92, 97, 101, 121, 179, 251; II, 54, 66, 69, 331.
- Bâtiaz (La) (c. Martigny), château: II, 154, 157, 163.
- chapelle: II, 270.
- Bavière: I, 21.

- Bellwald (G): II, 87.
 Berne, ville et Etat: *passim*.
 Betten (Ro): II, 125.
 Bex (d. Aigle)
 – mandement: I, 204; II, 154.
 – bourg et commune: *passim*.
 – salines: I, 277; II, 78, 152.
 – comité: I, 74, 76, 131, 144, 149, 167, 199, 205, 290, 310, 312; II, 159.
 Bierre (départ. Côte-d'Or): II, 287.
 Blankenbourg (Brunswick): I, 266.
 Bohême: I, 283.
 Bonnevaux (départ. Haute-Savoie): I, 286.
 Bourg-Saint-Pierre (E): I, 133, 157, 192, 247, 302; II, 90, 167.
 – comité: I, 157, 299, 303.
 – président du comité, v. Dorsaz.
 – secrétaire, v. Balley.
 – prieur, v. J.-J. Darbellay.
 Bouveret (Le) (c. Port-Valais):
 – châtelain: I, 19.
 – commune: I, 91, 95, 277.
 – châtelain, v. Pierre-Aug. de Riedmatten.
 Bovernier (Ma): I, 133, 157; II, 90.
 Bramois (c. Sion): II, 127, 309.
 Branson (c. Fully): II, 152.
 – pont: II, 151, 154.
 Brest (départ. Finistère): I, 106.
 Bretagne: I, 27, 29.
 Brigerberg (B): II, 14.
 Brigue
 – dizain: I, 19, 196, 266, 271; II, 14, 16, 18, 21, 87, 93, 106-108, 114-119, 129, 224-225, 242, 319, 338.
 – châtelain du dizain, v. B. Perrig.
 – bourg: I, 126, 259, 267; II, 28, 125, 131, 220, 230, 298.
 Brocard (Le) (c. Martigny-Combe): II, 166.
- C
- Campo Formio (Vénétie), traité: I, 23; II, 240.
 Carouge (GE): I, 34, 49, 274; II, 44, 165.
 Cases (Les) (c. Saint-Maurice): I, 286.
 Chalais (Se): II, 88.
 Chamoson (Ma): I, 135, 158, 172, 281, 295-296, 307; II, 91, 147, 217-218, 248, 250, 254, 298, 320-324.
 – secrétaire du comité, v. J.-A. Favre.
 Champéry (Mo): I, 135; II, 287.
 Chandolin (c. Savièse): II, 199, 207, 215, 297.
 – chapelle: II, 200.
 Charlestown (Caroline du Sud): I, 28.
 Charrat (Ma): II, 169, 181, 270.
 Château-d'Ex (d. Pays-d'en-haut, VD): I, 215.
 Chemin neuf (de Gryon à Sion): II, 158, 164, 181.
 Chiètres (c. Bex), coteaux: I, 144.
 Chièzes (c. Troistorrents), châtelainie abbatiale (avec Cries): I, 135.
 Chillon (d. Vevey), château: I, 209, 313-314; II, 44, 141, 153, 181, 211, 264-271, 298.
 Chine: II, 177.
 Choëx (alors commune, Mo): I, 94, 134; II, 105.
 Coire (GR): I, 23.
 Collombey (Mo) dit aussi Quartiers d'en Bas (avec Muraz et Illarsaz): I, 93, 95, 311.
 Collombey-Muraz
 – châtelainie: I, 135.
 Collonges (Sm): I, 133.
 Combe des Morts (c. Bourg-Saint-Pierre): I, 67.
 Conches
 – dizain: I, 19, 115, 196, 249, 259, 266-267, 271; II, 11, 13-18, 80, 86, 93, 106-109, 112, 118-119, 124-125, 129, 136, 138, 213, 229-230, 239-240, 242, 247, 295, 319, 337-338.
 – grand châtelain, v. Steffen.
 – sous-préfet, v. Bircher.
 Constance (Wurtemberg-Bade): I, 40, 250.
 Constantinople: I, 30.
 Conthey
 – châtelainie: I, 133.
 – banneret, v. J.-J. Duc.

- bourg et commune: I, 84, 126, 159-160, 300, 308, 314; II, 90, 113, 144, 147, 199, 203, 215, 298, 317.
- comité: I, 300.
- comité de surveillance: I, 300, 312.
- Corfou, île: I, 106.
- Côte-d'Or, départ.: II, 287, 292.
- Cries (c. Bex), ferme: I, 144, 254; II, 45.
- Cries (c. Troistorrents), châtellenie abbatiale (avec Chièzes): I, 135.
- Croix d'Arpille (d. Aigle), col: I, 167, 310, 315; II, 115, 160.
- Croix-de-Cœur (Ma-E), col: II, 159, 165, 191, 296.
- Croset (aujourd'hui Creusets), lieu-dit (c. Sion): II, 277.
- Cully (d. Lavaux, VD): I, 25.

D

- Dailon (c. Conthey): II, 199-200.
- Davedro, v. Dovedro.
- Daven, v. Aven.
- Daviaz (c. Massongex): I, 134.
- Deux-Siciles, royaume des -: I, 30.
- Diable, pont du - (c. Conthey): II, 199.
- Dijon (départ. Côte-d'Or): II, 287.
- Dole (départ. Jura): II, 287.
- Domodossola (prov. de Novare)
 - province: I, 126.
 - ville: I, 23.
- Dorénaz (Sm): I, 134, 172, 285.
- Dovedro (près de Varzo, prov. Novare): II, 40.
- Dranse, Drance, riv.: I, 55; II, 154, 163, 166, 245, 270.
- Dresde (Saxe): I, 21, 45.

E

- Ecône (c. Riddes): II, 34, 145-147, 159, 172, 191, 205, 296-297.
- Egypte: I, 30; II, 223.
- Einsiedeln (SZ), Abbaye: II, 229, 231.
- Empire germanique: I, 21.
- Entremont
 - vallée: I, 62, 85, 102, 105, 131, 160-161, 192, 207-208, 247, 291-292,

- 302, 308-309; II, 80, 99, 116, 118, 154, 158-160, 166-169, 173, 178, 185.
- bannière, puis dizain: I, 80, 92, 97, 128, 132-133, 141, 143, 149, 154-156, 159-160, 169, 206; II, 14, 18, 89, 303.
- banneret, v. P.-J. Dallevés.
- comité central: I, 155.
- Entremont-Sembrancher, châtellenie: I, 132.
- Epire: I, 30.
- Ergisch (L): I, 272.
- Ermîtes, Notre-Dame des -, v. Einsiedeln.
- Ernen (G): II, 87, 125.
- Espagne: I, 28, 30, 32, 168, 204.
- Etats-Unis: II, 77.
- Europe: I, 48, 251-252; II, 19, 68, 96, 238, 263.
- Evian (départ. Haute-Savoie): I, 26, 49, 264.
- Evionnaz (Sm): I, 107, 113, 134, 173, 304; II, 157, 288.
- Evolène (H): I, 105.
- châtelain, v. Quinodoz.

F

- Faucigny (départ. Haute-Savoie): I, 25.
- Fiesch (G): II, 87, 240.
- Fieschertal (G): II, 87.
- Finges (L), bois: I, 267.
- Finhaut (Sm): I, 284, 304.
- Finistère, départ.: I, 167.
- Florence: II, 28.
- Follaterres (c. Fully): II, 150, 152, 154, 163, 180.
- Forclaz (d. Aigle): I, 310.
- Fourche, v. Furka.
- Frauenfeld (TG), diète: I, 23.
- Fribourg, Etat et ville, canton: I, 36, 55, 73, 103, 121, 211, 251; II, 54-55, 265, 272, 286.
- Fully (Ma): I, 134, 158, 286, 308; II, 91, 152, 160, 169, 197.
- monts: II, 147.
- curial, v. J.-P. Ribordy.
- curé, v. J.-M. Bochatay.
- châtelain, v. J.-J. Reuse.
- Furka (G), col: I, 126, 182; II, 263.

G

- Galeschi, pont (versant sud du Sim-
plon): II, 40.
Gemmi (VS-BE), col: I, 192, 208, 216;
II, 136, 156, 160, 240.
Gênes: I, 50.
Genève, république et ville: I, 24, 33,
50, 60, 63, 71, 101, 187; II, 36, 69,
97-98, 161.
– lac, v. Léman.
Géronde (c. Sierre), Séminaire épisco-
pal: I, 64; II, 28.
Geschinen (G): II, 125.
Gessenay, v. Saanen.
Gex, Pays de (départ. Ain): I, 77.
Glarey (c. Sierre): II, 135.
Glaris, canton: II, 55.
Glis (c. Brigue): II, 113, 125, 131.
Gothard, v. Saint-Gothard.
Granges (c. Sierre): II, 88.
Grèce: I, 30.
Grenghols (Ro): II, 125.
Gries (VS-Italie), col: II, 240.
Grimentz (Se): I, 62-63, 126; II, 270.
Grimisuat (Sn): II, 128.
Grimsel (VS-BE), col: II, 136, 156, 240.
Grisons, ou république des Trois Li-
gues: I, 23, 86, 187, 212-213, 290; II,
57.
– résident français, v. Comeyras,
Guiot.
Grône (Se): I, 196; II, 88.
Grugny (c. Chamoson): I, 281.
Gryon (d. Aigle): I, 310; II, 150-151, 181,
271.
Gsteig (BE): II, 181.
Guercet (c. Martigny): II, 169, 174, 191,
205, 296-297.

H

- Hérérence (H): I, 133; II, 173-174.
– Majorie, v. Nendaz-Hérérence.
Hérens (H)
– vallée: II, 13, 127, 213.
– majorie: II, 220.

- Hesse-Darmstadt: I, 21.
Hollande: II, 77.
– service: I, 204.

I

- Iapydie (anc. Illyrie): II, 54.
Ile-Bernard (c. Vollèges): I, 53.
Illarsaz (c. Collombey): I, 95, 311.
Inde: I, 296.
Isérables (Ma): I, 134, 158; II, 92, 322.
Ivrée (prov. Turin): I, 303.
Japon: II, 177.
Jérusalem: II, 223.
Jura: I, 26.
– départ.: I, 49.

L

- Latium: II, 19.
Lavey-Village (c. Lavey-Morcles):
I, 144, 254.
Lax (G): II, 87.
Léman, lac, dit aussi lac de Genève:
I, 23, 25, 26; II, 59, 108, 211, 233.
Lens (Se): II, 88.
– capitaine, v. Briguet.
– châtelain, v. Briguet.
Léoben (Styrie, Autriche): I, 22.
Leysin (d. Aigle): I, 128, 192, 204, 292.
Leytron (Ma): I, 42, 83, 134, 158; II,
30, 91, 144, 197, 215, 217-218, 248,
298, 322, 325-326.
– comité: I, 158; II, 30.
– curé, v. Anne-Jos. de Rivaz.
Liddes (E): I, 133, 156, 192-193, 247,
288; II, 90, 167.
– comité: I, 288.
– président du comité, v. P.-N. Fros-
sard.
Lisbonne: I, 21.
Liserne, riv., muraille: I, 281, 313; II,
143.
Loèche
– dizain: I, 19, 196, 258, 265-266, 271;
II, 10, 13, 16, 18, 21, 79, 88, 93, 108,

- 112-113, 117-119, 125, 130, 136, 138, 176, 225, 241, 336-337.
- capitaine du dizain, v. J. Julier.
- ville: I, 258, 272; II, 170, 219-220, 236, 240, 298.
- curé, v. Chr. Julier.
- Loèche-les-Bains: I, 51; II, 28.
- Lombardie: I, 22-23.
- Londres: I, 266; II, 229-230.
- Lucerne, canton: I, 191; II, 54.
- ville: II, 66, 70, 76, 106.
- Lyon, ville: I, 81.
- diocèse: I, 81.

M

- Macugnaga (prov. Novare): II, 113.
- Maisonneuve (départ. Côte-d'Or): II, 287.
- Majorque, île: II, 43-44.
- Maladaires, crête des - (c. Sion): II, 202, 297.
- Malte, chevalier de, v. Damas.
- Martigny
 - bannière: I, 107, 169.
 - district: II, 310.
 - châtellenie épiscopale: I, 134.
 - ville: *passim*.
 - comité particulier et comité militaire: I, 100, 103, 108, 130, 136, 175, 276, 291, 294, 300, 309, 312, 320-321; II, 11, 44-45, 48, 84, 104, 158, 167, 256.
 - prieur, v. Murith.
 - Grand-Maison: I, 111, 134; II, 11.
 - Auberge de la Tour: I, 111.
- Martigny-Combe (Ma), Pont neuf: II, 166.
- Marseille: II, 204.
- Massongex (Sm): I, 19, 106-107, 134, 158, 284-285.
- Meillerie (départ. Haute-Savoie): I, 264.
- Mex (Sm): I, 134, 173.
- Midi, dents du - (d. Sm et Mo): I, 105.
- Miège (Se): II, 88.
- Miéville (c. Vernayaz): I, 113.
- Milan: I, 57; II, 292.
- Mollens (Se): II, 88.
- Mont-Blanc, départ.: I, 25, 49, 56, 60, 72, 123, 209, 250, 264, 286, 294-295, 297; II, 193.
- Monthey
 - gouvernement, puis dizain: I, 19, 62, 74, 77, 85, 89, 97, 116, 168, 179; II, 14, 18, 92, 117-118, 132-134, 310.
 - gouverneur, v. Augustini, Zurbruggen.
 - conseil de gouvernement: I, 97.
 - bannière: I, 82, 89, 92-95, 98-99, 128, 134-136, 141, 143, 154-156, 159, 173, 176, 206, 208, 276, 292, 305, 321; II, 304.
 - comité central de la bannière: I, 89-100, 103, 107, 116, 128, 135-136, 155-156, 171, 174, 176, 178, 297-298, 321.
 - châtellenie: I, 135.
 - décanat: I, 176, 188; II, 103, 230.
 - ville: *passim*.
 - comité particulier: I, 101, 175, 193, 321; II, 133, 287-288.
 - château: I, 136.
 - hôpital: I, 176.
 - curé, v. Landry.
 - major, v. Dufour.
- Mont-Joux, v. Saint-Bernard (Grand-).
- Montorge (c. Sion): II, 202-203.
- Montpellier (départ. Hérault): I, 62, 64-65, 70.
- Montreux (VD): I, 314; II, 149, 249.
- Morat (FR): I, 71; II, 55.
- Morcles (c. Lavey-Morcles, d. Aigle), passage: II, 160.
- Morée: I, 30.
- Môrel (Ro)
 - tiers du dizain de Rarogne: I, 196; II, 88, 93.
 - major, v. Ittig.
 - commune: II, 14, 125.
- Morillon (départ. Haute-Savoie): II, 117.
- Morge (de Conthey), riv.: I, 9, 129, 167, 190, 220, 231; II, 128-129, 144, 199-202, 217, 232-233, 245, 297, 311, 316, 334.
- pont: I, 82, 84-85, 105, 107, 127, 180, 260; II, 176, 202, 270.

Morge (de Saint-Gingolph), riv.: I, 19.
 Morges (VD): I, 65; II, 142, 150-151.
 Moudon (VD): I, 25; II, 142.
 Mund (B): II, 338.
 – curé, v. Heizen.
 Münster (G): II, 86, 335.
 Muraz (Mo): I, 93, 95; II, 14.
 – lieutenant, v. E. Turin.

N

Naples: I, 30, 33; II, 292.
 Naters (B): II, 14, 125.
 Nax (H), curé, v. J.-A. Blanc.
 Nendaz (C): I, 127, 133, 159, 300; II, 90, 144, 147.
 Nendaz-Héremence, Majorie: I, 19, 133.
 Neuchâtel, principauté: I, 24, 90.
 Neuenegg (BE): II, 72.
 Nidau (BE): II, 55.
 Niedergesteln (Rw): II, 106.
 Niederwald (G): II, 87.
 Nyon (VD): I, 277; II, 186.

O

Oberland (BE): I, 192, 204, 229, 253, 260, 315; II, 54-55, 160, 311.
 Ollon (d. Aigle, VD)
 – mandement: I, 204.
 – commune: I, 118, 128; II, 45, 166, 254, 260.
 – comité: I, 205.
 Ormonts (d. Aigle): I, 127-128, 131, 165, 197, 204, 302; II, 142, 150, 152, 157, 160, 181, 205, 252, 321.
 – mandement: I, 316.
 – campagne: I, 203, 257, 297, 307, 309-318; II, 19, 43, 115, 123, 133, 215, 287, 289, 293.
 Ormonts-Dessus (d. Aigle): I, 310.
 Orsières (E): I, 128, 133, 155, 157, 192, 199, 247, 291; II, 14, 35, 89, 167.
 – comité: I, 303.
 – banneret, v. J.-N. Joris.
 – curé, v. I. Darbellay.

Ouchy (c. Lausanne): I, 26.
 Ouessant (départ. Finistère): I, 167.
 Outre-Rhône, paroisse (c. Collonges et Dorénaz): I, 107, 173, 285; II, 151, 180.
 – bac: II, 180.

P

Palatinat, Electeur: I, 21.
 Palma (île de Majorque): II, 43.
 Pargny (départ. Somme): I, 54.
 Paris
 – ville: *passim*.
 – Bastille: I, 28.
 – rue des Gravilliers: I, 28.
 Pays-d'Enhaut (VD): II, 182.
 Philadelphie (Pennsylvanie): I, 28.
 Piémont: I, 25, 51; II, 40, 159.
 – service: II, 139.
 Pillon (d. Aigle), col: I, 310.
 Plan-Rouise (c. Conthey): I, 313.
 Pô, fl.: I, 126.
 Pont neuf, v. Martigny-Combe.
 Porrentruy (JU): II, 170.
 Port-Valais (Mo)
 – châtellenie (avec Vionnaz): I, 135.
 – commune: I, 93, 135, 158, 294.
 – curé, v. Delavy.
 Porte-du-Sex (c. Vouvy): I, 91, 311.
 Porte ottomane: I, 30.
 Potence (c. Sion): II, 202.
 Puy (Le) (départ. Puy-de-Dôme), évêque, v. Galard de Terraube.

Q

Quartiers d'En Bas, v. Collombey.

R

Randogne (Se): II, 88.
 Rarogne
 – dizain: I, 19, 196, 266-267, 271; II, 14-15, 18, 21, 88, 93, 106-110, 116,

- 118-119, 124-125, 138, 144, 229, 295, 337.
- major, v. N. Roten.
 - bourg: I, 258; II, 59.
 - curé, v. Zenhäusern.
- Raspille, riv.: I, 231.
- Rastatt (Bade), congrès: I, 24, 45.
- Reckingen (G): II, 14, 17.
- Rennes (départ. Ille-et-Vilaine): I, 27, 31.
- Rhin, fl.: II, 263.
- Rhodanie, République rhodanique: II, 54-58, 60-61, 64, 66, 295.
- Rhône, fl.: I, 19, 25, 98, 123, 125; II, 13, 59, 144-145, 150, 152, 154, 163, 199, 228, 232, 317, 322.
- vallée: I, 23; II, 77.
 - plaine du R^e (communautés): I, 84, 89, 222, 309; II, 80, 169, 191, 245.
- Riddes (Ma)
- commune: I, 64, 134, 195, 289; II, 28, 34, 91, 141, 143-145, 159, 191, 197, 199, 297, 310-311, 322-323.
 - comité: I, 289.
 - pont: II, 128, 143-145, 151, 162, 168, 193-194, 199, 322.
 - curé, v. Jean-Michel Loye ou Desloges, P.-M. Bochatay.
 - métral, v. F.-B. Gaillard.
 - président, v. Probst.
 - secrétaire du comité, v. G. Ribordy.
- Rolle (VD): II, 152.
- Rome: I, 55, 251; II, 19, 56, 223.
- château Saint-Ange: I, 270.
- Rousses (Les) (départ. Jura): I, 33.
- Russie: I, 30, 54-55.
- S
- Saanen (BE), fr. *Gessenay*: I, 42, 250, 300; II, 55.
- vallée: I, 312.
- Saillon (Ma)
- bannière: I, 208; II, 215.
 - châellenie: I, 134.
- commune: I, 134, 158, 308; II, 14, 91, 146, 152, 155, 175, 197.
- Saint-Bernard (Grand) (Mont-Joux) (E), mont, col, vallée: I, 52, 85, 105, 231, 250, 290-291, 299, 303, 315; II, 44, 160, 236, 240, 311.
- maison, hospice: I, 64, 303; II, 34.
 - procureur, v. Terrettaz.
 - route: I, 25.
- Saint-Bernard (Petit), col: I, 56.
- Saint-Etienne (départ. Loire): II, 331.
- Saint-Gall, canton et ville: II, 54, 103.
- Saint-Gingolph (Mo et départ. Haute-Savoie): I, 56, 74, 91, 93, 95, 123, 127, 250, 297-299, 306.
- Saint-Gothard, col: I, 250; II, 240.
- Saint-Léonard (Se): II, 88, 127.
- Saint-Maurice
- gouvernement, puis dizain: I, 19, 21, 62, 82, 85, 116, 168-169, 179; II, 14, 18, 41, 91-92, 112-118, 310.
 - gouverneur, v. L. de Sépibus.
- bannière: I, 92, 97, 107, 128, 133-135, 141, 143, 149, 154-156, 159, 173, 199, 206, 308; II, 304.
- capitaine général, v. Ch.-E. de Rivaz.
- châellenie: I, 133, 276.
- châelain, v. J. de Quartéry.
- Comité général: *passim*.
- ville, commune: *passim*.
- comité particulier, comité militaire: I, 62, 79-86, 89, 92, 94, 99-100, 102-104, 107, 112-116, 128, 130, 149, 155, 160, 164, 166-168, 172, 174, 184, 192-193, 197, 199, 204-206, 216, 230, 239, 278-280, 287, 290, 294, 301-302, 304-310, 321; II, 13, 84, 145, 288, 327.
 - hôtel de ville: I, 66, 78, 84, 114, 127-128, 163-164, 174, 204, 206, 239, 273.
 - place du Parvis: I, 78, 82, 84, 114, 174, 301.
 - Auberge de la Croix-Blanche: I, 281.
 - Auberge des Sept-Etoiles ou Ecu du Valais: I, 114, 168.

- Eglise Saint-Sigismond: I, 174.
- château: I, 21, 76, 83-84, 278-279, 301.
- Maison de Quartéry: I, 37, 164.
- Maison Macognin de la Pierre: I, 37.
- Grand-Rue: I, 114.
- pont sur le Rhône: I, 74, 76, 278-279, 302, 311; II, 177.
- Couvent des Capucins: I, 48, 79, 103; II, 170, 296.
- Abbaye: I, 48, 52, 64, 74, 79, 103, 114-115, 117, 127-128, 130, 136, 144, 149, 167, 169, 252, 254, 266-267; II, 11, 26, 45, 253-254, 325-327.
- Trésor: I, 79.
- Abbé, v. Exquis.
- Procureur, v. Pierraz.
- Saint-Pierre-de-Clages (c. Chamoson): I, 109-111, 135, 281, 295; II, 134, 144, 149, 174-176, 268, 273, 316.
- Saint-Quentin (départ. Aisne): II, 15.
- Saint-Rhémy (rég. Aoste): I, 290, 303.
- Saint-Séverin (c. Conthey): I, 300; II, 215.
- Sallanches (départ. Haute-Savoie): I, 59.
- vicaire, v. Jacques Ducrey.
- Salaz, ferme (c. Ollon): II, 45.
- Salvan
- vallée: I, 134.
- commune: I, 284, 304; II, 92, 154, 167.
- comité: II, 84, 99.
- Samoëns (départ. Haute-Savoie): I, 59.
- Sanetsch (VS-BE), col: I, 42, 101.
- Sardaigne: I, 48, 59, 299.
- service: I, 135, 163, 302; II, 135, 186, 300, 308.
- roi de -: I, 126, 214.
- Sargans (SG): II, 55.
- Savièse (Sn): I, 249-250, 286, 288-289; II, 13, 115, 128, 200-201, 215-216, 233, 242, 260.
- châtelain, v. Bridy.
- curé, v. Jean-Baptiste Loye.
- Savoie: I, 25, 56, 59-61, 80, 179, 295; II, 44, 144, 147, 165, 167, 264.
- Saxe: I, 36, 46; II, 115, 261.
- Saxon (Ma)
- châtellenie: I, 133.
- commune: I, 157; II, 90, 155, 311.
- curé, v. Chabbey.
- Schaffhouse, canton: I, 251; II, 54.
- Schwyz, canton: I, 191; II, 55.
- ville: II, 55.
- Scie, meunière à Martigny: I, 301.
- Sembrancher (E)
- commune: I, 53-55, 133, 156-157, 161, 171, 192, 247, 279, 285, 292-293; II, 28, 89, 165-168, 173, 260-261, 297, 310.
- comité part.: I, 100, 155, 285; II, 260-261.
- trêve: II, 168, 173, 184, 191, 296.
- Semur (départ. Côte-d'Or): II, 287.
- Sépey (Le) (d. Aigle): I, 128.
- Sierre
- dizain: I, 19, 65, 70, 104, 119, 126, 194, 232, 260, 265, 267, 271; II, 13, 16, 18, 27, 79, 88, 114, 118, 127-128, 130, 138, 172-176, 214, 225, 297, 317, 319, 336.
- banneret, v. J.-A. Preux.
- ville: I, 40, 42, 125, 183, 255, 260; II, 88-89, 122, 125-126, 129, 134-135, 138, 178, 190, 225, 230-231, 283, 296, 316-317, 336.
- pont: I, 267.
- Simmental (BE): I, 312.
- Simplon
- commune: II, 40.
- châtelain, v. J. Theiler.
- col, passage: I, 122-123, 214, 250, 264; II, 113, 220, 240-242.
- route: I, 22, 246, 264-265.
- Sion
- dizain: I, 19, 102, 104, 110, 119-121, 126, 145-146, 179, 194, 232, 260-261, 265, 267, 269, 271; II, 13, 18, 79-80, 89, 109, 114-118, 126, 128, 130, 133-134, 138, 144, 172-175, 178, 210, 225, 275-276, 282-283, 285, 297, 318-319.
- grand châtelain, v. A. Ambuel.
- ville: *passim*.

- comité particulier ou d'administration: I, 101; II, 35, 244-245, 258.
 - arsenal: II, 230-231, 330.
 - Auberge de la Croix-Blanche: I, 195; II, 203, 232.
 - Auberge du Lion d'Or: I, 196, 249; II, 318.
 - cathédrale: I, 70; II, 236, 274-276, 318.
 - chancellerie (nouvelle): II, 27.
 - Chapitre: I, 106, 118, 126, 129, 145, 181, 258, 271, 274; II, 35, 124, 211, 213, 228-229, 247, 275-276, 318.
 - collège: I, 64.
 - hôpital: II, 159, 216.
 - hôtel de ville: I, 195; II, 133, 139, 213, 269, 308-309, 318, 339.
 - Majorie: II, 213.
 - Palais épiscopal, évêché (Maisons Blatter): I, 258; II, 212-218.
 - Planta: II, 234, 283.
 - Pont du Rhône (ou pont de Bra-mois): II, 308.
 - Porte de Savièse: II, 318.
 - Rue des Châteaux: II, 212-213.
 - Rue et Porte de Conthey: I, 195; II, 207, 213-214, 231, 233, 270, 317-318.
 - Rue du Grand-Pont: I, 196, 249.
 - Rue de la Porte Neuve: II, 28.
 - Rue du Vieux-Collège: I, 181.
 - Tourbillon: II, 319.
 - Valère: II, 211, 213, 229-230, 275-276, 318.
- Soissons (départ. Aisne): I, 54.
 Soleure, canton et ville: I, 251; II, 54, 102, 270.
 Souste (La) (L): I, 267; II, 124.
 Sous-Vent (c. Bex, VD): I, 71.
 Stalden (V), district: II, 337.
 Suède: II, 330.
- T
- Tamié (départ. Savoie), trappe: I, 54.
 Taveyannaz (c. Gryon): I, 310.
 Tellgovie: II, 55.
- Tête-Noire (c. Trient): II, 167.
 Thierrens (d. Moudon): I, 26.
 Thonon (départ. Haute-Savoie): I, 49.
 Thoune (BE): I, 311.
 Thurgovie: II, 54.
 Tignes (départ. Savoie): I, 56.
 Toggenbourg (SG): I, 251; II, 103.
 Tourtemagne (L): I, 267.
 Trient, pont sur le -: II, 154.
 Trois Ligues, république des -, v. Gri-sons.
 Troistorrents (Mo)
 - châtellenie: I, 135.
 - commune: I, 50, 63, 93, 95, 308.
 - châtelain, v. Raboud.
 - curé, v. M. Bruttin.
 Turin: I, 56-59, 232, 250, 291.
 Turquie: I, 30; II, 331.
 - musique turque: II, 143.
 Turtig (c. Rarogne): II, 106.
- U
- Unterwald, canton: I, 191; II, 55, 106, 240-241.
 Uri, canton: I, 191, 250; II, 55, 106.
- V
- Vacheresse (départ. Haute-Savoie): I, 286.
 Val-d'Illiez (Mo)
 - châtellenie (avec Champéry): I, 135.
 - commune: I, 93, 95, 155, 159, 297; II, 14, 214, 287.
 - prieur, v. J.-P. Brigueat.
 Valettes (Les) (c. Bovernier): II, 166.
 Valsainte (c. Cerniat, FR): I, 53, 55.
 Venthône (Se): II, 88.
 Vérossaz (Sm): I, 107, 134, 173, 199, 284, 290, 312; II, 157, 288-290, 299-300.
 - châtelain, v. L.-G. de Quartéry.
 Verrerie (La) (c. Martigny), *Les Verrières*, quartier général de Bergier: II, 154, 160-161, 167, 173, 179.

Versoix (GE): I, 23, 63.

Vétroz (C): II, 216.

– curé, v. Brautigam.

Vevey (VD)

– district: II, 137, 140, 183, 225, 252, 254.

– sous-préfet, v. A. Perdonnet.

– commune: I, 25, 34-36, 85, 87, 117, 209, 314; II, 46, 65, 69, 73, 96, 136, 140-142, 151, 157, 161, 169, 181, 183, 187, 224, 241, 249, 252, 254, 256-258, 260, 264, 266-267, 323.

– comité: I, 149; II, 137.

Vex (H): I, 126; II, 41.

Veyras (Se): II, 88.

Viège

– dizain: I, 19, 196, 271; II, 14, 17-18, 35, 37, 87, 105-107, 114-118, 125, 129, 135, 214, 274, 297, 317, 336.

– vallée: II, 38.

– bourg: I, 259; II, 35, 38, 117.

– curé, v. Adrien-Jos.-M. de Courten.

– Bloc de cristal: II, 35-38, 274.

Vienne (A): II, 231.

Villeneuve (d. Aigle, VD): I, 91; II, 149, 183, 196.

Vionnaz (Mo): I, 93, 95, 135, 155; II, 14.

– châtellenie gouvernementale (avec Port-Valais): I, 135.

Vissoie (Se): I, 63-64, 105.

Volhynie (région de l'Ukraine): I, 56.

Vollège (E): I, 55, 133, 157, 279; II, 89, 165, 167.

– comité: I, 293.

– Trappistes: I, 279-280, 286, 293.

Vouvry (Mo)

– châtellenie: I, 135.

– commune: I, 93, 95, 171, 285, 306.

– châtelain, v. Cornut.

Z

Zoug, canton: I, 63, 191; II, 55.

Zurich, canton et ville: I, 74, 87, 92, 97, 106, 121, 179, 251, 256; II, 54, 67, 156, 243, 247, 269, 272, 281.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

N.B. - Les chiffres imprimés en caractères gras désignent la page où le personnage est identifié. Les noms des auteurs sont composés en petites capitales, les titres des journaux et périodiques le sont en italique.

A

- ABBET, ALEXIS: I, 52, 71.
 Advocat, Antoine: I, 67, 271; II, **24**, 40.
 - Michel-Aloys: II, **325**, 327.
 Albasino, Jean-Charles-Marie, v. P. Philippe, capucin.
 Amacker, Johann: II, 15.
 Ambuel, Alphonse: I, 101, **109**, 131, 179, 286; II, 99, 134, 317.
 - Balthasar: II, **130**, 139, 308.
 - François-Joseph-Frédéric: II, 245, **246**.
L'Ami des lois: I, 72; II, 37, 222, 271.
 Andrès, Peter: II, **275**.
 Antony, Antoine: I, **134**.
 Arlettaz, Gaspard-Ignace: I, **80**, 82, 85.
 Arnold, Franz Joseph: I, **64**.
 Athanase: I, 272.
 Ausset, Jean-Louis: II, **46**, 95-97, 136-137, 140-142, 150-152, 159, 169-173, 252, 254, 262, 296.
 Augustini, Anton Maria: I, 196; II, **10**, 11, 13, 15-23, 26-27, 30-32, 35, 39, 67, 69, 113, 117, 130, 134, 247, 316.
 - Augustinus Christophorus: II, **113**.
 AZOLIN: I, 68.

B

- Bacher, Théobald: I, **23**, 50.
 BALLET, JEAN-JOSEPH: I, 68.
 Balleys, Jérôme: I, **303**; II, 90.
 Bandolier, Louis: II, **88**.
 Barberini, Emmanuel (Joseph-): I, **39**, 41-43, 88, 90, 94, 99, 104, 107, 136, 150, 194, 196-197, 249-250, 252-253, 257, 265; II, 133, 317-318.
 BARBEY, FRÉDÉRIC: I, 26, 59, 264; II, 98.
 Barman, Jean-Pierre: I, **80**, 82, 85.
 - Joseph-Antoine: I, **80**, 82, 174, 232; II, 92.
 ses fils:
 - Joseph-Hyacinthe: I, **80**.
 - Louis (Marie-L'-Gaspard): I, **80**.
 - Maurice (Louis-): I, **80**.
 Barthélemy, François: I, **49**, 69.
 Bastian, Etienne-Joseph: I, **288**, 289.
 Bay, David Ludwig: II, **266**.
 - François-Xavier: I, **118**; II, 266, 276.
 Beeger, Melchior-Antoine: I, **195**.
 Bégoz, Louis: II, **262**.
 BEHR, FRANÇOIS-JEAN-DESIRÉ: I, **29**.
 Bender, Pierre-Marie: I, 134.

- Bérard, François-Frédéric: I, 134.
 Berchtold, Joseph Anton: II, 213.
 Bergier, Jean-Samuel: II, 122, 140, 141-142, 145-146, 149-191, 192, 194, 223, 262, 296-297, 325, 328.
 Bergier-Lemaire, Abram-David: I, 47, 87.
 Berguerand, Pierre: I, 301.
 BERGUERAND, RAYMOND, v. G. RE-VAZ.
 Bernard de Mont-Joux, saint: I, 68.
 Bertrand, Benjamin: I, 80, 82.
 BERTRAND, JULES-BERNARD: I, 20, 62, 66-69, 71, 114; II, 125.
 BERVILLE, SAINT-ALBIN et FRANÇOIS BARRIÈRE: I, 34.
 Besse, Barthélemy: I, 135.
 Bet, Pierre: I, 193.
 BIELER, VICTOR: II, 246.
 Bioley, Maurice: I, 134.
 BIOLLAZ, LÉO: I, 295.
 Bircher, Joseph (Johann-): II, 240-241.
 Blanc, Joseph-Alphonse: II, 269.
 – Pierre-Joseph: II, 135.
 Blanchenay, Louis: II, 142, 150, 180, 217-218, 250-251, 254, 262, 322-328.
 – bataillon: II, 142, 150, 164, 180, 187, 217-218, 225, 250-251, 263, 322-326.
 Blatter, Joseph Anton: I, 66, 70, 95, 106, 120, 122, 126, 129, 131, 139, 145-146, 172, 176, 179-180, 188, 195, 197, 213, 233, 249, 257-258, 265-266, 271-272, 274, 292; II, 28, 56, 58, 100-109, 124-125, 136, 211-213, 229-230, 244-246, 275, 318.
 BOCCARD, FRANÇOIS: I, 149.
 Bochatay, Joseph-Maurice: II, 215.
 – Pierre-Maurice: II, 215.
 BOISDEFRE, Mme, née Pouget: I, 33.
 Bonaparte, Napoléon: I, 22-24, 122, 124, 292; II, 38, 237.
 Bonino, Paul: II, 159, 160.
 Bonivini, Adrien (-Pierre): II, 88.
 de Bons, famille: I, 208.
 – Charles: I, 82.
 – Charles (-Louis): II, 218, 319-324.
 DE BONS, CHARLES-LOUIS: I, 80, 105, 163; II, 218.
 de Bons, Jacques: I, 82.
 – Jean-Louis: I, 204; II, 140, 186, 218.
 – Joseph-Emmanuel: I, 80, 81-82, 105, 163, 166, 207, 308-309, 312, 314, 317; II, 33-34, 115, 117, 128, 139, 149, 174, 176, 183, 327.
 Bonvin, François-Paul: II, 18.
 Bourgeois, Jean-Baptiste: II, 22.
 – Léonard: I, 133; II, 90.
 Brautigam, Jean-Baptiste: II, 215.
 Bregy, Joseph: II, 168.
 BRIDEL, PHILIPPE: I, 54; II, 38, 158.
 Bridy, François: I, 105, 250, 288-289.
 Briguet, Ignace-Sébastien: I, 105; II, 13, 16, 88.
 – Joseph-Ignace: II, 289.
 Brune, Guillaume-Marie-Anne: I, 57, 77, 81, 144, 166, 169, 187, 190, 192, 204-205, 217, 237-238, 251, 273, 312-315; II, 9, 22, 27, 44-45, 52-55, 58-61, 64-73, 80, 91, 94, 102, 114, 124, 186, 241, 295.
 Bruttin, Jean-Maurice: II, 88.
 – Joseph (Jean-): I, 196.
 – Maurice: I, 176, 188; II, 103, 230.
Bulletin officiel (du Peuple vaudois): I, 117; II, 138, 163, 201, 224, 236, 241, 250-252, 256-257, 260, 268, 292, 324.
 Burgener, Anton: II, 14.
 Burnand, David-Louis Benjamin: II, 168.
 Bussien, Joseph: I, 158.
 Buvelot, A.: II, 168.

C

- Caillet, Jean: I, 134.
 CALPINI, JACQUES: II, 283.
 de Carency, Paul-Maximilien-Casimir de Quelen, prince: I, 298.
 Carnot, Lazare: I, 29, 49-50, 60.
 CARRUPT, JEAN-JOSEPH: I, 21, 29, 43, 52, 61, 79, 84, 88, 120, 124, 143, 229, 295-296; II, 110, 124-129, 131, 134, 143-147, 159, 193, 196, 199, 200-201, 203, 206-207, 210, 215-219, 228-236,

- 251, 253, 263, 274, 282, 284-286, 300-301, 322.
- Casanova Cléopâtre: I, 54.
- CASANOVA, MAURICE: II, 278.
- CASSINA, GAËTAN: I, 55, 111; II, 27.
- Cavelli, Nicolas (Jean-): II, 90.
- Céard, Nicolas: I, 264.
- Cergneux, Jean-Claude: II, 92.
- Chabbey, Jean-Laurent-Emmanuel: II, 215.
- Chablais, Joseph: I, 135, 158.
- de Chabrillan, Françoise (Antoinette-F-Marie) de Moreton, née Nompard de Caumont-La Force: I, 143.
- son mari: Hippolyte (-César) Guigues de Moreton, marquis de Chabrillan: I, 143.
- leur fille Aglaë-Marie-Eléonore: I, 143.
- de Chaignon, Pierre: I, 93; II, 340.
- Champel, Jean-Louis: II, 142, 325, 327.
- Chapelet, Charles: I, 308; II, 99.
- Joseph-Pierre: I, 80, 82, 208.
- CHAPERON, ALEXIS: I, 298, 306.
- Chaperon, Jean: I, 93, 135, 298-299.
- CHAPPAZ, ACHILLE: I, 53.
- Chappex, Jean: I, 101.
- Chappuis, compagnie: II, 164.
- Chapuis, v. P. Lambert, capucin.
- CHAPUISAT, EDOUARD: I, 23, 50.
- Charmot, Pierre: I, 297, 298.
- Chastel, Pierre-Louis-Aimé: I, 167, 169, 204-206, 310-314, 316.
- de Chastonay, Nicolas (François-): II, 88.
- Pierre-Joseph: I, 41, 42-43, 88, 90, 104, 107, 150; II, 11, 13, 20, 22, 26-27, 269.
- sa femme, née Marie-Josèphe de Courten: II, 22.
- sa fille Marie-Josèphe-Hélène: II, 22.
- Chesaux, Jean-Laurent: I, 158; II, 14.
- Jean-Pierre: II, 91.
- Chevalier, Jean-Marcel: II, 239, 318.
- Joseph: II, 249, 257.
- CICÉRON: II, 11.
- Clavaz, Etienne-François: I, 303.
- Clavel, François: II, 137, 140-141, 150, 182, 252-253, 255, 260.
- Clavel (de Brenles), Louis: II, 34, 35, 141, 145-146, 151, 156, 182-183, 187, 196-197, 209, 224, 226, 253, 263, 296.
- Samuel: II, 259.
- Clavioz (ou *Des Clefs* ou *de Clavibus*), François (-Antoine): II, 88.
- Clément VII: I, 270.
- Clément, Jean-Maurice: I, 30.
- DE COCATRIX, EUGÈNE: II, 288.
- Cochon-Lapparent, Charles: I, 60.
- Collomb, Jean-Louis: I, 171.
- Collomb-Argand, Louis: II, 257, 258.
- Comeyras, Pierre-Jacques-Bonhomme: I, 22-23, 32, 122.
- Condé, armée: I, 40; II, 59, 109, 271.
- de Condé, Louise: I, 53, 55.
- Contard fils, Charles: I, 279, 280.
- Coquoz, Jean-Pierre: I, 134.
- Corgioli, F.: I, 126.
- Cornut, Emmanuel: I, 93, 135.
- Cossy, François: II, 166, 260-261.
- compagnie: II, 166, 260-261.
- Coudray, Joseph: II, 321.
- de Courten, famille: I, 187, 266; II, 114, 125, 127, 136, 233.
- régiment: I, 37, 80-82, 100, 113, 125, 207-208, 308, 317; II, 15, 43-44, 59, 114-115, 126, 211, 213, 306.
- DE COURTEN, ADOLPHE: II, 339.
- Adrien-Joseph-Maurice: II, 104, 125.
- Christophe: II, 283, 331.
- Elie (Joseph-Hyacinthe-): II, 44.
- DE COURTEN, EUGÈNE: II, 181.
- de Courten, Eugène (Antoine-Joachim-E'-Louis): II, 126, 127-129, 144, 175, 297.
- sa mère, née Catherine Ballet: II, 127.
- Joseph (-François): II, 122, 126, 127-129, 139, 168, 171-180, 191-192, 269, 296-297, 316.
- son épouse, née Catherine de Preux: II, 126.
- DE COURTEN, JOSEPH et EUGÈNE: I, 163; II, 43-44, 126, 181.

de Courten, Pierre-François-Marie: II, 181.
 - Pierre-Hildebrand: II, 181.
 - Régis (Louis-François-): II, 181.
 Cropt, Bernard-Antoine: I, 100; II, 11.
 Curdy, Hyacinthe: I, 93.
 P. Cyprien (Riondet), cap.: I, 295.

D

Dallèves: II, 90.
 - Pierre-Joseph: I, 133, 146, 156-157, 163, 177, 285-286, 302-303; II, 44, 303.
 de Damas, Casimir-Abraham-Claude-Marie: I, 50-51, 297-298.
 - une fille: Marie-Marguerite: I, 51.
 Darbellay, Isidore: I, 292.
 - Jean-François: I, 133.
 - Jean-Jérôme: I, 67, 68.
 Dave, Jean-Joseph: I, 134.
 Décaillet, Claude (Jean-): II, 91.
 DECOMBE, L.: I, 29.
 DEJUNG, EMANUEL: I, 36.
 Delacoste, v. Lacoste.
 Delacroix, Charles: I, 23, 28.
 Delaloye, François-Joseph: II, 91.
 Delasoie, Gaspard-Etienne: I, 155, 156-157, 159, 193, 195, 197; II, 89, 116, 141, 303.
 Delavy, Joseph-Nicolas: II, 288.
 DELÉDEVANT, HENRI et MARC HENRIOD: II, 169.
 DÉLÈZE, PIERRE, V. TAMINI.
 DELMAS, PAUL: I, 65.
 Deloës, Isaac: II, 153.
 Dépraz, Claude-Maurice: I, 173, 199.
 Derivaz, Joseph: I, 297, 298-299.
 Desaillaux, François-Louis: II, 187, 253.
 - bataillon: II, 225, 253, 323.
 Des Clefs, v. Clavioz.
 Desfontaines Joseph: II, 207.
 Desloges, Bernard-Antoine: I, 64.
 - Catherine-Pétronille: I, 64.
 - Chrétien père: I, 63-64.
 - sa femme, née Catherine Massy: I, 63-64, 71.

- (*Loye, de Loges*, etc.), Chrétien, fils: I, 58, 62, 63, 64-71, 212, 216-217; II, 38.
 - sa femme: Louise-Elisabeth Maupay: I, 63, 71.
 - sa fille: Catherine-Henriette-Che-nevière: I, 63.
 - son 1^{er} fils: Chrétien-Prosper: I, 63.
 - son 2^e fils: Chrétien-Louis-Benjamin: I, 63.
 - Jean-Michel: I, 64.
 - Joseph-Antoine: I, 62, 64.
 - Marie-Angeline: I, 64.
 - Thomas-Mathias: I, 64.
 DESPOIS, JOSEPH: I, 59.
 Desportes, Félix: I, 26, 33, 34, 47, 187, 256; II, 52, 60, 69, 97-98.
 Devantéry, Edouard: II, 213, 214, 283, 318.
 - Jean: I, 89, 92, 93, 94, 99, 127, 173, 188; II, 92.
 DEVANTHEY, PIERRE: I, 20, 32, 36, 66, 93, 119, 124; II, 10, 306.
 DIERAUER, JOHANNES: I, 22.
 Dondeau, Nicolas: II, 108.
 DONNET, ANDRÉ: I, 31, 46, 68, 79, 111, 113, 181, 195, 284; II, 38, 77, 133, 203.
 DONNET ANDRÉ et LOUIS BLONDEL: I, 279; II, 154.
 DONNET, ANDRÉ et CHARLES ZIMMERMANN: I, 37.
 DONNET, EUGÈNE: I, 124.
 Donnet, Jean: I, 134.
 - Jean-Joseph: I, 93, 135.
 Doppet, François-Amédée: I, 34, 274.
 Dorsaz, François-Joseph: II, 90.
 - Jean-Joseph: I, 133.
 Doxat, Benjamin: II, 150, 186, 193, 198, 218, 249, 251, 263, 319.
 Dubetier, Joseph: I, 80, 82, 282.
 Dubouloz, Jacques-François: I, 294.
 DUBUIS, FRANÇOIS-OLIVIER et ANTOINE LUGON: I, 181, 196; II, 213, 231.
 Duc, Jean-Joseph: I, 113, 133, 143, 155-156, 159-161, 168, 175, 193, 200, 255, 261, 291, 300; II, 14, 41, 113-114, 116-117, 215, 303, 305.
 - Séverin (Jean-): I, 300; II, 90, 215.

Duchoud, François-Joseph: I, 158.
 Ducrey, Jacques: I, 59, 61.
 – Jean-Claude: I, 59.
 – Marin: I, 59, 294.
 – Marin (-Joseph): I, 286.
 Du Fay, Emmanuel: II, 283.
 – Guillaume: II, 133.
 – Pierre-Didier: I, 93.
 – Pierre-François-Louis: I, 276.
 – sa femme, née Thérèse Burgener: I, 276.
 – Pierre-Louis: I, 79-80, 85, 93, 107, 135, 143, 155-159, 163, 200, 255, 261, 276; II, 14, 17-18, 20, 32, 304.
 – sa femme, née M.-Patience de Chaignon: I, 93.
 Dufour Michel: I, 93, 94, 99, 116, 135, 143, 155-159, 163, 168, 177; II, 11, 14, 20, 304.
 Dumartheray: II, 323.
 Dumaye, Alexandre: II, 308, 309.
 Dunand, Michel: I, 297, 298-299.
 DUPONT LACHENAL, LÉON: I, 80, 96.
 DUPONT LACHENAL, LÉON et LÉON IMHOFF: II, 135.
 Dupré, Jacques-François: I, 80, 82, 85; II, 145.
 Dürr, Jacob (David-): II, 159, 164.
 Dutarte, Adrien-Joseph: I, 81, 82.

E

Ebener, v. Ebiner.
 Ebiner, v. P. Franz Ludwig, capucin.
Echo des Alpes ou Vedette littéraire, politique et commerciale des trois républiques: I, 34, 262, 274; II, 305.
 v. Ehrenberg, Carl: II, 213.
 Emonet, Maurice: I, 100, 155-158, 161, 189, 287; II, 260, 303, 305.
 d'Ernst, régiment: II, 151.
 ESCHASSÉRIAUX, JOSEPH: II, 38.
 P. EUGÈNE de Bellevaux, cap.: I, 296.
 Exquis, Joseph-Gaspard: I, 37, 78, 129, 136, 171; II, 45, 105, 254, 289, 325, 327.

F

Falcino, Bonaventura: II, 14.
 Fardel, Jean: II, 88.
 FARQUET, PHILIPPE: II, 154.
 P. Faustin (Fleury): II, 170.
 Favre, Joseph-Antoine: I, 135, 143, 156, 177, 281; II, 91, 217, 304, 320-321.
 – Louis-Henri: II, 152, 158.
 Fayer, S.-A.: II, 157, 161-162, 165-166, 180.
 Feltz, Antoine: II, 207.
 FISCHER, RAINALD: I, 296, 317.
 Fleury, Faustin, v. P. Faustin, capucin.
 Florey (*Floret*), François: II, 88.
 Follonier, Antoine: II, 13.
 DE FORAS, AMÉDÉE: I, 37, 59.
 Formaz, Nicolas: II, 35.
 Forneret, Albert: I, 167, 310-312, 315, 318.
 FORRER, LEONARD: II, 39.
 Fournier, Nicolas: I, 134.
 Franc, Joseph-Antoine: I, 81, 82.
 François II, empereur: II, 106, 240.
 François, v. Grenaud.
 Franklin, Benjamin: I, 146.
 P. Franz Ludwig (Ebiner): II, 202, 269.
 Frossard, Jean-François: I, 158, 193, 199; II, 14, 304.
 – Pierre-Nicolas: I, 288; II, 90.
 FURRER, SIGISMUND: II, 38.
 Fux, Nicolas (Pierre-): II, 129.

G

Gaillard, François-Bruno: I, 289.
 – Jean-Claude: II, 91.
 – Joseph: I, 134.
 – Nicolas: I, 133.
 GAILLARDIN, CASIMIR: I, 54.
 Galard de Terraube, Marie-Joseph: I, 52.
 Gard, Frédéric: I, 133, 143, 155-156, 309; II, 303, 308-309.
 – Pierre: I, 156, 157-158; II, 303.
 Garni, Jacques: I, 134.
 GASPOZ, ANTOINE: I, 105.

Gaudin, Charles-Joseph: II, 186.
 Gauthier des Orcières, Antoine-François, dit Gauthier de l'Ain: I, 26, 263-264.
 GAVARD, ADRIEN, voir REBORD.
 Gay, Elie: I, 134.
 - Emmanuel (Louis-Joseph): I, 321; II, 91.
Gazette nationale, v. *Moniteur universel*.
 Genêt (ou *Genest*), Edmond-C.: I, 28.
 Germanier, Jean-Pierre: I, 133.
 Gessler: II, 286.
 Gex-Oboussier, Louis-David: I, 117; II, 46, 69-70, 95-97, 267.
 GHKA, GRÉGOIRE: I, 43; II, 104, 234, 338-340.
 GHKA, GRÉGOIRE et MICHEL SALAMIN: I, 132; II, 271.
 Gilbert, espion: I, 56-59.
 GILLIÉRON, JEAN-SIMÉON-HENRI: I, 55.
 Ginguené, Pierre-Louis: I, 291.
 DE GIRARDIN, STANISLAS: I, 283.
 Giroud, Charles: I, 281; II, 46-47.
 - Jean-Joseph: I, 133.
 Glayre, Maurice (Pierre-): II, 74, 261-262.
 de Godoy, Manuel: I, 28.
 GONARD, ALEC: I, 23, 83; II, 114, 306.
 Gottsponer, Franz Xaver: I, 259; II, 136.
 Grange, Jean-Claude: I, 134.
 Grangier, compagnie: II, 154.
 GRAVEN, JEAN: I, 195; II, 21, 30, 308.
 Gravina, Pietro: II, 106, 229, 231.
 GRELLET, PIERRE: I, 24, 53, 55.
 GRENAT, PIERRE-ANTOINE: I, 20, 22, 149; II, 286.
 de Grenaud, Marc-François: I, 58, 59, 60-61, 190-191; II, 56.
 - sa 1^{re} épouse: I, 59.
 - sa 2^e épouse: I, 59.
 GUERRATY, GABRIEL: I, 94, 321; II, 11, 116.
 Guerraty, Jean-Fabien, dit Adrien: I, 320.
 Guillet, Urbain: I, 54.
 Guillot, Barthélemy: I, 124; II, 161, 185, 239.

- Pierre: I, 124.
 Guiot, Florent: I, 187, 213, 218.
 GUTZWILLER-HALLENBARTER, HELMUT: II, 18.
 GUYOT, RAYMOND: I, 22-24, 28-29, 50, 60; II, 55, 66, 69.

H

Hamion, lieutenant: II, 207-208, 210, 233-234, 317.
 DE HÉDOUVILLE, NICOLAS-FÉRDINAND-JÉRÔME: I, 54.
 Heinzen, Johann Joseph: II, 272.
 Helfflinger, Jean-Frédéric: I, 20, 21, 24, 32, 36-46, 49-51, 56-62, 69-71, 74, 93, 109, 197, 293, 296; II, 115, 261.
 - Marie-Aglæ: I, 45-46; II, 115.
 Henri, espion: I, 56, 58.
 Hérode: II, 12.
 Hohenlohe, régiment: II, 193.
 Huber, Johann Wernhard: II, 261.
 Huc-Mazelet, Auguste: I, 65.
 Hugo, Sigismond, v. P. Sigismond, capucin.

I

IMESCH, DIONYS: I, 149, 253; II, 38, 125-134, 144-146, 155, 159, 169, 193, 197, 199, 202-203, 207, 212-213, 274, 276, 282, 309.
 IMHOFF, LÉON: II, 24.
 Imseng, Joseph: II, 211, 233.
 IMSENG, WERNER: I, 84-85.
 Icare: I, 146.
 Indermatten, Franz (-Joseph): II, 115, 117.
 Ittig, Johann Martin: I, 109.

J

Jacquier, Germain-Balthasar: II, 233.
 - Jean-Baptiste: II, 13, 115, 117, 242.
 Jacquod, Barthélemy: II, 159, 168, 273.
 Jaley, Louis: II, 39.

Jaunin, compagnie: II, 154.
 Joris, François-Alexis: I, 113.
 – François-Emmanuel: I, 133, 143, 155-159, 161, 192-193, 199, 319; II, 14, 18, 20, 303.
 – Jean-Nicolas: I, 133, 157, 303; II, 89-90.
 Jost, Johann Joseph: I, 94; II, 10-11, 14, 16-18, 32, 79.
 JOUGLA DE MORENAS, HENRI: I, 143, 296.
 Julier, Christian: II, 273.
 Julier, Joseph (Johann-): I, 109; II, 114, 117.
 JUNOD, LOUIS: I, 25.

K

de Kalbermatten, famille: I, 195.
 KÄMPFEN, PETER JOSEPH: I, 149; II, 124, 128.
 Kellermann, François-Etienne-Christophe: I, 57, 60.
Kunstführer durch die Schweiz: II, 71, 200.
 KUSCINSKI, AUGUSTE: I, 28.

L

Lacoste (*Delacoste*), Jean-Marie: I, 126, 276-277; II, 115, 117, 147, 211, 282-283, 285, 318.
 DE LAHARPE, FRÉDÉRIC-CÉSAR: I, 24-25, 34, 47, 117, 204; II, 153, 186, 239, 262, 323.
 P. Lambert (Chapuis), capucin: I, 317.
 Lameth, Théodore: I, 60.
 Landry, Pierre: II, 289.
 Lang, Casimir: II, 87.
 LAROUSSE, PIERRE: I, 298.
 Lecarlier d'Ardon, Marie-Jean-François-Philibert: II, 36, 37, 69, 70, 72, 75, 77, 84, 86, 94, 101-103, 105.
 LEFEBVRE, GEORGES: I, 24-25.
 LEROUGE: I, 29.
 de Lestrang, Augustin: I, 53, 54.
 LEVOT, PROSPER-JEAN: I, 29-30; II, 292.

Leymerie, Antoine: II, 283, 284.
 Liand, Jean: II, 88.
 LIEBESKIND, WOLFGANG AMADEUS: I, 97; II, 339.
 Longeat, Pierre-Maurice: I, 134.
 Lorge, Jean-Thomas-Guillaume: II, 122, 156, 157, 187, 189-190, 192-279, 281-286, 297-298, 316-319, 334-335.
 Lovay, Jean-Pierre: I, 133.
 de Lovina, Joseph: II, 88.
 Loye, Jean-Antoine: I, 134.
 – Jean-Baptiste: I, 64, 70.
 – v. aussi Desloges.
 Luder, Joseph-François: I, 157, 158, 161, 167; II, 14, 304-305.
 – Louis-Antoine: I, 68, 130, 291-292.
 LUGON, ANTOINE, v. F.-O. DUBUIS.
 Lugon, Maurice: II, 317.

M

DE MABLY, GABRIEL BONNOT: I, 221.
 MALLET DU PAN, JACQUES: I, 27.
 Mangourit, Michel-Ange-Bernard: I, 27-31 et *passim*.
 – sa femme: Louise-Anne Bidard de la Morinays: I, 27, 31, 115, 129, 281-283, 316; II, 132, 135, 230, 287, 294, 298.
 – sa fille (inconnue): I, 31.
 – son fils aîné, Michel-Ange-François-Bernard, son secrétaire: I, 31, 114-115, 204; II, 57, 291.
 – son fils, Jean-Baptiste-Bernard-Frédéric: I, 31.
 – un enfant de 30 mois: II, 132, 135, 291 (?).
 – sa résidence: I, 37, 60, 83; II, 11, 27, 161.
 Marcel, Albert (Pierre-): II, 151, 162, 252, 267.
 Marclay Grégoire: I, 93, 94, 107, 155-157; II, 14, 304.
 MARTIN, ANDRÉ: I, 29.
 Martin, Peter Moritz: II, 13.
 Martinet: II, 268, 271-272, 291.
 Massard, Mémi-Nicolas: I, 133, 156; II, 90.

Masséna, division: II, 286.
 MASSON, FRÉDÉRIC: I, 27, 29.
 MASSY, CHRISTIAN: I, 132; II, 270-271.
 Mathieu, Peter: II, 13-14.
 Mathys, Jean-Baptiste-Louis, dit François: I, 43, 58, 61-62, 82-83, 88, 105, 110, 182; II, 139, 228, 237, 239, 281.
 Maye, Georges: I, 155, 156, 158; II, 304.
 Mayoraz, Georges: II, 173-174.
 Mégroz: II, 251, 254.
 Meilland, Jean-Laurent: I, 157.
 Mengaud, Joseph-Antoine: I, 29, 36, 187, 256; II, 52, 60, 66, 69, 287.
 Menthon, famille: I, 68.
 Mercier, Jacques (Jean-): II, 169, 171-172, 223, 296.
 Merlin de Douai, Philippe-Antoine: I, 22, 25; II, 60, 61-62, 65, 85, 98, 114, 132, 160, 172, 193, 196, 202, 208, 217, 219, 222, 239, 242-243, 248, 280.
 Mermoud, François: I, 134.
 Mesnard, Philippe-Romain: I, 26, 77, 118, 124; II, 46-47.
 MEYER, LEO: II, 241.
 Michel, Jean-François: I, 133.
 MICHELET, HENRI: I, 79, 85, 276, 301.
 Michelet Jacques: I, 159; II, 304.
 Michellod, Jean-Pierre: II, 89.
 – Pierre-Joseph: I, 101, 157.
 Michlig, Joseph: II, 14.
 Mohr, Melchior: II, 203, 204.
 MONGLOND, ANDRÉ: I, 29, 34.
Moniteur universel: II, 37, 271.
 Monnay, Hilteprand: I, 173.
 Montmorency-Luxembourg, Anne-Charles-François: I, 296, 297.
 Montserrat: II, 199-201, 207, 233.
 Morand, Jean-Marie: I, 134.
 MORAND, JOSEPH: I, 55.
 Morel: II, 254.
 Moret, Anselme-Nicolas: I, 157.
 Moulin, Sébastien: I, 133.
 Müller, Dominicus: II, 14.
 MÜLLER, LEO: I, 64.
 Müller-Friedberg, Karl: I, 22.
 Murith, Laurent-Joseph: I, 30, 66, 130-131; II, 104.

N

Nantermod, Jean-Michel: I, 93, 94, 107.
Narrateur universel: I, 90-91.
 Nellen, Valentinus: II, 14.
 NORRMANN, HEINRICH: II, 340.
 de Nucé, famille: I, 71, 208.
 – Benjamin: II, 211, 213, 283, 318.
 – Joseph-Alphonse: I, 74, 75, 156, 161-163, 169, 319; II, 119, 305, 309, 336.
 – Hyacinthe (Marie-H'-Emmanuel): I, 81, 82, 168-169; II, 143.
 – Léopold: II, 15, 17, 32, 35, 37, 40, 106, 113-114, 117, 131, 152-153, 261, 306.

O

Ochs, Pierre: I, 24, 25, 225, 243; II, 54, 66, 70, 261, 294.
 Odet, Marie-Josèphe: I, 43.
 – Maurice (-Etienne-Marie): II, 233.
 O'Dune, Jacques-Bernard: I, 21.
 – sa fille Marianne: I, 21.
 Oggier, Stephan: I, 258.
 OLIVIER, EUGÈNE: I, 62, 65, 67, 71; II, 22, 166.
 OZOUF, MONA: I, 29.

P

Paccolat, Jean-François: I, 134.
 – Jean-Sigismond: I, 134.
 Paganel, Pierre: I, 28.
 Pellaux: II, 89.
 PELLOUCHOUD, ALFRED: I, 111.
 Penel, Barthélemy: II, 28.
 Peney, Joseph: I, 81, 82, 113, 167; II, 176.
 Perdonnet, Alexandre: II, 137, 141, 181, 249, 255, 257, 260, 264.
 – fils, Vincent: II, 53, 113-116, 128, 139, 142, 144, 149-153, 156, 169, 183-184, 195, 198, 204-205, 209, 219, 222, 224-227, 232, 251-252, 257, 262, 265-266.

Pérignon, Dominique-Catherine: I, 28.
 Perrier, Joseph: I, 133.
 Perrig, Bartholomäus: I, 109, 126, 131, 267, 272; II, 14, 26, 31, 273.
 – Franz: II, 115, 117, 129-130.
 – Moritz: II, 122, 193, 203, 232-233, 243, 297, 316-317.
 P. Philippe (Albasino), capucin: I, 296.
 Pierraz, Emmanuel-Nicolas: I, 115, 167, 169; II, 254, 325, 326, 328.
 Pignat, Alphonse: II, 246, 277-279.
 – Michel: I, 93, 128, 193.
 Pittier, Joseph-Louis: I, 43, 128, 134, 143, 155-156, 159-161, 163, 166, 168, 184, 192-193, 200-201, 206, 211, 217, 233, 255, 260-261, 265, 267-270, 287, 321; II, 11, 14, 16, 18, 29, 40, 45, 114, 116, 118, 145, 147, 176-177, 218, 241, 262, 283, 285-286, 304-305, 312, 318-319, 322, 324, 326.
 Pochon, Jean-Marie: I, 133.
 Polier, Henri: I, 36; II, 137, 139-142, 148-191, 198, 205, 218, 222-223, 225-226, 232, 243, 249-250, 252, 254-255, 257, 259-260, 262, 266, 271-272, 291, 296, 320, 322-324.
 – sa 1^{re} épouse, née Sophie de Loys: II, 291.
 Pouget, François-René: I, 33.
 – Jean-Pierre: I, 33, 49-50, 204, 261, 316; II, 34, 60, 66, 165, 193.
 Pradez, Richard: II, 257, 258.
 Preux, Antoine (François): II, 130.
 de Preux, Joseph-François-Xavier: II, 246, 276.
 Preux, Joseph-Augustin: I, 109; II, 88.
 – Pierre-Antoine: I, 39, 40-44, 72, 88, 181; II, 269.
 – Louis (Pierre-Nicolas): I, 46, 81, 82, 113, 193, 197, 208; II, 115, 117, 261.
 Probst, Georges: I, 289; II, 34, 91, 180.
 Produit, Jean-Barthélemy: I, 158; II, 304.
 – Jean-François: I, 134; II, 91.
 – Jean-Joseph: I, 134.
 Putallaz, Jean-Pierre: I, 134.
 PUTALLAZ, PIERRE-ALAIN: II, 15.
 Puy, René: I, 81, 82, 113, 301.

Q

QUAGLIA, LUCIEN: I, 66; II, 34.
 Quartéry, famille: I, 71, 208.
 de Quartéry, Hyacinthe, M^{me}: I, 163-164.
 – son mari: I, 164.
 – Jacques-François: I, 36-37, 48-50, 73, 76, 78, 80, 82, 84, 208; II, 15, 67, 69, 288.
 – sa première femme: Anne-Catherine de Montheys: I, 36.
 – sa seconde femme: Anne-Pauline de Lazary: I, 37, 48.
 – Louis-Gaspard: I, 287.
 – Melchior: I, 82, 83, 193.
 Quinodoz, Jean: I, 105.

R

Raboud, Joseph: I, 93, 155-157; II, 304.
 DE RAEMY, TOBIE: I, 53, 55.
 Rampon, Antoine-Guillaume: I, 26.
 Rapinat, Jean-Jacques: II, 75, 101, 136, 140, 156, 184, 197, 204, 208, 222, 237, 242, 247, 270, 287, 298.
 Rard, Jean-André: I, 133.
 REBORD, CHARLES-MARIE et ADRIEN GAVARD: I, 59, 294, 298.
 REBSAMEN, HANSPETER: II, 213.
Rédacteur (Le): II, 208, 247, 271.
 REICHENBACH, PIERRE: I, 31; II, 220-221, 257.
 Repond, Nicolas-Simon-Pierre: II, 186, 193, 196, 198.
 Reubell, Jean-François: I, 23-25, 28-29; II, 37, 75, 271, 281, 288.
 Reuse, Jean-Joseph: I, 134, 155-156; II, 91, 304.
 REVAZ, GEORGES et RAYMOND BERGUERAND: I, 114.
 REYMOND, MAXIME: I, 128, 310, 312.
 REYMONDEULAZ, JOSEPH: II, 308.
 Reymondin, Samson: II, 323.
 Ribordy, Gabriel (Gaspard): I, 289; II, 91-92.
 – Jean-Pierre: I, 133.
 – Joseph: II, 28.

- RIBORDY, LOUIS: I, 149, 229; II, 286.
 Ribordy, Pierre: I, 133.
 DE RICARD, ANNE-MARIE: I, 51.
 Richard, Claude: I, 134.
 Riche: I, 276, 278.
 Ricou, Bernard-Jean-François: II, 22, 162, 164, 265.
 de Riedmatten, famille: I, 298.
 de Riedmatten, Emmanuel (Joseph-): II, 130.
 v. Riedmatten, Franz: I, 259.
 de Riedmatten, Janvier-Alphonse (Joseph-): II, 130, 172-179, 182, 273, 318.
 – Joseph-Augustin: II, 35, 139, 149, 214, 283, 296, 308-309, 316-317.
 – son épouse, née Marie-Josèphe Ambuel: II, 317.
 – Pierre-Augustin: I, 86; II, 14.
 – Pierre-Hyacinthe: I, 105, 113, 115, 127; II, 335.
 – sa femme, née Patience de Bons: I, 105.
 – Pierre-Joseph: I, 31, puis *passim*.
 Rion: II, 22.
 – Antoine: II, 282.
 Riondet, Barthélemy: I, 94.
 – Cyprien, v. P. Cyprien, capucin.
 de Rippert, Charles: I, 315.
 Ritter, Joseph (-Ignace): I, 278.
 DE RIVAZ, ANNE-JOSEPH: I, 39, 42, 67, 69, 71, 78-79, 83-84, 87-89, 105, 120, 124, 131, 156, 161, 180-181, 238, 258, 265, 292, 315-316, 318; II, 28, 109, 113-114, 116, 126-127, 129, 134, 139, 144, 169, 197, 206, 211-218, 229-233, 245-247, 251, 268-269, 272-273, 286, 291-292, 294, 298.
 de Rivaz, Charles-Emmanuel: I, 32 et *passim*.
 – sa femme, née Marie-Catherine de Nucé: II, 131.
 – Isaac: I, 77-78, 79, 80, 82-84, 89-90, 95, 127, 140, 143, 155-159, 161, 163, 166, 168, 175, 211, 217, 223, 230, 232, 277, 301, 305, 308-310, 315; II, 14, 18, 20, 92, 115, 214, 304.
 – sa femme, née Louise Du Fay: I, 79.
 – Pierre-Emmanuel: I, 23-24, 81, 82-83, 156; II, 306.
 de Robespierre, Maximilien: I, 59, 221.
 ROSSI, HEINRICH: I, 126.
 Roten, famille: I, 187.
 Roten, Aloys: II, 14, 15, 88, 129.
 – Anton (Moritz Ignaz-): I, 89, 94; II, 130.
 – Hildebrand: I, 39, 40, 42, 72, 101, 266; II, 109, 112, 269.
 – Joseph (François-): II, 91.
 – Nicolas: I, 109; II, 116, 141.
 ROTT, Edouard: I, 21.
 ROUSSEAU, JEAN-JACQUES: I, 221.
 RUFER, ALFRED: I, 23, 220-221, 223, 228, 240-247.
 RUMILLY, JEAN (pseudonyme de Louis Braschoss): I, 62, 67.

S

- de Saint-Just, Louis: I, 221.
 Saint-Marcel, Jean-Pierre: I, 294.
 SALAMIN, MICHEL: I, 32, 41, 71, 88, 271; II, 22, 83, 92, 110, 113-116, 122, 135, 181, 204, 210, 224-225, 227, 252, 265.
 – v. aussi GHKA.
 SANTSCHI, CATHERINE: I, 63.
 Sarrasin, Jean-Joseph: I, 133.
 SAULNIER, F.: I, 29-31.
 v. Schallen, Lucas: I, 84, 109; II, 106, 135.
 Schauenbourg, Alexis-Balthasar-Henri-Antoine: I, 190; II, 45-46, 54, 68, 101, 108, 136, 156, 193-196, 199, 201, 203, 206, 220, 230, 237-238, 243, 247, 264, 266-267, 269-271, 281, 298.
 Schaufelberg, de Zurich: I, 65.
 SCHINER, HILDEBRAND: I, 195; II, 21, 38, 339-340.
 Schiner, Mathieu: I, 272.
 Schmid, Moritz: II, 14.
 Schnidrig, Christian: II, 88.
 SCHNYDER, FIDELIS: II, 59.
 Scipion: II, 12.

Secretan, Louis: II, 261.
 de Sépibus, Léopold: I, 36, 42, 48, 63, 84, 86, 251, 285; II, 273.
 — sa femme, née Jeanne (Anne-J-Claire) de Kalbermatten: I, 76.
 Sibuet, Georges: II, 222.
 P. Sigismond (Hugo), capucin: II, 170, 171-173, 179, 287, 296.
 Sigristen, Jacob Valentin: I, 32, puis *passim*.
 SIX, GEORGES: I, 26, 33-34, 50, 57, 144, 167, 190; II, 15, 156, 207, 286.
 Socrate: I, 146, 263.
 Sotin de la Coindière, Pierre-Jean-Marie: I, 51-52, 57.
 Steffen, Augustin (Franz-): I, 109; II, 87.
 Sterchi, Henri: II, 151, 153, 164, 181-182, 186, 205, 291.
 v. Stettler, régiment: I, 206, 302-303.
 Stockalper, Kaspar Eugen: I, 126, 267, 272; II, 116, 141.
 v. Streng, régiment: I, 232.
 STRICKLER, JOHANNES: II, 66, 68, 119, 127, 131, 135, 139, 143, 145, 184-185, 191, 194-196, 199-210, 217, 220, 228, 236-237, 239, 243, 247, 264, 266-268, 271, 273, 286, 309, 314, 324.
 v. STÜRLER, MORITZ: I, 77; II, 242.

T

Tabin, Mathias: I, 105; II, 13, 114, 117.
 Taffiner, Johann Franz: II, 335.
 Talleyrand: *passim*.
 TAMINI, JEAN-EMILE et PIERRE DELÈZE: I, 64, 70, 292, 303; II, 28, 213, 215, 288-289.
 TAUSERAT-RADEL, ALEXANDRE: I, 29.
 Tell, Guillaume: I, 112, 145, 269; II, 284, 286.
 Terrettaz, Pierre-Henri: II, 34.
 Theiler, Jakob: II, 14, 18, 20, 87, 241.
 Théodose: I, 272.
 Théodule, saint: II, 247.
 — Antoine: I, 133.

Thomas, Abram (François-): II, 253.
 — compagnie: II, 253.
 de Tingry, Charles-François-Christian, prince: I, 296.
 Tissières, Jean-Nicolas: I, 133.
 Tissot, Auguste: I, 65.
 Titus, empereur: II, 12.
 de Torrenté, Alphonse-Félix: II, 130, 159, 168, 283.
 — Alphonse-François-Xavier: II, 89.
 — Philippe: II, 283, 316.
 Tousard d'Olbec, Louis-Anne-François: I, 96, 156, 162-163, 167-168, 197, 238, 319; II, 20, 23, 60, 64-65, 73, 83, 85, 92, 110, 300, 305, 309.
 — son épouse, née Marguerite de Nucé, veuve du comte de Paradès: I, 96.
 Trombert, Barthélemy: I, 93, 135, 159, 291; II, 304.
 — Eustache: II, 287.
 TRUFFER, BERNARD: I, 95; II, 246, 285.
 von Tscharn, Beat Emanuel: I, 128, 131, 204, 215, 250, 302, 310, 315.
 Turin, Emmanuel: I, 93, 99, 116, 135; II, 14.
 Turreau de Garambouville, Louis-Marie: I, 71.

U

Udry, Pierre-Joseph: I, 159; II, 304.

V

Valleran, Joseph-Marie-Gaspard: I, 258, 265-266; II, 212.
 Vallotton, Pierre-Christian: I, 111, 134; II, 147.
 VANNOTTI, FRANÇOISE: II, 207.
 DE VATEL, EMER: II, 210.
 VAUCHER, PIERRE: I, 25.
 Vaudan, Etienne-Martin: I, 157, 158; II, 14, 89, 304.
 Venetz, Ferdinand: II, 59, 109, 193, 233, 271-273, 297, 337.
 Vérolet, Pierre: I, 124.

Veyrassat, Jean: I, **282-283**.
 Vida, Jérôme: I, **270**.
 de Vinci, Joseph: II, **246**, 332.
 Voeffray, Pierre-Maurice: I, **134**.
 Voisin, André: I, 158.
 Volluz, Joseph-Michel-Barthélemy: I, **276**.
 Vuadens: II, 253.
 – compagnie: II, 253.
 Vuilloud, Jean-François: I, 81-82, 85; II, 92.

W

Wachembourg, colonel: I, 81.
 Walker, Felix: II, 14.
 Walpen, Joseph Ignaz: II, 17.
 WALTER, GÉRARD: I, 29.
 Walther, Jean-Philippe: II, **254**.
 Wasserfallen, Jacob-Gabriel: II, **291**.
 DE WARREN, HENRI: I, 143, 296.
 Weger, Dominique: I, **232**.
 Weger, Sebastian: II, **125**, 128-129, 240-241, 272-273, 337.

Werra, Ignaz: II, **13**, 18.
 Wild, Franz Samuel: I, **277**, 312; II, 74, 78-79, 116, 152, 204.
 Willa, Anton: II, **13**, 15.
 Wyssen, Kaspar: II, 14.

Z

Zenhäusern, Johann Joseph: II, **269**.
 Zen Ruffinen, Augustin Sulpiz: I, **258-259**; II, 276.
 – François-Melchior-Joseph: I, **285**.
 ZERMATTEN, MAURICE: I, 31.
 ZIMMERMANN, CHARLES, voir A. DONNET.
 Zurbruggen, Moritz (Peter Joseph-): I, **84-85**, 86, 91, 251; II, 14, 16-18, 20, 31, 117.
 Zurkirchen, Anton Joseph: I, **258**; II, 275-277.
 Zurlauben, famille: I, 63.

INDEX DES PORTRAITS HORS-TEXTE

| | Vis à vis page |
|---|----------------|
| AUGUSTINI, Antoine (1743-1823) | II, 32 |
| BARBERINI, Joseph-Emmanuel (1733-1807) | I, 209 |
| Général BERGIER, Jean-Samuel (1758-1825) | II, 160 |
| BLATTER, Joseph-Antoine, évêque de Sion | I, 96 |
| DUC, Jean-Joseph (1748-1821) | I, 256 |
| DU FAY, Pierre-Louis (1768-1843) | II, 192 |
| DUFOUR, Michel (1768-1843) | I, 288 |
| MANGOURIT, Michel-Ange-Bernard (1752-1829), résident en Valais | I, 32 |
| Général DE NUCÉ, Léopold (1740-† après 1806) | II, 64 |
| PERDONNET, Vincent (1768-1850) | II, 128 |
| POLIER, Henri (1754-1821), préfet du Léman | II, 96 |
| PREUX, Pierre-Antoine (1746-1810), vice-bailli du Valais .. | I, 224 |
| DE QUARTÉRY, Jacques (1750-1826) | I, 128 |
| DE RIEDMATTEN, Janvier (1763-1846) | II, 224 |
| DE RIEDMATTEN, Joseph-Augustin (1751-1837) | II, 256 |
| DE RIEDMATTEN, Pierre-Joseph (1744-1812) | I, 160 |
| Chanoine DE RIVAZ, Anne-Joseph (1751-1836) | I, 192 |
| DE RIVAZ, Charles-Emmanuel (1753-1830) | I, 208 |
| DE RIVAZ, Isaac (1752-1828) | II, 208 |

| | |
|---|---------|
| DE SÉPIBUS, Léopold (1759-1822) | I, 296 |
| SIGRISTEN, Jacob Valentin (1733-1808), grand bailli du Valais | I, 64 |
| STOCKALPER, Kaspar Eugen (1750-1826) | II, 288 |
| TOUSARD D'OLBEC, Louis (1757-1840) | II, 209 |
| VENETZ, Ferdinand (1764-1822) | II, 320 |

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-------|
| Avant-propos | I, 7 |
| Sources et bibliographie, abréviations | I, 12 |

PREMIÈRE PARTIE

PRODROMES DE LA RÉVOLUTION DANS LE BAS-VALAIS ET PROCLAMATION DE SON INDÉPENDANCE

| | |
|--|-------|
| Chapitre premier. — <i>Rappel de la situation du Bas-Valais à la veille de la Révolution</i> | I, 19 |
| Chapitre II. — <i>L'entrée en scène du résident Mangourit</i> | I, 27 |
| La personnalité de Mangourit 27. — Route de Mangourit, de Paris à Saint-Maurice 33. — Mangourit et les événements du Pays de Vaud 34. — Son arrivée et sa réception à Saint-Maurice 36. — Sa résidence 37. — Tergiversations lors de la remise des lettres de créance 38. — Le départ d'Helfflinger différé de jour en jour 44. | |
| Chapitre III. — <i>L'activité de Mangourit en Valais durant les trois premières semaines (5-26 janvier 1798)</i> | I, 47 |
| La situation en Valais en janvier 1798 47. — Des émigrés 49. — Leurs embarras 51. — Modération relative de Mangourit à l'égard des émigrés 52. — Trappistes et trappistines de Sembrancher 53. — Emigrés et espions au service Mangourit (Gilbert et Henri à Turin; François Gremaud, François Mathys, Dr Chrétien Desloges à Saint-Maurice) 56. | |
| Chapitre IV. — <i>Proclamation de l'indépendance dans le Bas-Valais. — Chronologie des journées révolutionnaires (27 janvier - 4 février 1798). — La conférence de Saint-Maurice, du 3 février, sur le sort politique futur du Bas-Valais</i> | I, 72 |

| | |
|--|--------|
| Chapitre V. — <i>Les opérations de l'Assemblée générale des communes du Bas-Valais</i> | I, 137 |
| La «demande en ratification de l'indépendance» 138. — Proclamation de l'Assemblée générale (5 février) 140. — Erection d'un Comité général 142. — Le point de la situation par P.-J. de Riedmatten 144. — Bref bilan de ces dix journées révolutionnaires 147. | |

DEUXIÈME PARTIE

LE COMITÉ GÉNÉRAL DE SAINT-MAURICE ET SON ŒUVRE

| | |
|---|--------|
| Chapitre VI. — <i>Le Comité général de Saint-Maurice: organisation et attributions; composition, séances, comptes</i> | I, 153 |
| Chapitre VII. — <i>Les actes politiques du Comité général</i> | I, 170 |
| 1. La proclamation de l'indépendance dans les communes 172. — 2. La ratification de l'indépendance par le Haut-Valais 177. — 3. Le rachat des fiefs 198. — 4. Rappel des proscrits politiques 202. — 5. Le secours militaire apporté au Pays de Vaud dans la campagne des Ormonts 203. — 6. Les projets de constitution et de réunion: a. le projet du Comité général 210; b. le projet de Mangourit 237. | |
| Chapitre VIII. — <i>Les actes administratifs du Comité général</i> ... | I, 275 |
| 1. Economie et finances 276. — 2 Justice 284. — 3. Police et sûreté générale 290. — 4. Affaires militaires 301: affaire du régiment de Stettler 302; organisation de la force armée 304; le secours militaire au Pays de Vaud dans la campagne des Ormonts 309. | |
| Chapitre IX. — <i>Note sur les recueils connus des délibérations et des actes d'autres comités</i> | I, 319 |

TROISIÈME PARTIE

DE LA RÉPUBLIQUE DES DIX-DIZAINS AU CANTON DE LA RÉPUBLIQUE HELVÉTIQUE

| | |
|---|-------|
| Chapitre X. — <i>Installation de l'Assemblée représentative et du Directoire exécutif provisoires de la république indépendante des Dix-Dizains</i> | II, 9 |
| 1. Préliminaires 9. — 2. Composition de l'Assemblée représentative provisoire 13. — 3. Constitution de l'Assemblée 16. — 4. Organisation interne 20. | |

Chapitre XI. — *Objets traités par l'Assemblée représentative et par le Directoire exécutif en dehors du problème de l'indépendance (16 mars - 5 mai 1798)* II, 26

1. Plantation de l'arbre de la liberté dans les dizains supérieurs 26.
- 2. Les premières lois promulguées par l'Assemblée (17-26 mars 1798) 28.
- 3. Convocation des assemblées primaires: loi du 30 mars 31.
- 4. Sur la troupe auxiliaire bas-valaisanne dans le Pays de Vaud 32.
- 5. Témoignage de reconnaissance à Mangourit. — Le bloc de cristal de Viège 35.
- 6. Pénurie de sel dans le Bas-Valais. — Postillons. — Route du Simplon 39.
- 7. Impression du projet de constitution (du 4 mars 1798) 40.
- 8. Tribunal d'appel et de causes criminelles 41.
- 9. Régiment de Courten 43.
- 10. Passage d'une compagnie française en Valais 44.
- 11. L'Abbaye de Saint-Maurice 45.
- 12. Dragons d'ordonnance stationnés à Saint-Maurice pour la correspondance du résident Mangourit 45.
- 13. Etablissement d'une force armée (gendarmérie) 48.

Chapitre XII. — *Liquidation de la république indépendante des Dix-Dizains* II, 51

1. Le Valais demeurera-t-il république indépendante? 51.
- 2. Le projet de Brune d'une République rhodanique 54.
- 3. Vers l'incorporation à la République helvétique 65; la députation valaisanne à Berne 67; la consultation populaire du 4 avril 79; les résultats de la consultation populaire du 4 avril 86; une députation vaudoise à Saint-Maurice, sur l'invitation de Mangourit, pour fraterniser avec le Valais (17 avril) 95; les légations françaises de Genève et du Valais réunies et confiées à Mangourit? 97; convocation des assemblées de dizain (pour la semaine du 15 avril), puis des assemblées primaires (pour le 22 avril) 99; marche difficile vers la réunion de l'Assemblée électorale 105; les opérations du Corps électoral 112.

QUATRIÈME PARTIE

L'INSURRECTION DU HAUT-VALAIS ET SA RÉPRESSION

Chapitre XIII. — *Le soulèvement du Haut-Valais jusqu'au combat d'Ecône. — Premières mesures prises à l'encontre des rebelles (1^{er} mai - 10 mai)* II, 124

1. Les insurgés de Conches à Sierre 124.
- 2. La prise de Sion par les rebelles (7 mai) 127.
- 3. Réactions des autorités constituées

à l'annonce de l'insurrection 130. – 4. Recul des Bas-Valaisans; l'attaque de Riddes (8 mai); J.-L. Pittier nommé préfet national provisoire (8 mai); le combat d'Ecône (9 mai); adresse des dizains supérieurs aux trois nouveaux dizains (10 mai) 143.

Chapitre XIV. – *La campagne du Valais sous le commandement de l'adjudant-général Bergier* II, 148

1. Premières dispositions 148. – 2. Ordre de bataille de l'armée commandée par le général Bergier 154. – 3. L'affaire d'Entremont; la trêve de Sembrancher (12 mai) 159. – 4. Tentatives de conciliation: la mission de Mercier; celle du P. Sigismond, capucin. – Opposition de Mangourit. – Trêve du 13 au 15 mai 1798 169. – 5. La destitution du général Bergier 183. – 6. Le bilan de la campagne conduite en Valais par le général Bergier 191.

Chapitre XV. – *La campagne du Valais sous le commandement du général Lorge* II, 192

1. L'entrée en scène du général Lorge 192. – 2. Les insurgés repoussent l'ultimatum du général Lorge; les Vaudois occupent les ailes; les Bas-Valaisans sont renvoyés chez eux; les forces en présence; recommandation de Rapinat; les Vaudois veulent rappeler leurs troupes 196. – 3. Lorge attaque les insurgés: le combat de Chandolin (17 mai) 199. – 4. L'attaque des Maladaires (17 mai); préoccupations constantes des autorités vaudoises 201. – 5. La prise et le pillage de Sion par les Français (17 mai 1798) 206. – 6. Les Vaudois au pillage de Sion; congédiés par le général Lorge, ils poursuivent leurs pillages dans leur retraite en aval de Sion (Conthey, Ardon, Chamoson, Leytron, etc.) (17/18/19 mai 1798) 214. – 7. Vers la fin de la «guerre»; autour d'une capitulation (18 et 19 mai 1798) 219. – 8. Proclamation de Mangourit aux Valaisans (20 mai) 229. – 9. Dispersion des Haut-Valaisans; pillage des Français dans le Haut-Valais; suppression de fêtes chômées; vers l'apaisement 236. – 10. Le retour des troupes vaudoises dans leurs foyers; indignation des autorités vaudoises contre les excès commis en Valais par leurs militaires; vaines tentatives de restitution; collecte organisée par la ville de Vevey 248. – 11. Blessés hospitalisés, et prisonniers valaisans au château de Chillon 264. – 12. Quelques attestations contemporaines sur le pillage de Sion et sur les impositions de guerre 273.

Chapitre XVI. – *Départ du Valais du général Lorge et du résident Mangourit* II, 280

CONCLUSION II, 293

ANNEXES.

| | | |
|-----|---|---------|
| I | Etat des membres, des présidents et des secrétaires du Comité général de Saint-Maurice | II, 303 |
| II | «Adresse d'un chanoine du chapitre de Sion à ses concitoyens» (s.d.) | II, 305 |
| III | «Relation du c. capitaine Balthasar Ambuel relativement à la conduite de la garde sur le pont de Bramois» (7 mai 1798) | II, 308 |
| IV | Troisième rapport de la Chambre administrative du Valais adressé au Directoire helvétique (31 janvier 1799) relatif à l'insurrection de 1798 | II, 309 |
| V | Relation succincte et incomplète de la prise de Sion (17 mai), des contributions imposées par les Français et de la cérémonie du 8 juin, par Jos.-Augustin de Riedmatten. | II, 316 |
| VI | «Procès-verbaux des désordres commis par les militaires vaudois en Valais 1798» | II, 319 |
| | 1. Martigny, 21 mai 1798. [Charles] de Bons, chef d'escadron, au c. Doxat, commandant en chef l'artillerie du canton du Léman | II, 319 |
| | 2. Informations prises à Chamoson au sujet de la rixe qu'il y a eu contre les habitants de ce village et les troupes vaudoises cantonnées dans les environs, le 20 mai, à 10 h. du soir, par l'adjudant Charles de Bons | II, 320 |
| | 3. Lausanne, 28 juin 1798. H. Polier, préfet national du canton du Léman, au c. Pittier, préfet provisoire du canton du Valais | II, 322 |
| | 4. Lausanne, 1 ^{er} juillet 1798. H. Polier, préfet national du canton du Léman, au c. Pittier, préfet national provisoire du canton du Valais | II, 324 |
| | 5. Plainte de Joseph-Gaspard Exquis, abbé de Saint-Maurice, sur les désordres commis à l'Abbaye par le | |

| | |
|--|---------|
| bataillon Blachenay, lors de son retour au Pays de Vaud. s.d. | II, 325 |
| 6. Déclaration du chanoine Emmanuel-Nicolas Pier-raz, procureur de l'Abbaye de Saint-Maurice, du 3 juillet 1798 | II, 326 |
| VII Discours (non prononcé) de P.-Jos. de Riedmatten, bourgmestre de Sion, adressé à Mangourit, s.d. | II, 328 |
| VIII Etat de l'artillerie, fusils et autres armements dans l'Arsenal de Sion à l'entrée des Français | II, 330 |
| IX Mandement épiscopal sur la suppression des fêtes chômées (6 juin 1798) | II, 332 |
| X Proclamation du général Lorge «aux habitants du Haut-Valais» (18 prairial an VI - 6 juin 1798) | II, 334 |
| XI Münster, 24 mai 1798. Lettre de Johann Franz Taffiner, ancien châtelain du dizain de Conches, à Pierre-Hyacinthe de Riedmatten, ancien capitaine dudit dizain | II, 335 |
| XII Sentiments des cinq districts sous-nommés sur l'arrêté du Directoire exécutif en date du 1 ^{er} octobre [1798] concernant les recherches à faire contre les auteurs de l'insurrection du Valais oriental pour le remboursement des frais de la guerre et des sommes exigées par l'armée française | II, 336 |
| XIII Note sur la signification des termes de Diète, Diétine, Petit Conseil et Conseil secret | II, 338 |
| Index des noms de lieux | II, 343 |
| Index des noms de personnes | II, 355 |
| Index des portraits hors-texte | II, 368 |
| Table des matières | II, 370 |

BIBLIOTHECA VALLESIANA

1920 Martigny, avenue de la Gare 19

Etudes, témoignages et documents pour servir à l'histoire du Valais

Collection dirigée par André Donnet

VOLUMES PARUS

1. EDMOND BILLE. *Jeunesse d'un peintre (1878-1902)*. Suivi de ses «Heures valaisannes». Mémoires présentés par S. CORINNA BILLE.

La découverte intime du Valais par un artiste au tempérament puissant, dont les qualités d'écrivain ne le cèdent en rien à celles du peintre.

Un vol. de 318 pages, illustré de 8 portraits par Edm. Bille, 1962. Fr. 25.-

2. HENRI MICHELET. *L'inventeur Isaac de Rivaz (1752-1828)*. *Ses recherches techniques et ses tentatives industrielles*. Préface de Maurice Daumas, conservateur au Conservatoire national des arts et métiers, Paris.

Première étude d'ensemble sur les recherches d'un Valaisan jusqu'à ce jour plus célèbre que bien connu, inventeur du moteur à explosion et d'une linotype, pionnier de la navigation mécanique et des fours industriels.

Un vol. de 395 pages, illustré de 5 hors-texte et de 21 figures. 1965. Fr. 30.-

3. *Mémoires de LOUIS ROBATEL (1788-1877), officier valaisan au service d'Espagne, puis de France.* Publiés par ANDRÉ DONNET.

Témoignage unique sur la vie quotidienne, au cours de sa carrière au service étranger, d'un Valaisan qui incarne l'homme moyen: enfance à l'armée; campagnes et garnisons avec femme et enfants; occupations et déboires d'une longue retraite.

Un vol. de 296 pages, avec un portrait. 1966.

Fr. 30.-

4. *Documents relatifs aux capucins de la province de Savoie en Valais (1603-1766).* Publiés par JEAN-PAUL HAYOZ et FÉLIX TISSERAND, ofm cap.

Concernent principalement le conflit suscité en 1628-1630 par la rencontre de deux équipes de missionnaires venant, l'une de Savoie, l'autre des cantons confédérés, et la séparation des couvents de Saint-Maurice et de Sion d'avec la province de Savoie et leur réunion à la province suisse (1765-1767).

Un vol. de 182 pages, illustré de 16 planches. 1967.

Fr. 25.-

5. CHARLES-EMMANUEL DE RIVAZ. *Mes Souvenirs de Paris (1810-1814).* Publiés par MICHEL SALAMIN.

Les affaires du Valais traitées à Paris par son représentant au Corps législatif; l'exactitude d'un homme politique soucieux de paraître et de se ménager; les derniers jours de l'Empire napoléonien vus par un spectateur ennuyé mais impartial.

Un vol. de 342 pages, avec un portrait de l'auteur. 1967.

Fr. 25.-

6. PAUL SAUDAN et NORBERT VIATTE. *Lettres - Textes inédits.* Précédés de «Témoignages». Lettre-préface du cardinal Charles Journet.

«Hommage de gratitude à deux maîtres éminents et magnanimes... laissant derrière eux un grand, un pur sillage de lumière.» (Cardinal Journet). Vingt-deux témoignages d'amis et d'anciens élèves; correspondance musicale de P. Saudan avec G. de Saint-Foix (1936-1953); bibliographie, lettres, fragments d'un Journal de N. Viatte.

Un vol. de 380 pages, illustré de 8 hors-texte. 1968.

Fr. 30.-

7. EMILE BIOLLAY. *Le Valais en 1813-1814 et sa politique d'indépendance. La libération et l'occupation d'un département réuni.*

L'histoire singulière du Valais libéré en 1813, attaqué en 1814, mais que plus d'un lien rattache encore à la France alors qu'il endure l'occupation autrichienne et cherche à se créer une existence politique indépendante des cantons suisses.

Un volume de 551 pages. 1970.

Fr. 35.-

- 8, 9 et 10. ANDRÉ GUEX. *Le demi-siècle de Maurice Troillet. Essai sur l'aventure d'une génération 1913-1970.*

Qu'avons-nous gagné, qu'avons-nous perdu dans cette aventure du Valais, fondamentalement transformé en un demi-siècle? C'est la question à laquelle tente de répondre cette longue et patiente chronique, retraçant, année après année, l'action des hommes et le jeu des circonstances ou des événements. Car, en histoire, il n'y a ni miracles ni mutations spontanées.

3 vol. vendus ensemble (297, 336 et 250 pages. Frontispice). 1971. Fr. 88.-

11. PIERRE DEVANTHEY. *La Révolution bas-valaisanne de 1790.*

Sur la révolution de 1790 déclenchée par l'affaire du Gros-Bellet, plus célèbre que connue, voici enfin un ouvrage d'ensemble qui en étudie le déroulement, les causes, les revendications et les principaux protagonistes.

Un vol. de 475 pages, avec 8 hors-texte. 1972.

Fr. 35.-

12. ANNE TROILLET-BOVEN. *Souvenirs et propos sur Bagnes.*

1 vol. de 264 pages. 1973.

Epuisé.

Une nouvelle édition de cet ouvrage, remaniée et illustrée de dessins et de photos, a été publiée sous le titre: Ce temps qu'on nous envie, par les Editions Monographie, à Sierre, 1982, 222 pages, dans la collection Mémoire vivante.

13. *Correspondance relative à l'adolescence de Maurice Troillet.* Cent cinquante-trois lettres (1889-1904) choisies, annotées et présentées par ANDRÉ DONNET.

Les lettres ici rassemblées révèlent non seulement les années de formation du futur homme d'Etat Maurice Troillet mais aussi à leurs racines, les traits de son caractère qui apparaissent dans le milieu familial, l'attachement à la terre, les germes de la vocation politique, les pratiques religieuses, les amitiés nouées au collège, les difficultés d'adaptation au régime des divers établissements que le jeune homme a fréquentés.

1 vol. de 284 pages, illustré d'un hors-texte. 1973.

Fr. 30.-

- 14 et 15. MARIE DE RIEDMATTEN. *Journal intime (1882-1896).* Edition intégrale publiée sous les auspices de la Bourgeoisie de Sion. Texte établi, annoté et présenté par ANDRÉ DONNET. Préface de Bernard de Torrenté, président de la Bourgeoisie.

S'il fait connaître une âme d'une qualité peu commune, le *Journal intime* de Marie de Riedmatten apporte aussi à l'historien, à l'ethnologue, au sociologue une foule de renseignements sur la vie quotidienne, à Sion, à la fin du XIX^e siècle.

2 vol. vendus ensemble (450 et 480 pages), 8 pl. hors-texte.

Fr. 90.-

16. *Farinet devant la justice valaisanne*. Dossiers de procédure pénale publiés par ANDRÉ DONNET.

Farinet n'est ni un enfant de cœur, ni «un ange en paradis», encore moins un héros de la liberté dont ses soi-disant «amis» voudraient imposer l'image! En tout cas, au cours de 540 pages de procédure le mot de liberté n'apparaît pas une fois. Tout simplement, Farinet est un contrebandier – sympathique, certes – et un faux-monnayeur.

593 pages en deux volumes, avec 4 pl. hors-texte

Fr. 58.–

17. et 18. ANDRÉ DONNET. *La Révolution valaisanne de 1798*.

Nouvelle approche des événements qui ont agité le Valais de janvier à juin 1798 et marqué la fin de l'Ancien Régime: affranchissement du Bas-Valais qui s'organise en Etat indépendant (Valais occidental); puis éphémère république des Dix-Dizains, réunion du Valais occidental et du Valais oriental sous une constitution démocratique, qui tente en vain de sauvegarder son indépendance; enfin, intégration en qualité de canton à la République helvétique qui suscite l'insurrection des Haut-Valaisans, promptement réprimée, mais non soumise.

2 vol. vendus ensemble (328 et 384 pages) illustrés de 24 portraits hors-texte.

Fr. 70.–

Les volumes 17 et 18 de la Bibliotheca Vallesiana,
collection dirigée par André Donnet, ont été achevés d'imprimer
le 31 août 1984,
sur les presses de l'Imprimerie Pillet, à Martigny.

